

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

I

JX
3
A6

ARCHIVES

DEPARTMENT

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
1868

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER
8^e ANNÉE
JANVIER, FÉVRIER, MARS
1868

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1868

I

CONFÉDÉRATION DU NORD DE L'ALLEMAGNE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

PRUSSE.

**Patente d'incorporation des Duchés de Schleswig et de Holstein
dans la monarchie prussienne, en date du 12 janvier 1867.**

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, etc., faisons savoir par ces présentes :

Le roi de Danemark ayant renoncé, par le traité de Vienne du 30 octobre 1864, à tous ses droits sur les duchés de Schleswig et de Holstein en notre faveur et en celle de l'empereur d'Autriche, et l'empereur d'Autriche nous ayant transféré, par le traité de Prague du 23 août 1866, tous les droits qu'il avait acquis par le traité de Vienne sur lesdits duchés, nous avons résolu de les réunir à notre monarchie, à l'exception de la partie cédée au grand-duc d'Oldenbourg par le traité du 27 septembre 1866, et à cet effet nous avons rendu et promulgué,

avec l'assentiment des deux chambres de notre monarchie, la loi du 24 décembre 1866.

En conséquence, nous prenons possession, par la présente patente, desdits duchés de Holstein et de Schleswig, avec tous les droits de la souveraineté, et les incorporons à notre monarchie avec tous leurs droits, prétentions et appartenances.

Nous joindrons à notre titre royal les titres résultant de cette prise de possession.

Nous ordonnons que les aigles prussiennes soient érigées aux frontières du pays en signe de notre souveraineté, que les armes apposées jusqu'ici soient remplacées par nos armes royales, et que les sceaux publics soient munis de l'aigle prussienne.

Nous ordonnons à tous les habitants des duchés de Holstein et de Schleswig, réunis maintenant à notre monarchie, de nous reconnaître désormais comme leur légitime roi et souverain, et de prêter l'obéissance due à nos lois et ordonnances.

Nous protégeons chacun dans la possession et la jouissance de ses droits privés bien acquis et laisserons aux fonctionnaires, qui devront nous prêter serment, la jouissance de leurs traitements, sous condition qu'ils remplissent leurs fonctions fidèlement. Nous exercerons seuls la puissance législative, jusqu'à l'introduction de la constitution prussienne.

Nous voulons conserver les lois et institutions des duchés en tant qu'elles sont l'expression de particularités légitimes et qu'elles peuvent rester en vigueur sans porter préjudice à l'unité de l'État et aux exigences de ses intérêts.

Notre président supérieur, baron de Scheel-Plessen, est chargé par nous d'exécuter la prise de possession. Ainsi soit faite notre volonté.

Donné à Berlin, le 12 janvier 1867.

GUILLAUME.

Contre-signé par tous les ministres.

PRUSSE — TOUR ET TAXIS.

Traité touchant la cession à la Prusse de l'administration et de l'exploitation des postes de Tour et Taxis, signé à Berlin le 28 janvier 1867.

Dans le but de régler la cession à la Prusse de l'ensemble de l'exploitation des postes de Tour et Taxis, le Gouvernement Royal Prus-

sien d'une part, représenté par le conseiller intime de légation, *Ernest de Bülow*, le conseiller intime des Postes, *Henri Stephan*, et l'assesseur de régence, *Othon Hoffmann*,

Et le Prince de la Tour et Taxis d'autre part, représenté par le conseiller supérieur des Postes, Baron *François de Gruben*, et l'assesseur de la direction générale des Postes, *Guillaume Ripperger*,

Ont conclu le traité suivant :

Art. 1^{er}. S. A. le Prince Maximilien Charles de Tour et Taxis, tant en son nom qu'au nom de ses descendants et tous les agnats et collatéraux appelés à succéder à ses droits relatifs à l'exploitation des Postes, cède la totalité de ces droits dans tous les États et territoires dans lesquels les Postes étaient exploitées entièrement ou en partie par la maison Princièrè, au Gouvernement Royal Prussien.

Ces États et territoires sont :

- 1) La Principauté de Hohenzollern,
- 2) L'ancien Électorat de Hesse,
- 3) L'ancien Duché de Nassau,
- 4) L'ancien Landgraviat de Hesse-Hombourg,
- 5) L'ancienne Ville libre de Francfort,
- 6) Les parties de l'ancienne province de Hesse supérieure du grand-duché de Hesse, cédées à la couronne de Prusse,
- 7) Le Grand-Duché de Hesse,
- 8) Le Grand-Duché de Saxe,
- 9) Le Duché de Saxe-Meiningen,
- 10) Le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha,
- 11) La Principauté de Reuss ligne aînée,
- 12) La Principauté de Reuss ligne cadette,
- 13) La Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt,
- 14) La Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen,
- 15) La Principauté de Lippe,
- 16) La Principauté de Schaumbourg-Lippe,
- 17) La Ville libre et hanséatique de Lübeck,
- 18) La Ville libre et hanséatique de Brème,
- 19) La Ville libre et hanséatique de Hambourg.

En conséquence toute l'exploitation des Postes du prince de Tour et Taxis, dans toute son étendue, avec tous les droits y attachés et tout le matériel immobilier et mobilier, inventaires, etc., dans l'état où ils se trouvent présentement, passe entre les mains de la Prusse.

Art. 2. Tous les bâtiments des postes et terrains affectés au service appartenant à S. A. le Prince, ainsi qu'en général tous les accessoires destinés au service des Postes dans toute l'étendue de l'explo-

tation princière, tels qu'ils existent actuellement, et les actes authentiques qui en constatent la propriété, deviennent la propriété du Gouvernement Prussien.

Les plénipotentaires des deux parties contractantes seront chargés du soin d'accomplir auprès des tribunaux et autorités judiciaires les démarches et formalités nécessaires à l'effet de constater cette cession.

Les frais résultant de ces formalités seront supportés par le Gouvernement Prussien.

Si dans les bâtiments des Postes il existe des logements de service pour les employés des Postes, ou si des parties des bâtiments sont louées à des tiers, le Gouvernement Royal Prussien s'engage à exécuter les contrats de location et accepte les obligations qui incombent à l'administration princière.

Est exclu de la cession l'hôtel situé à Meiningen.

A Francfort la cession est limitée à la maison dite *Rothhaus* dans la *Zeil*, à l'exception des parties qui dépendent du palais Princier situé dans la *Eschenheimer Gasse*, et de la maison appelée *Weidenhoff*.

Art. 3. De même tous les objets mobiliers compris dans l'inventaire de l'administration des Postes princière tels qu'ils sont désignés sur les registres des différents bureaux de Poste (notamment les diligences, les wagons de poste sur les chemins de fer, etc.), les chevaux dans les écuries de l'administration, et tous les approvisionnements ou fournitures (harnais, etc., combustibles) passeront entre les mains de la Prusse.

Deviennent également propriété de la Prusse les objets qui n'auraient pas été désignés dans les registres d'inventaire; mais l'administration princière n'assume aucune responsabilité en ce qui touche les objets qui auraient été portés par erreur sur l'inventaire.

L'installation, c'est-à-dire le mobilier de l'appartement occupé par le directeur général des Postes du prince à Francfort-sur-le-Mein reste en dehors de la cession.

Art. 4. La bibliothèque, la collection de cartes et les documents de la direction générale et de la caisse principale des Postes, qui concernent l'administration postale et sont nécessaires pour l'expédition des affaires courantes, passent à la Prusse. Toutefois, dans certains cas, l'administration princière sera autorisée à prendre connaissance ou copie de pièces remontant à l'époque de son exploitation, indépendamment du droit qu'elle a de détruire les actes sans utilité. D'autre part, l'administration princière s'engage à communiquer au Gouvernement Prussien, pour en prendre connaissance ou copie, les documents postaux conservés dans les archives du prince à Ratisbonne, qui présenteraient de l'intérêt au point de vue du système d'exploitation ultérieur.

Art. 5. En même temps que la Prusse devient cessionnaire de l'administration des Postes du prince de Tour et Taxis, elle accepte toutes les charges et dépenses administratives qui en résultent.

Le Gouvernement Royal représentera, à partir du jour de la cession, la maison princière relativement aux réclamations qui viendraient à se produire.

Le Gouvernement Royal observera les traités de poste conclus par l'administration princière avec d'autres offices allemands et étrangers, ainsi que les conventions pour le transport conclues avec les administrations de chemin de fer, les conventions avec les maîtres de poste, et les traités pour les locations et fournitures relatives au service des postes. Il remplira les obligations et jouira des droits qui découlent de ces traités, sauf à s'entendre ultérieurement avec les parties intéressées sur les modifications à introduire.

Art. 6. Lorsque des réclamations remontant au temps de l'administration princière seront élevées par des particuliers ou d'autres administrations des Postes, contre elle, Son Altesse le Prince sera tenu pour responsable; cependant le Gouvernement Royal, toutes les fois qu'il le jugera dans l'intérêt de l'administration des Postes et après s'être concerté à cet égard avec l'administration princière à Ratisbonne, représentera dans ces circonstances cette dernière vis-à-vis des réclamants. Il s'efforcera alors, en y apportant tous les soins, de terminer ces affaires pour le compte de l'administration princière, soit par la voie d'une entente amiable, d'un arbitrage, ou par la voie judiciaire et d'avancer les frais qui pourraient en résulter. L'administration princière acceptera entièrement le résultat obtenu par les bons offices du Gouvernement Prussien, et restituera les dépenses faites, ainsi que les frais des procès lorsque ces procès ont été commencés et suivis du consentement de l'administration princière. L'approbation de Son Altesse le Prince est nécessaire pour la validité des arrangements conclus.

Pour toutes les autres affaires litigieuses de même nature dans lesquelles le Gouvernement Royal ne juge pas opportun de représenter l'ancienne exploitation et qui devront dès lors être suivies par l'administration princière elle-même, Son Altesse le Prince déclare accepter à cet égard les tribunaux qui auraient été compétents sur la matière si l'administration princière avait continué d'exister.

Art. 7. Les livres et comptes relatifs à l'ensemble de l'exploitation des Postes princières, seront clos à la date du 30 juin 1867. Le numéraire existant dans les caisses de l'administration des Postes, passe aux mains de la Prusse. Le Gouvernement Royal s'engage à remettre à Son Altesse le Prince, si cette remise n'a pas encore été faite, les recettes nettes opérées d'après les livres jusqu'à cette époque sans pré-

judice du compte à établir ultérieurement pour l'arriéré des recettes et des dépenses.

Pour séparer les affaires de caisse et de comptabilité, il a été encore spécialement convenu ce qui suit :

1) Tous les frais d'administration et d'exploitation seront supportés par l'administration princière jusqu'au 30 juin 1867 à minuit ; à partir de cette heure ils passent à la charge du Gouvernement Royal Prussien.

2) Les bulletins de lettres et de chargements, les bulletins de voyageurs, etc., qui sont expédiés à la date du dernier jour de juin ou qui arrivent portant cette date seront, alors même que l'arrivée à destination de ces bulletins n'aurait lieu que postérieurement au 30 juin, portés au compte de l'administration princière, y compris le port intérieur.

3) Les recettes perçues pour le transport des voyageurs, des lettres et des paquets qui ne seront expédiés qu'après le 30 juin ainsi que pour l'envoi des journaux dont l'abonnement ne commence qu'au 1^{er} juillet, seront portées au compte du Gouvernement Prussien, alors même que ces recettes auraient été effectuées avant le 1^{er} juillet. Les sommes perçues par les bureaux de postes de l'administration princière pour le transport des journaux avec abonnement de six mois ou d'un an seront proportionnellement restitués à l'administration des Postes Prussiennes.

4) Les timbres-poste et enveloppes timbrées de Tour et Taxis déjà vendus au jour de la cession, mais non encore employés, pourront être rendus contre paiement aux bureaux de Postes Prussiens par le public pendant un délai de 8 semaines à partir du jour de la cession ; de même le montant des enveloppes de correspondances expédiées sera remboursé si un emploi inadmissible de ces timbres et enveloppes a eu lieu à partir du 1^{er} juillet, lors de leur remise dans la boîte aux lettres.

L'administration des Postes Prussiennes portera au crédit de l'administration princière sur les comptes à établir, la valeur de ces timbres-poste et enveloppes.

Art. 8. Les fonctionnaires attachés au service des Postes princières dans les pays et territoires désignés dans l'art. 1^{er}, seront employés au service des postes royales prussiennes en conservant leur ancienneté et leurs droits acquis. De même le Gouvernement Royal maintiendra dans leur situation actuelle les employés inférieurs des postes engagés par contrat.

Art. 9. En ce qui concerne les fonctionnaires de la direction générale des Postes à Francfort-sur-le-Mein, le Gouvernement Royal Prussien les fera passer, dès que l'occasion s'en présentera, avec leur

traitement actuel, dans le service des Postes Prussiennes, à la condition bien entendu qu'ils en expriment le désir et qu'ils possèdent les capacités requises. On aura égard dans la mesure du possible à la situation qu'ils occupaient dans l'administration princière. Relativement aux droits à la retraite, ces fonctionnaires seront après leur entrée au service des Postes Prussiennes traités sur le même pied que les fonctionnaires royaux.

Les fonctionnaires de la direction générale des Postes à Francfort-sur-le-Mein qui ne passeront ni au service du Roi de Prusse, ni dans une autre administration du Prince, recevront une pension du Gouvernement Royal. Ce dernier représentera Son Altesse le Prince vis-à-vis de toutes les réclamations qui pourraient être formées par ces fonctionnaires au sujet de leurs rapports antérieurs de service.

Art. 10. Simultanément avec l'acte de cession, tous les fonctionnaires passant dans l'administration Royale se trouvent déliés du serment prêté à S. A. le Prince de Tour et Taxis.

Art. 11. La caution fournie par ces fonctionnaires, les cautions des maîtres de poste et autres personnes engagées par contrat envers l'administration princière, passent aux mains du Gouvernement Royal. Toutefois ces cautions resteront encore à partir de l'époque fixée par l'art. 1^{er}, pendant 18 mois à la disposition de l'administration princière dont le droit sur ces cautions primera le droit du Gouvernement Prussien.

Art. 12. Le Gouvernement Royal accepte et servira les pensions déjà accordées, et les secours donnés aux employés pensionnés ainsi qu'aux veuves et orphelins d'employés.

Art. 13. Les veuves et enfants des fonctionnaires désignés aux articles précédents, recevront du Gouvernement Prussien des secours dans la mesure de ceux qu'ils recevaient de l'administration princière, et S. A. le Prince se trouvera affranchi de toute obligation ou prestation à cet égard.

Art. 14. Les établissements fondés pour secourir le personnel des Postes (les fondations Bolz, Weidner et de Vrint), la caisse de secours pour les postillons passent à la Prusse, et S. A. exprime à l'égard de cette dernière fondation créée par la munificence princière, le désir que les revenus de la caisse soient dorénavant aussi employés dans un but charitable analogue, en souvenir de la Maison princière de Tour et Taxis.

Art. 15. Comme équivalent de l'ensemble des droits et propriétés cédés en vertu du présent Traité par S. A. le Prince à la Prusse, le Gouvernement Royal Prussien paie à S. A. la somme en bloc de trois millions de thalers courant et S. A. le Prince Tour et Taxis s'engage à ne plus élever, après le paiement de cette somme, aucune prétention

de quelque nature que ce soit au sujet de cette cession, mais y renonce expressément pour lui et sa maison. Le paiement s'effectuera à Berlin aussitôt après la cession faite. (Art. 19.)

Art. 16. S. A. le Prince renonce à toutes les réclamations qu'il aurait ou croirait avoir encore à élever du temps de son administration contre le fisc des États et territoires désignés en l'article 1^{er}.

Art. 17. Relativement à la franchise postale dont jouissent encore après la cession S. A. le Prince de Tour et Taxis, et les membres de la maison princière, ainsi que l'administration du Prince et certains fonctionnaires représentant cette administration, on appliquera les mêmes principes qui régissent en Prusse la franchise postale pour les membres de la famille royale, les autorités de l'État et certains fonctionnaires représentant ces autorités.

Les dispositions particulières à prendre pour l'exécution de ce qui précède seront concertées à part entre les parties contractantes.

Art. 18. Le Gouvernement Royal s'engage, dans le cas où l'assentiment des Gouvernements intéressés serait nécessaire pour la cession à la Prusse de l'administration postale du Prince de Tour et Taxis, à rechercher cet assentiment. Il promet également de se mettre aux lieu et place de S. A. en ce qui touche les réclamations que pourraient élever ces Gouvernements contre le Prince à l'occasion de la cession dont il s'agit, notamment pour les droits de poste féodaux.

S. A. le Prince s'assurera aussitôt que possible et en tant qu'il sera nécessaire, du consentement des membres de la maison princière de Tour et Taxis.

Art. 19. La remise définitive de l'administration des postes entre les mains de la Prusse s'effectuera à l'époque fixée dans l'article 1^{er} par des commissaires réciproquement désignés à cet effet, et en dressant un protocole qui contiendra les déclarations et explications finales.

Art. 20. La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible, l'échange des ratifications aura lieu par voie de correspondance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double original et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le 28 janvier 1867.

(L. S.) *Signé* : ERNEST DE BULOW.

(L. S.) *Signé* : HENRI STEPHAN.

(L. S.) *Signé* : OTHON HOFFMANN.

(L. S.) *Signé* : BARON GRUBEN.

(L. S.) *Signé* : GUILLAUME RIPPERGER.

PRUSSE, BAVIÈRE, WURTEMBERG, BADE, HESSE.

Convention pour assurer la durée de l'Union douanière allemande du Zollverein, signée à Berlin le 4 juin 1867.

La Prusse, en son nom et sous réserve de l'accession des autres membres de la Confédération du Nord, d'une part, et la Bavière, le Wurtemberg, Bade et la Hesse pour les portions de son territoire qui n'appartient pas à ladite Confédération d'une part :

Animés de l'intention d'assurer la durée de l'Union douanière et commerciale allemande, et d'en développer les institutions d'une manière conforme aux besoins du temps présent, sont convenus des dispositions suivantes, lesquelles doivent servir de base à la conclusion d'un traité prochain, et ne pourront être modifiées que de l'aveu de tous les États contractants :

Art. 1^{er}. Le traité d'union douanière du 16 mai 1865 et les conventions qui s'y rattachent restent en vigueur entre les parties contractantes, en tant qu'ils ne sont point modifiés par les dispositions qui suivent, ou ne le seront point de la façon indiquée au paragraphe 2.

Art. 2. Les lois sur toutes les matières de douanes, sur l'imposition du sucre, du sel et du tabac indigènes, sur les mesures nécessaires à la sûreté des frontières douanières communes, seront élaborées par un organe commun des États contractants et par une représentation commune de leurs populations. L'accord des votes de la majorité des deux organes est requis et suffit pour une loi de l'Union. La compétence desdits organes ne s'étend point à d'autres affaires que celles qui se trouvent indiquées ci-dessus.

Art. 3. L'organe commun des États contractants se compose de leurs représentants respectifs, parmi lesquels les voix sont réparties dans la proportion adoptée par le *plenum* de l'ancienne Diète germanique. La Prusse convoque le Conseil, y exerce la présidence et a le droit, en cette qualité, de conclure, au nom des États contractants, des traités de commerce et de navigation avec des États étrangers.

Art. 4. A la décision des États contractants, représentés par leur organe commun, sont soumis :

1^o Les ordonnances légales qui, tombant sous l'application du paragraphe 2, doivent être présentées à la représentation du peuple, ou ont été adoptées par elle, y compris les traités de commerce et de navigation ;

2^o Les prescriptions administratives ou les institutions servant à l'exécution des lois communes (paragraphe 2) ;

3^o Les vices signalés dans l'exécution de ces lois ;

4° La fixation définitive des recettes du Zollverein et des impôts indiqués au paragraphe 2, fixation présentée par une Chambre des comptes à instituer. Toute motion des États contractants relative aux objets indiqués dans les paragraphes de 1 à 3, ainsi que toute motion d'un fonctionnaire contrôleur sur les objets indiqués au paragraphe 3, doit être soumise à la décision commune. En cas de divergence d'opinions, la voix du président décide pour les objets indiqués aux paragraphes 1 et 2, si elle se prononce pour le maintien de la prescription ou de l'institution existante ; dans tous les autres cas, c'est la majorité des voix qui décide.

Art. 5. La représentation de la population des États contractants se compose des membres du Reichstag de la Confédération du Nord et de députés des États du Sud. Les dispositions du chapitre V de la Constitution fédérale seront applicables à l'élection de ces députés, c'est-à-dire à la représentation populaire commune. La Prusse convoque cette assemblée. La convocation n'a point lieu à des périodes revenant régulièrement, mais seulement au fur et à mesure des besoins législatifs, ou si un tiers des voix, dans l'organe commun indiqué au paragraphe 3, le demande.

Art. 6. Le produit des douanes et des impôts sur le sucre et le sel indigènes est commun, et sera réparti entre les États contractants, proportionnellement au chiffre de population. Ce produit consiste dans la recette totale des droits en question, défalcation faite :

1° Des bonifications ou des réductions d'impôt reposant sur des lois ou des mesures d'administration générale ;

2° Des frais de perception et d'administration ; a) des douanes et de l'impôt sur le sucre indigène, en tant que ces frais, d'après les conventions douanières, doivent être portés au compte commun ; b) de l'impôt sur le sel indigène, y compris les frais de prélèvement et de surveillance occasionnés par les salines.

Le produit de l'impôt sur le tabac indigène sera commun et réparti entre les États contractants au *pro rata* de la population, dès que le tabac aura été soumis à une imposition uniforme.

Art. 7. Chaque État continue à prélever et à administrer, dans la limite de son territoire, en tant qu'il a exercé ce droit jusqu'ici, les frais de douanes et les impôts de consommation. Le *Præsidium* (pouvoir président) doit veiller, après s'être concerté avec les États contractants, à ce que la pratique légale soit observée dans ces prélèvements et cette administration.

Art. 8. La Prusse obtiendra des autres membres de la Confédération du Nord qu'ils accèdent à cette convention. Dès que l'accession aura lieu, des plénipotentiaires des États intéressés se réuniront pour préparer le traité à conclure sur la base de la présente convention.

Si ce traité n'a pas obtenu au 31 octobre de l'année courante la ratification de toutes les parties, la présente convention cessera d'être obligatoire vis-à-vis des États qui n'auront pas ratifié.

Art. 9. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées au plus tard le 25 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : DE TAUFKIRCHEN.

(L. S.) *Signé* : DE SPITZENBERG.

(L. S.) *Signé* : DE HOFFMANN.

CONFÉDÉRATION DU NORD DE L'ALLEMAGNE.

**Constitution adoptée par le Reichstag, dans la séance du 16 avril
et promulguée le 11 juin 1867.**

S. M. le roi de Prusse, S. M. le roi de Saxe, S. A. R. le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin, S. A. R. le Grand-Duc de Saxe-Weimar-Eisenach, S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, S. A. le Duc de Brunswick et Lunebourg, S. A. le Duc de Saxe-Meiningen et Hildburghausen, S. A. le Duc de Saxe-Altenbourg, S. A. le Duc de Saxe-Cobourg et Gotha, S. A. le Duc d'Anhalt, S. A. le Prince de Schwarzbourg-Rudolstadt, S. A. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen, S. A. le Prince de Waldeck et Pyrmont, S. A. la Princesse de Reuss, ligne aînée, S. A. le Prince de Reuss, ligne cadette, S. A. le Prince de Schaumbourg-Lippe, S. A. le Prince de Lippe, le Sénat de la Ville libre et hanséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et hanséatique de Brême, le Sénat de la Ville libre et hanséatique de Hambourg, chacun pour toute l'étendue de son territoire, et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et du Rhin pour les parties du Grand-Duché de Hesse situées au nord du Mein, forment une Confédération perpétuelle en vue de la protection du territoire de la Confédération et du droit y régnant, en vue de la prospérité du peuple allemand. Cette Confédération portera le nom de Confédération du Nord de l'Allemagne et aura la Constitution suivante :

I. Territoire fédéral.

Art. 1^{er}. Le Territoire fédéral se compose des États de Prusse avec Lauenbourg, Saxe, Mecklembourg-Schwerin, Saxe-Weimar, Mecklembourg-Strelitz, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, Schwarzbourg-Rudolstadt,

Schwarzbourg-Sondershausen, Waldeck, Reuss, ligne aînée, Reuss, ligne cadette, Schaumbourg-Lippe, Lippe, Lubeck, Brême, Hambourg et la partie du Grand-Duché de Hesse située au Nord du Mein.

II. Législation fédérale.

Art. 2. En dedans de ce territoire, la Confédération exerce le droit de législation dans les limites de la teneur de la présente Constitution, et de telle manière que les lois fédérales passent avant les lois particulières de chaque pays. Les lois fédérales reçoivent leur force obligatoire par leur promulgation au nom de la Confédération, promulgation qui aura lieu au moyen d'un *Bulletin des lois fédérales*. En tant que la loi promulguée ne fixe pas un autre terme pour son entrée en vigueur, elle entrera en vigueur le quatorzième jour après l'expiration du jour où le numéro du *Bulletin des lois* qui la reproduit aura été publié à Berlin.

Art. 3. Il existe, pour tout le territoire fédéral, un indigénat commun, ayant pour effet que la personne appartenant à un territoire fédéral quelconque (sujet citoyen) devra être traitée dans tout autre État fédéral comme indigène, et y sera admise à domicile fixe, à l'exercice de l'industrie, aux emplois publics, à l'acquisition de la propriété foncière, à celle du droit de citoyen et à la jouissance de tous les autres droits civils, sous les mêmes conditions que l'indigène, et qu'elle devra être traitée de même aussi en ce qui concerne la poursuite de ses droits et la protection des lois. Toute personne appartenant à la Confédération ne pourra subir de restriction dans l'exercice de cette faculté, ni de la part de l'autorité de son domicile originaire, ni par celle d'un autre État fédéral.

Les dispositions qui concernent l'assistance des pauvres et l'admission dans les lieux communaux ne sont pas comprises sous le principe exprimé dans le premier alinéa. De même les traités qui existent entre les divers États fédéraux relatifs à la réception d'individus expulsés, les soins à donner aux malades ou l'enterrement des morts appartenant aux États contractants, restent provisoirement en vigueur.

En ce qui concerne l'obligation du service militaire par rapport au pays d'origine elle sera réglée par voie législative. Vis-à-vis de l'étranger, toutes les personnes appartenant à la Confédération ont un droit égal à la protection fédérale.

Art. 4. Les objets suivants sont soumis à la surveillance de la diète et à sa législation :

1° Les dispositions relatives au droit de changer de résidence, au domicile et au droit d'établissement, au droit de citoyen, aux passeports et à la police des étrangers, enfin à l'exercice de l'industrie, y

compris les assurances, en tant que ces objets ne sont pas réglés déjà par l'article 3 de la présente Constitution, enfin les dispositions relatives à la colonisation et à l'occupation en des pays non allemands;

2° La législation relative aux douanes et au commerce et aux impôts à affecter à des buts fédéraux;

3° Le règlement du système des poids et mesures et monnaies avec la fixation des principes relatifs à l'émission du papier monnaie fondé et non fondé;

4° Les dispositions générales relatives aux banques;

5° Les brevets d'invention;

6° La protection de la propriété intellectuelle;

7° L'organisation d'une protection commune du commerce allemand à l'étranger, de la navigation allemande et de son pavillon en mer, et la formation d'une représentation consulaire commune rétribuée par la Confédération;

8° Les chemins de fer et l'établissement de routes de terre et voies navigables dans l'intérêt de la défense du pays et des relations générales;

9° Le flottage et la navigation sur les voies navigables communes à plusieurs États et l'état de ces dernières, de même que les péages perçus sur les fleuves et autres droits de navigation;

10° Les postes et les télégraphes;

11° Les dispositions sur l'exécution réciproque des jugements et les réquisitions judiciaires en général;

12° Les dispositions sur la légalisation des documents publics;

13° La législation commune sur les droits contractuels, le droit pénal, le droit commercial et les lettres de change, la procédure civile;

14° L'organisation militaire de la Confédération et de la marine de guerre;

15° Les mesures de police médicale et vétérinaire.

Art. 5. La législation fédérale est exercée par le Conseil fédéral et le Reichstag (parlement). L'accord des deux majorités des deux Assemblées est nécessaire et suffisant pour une loi fédérale.

Lorsqu'il s'élève dans le Conseil fédéral une divergence sur les projets de lois concernant l'organisation militaire et la marine de guerre, la voix de la présidence est prépondérante, lorsqu'elle se prononce pour le maintien des institutions existantes.

III. Conseil fédéral.

Art. 6. Le Conseil fédéral se compose des représentants des membres de la Confédération entre lesquels le droit de voter se répartit dans la proportion admise dans l'Assemblée plénière de l'ancienne

Confédération germanique, de telle manière que la Prusse, avec les anciennes voix de Hanovre, de Hesse-Électorale, de Holstein, de Nassau et de Francfort, a 17 voix; la Saxe 4; la Hesse 1; Mecklembourg-Schwerin 2; Saxe-Weimar 1; Mecklembourg-Strélitz 1; Oldenbourg 1; Brunswick 2; Saxe-Meiningen 1; Saxe-Altenbourg 1; Saxe-Cobourg-Gotha 1; Anhalt 1; Schwarzbourg-Rudolstadt 1; Schwarzbourg-Sondershausen 1; Waldeck 1; Reuss, ligne aînée, 1; Reuss, ligne cadette 1; Schaumbourg-Lippe 1; Lippe 1; Lubeck 1; Brême 1; Hambourg 1.

Art. 7. Tout membre de la Diète pourra nommer autant de plénipotentiaires pour le Conseil fédéral qu'il possède de voix; cependant l'ensemble des voix ne peut être donné qu'unitairement. Des voix non représentées ou n'ayant pas d'instruction ne sont pas comptées. Chaque membre de la Confédération a le droit de faire des propositions et de les présenter à la discussion, et la présidence est obligée de les mettre en délibération.

Les résolutions sont prises à la simple majorité.

En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. Le Conseil fédéral forme dans sa session des comités permanents : 1^o pour l'armée de terre et les forteresses; 2^o pour la marine; 3^o pour les douanes et les contributions; 4^o pour le commerce et les relations générales; 5^o pour les chemins de fer, les postes et les télégraphes; 6^o pour la justice; 7^o pour la comptabilité. Dans chacun de ces Comités, deux États fédéraux au moins seront représentés, outre la présidence, et, dans chacun d'eux, chaque État n'a qu'une voix

Les membres des Comités 1 et 2 sont nommés par le chef de guerre fédéral, ceux des autres sont nommés par le Conseil fédéral.

La composition de ces Comités devra être renouvelée à chaque session du Conseil fédéral, c'est-à-dire tous les ans. Les membres sortants peuvent être réélus.

On mettra à la disposition des Comités les employés qui leur sont nécessaires.

Art. 9. Tout membre du Conseil fédéral a le droit de paraître dans le Reichstag (parlement) et doit y être entendu chaque fois qu'il le demande pour défendre les opinions de son gouvernement, même quand elles n'ont pas été adoptées par la majorité du Conseil fédéral.

Personne ne peut être en même temps membre du Conseil fédéral et du Reichstag.

Art. 10. La Présidence de la Confédération a le devoir d'assurer aux membres du Conseil fédéral la protection diplomatique usitée.

IV. Præsidium de la Confédération.

Art. 11. Le Præsidium de la Confédération appartient à la couronne de Prusse, qui a droit, en cette qualité, de représenter la Confédération dans les relations internationales, de déclarer la guerre et de conclure la paix au nom de la Confédération, de conclure des alliances et d'autres traités avec des États étrangers, d'accréditer et de recevoir des envoyés diplomatiques.

En tant que les traités avec des États étrangers se rapportent à des objets qui, d'après l'article 4, sont du domaine de la législation fédérale, l'assentiment du Conseil fédéral est nécessaire pour leur conclusion, et celle du Reichstag est nécessaire pour leur validité.

Art. 12. C'est au Præsidium qu'il appartient de convoquer le Conseil fédéral et le Reichstag, d'en faire l'ouverture, de les proroger et de les clore.

Art. 13. La convocation du Conseil fédéral et du Reichstag a lieu annuellement, et le Conseil fédéral peut être convoqué sans le Reichstag pour l'élaboration des travaux ; mais ce dernier ne peut être convoqué sans le Conseil fédéral.

Art. 14. Le Conseil fédéral devra être convoqué chaque fois qu'un tiers des voix le demandera.

Art. 15. La Présidence du conseil fédéral appartient au Chancelier fédéral, qui est nommé par le Præsidium.

Le Chancelier fédéral pourra se faire représenter dans la direction des affaires par tout autre membre du Conseil fédéral, au moyen d'une substitution écrite.

Art. 16. Le Præsidium présentera les propositions nécessaires, conformément aux résolutions du Conseil fédéral, au Reichstag, où elles seront défendues par des membres du Conseil fédéral ou par des commissaires spéciaux nommés par ce dernier.

Art. 17. Au Præsidium appartiennent l'expédition, la promulgation des lois fédérales et la surveillance de leur exécution. Les mesures prises à cet effet par la présidence sont rendues au nom de la Confédération, et ont besoin, pour être validées, d'être contre-signées par le Chancelier fédéral, qui en prend la responsabilité.

Art. 18. Le Præsidium nommera les fonctionnaires de la Confédération, recevra leur serment au nom de la Confédération, et les révoquera, s'il y a lieu.

Art. 19. Si des membres de la Confédération ne remplissent pas leurs devoirs fédéraux prévus par la constitution, ils pourront y être contraints par voie d'exécution.

Cette exécution devra : a) quand il s'agit de prestations militaires et

lorsqu'il y a péril en la demeure, être ordonnée et accomplie par le chef de guerre fédéral; b) dans tous les autres cas, elle devra être décrétée par le chef de guerre fédéral.

L'exécution peut être étendue jusqu'à la séquestration du pays qu'elle concerne et de ses pouvoirs gouvernementaux. Dans les cas prévus à la lettre a), il devra être donné connaissance, sans délai, au Conseil fédéral, de l'exécution ordonnée, avec exposé des motifs.

V. Reichstag (parlement).

Art. 20. Le Reichstag émane d'élections universelles et directes qui, jusqu'à ce qu'il soit rendu une loi électorale fédérale, auront lieu conformément à la loi en vertu de laquelle a été élu le premier Reichstag de la Confédération du Nord.

Art. 21. Les fonctionnaires n'ont pas besoin de congé pour entrer dans le Reichstag. Si un membre du Reichstag accepte dans la Confédération ou dans un État fédéral une fonction publique rétribuée, ou est promu dans la Confédération ou dans un État fédéral à une fonction jouissant d'un rang ou d'un traitement plus élevé, il perd son siège dans le Reichstag et ne peut le recouvrer que par une nouvelle élection.

Art. 22. Les délibérations du Reichstag sont publiques.

Les comptes rendus, conformes à la vérité, des débats des séances publiques du Reichstag sont exempts de toute responsabilité.

Art. 23. Le Reichstag a le droit de proposer des lois dans les limites de la compétence de la Confédération, et de renvoyer au conseil fédéral ou au Chancelier fédéral des pétitions qui lui sont adressées.

Art. 24. La période législative du Reichstag dure trois ans.

Pour dissoudre le Reichstag pendant cette période, il faut une résolution du Conseil fédéral, rendue avec l'assentiment du Præsidium.

Art. 25. En cas de dissolution du Reichstag, il faut que les électeurs soient réunis dans un délai de 60 jours, et le nouveau Reichstag lui-même dans un délai de 90 jours après la dissolution.

Art. 26. Le Reichstag ne pourra être prorogé pendant plus de 30 jours, et la prorogation ne pourra être renouvelée pendant la même session sans l'assentiment du Reichstag.

Art. 27. Le Reichstag vérifie les pouvoirs de ses membres et en décide.

Il règle la marche de ses délibérations et sa discipline par un règlement, et élit son président, ses vice-présidents et ses secrétaires.

Art. 28. Le Reichstag prend des décisions à la majorité absolue des voix.

Pour qu'une décision soit valable, il faut que la majorité du nombre légal des membres soit présente.

Art. 29. Les membres du Reichstag sont représentants du peuple entier et ne peuvent être tenus à des mandats ou instructions.

Art. 30. Aucun membre du Reichstag ne peut, à une époque quelconque, être poursuivi judiciairement ou disciplinairement pour ses votes ou pour des paroles prononcées dans l'exercice de ses fonctions, et ne peut être soumis à aucune autre responsabilité en dehors de l'assemblée.

Art. 31. Sans l'approbation du Reichstag, aucun de ses membres ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté pour un acte puni par la loi, à moins qu'il n'ait été saisi en flagrant délit ou le lendemain du jour où l'acte a été commis.

La même approbation est nécessaire pour une arrestation pour dettes.

A la demande du Reichstag, toute procédure criminelle contre un de ses membres, et toute arrestation civile ou préventive est suspendue pendant la durée de la session.

Art. 32. Les membres du Reichstag ne peuvent, comme tels, toucher aucun traitement ni indemnité.

VI. Douanes et commerce.

Art. 33. La Confédération forme un territoire douanier et commercial entouré d'une frontière douanière commune. Restent exclues les parties de territoire qui par leur position ne sont pas propres à être renfermées dans la frontière douanière.

Tous les objets à l'égard desquels le commerce est libre dans un État fédéral quelconque peuvent être importés dans tout autre État fédéral et ne peuvent être soumis à un impôt dans ce dernier qu'autant que les produits indigènes similaires y sont soumis à un impôt.

Art. 34. Les villes hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg subsistent avec un district répondant à leur territoire actuel, comme ports francs, et en dehors de la frontière douanière commune jusqu'à ce qu'elles demandent à y entrer.

Art. 35. A la Confédération exclusivement appartient la législation sur tout ce qui concerne les douanes, sur les impôts frappant la consommation du sucre indigène, de l'eau-de-vie, du sel, de la bière, du tabac, et sur les mesures qui sont nécessaires pour assurer, dans les lieux exclus de la frontière douanière, le respect de la frontière commune.

Art. 36. La perception et l'administration des douanes et des impôts de consommation (art. 32) restent à chaque État fédéral dans son territoire, autant qu'il les a exercées jusqu'ici. Le *Præsidium* fé-

déral surveille l'observation des procédés légaux, par des fonctionnaires fédéraux qu'il adjoint aux bureaux de douanes et de contributions et aux autorités dirigeantes des États particuliers, après avoir pris l'avis du comité des douanes et des contributions du Conseil fédéral.

Art. 37. Le Conseil fédéral prend des décisions : 1° sur les mesures légales tombant sous la disposition de l'article 32 à soumettre au Reichstag ou adoptées par lui, y compris les traités de commerce et de navigation ; 2° sur les règles et arrangements d'administration pour l'exécution de la législation commune (art. 35) ; 3° sur les vices qui se manifestent dans l'exécution de la législation commune (art. 35) ; 4° sur la fixation définitive qui lui est soumise par ses agents comptables, des contributions à verser dans la caisse fédérale (art. 39).

Toute proposition présentée au Conseil fédéral sur un des objets indiqués sous les nos 1 à 3 par un État fédéral ou sur les objets mentionnés sous le n° 4 par un fonctionnaire contrôleur est soumise à une décision commune. En cas de divergence d'opinion, le Præsidium aura voix prépondérante dans les cas 1 et 2, s'il se prononce pour le maintien de la prescription ou de l'arrangement existant ; mais dans tous les autres cas la majorité des voix décidera d'après les règles établies dans l'article 6 de la présente Constitution.

Art. 38. Le produit des douanes et des impôts de consommation désignés dans l'art 35 est versé à la caisse fédérale. Ce produit se compose de toutes les recettes faites sur les douanes et les impôts de consommation, déduction faite : 1° des bonifications et remises faites conformément aux règles générales de l'administration ; 2° des frais de perception et d'exploitation, savoir : a) pour les droits sur le sucre indigène, en tant que ces frais d'après la Convention des membres du Zollverein allemand, pourraient être attribués à la communauté ; b) pour l'impôt du sel indigène aussitôt qu'un impôt pareil sera établi, de même qu'un droit de douane sur le sel étranger, après la suppression du monopole du sel, le montant des frais de surveillance et de perception causés par les salines ; c) pour les autres impôts, quinze pour cent de la recette totale. Les pays situés en dehors de la frontière douanière contribueront aux dépenses fédérales par le paiement d'une somme proportionnelle.

Art. 39. Les extraits de trimestre que les autorités de perception des États fédéraux devront fournir tous les trois mois et les comptes définitifs à établir après la clôture de l'année, et des livres sur les recettes en matière de douanes et d'impôts de consommation opérés pendant le trimestre ou l'année, seront réunis en aperçus généraux, après vérification faite par les autorités dirigeantes des États fédéraux, les-

quels aperçus seront envoyés au Comité de comptabilité du Conseil fédéral. Ce dernier établira, d'après ces aperçus, tous les trimestres, la somme due à la caisse fédérale par chaque caisse des États particuliers, et donnera connaissance de cette somme au Conseil fédéral et aux États fédéraux ; il soumettra annuellement aussi la fixation définitive de ces sommes, avec ses observations, à la décision du Conseil fédéral.

Art. 40. Les dispositions du traité d'union douanière du 16 mai 1865, du traité du 28 juin 1864, sur l'imposition égale des produits intérieurs, du traité du même jour sur le commerce du vin et du tabac, et de l'article 2 du traité de douane et d'adhésion du 11 juillet 1864 et de même celles de traités de l'association de Thuringe, restent en vigueur pour les États fédéraux intéressés dans ces traités, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par les prescriptions de la présente Constitution et tant qu'elles ne seront pas changées par la voie désignée en l'article 37. Dans ces limites, les dispositions du traité d'union douanière du 16 mai 1865 seront applicables aussi aux États fédéraux et territoires qui n'appartiennent pas actuellement au Zollverein allemand.

VII. Chemins de fer.

Art. 41. Des chemins de fer qui sont jugés nécessaires dans l'intérêt de la défense du territoire fédéral ou des communications générales peuvent être établis, au compte de la Confédération, en vertu d'une loi fédérale, même malgré les membres fédéraux dont ils traversent les territoires, sans préjudice de leur souveraineté, ou concédés à des entrepreneurs particuliers, avec le droit d'expropriation. Toute administration de chemin de fer existante est obligée de consentir à la jonction avec des chemins de fer nouveaux, aux frais de ces derniers. Les dispositions légales qui accordent à des entreprises existantes de chemins de fer un droit d'opposition à l'établissement de chemins parallèles ou de concurrence sont supprimées par ces présentes pour tout le territoire fédéral, sans préjudice des droits acquis. Un tel droit d'opposition ne pourra plus être accordé dans des concessions nouvelles.

Art. 42. Les Gouvernements fédéraux s'engagent à administrer, dans l'intérêt des communications générales, les chemins de fer situés sur le territoire fédéral comme un réseau unitaire et de faire établir et pourvoir du matériel les nouveaux chemins de fer d'après des formes unitaires.

Art. 43. On adoptera donc le plus rapidement possible des règles communes pour l'exploitation, et en particulier on établira des règlements identiques de la police des voies. La Confédération devra veiller à ce que les administrations de chemins de fer entretiennent constam-

ment les voies dans un état offrant la sécurité nécessaire, et à ce qu'elles les pourvoient du matériel qu'exigent les besoins de communication.

Art. 44. Les administrations de chemins de fer sont obligées d'organiser les trains de voyageurs et de marchandises voulus, avec la vitesse requise, et d'établir aussi des expéditions directes de personnes et de marchandises, en permettant le passage des moyens de transport d'une voie à l'autre, sous condition de l'indemnité d'usage.

Art. 45. La Confédération a le contrôle des tarifs. Elle agira notamment dans le but : 1° de faire introduire le plus tôt possible pour les chemins de fer du territoire fédéral des règlements d'exploitation concordants; 2° d'obtenir l'uniformité et le plus grand abaissement possible des tarifs, en particulier pour le transport de charbons, de coke, de bois, de minerais, de pierres, de sel, de fer brut, d'engrais et d'objets semblables, un tarif réduit répondant aux besoins de l'agriculture et de l'industrie pour les grandes distances, et finalement de faire adopter le tarif d'un pfenning par quintal et mille géographique dans tout le territoire fédéral.

Art. 46. Dans les cas de détresse, notamment lors d'une cherté extraordinaire des vivres, les administrations des chemins de fer sont obligées d'établir temporairement un bas tarif, fixé par le Præsidium, sur la proposition du Conseil fédéral, notamment pour le blé, les farines, les légumes secs et les pommes de terre. Ce tarif ne pourra descendre néanmoins au-dessous du taux le plus bas admis sur le chemin dont il s'agit pour les matières premières.

Art. 47. Toutes les administrations de chemins de fer devront faire droit sans objection aux demandes des autorités fédérales concernant l'emploi des chemins de fer, dans le but de la défense du territoire fédéral. En particulier, les troupes et le matériel de guerre devront être transportés à des prix égaux et réduits.

VIII. Postes et télégraphes.

Art. 48. Les postes et télégraphes seront organisés et administrés, dans tout le territoire de la Confédération du Nord, comme institutions publiques communes.

La législation de la Confédération, en matière de poste et de télégraphie, prévue dans l'article 4, ne s'étend pas aux objets dont le règlement, d'après les principes admis actuellement dans l'administration des postes et télégraphes prussiens, est abandonné aux décisions et ordonnances de l'administration.

Art. 49. Les recettes des postes et télégraphes sont communes pour

toute la Confédération. Les dépenses sont faites au moyen des recettes communes. Les excédants sont versés dans la caisse fédérale (section 12).

Art. 50. La direction supérieure de l'administration des postes et télégraphes appartient au Præsidium fédéral. Celui-ci a le droit et le devoir de faire en sorte que l'unité soit établie et maintenue dans l'organisation de l'administration et l'exploitation du service, ainsi que dans la qualification des employés.

Le Præsidium devra se charger des fixations réglementaires et de tous les arrangements administratifs, de même que des rapports avec les administrations postales ou télégraphiques d'autres pays allemands ou étrangers. Tous les employés de l'administration postale et télégraphique sont tenus d'obéir aux ordonnances du Præsidium fédéral.

Cette obligation sera exprimée dans le serment qu'ils auront à prêter. La nomination des employés supérieurs nécessaires auprès des autorités administratives de la poste et de la télégraphie dans les diverses circonscriptions (par exemple, des directeurs, conseillers, inspecteurs généraux), en outre, la nomination des employés des postes et des télégraphes fonctionnant sous la surveillance et dans les diverses circonscriptions comme organes desdites autorités (inspecteurs, contrôleurs), émane, dans tout le territoire de la Confédération du Nord, du Præsidium, auquel ces employés prêtent serment.

Il sera donné communication, à temps, desdites nominations aux gouvernements des différents pays, en tant qu'elles concernent leur territoire, afin qu'ils les confirment et les publient.

Les autres employés nécessaires auprès des autorités administratives des postes et des télégraphes, de même que tous les employés de l'exploitation locale et technique, par conséquent les employés fonctionnant dans les bureaux proprement dits, seront nommés par les gouvernements respectifs. Pour les pays où il n'existe pas une administration indépendante des postes et des télégraphes, on s'en tiendra aux dispositions des traités.

Art. 51. Pour mettre fin à la dispersion des postes et des télégraphes dans les villes hanséatiques, l'administration et l'exploitation des diverses institutions postales et télégraphiques publiques qui se trouvent dans ces villes seront réunies, conformément à des dispositions ultérieures du Præsidium fédéral, qui donnera aux sénats l'occasion d'exprimer leurs vœux à ce sujet.

En ce qui concerne les établissements allemands qui se trouvent dans ces villes, cette réunion devra être opérée immédiatement. Avec les gouvernements non allemands, qui possèdent ou exercent encore

dans les villes hanséatiques des droits postaux, on prendra les arrangements nécessaires pour arriver au but mentionné.

Art. 52. Dans l'affectation de l'excédant de l'administration des postes à des buts fédéraux généraux (art. 39), on observera, en vue de la différence des recettes des administrations postales des États en particulier, et à l'effet d'établir une compensation convenable pour l'époque de transition fixée ci-dessus, les procédés suivants :

Sur les excédants de recettes postales, produits dans les divers territoires postaux pendant les cinq années 1861 à 1865, on calculera un excédant annuel moyen, et on fixera d'après cette moyenne, en tant pour cent, la part dont chaque circonscription postale aura profité dans l'excédant de tout le territoire fédéral.

D'après le rapport ainsi fixé, on tiendra compte pendant les huit prochaines années, à chaque État particulier, des sommes composant l'excédant fédéral pour leurs autres contributions fédérales. Après l'expiration des huit années, toute distinction cessera, et les excédants de poste seront versés tout entiers à la caisse fédérale, d'après le principe exprimé dans l'art. 49.

Sur la part de l'excédant que produiront pendant ces huit années les postes des villes hanséatiques, la moitié sera mise à la disposition du Præsidium fédéral, dans le but de couvrir d'abord, par ce moyen, les dépenses de l'établissement d'institutions postales normales dans les villes hanséatiques.

IX. Marine et navigation.

Art. 53. La marine de guerre fédérale est unitaire, et placée sous le commandement en chef de la Prusse. L'organisation et la composition de cette marine appartiennent à S. M. le roi de Prusse, qui en nomme les officiers et employés, et auquel ceux-ci doivent prêter serment, ainsi que les troupes et équipages.

Le port de Kiel et celui de la Jahde sont ports de guerre fédéraux.

La dépense nécessaire pour la fondation et l'entretien de la flotte de guerre et des institutions qui s'y rattachent est faite sur les fonds de la caisse fédérale.

Toute la population maritime de la Confédération, y compris le personnel employé aux machines et les ouvriers maritimes, est exemptée du service dans l'armée et obligée au service de la marine.

La répartition du contingent a lieu d'après la population maritime existante, et la quote-part fixée à cet effet à chaque État entrera en déduction des hommes à fournir par l'armée de terre.

Art. 54. Les navires marchands de tous les États fédéraux forment une marine marchande unitaire.

C'est à la Confédération à déterminer les procédés destinés à fixer

la capacité de chargement des navires, à régler la délivrance des lettres de jaugeage et des certificats de navigation, et à établir les conditions dont dépend la permission de naviguer.

Les navires marchands de tous les États fédéraux seront admis et traités également dans les ports et sur toutes les voies navigables naturelles et artificielles des États fédéraux.

Les impôts qui sont perçus dans les ports et sur les navires ou leurs chargements pour l'usage des établissements de navigation ne peuvent dépasser les frais de l'entretien et la création ordinaire de ces établissements sur toutes les voies navigables naturelles; les impôts ne peuvent être perçus que pour les établissements particuliers destinés à faciliter les relations. Ces impôts, de même que ceux perçus sur les voies navigables artificielles, ne peuvent dépasser les dépenses nécessaires pour la création ordinaire et l'entretien de ces établissements.

Ces dispositions sont applicables au flottage en tant que celui-ci a lieu sur des voies navigables.

La Confédération seule peut imposer aux navires étrangers ou à leurs chargements des droits différents ou plus élevés que ceux que doivent les navires ou chargements des États fédéraux.

Art. 55. Le pavillon de la marine de guerre et de commerce est noir-blanc-rouge.

X. Consulats.

Art. 56. Tout ce qui concerne les consulats de l'Allemagne du Nord est placé sous la surveillance du Præsidium fédéral, qui nomme les conseils après avoir entendu le comité du Conseil fédéral pour le commerce et l'industrie. Il ne pourra être institué de nouveaux consulats des pays particuliers dans le ressort des consuls fédéraux.

Les consuls fédéraux exerceront les fonctions des consuls des pays particuliers non représentés dans leur ressort. Tous les consulats existants des États particuliers seront supprimés aussitôt que l'organisation des consulats fédéraux sera achevée de telle manière que le Conseil fédéral aura reconnu que la défense des intérêts particuliers et de tous les États fédéraux est assurée par les consuls fédéraux.

XI. Organisation militaire fédérale.

Art. 57. Tout Allemand du Nord est tenu au service militaire et ne peut se faire remplacer dans l'accomplissement de cette obligation.

Art. 58. Les frais et charges de toute l'organisation militaire de la Confédération doivent être supportés également par tous les États fédéraux et ceux qui leur appartiennent, de telle manière qu'en principe aucune classe ne puisse subir un allègement ou une aggravation

des charges. Là où l'égalité répartition des charges ne peut être établie en nature sans nuire à la prospérité publique, la compensation doit être établie par la législation, d'après les principes de l'équité.

Art. 59. Tout Allemand du Nord capable de porter les armes appartient pendant sept ans, en règle générale, à partir de l'âge de vingt ans accomplis jusqu'au commencement de la vingt-huitième année, à l'armée permanente, savoir : les trois premières années sous les drapeaux, les quatre dernières années dans la réserve, et pendant les années suivantes dans la landwehr.

Dans les États fédéraux, où jusqu'ici la durée de l'obligation du service était plus longue que douze ans, la réduction successive de cette durée n'aura lieu que dans la mesure où le permettront les conditions de guerre de l'armée fédérale.

En ce qui concerne l'émigration des hommes de la réserve, on s'en tiendra uniquement aux dispositions en vigueur pour les hommes de la landwehr.

Art. 60. La force de l'effectif de paix de l'armée fédérale sera réglée jusqu'au 31 décembre 1871 à 1 pour 100 de la population de 1867, et fournie au prorata par les divers États fédéraux.

Pour les temps postérieurs, l'effectif de paix sera fixé par voie de législation fédérale.

Art. 61. Après la publication de cette Constitution, on devra introduire dans tout le territoire fédéral la législation militaire prussienne, aussi bien les lois elles-mêmes que les règlements, instructions et rescrits rendus en vue de leur exécution ou pour les compléter, notamment en ce qui touche le Code pénal militaire du 3 avril 1845, l'ordonnance du 20 juillet 1843 sur les tribunaux d'honneur, les dispositions sur le recrutement, la durée du service, les règles relatives au service, à l'entretien, au logement des troupes, aux indemnités pour dommages aux champs, la mobilisation, etc., pour la paix et la guerre. Néanmoins le règlement militaire ecclésiastique est exclu.

Après la réalisation unitaire de l'organisation militaire fédérale, le Præsidium fédéral soumettra à l'assentiment constitutionnel du Reichstag et du Conseil fédéral une loi militaire complète.

Art. 62. Pour faire face aux dépenses pour toute l'armée fédérale et les institutions y appartenant, on devra mettre annuellement à la disposition du chef de guerre fédéral, jusqu'au 31 décembre 1871, autant de fois 225 thalers que comporte l'effectif de paix, d'après l'article 160 (comparez section XII). Le paiement de ces sommes commencera avec le 1^{er} du mois qui suivra la publication de la Constitution fédérale.

Après le 31 décembre 1871, ces contributions continueront à être versées par chaque État à la caisse fédérale. Pour les calculer, on s'en

tiendra à l'effectif de paix fixé provisoirement par l'article 20, jusqu'à ce qu'il ait été changé par une loi fédérale. La loi du budget établira l'affectation de cette somme à l'ensemble de l'armée fédérale et à son organisation.

La fixation du budget militaire sera basée sur l'organisation de l'armée fédérale, établie légalement en vertu de la présente organisation.

Art. 21. Toute la force de terre de la Confédération formera une armée unitaire qui, pendant la guerre et la paix, sera placée sous le commandement de S. M. le roi de Prusse, comme chef de guerre fédéral.

Les régiments, etc., auront des numéros qui se suivront dans toute l'armée fédérale.

Pour l'équipement, on prendra pour base les couleurs et la coupe de l'armée prussienne. Les chefs des contingents auront le droit de déterminer les insignes extérieurs (cocardes, etc.).

Le chef de guerre fédéral a le devoir et le droit de faire en sorte qu'au dedans de l'armée fédérale toutes les troupes soient complètes et en état de combattre, et que l'unité soit établie et maintenue dans l'organisation et la formation, dans l'armement et le commandement, dans l'instruction des hommes, de même que dans les grades des officiers.

A cet effet, le chef de guerre fédéral est autorisé à se rendre compte, en tout temps, par des inspecteurs, de la situation des divers contingents, et à ordonner qu'il soit remédié aux défauts qu'il aura trouvés.

Le chef de guerre fédéral détermine l'état de présence de la division et l'organisation des contingents de l'armée fédérale, ainsi que l'organisation de la landwehr, et il a le droit de déterminer les garnisons au dedans du territoire fédéral, ainsi que d'ordonner à chaque partie de l'armée fédérale de se mettre sur le pied de guerre.

Afin de maintenir l'unité indispensable dans l'administration, l'entretien, l'armement et l'équipement de toutes les troupes de l'armée fédérale, les ordonnances rendues à ce sujet dans l'avenir pour l'armée prussienne seront communiquées aux chefs des autres contingents fédéraux par le comité de l'armée de terre et des forteresses, désigné dans l'article 2, afin qu'ils s'y conforment.

Art. 22. Toutes les troupes fédérales sont tenues à une obéissance absolue aux ordres du chef de guerre fédéral. Cette obligation sera mentionnée dans le serment du drapeau. Le commandant supérieur d'un contingent, de même que tous les officiers qui commandent des troupes de plus d'un contingent, et tous les commandants de forteresses, seront nommés par le chef de guerre fédéral.

Les officiers nommés par ce dernier lui prêteront le serment du

drapeau. Pour les généraux et officiers remplissant les fonctions de généraux dans le contingent fédéral, la nomination dépendra chaque fois de l'assentiment du chef de guerre fédéral.

Le chef de guerre fédéral a le droit de choisir, pour les places du service fédéral, à la nomination dans l'armée prussienne ou dans les autres contingents, les officiers dans tous les contingents de l'armée fédérale, par mutation, avec ou sans avancement.

Art. 65. Le droit d'établir des forteresses en dedans du territoire fédéral appartient au chef de guerre fédéral, qui demande à cet effet, conformément à la section XII, les voies et moyens, en tant que le budget ordinaire est insuffisant.

Art. 66. Quand des conventions particulières n'en disposent pas autrement, les princes ou les Sénats fédéraux nommeront les officiers de leurs contingents, sous la restriction posée dans l'article 64. Ils sont chefs des troupes appartenant à leurs territoires, et jouissent des honneurs y attachés. Ils ont notamment le droit d'inspection en tout temps, et outre les rapports ordinaires sur les changements opérés en vue de la promulgation, ils recevront communication des avancements et nominations concernant leurs troupes. Ils ont aussi le droit, non-seulement d'employer dans des buts de police leurs propres troupes, mais aussi de requérir d'autres troupes de l'armée fédérale en garnison dans leur pays.

Art. 67. Des économies sur le budget ne profitent en aucun cas aux Gouvernements particuliers, mais seulement à la caisse fédérale.

Art. 68. Le chef de guerre fédéral peut, quand la sûreté publique est menacée dans une partie quelconque du territoire fédéral, proclamer l'état de siège dans cette partie. Jusqu'à ce qu'il soit rendu une loi fédérale réglant les conditions, les formes et les effets d'une proclamation pareille, on se conformera aux prescriptions de la loi prussienne du 10 mai 1849.

XII. Finances fédérales.

Art. 69. Toutes les recettes et dépenses de la Confédération doivent être évaluées d'avance tous les ans et portées au budget fédéral. Ce dernier est fixé par une loi avant le commencement de l'exercice, d'après les principes suivants :

Art. 70. Pour faire face aux dépenses communes, on se servira d'abord des excédants des années précédentes, s'il y a lieu, ainsi que des recettes communes provenant des douanes, des impôts de consommation communs et des postes et télégraphes. Si ces recettes ne suffisent pas pour couvrir ces dépenses, les divers États fédéraux devront fournir, tant que des impôts fédéraux ne seront pas établis, des contributions dans la proportion de leurs populations ; ces contri-

butions seront établies par voie de législation fédérale, et la perception en sera ordonnée par la présidence jusqu'à la concurrence du montant fixé par le budget.

Art. 71. Les dépenses communes sont consenties en règle pour une année, mais pourraient l'être, dans des cas particuliers, pour une durée plus longue.

Pendant la période transitoire réglée dans l'article 60, le budget, établi par titres, des dépenses de l'armée fédérale, ne devra être soumis au Conseil fédéral et au Reichstag que pour qu'ils en prennent connaissance et pour mémoire.

Art. 72. Le Præsidiuin rendra compte annuellement pour décharge, au Reichstag et au Conseil fédéral, de l'emploi de toutes les recettes.

Art. 73. Au cas d'un besoin extraordinaire, il pourra être contracté par voie de législation fédérale un emprunt ou une garantie à la charge de la Confédération.

XIII. Contestations et dispositions pénales.

Art. 74. Toute entreprise contre l'existence, l'intégrité, la sûreté ou la Constitution de la Confédération du Nord, enfin les offenses contre le Conseil fédéral, le Reichstag, une autorité ou un fonctionnaire public de la Confédération, tant qu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions, ou relativement à leurs fonctions, par paroles, écrit, impression, signes, représentation par image ou autres seront jugées dans les divers États fédéraux et punies suivant les lois existantes ou qui seront rendues dans ces États et frappant d'une peine les actions dirigées contre cet État particulier, sa Constitution, ses Chambres, ses autorités et fonctionnaires.

Art. 75. Pour les entreprises désignées dans l'article 68, dirigées contre la Confédération du Nord, qui seraient qualifiées de haute trahison, si elles étaient dirigées contre un État particulier, le tribunal compétent sera le tribunal supérieur commun d'appel des trois villes libres hanséatiques, à Lubeck, en première et dernière instance.

Les dispositions plus précises sur la compétence et la procédure du tribunal supérieur seront déterminées par voie de législation. Jusqu'à ce que cette loi soit rendue, on s'en tiendra à la compétence des tribunaux actuels dans les divers États fédéraux et aux dispositions qui règlent la procédure de ces tribunaux.

Art. 76. Les contestations entre les États fédéraux, en tant qu'elles ne concernent pas le droit privé et ne sont pas, par conséquent, de la compétence des tribunaux ordinaires, seront jugées par le Conseil fédéral, sur la demande d'une des parties.

Les contestations sur la Constitution, dans les États fédéraux où il

n'existe pas d'autorité compétente pour décider ces contestations, doivent être réglées à l'amiable par le Conseil fédéral, sur la demande d'une des parties, et si l'on n'y réussit pas, être résolues par la voie de la législature fédérale.

Art. 77. Si dans un État fédéral se présente le cas d'un déni de justice, et si une aide suffisante ne peut être obtenue par voie légale, le Conseil fédéral est tenu de recevoir les plaintes relatives à des dénis de justice à juger d'après les lois qui existent dans l'État fédéral intéressé, et de faire en sorte que le Gouvernement fédéral qui a donné lieu à la plainte procure l'aide judiciaire.

XIV. Dispositions générales.

Art. 78. Des changements dans la Constitution s'opèrent par voie de législation; mais, dans le Conseil fédéral, il faudra, pour ces modifications, la majorité des deux tiers des voix représentées.

XV. Rapports avec les États de l'Allemagne du Sud.

Art. 79. Les rapports de la Confédération avec les États du Sud seront réglés, aussitôt après l'établissement de la Constitution de la Confédération du Nord, par des traités particuliers qui devront être soumis au Reichstag.

L'entrée des États du Sud ou de l'un d'eux dans la Confédération aura lieu sur la proposition de la présidence fédérale, par voie de législation fédérale.

Berlin, le 2 août.

Déclaration royale, datée d'Ems le 26 juillet, contre-signée par les ministres :

« Nous, Guillaume, en vertu des clauses de la Constitution fédérale du Nord, votées par le Reichstag, nous acceptons, par la présente, pour nous et pour nos successeurs à la couronne de Prusse, les droits, compétences et obligations qui nous sont conférés par la Constitution fédérale. »

BAVIÈRE — PRUSSE.

Protocole stipulant l'adhésion de la Bavière à la convention du 4 juin pour assurer la durée du Zollverein, signé à Berlin le 18 juin 1867.

La Convention relative à la prolongation de l'Union douanière et commerciale allemande ayant été signée aujourd'hui (18 juin), en vertu de leurs pleins pouvoirs, par les soussignés, à savoir, pour le royaume de Bavière, par le chambellan de S. M., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire comte de Taufkirchen, et, pour le royaume de Prusse, par M. le président du ministère d'État, ministre des affaires étrangères, comte de Bismarck, les soussignés sont convenus de ce qui suit, relativement à certaines dispositions de ladite convention :

Art. 1. Conformément à la promesse faite dans le protocole du 4 courant, le Gouvernement du roi de Bavière disposera de six voix dans l'organe commun des États de l'Union (paragraphe 3 de la convention).

Art. 2. La Prusse, sans préjudice pour le droit exclusif qu'elle se réserve conformément au paragraphe 3 de la Convention, de conclure, au nom de l'Union, des traités de commerce et de navigation avec les États étrangers, invitera, pour les traités avec l'Autriche et la Suisse, les États de l'Union limitrophes à prendre part aux conférences qui en précéderont la conclusion. Dans le cas où une entente ne pourrai être obtenue, les dispositions du paragraphe 3 mentionné n'en resteraient pas moins obligatoires.

Art. 3. Les deux Gouvernements feront en sorte, dans les négociations prévues par le paragraphe 8 de la Convention, que le Corps représentant les populations des États du *Zollverein* (§ 5), reçoivent le nom de *Parlement douanier*, et ils interprètent le paragraphe 5 en ce sens que ledit Parlement règle lui-même son ordre du jour et sa discipline, choisit lui-même son président, ses vice-présidents et ses secrétaires ; toutefois les vérifications de pouvoirs du *Reichstag* du Nord, si elles ont lieu avant la réunion du Parlement douanier, seront valables pour ce Parlement.

Art. 4. La Prusse, dans l'exercice du droit de contrôle que lui défère le paragraphe 7 de la Convention, continuera à employer des fonctionnaires des États méridionaux de l'Union, en tenant compte des vœux des gouvernements respectifs. Le présent protocole sera considérée comme ratifiée par la ratification même de la Convention.

(L. S.) *Signé* : DE TAUFKIRCHEN.

(L. S.) *Signé* : DE BISMARCK.

PRUSSE, SAXE (DUCHÉS DE), SCHWARZBOURG- RUDOLSTADT ET LES DEUX REUSS.

Convention militaire conclue entre la Prusse d'une part, et Saxe-Weimar, Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Altenbourg, Schwarzbourg-Rudolstadt et Reuss, ligne aînée et ligne cadette, d'autre part. Signé à Berlin, le 26 juin 1867.

En exécution des dispositions du paragraphe 11 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et en addition à la Convention conclue les 4-22 février de cette année entre la Prusse et les États qui, d'après la Constitution militaire de l'ancienne Confédération germanique, avaient à fournir la division d'infanterie de réserve, S. M. le Roi de Prusse, d'une part, et S. A. R. le Grand-Duc de Saxe-Weimar-Eisenach ; LL. AA. les Ducs de Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha et Saxe-Altenbourg, ainsi que LL. AA. SS. les princes de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Reuss, ligne aînée et ligne cadette, ont nommé, à l'effet de s'entendre sur les nouvelles mesures à prendre, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse,

Le lieutenant-colonel et chef de division au ministère de la guerre, *Éberhard de Hartmann* ;

S. A. R. le Grand-Duc de Saxe-Weimar-Eisenach,

Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, conseiller d'État actuel, comte Charles-Louis *de Beust*, son aide de camp et major, Gustave-Charles-Bartholomée *Kühne* ;

S. A. le Duc de Saxe-Meiningen,

Son conseiller d'État *Othon Giske* ;

S. A. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha,

Son ministre résident et conseiller intime actuel, comte Charles-Louis *de Beust* ;

S. A. le Duc de Saxe-Altenbourg,

Le commandant de régiment, colonel Rodolphe *de Wartenberg* ;

S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Rudolstadt,

Le lieutenant-colonel et commandant de bataillon, Guillaume *Kirchner* ;

S. A. S. le Prince de Reuss, ligne aînée,

Le major et chef de contingent, *Benno de Doering* ;

S. A. S. le Prince de Reuss, ligne cadette,

Le capitaine, *Ernest de Helldorff* ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs res-

pectifs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu la Convention suivante :

Art. 1^{er}. Les contingents des États susnommés, qui ont jusqu'ici fait partie de la division de l'infanterie de réserve, formeront trois régiments d'infanterie, chacun de trois bataillons, et prendront la dénomination commune de

« Régiments d'infanterie de Thuringe. »

Ils recevront un numéro correspondant à l'ordre de bataille de l'armée fédérale de l'Allemagne du Nord.

Les contingents actuels serviront de souche à la formation de ces régiments, de façon que le contingent de Weimar formera le premier régiment, les contingents de Meiningen et de Cobourg-Gotha le second, et les contingents d'Altenbourg, de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Reuss ligne aînée et ligne cadette, le troisième. Les régiments seront actuellement complétés et plus tard régulièrement recrutés par l'appel des jeunes gens propres au service de l'infanterie, originaires des États dont les contingents ont servi de base à la formation de chacun des trois régiments. Pour les deux régiments mixtes, le recrutement aura lieu au prorata de la population des États qui doivent y contribuer, de façon toutefois que les jeunes gens levés pour le service seront incorporés autant que possible dans les détachements de troupes cantonnés dans leur district.

La transformation des contingents actuels en régiments sera dirigée par la Prusse.

Art. 2. En ce qui touche le cantonnement de ces régiments, Sa Majesté le roi de Prusse, en sa qualité de chef de guerre fédéral, pourvoira aux mesures nécessaires à cet effet. Cependant, dans la supposition qu'il sera pris dans les territoires des États cocontractants les dispositions propres à assurer le logement des troupes, Sa Majesté consent à les y laisser et à ne faire usage du droit de les déplacer qui lui est attribué par la Constitution fédérale que passagèrement et lorsque les considérations militaires ou politiques l'y obligeraient.

Art. 3. Jusqu'à la création (pour le moment encore ajournée) de régiments spéciaux de cavalerie de Thuringe, dont la formation sera plus tard fixée, les jeunes gens levés en cas de besoin pour le service de cavalerie des territoires des États cocontractants, feront leur temps dans les corps de troupes prussiennes les plus voisins. Ces règles s'appliquent d'une façon permanente aux conscrits qui doivent servir dans les armes spéciales (chasseurs, artillerie, pionniers, train).

Dès que l'on pourra procéder à la formation de régiments spéciaux de cavalerie de Thuringe, ces régiments seront, suivant les besoins du service et supposé que les dispositions nécessaires pour le logement

des troupes soient prises, cantonnés dans les territoires susmentionnés et recrutés parmi les hommes reconnus aptes au service de la cavalerie.

Art. 4. Les jeunes gens des États contractants, soumis à l'obligation du service, qui sont dans les conditions requises pour le service pendant un an, peuvent, à leur choix, faire leur année de service dans un détachement de Thuringe ou dans l'armée royale prussienne. Cette faculté est également réservée aux sujets prussiens, et s'applique aussi aux volontaires qui ont à faire un service de trois ans.

Art. 5. La division de chaque territoire en circonscription de bataillons de la landwehr et de recrutement, ainsi que le fonctionnement du recrutement, aura lieu par les soins de la Prusse avec la coopération des autorités civiles compétentes grand-ducales, ducal et princières. Les dispositions consacrées par la constitution fédérale, en ce qui touche la durée de l'obligation du service, ne recevront leur application qu'à la prochaine levée et n'ont aucun effet rétroactif.

Art. 6. Les jeunes conscrits des États cocontractants, qu'ils soient incorporés dans les régiments d'infanterie de Thuringe mentionnés à l'article 1^{er} ou dans l'armée royale prussienne, prêtent le serment du drapeau à leur souverain respectif avec cette addition qu'ils s'engagent à obéir à Sa Majesté le Roi de Prusse comme chef de guerre fédéral.

Art. 7. L'uniforme et l'équipement des trois régiments de Thuringe est le même que celui de l'infanterie de ligne prussienne. Les régiments porteront sur le casque la cocarde nationale et les armes du pays ou une autre marque distinctive à l'égard de laquelle, dans les régiments formés d'éléments mixtes, les Gouvernements respectifs auront à s'entendre.

Les officiers des trois régiments portent sur le casque, à côté de la cocarde nationale, la cocarde prussienne; ils auront une écharpe d'argent et une dragonne de même avec les couleurs fédérales désignées dans l'article 55 de la Constitution fédérale.

Les conscrits qui font leur temps de service dans des détachements prussiens porteront sur leur casque la cocarde nationale à côté de la cocarde prussienne.

Art. 8. Les hauts souverains contractants ont, à l'égard de toutes les troupes fédérales cantonnées d'une façon permanente ou temporaire dans leurs territoires respectifs, la position de général de division commandant, et exercent, avec les prérogatives honorifiques attachées au grade, la juridiction pénale et disciplinaire. Pour le reste, l'application des mesures disciplinaires et le droit de punition appartient aux commandants de troupes, et l'exécution des jugements rendus à cet effet a lieu par la voie ordinaire des instances militaires. Le droit

de grâce est attribué à Sa Majesté le Roi de Prusse en sa qualité de chef de guerre fédéral. Les vœux exprimés par les hauts contractants, en ce qui touche leurs sujets, seront accueillis dans la mesure du possible.

Art. 9. Les officiers valides, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service faisant actuellement partie des contingents des États cocontractants, à l'exception des officiers appartenant déjà à l'armée prussienne du régiment de Saxe-Cobourg-Gotha, ainsi que des officiers d'état-major du régiment de Saxe-Aitenbourg seront, s'ils en expriment le désir et si le gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celles qu'ils auraient eue s'ils y avaient servi dès le commencement. Ils deviennent ainsi sujets prussiens et prêtent à Sa Majesté le Roi de Prusse le serment du drapeau. Quant au traitement, ils recevront celui qui correspond en Prusse à leur grade, mais ils conserveront leur traitement actuel intégralement s'il est supérieur au traitement prussien, jusqu'à ce que, par leur avancement, ils aient droit à une augmentation ou qu'ils soient pensionnés. La mise à la retraite éventuelle a lieu d'après le règlement prussien sur les pensions.

Les officiers des contingents actuels qui, d'après ce qui précède, passent dans l'armée prussienne, sont obligés, s'ils sont mariés, de contribuer à l'institution royale prussienne des pensions pour les veuves de militaires; il leur est toutefois éventuellement permis de conserver leur droit de participation à la caisse des veuves pour laquelle ils ont jusqu'ici contribué si le Gouvernement dont ils relevaient y donne son consentement.

Les officiers qui déclinent l'offre de passer dans l'armée prussienne ou ne seraient pas admis dans l'armée par le Gouvernement prussien, reçoivent la pension de leur grade calculée d'après leur temps de service, conformément au règlement prussien ou au règlement qui leur était applicable avant la conclusion de la présente convention si ce dernier était plus favorable pour eux.

A partir de la conclusion de la présente convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement parmi les officiers ni admis des aspirants officiers dans les contingents respectifs des États cocontractants.

Art. 10. La nomination des officiers, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier dans les régiments d'infanterie de Thuringe, ainsi que le déplacement des officiers de ces régiments et leur entrée dans l'armée royale sont faits directement par Sa Majesté le

Roi de Prusse; cependant les vœux des hauts souverains cocontractants à cet égard seront autant que possible pris en considération.

Les officiers qui passent aux régiments de Thuringe s'engagent sous serment de veiller aux intérêts du souverain du contingent sur le territoire duquel le corps de troupes dont il s'agit est cantonné et d'écarter de ce territoire les dangers et les préjudices.

Art. 11. Les hauts cocontractants ont le droit de nommer à leur choix des officiers à la suite dont le traitement et la pension de retraite seront toutefois à la charge du souverain qui les nomme. Toutefois, les aides de camp du chef du contingent et des princes héréditaires seront payés sur le budget fédéral, et les désirs exprimés par les souverains touchant le choix des personnes seront satisfaits avec empressement par le chef militaire fédéral en tant que des raisons de service ne s'y opposeront pas.

Les chefs souverains des contingents fixeront à leur gré l'uniforme des aides de camp et des officiers à la suite.

Les officiers à la suite, ainsi que les officiers qui ont droit à la retraite, si les premiers ont été nommés, les seconds pensionnés, après la conclusion de la présente convention, sont, le cas échéant, soumis aux juridictions militaires disciplinaires et aux tribunaux d'honneur conformément aux prescriptions royales prussiennes. Les souverains contractants respectifs sont libres de décider dans quelle mesure les officiers à la suite ou les officiers pensionnés avant la conclusion de cette convention devront être soumis à ces prescriptions.

Art. 12. Sous réserve des règles qui seront posées par la législation fédérale, les officiers prussiens détachés près des régiments de Thuringe, sont affranchis, dans les territoires respectifs, de tout impôt personnel, en particulier des impôts de classe et sur le revenu, mais de ce dernier impôt qu'autant qu'ils ne tirent aucun revenu de propriétés foncières qu'ils posséderaient dans ces territoires. Ils ne seront soumis aux contributions communales, s'ils ne sont pas domiciliés dans la commune, qu'autant que l'obligation de payer une contribution semblable, découle du simple séjour ou de la possession de biens-fonds.

Art. 13. En ce qui touche la juridiction en matière civile, les officiers mentionnés en l'article précédent sont soumis, à moins de convention spéciale qui en déciderait autrement, aux lois et aux formes de procédure du pays.

Art. 14. L'administration relative aux régiments d'infanterie de Thuringe, ainsi que l'entretien des troupes au moyen des ressources fédérales, s'effectueront par les soins de la Prusse, qui se charge également du paiement des pensions militaires actuelles et à venir. Mais les États contractants supporteront au prorata de la population, les frais résultant de l'installation première, de l'habillement et de

l'équipement des régiments y compris la landwehr qui en fait partie ainsi que les frais ultérieurs que nécessitera la formation (jusqu'ici ajournée) de la cavalerie.

Les objets d'équipement et de fourniture actuellement en magasins pourront être employés à cet effet en tant qu'ils rempliront les conditions voulues et seront portés en compte lors de la répartition des frais de premier établissement. Les frais des logements de garnison à préparer actuellement pour l'infanterie et plus tard pour la cavalerie seront supportés par les États qui jouissent des avantages de la garnison.

Il en sera de même pour les dépenses supplémentaires courantes, applicables aux corps de musique dans les détachements de troupes qui, réglementairement, n'ont pas de musique ou dont la musique n'est pas en nombre suffisant. Le Gouvernement prussien s'appliquera à suppléer autant que possible à cette insuffisance avec le personnel de musiciens existant.

La Prusse renonce à la part proportionnelle que les États co-contractants auraient à supporter dans les frais des corps d'artillerie, de pionniers et du train déjà formés.

On tiendra compte avec empressement du désir exprimé de recevoir des détachements de troupes prussiennes dans le territoire des États co-contractants toutes les fois qu'au point de vue militaire ces déplacements seront jugés sans inconvénients et que les mesures nécessaires pour le logement des troupes se trouveront prises.

Art. 15. La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre de cette année et est conclue en addition au traité du 4-22 février dernier, pour une durée de sept années, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 1874. Il devra être décidé à la date du 1^{er} octobre 1873, si cette convention sera prolongée ou non.

Art. 16. La présente convention sera sans délai soumise à l'approbation des Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 26 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMAN.

(L. S.) *Signé* : CTE BEUST.

(L. S.) *Signé* : KUHNE.

(L. S.) *Signé* : GISEKE.

(L. S.) *Signé* : CTE BEUST.

(L. S.) *Signé* : DE WARTENBERG.

(L. S.) *Signé* : KIRCHNER.

(L. S.) *Signé* : DE DOERING.

(L. S.) *Signé* : DE HELLDORF.

Protocole signé à Berlin, 26 juin 1867.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour signer la Convention militaire projetée entre la Prusse, d'une part, et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, les duchés de Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Altenbourg, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Reuss lignes aînée et cadette d'autre part.

A cette occasion les Commissaires sont encore convenus des points suivants :

Art. 1. Dans le cas où le paiement des contributions fixées par l'article 62 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, en conformité avec le second alinéa de cet article, devrait avoir lieu déjà avant le 1^{er} octobre de cette année, les Commissaires sont convenus que, comme la Prusse ne se chargera, aux termes de la Convention, de l'entretien des régiments d'infanterie de la Thuringe, qu'à partir de l'époque précitée, époque jusqu'à laquelle les dépenses militaires incombent encore aux États intéressés, il leur sera tenu compte de ces contributions, ou elles seront remboursées proportionnellement; mais les frais qui résulteraient de la division du territoire en circonscriptions de la landwehr et des préparatifs aux opérations du recrutement devront être prélevés sur ces contributions.

Art. 2. En réponse à la demande qui lui a été faite, le Commissaire prussien a déclaré que, pour les États participants à la Convention, il sera accordé les mêmes facilités temporaires touchant l'accomplissement du service militaire que celles dont jouissent les nouvelles provinces annexées à la Prusse en vertu des lois du 20 septembre et 24 décembre 1866.

Art. 3. Relativement à l'article 9 de la Convention, on posa la question de savoir si les soldats actuellement au service dans les contingents, depuis le sergent jusqu'au simple soldat, continueraient, après leur incorporation dans les régiments d'infanterie de Thuringe dont la formation est décidée, à toucher la solde plus élevée qu'ils avaient été dans le cas de recevoir, ou s'ils auraient à se contenter absolument du taux fixé pour l'armée prussienne? Le Commissaire prussien affirma que la première alternative aurait lieu.

Art. 4. La question de savoir si les officiers passant au service de la Prusse auraient, en ce qui touche l'admission de leurs fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers qui faisaient déjà partie de l'armée prussienne, a été résolue affirmativement, sans hésitation; le Commissaire prussien donna, en outre, l'assurance que

les sujets des États cocontractants n'auraient à payer que la pension dite pension des régnicoles pour les jeunes cadets pensionnaires.

Art. 5. Le désir a été exprimé que, pour la nomination aux grades de commandants des circonscriptions de la landwehr et de leurs aides de camp, les officiers des contingents qui, pour certaines raisons, n'avaient pas été utilisés dans le service actif prussien, soient proposés autant que possible au choix de l'autorité supérieure.

Art. 6. En réponse à la demande qui lui en a été faite, le Commissaire prussien a déclaré que les aumôniers militaires et les auditeurs ne pouvaient être replacés dans l'armée prussienne, les garnisons ne justifiant pas la nomination d'aumôniers spéciaux et les affaires judiciaires étant expédiées par les auditeurs de division prussiens compétents.

Mais, par contre, on fait espérer à ces ecclésiastiques, pour leur participation aux soins spirituels donnés à l'armée, le supplément d'appointement fixé en Prusse.

Il a été admis que les pensions des aumôniers et auditeurs qui étaient à la charge du budget militaire des États cocontractants respectifs, seraient inscrites au budget militaire fédéral.

Art. 7. Le Commissaire prussien a demandé qu'aussitôt après l'échange des ratifications de la Convention, les commandants militaires respectifs adresseraient au ministère de la guerre de Prusse des rapports détaillés sur la personne et la qualité des officiers désignés pour entrer dans l'armée prussienne; on pourrait, à cette occasion, prendre en considération les vœux particuliers que les Gouvernements intéressés auraient à émettre.

Art. 8. Les Commissaires du grand-duché de Saxe ont exprimé le désir de voir adopter une disposition qui ferait connaître la rédaction et la teneur de la formule que le chef militaire de la Confédération emploierait pour la nomination des officiers dans les régiments de Thuringe.

Le Commissaire prussien a été d'avis que ce point se trouve élucidé et fixé par l'article 10 de la Convention, d'autant plus que les officiers dont il s'agit seraient, d'après l'article 7, des officiers prussiens.

Art. 9. Le Commissaire du duché de Saxe-Altenbourg a rappelé le vœu exprimé par son Gouvernement de voir la ville d'Altenbourg posséder un état-major de régiment; le Commissaire prussien a répondu affirmativement à cette demande. Il a été considéré comme entendu que les commandements militaires employés jusqu'ici pour la garde et la surveillance d'établissements pénitentiaires et prisons, continueraient à fonctionner également après la mise en vigueur de la Convention.

Art. 10. Le Commissaire ducal précité est convenu avec le Commissaire prussien que, par suite de la signature de la présente Con-

vention, la Convention militaire conclue entre les États intéressés, le 30 mars 1862, et ses conséquences cesseraient d'exister à partir du 1^{er} octobre de cette année.

Art. 11. Les Commissaires de Weimar, Meiningen, Rudolstadt et Reuss ont déclaré que, réglementairement, les officiers pensionnés dans ces duchés avaient droit à une pension sur les fonds militaires (variant entre 1/5 du traitement touché en dernier lieu, 1/8 et jusqu'à 1/10 de la pension), et ont demandé que ce droit fût maintenu en faveur de tous les officiers pensionnés jusqu'au 1^{er} octobre 1867.

Art. 12. Les Commissaires d'Altenbourg, Rudolstadt et Reuss sont convenus que, pour compléter le bataillon qui devra être cantonné à Rudolstadt, on y ferait entrer des conscrits d'Altenbourg et de Reuss, la population de Rudolstadt ne suffisant pas à cet effet.

Art. 13. Le Commissaire de Reuss, ligne aînée, a fait connaître le désir de son Gouvernement, que le détachement qui devra être placé à Greiz fût, autant que possible, composé de soldats originaires du pays, et a déclaré que, pour le logement d'un détachement de ce genre, les dispositions nécessaires étaient prises.

Art. 14. Les Commissaires de Meiningen et Cobourg-Gotha ainsi que ceux d'Altenbourg, de Rudolstadt et des deux lignes de Reuss sont convenus que les détails touchant la formation des deux régiments mixtes, en tant qu'ils ne seraient pas réglés par le chef militaire de la Confédération, seraient fixés de concert par les Gouvernements intéressés.

Conformément au désir exprimé par le Commissaire de Saxe-Altenbourg, il a été inséré dans le Protocole une réserve du Gouvernement ducal tendant à ce qu'aucun des États cocontractants ne soit appelé à jouir de conditions plus favorables que les autres, mais qu'ils seraient tous traités de même, sauf les différences résultants de la nature même des choses et des rapports réciproques.

Aucune autre observation n'ayant été faite, le présent Protocole, destiné à expliquer et à définir les différentes dispositions de la Convention, a été approuvé et signé.

Berlin, le 26 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : Comte DE BEUST.

(L. S.) *Signé* : KUHNE.

(L. S.) *Signé* : GISEKE.

(L. S.) *Signé* : Comte L. DE BEUST.

(L. S.) *Signé* : DE WARTEMBERG.

L. S.) *Signé* : KIRCHNER.

(L. S.) *Signé* : DE DOERING.

(L. S.) *Signé* : DE HELLDORFF.

Protocole séparé.

Pour faire suite à la Convention militaire conclue, à la date de ce jour, entre le royaume de Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar, les Commissaires grand-ducaux ont fait connaître au Commissaire royal prussien qu'ils étaient chargés de demander que, sur les épaulettes des officiers et des soldats du régiment d'infanterie de Thuringe, formé avec le contingent actuel, le chiffre du Souverain fût maintenu à côté du numéro que le régiment devait, aux termes de la Convention, recevoir plus tard.

Le Commissaire prussien a déclaré que, conformément aux intentions de Sa Majesté, déjà manifestées dans un cas analogue, l'accomplissement de ce désir ne souffrait aucune difficulté.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme faisant partie de la Convention militaire sans qu'il soit besoin de ratification, a été approuvé et signé.

Berlin, le 26 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : Comte DE BEUST.

(L. S.) *Signé* : KUHN.

PRUSSE — LIPPE.

Convention militaire conclue à Berlin, le 26 juin 1867.

En exécution des dispositions du paragraphe 11 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et en addition à la Convention conclue, les 4-22 février de cette année, entre la Prusse et les États qui, d'après la Constitution militaire de l'ancienne Confédération germanique, avaient à fournir la division d'infanterie de réserve, S. M. le Roi de Prusse, d'une part, et S. A. le Prince de Lippe, d'autre part, ont nommé, à l'effet de s'entendre sur les nouvelles mesures à adopter, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse :

Le lieutenant-colonel et chef de division au ministère de la guerre, Eberhard de Hartmann;

S. A. le Prince de Lippe :

Son conseiller intime de régence et conseiller au département de la guerre, Théodore *Heldmann*;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu la Convention suivante :

Art. 1^{er}. En retour des contributions à payer par la principauté de Lippe, d'après l'article 62 (paragraphe 12) de la Constitution fédérale, c'est-à-dire en prenant pour base du contingent le pied de paix calculé sur un pour cent de la population, et en exécution de la Convention séparée du 4-22 février dernier, la Prusse se charge de toutes les prestations militaires fédérales qui incomberaient encore à la principauté de Lippe à l'égard de la Confédération.

Art. 2. Les changements survenus dans l'ancien état de choses ne permettant plus la formation, dans les mêmes conditions que précédemment, du contingent de la principauté, ni la conservation d'une administration indépendante de ses forces militaires, le Prince consent à ce que ceux de ses sujets qui sont soumis au service militaire, soient incorporés dans des détachements prussiens.

Les sujets lippois qui satisfont ainsi aux obligations du service, prêtent, conformément à l'article 64 de la Constitution fédérale, le serment du drapeau au Prince, avec cette addition qu'ils s'engagent à béissance envers le chef du Gouvernement fédéral. Ils porteront à côté de la cocarde nationale la cocarde prussienne.

Art. 3. Pour faciliter aux sujets lippois, propres à entrer dans l'infanterie, le service militaire, il sera, d'après le désir exprimé par S. A. le Prince de Lippe, détaché un bataillon prussien à Detmold, lequel recevra dans ses rangs lesdits individus. Le Gouvernement princier pourvoira, de son côté, à l'installation de logements convenables pour les troupes qui tiendront garnison dans la principauté.

Dans la supposition qu'il sera pris les dispositions nécessaires pour assurer le logement des troupes, Sa Majesté le Roi laissera une garnison permanente à Detmold et consent à ne faire usage du droit de déplacer ces troupes, qui lui est attribué par la Constitution fédérale, que passagèrement et lorsque de graves considérations militaires ou politiques l'y obligeraient. Lorsque ces circonstances se produiront, on pourvoira, autant que possible, aux besoins du service intérieur.

Les conscrits lippois appelés à servir dans les armes spéciales, satisfieront à leur temps de service dans les détachements prussiens composés de ces armes spéciales et les plus rapprochés de la principauté.

Art. 4. La division de la principauté en circonscriptions de bataillons de la landwehr et de recrutement ainsi que le recrutement, auront lieu par les soins de la Prusse avec la coopération des autorités civiles compétentes. Les dispositions consacrées par la Constitution fédérale, en ce qui touche la durée de l'obligation du service, ne re-

cevront leur application qu'à la prochaine levée et n'ont aucun effet rétroactif.

Les individus soumis au service qui ont obtenu leur congé, passeront, conformément aux dispositions légales en vigueur dans la principauté de Lippe, soit dans la réserve, soit dans la landwehr, leur temps de service antérieur leur étant compté.

La landwehr sera organisée d'après les principes prussiens et le bataillon de landwehr qui sera formé, à cet effet, aura son centre à Detmold. Son Altesse pourra donner au bataillon de landwehr Detmold le drapeau qu'avait jusqu'ici le bataillon lippois.

Art. 5. Par suite de l'incorporation du contingent princier dans l'armée royale prussienne et par l'établissement d'une garnison prussienne à Detmold, les stipulations de l'article 66 de la Constitution fédérale et la Convention des 4-22 février ne se trouvent atteintes en aucune manière, en ce qui concerne les droits honorifiques du chef du contingent. S. A. le Prince de Lippe sera, à l'égard de toutes les troupes fédérales cantonnées sur son territoire, dans la position de général de division commandant, et exercera, avec les prérogatives honorifiques attachés à son grade, la juridiction militaire disciplinaire. De même, il pourra disposer à son gré, pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales en garnison dans la principauté, et les insignes de la souveraineté actuelle (armes et couleurs) seront conservés à l'extérieur des localités affectées au logement des troupes (casernes, corps de garde, guérites).

Le commandant de la garnison devra immédiatement donner suite aux réquisitions qui lui seront adressées par les autorités civiles compétentes, en ce qui touche le maintien de l'ordre public et les mesures de police.

Art. 6. Les officiers, soldats et fonctionnaires militaires des troupes fédérales cantonnées dans la principauté, sont, pendant le séjour qu'ils y font, soumis aux lois, aux prescriptions légales et à la compétence des autorités et tribunaux de Lippe, en tant que les lois militaires prussiennes ou la présente Convention ne consacrent pas d'exceptions à cet égard.

Dans les cas où le Code militaire prussien fait mention du Code pénal civil, et jusqu'à la publication d'un Code pénal civil commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats des troupes fédérales qui sont citoyens lippois, pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procédure de leur pays; mais pour les sujets prussiens en garnison à Detmold, les dispositions de la loi du 15 avril 1852 restent applicables. La juridiction militaire est exercée par le chef militaire. La confirmation des jugements prononcés par les tribunaux militaires a lieu par la voie des instances militaires, et le droit de grâce appartient à

S. M. le Roi de Prusse comme chef de guerre fédéral. Toutefois, les vœux exprimés à cet égard par S. A. le Prince de Lippe, en ce qui touche ses sujets, seront accueillis autant que possible.

La situation personnelle des sujets prussiens qui servent dans les troupes fédérales cantonnées dans la Principauté ne sera pas modifiée par suite de la translation de leur domicile à Detmold. Ils seront affranchis, dans la Principauté, de tout impôt personnel, particulièrement de l'impôt sur le capital et sur le revenu, à moins que ce dernier impôt ne frappe des revenus qu'ils tirent de propriétés foncières sises sur le territoire de Lippe. Ils sont également exempts des impôts communaux.

Art. 7. Les officiers valides, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service faisant actuellement partie du contingent de Lippe, seront, s'ils en expriment le désir et si le gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celles qu'ils auraient eue s'ils y avaient servi dès le commencement. Ils prêtent à Sa Majesté le Roi de Prusse le serment du drapeau. Quant au traitement, ils recevront celui qui correspond en Prusse à leur grade, mais ils conserveront leur traitement actuel intégralement s'il est supérieur au traitement prussien, jusqu'à ce que, par leur avancement, ils aient droit à une augmentation ou qu'ils soient pensionnés. La mise à la retraite éventuelle a lieu d'après le règlement prussien sur les pensions.

Les officiers du contingent princier actuel qui, d'après ce qui précède, passent dans l'armée prussienne, sont obligés, s'ils sont mariés, de contribuer à l'institution royale prussienne des pensions pour les veuves de militaires, et de payer, à partir du jour de leur inscription, la cotisation due à la caisse; il leur est toutefois éventuellement permis de conserver leur droit de participation à la caisse des veuves pour laquelle ils ont jusqu'ici contribué.

Les officiers qui déclinaient l'offre de passer dans l'armée prussienne ou ne seraient pas admis dans l'armée par le Gouvernement prussien, reçoivent la pension de leur grade calculée d'après leur temps de service, conformément au règlement prussien ou au règlement qui leur est applicable avant la conclusion de la présente convention, si ce dernier était plus favorable pour eux.

A partir de la conclusion de la présente convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement parmi les officiers ni admis des aspirants officiers dans le contingent de la Principauté de Lippe.

Art. 8. Le prince de Lippe a le droit de nommer à son choix des officiers à la suite dont le traitement et la pension de retraite ne seront toutefois pas à la charge du budget fédéral. Mais les aides de camp de Son Altesse seront payés sur ce budget, et les désirs exprimés par le Prince touchant le choix des personnes seront satisfaits avec empressement par le chef militaire fédéral en tant que des raisons de service ne s'y opposent pas.

Les officiers à la suite, ainsi que les officiers qui ont droit à la retraite, si les premiers ont été nommés, les seconds pensionnés, après la conclusion de la présente convention, sont, le cas échéant, soumis aux juridictions militaires disciplinaires et aux tribunaux d'honneur conformément aux prescriptions royales prussiennes.

Son Altesse le Prince fixera à son gré l'uniforme des aides de camp et des officiers à la suite.

Art. 9. Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officier seront, en tant qu'ils seront jugés capables par le Gouvernement prussien, et s'ils en expriment le désir, admis avec leur grade et leur ancienneté ainsi qu'avec leur traitement actuel, dans le bataillon prussien qui sera détaché à Detmold. Dans le cas contraire, ils seront pensionnés d'après le règlement annexé au protocole final, on recevront d'après les prescriptions prussiennes qui seront mises en vigueur dans la Principauté de Lippe en vertu de la constitution fédérale, un emploi dans l'administration civile princière. Ces dispositions seront également applicables aux sous-officiers sujets lippois qui ont passé au service prussien, mais qui le quitteraient ultérieurement. Les soldats qui satisfont actuellement aux obligations du service dans le contingent princier passent, pour terminer leur temps de service, dans le bataillon prussien en garnison à Detmold (art. 4.)

Art. 10. Sous réserve de tous droits de propriété, le gouvernement princier met à la disposition des troupes de la garnison contre le paiement de l'indemnité réglementaire prussienne, les casernes, corps de garde, maison d'arrêt, hôpital, champ de tir et d'exercice actuellement existant, où qui d'après l'article 3 devraient encore être installés ou complétés. Les différents détails à ce sujet seront ultérieurement fixés de concert entre les parties contractantes.

Tant que l'installation nécessaire n'aura pas été terminée et lorsque en cas de renforcement du bataillon en garnison à Detmold, les casernes et édifices actuels ne seraient pas suffisants pour loger tous les soldats, le gouvernement de Son Altesse veillera à ce que, contre le paiement par la Prusse de l'indemnité de logement réglementaire, les sous-officiers et soldats trouvent à Detmold un abri conforme aux règlements prussiens sur le logement des militaires. Il ne sera pas

exigé du propriétaire du logement de fournir les aliments aux soldats. Les officiers devront se pourvoir eux-mêmes de logements.

Le matériel d'habillement et d'équipement du contingent princier passe entre les mains de la Prusse qui se charge d'habiller et d'équiper avec ce matériel, en tant qu'il pourra servir, la landwehr qui sera formée avec les soldats lippeois libérés du service actif.

Par contre la Prusse ne réclamera pas de la Principauté d'autres contributions aux dépenses nécessaires pour la transformation du contingent actuel, et renonce à la restitution des frais que la Principauté de Lippe aurait à supporter au prorata de sa population pour la formation des détachements d'artillerie, de pionniers et du train, ainsi que de leur matériel.

Mais, en ce qui touche les dépenses qui, aux termes de la convention des 4-22 février derniers, incombent à la Principauté pour sa part dans l'augmentation projetée de la cavalerie pendant les sept années prochaines, les dispositions de la Convention précitée restent applicables (art. 2.)

Les pensions servies jusqu'ici par le Gouvernement de Son Altesse et celles qui devraient encore être servie par suite de la conclusion de la présente Convention, seront acquittées sur le budget fédéral.

Art. 11. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre de cette année et est conclue en addition au traité du 4-22 février dernier, pour une durée de sept années, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 1874. Il devra être décidé à la date du 1^{er} octobre 1873, si cette Convention sera prolongée ou non.

Art. 12. La présente Convention sera sans délai soumise à l'approbation des Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 26 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : EBERHARD DE HARTMANN,

(L. S.) *Signé* : THÉODORE HELDMANN.

Protocole.

En signant aujourd'hui la Convention militaire entre la Prusse et Lippe, les deux commissaires se sont entendus sur les points suivants :

Art. 1. Dans le cas où le paiement des contributions fixées par l'article 62 (alinéa 2) de la constitution fédérale, devrait être effectué déjà

avant le 1^{er} octobre prochain, il en sera fait restitution ou tenu compte proportionnellement à la Principauté de Lippe, la Prusse ne prenant à sa charge l'entretien du contingent princier qu'à partir de l'époque précitée, et les dépenses militaires étant supportées jusque-là par la Principauté. Les frais qui résulteraient des opérations préparatoires au recrutement, seront toutefois imputés sur le montant de la part à payer par la Principauté de Lippe.

Art. 2. Les facilités transitoires introduites à l'égard du service militaire dans les provinces incorporées à l'État prussien par les lois des 20 septembre et 24 décembre 1866, s'appliqueront également aux sujets lippiens appelés au service. Le Commissaire prussien, pour répondre à une demande qui lui a été adressée par le Commissaire de Lippe, déclara qu'il était bien entendu que les volontaires lippiens seraient autorisés à accomplir leur temps de service (un an ou trois ans), à leur choix dans tous les détachements de l'armée prussienne.

Art. 3. Les officiers, qui passent au service de la Prusse, ont, en ce qui touche l'admission de leurs fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers qui font déjà partie de l'armée royale prussienne.

Art. 4. Relativement à la levée de 1867, le Commissaire princier fit observer qu'elle avait déjà eu lieu et que les 216 conscrits reconnus aptes au service après le tirage au sort, avaient reçu l'ordre de se présenter au 1^{er} octobre prochain ; qu'à ce sujet il était déjà intervenu plusieurs contrats de remplacement.

Le Gouvernement prussien a reconnu que cet état de choses devait être maintenu pour cette fois et que les individus exemptés d'après les lois en vigueur, du service militaire, ne pouvaient plus être appelés ultérieurement sous les drapeaux.

Art. 5. En ce qui concerne la division de la Principauté en circonscriptions de recrutement, on est convenu que les mesures de détail à cet égard seraient prises d'un commun accord plus tard ; qu'en particulier les 20 circonscriptions actuelles pourraient être conservées et devraient être réduites environ à trois.

Art. 6. Relativement à la justification des connaissances requises des sujets lippiens qui désirent servir une année, en qualité de volontaires, les établissements d'enseignement supérieur de Lippe seront assimilés aux institutions prussiennes de même nature, s'il est constaté qu'ils donnent le même degré d'instruction que ces dernières.

Art. 7. Le droit attribué à S. A. le Prince de Lippe, de disposer des troupes fédérales en garnison dans la Principauté, pour les besoins du service intérieur, comprend aussi le droit de fixer le nombre des postes d'honneur et les endroits où ils seront placés, ainsi que de régler le cérémonial et les honneurs à rendre à la famille princière.

Art. 8. Après l'échange des ratifications de la Convention, l'autorité supérieure militaire de la Principauté communiquera au Ministère royal de la guerre des rapports détaillés sur la personne et les états de service des officiers désignés pour être admis dans l'armée prussienne. Les vœux exprimés à cet égard par le Gouvernement princier seront, en tant que les intérêts du service ne s'y opposent pas, accueillis dans la mesure du possible, et il en sera aussi tenu compte ultérieurement pour la composition des corps des officiers en garnison à Detmold.

Art. 9. S. A. le Prince de Lippe exprime le désir qu'un état-major de régiment réside autant que possible à Detmold.

La ville de Lemgo est désignée comme propre à recevoir une garnison de cavalerie et prête à faire les installations conformes aux besoins d'une garnison.

Art. 10. Le tribunal militaire siégeant actuellement dans la Principauté dont les fonctionnaires militaires et officiers en service actif sont justiciables en matière civile, sera, après l'échéance des ratifications de la Convention, supprimé par voix législative.

L'auditeur du contingent sera pensionné avec 40 pour 100 de son traitement actuel de 420 thalers et la pension sera payée sur le budget fédéral.

Art. 11. Le passage des officiers lippois dans l'armée prussienne sera considéré non comme constituant un nouvel emploi, mais comme une simple permutation.

Art. 12. Si les sous-officiers du contingent princier qui n'ont pu actuellement être admis dans l'armée prussienne, trouvent de suite ou plus tard un emploi dans l'administration civile, il n'y aura pas lieu, dans le cas où cet emploi est révocable, et où le traitement n'égalerait pas le montant de leur pension, à diminution de cette pension.

Art. 13. En considération de l'avis donné par le Commissaire princier que, pour compléter et remplacer les effets d'habillements et d'équipements détériorés lors de la dernière campagne, il avait été acheté une partie de matériel tout neuf, qui n'avait cependant pas encore été livré à l'usage du bataillon, on est convenu que ces effets seront laissés au Gouvernement princier pour en décider l'emploi ultérieur.

Aucune autre observation n'ayant été faite, le présent Protocole, annexé à la Convention et destiné à l'expliquer, a été approuvé et signé.

Fait à Berlin, le 26 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : EBERHARD DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : THÉODORE HELDMANN.

PRUSSE — BRÈME.

Convention militaire conclue le 27 juin 1867.

Une Convention entre le Gouvernement royal prussien et le Sénat de la ville libre et hanséatique de Brème relativement aux obligations militaires que l'État brémois devra remplir vis-à-vis de la Confédération, conformément à la Constitution de l'Allemagne du Nord, a été conclue, sous réserve de ratification, par les Plénipotentiaires respectifs nommés à cet effet : savoir du côté de la Prusse,

Le lieutenant-colonel et chef de division au Ministère de la guerre, Eberhard de *Hartmann*; et du côté de Brème,

Le ministre résident de la ville libre et hanséatique près la cour de Prusse, Dr Frédéric *Krüger*.

Art. 1^{er}. Le Gouvernement royal prussien se charge aux lieu et place de la ville de Brème de toutes les prestations et obligations qui lui incombent d'après le chapitre XI de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, en ce qui touche le budget militaire ordinaire (y compris les frais de levée de troupes supportés par le fisc militaire), et les frais d'organisation et de premier établissement nouveau du contingent.

La ville de Brème fournira son contingent au prorata de sa population conformément aux dispositions contenues dans la Constitution fédérale et aux lois en vigueur dans la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Le Gouvernement royal prussien reçoit comme indemnité pour les dépenses qu'il supportera par suite de l'acceptation des charges précitées, le montant des contributions à verser par l'État de Brème d'après l'article 62 et le chapitre XII de la Constitution pour l'entretien de l'armée fédérale, c'est-à-dire une somme de 225 thalers à raison de chaque homme du contingent à fournir par la ville de Brème, en prenant pour base le pied de paix calculé sur 1 pour 100 de la population.

Indépendamment de ces contributions, telles qu'elles sont actuellement fixées ou devront ultérieurement être fixées par la Constitution et la législation fédérales, la ville libre et hanséatique de Brème n'aura pas d'autres paiements ou dépenses à effectuer pour le budget militaire ordinaire.

Art. 2. En particulier et comme conséquence naturelle de l'établissement de la Confédération de l'Allemagne du Nord, ainsi que de l'o-

bligation générale du service, les engagements pécuniaires pris par la ville de Brême vis-à-vis de la couronne de Hanovre relativement à la défense de Bremerhaven et à l'affranchissement de ses habitants du service militaire, cessent d'exister.

Art. 3. Le Gouvernement royal prussien détachera à Brême un bataillon prussien qui incorporera successivement dans ses rangs les jeunes gens brémois soumis à l'obligation du service et propres à entrer dans l'infanterie. Les conscrits brémois levés pour le service de la flotte ou en cas de besoin, pour entrer dans les armes spéciales, feront leur temps de service sur la marine de guerre fédérale ou dans des détachements prussiens composés de ces armes spéciales.

Les soldats brémois qui satisfont aux obligations du service dans des détachements prussiens, prêtent conformément à l'article 64 de la Constitution fédérale le serment du drapeau à l'État brémois avec cette addition qu'ils s'engagent à l'obéissance envers le chef de guerre fédéral. Ils portent sur le casque, à côté de la cocarde nationale, la cocarde prussienne.

Art. 4. Un bataillon prussien tiendra, en temps de paix, garnison à Brême. Le Gouvernement prussien s'engage à cet égard à ne faire usage du droit de déplacer ces troupes qui lui est attribué par la Constitution fédérale que passagèrement et dans le cas où des considérations militaires et politiques urgentes l'y obligeraient, et lorsque ces circonstances se présenteront on pourvoira autant que possible aux besoins du service intérieur.

Art. 5. L'établissement de cette garnison ne devra porter en aucune manière atteinte à l'indépendance et aux droits de souveraineté de la ville libre et hanséatique de Brême.

Art. 6. Les insignes de la souveraineté de la ville de Brême seront conservés, armes et couleurs, dans les localités, sur les guérites, etc., occupées par les troupes fédérales, à moins que plus tard les armes et couleurs fédérales ne viennent à les remplacer.

Art. 7. Les officiers, soldats et employés militaires des troupes fédérales cantonnées à Brême sont, pendant leur séjour dans la ville libre, soumis aux lois, aux prescriptions légales brémoises et à la compétence des autorités et tribunaux brémois, à moins que les lois militaires prussiennes qui entreront en vigueur aux termes de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord ou la présente Convention ne consacrent des exceptions à cet égard.

Dans tous les cas où le code militaire prussien mentionne le code pénal civil et de droit civil prussien et jusqu'à la publication d'un code pénal civil commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats des bataillons prussiens cantonnés à Brême, qui sont citoyens brémois, pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procédure brémoises;

mais pour les sujets prussiens en garnison à Brème les dispositions de la loi du 15 avril 1852 restent applicables.

Art. 8. La situation personnelle des individus ne faisant pas partie de l'État brémois, qui servent dans les troupes fédérales cantonnées à Brème et de leurs familles, ne sera pas modifiée par suite de la translation de leur domicile à Brème. Ils conserveront les rapports de sujet qu'ils avaient précédemment avec leur pays d'origine. Leur droit matrimonial, l'ordre de succession, la tutelle des enfants continueront à être régis par la législation de leur pays. Tant qu'ils conserveront leur ancien statut personnel, ils seront affranchis de l'impôt sur le capital et sur le revenu, ainsi que du droit de succession sur leurs biens, des autres impositions directes communales ou publiques, à moins qu'elles ne soient basées sur la possession de biens immeubles ou sur des locations, enfin ils seront également affranchis de l'obligation de loger les troupes. Mais ils seront soumis aux impôts et contributions indirects.

Les rapports personnels des sujets brémois qui entrent dans les troupes prussiennes ne sont point modifiés par cette entrée.

Art. 9. Le Sénat conserve tous les droits honorifiques et la libre disposition, pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales en garnison à Brème.

Art. 10. En particulier, le Sénat a le droit de requérir ces troupes tant en totalité que par détachements pour veiller à l'ordre et à la sécurité publique, pour établir des postes et des corps de garde, et, autant que cela se conciliera avec les intérêts militaires, pour placer des gardes d'honneur et pour servir d'ordonnances.

Art. 11. L'intervention des troupes pour le maintien de l'ordre et de la sûreté publique, ne doit en général s'effectuer que sur la réquisition de l'autorité civile compétente. Les autorités militaires doivent, en conséquence, obtempérer aux réquisitions qui leur sont adressées.

Art. 12. Les cas et les formes dans lesquels les troupes pourront intervenir et faire usage de leurs armes contre des personnes civiles, seront réglés par une ordonnance du Sénat, en suivant à cet égard les règlements prussiens y relatifs.

Art. 13. L'établissement de factionnaires et de corps de garde en dehors des bâtiments affectés aux troupes et pour le service spécial des bataillons, les parades, exercices et revues, en dehors des emplacements et des champs de tir désignés à cet effet, ne pourront avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable de l'autorité civile.

Art. 14. Tous les soldats doivent obéir aux instructions des autorités de police en ce qui concerne le maintien de l'ordre public.

Art. 15. En ce qui touche les délits et contraventions commis par des militaires, les autorités civiles brémoises ont, en cas de flagrant

délit, le droit de s'emparer momentanément des individus coupables ; mais ces derniers devront, sans délai, être remis avec un rapport à la plus prochaine autorité ou au plus prochain poste militaire.

Art. 16. Le Sénat a la faculté de nommer aux frais de l'État brémois, un commandant de la ville dont la situation vis-à-vis de la garnison sera ultérieurement déterminée par des dispositions spéciales.

Art. 17. Le Sénat nommera, en outre, une commission spéciale chargée de faciliter les rapports entre la garnison et les autorités brémoises. Le droit de réquisition directe des autorités civiles brémoises (§ 11) ne sera par là ni restreint ni supprimé.

Art. 18. L'organisation de la landwehr, ainsi que l'exécution de la partie militaire du recrutement se feront par les autorités militaires prussiennes.

La ville libre et hanséatique de Brême avec tout son territoire forme une circonscription de bataillon de la landwehr et de recrutement qui pour atteindre l'étendue normale sera complétée par l'adjonction de districts voisins. L'état-major du bataillon de la landwehr de Brême, résidera dans la ville libre.

Art. 19. Toutes les opérations de recrutement relatives aux jeunes gens appelés au service à Brême, sont dirigées par le Sénat en sa qualité d'autorité civile suprême. Il nomme les membres civils ordinaires de la Commission de recrutement des districts et des départements.

Il en est de même pour la nomination des membres civils ordinaires et extraordinaires de la Commission d'examen départementale.

Art. 20. Les volontaires d'un an qui ont satisfait au service dans l'armée active, reçoivent, lorsqu'ils se rendent pour l'exercice de leur industrie ou de leurs fonctions dans des pays d'outre-mer, sur leur demande, un passe-port pour l'extérieur pendant deux ans. Ils seront dispensés d'assister aux exercices et manœuvres et de se rendre à l'appel de mobilisation, lorsqu'ils font certifier, par une attestation de consul, qu'ils ont, dans un pays d'outre-mer (excepté les pays riverains de la mer Noire et de la Méditerranée) une occupation fixe ; dans ce cas il leur sera délivré un nouveau passe-port valable pendant cinq ans. Si les conditions précitées continuent à exister, le passe-port sera prolongé jusqu'à l'expiration du temps intégral de service.

Le même bénéfice est accordé aux soldats qui, pour infirmités corporelles et après avoir été examinés trois fois, ont été renvoyés dans la réserve, et qui se rendraient dans des pays d'outre-mer.

Mais si ces individus transportent de nouveau leur domicile en Europe, avant l'expiration de leur temps intégral de service, ils retombent sous l'obligation du service en proportion de leur âge.

Art. 21. Les soldats brémois, s'ils sont aptes à servir dans l'infanterie, satisfont à l'obligation du service, sans préjudice du droit de dé-

placement attribué au chef militaire fédéral, en principe, dans le bataillon en garnison à Brême. Ils peuvent cependant s'ils le désirent, et en faisant la demande en temps utile, être également incorporés dans d'autres détachements prussiens.

Les volontaires d'un an et de trois ans ont le choix de l'arme et du régiment dont ils veulent faire partie.

Art. 22. Le bataillon d'infanterie en garnison à Brême dans lequel sont incorporés les soldats brémois n'est pas soumis aux restrictions établies en ce qui concerne les volontaires d'un an.

Art. 23. Tous les conscrits brémois servant dans l'armée fédérale, seront comptés dans le contingent à fournir par la ville de Brême.

Art. 24. En ce qui touche la justification des connaissances requises des volontaires qui se présentent pour le service d'un an, les établissements d'instruction supérieure de la ville de Brême seront assimilés aux institutions prussiennes de même nature, s'il est avéré qu'ils donnent aux élèves le même degré d'instruction que ces dernières.

Art. 25. Lors de la prochaine levée, le délai accordé aux volontaires d'un an pour se présenter au service courra encore pendant 4 semaines après la publication de la présente Convention.

Art. 26. Les marins brémois et la population maritime de Brême jouiront également des avantages et bénéfices accordés aux marins prussiens à raison de leur service à bord d'un navire de la marine marchande allemande.

Art. 27. Les nouvelles dispositions qui, aux termes de la Constitution de l'Allemagne du Nord, entreront en vigueur relativement au recrutement, à l'obligation du service, au temps de présence sous les drapeaux et à l'exclusion du remplacement, n'auront aucun effet rétroactif et ne s'appliquent dès lors qu'aux soldats brémois qui font partie de la classe de 1867.

Les soldats faisant partie des classes antérieures recevront de la Commission militaire du Sénat des congés de libération.

Art. 28. Par analogie avec les motifs d'exemption ou d'abrégement du service militaire énumérés au § 56 de l'instruction sur le recrutement militaire, le propriétaire d'une maison de commerce à Brême sera assimilé aux directeurs d'établissements industriels.

Art. 29. La Prusse, en concluant la présente Convention, entre dans tous les droits et accepte toutes les obligations qui résultaient pour la ville de Brême de l'organisation actuelle de l'armée en corps d'armée, divisions et brigades et de ses engagements vis-à-vis du grand-duché d'Oldenbourg chargé de fournir son contingent de cavalerie et d'artillerie. Elle se charge du règlement de cette question avec le grand-duché d'Oldenbourg et garantit la ville de Brême contre toute récla-

mation basée sur les traités intervenus postérieurement au 28 février 1855.

Art. 30. Le bataillon prussien en garnison à Brême aura gratuitement à sa disposition les deux casernes d'infanterie actuellement existant près du Neustadtwall et de la Westerstrasse, les corps de garde, la maison d'arrêt, les magasins, les champs de manœuvres, de tir, les laboratoires, sous réserve de tous droits de propriété de la ville.

Les objets et ustensiles faisant partie de ces établissements militaires seront cédés à la Prusse à des prix équitables, jusqu'à concurrence du besoin qu'elle en aurait.

Les agrandissements ou améliorations à faire, ainsi que l'entretien des localités et leur assurance contre l'incendie, seront effectués par la russe, d'accord avec la commission militaire nommée par le Sénat.

Le Sénat fera en sorte que le commandant militaire prussien puisse avoir à sa disposition, pour les soldats malades, une partie de l'hôpital fondé à Brême par la bienfaisance privée.

Les officiers devront se pourvoir eux-mêmes de logements.

Art. 31. Si les casernes n'étaient pas suffisantes pour loger les soldats du bataillon prussien dont l'effectif viendrait à dépasser le pied de paix ordinaire, ou dans le cas où le bataillon serait complété pour les manœuvres ou pour la mobilisation, les hommes seront logés chez les habitants, mais sans être entretenus.

Le propriétaire du logement n'aura à fournir aux soldats que le logement, une couchette et une place près du foyer avec bois de chauffage, et il recevra en retour de l'administration militaire prussienne les indemnités de logement et de service réglementaires.

Art. 32. Le matériel d'habillement et d'équipement en usage dans le bataillon d'infanterie brémois, passe entre les mains de la Prusse, qui l'emploiera autant que possible pour l'équipement du nouveau bataillon de la landwehr qui doit être organisé.

Art. 33. A partir du 1^{er} octobre le bataillon de fusiliers brémois sera dissous et les hommes congédiés. Si, avant la mise en vigueur de la présente Convention, la mobilisation de l'armée fédérale était décidée, cette dissolution n'aura pas lieu et les dispositions de l'article 29 resteront applicables. Dans ce cas, la réunion du contingent brémois à la brigade oldenbourgo-hanséatique n'aurait naturellement pas lieu, et tous les droits et devoirs contractuels qui en découlent cesseraient d'exister. Mais la ville de Brême, conformément aux nouvelles obligations fédérales qu'elle contracte, et aux stipulations de la Constitution de l'Allemagne du Nord, mettra son contingent tel qu'il sera organisé présentement à la disposition immédiate du chef militaire fédéral.

Les dépenses de la mobilisation et l'entretien sur le pied de guerre sont effectués par la Prusse pour le compte de la Confédération.

Art. 34. Les officiers, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service et faisant actuellement partie du contingent brémois seront, s'ils en expriment le désir, et si le Gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celle qu'ils auraient eue s'ils avaient servi dès le principe dans cette armée. Ils conserveront intégralement leur traitement actuel et leurs droits justement acquis sur le chiffre de la pension attachée à leur grade actuel, d'après le règlement brémois, lorsque ce chiffre est plus élevé que celui des pensions prussiennes. Leur traitement actuel leur sera assuré jusqu'à ce que, par leur avancement dans l'armée prussienne, ils aient droit à une augmentation.

A partir de la conclusion de la présente Convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement aux officiers ni admis des aspirants officiers dans le contingent brémois.

Art. 35. Les officiers mariés qui passent dans l'armée prussienne sont obligés de contribuer à l'institution royale prussienne de la caisse des veuves de militaires. Ils restent toutefois libres de conserver en même temps leur droit de participation à la caisse des veuves et orphelins d'officiers brémois.

Relativement à leur situation personnelle et à leur droit matrimonial, les officiers mariés de l'État libre de Brème conservent, malgré les liens de sujétion qu'ils acceptent vis-à-vis de la Prusse en entrant dans l'armée royale, les droits et devoirs qui résultent pour eux ou leurs familles du mariage contracté dans l'État brémois.

Art. 36. Les officiers, enseignes et fonctionnaires ayant rang d'officier, incapables de servir dans l'armée active, ainsi que ceux que le Gouvernement prussien n'a pu placer dans l'armée royale, ou qui déclinent l'offre de passer dans cette armée, seront, à partir du 1^{er} octobre, pensionnés d'après leur temps de service, conformément au règlement brémois ou d'après les règlements de la caisse prussienne, si ce dernier leur était plus favorable.

En cas de doute, le Sénat détermine le temps de service qui doit être compté pour la retraite.

Seront traités de la même manière les officiers mis en disponibilité avec la pension correspondant à leurs appointements sans avoir égard, en ce qui les concerne, aux prévisions du règlement sur les pensions.

Art. 37. Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officier seront, en tant qu'ils seront jugés capables par le Gouvernement prussien, et s'ils en expriment le désir, admis avec

leur grade et leur ancienneté ainsi qu'avec leur traitement actuel, dans l'armée prussienne.

Les sous-officiers mariés, etc., qui ne passent pas au service de la Prusse seront, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu un emploi civil auquel est attaché un traitement en rapport avec la pension qu'ils reçoivent, pensionnés sur le pied de la moitié de leurs appointements actuels. S'ils servent depuis plus de 20 ans, ils recevront les deux tiers de leur traitement, et s'ils servent depuis plus de 25 ans, leur traitement intégral. On ne comptera pas dans le traitement, en ce qui concerne la pension à fournir, l'habillement et la prime d'engagement. L'État de Brême aura soin autant que possible de procurer à ces individus des emplois dans l'administration aussitôt que possible.

Les sous-officiers et employés militaires de même rang non mariés qui ne passent pas au service de la Prusse et qui ont servi au moins 20 ans et les hautbois seront assimilés aux sous-officiers mariés. Les autres sous-officiers non mariés qui n'auront pu être employés, seront congédiés.

Le traitement des sous-officiers, etc., employés dans l'administration, sera déduit du montant de la pension.

Les sujets brémois, qui ont passé au service prussien, mais qui le quitteront après le 1^{er} octobre de cette année, n'ont point droit en Prusse aux emplois réservés par la loi aux sous-officiers de l'armée prussienne.

Art. 38. Le renvoi, mise à la retraite ou en disponibilité des officiers et sous-officiers qui ne passent pas dans l'armée prussienne seront décidés par le Sénat ou par la Commission militaire.

Art. 39. L'ensemble des pensions inscrites au budget militaire de Brême, tel qu'il sera constaté au 1^{er} octobre 1867, y compris les pensions ou traitements de disponibilité éventuellement à accorder aux officiers et sous-officiers actuels sera, à partir du 1^{er} octobre 1867, fourni par la Prusse pour le compte de la Confédération et versé tous les trois mois à la caisse générale de Brême d'après un état dressé par la Commission militaire du Sénat. Le paiement de la pension aux ayants droit de tout grade cessera à la fin du trimestre dans lequel expire le droit à la pension.

Art. 40. Le Gouvernement royal prussien garantit à la ville libre et hanséatique de Brême la jouissance de tous les avantages et facilités relatifs à la Constitution militaire fédérale qui, indépendamment de concessions spéciales touchant les paiements, ont été introduits en Prusse ou seraient plus tard accordés à un État quelconque faisant partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 41. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1867, même en ce qui touche les paiements à effectuer d'après

le § 1^{er} et indépendamment de la disposition inscrite dans l'alinéa 2 de l'article 62 de la Constitution de l'Allemagne du Nord, d'après laquelle les contributions pour l'administration militaire fédérale doivent être versées le 1^{er} du mois qui suit la publication de la Constitution fédérale.

Art. 42. La présente Convention ne peut être rompue ou modifiée que du consentement réciproque des deux parties contractantes. Elle sera soumise à l'approbation des Gouvernements respectifs et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le 27 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN. (L. S.) *Signé* : KRÜGER.

Protocole.

Aujourd'hui les plénipotentiaires soussignés se sont réunis pour procéder à la signature de la Convention militaire entre la Prusse et Brême et se sont, à cette occasion, encore entendus sur les points suivants :

Art. 1. Pour prévenir tout malentendu, il est expressément constaté que la part promise par la ville libre de Brême dans l'article 1^{er} et qui s'élève à 225 thalers ne doit pas être versée en outre des paiements à faire à la caisse fédérale, en vertu de l'article 70 de la Constitution, mais doit être déduite de ces versements ou portée en compte.

Art. 2. La ville de Brême se réserve le droit de disposer d'une parcelle de la place de la caserne au *Neustadtviwall* en livrant à la garnison, du côté opposé, un terrain d'égale étendue.

Art. 3. L'obligation de payer les contributions pour l'armée fédérale prenant naissance, d'après l'article 62 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le 1^{er} du mois qui suivra la publication de cette Constitution, tandis que les paiements que la ville libre et hanséatique de Brême s'engage à faire par la présente Convention n'arrivent à leur échéance que le 1^{er} octobre 1867 ; comme d'ailleurs Brême supporte jusqu'à cette époque les frais d'entretien de ses troupes et les pensions militaires, le Gouvernement royal prussien restituera en espèces à la ville libre et hanséatique de Brême ou portera à son crédit, en proportion du temps écoulé, le montant de ces frais sur le pied d'une dépense annuelle de 225 thalers par chaque homme du contingent brémois tel qu'il est fixé par les lois fédérales.

Les frais résultant des opérations du recrutement antérieurement au 1^{er} octobre de cette année ne seront pas toutefois portés en compte.

Art. 4. Par rapport à l'article 30, il a été convenu que, pour la fixation équitable de l'indemnité à payer pour le matériel cédé à la Prusse, la valeur en serait débattue par deux experts nommés respectivement par la Prusse et par Brême. Dans le cas où ils ne parviendraient pas à s'entendre, le Gouvernement grand-ducal d'Oldenbourg serait invité à désigner un tiers arbitre.

Art. 5. Les officiers qui passent au service de la Prusse ont, en ce qui concerne l'admission de leurs fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers qui font déjà partie de l'armée royale prussienne. En ce qui touche le délai de présentation des jeunes gens, le règlement d'admission du 1^{er} janvier 1867 pourra ne point être observé.

Art. 6. Le Commissaire brémois, au nom de son Gouvernement, exprime le désir que l'état-major du régiment auquel appartient le bataillon prussien en garnison à Brême, réside dans la ville libre.

Le Commissaire prussien promet de soumettre ce désir à son Gouvernement en le recommandant à un accueil favorable.

Art. 7. La ville de Brême ayant payé d'avance au grand-duché d'Oldenbourg sa part pour l'entretien de l'état-major de brigade et l'École militaire jusqu'au 28 février 1868 et sa part pour l'organisation de l'artillerie et de la cavalerie jusqu'au 31 octobre 1867, la Prusse restituera à la ville de Brême, après la conclusion de cette Convention, la part payée en proportion du temps écoulé.

Art. 8. La Prusse donne l'assurance que les sujets brémois appelés au service militaire jouiront de toutes les facilités transitoires accordées aux habitants des provinces nouvellement incorporées à l'État prussien par les lois des 20 septembre et 24 décembre 1866.

Art. 9. Conformément au désir exprimé par le Commissaire brémois, le Commissaire royal prussien expliqua la disposition du § 34, touchant les conditions d'avancement des officiers brémois passés au service de la Prusse, en ce sens que le Gouvernement prussien leur garantira leur grade et leur temps de service comme officiers, mais qu'ils ne pourront être placés dans l'armée prussienne que dans la situation où se trouverait un officier prussien ayant la même ancienneté, situation qui diffère suivant les régiments.

Art. 10. Le Commissaire brémois se réserve d'obtenir de la bourgeoisie de Brême l'approbation de cette Convention.

Aucune autre observation n'ayant plus été faite de part et d'autre, le présent protocole, qui sera considéré comme ratifié lui-même par la ratification de la Convention, a été signé et scellé.

Fait à Berlin, le 27 juin 1867.

(L. S.) Signé : DE HARTMANN. (L. S.) Signé : KRÜGER.

PRUSSE ET LA VILLE LIBRE DE LUBECK.

Convention militaire conclue à Berlin, le 27 juin 1867.

Une Convention entre le Gouvernement royal prussien et le Sénat de la ville libre et hanséatique de Lubeck relativement aux obligations militaires que l'État lubeckois devra remplir vis-à-vis de la Confédération, conformément à la Constitution de l'Allemagne du Nord, a été conclue, sous réserve de ratification, par les Plénipotentiaires respectifs nommés à cet effet, savoir du côté de la Prusse :

Le lieutenant-colonel Eberhard de *Hartmann*, chef de division au Ministère de la guerre ; et du côté de la ville de Hambourg,

Le Ministre résident des villes libres et hanséatiques près la cour de Prusse, Dr Frédéric *Krüger*.

Art. 1. En retour des contributions à payer par la ville libre et hanséatique de Lubeck d'après l'article 62 (chapitre XII) de la Constitution fédérale, c'est-à-dire en prenant pour base le pied de paix calculé sur 1 pour 100 de la population, et en exécution de la Convention séparée conclue le 3 mai 1867, à Berlin, entre la Prusse et Lubeck, la Prusse se charge de toutes les autres prestations militaires fédérales qui incomberaient encore à la ville libre de Lubeck, y compris les frais de levée des troupes supportés par le fisc militaire, les frais d'organisation et de premier établissement, et la construction de casernes pour le compte de la Confédération.

Art. 2. Indépendamment de ces contributions telles qu'elles sont actuellement fixées ou devront être fixées ultérieurement par la législation fédérale, la ville libre de Lubeck n'aura pas d'autres paiements ou dépenses à effectuer pour le budget militaire ordinaire.

Les changements apportés à l'ancien état de choses ne permettant plus la formation, dans les mêmes conditions que précédemment, du contingent de Lubeck ni la continuation de l'administration indépendante des forces militaires de l'État de Lubeck, la ville libre de Lubeck consent à ce que les sujets lubeckois soumis au service et propres à entrer dans l'infanterie, soient incorporés dans le bataillon prussien que le Gouvernement royal détachera à cet effet à Lubeck. Les conscrits lubeckois levés pour le service de la flotte ou, dans des circonstances particulières, pour entrer dans les armes spéciales, feront leur temps de service sur la marine de guerre fédérale ou dans un détachement prussien composé de ces armes spéciales.

Les soldats lubeckois qui satisfont aux obligations du service dans des détachements de troupes prussiennes, prêtent, conformément à

l'article 64 de la Constitution fédérale, le serment du drapeau au Sénat et à la ville libre et hanséatique de Lubeck avec cette addition qu'ils s'engagent à l'obéissance envers le chef militaire fédéral. Ils portent sur le casque, à côté de la cocarde nationale, la cocarde prussienne.

Art. 3. Le bataillon prussien dans lequel seront incorporés les soldats lubeckois, tiendra, en temps de paix, garnison à Lubeck. Le Gouvernement prussien s'engage à cet égard à ne faire usage du droit de déplacer ces troupes qui lui est attribué par la Constitution fédérale que passagèrement et dans le cas où des considérations militaires et politiques urgentes l'y obligeraient. Lorsque ces circonstances se présenteront, on pourvoira autant que possible aux besoins du service intérieur.

Art. 4. L'établissement de cette garnison ne devra porter en aucune manière atteinte à l'indépendance et aux droits de souveraineté de la ville libre et hanséatique de Lubeck.

A cet égard seront observées les dispositions suivantes :

a) Le Sénat conserve tous les droits honorifiques et la libre disposition, pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales de la garnison.

b) Le Sénat a la faculté de nommer, aux frais de l'État de Lubeck, un commandant de la ville dont la situation vis-à-vis de la garnison sera ultérieurement déterminée par des dispositions spéciales.

c) Les insignes de la souveraineté de la ville de Lubeck seront conservés avec leurs armes et couleurs dans les localités, à l'extérieur des guérites, etc., occupées par les troupes de la garnison, à moins que plus tard les armes et couleurs fédérales ne viennent à les remplacer.

d) Le Sénat nommera une commission spéciale chargée de faciliter les rapports entre la garnison et les autorités lubeckaises. Le droit de réquisition directe des autorités civiles de Lubeck ne sera par là ni restreint ni supprimé.

Art. 5. Les officiers, soldats et autorités militaires des troupes fédérales cantonnées à Lubeck sont, pendant leur séjour, dans la ville libre, soumis aux lois, aux prescriptions égales et à la compétence des autorités et tribunaux de Lubeck, en tant que les lois militaires prussiennes entrant en vigueur aux termes de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, ou la présente Convention ne consacrent des exceptions à cet égard.

Dans tous les cas où le Code militaire prussien mentionne les Codes pénal et civil prussiens et jusqu'à la publication d'un Code pénal civil commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats du bataillon prussien cantonné à Lubeck, qui sont citoyens de la ville, pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procédure lubeckaises,

mais pour les sujets prussiens en garnison à Lubeck les dispositions de la loi du 15 avril 1852 restent applicables.

La situation personnelle des individus ne faisant point partie de l'État lubeckois, qui servent dans les troupes fédérales cartonnées à Lubeck et leurs familles, ne sera pas modifiée par suite de la translation de leur domicile à Lubeck. Ils conserveront les rapports de sujet qu'ils avaient précédemment avec leur pays d'origine. Leur droit matrimonial, l'ordre de succession, la tutelle des enfants, continueront à être régis par la législation de leur pays. Tant qu'ils conserveront leur ancien statut personnel, ils seront affranchis de l'impôt sur le capital et sur le revenu, ainsi que du droit de succession sur leurs biens, d'es autres impositions directes communales ou publiques, à moins qu'elles ne soient basées sur la possession de biens immeubles ou sur des locations, enfin ils seront également affranchis de l'obligation de loger les troupes. Mais ils seront soumis aux impôts et contributions indirectes (droits de douane, de consommation, de timbre).

Art. 6. L'intervention des troupes pour le maintien de l'ordre et de la sûreté publique, ne doit en général s'effectuer que sur la réquisition de l'autorité civile compétente. Il devra être obtempéré à ces réquisitions sans retard.

Les cas et les formes dans lesquels les troupes pourront intervenir et faire usage de leurs armes contre des personnes civiles, seront réglés par une ordonnance du Sénat, en suivant à cet égard les règlements prussiens y relatifs.

En ce qui touche les délits et contraventions commis par des militaires, les autorités civiles lubeckaises ont, en cas de flagrant délit, le droit de s'emparer provisoirement des individus coupables, mais ces derniers devront, sans délai, être remis avec un rapport, à la plus prochaine autorité ou au plus prochain poste militaire.

Art. 7. L'établissement de factionnaires ou de corps de garde, ailleurs que près des bâtiments affectés aux troupes et pour d'autres services que le service spécial du bataillon, les parades, exercices et revues, en dehors des emplacements et des champs de tir, désignés à cet effet, ne pourront avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable donné par l'autorité civile. Tous les soldats devront obéir aux instructions des fonctionnaires de police, relatives au maintien de l'ordre public.

Art. 8. L'organisation de la landwehr, ainsi que l'exécution de la partie militaire du recrutement se feront par les autorités militaires prussiennes.

La ville libre et hanséatique de Lubeck avec tout son territoire forme une circonscription spéciale de recrutement du neuvième corps d'armée fédéral ainsi qu'une circonscription de bataillon de la land-

wehr, laquelle pour atteindre l'étendue normale sera complétée par l'adjonction de districts voisins.

L'état-major du bataillon de la landwehr de Lubeck qui sera ainsi formé résidera dans la ville libre.

Toutes les opérations de recrutement relatives aux jeunes gens appelés au service à Lubeck sont dirigés par le Sénat en sa qualité d'autorité civile suprême. Il nomme les membres civils ordinaires de la Commission de recrutement des districts et des départements.

Il en est de même pour la nomination des membres civils ordinaires et extraordinaires de la Commission d'examen départementale.

Art. 9. Les soldats lubeckois, s'ils sont aptes à servir dans l'infanterie, satisfont en principe à l'obligation du service sans préjudice du droit de déplacement attribué au chef militaire fédéral (§ 3), dans le bataillon en garnison à Lubeck. Ils peuvent cependant, s'ils le désirent et en faisant la demande en temps utile, être également incorporés dans d'autres détachements prussiens.

Les volontaires d'un an et de trois ans ont le choix de l'arme et du régiment dont ils veulent faire partie. Les sujets prussiens appelés sous les drapeaux pourront également faire leur temps de service dans le bataillon en garnison à Lubeck.

Tous les conscrits lubeckois servant dans l'armée fédérale à Lubeck ou ailleurs seront comptés dans le contingent à fournir par la ville libre.

Art. 10. En ce qui touche la justification des connaissances requises des volontaires qui se présentent pour le service d'un an, les établissements d'instruction supérieure de la ville de Lubeck seront assimilés aux institutions prussiennes de même nature, s'il est avéré qu'ils donnent aux élèves le même degré d'instruction que ces dernières.

Art. 11. Le bataillon en garnison à Lubeck destiné à recevoir dans ses rangs les conscrits lubeckois, n'est pas soumis aux restrictions établies en ce qui concerne le nombre des volontaires d'un an.

Les marins et la population maritime de Lubeck jouiront également des avantages et bénéfices accordés aux marins prussiens à raison de leur service à bord d'un navire de la marine marchande allemande.

Art. 12. Les volontaires d'un an qui ont satisfait à leur service dans l'armée active, reçoivent, lorsqu'ils se rendent, pour l'exercice de leur industrie ou de leurs fonctions, dans des pays d'outre-mer, sur leur demande, un passe-port pour l'extérieur valable pendant deux ans. Ils seront dispensés d'assister aux exercices et manœuvres et de se rendre à l'appel de mobilisation, lorsqu'ils feront certifier, par une attestation de consul, qu'ils ont, dans un pays d'outre-mer (excepté les pays riverains de la mer Noire et de la Méditerranée), une occu-

pation fixe ; dans ce cas il leur sera délivré un nouveau passe-port valable pendant cinq ans. Si les conditions précitées continuent à exister, le passe-port sera prolongé jusqu'à l'expiration du temps intégral de service.

Le même bénéfice est accordé aux soldats qui, pour infirmités corporelles et après avoir été examinés trois fois, ont été renvoyés dans la réserve, et qui se rendraient dans des pays d'outre-mer.

Mais si ces individus transportent de nouveau leur domicile en Europe, avant l'expiration de leur temps intégral de service, ils retombent dans l'obligation du service en proportion de leur âge.

Art. 13. Par analogie avec les motifs d'exemption ou d'abrégement du service militaire énumérés au § 56 de l'instruction sur le recrutement militaire, le propriétaire d'une maison de commerce à Lubeck sera assimilé aux directeurs d'établissements industriels.

Art. 14. Les nouvelles dispositions qui, aux termes de la Constitution de l'Allemagne du Nord, entreront en vigueur relativement au recrutement, à l'obligation du service, au temps de présence sous les drapeaux et à l'exclusion du remplacement, n'auront aucun effet rétroactif et ne s'appliquent dès lors pas aux soldats lubeckois faisant partie de classes qui au moment de la mise en vigueur des nouvelles dispositions auraient déjà été appelées.

Dans le cas où des doutes s'élèveraient au sujet de l'application de ce principe, le Sénat ou les autorités lubeckaises compétentes décideront. Ces autorités délivreront aussi aux soldats des classes, déjà actuellement appelées au service, les congés et certificats de libération du service, de concert avec l'autorité militaire compétente.

Art. 15. En retour des obligations que le Gouvernement prussien s'engage à remplir aux termes du paragraphe 1^{er}, la ville libre et hanséatique de Lubeck prend encore les engagements spéciaux suivants :

1) L'État de Lubeck veillera à ce que, moyennant l'indemnité de logement réglementaire à payer par la Prusse, les sous-officiers et soldats du bataillon en garnison à Lubeck soient logés jusqu'à ce que des casernes, dont le terrain sera fourni gratuitement par la ville de Lubeck, aient pu être construites. Cette obligation ne comprend pas l'entretien des soldats, mais seulement la mise à la disposition des troupes de logements suffisants. Le propriétaire du logement n'aura à fournir aux soldats que le logement, une couchette et une place près du foyer avec bois de chauffage, et il recevra en retour de l'administration militaire prussienne les indemnités de logement et de service réglementaires.

Les officiers devront pourvoir eux-mêmes à leur logement. Toutefois les autorités lubeckaises feront en sorte que, jusqu'à l'installation com-

plète des casernes projetées il soit mis à la disposition des officiers, moyennant une indemnité équitable, un local destiné à servir de mess.

2) Le matériel d'habillement et d'équipement en usage dans le bataillon de Lubeck, passe entre les mains de la Prusse, qui l'emploiera autant que possible pour l'équipement du nouveau bataillon de la landwehr qui doit être organisé.

3) Il sera mis gratuitement à la disposition du bataillon, sous réserve des droits de propriété :

L'édifice servant de magasin militaire;

Les corps de garde et les maisons d'arrêt occupés actuellement par les soldats;

Le laboratoire;

Les champs de tir et d'exercice qui existent actuellement et qui sont la propriété de la ville de Lubeck.

Le Gouvernement prussien se chargera des frais d'entretien ou d'agrandissement de ces locaux.

Art. 4. L'usage du magasin des poudres sera commun et il pourra y être emmagasiné gratuitement des munitions et des poudres.

Art. 5. Le Sénat fera en sorte que le commandant militaire prussien puisse avoir à sa disposition pour les soldats malades, et, moyennant des frais d'entretien aussi modiques que possibles, une partie de l'hôpital fondé à Lubeck par la bienfaisance privée.

Art. 16. Toutes les personnes inscrites sur le budget des pensions militaires de Lubeck au jour de la mise en vigueur de la présente Convention seront, à partir de ce jour payées par la Prusse pour le compte de la Confédération.

Art. 17. Les officiers, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service et faisant actuellement partie du contingent lubeckois seront, s'ils en expriment le désir, et si le Gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celle qu'ils auraient eue s'ils avaient servi dès le principe dans cette armée. Ils conserveront intégralement leur traitement actuel et il leur sera assuré jusqu'à ce que, par leur avancement dans l'armée prussienne, ils aient droit à une augmentation ou qu'ils soient pensionnés d'après les règlements prussiens.

Relativement à leur situation personnelle et au droit matrimonial, les officiers mariés de l'État libre de Lubeck conservent, malgré les liens de sujétion qu'ils acceptent vis-à-vis de la Prusse en entrant dans l'armée royale, les droits et devoirs qui résultent pour eux ou leurs familles du mariage contracté dans l'État de Lubeck.

Les officiers, enseignes et fonctionnaires ayant rang d'officier, incapables de servir dans l'armée active, ainsi que ceux qui déclinent l'offre de passer dans l'armée royale seront, à partir du 1^{er} octobre 1867, pensionnés d'après le règlement sur les pensions en vigueur à Brême, l'État de Lubeck n'ayant point de règlement sur cette matière, ou d'après les règlements prussiens, si ces derniers leur étaient plus favorables.

Seront traités de la même manière les officiers mis en disponibilité avec la pension attachée à leur grade sans avoir toutefois égard aux prévisions du règlement sur les pensions.

En cas de doute, le Sénat détermine le temps de service qui doit être compté pour la retraite.

Les officiers mariés qui passent dans l'armée prussienne sont obligés de contribuer à l'institution royale prussienne de la caisse des veuves de militaires. Ils conservent toutefois en même temps leur droit de participation à la caisse des veuves et orphelins des employés de l'État lubeckois.

A partir de la conclusion de la présente Convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement aux officiers ni admis des aspirants officiers dans le contingent lubeckois.

Art. 18. Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officiers seront, en tant qu'ils seront jugés capables par le Gouvernement prussien et s'ils en expriment le désir, admis avec leur grade, leur ancienneté et leur traitement actuel dans l'armée prussienne.

Les sous-officiers, etc., non mariés qui n'auront pu être employés, seront congédiés; quant aux sous-officiers mariés, ils seront, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu dans l'administration de Lubeck un emploi rétribué en rapport avec la pension qu'ils touchent, pensionnés sur le prix de la moitié de leurs appointements actuels (non compris l'habillement); s'ils ont servi plus de vingt ans, ils recevront deux tiers de leur traitement; et s'ils ont servi depuis plus de vingt-cinq ans, la totalité.

L'État de Lubeck aura soin de procurer à ces individus des emplois dans l'administration aussitôt que possible.

Les sujets lubeckois des catégories susmentionnées, entrés au service de la Prusse, qui quitteraient de nouveau le service militaire n'auront point droit à un emploi civil en Prusse.

Le paiement de la pension cesse dans tous les cas à la fin du trimestre dans lequel expire le droit à la pension.

Art. 19. Le renvoi, mise à la retraite ou en disponibilité des officiers et sous-officiers qui ne passent pas dans l'armée prussienne seront décidés par le Sénat d'après les prescriptions qui précèdent.

L'ensemble des pensions militaires inscrites dont la Prusse se chargera, à partir du 1^{er} octobre 1867, pour le compte de la Confédération, sera versé tous les trois mois d'après un état dressé par la Commission militaire du Sénat à la caisse de l'État à Lubeck, qui devra en faire la répartition entre les intéressés.

Art. 20. La Prusse, en concluant la présente Convention, entre dans tous les droits et accepte toutes les obligations qui résultaient pour la ville de Lubeck de l'organisation actuelle de l'armée en corps d'armée, divisions et brigades, et de ses engagements vis-à-vis du grand-duché d'Oldenbourg, chargé de fournir en son lieu et place le contingent d'artillerie. Elle se charge de son côté du règlement de cette question avec le grand-duché d'Oldenbourg et garantit la ville de Lubeck contre toute réclamation basée sur les engagements précités.

Art. 21. Les dispositions stipulées au paragraphe précédent recevront leur application, même dans le cas où avant la mise en vigueur de la présente Convention, la mobilisation de l'armée fédérale était décidée. Dans ce cas, la réunion du contingent lubeckois à la brigade oldenbourgo-hanséatique n'aurait naturellement pas lieu, et tous les droits et devoirs contractuels qui en découlent cesseraient d'exister. Mais la ville de Lubeck, conformément aux nouvelles obligations fédérales qu'elle contracte, et aux stipulations de la Constitution de l'Allemagne du Nord, mettra son contingent, tel qu'il sera organisé présentement, à la disposition immédiate du chef militaire fédéral.

Les dépenses de la mobilisation et l'entretien sur le pied de guerre sont effectués par la Prusse pour le compte de la Confédération.

Art. 22. Le Gouvernement royal prussien garantit à la ville libre et hanséatique de Lubeck la jouissance de tous les avantages et facilités relatifs à la Constitution militaire fédérale qui, indépendamment de concessions spéciales touchant les paiements, ont été introduits en Prusse ou seraient plus tard accordés à un État quelconque faisant partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 23. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1867, même en ce qui touche les paiements à effectuer d'après le § 1^{er} et indépendamment de la disposition inscrite dans l'alinéa 2 de l'article 62 de la Constitution de l'Allemagne du Nord, d'après laquelle les contributions annuelles pour l'administration militaire fédérale doivent être versées le 1^{er} du mois qui suit la publication de la Constitution fédérale.

Art. 24. La présente Convention ne peut être rompue ou modifiée que du consentement réciproque des deux parties contractantes. Elle sera soumise à l'approbation des Gouvernements respectifs et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 27 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN. (L. S.) *Signé* : KRÜGER.

Protocole.

Les plénipotentiaires soussignés se sont réunis aujourd'hui pour procéder à la signature de la Convention militaire entre la Prusse et Lubeck, et se sont encore, à cette occasion, entendus sur les points suivants :

Art. 1. Pour bien expliquer et préciser davantage l'application du principe inscrit au § 14, le Commissaire de Lubeck présente la note qui se trouve annexée au présent protocole, et le Commissaire prussien déclare, après en avoir pris connaissance, que le contenu de cette note est entièrement conforme au principe du paragraphe précité.

Art. 2. L'obligation de payer la part contributive à l'armée fédérale prenant naissance, d'après l'article 62 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le 1^{er} du mois qui suivra la publication de cette Constitution, tandis que les paiements que la ville libre et hanséatique de Lubeck s'engage à faire par la présente convention n'arrivent à leur échéance que le 1^{er} octobre 1867 ; que, d'ailleurs, Lubeck supporte jusqu'à cette époque les frais d'entretien de ses troupes et paye toutes les pensions militaires sur ses propres ressources, le Gouvernement royal prussien, dans le cas où cette part contributive devrait être versée avant le 1^{er} octobre, restituera en espèces à la ville libre et hanséatique de Lubeck ou portera à son crédit, en proportion du temps écoulé, le montant des contributions payées, calculé sur le pied de 162 thalers pour chaque homme du contingent lubeckois tel qu'il est fixé par les lois fédérales. Les frais résultant des opérations du recrutement antérieurement au 1^{er} octobre de cette année ne seront toutefois pas portés en compte.

Art. 3. Comme la ville de Lubeck a déjà effectué d'avance entre les mains du grand-duché d'Oldenbourg les paiements stipulés par le traité, c'est-à-dire pour l'entretien de l'état-major de brigade une annuité, courant jusqu'au 1^{er} mai 1868 et s'élevant à 780 thalers en or, et pour l'artillerie une demi-annuité courant jusqu'au 1^{er} novembre 1867 et s'élevant à 2500 thalers, le Gouvernement prussien, conformément à l'article 20 de la Convention militaire de ce jour, restituera à

la ville libre de Lubeck les sommes payées d'avance à Oldenbourg au delà du 1^{er} octobre 1867 et qui montent à 915 thalers 10 silbergros.

Art. 4. La Prusse donne l'assurance que les sujets lubeckois appelés au service militaire jouiront de toutes les facilités transitoires accordées aux habitants des provinces nouvellement incorporées à l'État prussien en vertu des lois des 20 septembre et 24 décembre 1866.

Art. 5. Les officiers qui passent au service de la Prusse ont, en ce qui concerne l'admission de leurs fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers qui font déjà partie de l'armée royale prussienne. En ce qui touche le délai de présentation des jeunes gens, le règlement d'admission du 1^{er} janvier 1857 pourra ne point être observé.

Art. 6. Conformément au désir exprimé par le commissaire lubeckois, le Commissaire royal prussien expliqua la disposition du § 17 touchant les conditions d'avancement des officiers lubeckois passés au service de la Prusse, en ce sens que le Gouvernement Prussien leur garantira leur grade et leur temps de service comme officiers, mais qu'ils ne pourront être placés dans l'armée prussienne que dans la situation où se trouverait un officier prussien ayant la même ancienneté situation, qui diffère suivant les régiments.

Art. 7. Le commissaire lubeckois se réserve d'obtenir de la bourgeoisie de Lubeck l'approbation de cette convention.

Aucune autre observation n'ayant plus été faite de part et d'autre, le présent protocole qui sera considéré comme ratifié lui-même par la ratification de la convention, a été signé et scellé.

Fait à Berlin, le 27 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN. (L. S.) *Signé* : KRÜGER.

ANNEXE.

Application du principe inscrit au paragraphe 14 de la Convention militaire.

Art. 1. Relativement aux soldats des classes de 1842, 1843, 1844, 1845, 1846 et 1847, formant le contingent actuel de Lubeck et obligés au service militaire pendant six années dont deux années de présence sous les drapeaux, il est entendu :

1^o Que les soldats incorporés dans le bataillon d'infanterie, ne pourront être appelés à faire partie de la marine ou d'autres armes (pionniers, etc.).

2° Que les soldats qui ont déjà accompli les deux années de présence sous les drapeaux ne pourront, excepté dans des cas extraordinaires, être rappelés à l'armée.

3° Que les soldats des différentes classes qui auront fait leurs six années de service recevront un congé de libération définitif et que ces soldats ainsi congédiés ne pourront pas être appelés pour le service de la landwehr.

Art. 2. En ce qui touche les individus des six classes précitées qui, lors du tirage au sort, ont eu les numéros élevés et ont par conséquent été rangés dans la réserve, il est convenu :

1° Que ces soldats de la réserve, conformément aux prescriptions légales en vigueur jusqu'ici, ne pourront être appelés au service actif d'après le rang que leur donne leur numéro, qu'autant qu'il se produit une diminution dans le contingent principal et qu'il y a dès lors lieu de le compléter.

2° Que les hommes de la réserve recevront leur congé de libération en même temps et de la même manière que les différentes classes du contingent actif.

Art. 3. Relativement aux soldats des six classes susmentionnées qui ont tiré les numéros les plus élevés et n'ont par conséquent pas même passé au conseil de révision, mais qui pourraient, d'après les lois lubeckaises être appelés, en seconde ligne, à compléter le contingent dans des cas extraordinaires et si les soldats de la réserve (II) ne suffisaient pas à combler les vides, il a été entendu :

1° Que, en cas d'appel extraordinaire de ces individus, ils auront encore le droit de se faire remplacer conformément aux lois en vigueur jusqu'ici.

2° Qu'après l'expiration des six années que dure l'obligation du service, il devra également leur être délivré des certificats de libération définitifs.

Art. 4. Les dispositions indiquées ci-dessus art. 3, 1° et 2°, s'appliqueront aussi aux soldats des six classes susmentionnées qui ont été exemptés provisoirement pour faiblesse corporelle ou comme soutiens de famille.

PRUSSE — SCHWARZBOURG-SONDRERSHAUSEN.

Convention militaire conclue à Berlin, le 28 juin 1867.

En exécution des dispositions du paragraphe 11 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et en addition à la con-

vention conclue les 4-22 février de cette année entre la Prusse et les États qui, d'après la constitution militaire de l'ancienne Confédération germanique, avaient à fournir la division d'infanterie de réserve, S. M. le Roi de Prusse d'une part et S. A. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen d'autre part ont nommé à l'effet de s'entendre sur les nouvelles mesures à adopter, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse,

Le lieutenant-colonel et chef de division au Ministère de la guerre,
Eberhard de Hartmann ;

S. A. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen ;

Le conseiller d'État, *Rodolphe de Wolffersdorff* ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu la Convention suivante :

Art. 1^{er}. En retour des contributions à payer par la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, d'après l'article 62 (paragraphe 12) de la constitution fédérale, c'est-à-dire en prenant pour base le pied de prix calculé sur un pour cent de la population, et en exécution de la Convention séparée des 4-22 février dernier, la Prusse se charge de toutes les prestations militaires fédérales qui incomberaient encore à la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen à l'égard de la Confédération.

Art. 2. Les changements apportés à l'ancien état de choses ne permettant plus la formation, dans les mêmes conditions que précédemment, du contingent de la Principauté, ni la conservation d'une administration indépendante de ses forces militaires, le Prince consent à ce que ceux de ses sujets qui sont soumis au service soient incorporés dans des détachements prussiens.

Les sujets schwarzbourgeois qui satisfont ainsi aux obligations du service, prêtent, conformément à l'article 64 de la Constitution fédérale, le serment du drapeau au Prince avec cette addition qu'ils s'engagent à l'obéissance envers le chef de guerre fédéral.

Ils portent sur le casque à côté de la cocarde nationale la cocarde prussienne.

Art. 3. Pour faciliter aux sujets schwarzbourgeois propres à entrer dans l'infanterie, le service militaire, il sera, d'après le désir exprimé par Son Altesse, détaché un bataillon prussien à Sondershausen, lequel recevra dans ses rangs lesdits individus ; le Gouvernement princier, de son côté, aura soin de pourvoir à ses frais à l'installation de logements convenables et de locaux pour les troupes qui tiendront garnison.

Dans la supposition qu'il sera pris les dispositions propres à assurer le logement des troupes, S. M. le Roi de Prusse laissera une garnison permanente à Sondershausen et consent à ne faire usage du droit de

déplacer ces troupes, qui lui est attribué par la Constitution fédérale, que passagèrement et lorsque de graves considérations militaires ou politiques l'y obligeraient. Lorsque ces circonstances se produiront, on pourvoira autant que possible aux besoins du service intérieur.

Les conscrits schwarzbourgeois appelés à servir sous les armes spéciales, satisferont au service dans les détachements prussiens composés de ces armes spéciales et les plus rapprochés de la principauté.

Art. 4. La division de la principauté en circonscriptions de bataillons de la landwehr et de recrutement, ainsi que le fonctionnement du recrutement, auront lieu par les soins de la Prusse avec la coopération des autorités civiles principales compétentes. Les dispositions consacrées par la Constitution fédérale, en ce qui touche la durée de l'obligation du service, ne recevront leur application qu'à la prochaine levée et n'ont aucun effet rétroactif.

Les individus soumis à l'obligation du service qui ont obtenu leur congé, resteront conformément aux dispositions légales en vigueur dans la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, soit dans la réserve de guerre, soit dans la landwehr ; leur temps de service antérieur leur sera compté.

Art. 5. Par suite de l'incorporation du contingent princier dans l'armée royale prussienne et par l'installation d'une garnison prussienne à Sondershausen, les stipulations de l'article 66 de la Constitution fédérale et la convention des 4-22 février ne se trouveront atteintes en aucune façon relativement aux droits honorifiques du chef du contingent. Son Altesse le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen sera, à l'égard de toutes les troupes fédérales cantonnées d'une façon permanente ou temporaire sur son territoire, dans la position de général de division commandant et exercera, avec les prérogatives honorifiques attachées au grade, la juridiction disciplinaire. De même il pourra disposer à son gré, pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales en garnison dans la principauté, et les insignes de la souveraineté actuelle (armes et couleurs) seront conservés à l'extérieur des localités affectées au logement des troupes (casernes, corps de garde, guérites, etc.).

Le commandant de la garnison devra immédiatement donner suite aux réquisitions qui lui sont adressées par les autorités civiles compétentes en ce qui touche les mesures de police.

Art. 6. Les officiers, soldats et employés militaires des troupes fédérales cantonnés dans la principauté sont, pendant le séjour qu'ils y font, soumis aux lois, aux prescriptions légales et à la compétence des autorités et tribunaux de Schwarzbourg, en tant que les lois militaires entrant en vigueur aux termes de la Constitution de la Confé-

dération de l'Allemagne du Nord, ou la présente convention ne consacrent des exceptions à cet égard.

Dans tous les cas où le code militaire prussien mentionne le code pénal civil et le droit civil prussien et jusqu'à la publication d'un code pénal civil commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats des bataillons prussiens cantonnés dans la principauté, qui sont citoyens schwarzbourgeois, pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procédure de leur pays ; mais pour les sujets prussiens en garnison à Sondershausen, les dispositions de la loi du 15 avril 1852 restent applicables.

La juridiction militaire est exercée par le chef militaire. La confirmation des jugements prononcés par les tribunaux militaires a lieu par la voie des instances militaires et le droit de grâce appartient à S. M. le Roi de Prusse comme chef de guerre fédéral. Toutefois, les vœux exprimés à cet égard par Son Altesse le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen, en ce qui touche ses sujets, seront accueillis autant que possible.

La situation personnelle des sujets prussiens qui servent dans les troupes fédérales cantonnés dans la principauté, ne sera pas modifiée par suite de la translation de leur domicile à Sondershausen. Ils seront affranchis dans la principauté de tout impôt personnel, particulièrement de l'impôt sur le capital et sur le revenu, à moins que ce dernier impôt ne s'applique à des revenus qu'ils tireraient de propriétés foncières sises sur le territoire de la principauté. Ils sont également exempts des impôts communaux.

Art. 7. Les officiers valides, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service faisant actuellement partie du contingent de Schwarzbourg, seront, s'ils en expriment le désir et si le Gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celle qu'ils auraient eue s'ils y avaient servi dès le commencement. Ils prêtent à Sa Majesté le Roi de Prusse le serment du drapeau. Quant au traitement, ils recevront celui qui correspond en Prusse à leur grade, mais ils conserveront leur traitement actuel intégralement s'il est supérieur au traitement prussien, jusqu'à ce que, par leur avancement, ils aient droit à une augmentation ou qu'ils soient pensionnés. La mise à la retraite éventuelle a lieu d'après le règlement prussien sur les pensions.

Les officiers du contingent princier actuel qui, d'après ce qui précède, passent dans l'armée prussienne, sont obligés, s'ils sont mariés, de contribuer à l'institution royale prussienne des pensions pour les

veuves de militaires et de payer, à partir du jour de leur inscription, la cotisation due à la caisse; il leur est toutefois éventuellement permis de conserver leur droit de participation à la caisse des veuves pour laquelle ils ont jusqu'ici contribué.

Les officiers qui déclinaient l'offre de passer dans l'armée prussienne ou ne seraient pas admis dans l'armée par le Gouvernement prussien, reçoivent la pension de leur grade calculée d'après leur temps de service conformément au règlement prussien ou au règlement qui leur était applicable avant la conclusion de la présente Convention si ce dernier était plus favorable pour eux.

A partir de la conclusion de la présente Convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement parmi les officiers ni admis des aspirants officiers dans le contingent.

Art. 8. S. A. le Prince a le droit de nommer à son choix des officiers à la suite dont le traitement et la pension de retraite ne seront toutefois pas à la charge du budget fédéral. Mais les aides de camp de Son Altesse seront payés sur ce budget, et les désirs exprimés par le Prince touchant le choix des personnes seront satisfaits avec empressement par le chef militaire fédéral en tant que des raisons de service ne s'y opposent pas.

S. A. le Prince fixera à son gré l'uniforme des aides de camp et des officiers à la suite.

Les officiers à la suite, ainsi que les officiers qui ont droit à la retraite, si les premiers ont été nommés, les seconds pensionnés, après la conclusion de la présente Convention, sont, le cas échéant, soumis aux juridictions militaires disciplinaires et aux tribunaux d'honneur conformément aux prescriptions royales prussiennes.

Art. 9. Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officier seront, en tant qu'ils seront jugés capables par le Gouvernement prussien, et s'ils en expriment le désir, admis avec leur grade et leur ancienneté ainsi qu'avec leur traitement actuel, dans le bataillon prussien qui sera détaché à Sondershausen. Dans le cas contraire, ils seront pensionnés d'après le règlement des pensions annexé au protocole final ou recevront, d'après les prescriptions prussiennes que la Constitution fédérale mettra également en vigueur dans la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, un emploi dans l'administration civile princière. Ces dispositions seront aussi applicables aux sous-officiers sujets schwarzbourgeois qui ont passé au service prussien, mais qui le quitteraient ultérieurement. Les soldats qui satisfont actuellement au service dans le contingent princier passent pour terminer leur temps de service dans le bataillon prussien en garnison dans la Principauté.

Art. 10. Sous réserve de son droit de propriété, le Gouvernement

princier met à la disposition des troupes de la garnison, en échange de l'indemnité réglementaire prussienne, les casernes, corps de garde, maisons d'arrêt, hôpital, champ de tir et d'exercices actuellement existants ou qui devraient, d'après l'article 3, être encore installés ou complétés. Les différents détails à ce sujet seront ultérieurement fixés de concert entre les parties contractantes.

Tant que l'installation nécessaire n'aura pas été terminée, et lorsque, en cas de renforcement du bataillon en garnison à Sondershausen, les casernes et édifices actuels ne seraient pas suffisants pour loger tous les soldats, le Gouvernement de Son Altesse veillera à ce que, contre l'indemnité de logement réglementaire payée par la Prusse, les sous-officiers et soldats trouvent à Sondershausen un abri conforme au règlement prussien, sur le logement des militaires. Il ne sera pas exigé du propriétaire du logement de fournir les aliments aux soldats. Les officiers devront se pourvoir eux-mêmes d'un logement.

Le matériel d'habillement et d'équipement du contingent princier passe entre les mains de la Prusse qui se charge d'habiller et d'équiper avec ce matériel, en tant qu'il pourra servir, la landwehr qui sera organisée avec les soldats schwarzbourgeois, libérés du service actif. Le matériel dont il s'agit sera estimé avant la remise à la Prusse, pour pouvoir être rendu en cas d'annulation de la Convention.

Par contre, la Prusse ne réclamera pas de la Principauté d'autres contributions aux dépenses nécessitées par la transformation du contingent actuel et renonce à la restitution des frais que la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen aurait à supporter au prorata de sa population, pour l'établissement des détachements d'artillerie, de pionniers et du train et de leur matériel.

Mais en ce qui touche les dépenses qui, aux termes de la Convention du 4-22 février de cette année, incombaient à la Principauté, pour sa part, dans l'augmentation projetée de la cavalerie pendant les sept années qui viendront, les dispositions de la Convention précitée restent applicables (art. 2).

Les pensions, servies jusqu'ici par le Gouvernement de Son Altesse, et celles qui devraient encore être servies, par suite de la conclusion de la présente Convention, seront acquittées sur le budget fédéral.

Art. 11. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre prochain et est conclue en addition au traité des 4-22 février dernier, pour une durée de sept années, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 1874. Il devra être déclaré à la date du 1^{er} octobre 1873, si cette Convention sera prolongée ou non.

Art. 12. La présente Convention sera soumise à l'approbation des

Hautes Parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Berlin aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 28 juin 1867.

Signé : DE HARTMANN.

Signé : R. DE WOLFFESDORFF.

Protocole.

En signant aujourd'hui la Convention militaire entre la Prusse et Schwarzbourg-Sondershausen, les deux commissaires se sont encore entendus sur les points suivants :

Art. 1. Dans le cas où le payement des contributions fixées par l'article 62 (alinéa 2) de la Constitution fédérale et modifiées par la Convention du 4 février dernier, devrait être effectué déjà avant le 1^{er} octobre prochain, il en sera fait restitution ou tenu compte proportionnellement à la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la Prusse ne prenant à sa charge l'entretien du contingent princier qu'à partir de l'époque précitée, et les dépenses militaires étant supportées jusque-là par la Principauté. Les frais qui résulteraient des opérations préparatoires relatives au recrutement seront toutefois imputés sur le montant de ces contributions.

Art. 2. Les facilités transitoires introduites, touchant la prestation du service militaire dans les provinces incorporées à la Confédération prussienne par les lois des 20 septembre et 24 décembre 1866, s'appliqueront aussi aux sujets de Schwarzbourg-Sondershausen appelés au service.

Le commissaire prussien, pour répondre à une demande qui lui a été faite par le Commissaire de Schwarzbourg-Sondershausen, déclara qu'il était bien entendu que les volontaires schwarzbourgeois étaient autorisés à faire leur temps de service (un an ou trois ans) à leur choix, dans tous les détachements de l'armée prussienne.

Art. 3. Les officiers qui passent au service de la Prusse ont, en ce qui touche l'admission de leur fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers qui font déjà partie de l'armée royale prussienne.

Art. 4. Relativement à la division de la Principauté en circonscriptions de recrutement, on convint que les dispositions de détail à cet égard seraient prises d'un commun accord.

Art. 5. Relativement à la justification des connaissances requises des sujets de Schwarzbourg-Sondershausen, qui se présentent volontairement pour servir un an, les établissements d'enseignement supé-

rieur de Schwarzbourg seront assimilés aux institutions prussiennes de même nature, s'il est constaté qu'ils donnent le même degré d'instruction que ces dernières.

Art. 6. Le droit attribué à S. A. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen de disposer des troupes fédérales en garnison dans la principauté, pour les besoins du service intérieur, comprend aussi le droit de fixer le nombre des postes d'honneur et les endroits où ils seront placés, ainsi que de régler le cérémonial et les honneurs à rendre à la famille princière.

Dans le cas où Son Altesse désirerait que les rapports avec la garnison fussent réglés par l'intermédiaire d'un commandant de la ville, nommé par Elle, ce dernier fera partie des officiers à la suite. Toutefois cet officier n'exercera aucun droit de commandement sur la garnison.

Art. 7. Après l'échange des ratifications de la Convention, l'autorité supérieure militaire de la Principauté communiquera au Ministère royal de la guerre, des rapports détaillés sur la personne et les états de service des officiers désignés pour être admis dans l'armée prussienne. Les vœux exprimés à cet égard par le Gouvernement princier seront, en tant que les intérêts du service ne s'y opposent pas, accueillis dans la mesure du possible, et il en sera tenu compte ultérieurement pour la composition du corps des officiers en garnison à Sondershausen.

Art. 8. Le passage des officiers schwarzbourgeois dans l'armée prussienne sera considéré non comme constituant un nouvel emploi, mais comme une simple permutation.

Art. 9. Les sous-officiers du contingent princier qui n'ont pu actuellement être admis dans l'armée prussienne, s'ils trouvent de suite ou plus tard un emploi dans l'administration, il n'y aura pas lieu, dans le cas où cet emploi est révocable et où le traitement n'égalerait pas le montant de la pension, à diminution de cette pension.

Art. 10. Dans le cas où des officiers du contingent princier, qui par leur passage dans l'armée royale deviennent sujets prussiens, désireraient conserver à côté de leurs droits de citoyen prussien, ceux de citoyen de Schwarzbourg-Sondershausen, il n'y sera fait aucune objection de la part de la Prusse.

Art. 11. La Prusse cherchera autant que possible à caser dans la musique du bataillon prussien qui sera détaché à Sondershausen, les musiciens faisant actuellement partie du contingent princier.

Aucune autre observation n'ayant été faite, le présent protocole, annexé à la Convention et destiné à l'expliquer, a été approuvé et signé.

Fait à Berlin, le 28 juin 1867.

Signé : DE HARTMANN.

Signé : DE WOLFFERSDORFF.

PRUSSE — ANHALT.

Convention militaire, signée à Berlin le 28 juin 1867.

En exécution des dispositions du § 11 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et en addition à la Convention conclue les 4-22 février de cette année entre la Prusse et les États qui d'après la Constitution militaire de l'ancienne Confédération germanique avaient à fournir la division d'infanterie de réserve, S. M. le Roi de Prusse d'une part, et S. A. le Duc d'Anhalt d'autre part, ont nommé à l'effet de s'entendre sur les nouvelles mesures à prendre, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse,

Le lieutenant-colonel et chef de division au Ministère de la guerre,
Eberhard de Hartmann ;

S. A. le Duc d'Anhalt,

Le colonel et chef de régiment, Maurice, baron de *Heimrod* ;
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu la Convention suivante :

Art. 1^{er}. Le contingent du duché d'Anhalt qui a jusqu'ici fait partie de la division de l'infanterie de réserve, formera un régiment d'infanterie, de trois bataillons, et prendra la dénomination de

« Régiment d'infanterie d'Anhalt. »

Il recevra un numéro correspondant dans l'ordre de bataille de l'armée fédérale de l'Allemagne du Nord.

La transformation du contingent actuel en régiment sera dirigée par la Prusse.

Art. 2. En ce qui touche le cantonnement de ces régiments, Sa Majesté le Roi de Prusse, en sa qualité de chef de guerre fédéral, pourvoira aux mesures nécessaires à cet effet. Cependant, dans la supposition qu'il sera pris dans le territoire du Duché les dispositions propres à assurer le logement des troupes, Sa Majesté consent à les y laisser et à ne faire usage du droit de déplacement qui lui est attribué par la Constitution fédérale que passagèrement et lorsque des considérations militaires ou politiques l'y obligeraient.

Art. 3. Jusqu'à la création (pour le moment encore ajournée) de régiments spéciaux de cavalerie, dont la formation sera plus tard fixée, et qui doivent être fournis par les États qui ont conclu la Convention des 4-22 février, les jeunes gens levés pour le service de la ca-

valerie dans le territoire d'Anhalt feront leur temps dans les corps des troupes prussiennes les plus voisins. Ces règles s'appliquent d'une façon permanente aux conscrits qui doivent servir dans les armes spéciales (chasseurs, artillerie, pionniers, train).

Dès que l'on pourra procéder à la formation de régiments spéciaux de cavalerie, un de ces régiments sera, suivant les besoins du service et supposé que les dispositions nécessaires pour le logement des troupes soient prises, cantonné dans le territoire d'Anhalt et recruté parmi les hommes reconnus aptes au service de la cavalerie.

Art. 4. Les jeunes gens du duché d'Anhalt, soumis à l'obligation du service, qui sont dans les conditions requises pour le service volontaire d'un an, peuvent à leur choix faire leur année de service dans l'armée royale prussienne aux mêmes conditions que les sujets prussiens. Cette faculté est également réservée aux sujets prussiens dans le régiment d'Anhalt.

Art. 5. La division de chaque territoire en circonscriptions de recrutement et de bataillons de la landwehr, ainsi que le fonctionnement du recrutement, aura lieu par les soins de la Prusse avec la coopération des autorités civiles compétentes du Duché. Les dispositions consacrées par la Constitution fédérale, en ce qui touche la durée de l'obligation du service, ne recevront leur application qu'à la prochaine levée et n'ont aucun effet rétroactif.

Art. 6. Les jeunes conscrits du duché d'Anhalt, qu'ils soient incorporés dans le régiment d'infanterie d'Anhalt mentionné à l'article 1^{er} ou dans l'armée royale prussienne, prêtent le serment du drapeau à leur souverain avec cette addition qu'ils s'engagent à obéir à Sa Majesté le Roi de Prusse comme chef de guerre fédéral.

Art. 7. L'uniforme et l'équipement dudit régiment d'Anhalt est le même que celui de l'infanterie de ligne prussienne. Le régiment portera sur le casque la cocarde nationale et les armes du pays à côté de laquelle les sujets prussiens, servant dans le régiment, porteront la cocarde prussienne.

Les officiers auront une écharpe d'argent et une dragonne de même avec les couleurs fédérales désignées dans l'art. 55 de la Constitution fédérale.

Art. 8. Son Altesse le Duc d'Anhalt sera, à l'égard de toutes les troupes fédérales cantonnées d'une façon permanente ou temporaire sur son territoire, dans la position de général de division commandant et exercera avec les prérogatives honorifiques attachées au grade la juridiction disciplinaire. Pour le reste, l'application des mesures disciplinaires et le droit de punition appartient aux commandants des troupes, et la confirmation des jugements rendus à cet effet a lieu par la voie ordinaire des instances militaires. Le droit de grâce est attribué

à Sa Majesté le Roi de Prusse en sa qualité de chef militaire fédéral. Les vœux exprimés par Son Altesse, en ce qui touche ses sujets, seront accueillis dans la mesure du possible.

Art. 9. Les officiers valides, sous-officiers et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service faisant actuellement partie du contingent du duché d'Anhalt, seront, s'ils en expriment le désir et si le Gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celle qu'ils auraient eue s'ils y avaient servi dès le commencement. Ils prêtent à Sa Majesté le Roi de Prusse le serment du drapeau. Quant au traitement, ils recevront celui qui correspond en Prusse à leur grade, mais ils conserveront leur traitement actuel intégralement s'il est supérieur au traitement prussien, jusqu'à ce que, par leur avancement, ils aient droit à une augmentation ou qu'ils soient pensionnés. La mise à la retraite éventuelle a lieu d'après le règlement prussien sur les pensions.

Les officiers des contingents actuels qui, d'après ce qui précède, passent dans l'armée prussienne, sont obligés, s'ils sont mariés, de contribuer à l'institution royale prussienne des pensions pour les veuves de militaires; il leur est toutefois éventuellement permis de conserver leur droit de participation à la caisse des veuves pour laquelle ils ont jusqu'ici contribué.

Les officiers qui déclinaient l'offre de passer dans l'armée prussienne ou ne seraient pas admis dans l'armée par le Gouvernement prussien, reçoivent la pension de leur grade calculée d'après leur temps de service conformément au règlement prussien ou au règlement d'Anhalt, si ce dernier leur était plus favorable.

Art. 10. La nomination des officiers, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier qui passent du régiment d'infanterie d'Anhalt dans l'armée royale est faite directement par Sa Majesté le Roi de Prusse; cependant les vœux de Son Altesse à cet égard seront autant que possible pris en considération.

Les officiers qui passent au régiment d'Anhalt s'engagent sous serment de veiller aux intérêts du souverain du contingent sur le territoire duquel le corps de troupes dont il s'agit est cantonné et d'écarter de ce territoire les dangers et les préjudices.

Art. 11. S. A. le Duc d'Anhalt a le droit de nommer à son choix des officiers à la suite dont le traitement et la pension de retraite seront cependant à la charge de Son Altesse. Toutefois, les aides de camp de Son Altesse et du Prince héréditaire seront payés sur le budget fédéral, et les désirs exprimés par le Duc touchant le choix des per-

sonnes seront satisfaits avec empressement par le chef militaire fédéral en tant que des raisons de service ne s'y opposent pas.

Son Altesse fixera à son gré l'uniforme des aides de camp et des officiers à la suite.

Les officiers à la suite, ainsi que les officiers qui ont droit à la retraite, si les premiers ont été nommés, les seconds pensionnés, après la conclusion de la présente convention, sont, le cas échéant, soumis aux juridictions militaires disciplinaires et aux tribunaux d'honneur, conformément aux prescriptions royales prussiennes.

Art. 12. Sous réserve des règles qui seront posées par la législation fédérale, les officiers prussiens servant dans le régiment d'Anhalt, sont affranchis dans le territoire ducal de tout impôt personnel, en particulier des impôts de classe et sur le revenu, mais de ce dernier impôt qu'autant qu'ils ne tirent aucun revenu de propriétés foncières qu'ils posséderaient dans ces territoires. Ils ne seront soumis aux contributions communales, s'ils ne sont pas domiciliés dans la commune, qu'autant que l'obligation de payer une contribution semblable découle du fait de simple séjour sur le territoire ou de la possession de biens-fonds.

Art. 13. En ce qui touche la juridiction en matière civile, les officiers mentionnés à l'article précédent sont soumis aux lois et formes de procédure du pays.

Art. 14. L'administration relative au régiment d'infanterie d'Anhalt ainsi que son entretien ordinaire au moyen des ressources fédérales s'effectueront par les soins de la Prusse, qui se charge également du paiement des pensions militaires actuelles et à venir. Mais par contre, le Gouvernement ducal supportera les frais résultant de l'installation première, de l'habillement et de l'équipement du régiment d'infanterie y compris la landwehr qui en fait partie, ainsi que, pour sa part proportionnelle, des frais ultérieures que nécessitera la formation (jusqu'ici ajournée) de la cavalerie.

Les objets d'équipements et de fournitures actuellement en magasin pourront être employés à cet effet, s'ils remplissent les conditions requises.

Les frais d'installation de la garnison, actuels et à venir, sont supportés par le Gouvernement ducal. La Prusse renonce à la part proportionnelle qui incombe au duché d'Anhalt dans les frais de formation des corps d'artillerie, de pionniers et du train, et de leur matériel.

On tiendra compte avec empressement du désir exprimé par le Duc relativement au cantonnement des corps de troupes dans le Duché, pourvu que les mesures nécessaires pour le logement des troupes soient prises.

Art. 15. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre

prochain et est conclue, en addition au traité du 4-22 février dernier, pour une durée de sept années, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 1874. Il devra être décidé à la date du 1^{er} octobre 1873 si cette Convention sera prolongée ou non.

Art. 16. La présente Convention sera, sans retard, soumise à l'approbation des Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 28 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN. (L. S.) *Signé* : BARON DE HEIMROD.

Protocole final.

En signant aujourd'hui la Convention militaire entre la Prusse et Anhalt, les deux commissaires se sont entendus sur les points suivants :

Art. 1^{er}. Dans le cas où le paiement des contributions fixées par l'article 62 (alinéa 2) de la Constitution fédérale devrait être effectué déjà avant le 1^{er} octobre prochain, il en sera fait restitution ou tenu compte proportionnellement au Duché d'Anhalt, à raison de la circonstance que la Prusse ne prend à sa charge l'entretien du contingent ducal qu'à partir de l'époque précitée, les dépenses militaires étant supportées jusque-là par le Duché d'Anhalt. Les frais qui résulteraient des opérations préparatoires relatives au recrutement seront toutefois imputés sur le montant de ces contributions.

Art. 2. Les facilités transitoires introduites relativement à la prestation du service militaire dans les provinces incorporées à la Confédération prussienne par les lois des 24 septembre et 24 décembre 1866 s'appliqueront aussi aux sujets du Duché d'Anhalt appelés au service.

Art. 3. Les officiers qui passent au service de la Prusse ont, en ce qui touche l'admission de leurs fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers qui font partie de l'armée royale prussienne.

Art. 4. Relativement à la justification des connaissances requises des sujets d'Anhalt qui se présentent volontairement pour servir un an, les établissements d'enseignement supérieur d'Anhalt seront assimilés aux institutions prussiennes de même nature, s'il est avéré qu'ils donnent le même degré d'instruction que ces dernières.

Art. 5. Après l'échange des ratifications de la Convention, l'autorité supérieure militaire du Duché communiquera au Ministre royal de la guerre des rapports détaillés sur la personne et les états de service

des officiers proposés pour être admis dans l'armée prussienne. Les vœux exprimés à cet égard par le Gouvernement ducal seront, en tant que les intérêts du service le permettront, accueillis dans la mesure du possible et il en sera tenu compte ultérieurement pour la composition du corps des officiers des troupes en garnison à Dessau.

Art. 6. Le passage des officiers ducaux dans l'armée prussienne sera considéré non comme donnant lieu à un nouvel emploi, mais comme une simple permutation.

Art. 7. En réponse à la demande touchant les mesures à prendre pour l'appel des conscrits qui doit avoir lieu vers l'automne de cette année, le commissaire prussien déclara : que le Gouvernement ducal aurait à faire les préparatifs nécessaires pour que cet appel fût terminé au mois d'octobre ou au plus tard en novembre.

Art. 8. Relativement à l'article 7, le commissaire prussien fit connaître, sur le désir exprimé par le commissaire d'Anhalt, qu'il fallait entendre sous l'expression d'uniforme d'infanterie prussienne, la tunique bleu foncé avec collet et parements rouges, pantalon gris avec passepoils rouge. La garniture du casque et les boutons en cuivre. Les officiers des deux premiers bataillons porteront l'épée ; ceux du bataillon de fusiliers le sabre.

Il sera tenu compte par S. M., le chef de guerre fédéral, du désir de S. A. le Duc de voir appliquer sur les épaulettes, dont la couleur est encore à déterminer, le chiffre ducal L F avec la couronne.

Aucune autre observation n'ayant été présentée, le présent protocole annexé à la Convention et destiné à l'expliquer a été approuvé et signé.

Fait à Berlin, le 28 juin 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN. (L. S.) *Signé* : BARON DE HEIMROD.

PRUSSE, SCHAUMBOURG-LIPPE.

Convention militaire conclue à Berlin le 30 juin 1867.

En exécution des dispositions du paragraphe 11 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et en addition à la convention conclue les 4-22 février de cette année entre la Prusse et les États qui, d'après la constitution militaire de l'ancienne confédération germanique, avaient à fournir la division d'infanterie de réserve, S. M. le Roi de Prusse d'une part, et Son Altesse le Prince de Schaum-

bourg-Lippe d'autre part, ont nommé, à l'effet de s'entendre sur les nouvelles mesures à adopter, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse,

Le lieutenant-colonel et chef de division au Ministère de la guerre, Éberhard de *Hartmann*;

S. A. le Prince de Schaumbourg-Lippe,

Son conseiller intime de régence, Othon *Höcker*.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu la convention suivante :

Art. 1^{er}. En retour des contributions à payer par la Principauté de Schaumbourg-Lippe, d'après l'article 62 (paragraphe 12) de la Constitution fédérale, c'est-à-dire en prenant pour base du contingent à former, le pied de paix calculé sur 1 pour 100 de la population et en exécution de la Convention séparée du 4-22 février dernier, la Prusse se charge de toutes les prestations militaires fédérales qui incomberaient encore à la principauté de Schaumbourg-Lippe à l'égard de la Confédération.

Art. 2. Les changements intervenus dans l'ancien état de choses ne permettant plus la formation dans les mêmes conditions que précédemment du contingent de la Principauté, ni la conservation d'une administration indépendante de ses forces militaires, le Prince de Schaumbourg-Lippe consent à ce que ceux de ses sujets qui sont soumis au service militaire soient incorporés dans des détachements prussiens.

Art. 3. Pour faciliter aux sujets du Prince qui sont aptes à entrer dans le corps des chasseurs, le service militaire, il sera, d'après le désir exprimé par le Prince de Schaumbourg-Lippe, détaché un bataillon prussien à Buckebourg, lequel recevra dans ses rangs lesdits individus. Le Gouvernement prussien pourvoira, de son côté, à l'installation de logements convenables pour les troupes qui tiendront garnison dans la Principauté.

Dans la supposition qu'il sera pris les dispositions nécessaires pour assurer le logement des troupes, S. M. le Roi laissera une garnison permanente à Buckebourg et consent à ne faire usage du droit de déplacer ces troupes, qui lui est attribué par la Constitution fédérale, que passagèrement et lorsque de graves considérations militaires et politiques l'y obligeraient; lorsque ces circonstances se produiront, on pourvoira autant que possible aux besoins du service intérieur.

Les sujets de Schaumbourg-Lippe appelés à servir dans d'autres armes, feront leur temps de service dans les détachements prussiens composés de ces armes et les plus rapprochés de la Principauté.

Art. 4. La division de la Principauté en circonscriptions de bataillons de la landwehr et de recrutement, ainsi que le recrutement lui-même, auront lieu par les soins de la Prusse, avec la coopération des

autorités civiles compétentes. Les dispositions consacrées par la Constitution fédérale en ce qui touche la durée de l'obligation du service, ne recevront leur application qu'à la prochaine levée et n'ont aucun effet rétroactif.

Art. 5. Par suite de l'incorporation du contingent princier dans l'armée royale prussienne et par l'établissement d'une garnison prussienne à Buckebourg, les stipulations de l'article 66 de la Constitution fédérale et de la Convention des 4-22 février relativement aux droits honorifiques du chef du contingent ne se trouvent atteintes en aucune manière. S. A. le Prince de Schaumbourg-Lippe sera, à l'égard de toutes les troupes fédérales cantonnées sur son territoire, dans la position de général de division commandant, et exercera, avec les prérogatives honorifiques attachées à ce grade, la juridiction militaire disciplinaire. De même il pourra disposer à son gré, pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales en garnison dans la Principauté, et les insignes de la souveraineté actuelle (armes et couleurs) seront conservés à l'extérieur des localités affectées au logement des troupes (casernes, corps de garde, guérites).

Le commandant de la garnison devra immédiatement donner suite aux réquisitions qui lui seront adressées par les autorités civiles compétentes en ce qui touche le maintien de l'ordre public et les mesures de police.

Art. 6. Les officiers, soldats et fonctionnaires militaires des troupes fédérales cantonnés dans la Principauté sont, pendant le séjour qu'ils y font, soumis aux lois, aux prescriptions légales et à la compétence des autorités et tribunaux de Schaumbourg, en tant que les lois militaires prussiennes ou la présente convention ne consacrent des exceptions à cet égard.

Dans tous les cas où le Code militaire prussien mentionne le Code pénal civil prussien et jusqu'à la publication d'un Code pénal civil commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats des troupes fédérales qui sont citoyens de Schaumbourg, pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procédure hambourgeoises ; mais pour les sujets prussiens en garnison à Buckebourg, les dispositions de la loi du 15 avril 1852 restent applicables.

La juridiction militaire est exercée par le chef militaire ; la confirmation des jugements prononcés par les tribunaux militaires a lieu par la voie des instances militaires, et le droit de grâce appartient à S. M. le Roi de Prusse comme chef de guerre fédéral. Toutefois, les vœux exprimés à cet égard par S. A. le Prince de Schaumbourg-Lippe, en ce qui touche ses sujets, seront accueillis autant que possible.

Art. 7. La situation personnelle des sujets prussiens, qui servent dans les troupes fédérales cantonnées dans la Principauté, ne sera pas

modifiée par suite de la translation de leur domicile à Buckebourg. Ils seront affranchis, dans la Principauté, de tout impôt personnel, particulièrement de l'impôt sur le capital et sur le revenu, à moins que ce dernier impôt ne frappe des revenus qu'ils tirent de propriétés foncières sises sur le territoire de Schaumbourg-Lippe. Ils seront également affranchis des impôts communaux.

Art. 8. Les officiers valides, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service faisant actuellement partie du contingent de Schaumbourg, seront, s'ils en expriment le désir et si le Gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celle qu'ils auraient eue s'ils y avaient servi dès le commencement. Ils prêtent à Sa Majesté le Roi de Prusse le serment du drapeau. Quant au traitement, ils recevront celui qui correspond en Prusse à leur grade, mais ils conserveront leur traitement actuel intégralement s'il est supérieur au traitement prussien, jusqu'à ce que, par leur avancement, ils aient droit à une augmentation ou qu'ils soient pensionnés. La mise à la retraite éventuelle a lieu d'après le règlement prussien sur les pensions.

Les officiers du contingent princier actuel qui, d'après ce qui précède, passent dans l'armée prussienne, sont obligés, s'ils sont mariés, de contribuer à l'institution royale prussienne des pensions pour les veuves de militaires, et de payer à partir du jour de leur inscription la cotisation due à la caisse.

Les officiers qui déclinerait l'offre de passer dans l'armée prussienne ou ne seraient pas admis dans l'armée par le Gouvernement prussien, reçoivent la pension de leur grade calculée d'après leur temps de service conformément au règlement prussien ou au règlement qui leur était applicable avant la conclusion de la présente Convention, si ce dernier était plus favorable pour eux.

A partir de la conclusion de la présente Convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement parmi les officiers ni admis des aspirants officiers dans le contingent de la Principauté de Schaumbourg-Lippe.

Art. 9. Le Prince de Schaumbourg a le droit de nommer à son choix des officiers à la suite dont le traitement et la pension de retraite ne seront toutefois pas à la charge du budget fédéral. Mais les aides de camp de Son Altesse seront payés sur ce budget, et les désirs exprimés par le Prince touchant le choix des personnes seront satisfaits avec empressement par le chef militaire fédéral en tant que des raisons de service ne s'y opposent pas.

Son Altesse le Prince fixera à son gré l'uniforme des aides de camp et des officiers à la suite.

Les officiers à la suite, ainsi que les officiers qui ont droit à la retraite, si les premiers ont été nommés, les seconds pensionnés, après la conclusion de la présente Convention, sont, le cas échéant, soumis aux juridictions militaires disciplinaires et aux tribunaux d'honneur conformément aux prescriptions royales prussiennes.

§ 9. Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officier seront, en tant qu'ils seront jugés capables par le Gouvernement prussien, et s'ils en expriment le désir, admis avec leur grade et leur ancienneté ainsi qu'avec leur traitement actuel, dans le bataillon prussien qui sera détaché à Buckebourg. Dans le cas contraire, ils seront pensionnés d'après le règlement sur les pensions, annexé au protocole final, ou recevront, d'après les prescriptions prussiennes qui seront également mises en vigueur dans la Principauté de Schaumbourg-Lippe en vertu de la Constitution fédérale, un emploi dans l'administration civile princière. Ces dispositions seront également applicables aux sous-officiers sujets de Schaumbourg qui passent actuellement au service prussien, mais qui le quitteraient plus tard.

Les soldats qui, aujourd'hui, satisfont aux obligations militaires dans le contingent princier passent, pour terminer leur temps de service (art. 4), dans le bataillon Royal-Prussien en garnison à Buckebourg.

Art. 10. Sous réserve de tous droits de propriété, le Gouvernement princier met à la disposition des troupes de la garnison, contre paiement d'une indemnité locative, si un loyer était payé jusqu'ici pour ces bâtiments, le corps de garde, la maison louée à bail qui sert d'hôpital, les emplacements loués jusqu'ici pour servir de magasins et ateliers militaires, et tant qu'une caserne n'aura pas été installée, le local servant de prison, et une maison destinée à recevoir provisoirement les effets d'habillement et d'équipement.

Contre paiement d'une indemnité calculée d'après les règlements prussiens, il sera encore mis à la disposition des troupes, la caserne qui doit être construite, le champ d'exercice et les champs de tir qui seront installés plus tard. Les différents points de détail à ce sujet seront ultérieurement fixés de concert entre les parties contractantes.

Tant que l'installation nécessaire n'aura pas été terminée et lorsque, en cas de renforcement du bataillon en garnison à Buckebourg, les locaux actuels ne seraient pas suffisants pour loger tous les soldats, le Gouvernement de Son Altesse veillera à ce que, contre paiement par la Prusse de l'indemnité réglementaire, les sous-officiers et soldats trouvent à Buckebourg ou dans les environs un abri conforme aux règlements prussiens sur le logement des militaires.

Les officiers devront se pourvoir eux-mêmes de logements.

Le matériel d'habillement et d'équipement du contingent princier passe entre les mains de la Prusse, qui se charge d'habiller et d'équiper avec ce matériel autant qu'il pourra servir, la landwehr qui sera plus tard formée avec les soldats schaubourgeois libérés du service actif.

Par contre la Prusse ne réclamera pas de la Principauté d'autres contributions aux dépenses nécessitées par la transformation du contingent actuel et renonce à la restitution des frais que la Principauté de Schaumbourg-Lippe aurait à supporter au prorata de sa population pour la formation des détachements d'artillerie, de pionniers, du train et de leur matériel.

Mais en ce qui touche les dépenses qui, aux termes de la Convention du 4-22 février dernier, incombent à la Principauté pour sa part dans l'augmentation projetée de la cavalerie pendant les sept années prochaines, les dispositions de la Convention précitée restent applicables (art. 2).

Les pensions servies jusqu'ici par le Gouvernement de Son Altesse et celles qui devront encore être servies par suite de la conclusion de la présente Convention seront acquittées sur le budget fédéral.

Art. 11. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre de cette année et est conclue en addition au traité du 4-22 février dernier, pour une durée de sept années, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 1874. Il devra être décidé, à la date du 1^{er} octobre 1873, si cette Convention sera prolongée ou non.

Art. 12. La présente Convention sera sans délai soumise à l'approbation des Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 30 juin 1867.

Signé : DE HARTMANN. Signé : HÖCKER.

Protocole.

En signant aujourd'hui la Convention militaire entre la Prusse et Schaumbourg-Lippe, les deux commissaires se sont encore entendus sur les points suivants :

Art. 1^{er}. Dans le cas où le paiement des contributions fixées par l'article 62 (alinéa 2) de la Constitution fédérale et modifiées par la Convention du 4 février dernier, devrait être effectué déjà, avant le 1^{er} octobre prochain, il en sera fait restitution ou tenu compte pro-

portionnellement à la Principauté de Schaumbourg-Lippe, la Prusse ne prenant à sa charge l'entretien du contingent princier qu'à partir de l'époque précitée et les dépenses militaires étant supportées jusque-là par le Gouvernement princier. Les frais qui résulteraient des opérations préparatoires du recrutement, seront toutefois imputés sur le montant de la part à payer par la Principauté de Schaumbourg-Lippe.

Art. 2. Les facilités transitoires introduites à l'égard de la prestation du service militaire dans les provinces incorporées à l'État prussien par les lois des 20 septembre et 24 décembre 1866, s'appliquent également aux sujets schaumbourgeois appelés au service.

Le commissaire prussien, pour répondre à une demande qui lui a été adressée par le commissaire de Schaumbourg, déclara qu'il était bien entendu que les volontaires schaumbourgeois seraient autorisés à accomplir leur temps de service (un an ou trois ans) à leur choix, dans tous les détachements de l'armée prussienne.

Art. 3. Les officiers qui passent au service de la Prusse ont, en ce qui touche l'admission de leurs fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers qui font déjà partie de l'armée royale prussienne.

Art. 4. Relativement aux individus appelés au mois de mars 1867 à tirer au sort, le commissaire princier fit observer qu'une partie de ces jeunes gens avaient déjà passé des contrats pour leur remplacement ; le commissaire prussien reconnut que ces contrats devaient être maintenus et que les individus exemptés, d'après la loi en vigueur, du service militaire, ne pouvaient plus être appelés ultérieurement sous les drapeaux.

Art. 5. En ce qui concerne la division de la Principauté en circonscriptions de recrutement, on convint que les mesures de détail à cet égard seraient concertées entre les deux Gouvernements.

Art. 6. Relativement à la justification des connaissances requises des sujets de Schaumbourg-Lippe qui désirent servir une année en qualité de volontaires, le lycée de Buckebourg sera assimilé aux institutions prussiennes de même nature, s'il est constaté qu'il donne le même degré d'instruction que ces dernières.

Art. 7. Le droit attribué à S. A. le Prince de Schaumbourg-Lippe de disposer des troupes fédérales en garnison dans la Principauté, pour les besoins du service intérieur, comprend aussi le droit de fixer le nombre des postes d'honneur, les endroits où ils seront placés, ainsi que de régler le cérémonial et les honneurs à rendre à la famille princière.

Dans le cas où Son Altesse désirerait que les rapports avec la garnison fussent réglés par l'intermédiaire d'un de ses aides de camp

qui serait nommé commandant de la ville, le Gouvernement prussien ne s'y opposerait pas. Son Altesse pourra également nommer à ces fonctions un officier à la suite ; mais ce fonctionnaire n'aura aucun droit de commandement sur la garnison.

Art. 8. Après échange des ratifications de la Convention, l'autorité supérieure militaire de la Principauté communiquera au Ministère royal de la guerre des rapports détaillés sur la personne et les états de service des officiers désignés pour être admis dans l'armée royale. Les vœux particuliers exprimés à cet égard par le Gouvernement princier seront, en tant que les intérêts du service ne s'y opposent pas, accueillis dans la mesure du possible, et il en sera tenu également compte ultérieurement pour la composition du corps des officiers en garnison à Buckebourg.

Art. 9. Le passage des officiers de Schaumbourg-Lippe dans l'armée prussienne sera considéré non comme constituant un nouvel emploi, mais comme une simple permutation.

Art. 10. Dans le cas où des officiers du contingent princier qui, par leur passage dans l'armée prussienne, deviennent sujets prussiens, désireraient conserver en même temps les droits de citoyens de Schaumbourg-Lippe, il n'y sera fait aucune objection de la part de la Prusse.

Art. 11. La Prusse veillera autant que possible à ce que les musiciens faisant actuellement partie du contingent princier soient casés dans le bataillon prussien qui sera détaché à Buckebourg.

Art. 12. Si les sous-officiers du contingent princier qui n'ont pu être admis dans l'armée prussienne trouvent de suite ou plus tard un emploi dans l'administration civile, il n'y aura pas lieu, dans le cas où cet emploi est révocable et que le traitement n'égalerait pas le montant de la pension, à diminution de cette pension.

Art. 13. En considération de l'avis donné par le commissaire princier que, pour remplacer les effets d'habillement et d'équipement détériorés, lors de la dernière campagne, il avait été acheté une partie de matériel tout neuf qui n'avait pas encore été livré à l'usage des soldats, on est convenu que ces effets seraient laissés à la disposition du Gouvernement princier pour en décider l'emploi ultérieur.

Par rapport à l'article 20 de la Convention, le commissaire prussien fit encore observer que les fusils à aiguille destinés au contingent n'étaient point propriété de l'État, mais propriété privée de Son Altesse. Dans cet état de chose lesdits fusils ne passeront pas aux mains de la Prusse, et le commissaire prussien abandonna toute prétention à cet égard ; il renonça également à la remise des barques et bateaux appartenant au contingent, ces barques ne pouvant être utilisées dans l'armée royale.

Art. 14. Le commandant du bataillon de chasseurs en garnison à Buckebourg devra s'engager sur parole à veiller au bien de Son Altesse et à détourner de sa personne et de son territoire les dangers et les préjudices.

Aucune autre observation n'ayant été faite, le présent protocole, annexé à la Convention et destiné à l'expliquer, a été approuvé et signé.

Fait à Berlin, le 30 juin 1863.

Signé : DE HARTMANN.

Signé : HÖCKER.

CONFÉDÉRATION DU NORD DE L'ALLEMAGNE.

Traité entre la Confédération du Nord de l'Allemagne et la Bavière, le Wurtemberg, Bade et la Hesse, pour le maintien de l'association de douane et de commerce.

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi de Wurtemberg, S. A. Royale le Grand-Duc de Bade et S. A. Royale le Grand-Duc de Hesse et du Rhin pour les portions du Grand-Duché n'appartenant pas à la Confédération de l'Allemagne du Nord, animés du désir d'assurer le maintien de l'Association de douane et de commerce et de mettre son organisation en rapport avec les besoins actuels, ont fait ouvrir des négociations à cet effet et ont nommé pour plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse, son conseiller intime effectif Jean-Frédéric de *Pommer-Esche*, le directeur ministériel Alexandre-Max de *Philipsborn*, et le directeur ministériel Martin-Frédéric-Rodolphe *Delbrück*, et les autres membres de la Confédération de l'Allemagne du Nord :

S. M. le Roi de Saxe, son conseiller intime des finances, Jules Hans de *Thummel* ; S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et du Rhin, son conseiller intime supérieur des impôts, Louis-Guillaume *Ewald* ; les souverains faisant partie avec S. M. le Roi de Prusse de l'association douanière de Thuringe :

S. A. R. le Grand-Duc de Saxe-Weimar-Eisenach,

S. A. R. le Duc de Saxe-Altenbourg,

S. A. R. le Duc de Saxe-Cobourg Gotha,

S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Rudolstadt,

S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen,

S. A. S. le Prince de Reuss, branche aînée,

S. A. S. le Prince de Reuss, branche cadette,

Le conseiller intime effectif du grand-duché de Saxe, Gustave Thon;

S. A. le Duc de Brunswick-Lunebourg, son ministre résident près la cour royale de Prusse, le conseiller intime, docteur Frédéric-Auguste de Liebe,

S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, le ministre résident de Brunswick, conseiller intime, docteur Frédéric-Auguste de Liebe,

S. M. le Roi de Bavière, son conseiller ministériel Guillaume Weber et son conseiller supérieur des impôts, Georges-Louis-Charles Gerbig,

S. M. le Roi de Wurtemberg, son chambellan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour royale de Prusse, conseiller intime de légation, Frédéric-Henri-Charles, baron de Spitzemberg, et son conseiller des finances, Charles-Victor Riecke,

S. A. R. le Grand-Duc de Bade, son ministre des finances et président du conseil des ministres, Charles Mathy,

S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et du Rhin, pour les portions du Grand-Duché ne faisant pas partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord, son conseiller intime supérieur des impôts, Louis-Guillaume Ewald.

Lesquels Plénipotentiaires ont, sous réserve de ratification, conclu le traité suivant :

Art. 1. Les parties contractantes maintiendront jusqu'au dernier jour de décembre de l'année 1867, l'union établie en vue d'un système commun de douane et de commerce, union qui repose sur le traité du 16 mai 1865, relatif à la prolongation de l'Union douanière et commerciale.

Resteront en vigueur pendant cette période, les traités d'union douanière des 22 et 30 mars et 11 mai 1833, 12 mai et 10 décembre 1835, 2 janvier 1836, 8 mai, 19 octobre et 13 novembre 1841, 4 avril 1853 et 16 mai 1865, et les articles séparés y annexés dans celles de leurs stipulations auxquelles les articles ci-après n'auront point dérogé.

Sous ces réserves et celles stipulées par l'article 6, les dispositions desdits traités s'appliquent également aux États et parcelles de territoires appartenant à la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui ne faisaient pas encore partie de l'Union de douane et de commerce.

Art. 2. L'association générale comprend ceux des États qui ont accédé, soit pour la totalité, soit pour une partie de leur territoire, au système de douane et de commerce de l'une ou de l'autre des parties contractantes; il sera tenu compte du régime particulier de ces États tel qu'il résulte des traités d'accession intervenus avec eux.

Art. 3. Relativement à l'uniformité de la législation et de l'organisation administrative, il a été convenu ce qui suit, entre les parties contractantes :

§ 1. Dans les territoires des parties contractantes il devra exister une législation uniforme sur les droits d'entrée, de sortie et de transit; cette législation sera, toutefois, susceptible de toutes les modifications qui, sans porter atteinte au but commun, se présenteront comme conséquences nécessaires, soit de la législation particulière de chaque État, soit d'intérêts locaux. En ce qui touche les droits d'entrée et de sortie prélevés sur certains objets d'un commerce restreint, les États particuliers pourront les abaisser s'ils le jugent désirable, pourvu que ces dégrèvements ne portent point préjudice aux intérêts généraux de l'association.

Il ne sera pas perçu de droit sur le transit; sont abrogées en conséquence les stipulations relatives au transit, énoncées dans les traités mentionnés à l'article 1^{er}.

§ 2. Le tarif de douane commun se divise en deux parties principales et est calculé, conformément à la Convention monétaire du 24 janvier 1857, sur la base de 30 thalers pour 52 florins et demi.

Le quintal (50 kilog.) reconnu comme poids légal du pays par tous les États de l'Union, à l'exception de la Bavière, constitue l'unité commune de poids de douane.

§ 3. Dans les territoires des parties contractantes, il existera une législation uniforme sur l'impôt du sel extrait dans le territoire de l'Association et du sucre extrait de la betterave.

Les parties contractantes sont convenues, en outre, que dans les cas où la fabrication du sucre ou de la mélasse avec un produit indigène autre que la betterave, avec l'amidon, par exemple, prendrait une certaine extension dans le Zollverein, cette fabrication serait également frappée, dans tous les États associés, d'un impôt à régler d'après les bases adoptées pour le sucre de betterave.

§ 4. Le tabac cultivé ou fabriqué dans le territoire de l'Union sera soumis à un impôt uniforme.

§ 5. Dans les territoires des parties contractantes, des mesures uniformes seront prises dans le but de protéger leur système commun de douane contre la contrebande, et leurs impôts de consommation intérieure contre la fraude.

§ 6. L'administration des impôts désignés aux paragraphes 1, 3 et 4, et l'organisation des services de douane seront constituées d'une manière uniforme dans tous les États de l'Association; il sera tenu compte des circonstances particulières dans lesquelles se trouveraient ces États.

§ 7. En conséquence de ce qui a été convenu, les parties contractantes appliqueront :

La loi des douanes ;

Le règlement des douanes ;

Les principes en matière pénale, tels qu'ils ont été concertés entre eux ;

La convention relative à l'élévation de l'impôt sur le sel du 8 mai de cette année ;

La convention relative à l'impôt sur le sucre de betterave du 16 mai 1865 ;

Le cartel des douanes du 11 mai 1853 ;

Le droit d'entrée général, cité dans les lois communes et dans les règlements, représentera le chiffre de 15 gros ou de 52 1/2 kreutzer (3 fr. 75 c. par 100 kilog.).

Art. 4. Il ne sera point perçu de droits d'entrée, de sortie et de transit aux frontières communes des parties contractantes, et tous les objets circulant librement dans l'un de ces territoires pourront être importés en franchise dans l'autre, sous la seule exception des produits indigènes soumis dans l'intérieur des États contractants à des impôts différents.

La liberté de commerce et des échanges entre les parties contractantes restera intacte, lors même que, par suite de circonstances exceptionnelles, et notamment en cas d'une guerre imminente ou existante, l'une de ces parties se verrait amenée à prohiber, pendant la durée de ces circonstances exceptionnelles, l'exportation à l'étranger de certains produits circulant librement à l'intérieur.

Dans ce cas, on aura soin de faire édicter pareille prohibition pour toutes les parties contractantes.

Si toutefois l'une ou l'autre de ces parties ne jugeait pas conforme à ses intérêts d'ordonner de son côté la défense de sortie, celle ou celles des parties qui trouveront nécessaire de l'édicter auront la faculté d'étendre cette prohibition au territoire de la partie qui s'y sera refusée.

Les parties contractantes se concèdent en outre, réciproquement, le droit de prendre les mesures nécessaires contre l'invasion des épidémies et des épizooties. Toutefois, il ne pourra être adopté contre un pays de l'Union un régime plus sévère que celui qui, toutes circonstances d'ailleurs égales, est appliqué dans l'État qui aura ordonné ces mesures.

Art. 5. Les parties contractantes s'efforceront, au moyen de conventions, d'amener l'uniformité dans la législation et la tarification concernant les produits soumis, dans leurs territoires, à un impôt intérieur de production, de fabrication ou de consommation, et qui

ne tombent pas sous l'application des paragraphes 3 et 4 de l'article 3.

En attendant que ce but soit atteint, les États associés, afin de parer aux inconvénients que la diversité des systèmes d'impôts intérieurs, et notamment l'inégalité des échelles de tarification, pourraient entraîner, soit pour les producteurs, soit pour le revenu public des divers États associés, appliqueront les maximes ci-après à la perception desdits impôts et au commerce entre eux des objets qui y sont soumis.

I. Produits étrangers.

Ne seront soumis à aucun impôt quelconque au profit de l'État, des communes ou des corporations, les produits de toutes sortes passibles d'un droit de plus de 15 gros par quintal à l'entrée (3 fr. 75 c. par 100 kilog.) dont on aura justifié, suivant le mode prescrit par le règlement de douane, l'expédition en douane déjà faite ou en voie de se faire, à l'un des bureaux de l'Association, comme marchandise d'importation ou de transit, sans préjudice toutefois, s'il s'agit de marchandises d'importation, des impôts intérieurs qui, dans un État associé, atteindraient la mise en œuvre ou une préparation quelconque de ces produits, quelle que soit leur origine : qu'ils proviennent de l'étranger, du pays même, ou de l'Association.

Ces impôts comprennent, quant à présent, les contributions qui grèvent la fabrication des eaux-de-vie, de la bière et du vinaigre, ainsi que l'impôt de mouture et de boucherie, auxquels sont également soumis les grains, drèches et bestiaux étrangers et nationaux.

Dans ceux des États où les impôts intérieurs sur les boissons se prélèvent ou se portent au débit des contributions au moment de l'entreposage de l'objet, le principe de la franchise des impôts intérieurs, stipulé au profit des produits étrangers qui ont acquitté les droits d'entrée, sera appliqué en ce sens que le premier entreposage de boissons étrangères ayant acquitté les droits d'entrée, c'est-à-dire celui qui suit immédiatement leur arrivée directe de l'étranger ou leur sortie d'entrepôts publics ou privés, reste affranchi de tout droit intérieur.

Cette stipulation sera également appliquée lorsque la perception d'un impôt intérieur sur les boissons s'effectue au profit de communes ou de corporations.

Les produits étrangers exempts de droits d'entrée ou passibles d'un droit qui n'excède pas le chiffre de 15 gros ou 52 kreutzers et demi (3 fr. 75 c. par 100 kilog.) seront soumis aux dispositions stipulées ci-après sous le n° II.

II. Produits du pays ou de l'association.

§ 1. Ne sont soumis à aucun impôt intérieur au profit de l'État, des communes ou des corporations, les produits de l'Association qui transitent par l'un des États associés pour être réexportés dans un autre État associé ou à l'étranger.

§ 2. Chacune des parties contractantes conserve la faculté de maintenir, de modifier ou d'abolir ses impôts intérieurs de production, de fabrication ou de consommation, ainsi que d'établir de nouveaux impôts du même genre. Toutefois, ces impôts ne pourront, quant à présent, porter que sur les produits suivants du pays ou leurs similaires de l'Association, à savoir : eau-de-vie, bière, vinaigre, drèche, vin, moût de raisin, cidre, farine, farineux et leurs dérivés, pain et produits de boulangerie, viande et ses dérivés, graine.

L'eau-de-vie, la bière et le vin seront grevés dans les États associés d'une taxe au profit de l'État qui ne pourra dépasser les maxima ci-après :

a) Eau-de-vie, 10 thalers par ohm de 120 quarts de Prusse, de 50 pour 100 tralles (ou 27 fr. 29 c. l'hectolitre de 50 pour 100 tralles).

b) Bière, 1 1/2 thalers par ohm de 120 quarts (ou 4 fr. 09 c. par hectolitre).

c) Vin.

aa) Lorsque l'impôt se prélève sur la valeur du vin, 1 1/2 thalers par quintal ou 11 fr. 25 c. par 100 kilog. ou 5 thalers par ohm (ou 7 fr. 57 c. par hectolitre).

bb) Lorsque l'impôt se prélève sans avoir égard à la valeur du vin, 25 gros par quintal (ou 6 fr. 25 c. par 100 kilog.) ou 2 thalers 23 1/2 gros par ohm (ou 7 fr. 57 par hectolitre).

cc) Lorsque l'impôt se prélève d'après la classification des vignobles, on n'a pas jugé à propos de fixer un maximum.

Le maximum des taxes à établir sur les produits passibles d'impôt intérieur sera l'objet d'une entente ultérieure.

§ 3. Une égalité réciproque de traitement présidera à la perception de tous les impôts prélevés aux termes du paragraphe 2, de telle sorte que les produits d'un État associé ne seront, sous aucun prétexte, taxés plus fortement ni d'une manière plus onéreuse que les produits du pays même ou des autres États associés.

D'après ce principe,

a) Les États associés qui ne prélèvent aucun impôt intérieur sur un produit du pays ne pourront pas taxer le produit similaire des autres États associés.

b) Les États qui prélèvent des impôts intérieurs d'après la valeur

de la marchandise devront appliquer les mêmes taxes aux produits du pays et à ceux de l'Association, et ne pourront, lors de l'évaluation, favoriser le produit du pays aux dépens de celui d'autres États de l'Association.

c) Les États qui perçoivent des impôts intérieurs de consommation lors de l'achat, de la vente ou de la mise en consommation, ne pourront, dans la perception de ces impôts, faire aucune différence entre les produits similaires d'autres États associés et leurs propres produits.

d) Les États qui taxent la production ou la fabrication des objets de consommation pourront percevoir la totalité de l'impôt à l'importation d'objets similaires d'un autre État associé.

e) Dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, il ne sera point prélevé de droit de circulation sur les vins et moûts de raisin produits dans les autres États associés.

Ce droit ne sera pas non plus prélevé sur ceux des États associés qui, pendant la durée du présent traité, viendraient à frapper la production vinicole d'un impôt intérieur.

f) Si plusieurs États de l'Association s'unissaient pour l'adoption d'un système uniforme d'impôts, ils seraient, quant à la faculté de taxer les produits des États associés, comme les leurs propres, considérés comme un seul et même État.

§ 4. Ceux des États qui prélèvent un impôt intérieur sur l'achat ou la vente, la consommation, la fabrication ou la préparation d'un objet de consommation, pourront, lors de l'exportation de cet objet dans d'autres États associés, s'abstenir de prélever cet impôt ou en restituer, en totalité ou en partie, le montant légal, en observant les règles suivantes :

a) La restitution ne pourra avoir lieu que lorsque l'État intéressé accorde une remise lors de l'exportation du produit similaire dans un autre État associé; le montant de cette remise ne pourra être dépassé.

b) Les Gouvernements associés veilleront à ce qu'il ne soit rien restitué au delà du montant de l'impôt effectivement payé, et à ce que la remise ne prenne pas le caractère d'une prime de sortie.

c) Les produits imposables ne seront dispensés de l'obligation de payer l'impôt et ne pourront en réclamer la restitution qu'après avoir dûment justifié de leur entrée dans le pays limitrophe ou celui de destination.

d) L'impôt intérieur sur les alcools nécessaires à la fabrication du vinaigre ne sera pas restitué, excepté dans le cas d'exportation du vinaigre à l'étranger.

§ 5. Les taux, qui d'après la législation en vigueur dans les États

associés peuvent être perçus ou restitués, ont été réglés par des arrangements particuliers. Si un État vient à modifier dans la suite le tarif actuel des produits indigènes, il devra en donner avis au Conseil fédéral (article 8) et prouver que les impôts à percevoir, en vertu de la modification effectuée ou projetée, sur les produits des États associés et à restituer à leur exportation, sont conformes aux bases stipulées dans les États où le droit de circulation sur la bière est prélevé en proportion du poids; le quintal servira de base à l'assiette de l'impôt.

§ 6. En principe, les impôts intérieurs sur les produits indigènes seront perçus dans le pays de destination, à moins que des arrangements particuliers n'en autorisent la perception à des bureaux communs, à la frontière intérieure d'État à État, ou dans le pays d'expédition, au profit de l'État auquel appartient l'impôt. Les règlements qui, à l'effet d'assurer l'acquittement des impôts, détermineront la route à suivre d'un État associé dans un autre, et le contrôle à exercer pour les expéditions, devront apporter le moins d'entraves possible au commerce, et avoir été préalablement convenus entre les deux États. Si ces expéditions touchent le territoire d'un État tiers, les mesures desurveillance et de contrôle devront être concertées avec ce dernier.

Lorsque la valeur du produit sert de base à l'assiette des impôts intérieurs, l'évaluation s'effectuera également dans le lieu de destination, pour éviter des formalités gênantes aux frontières intérieures ou en route.

§ 7. Il ne sera perçu, au profit de communes ou de corporations, de taxes soit additionnelles à l'impôt établi par l'État, soit distinctes et spéciales, que sur les objets destinés à la consommation locale. Le principe général, exprimé au paragraphe 3 du présent article, de l'égalité de traitement pour les produits des États associés respectifs, est applicable à ces taxes locales, de même qu'aux impôts de l'État.

Les objets suivants seront comptés, en règle générale, parmi les objets destinés à la consommation locale, et, à ce titre, seront seuls passibles d'un droit au profit de communes ou de corporations, à savoir : bière, vinaigre, drèche, cidre, produits soumis au droit de mouture et de boucherie, les combustibles, les vivres et denrées apportés au marché et les fourrages.

Le vin continuera à n'être soumis à un impôt de cette nature que dans les pays vinicoles proprement dits de l'Association.

Sera maintenu à ce titre exceptionnel la perception, en vigueur dans certaines localités de l'Association, d'un impôt sur les eaux-de-vie au profit de communes ou de corporations, ou la perception analogue, qui, aux termes de la législation existante, ne pourra être refusée.

Toutefois la quotité des impôts prélevés au profit de communes ou

de corporations, sur les vins, les eaux-de-vie et la bière, sera limitée de telle façon qu'elle ne pourra dépasser pour l'eau-de-vie le taux maximum de 10 thalers par ohm (ou 27 fr. 29 c. par hect.), fixé au paragraphe 2 du présent article, et, pour le vin et la bière, le taux de 20 pour 100, maxima stipulés au même paragraphe. Il ne sera établi d'exceptions qu'en faveur de celles des communes ou des corporations qui prélèvent déjà en ce moment un impôt supérieur; dans ce cas, cet impôt pourra continuer à être perçu.

Si telle localité ou telle autre prélevait encore des impôts sur des objets autres que ceux ci-dessus énumérés, cette perception pourra continuer à titre provisoire; les gouvernements respectifs s'appliqueront toutefois à la faire disparaître à la première occasion. Il sera rendu compte de temps en temps, au Conseil fédéral du Zollverein, du succès de ces efforts.

Les impôts au profit de communes ou de corporations pourront, lors de l'exportation des objets imposés dans d'autres États associés, être restitués, en totalité ou en partie, de la même façon que cela se pratique pour les impôts d'État toutes les fois que l'objet imposé jouit du même bénéfice lors de son exportation vers d'autres endroits du même pays.

§ 8. Les Gouvernements des États associés communiqueront au Conseil fédéral du Zollverein :

a) En ce qui concerne les impôts d'État, cités au § 2 du présent article, toutes les modifications qui pourront être apportées aux lois et ordonnances en vigueur;

b) En matière de taxes communales, les modifications qui pourront être apportées concernant les autorisations de ces perceptions, les localités, les objets sur lesquels elles portent, le montant de ces perceptions et le mode suivant lequel elles ont lieu.

Art. 6. Les dispositions contenues dans les articles 3, 4, 5, 10 à 20 et 22 resteront provisoirement sans application :

a) Dans les États et parcelles de territoires de la Confédération de l'Allemagne du Nord ci-après désignés :

En Prusse, dans les localités de : Drenikow, Porep et Suckow, Gross-Menow, Züttemin, Peenwerder, Duckow, Rottmanshagen, Rutzenfelde, Karlsruh, Pinnow, Geestemunde, le fort Guillaume à Bremerhafen, les îles Altenwerder, Krusenbusch, Finkenwerder, Finkenwerder-Blumensand, Kattewick, Hohenschaar, Overhacken, Neuhof et Wilhelmsburg, les villages de Kirchwerder et Aumund ;

b) Dans les grands-duchés de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, à l'exception des territoires de Rossow, Netzeband et de Schoenberg appartenant au premier de ces grands-duchés et enclavés dans la Prusse ;

- c) En Oldenbourg, dans le port de Schœnberg ;
- d) Dans le duché de Lauenbourg ;
- e) Dans les villes hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg avec leurs territoires ;

f) Dans les parties du grand-duché de Bade ci-après dénommées :

L'île Reichenau, les localités de Busingen, Bittenharter-Hof, Jestetten, Flachshof, Gunzenrieder-Hof, Reutehof, Lottstetten, Balm, Dietenberg, Nack, Lochenhof, Volkenbach, Dettighofen, Häuserhof, Altenberg, Baltersweil, Berwangen, Albführenhof.

Dès que les motifs qui excluent pour le moment les États et parcelles de territoires dénommés sous le n° 1 de l'application en entier du présent traité, auront cessé d'exister, le Præsidium de la Confédération de l'Allemagne du Nord en avisera les Gouvernements des autres parties contractantes. Après quoi, le Conseil fédéral du Zollverein fixera l'époque de la mise en vigueur dans ces États ou parcelles de territoires des dispositions contenues dans les articles 3, 5, 10 et 20.

Art. 7. La législation, en ce qui concerne les matières énumérées à l'article 3, et les mesures à prendre en dehors de la zone douanière (art. 6) pour la sûreté des frontières douanières communes, sera exercée par le Conseil fédéral du Zollverein, organe commun des Gouvernements, et par le Parlement douanier, organe commun des populations. L'expression du vote de la majorité des deux Assemblées sera nécessaire et suffisant pour faire loi dans l'Association ; leur compétence ne s'étend pas sur d'autres matières que celles qui sont désignées ci-dessus.

La promulgation des lois de l'Association a lieu dans les formes voulues, dans les territoires des parties contractantes.

Art. 8. Quant à l'établissement et à la formation du Conseil fédéral du Zollverein, il est convenu ce qui suit :

§ 1. Le Conseil fédéral se compose des représentants des membres de la Confédération du Nord et des États du Sud de l'Allemagne.

Au sein du Conseil fédéral,

La Prusse aura.....	17 voix
La Bavière.....	6
Le Saxe.....	4
Le Wurtemberg.....	4
Bade.....	3
Hesse.....	3
Mecklembourg-Schwérin.....	2
Saxe-Weimar.....	1

A reporter. 40 voix.

<i>Report</i>	40 voix.
Mecklembourg-Strelitz.....	1
Oldenbourg.	1
Brunswick.	2
Saxe-Meiningen.	1
Saxe-Altenbourg ...	1
Saxe-Cobourg-Gotha.	1
Anhalt.....	1
Schwarzbourg-Rudolstadt.....	1
Schwarzbourg-Sondershausen...	1
Waldeck.....	1
Reuss, branche aînée.	1
Reuss, branche cadette.....	1
Schaumbourg-Lippe.....	1
Lippe.....	1
Lubeck.....	1
Brême.....	1
Hambourg.....	1
Total.....	58 voix.

§ 2. Chaque État de l'Union peut nommer au Conseil fédéral autant de plénipotentiaires qu'il a de voix, mais l'émission des voix représentant un État doit être une. Les voix non représentées ou manquant d'instructions ne seront pas comptées.

§ 3. Le Conseil fédéral forme dans son sein des commissions permanentes : 1° pour les questions de tarif et d'impôt ; 2° pour le commerce et le transport ; 3° pour la comptabilité.

Dans chacune de ces Commissions, il y aura au moins, en outre du Præsidium, quatre États représentés, et chaque État n'aura qu'une voix. Les membres des Commissions seront choisis par le Conseil fédéral. La composition de ces Commissions devra être renouvelée chaque année, à la session du Conseil fédéral, mais les membres qui en auront fait partie pourront être réélus. On mettra à la disposition des Commissions les employés dont elles auront besoin pour leurs travaux.

§ 4. Chaque membre du Conseil fédéral a le droit de paraître dans le Parlement douanier et d'y être entendu pour expliquer les vues de son Gouvernement, même si celles-ci n'ont point été adoptées par la majorité du Conseil fédéral. Nul ne peut être en même temps membre du Conseil fédéral et du Parlement douanier.

§ 5. Il appartient au Præsidium d'assurer aux membres du Conseil fédéral les immunités diplomatiques d'usage.

§ 6. Le Præsidium appartient à la Couronne de Prusse, qui, dans l'exercice de ce pouvoir, a le droit de négocier au nom des parties contractantes, des traités de commerce et de navigation avec les Puissances étrangères.

Pour la conclusion de ces traités, qui ne peuvent d'ailleurs renverser les dispositions du présent traité, le consentement du Conseil fédéral est exigible, de même que l'agrément du Parlement douanier pour leur entrée en vigueur.

§ 7. Il appartient au Præsidium de convoquer le Conseil fédéral, de l'ouvrir, de le proroger et d'en prononcer la clôture.

§ 8. La convocation du Conseil fédéral a lieu tous les ans. Le Parlement douanier ne peut pas être appelé sans le Conseil fédéral.

§ 9. La convocation du Conseil fédéral a lieu de droit, dès qu'elle est réclamée par un tiers des voix.

§ 10. La Présidence du Conseil fédéral et la conduite des affaires appartiennent au Représentant de la Prusse.

Il peut se faire remplacer, au moyen d'une délégation écrite par tout autre membre du Conseil fédéral.

§ 11. Le Præsidium doit, d'après le résultat des résolutions du Conseil fédéral, porter les propositions qui lui sont faites devant le Parlement douanier, où elles seront exposées par des membres du Conseil fédéral ou par des Commissaires délégués *ad hoc*.

§ 12. Les résolutions du Conseil fédéral embrassent :

1° Les ordonnances à présenter au Parlement douanier ou adoptées par celui-ci conformément aux dispositions de l'article 7, y compris les traités de commerce et de navigation ;

2° Les rescrits et décisions provoquées par l'introduction de la législation commune (art. 7) ;

3° Les résolutions survenant dans la législation commune (art. 7) ;

4° L'état des recettes des douanes et des impôts désignés à l'article 3, paragraphes 3 et 4, dressé par la Commission de comptabilité.

Toute proposition touchant les matières énoncées sous les nos 1 à 3, faite par un des États de l'Union ou touchant les matières indiquées au n° 3 et faite par un employé contrôleur (art. 20), doit être soumise à une délibération commune. Dans le cas de controverse, la voix du Præsidium décide pour les questions désignées sous les nos 1 et 2, si elle se prononce pour le maintien de la prescription ou de l'institution existante ; dans tous les autres cas, la majorité des voix décide, et si elles se partagent également, la voix du Præsidium est prépondérante.

Art. 9. Quant à l'établissement et à la formation du Parlement douanier, il a été convenu ce qui suit :

§ 1. Le Parlement douanier se compose des membres de la Diète

de la Confédération du Nord de l'Allemagne et des députés des États du Sud qui seront nommés par le suffrage universel et direct, au scrutin secret, et d'après les principes de la loi qui a servi de base aux élections pour la première Diète de la Confédération du Nord.

Il appartient aux pouvoirs législatifs des États du Sud de prendre les dispositions concernant l'éligibilité des députés au Parlement du Nord.

§ 2. Les employés n'ont besoin de solliciter aucun congé pour entrer au Parlement douanier.

Si un membre du Parlement douanier accepte dans un des États de l'Union un emploi salarié, ou s'il entre au service de l'État dans un emploi qui lui assure un rang ou un traitement plus élevé, il perd par cela même son siège et sa voix dans le Parlement douanier et ne peut le recouvrer que par une nouvelle élection.

§ 3. Les délibérations au Parlement douanier sont publiques.

Les rapports exacts sur les délibérations en séance publique du Parlement douanier sont affranchis de toute responsabilité.

§ 4. Dans le ressort des matières indiquées à l'article 7, le Parlement douanier a le droit de présenter des lois, de même que d'examiner les pétitions adressées au Conseil fédéral du Zollverein comme à son Président.

§ 5. La convocation, l'ouverture, la prorogation et la clôture du Parlement douanier sont faites par le Præsidium.

La convocation n'a pas lieu à des époques régulières ; elle est provoquée par les nécessités législatives ou par le vote d'un tiers des voix du Conseil fédéral.

§ 6. Les députés des États du Sud de l'Allemagne seront élus pour trois ans ; à l'expiration de cette période, il y aura de nouvelles élections. Les premières élections auront lieu aussitôt que le présent Traité sera entré en vigueur.

§ 7. Pour la dissolution du Parlement douanier, il faut une résolution du Conseil fédéral du Zollverein et le consentement du Præsidium. Dans le cas de dissolution, il faut que les électeurs soient appelés dans un délai de soixante jours après la dissolution, et assemblés pour voter dans le délai de quatre-vingt-dix jours.

La dissolution de la Diète de la Confédération du Nord n'entraîne pas de nouvelles élections dans les États allemands du Sud.

§ 8. Sans le consentement du Parlement douanier, sa prorogation ne peut dépasser le délai de trente jours, et il ne peut être prorogé une seconde fois dans le cours de la même session.

§ 9. Le Parlement douanier vérifie les pouvoirs de ses membres et les confirme ou les annule en tant qu'avant sa réunion les pouvoirs de ceux de ses membres qui appartiennent déjà à la Diète de l'Allemagne

du Nord n'ont pas encore été vérifiés. Le Parlement douanier fixe son règlement et sa discipline, et choisit lui-même son président, ses vice-présidents et ses secrétaires.

§ 10. Le Parlement douanier vote à la majorité absolue des voix ; pour la validité des résolutions, la présence de la majorité des membres est nécessaire.

§ 11. Les membres du Parlement douanier sont les représentants de la population et ne peuvent être liés par un mandat impératif.

§ 12. Aucun membre du Parlement douanier ne peut, en aucun temps, être poursuivi judiciairement ou disciplinairement, ou tenu, en dehors de l'Assemblée, responsable de ses votes ou des paroles dites par lui dans l'exercice de ses fonctions.

§ 13. Sans le consentement du Parlement douanier, aucun membre ne peut, pendant la session, être poursuivi ou emprisonné pour un acte passible d'une peine, à moins qu'il n'ait été arrêté en flagrant délit.

La même autorisation est nécessaire pour une arrestation pour dettes.

Sur la demande du Parlement douanier, toute procédure dirigée contre un de ses membres sera suspendue pendant la durée de la session.

§ 14. Les membres du Parlement douanier ne doivent recevoir en cette qualité ni traitement ni indemnité.

Art. 10. Les produits des droits d'entrée et de sortie, de l'impôt sur le sel et sur le sucre de betterave, dans les territoires soumis (art. 3) à la législation commune aussi bien que dans les États ou fractions de territoires dont il est question à l'article 2, sont communs. Cette communauté s'étendra à l'impôt du tabac aussitôt que les dispositions mentionnées au paragraphe 4 de l'article 3 seront exécutoires.

De la communauté sont exclus pour rester à la disposition particulière des États séparés, en tant que, par des traités particuliers, il n'en a pas été disposé autrement :

1° Les impôts qui, dans l'intérieur de chaque État, sont perçus sur les produits indigènes, y compris les impôts de circulation dont sont grevés, conformément à l'article 5, des produits similaires indigènes,

2° Les péages des rivières ;

3° Les droits de chaussées, de pavage, de canaux, d'écluses, de port, de grue et d'emmagasinage ou d'autres redevances, quelle qu'en soit la dénomination ;

4° Les amendes et confiscations qui, sauf la part allouée aux dénonciateurs, appartiennent à chaque État dans l'étendue de son territoire.

Art. 11. Le produit des droits perçus pour le compte de la commu-

nauté, sera réparti entre les États contractants y compris les États ou portions de territoires mentionnés à l'article 2, au prorata de la population des territoires soumis (art. 3) à la législation commune.

Ce produit se compose de l'ensemble des recettes après défalcation :

1° Des bonifications ou réductions d'impôts reposant sur des lois ou des mesures générales administratives;

2° Des restitutions pour droits prélevés indûment;

3° Des frais de perception et d'administration;

a) Des frais de perception des droits d'entrée et de sortie, nécessaires aux frontières extérieures et dans la zone frontière, à la sécurité et à la perception des droits de douane (art. 30 des traités du 22 et du 30 mars 1833, du 12 mai 1835; art. 18 des traités du 10 décembre 1835 et du 2 janvier 1836; article 29 du traité du 19 octobre 1861; article 30 des traités du 4 avril 1853 et du 16 mai 1865, et art. 16 du traité de ce jour.

b) Des frais de perception de l'impôt sur le sel qui sont affectés au traitement des employés chargés dans les salines de la perception et du contrôle de cet impôt (Art. 3 de l'annexe du 8 mai 1807).

c) De la remise conventionnelle attribuée aux divers Gouvernements associés, à titre d'indemnité, pour les frais d'administration de l'impôt sur le sucre de betteraves (Art. 2 de l'annexe du 16 mai 1865).

L'état de la population dans les territoires des parties contractantes sera relevé tous les trois ans, et le contrôle en sera transmis au conseil fédéral.

Art. 12. Les monnaies d'argent de l'union énumérées dans le traité monétaire du 24 janvier 1857, seront, à l'exception de la monnaie d'appoint, acceptées d'après le taux fixé par ce traité, c'est à dire 4 thalers = 7 florins.

En ce qui concerne l'acceptation des monnaies d'or, les bureaux de perception s'en référeront aux dispositions générales du traité monétaire relatives à l'acceptation de ces monnaies.

Art. 13. Toute faveur de douane faite à des industriels et non autorisée par la loi de douane, restera à la charge du Gouvernement qui l'aura accordée. Quant aux proportions dans lesquelles de pareilles faveurs pourront être accordées, on s'en réfère aux arrangements en vigueur à ce sujet dans le Zollverein.

Il ne sera plus accordé, toutefois, de faveur de douane, au profit de machines ou parties de machines importées même pour le compte de particuliers.

Art. 14. Le but de l'Association étant d'encourager le développement libre et naturel du commerce, les faveurs spéciales de douane dont jouissent certaines places de foires, notamment le privilège

d'escompte, ne pourront, dans ceux des États de l'Association où elles existent encore, recevoir une nouvelle extension. Au contraire, tout en prenant en considération les ressources des places de foire jusqu'à présent favorisées et les relations établies avec l'étranger, on s'appliquera à les restreindre et à en poursuivre la prompte abolition. Il ne pourra, en aucun cas, en être accordé de nouvelles sans l'assentiment unanime des États associés.

Art. 15. Les objets importés pour l'usage des souverains et de leurs cours ou pour celui des Ambassadeurs, Ministres, Chargés d'affaires, accrédités auprès d'eux, ne sont point affranchies du paiement des droits, et si ces objets donnent lieu à des remises, l'Association ne les supportera pas.

Elle ne prendra pas non plus à sa charge les indemnités qui, dans l'un ou l'autre des États contractants, seraient dues à d'anciens princes immédiats de l'Empire, à des communes ou à des particuliers pour droits de douane ou de franchise supprimés.

Chaque État reste d'ailleurs libre de délivrer des permis d'entrée ou de sortie en franchise pour certains objets isolés. Ces objets seront, toutefois, soumis au traitement réglementaire en douane, inscrits sur des registres en douane, et les droits qu'ils auraient dû acquitter seront déduits, lors de la première répartition des recettes communes, de la part attribuée à l'État qui aura accordé les permis dont il s'agit.

Art. 16. Les principes suivants seront appliqués à l'égard des frais de perception et d'administration des droits d'entrée et de sortie :

1) A moins d'arrangements exceptionnels contraires, ne tomberont point en communauté et resteront à la charge de chacun des Gouvernements dans l'étendue de leur territoire, les frais occasionnés par l'établissement et l'entretien des bureaux principaux et secondaires de douane, des bureaux intérieurs, magasins, entrepôts, ainsi que des directions de douanes, par les traitements ou pensions du personnel ou par toute autre dépense de l'Administration.

2) Quant aux dépenses nécessaires pour le contrôle, la surveillance et la protection des perceptions de douanes aux frontières intérieures et dans la zone frontrière, elles seront couvertes par une somme en bloc à déduire, conformément aux stipulations de l'article 11, de la recette brute annuelle à mettre en communauté.

3) Pour apprécier la dépense là où la perception des droits de douanes se fait concurremment avec celles d'autres redevances particulières, on tiendra compte des traitements des employés dans la proportion du temps que leur prend ce service douanier dans l'ensemble de leurs fonctions administratives.

4) On arrêtera des bases communes pour mettre en harmonie les

traitements des employés chargés de la perception et de la surveillance en douane ainsi que ceux des directions douanières.

Les États de l'Union s'engagent à répondre de la probité des fonctionnaires et employés préposés par eux à l'Administration des douanes, et de la sécurité des caisses et des transports de numéraire, de telle sorte que les déficits dans les recettes des douanes résultant de l'infidélité d'un employé ou du détournement de sommes payées, seront supportés par le Gouvernement qui aura placé l'employé indècle ou qui aura perçu les droits détournés.

Les frais occasionnés par l'établissement des bureaux intérieurs, magasins et entrepôts étant à la charge de chacun des États de l'Union, les dits États ont la faculté d'en établir en aussi grand nombre dans leurs territoires respectifs qu'ils le jugeront convenable et il n'existera d'autres restrictions, quant à la compétence et la composition du personnel de ces bureaux, que celles qui résultent du règlement de l'union des douanes et des instructions et arrangements en vigueur.

La correspondance officielle des autorités douanières jouira de la franchise, postale dans toute l'étendue de l'Association.

Art. 17. Les États trimestriels et les relevés annuels des recettes communes que les percepteurs doivent dresser à l'expiration de chaque trimestre et de chaque année, seront, après avoir été contrôlés dans les directions respectives, réunis en tableaux synoptiques dans lesquels chaque perception se trouvera relatée et adressés à la commission de comptabilité du Conseil fédéral (Art. 8, § 3).

En outre, cette Commission recevra, avant la fin de mars, pour les quatre mois écoulés depuis la fin du mois de décembre précédent et avant le 10 novembre, pour les huit mois écoulés à la fin du mois d'août précédent, un relevé général des recettes des droits sur le sucre de betteraves, ainsi que des frais à répartir de l'administration de cet impôt.

Tous les trois mois, pour les impôts de douane et du sel, et en avril et en novembre pour l'impôt sur le sucre de betteraves, la commission arrêtera, d'après ces tableaux, les décomptes provisoires entre les parties contractantes, et les transmettra aux administrations centrales de celles-ci. Lorsque les recettes de l'une ou de l'autre des parties contractantes sont restées au-dessous du montant de la part à laquelle elle a droit, la commission prendra immédiatement les dispositions nécessaires pour que ce déficit soit comblé par la partie ou par les parties qui auront eu un excédant de recettes.

Les paiements à faire après apurement des comptes de l'impôt sur le sucre de betterave pour les quatre mois, du 1^{er} septembre à fin décembre, sont fixés au 1^{er} septembre de l'année suivante.

Afin que celles des parties contractantes qui auront à recevoir des paiements des caisses des autres gouvernements pour combler le déficit de leurs recettes, puissent toucher le plus tôt possible les sommes qui leur reviennent, la commission dressera, en même temps que les décomptes trimestriels, un projet de répartition, dans lequel les sommes que l'une des parties contractantes aura à recevoir dans le but susmentionné, se trouveront indiquées en chiffres ronds et dans lequel les caisses qui auront à effectuer ces paiements seront indiquées.

Il sera procédé, conformément à ce projet de répartition, qui sera adressé aux administrations centrales en même temps que les décomptes provisoires, à moins que son exécution ne rencontre de graves difficultés, dans quel cas les dites administrations en référeront, sans délai, au Conseil fédéral. Le paiement des sommes à restituer ne pourra être refusé par suite de réclamations étrangères à la liquidation de douanes.

En présentant le dit projet de répartition, la Commission indiquera s'il a été dressé avec connaissance et consentement des parties contractantes. La commission soumet au conseil fédéral la liquidation définitive annuelle.

Art. 18. Le droit de grâce et de commutation de peine est réservé à chacun des États de l'Union dans l'étendue de son territoire. Les dits États communiqueront sur demande, au Conseil fédéral du Zollverein les tableaux périodiques des remises de peines accordées par eux.

Art. 19. Chaque État de l'Union continue à percevoir et à administrer, dans la limite de son territoire, les impôts communs (Art. 10) s'il exerce jusqu'ici ce droit.

Dans chacun de ces États de l'Union, la nomination des fonctionnaires et employés chargés aux frontières de la perception et de la surveillance, lesquelles d'après les arrangements spéciaux pris à ce sujet doivent être organisés sur des bases uniformes, continuera par conséquent à appartenir aux Gouvernements respectifs.

Dans chaque État de l'Association, à l'exception du territoire de la Thuringe, la direction du service local ainsi que l'exécution des lois des douanes communes, seront confiées à une ou plusieurs directions de douane, relevant du Ministère compétent de l'État intéressé. La formation de cette direction et le règlement nécessaire à la marche de ses travaux sont réservés à chaque Gouvernement; mais sa compétence, en tant qu'elle n'est pas fixée par le présent traité et par les lois de douanes communes, peut être réglée par une instruction qui sera arrêtée par le Conseil fédéral du Zollverein.

Dans le territoire de l'association de la Thuringe, l'Inspecteur

général commun rempli, dans ces rapports avec le Conseil fédéral et les autorités douanières des autres États, les fonctions attribuées aux directions de douanes.

Art. 20. Le *praesidium* est chargé de veiller à ce que la perception et l'administration des impôts communs aient lieu conformément aux prescriptions légales.

Il adjoint à cet effet, après avoir entendu la commission de douanes et d'impôts du conseil de l'Union (Art. 8, § 3), des fonctionnaires de l'Union aux bureaux principaux de douane établis sur les frontières et dans l'intérieur ainsi qu'aux directions.

Les contrôleurs adjoints aux bureaux principaux seront chargés de prendre connaissance de toutes les opérations relatives à la surveillance des frontières et à la perception des droits de douane et des impôts; ils veilleront à ce que la marche légale soit toujours suivie, et à ce que les abus soient réprimés, sans d'ailleurs intervenir eux-mêmes directement.

Leur situation officielle et leurs attributions seront déterminées par des instructions.

Les délégués auprès des directions sont chargés de prendre connaissance de toutes les affaires d'administration relatives à la communauté établie par le présent traité.

Des instructions spéciales détermineront les attributions de ces délégués. Elles auront pour base une sincérité illimitée de la part de l'administration auprès de laquelle ils exercent leur mandat, en ce qui concerne tous les objets de commune administration et la mise à leur disposition de toutes les informations qui les intéressent. Eux, de leur côté, s'appliqueront également à aplanir toutes les difficultés et à faire cesser tous les dissentiments ainsi que l'exigent le but commun et les liens qui unissent les États associés.

Les Départements ministériels ou les hauts fonctionnaires des États associés communiqueront d'ailleurs au Conseil de l'Union, sur demande, tous les renseignements qui leur seront demandés sur les affaires communes.

Les frais de traitement et autres des contrôleurs et délégués de l'Union seront supportés par l'Association.

Art. 21. Les parties contractantes ne pourront délivrer de brevets d'invention et de privilèges que conformément aux principes établis par la Convention du 21 septembre 1842.

Si l'une desdites parties voulait, pendant la durée du présent traité, s'en dédire, elle devra notifier son dédit trois mois d'avance aux autres parties contractantes. Ce dédit ne pourra toutefois s'étendre à la clause stipulée au n° III de la Convention précitée ni supprimer l'obligation pour chacune des parties de traiter les sujets des autres parties

contractantes comme les siens en tout ce qui concerne la délivrance des brevets et la protection due aux brevets.

Art. 22. Les droits de chaussées ou autres redevances qui les remplacent, tels que péages pour pavages, digues, ports, bacs ou autres, quelle que soit leur dénomination, perçus pour compte de l'État ou d'un particulier, notamment d'une commune, ne seront, tant sur les routes empierrées que sur les routes vicinales et stratégiques non empierrées qui relient directement deux États limitrophes associés et sur lesquelles il se fait une circulation active de marchandises et de voyageurs, maintenus qu'aux taux nécessaires pour subvenir aux frais ordinaires de réparation et d'entretien.

Sera considéré comme taux maximum des droits de chaussée celui qui a été fixé en Prusse par le tarif spécial de 1828. Il ne pourra être dépassé dans aucun des territoires des États contractants, excepté sur les routes construites ou à construire par des corporations, des particuliers ou des compagnies d'actionnaires et qui constitueraient des communications secondaires ou rattacheraient uniquement des localités ou des contrées isolées à des villes plus considérables ou à de grandes routes de commerce.

A la place de l'engagement ci-dessus relatif aux taux de péages, l'Oldenbourg contracte l'obligation de ne pas exhausser les tarifs de viabilité actuels.

Seront supprimés, conformément au principe énoncé ci-dessus, sur les routes empierrées où il en est encore perçu, les péages spéciaux pour fermeture des portes et pour pavage, et les voies pavées dans les localités seront considérées comme sections de route, de telle sorte qu'il n'y sera perçu que les péages établis par le tarif général de viabilité.

Art. 23. Les péages d'eau et les droits de navigation sur les rivières, y compris ceux qui portent sur la coque des bâtiments, tels que droits de reconnaissance, continueront à être respectivement acquittés, conformément aux stipulations du Congrès de Vienne ou des conventions spéciales, sur toutes les rivières auxquelles ces stipulations seront applicables, à moins que d'autres arrangements n'aient été pris à cet égard.

Quant aux autres cours d'eau auxquels ne s'appliquent ni les actes du Congrès de Vienne ni aucun autre traité, les péages d'eau seront perçus d'après les règlements des États particuliers. Toutefois ces péages ne pourront dépasser le montant de 1/4 gros par quintal de douane ou 1 kreutzer par quintal de Bavière et par mille (0 fr. 625 par kilom. 533 m.).

Chaque État associé traitera sur toutes ces rivières les sujets des autres États contractants, leurs marchandises et leurs bâtiments, sous

tous les rapports et notamment en ce qui concerne la navigation intérieure, comme les siens propres.

Art. 24. Sont supprimés dorénavant dans les territoires des parties contractantes tous droits d'étape et d'échelle. Nul ne pourra être contraint à séjourner, à décharger et à emmagasiner ses marchandises hors les cas dans lesquels les règlements communs des douanes ou les règlements spéciaux de navigation l'auront autorisé ou prescrit.

Art. 25. Excepté pour la navigation sur les cours d'eau artificiels n'appartenant pas à l'État, il ne sera perçu de droits de canal, d'écluse, de pont, de bac, de port, de grue et d'emmagasinage, ni de redevances pour établissements ou installations utiles au commerce, que pour des services effectivement rendus, et ces droits ne pourront dépasser le taux nécessaire pour couvrir les frais ordinaires de réparation et d'entretien. Les sujets des autres États associés seront traités sous ce rapport, sur le pied d'une parfaite égalité avec les sujets du pays, quelle que soit la destination des marchandises.

L'usage des balances pour l'expédition ou pour le contrôle en douane ne donnent lieu à aucune redevance.

Art. 26. Les parties contractantes s'appliqueront de concert à encourager l'industrie par l'adoption de principes uniformes et à fournir toutes les facilités possibles aux sujets des autres États qui viendraient chercher du travail et de l'occupation dans leurs territoires.

Les sujets de l'un des États associés qui font le commerce, exercent une industrie ou qui cherchent du travail dans le territoire d'un autre État, ne payeront aucun impôt auquel les régions agricoles exerçant les mêmes industries ne seraient pas elles-mêmes soumises.

Les commerçants, fabricants et autres industriels faisant des achats pour leur commerce ou leurs voyageurs portant avec eux, non des marchandises, mais de simples échantillons en vue d'en obtenir des commandes, n'auront, à ce titre, aucun droit à payer dans les autres États, s'ils ont acquis, par le paiement des taxes légales, le droit de faire leur commerce dans l'État associé où ils ont leur domicile.

Art. 27. Les parties contractantes s'appliqueront de concert à établir entre leurs systèmes particuliers de poids et mesures, l'harmonie désirable pour le développement de leurs échanges.

Art. 28. Les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord ouvriront leurs ports de mer au commerce des sujets des autres parties contractantes moyennant le paiement des mêmes droits qu'acquittent leurs propres sujets, et les consuls de l'une ou de l'autre des parties contractantes seront tenus, au besoin, d'assister de leurs conseil et de leur appui les sujets des autres États associés.

Art. 29. Le présent traité entrera en vigueur le premier janvier 1868.

S'il n'est pas dénoncé avant le premier janvier 1876 par l'une ou l'autre des parties contractantes, il sera considéré comme prorogé pour douze années, et ainsi de suite de douze en douze ans.

Il sera sans retard soumis à la ratification des parties contractantes, et l'échange des ratifications aura lieu à Berlin, au plus tard le 31 octobre de cette année.

Fait à Berlin, le 8 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : DE POMMER-ESCHE.

(L. S.) *Signé* : DE PHILIPSBORN.

(L. S.) *Signé* : DELBRÜCK.

(L. S.) *Signé* : WEBER.

(L. S.) *Signé* : GERBIG.

(L. S.) *Signé* : DE THUMMEL.

(L. S.) *Signé* : DE SPITZEMBERG.

(L. S.) *Signé* : RIECKE.

(L. S.) *Signé* : MATHY.

(L. S.) *Signé* : EWALD.

(L. S.) *Signé* : THON.

(L. S.) *Signé* : DE LIEBE.

Protocole de clôture.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour procéder, après une nouvelle lecture faite en commun, et en vertu des pleins pouvoirs qui leur ont été confiés par leurs hauts commettants, à la signature du traité concernant la prolongation de l'association de douane et de commerce, et à cette occasion, ils ont encore énoncé dans le présent protocole les déclarations explicatives suivantes :

Art. 1. (Article 1^{er} du traité).

a) La stipulation consacrée par l'art. 1^{er} du traité, relativement à l'efficacité des traités qui y sont mentionnés, devra s'appliquer également aux dispositions et accords spéciaux contenus dans les protocoles annexés à ces traités, ainsi qu'à toutes les mesures concertées en commun en ce qui touche les détails d'exécution et le développement intérieur de l'association douanière.

b) La stipulation qui fait l'objet de cet article ne porte aucune atteinte à la situation particulière dans laquelle se trouve le Schleswig-Holstein en ce qui concerne la réorganisation douanière qui doit y être effectuée.

Art. 2. (Article 3, § 7 du traité).

On est convenu que, comme exception au principe suivi jusqu'ici dans l'application des prescriptions du paragraphe 43 de la loi de douanes, le fer brut et les ferrailles qui sont importés à l'usage des hauts fourneaux, forges et laminoirs de fer, à la condition que les produits ainsi fabriqués seront exportés ou employés à la construction de navires, pourront être affranchis de tout droit en se conformant aux mesures de contrôle détaillées dans l'annexe A.

Art. 3. (Article 4 du traité).

On est convenu que la disposition mentionnée dans l'art. 4, tout en excluant le maintien de la prohibition existant encore dans certains États, d'y importer des cartes à jouer, ne porte point atteinte à la faculté des États associés de percevoir un droit de timbre sur les cartes à jouer de provenance indigène ou venant de l'extérieur. Ce droit ne devra toutefois pas être plus élevé pour les cartes importées de l'extérieur que pour les cartes fabriquées dans le pays même.

Les cartes à jouer qui, d'un État de l'Union où le droit de timbre n'est pas perçu, sont expédiées en entrepôt ou en transit dans un autre État de l'Union où ce droit est appliqué, devront être accompagnées d'un certificat pour le transit.

Art. 4. (Article 5, n° II, §§ 2, 3, 4, 5 et 7 du traité).

Les dispositions de l'article 11 du traité du 16 mai 1865, indiquées sous le n° II, paragraphes 2, 3, 4, 5 et 7, et relatives au droit intérieur perçu sur le tabac, n'ont pas été transcrites dans le traité de ce jour parce qu'elles cesseront d'être appliquées aussitôt que les mesures qui font l'objet du paragraphe 4 de l'article 3 du présent traité recevront leur exécution. Ces dispositions resteront dès lors en vigueur jusqu'à cette époque.

Art. 5. (Article 5, § 5 du traité). Le tableau ci-annexé sous la lettre B, indique le tarif des droits dont sont frappés tous les États de l'Union où des impôts intérieurs sont perçus sur la fabrication et la préparation de certains produits, ces mêmes produits et les bonifications dont ils sont l'objet à leur exportation dans d'autres États de l'Union.

Art. 6. (Article 6 du traité).

Relativement aux États qui faisaient partie du Zollverein, seront maintenues les dispositions actuellement en vigueur en ce qui touche les facilités accordées au commerce des parcelles exclues du Zollverein avec le territoire principal.

Art. 7. (Article 8, § 3 du traité).

Les dépenses relatives aux employés mis à la disposition des comités seront réparties entre la confédération de l'Allemagne du Nord et les États de l'Allemagne du Sud dans la proportion du montant des droits de douane et de consommation versés dans la caisse de la Confédéra-

tion, et de la part que les États du Sud obtiennent en vertu de l'art. 10 sur les recettes qui tombent dans la communauté.

Art. 8. (Article 8, § 6 du traité).

La Prusse, sans préjudice de son droit exclusif de conclure au nom de l'Union des traités de commerce et de navigation avec les puissances étrangères, invitera, lorsqu'il s'agira de conclure des traités avec l'Autriche et la Suisse, les États de l'Union limitrophes à prendre part aux négociations précédant ces traités. Dans le cas où une entente ne pourrait être établie, les dispositions du paragraphe 6 seront définitivement appliquées.

Art. 9. (Article 8, § 12 du traité).

1) Les attributions qui, d'après les déclarations énoncées au présent protocole, ont été données à la Conférence générale, passent au Conseil fédéral du Zollverein.

2) On est convenu que le Conseil fédéral du Zollverein aura à s'occuper également des affaires rentrant dans ses attributions, qui seraient antérieures au 1^{er} janvier prochain et qui n'ont pu être terminées par traité.

Art. 10. (Article 12 du traité).

Pour éviter les inconvénients qui peuvent résulter, par suite des différentes unités monétaires, de l'obligation inscrite dans l'article 12 du présent traité, de recevoir réciproquement en paiement dans tous les bureaux de douane les monnaies d'argent, il a été convenu :

a) Que les paiements à faire à d'autres États de l'Union sur les recettes communes, telles qu'elles résultent des calculs établis, lorsque ces paiements ne peuvent être couverts par les recettes perçues dans les bureaux de douane de l'État créancier, en monnaie du pays ou de pays qui ont la même monnaie, devront être effectués, soit en thalers de l'Union (vereins-thaler), (article 8 de la convention monétaire du 24 janvier 1852), soit en pièces entières de thalers ou florins, mais ne pourront l'être en fractions de thalers et de florins;

b) Que la monnaie divisionnaire du thaler perçue dans les bureaux de douane des États de l'Union qui calculent d'après le florin et *vice versa* la monnaie divisionnaire du florin perçue dans les bureaux de douane des États qui calculent d'après le thaler, lorsque l'État qui l'a perçue ne peut l'écouler au moment du règlement des comptes, pourra être échangée respectivement contre des pièces de thalers et de florins à la prochaine caisse de l'État de l'Union dont cette monnaie porte l'empreinte. Toutefois, l'État qui effectue ce change ne pourra être obligé de supporter des frais à cet égard.

Art. 11. (Article 13 du traité).

Le tableau annexé sous la lettre C contient le chiffre de la bonifica-

tion du droit de douane à accorder pour les parties en fer d'un navire qui ne pourraient être spécialement déterminées.

Art. 12. (Article 14 du traité).

Les marchandises désignées sous les n^{os} 6 *f*, 2 et 3, 10 *c*, 12 *g*, 19 *a* et *b*, 21 *a* 1, 27 *b c d* et *e*, 31 *c*, 35 *b* et *c*, 38 *b c* et *d* et 40 *b* et *c* de la seconde partie du tarif de l'Union qui était valable jusqu'au 1^{er} juillet 1865, resteront portées en compte alors même qu'elles seraient passibles en vertu du tarif actuellement existant de droits moins élevés que le droit minimum fixé par le § 3 du règlement du 4 déc. 1833, relatif à la foire de Leipzig et par les règlements analogues pour d'autres lieux de foire.

Art. 13. (Article 16 du traité).

En considération de la disproportion qui existe entre l'étendue des frontières douanières du duché d'Oldenbourg d'une part, et son territoire et sa population d'autre part, le Grand Duché continuera à recevoir exceptionnellement, et indépendamment de sa part, une indemnité de 4500 thalers.

Art. 14. (Article 28 du traité du 4 avril 1853).

Conformément à la stipulation du § 13 du protocole final du 16 mai 1865, il a été organisé une direction spéciale pour le grand-duché d'Oldenbourg.

Art. 15. (Article 20 du traité).

1) La Prusse, pour exercer le droit de contrôle qui lui est attribué par l'article 20 du présent Traité, emploiera également des fonctionnaires des autres États de l'Union, après entente préalable à cet égard.

2) Comme base des instructions dont il est fait mention dans cet article et qui doivent déterminer d'une manière plus précise les rapports et attributions des commissaires adjoints aux directions des États de l'Union, il a été convenu que chaque commissaire dans la résidence qui lui aura été désignée, serait autorisé à exercer les attributions suivantes :

a) Le commissaire pourra assister à toutes les réunions de la direction. Toute décision ou avis que celle-ci ou son président communique aux autorités inférieures, relativement à l'administration des contributions communes, devra, avant l'expédition, être soumis sous forme de projet au commissaire, sauf en cas d'absence, et ne pourra être rendu qu'après qu'il y aura apposé son visa.

b) Ce visa ne pourra ni être refusé, ni ajourné par le commissaire lequel est toutefois autorisé, dans le cas où il craindrait que l'exécution de la décision ou instruction ne fût préjudiciable au Zollverein, à consigner par écrit sur le projet son avis motivé et à réclamer de la direction qu'elle adresse au moins, en même temps qu'elle fait exécuter la décision dont il s'agit, un rapport au Ministère dont elle dépend.

c) Si le Ministère compétent n'a pas pris, en temps utile, les mesures rectificatives ou si une entente ne s'était pas encore établie par voie de correspondance entre les ministres ou autorités supérieures douanières des États en conflit, il y aurait lieu de recourir au Conseil fédéral du Zollverein pour vider le différend et décider si l'Union a droit à une réparation de la part du Gouvernement dont la direction a causé le préjudice.

d) Le commissaire est également autorisé à inspecter le service de révision sur la frontière douanière et le mode de perception des droits de douane et de consommation dans l'État où il est accrédité et il pourra, à cet effet, utiliser les employés mis à sa disposition. Il n'a cependant pas le droit, dans ces tournées d'inspection, de donner des ordres aux fonctionnaires des douanes et contributions ou de prendre des mesures relatives à l'administration; il ne pourra que réclamer de la direction compétente la prompte répression des abus signalés par lui.

e) Le commissaire pourra, au même titre que chaque membre de la direction, demander communication des actes, livres, comptes et registres, tant de la direction que des bureaux de perception des droits de douane et de consommation.

f) Il peut aussi contrôler les comptes relatifs aux importations communes et présenter des observations à cet égard, sans pourtant interrompre la tenue de ces comptes ni empêcher la décision de l'autorité supérieure au sujet de ces observations. Si le commissaire juge cette décision contraire à l'intérêt de l'Union, il devra porter l'affaire devant le Conseil fédéral.

Art. 16. (Article 22 du traité).

Relativement à la quotité des droits de chaussée dans le royaume de Saxe et dans les États faisant partie de l'association de Thuringe, où le mille a la même longueur qu'en Saxe, les dispositions inscrites dans les protocoles de clôture des traités des 30 mars et 11 mai 1833 sont maintenues.

Art. 17. (Article 26 du traité).

On est convenu que les négociants et commis voyageurs mentionnés au § 3 de l'article 26 ne peuvent emmener avec eux des marchandises pour la vente, mais qu'ils peuvent transporter eux-mêmes à leur destination des marchandises achetées.

Le modèle pour les cartes de légitimation de ces industriels est annexé au présent protocole sous la lettre D.

Tous les Plénipotentiaires se donnent réciproquement l'assurance que, de même que cela s'est fait pour les traités douaniers précédents, leurs Gouvernements respectifs considéreront les dispositions contenues dans le présent protocole comme ratifiées par l'échange des

ratifications du traité et les observeront chacun en ce qui le concerne.

Le traité a été ensuite signé et scellé par les plénipotentiaires en un exemplaire qui doit être conservé, pour l'Union entière, dans les Archives du royaume de Prusse, et les copies déjà préparées de ce traité seront, après avoir été collationnées, remises aux plénipotentiaires des différents États de l'Union.

Après qu'il eut été finalement constaté que la ratification du traité au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord devra être effectuée par le Præsidium de la Confédération et que, ainsi que cela a eu lieu précédemment pour des cas analogues, il pourrait être adopté une forme de ratification qui indiquerait suffisamment l'objet de la ratification sans avoir besoin de transcrire tous les articles du traité, le présent protocole, après lecture faite, a été signé, en un exemplaire, par les plénipotentiaires, et remis aux plénipotentiaires prussiens, pour être placé dans les Archives royales sous la réserve que les copies certifiées de ce protocole seraient, en même temps que le traité, communiquées dans le plus bref délai aux autres plénipotentiaires.

(L. S.) *Signé* : DE POMMER ESCHÉ.

(L. S.) *Signé* : DE PHILIPSBORN.

(L. S.) *Signé* : DELBRUCK.

(L. S.) *Signé* : WEBER.

(L. S.) *Signé* : GERBIG.

(L. S.) *Signé* : DE THUMMEL.

(L. S.) *Signé* : DE SPITZEMBERG.

(L. S.) *Signé* : RIECKE.

(L. S.) *Signé* : MATHY.

(L. S.) *Signé* : EWALD.

(L. S.) *Signé* : THON.

(L. S.) *Signé* : DE LIEBE.

ANNEXE AU PROTOCOLE DE CLÔTURE.

A

Art. 1. La faveur mentionnée sous le n° 2 du protocole de clôture n'est attribuée qu'à ceux des fabricants qui, au point de vue de l'observation des lois de douanes, n'ont encouru aucun blâme ou condamnation.

Art. 2. Il est accordé aux manufacturiers un entrepôt privé, sous fermeture de l'administration et sous leur propre fermeture, pour le fer brut étranger de toute sorte et les ferrailles; à cet effet, ils devront fournir à leurs frais un emplacement convenable et pouvant être suffisamment clos. Les dispositions générales applicables aux entrepôts privés dont l'administration possède une clef, sont également applicables à cet entrepôt.

Le dépôt de fer brut et des ferrailles peut aussi avoir lieu dans un entrepôt public.

Art. 3. Au bureau de douane ou de contribution ressortissant, il sera tenu pour chaque fabricant un compte spécial dans lequel seront consignées les quantités de fer brut et des ferrailles de provenance étrangère importées et mises en entrepôt, et les sortes et quantités de marchandises fabriquées avec ce fer, exportées à l'étranger, mises en entrepôt dans un entrepôt public ou employées à la construction de navires indigènes.

Art. 4. Lorsqu'il y aura lieu d'extraire de l'entrepôt du fer brut ou des ferrailles pour des fabrications destinées à l'étranger ou à des parties de navires, le fabricant devra en donner avis par écrit, en temps utile, au bureau de douane ressortissant, en indiquant la nature des marchandises qu'il entend fabriquer avec le fer extrait.

La quantité demandée est extraite de l'entrepôt, la sortie est mentionnée sur l'avis et inscrite sur le compte spécial.

Art. 5. La déduction sur le compte d'entrepôt a lieu, après que l'exportation, le dépôt dans un entrepôt public ou l'emploi pour la construction de navires, des marchandises fabriquées avec le fer brut ou les ferrailles extraites de l'entrepôt auront été certifiés et elle sera calculée d'après le poids de ces marchandises.

Art. 6. A l'expiration de chaque trimestre, est exigible le montant des droits de douane qui résulte de la différence entre le poids de la quantité prise dans le courant du trimestre précédent, à l'entrepôt, et le poids de la quantité déduite dans le courant du dernier trimestre du compte spécial. Si cette dernière quantité est plus élevée que la première, la différence sera reportée au prochain trimestre.

Art. 7. L'inspection de l'entrepôt a lieu suivant l'appréciation de l'administration des douanes mais, dans tous les cas, il sera fait une fois l'an une inspection complète de l'entrepôt.

Art. 8. Les manufacturiers devront tenir les livres relatifs à leur fabrication de telle façon que l'on puisse y constater sans difficulté quelles sortes de marchandises ont été fabriquées et quels matériaux y ont été employés.

L'inspection de ces livres sera, en tout temps, permis aux fonctionnaires chargés de la surveillance de la fabrique.

Les manufacturiers sont obligés, sur la demande du bureau central de la douane, de donner communication des autres livres de commerce et de correspondance, pour pouvoir se rendre compte des commandes exécutées et si et dans quelle proportion ils consomment du fer et des produits du fer de provenance indigène.

Art. 9. L'administration des douanes pourra, en outre, établir à son gré d'autres contrôles et faire surveiller spécialement par des employés le travail exécuté dans les fabriques. L'accès de la fabrique et des ateliers devra être accordé à ces employés, le jour et la nuit, aussi longtemps que la fabrique est en activité.

Art. 10. L'administration des douanes peut, en tout temps, retirer aux fabricants la faveur accordée.

Le retrait aura toujours lieu lorsqu'un fabricant aura encouru une peine pour cause de fraude; il pourra, en particulier, être prononcé lorsque celui qui tient les livres ou un ouvrier de la fabrique a été condamné pour délit ou fraude commis dans l'intérêt du fabricant.

Art. 11. Les fabricants pourront être condamnés par l'autorité supérieure à une amende de 100 thalers au maximum dans tous les cas où ils ne se conformeront pas aux mesures ordonnées par les autorités douanières compétentes dans l'intérêt de l'administration des douanes, et s'ils persistent dans leur refus, la faveur accordée par l'administration pourra leur être retirée.

B

Tableau des droits qui sont perçus dans les États de l'Union, où des impôts intérieurs frappent la production et la préparation de certains produits, sur ces mêmes produits provenant des autres États de l'Union.

N°	ÉTATS DE L'UNION, etc., dans lesquels la perception des droits a lieu.	Base de la perception.	Droit calculé en					OBSERVATIONS relatives aux bonifi- cations de droits accordées à la sortie, soit à destination d'un autre Etat de l'Union ou à destination de l'étranger.
			Thalers.			Florins.		
			Th.	Sgr.	Pf.	Fl.	Kr.	
1.	<p>I. Sur les feuilles de tabac et sur les produits fabri- qués avec le tabac.</p> <p>Prusse, à l'exclusion des pays de Hohenzollern *.</p> <p>En outre, en vertu des traités spéciaux conclus avec la Prusse:</p> <p>a) Dans Schwarzbourg-Son- dershausen: La (Unterherrschaft) basse seigneurie.....</p> <p>b) Dans Schwarzbourg-Ru- dolstadt: La basse seigneurie.</p> <p>c) Dans le grand-duché de Saxe: Le bailliage d'Allstedt avec Oldisleben</p> <p>d) Anhalt.....</p> <p>e) La principauté de Lippe..</p> <p>f) Dans Mecklembourg- Schwerin: Les localités de Rossow, Netzeband et Schöneberg.</p> <p>g) Dans Saxe-Cobourg-Gotha: Le bailliage de Volkenrode..</p> <p>h) Dans Oldenbourg: La principauté de Birken- feld.....</p> <p>i) Waldeck et Pyrmont.....</p> <p>k) Schaumbourg-Lippe.....</p> <p>l) Les parcelles du territoire de Brême.....</p>							* Dans le territoire de Hohenzollern il n'est point perçu de droit de transit sur les feuilles de tabac et sur les produits fa- briqués avec ces feuilles.
		Quintal métri- que.....	"	20	"	1	10	
2.	<p>Saxe.....</p>							
3.	<p>Association de Thuringe: Sont compris dans cette as- sociation, en outre des parties du territoire prus- sien qui s'y rattachent:</p> <p>a) Le grand-duché de Saxe, à l'exclusion des bailliages d'Ostheim et d'Allstedt avec Oldisleben, mais en y comprenant la localité de Melpers qui dépend du bailliage d'Ostheim.....</p> <p>b) Le duché de Saxe-Mei- ningen.....</p> <p>c) Le duché de Saxe-Alten- bourg.....</p> <p>d) Le duché de Saxe-Co- bourg-Gotha, à l'exclusion des bailliages de Königs- berg et Volkenrode.....</p>							

N ^o	ÉTATS DE L'UNION, etc., dans lesquels la perception des droits a lieu.	Base de la perception.	Droit calculé en					OBSERVATIONS relatives aux bonifications accordées à l'exportation pour un autre Etat de l'Union ou pour l'étranger.	
			Thalers.			Florins.			
			Tb.	Sgr.	Pf.	Pl.	Kr.		
	e) La haute seigneurie de Schwarzbourg - Rudolstadt								
	f) La haute seigneurie de Schwarzbourg - Sondershausen								
	g) La principauté de Reuss, ligne aînée.....								
	h) La principauté de Reuss, ligne cadette.....								
4.	Brunswick								
5.	Oldenbourg, à l'exclusion de la principauté de Birkenfeld, mais y compris des parcelles du territoire de Brême.....	Quintal métriq.	»	20	»	1.	10		
6.	Luxembourg								
	Nota. Le droit de transit perçu dans les Etats de l'Union précités sur les feuilles de tabac et les produits fabriqués avec ces feuilles est commun et est partagé entre les Etats. Entre ces Etats le commerce du tabac est libre.								
	II. Sur la bière.								
	Prusse, à l'exclusion du territoire de Hohenzollern...	Quintal métriq.	»	7	6	»	26 1/2		A l'exportation d'une quantité de 6 quint. et plus, il sera bonifié 3 sgr. par quint. brut.
1. a	En outre, les Etats mentionnés plus haut, sous le n ^o I de la lettre a jusqu'à lettre l, qui ont conclu une union plus intime avec la Prusse.								
1. b	Territoire de Hohenzollern..	Eimer wurtembergeois = 2,13915 ohm prussien.							A l'exportation il sera bonifié par eimer wurtembergeois.
	a) Bière brune.		1	4	3 3/7	2.	»		a) Bière d'été brune, 1 fl. 20 kr.
	b) Bière blanc.		»	22	10 3/4	1	20		b) Bière d'hiver brune, 1 fl. 12 kr.
2.	Saxe.....								c) Bière blanche, 54 kr. Mêmes conditions que celles indiquées sous le n ^o I a.
3.	Union des Etats de Thuringe (V. I, 3).....	Quintal métriq.	»	7	6	1	26 1/2		Dans les parties de territoire prussien rattachées à l'associat. de Thuringe, mêmes conditions que celles indiqu. sous le n ^o I a.
									Dans le duché de Cobourg, il est restitué à l'exportation 12 kr. par eimer prélevés sur la portion du droit affectée à des dépenses communales.

N ^o	ÉTATS DE L'UNION, etc. dans lesquels la perception des droits a lieu.	Base de la perception.	Droit calculé en					OBSERVATIONS relatives aux bonifications accordées à l'exporta- tion pour un autre État de l'Union ou pour l'étranger.
			Thalers.			Florins.		
			Th.	Sgr.	Pf.	Fl.	Kr.	
4.	Brunswick	Quintal métriq.						Mêmes conditions que ce les indiquées sous le n ^o 1 a.
5.	Oldenbourg (V. I, 5)	Id.						
6.	Luxembourg	Id.						
	<i>Nota.</i> Le droit de transit perçu, dans les États de l'Union précités, sous les n ^{os} 1 a et 2 à 6, sur la bière, est commun et partagé entre ces États. Le commerce de la bière est libre entre ces États.							
7.	Bavière, sur la rive droite du Rhin et se rattachant à la Bavière	Eimer bava- rois = 0,497932 ohm prussien.	»	17	15/7	1.	»	La bonification des droits accordée sur la bière exportée des provinces bavarois- ses s'élève à 40 kr. par eimer bava- rois.
	a) Le bailliage grand-ducal saxon d'Ostheim sans la localité de Melpers.							
	b) Le bailliage de König- sberg du duché de Saxe- Cobourg-Gotha.							
8.	Wurtemberg	Eimer wurtem. = 2,13915 ohm prussien.	1	21	5 1/7	3.		Le droit perçu sur le malt sera, à l'égard de la bière exportée, établi d'après la proportion du malt employé et la boni- fication sera fixée d'après la quantité constatée.
	a) Bière brune.		1	4	3 3/7	2.		
	b) Bière blanche.							
9.	Bade	Ohm badois = 1,091673 ohm prussien.	»	22	3 3/7	1.	18.	A l'exportation de la bière fabriquée dans le grand-duché de Bade, il est restitué 1 fl. 5 kr. par ohm badois.
10.	Hesse	Ohm grand- ducal hessois = 1,164451 ohm prussien.	»	28	6 6/7	1.	40.	
	III. Sur les eaux-de-vie.							
1 a.	Prusse*, à l'exclusion du territoire de Hohenzollern.	Ohm prussien par 50 degrés de l'alcoomè- tre Tralles.	8	»	»	10.	30.	A l'exportation il est restitué 11 pen- nings d'argent par quart de 50° de l'al- coomètre Tralles.
	En outre, les États mention- nés ci-dessus, sous le n ^o 1, de la lettre a jusqu'à la lettre l, qui se rattachent plus intimement à la Prusse							
	* Dans l'ancien électorat de Hesse, à l'exclusion du cercle de Schmalkalden et du comté de Schaum- bourg, il sera perçu jus- qu'au 1 ^{er} juillet 1868	Id.	4	»	»	7	»	

Jusqu'au 1^{er} juillet
1868, 8 pennings
d'argent par quart
à 50° de l'alcoo-
mètre Tralles.

N°	ÉTATS DE L'UNION, etc., dans lesquels la perception des droits a lieu.	Base de la perception.	Droit calculé en					OBSERVATIONS relatives aux bonifications accordées à l'exporta- tion pour un autre Etat de l'Union ou pour l'étranger.
			Thalers.			Florins.		
			Th.	Sgr.	Pf.	Fl.	Kr.	
1. b.	Territoire de Hohenzollern appartenant autrefois à Hohenzollern Sigmaringen	Eimer wurtem.	1.	12.	10 7/8	2.	30.	Mêmes conditions que celles indiquées sous le n° 1 a.
2.	Saxe.....	Ohm prussien par 50 degrés de l'alcoomètre de Tralles.	6.	"	"	10.	30.	
3.	Association de Thuringe (V. I, 3).....							
4.	Brunswick.....							
5.	Oldenbourg (V. I, 5).....							
6.	Luxembourg.....							
Nota. Le droit de transit perçu dans les États de l'Union précités, sous les n° 1 a et 2 à 6, sur l'eau-de-vie, est commun et partagé entre ces États. Le commerce de l'eau-de-vie est libre entre ces États.								
7.	Bavière, sur la rive droite du Rhin, et les parties de territoires d'autres États de l'Union indiquées ci-dessus, sous le n° II, 7...	Eimer bavaois	1.	"	"	1.	45.	A l'exportation de 50 mesures minimum d'eau-de-vie, il sera restitué par ohm badois 35 kr. et pour l'alcool par ohm 1 fl. 10 kr.
8.	Wurtemberg.....	Eimer wurtem. par 50 degrés de l'alcoomètre de Tralles.	2.	8.	6 6/7	4.	"	
9.	Bade.....	Ohm badois.	"	28.	6 6/7	1.	40.	
	a) Eau-de-vie.		"	28.	6 6/7	1.	40.	
	b) Alcool.		1.	21.	5 1/7	3.	"	
10.	Hesse.....	Ohm gr.-ducal hessois par 50 degrés de l'alcoomètre de Tralles.	5.	4.	3 3/7	9.	"	A l'exportation de 20 mesures et plus, il sera restitué 6 fl. par ohm grand-ducal hessois à 50° de l'alcoomètre de Tralles.
IV. Sur la drèche.								
1.	Bavière, sur la rive droite du Rhin, et les parties de territoires d'autres États de l'Union indiquées ci-dessus, sous le n° II, 7...	Metzen bavar. 0,674283 boisseau prussien.	"	14.	3 3/7	"	50.	
2.	Wurtemberg.....	Simri wurtem- 0,403069 boisseau prussien.	"	6.	3 3/7	"	22.	
	a) Drèche.		"	2.	6 6/7	"	9.	
	b) Orge germée.		"	2.	6 6/7	"	9.	

C

Tableau indiquant les bonifications de droits de douane accordées aux constructeurs de navires, suivant la capacité de ces navires, pour les matériaux en fer dont ils se composent et qui ne peuvent pas être spécialement indiqués.

Dimension des navires calculée d'après des last de 4000 livres.	Montant de la taxe à payer par chaque last.			Différence à raison de chaque last.	Dimension des navires calculée d'après des last de 4000 livres.	Montant de la taxe à payer par chaque last.			Différence à raison de chaque last.
	Th.	Sgr.	Pf.			Th.	Sgr.	Pf.	
Pour navires portant 50 last inclusivement....	1	11	»	20/25	Pour un navire de 450 last	»	29	9	5/25
Pour un navire de 75 last	1	9	4	20/25	— — 475	»	29	4	4/25
— — 100	1	7	8	18/25	— — 500	»	29	»	4/25
— — 125	1	6	2	17/25	— — 525	»	28	8	4/25
— — 150	1	4	9	5/25	— — 550	»	28	4	4/25
— — 175	1	4	4	5/25	— — 575	»	28	»	4/25
— — 200	1	3	11	5/25	— — 600	»	27	8	4/25
— — 225	1	3	6	5/25	— — 625	»	27	4	4/25
— — 250	1	3	1	5/25	— — 650	»	27	»	4/25
— — 275	1	2	8	5/25	— — 675	»	26	8	4/25
— — 300	1	2	3	5/25	— — 700	»	26	4	4/25
— — 325	1	1	10	5/25	— — 725	»	26	»	4/25
— — 350	1	1	5	5/25	— — 750	»	25	8	4/25
— — 375	1	1	»	5/25	— — 775	»	25	4	4/25
— — 400	1	»	7	5/25	— — 800	»	25	»	4/25
— — 425	1	»	2	5/25	— — 825	»	24	8	4/25
					— — 850	»	24	4	4/25

D

ACTE DE LÉGITIMATION.

Valable pour l'année

N°

Timbre
portant les armes
et le nom
du pays.

mil huit cent soixante-huit.

Par le présent certificat, il est constaté que le Sr N, domicilié à N N, qui se propose :

- 1° Pour le compte de sa propre maison ;
- 2° Pour le compte de la maison N N, où il est employé comme commis ;
- 3° Pour le compte des maisons de....

de recueillir des commandes sur le territoire du Zollverein et de faire des achats de marchandises, est tenu d'acquitter, pour l'exercice du commerce de la maison ou des maisons précitées dans ce pays, les taxes légales existantes.

Le porteur du présent certificat ne pourra toutefois colporter avec lui que des échantillons ; il ne pourra transporter avec lui des marchandises achetées que pour les faire parvenir à leur lieu de destination.

Il lui est également interdit de recueillir des commandes ou de faire des achats de marchandises pour d'autres maisons de commerce que celles sus-mentionnées.

En recueillant des commandes et en effectuant des achats, il devra se conformer aux prescriptions en vigueur dans chacun des États de l'Union.

(Lieu, date, signature et cachet de l'autorité qui a délivré le certificat.)

Signalement et signature du commis-voyageur.

PRUSSE — OLDENBOURG.

Convention militaire, conclue à Berlin, le 15 juillet 1867.

En exécution des dispositions du paragraphe 11 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, S. M. le Roi de Prusse, d'une part, et S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, d'autre part, ont nommé, à l'effet de s'entendre sur les nouvelles mesures à prendre, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse :

Le lieutenant-colonel et chef de division au ministère de la guerre, Eberhard de *Hartmann* ;

Et S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg :

Son premier intendant Frédéric-Henri-Guillaume *Meinardus*, et

Le major de brigade Théodore *Becker*,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont conclu la Convention suivante :

Art. 1^{er}. En outre des contributions à payer par le Grand-duc d'Oldenbourg, d'après l'art. 62, chap. XII, de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, c'est-à-dire en prenant pour base le pied de paix calculé sur un pour cent de la population et en retour du contingent d'hommes qu'il doit fournir, conformément aux dispositions de la Constitution et des lois fédérales, la Prusse se charge de toutes les autres prestations militaires fédérales qui incomberaient encore au grand-duché, y compris les frais de levée des troupes supportés par le fisc militaire et les frais d'organisation et de premier établissement, à l'exception des frais nécessités par l'installation des casernes.

Indépendamment de ces contributions, telles qu'elles sont actuellement fixées ou devront être fixées par la législation fédérale, le grand-duché d'Oldenbourg n'aura pas d'autres paiements ou dépenses à effectuer pour l'entretien des forces militaires du grand-duché.

Art. 2. Le grand-duché d'Oldenbourg, renonçant à fournir un contingent indépendant et à conserver une administration militaire particulière, le corps de troupes faisant actuellement partie de l'armée oldenbourgeoise et les soldats oldenbourgeois appelés au service seront incorporés dans l'armée prussienne.

Les sujets du grand-duché qui satisferont ainsi aux obligations du service militaire, prêteront, conformément à l'art. 60 de la Constitution fédérale, le serment du drapeau, avec cette addition qu'ils

s'engagent à l'obéissance vis-à-vis du chef de guerre fédéral. Ils porteront sur le casque la cocarde nationale à côté de la cocarde prussienne jusqu'à ce que l'adoption d'une cocarde fédérale commune ait été décidée.

Art. 3. Les corps de troupes oldenbourgeois qui, d'après l'art. 2, devront être incorporés dans l'armée prussienne, se composent :

1^o D'un régiment d'infanterie et d'un régiment de cavalerie, lesquels recevront la désignation de

Régiment d'infanterie d'Oldenbourg n^o X,

Régiment de dragons d'Oldenbourg n^o X,
et porteront un numéro spécial dans l'armée prussienne ;

2^o De deux compagnies d'artillerie qui seront incorporées dans un régiment d'artillerie de campagne prussien et recevront la désignation de

X^e batterie de six d'Oldenbourg du régiment.

Les régiments conserveront leurs drapeaux et étendards.

Les officiers porteront une écharpe d'argent et une dragonne de même avec les couleurs fédérales désignées dans l'art. 55 de la Constitution fédérale.

Les officiers, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier des corps de troupes oldenbourgeois, s'engagent, sous serment, de veiller aux intérêts de Son Altesse Royale le Grand-Duc et d'écarter de ses États et de sa maison les dangers et les préjudices.

Art. 4. Parmi les individus appelés au service et sujets du grand-duché, ceux-là seuls qui sont originaires du duché d'Oldenbourg devront servir à recruter les corps de troupes mentionnés à l'art. 3, indépendamment du contingent nécessaire pour les chasseurs, l'artillerie de siège, les pionniers, le train et la marine de guerre fédérale. Par contre, les duchés de Lubeck et de Birkenfeld seront annexés comme circonscription de recrutement à un district prussien.

Pour faciliter aux sujets oldenbourgeois le service militaire, S. M. le Roi de Prusse consent à ce que le régiment d'infanterie et le régiment de dragons d'Oldenbourg, ainsi que tout le détachement d'artillerie à pied dont feront partie les deux compagnies d'artillerie oldenbourgeoises, tiennent, en temps ordinaire, garnison dans l'intérieur du grand-duché. Il ne fera usage du droit de déplacer ces troupes, qui lui est attribué par la Constitution fédérale, que passagèrement et dans le cas seulement où des considérations militaires et politiques l'y obligeraient. De même, il ne pourra être désigné des localités du grand-duché comme garnison à d'autres troupes fédérales contre le gré de Son Altesse Royale le Grand-Duc, que lorsque les circonstances politiques l'exigeraient. Toutefois, la ville

de Birkenfeld est mise, comme lieu de garnison éventuel, à la disposition du bataillon qui recevra dans ses rangs les sujets oldenbourgeois appelés au service.

Art. 5. S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg et la famille Grand-Ducale recevront, des troupes en garnison dans le grand-duché, les honneurs dus au Souverain et à sa Maison.

Son Altesse Royale le Grand-Duc aura, à l'égard de ces troupes, la position de général de division commandant et exercera, avec les prérogatives honorifiques attachées au grade, la juridiction disciplinaire. A cet effet, il transmettra ses ordres directement aux différents commandants des régiments. Il pourra également disposer librement, pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales cantonnées dans le grand-duché et les commandants des corps de troupes devront suivre les ordres de Son Altesse Royale.

Les insignes de la souveraineté, les armes et couleurs d'Oldenbourg seront conservés dans les localités mises à la disposition des troupes fédérales, et à l'extérieur des édifices, des casernes, etc., à moins que plus tard les armes et couleurs fédérales ne viennent à les remplacer.

Art. 6. Son Altesse Royale le Grand-Duc a le droit de nommer, à son choix, auprès de sa personne et dans les détachements de troupes oldenbourgeoises, des officiers à la suite dont le traitement et la pension de retraite ne seront toutefois pas à la charge du budget fédéral.

Les officiers à la suite, nommés après la conclusion de la présente Convention, et les officiers pensionnés également après ce délai, qui résideront dans le grand-duché, sont, le cas échéant, soumis aux juridictions militaires disciplinaires et aux tribunaux d'honneur, conformément aux prescriptions royales prussiennes.

Son Altesse Royale sera libre dans le choix et le changement de ses aides de camp et de l'officier d'ordonnance de Son Altesse Royale le Prince héréditaire, à moins que des raisons de service ne s'y opposent. Le traitement de ces officiers est payé sur le budget fédéral.

Art. 7. Relativement aux détachements de troupes oldenbourgeoises, les vœux exprimés par le Grand-Duc, en ce qui touche l'avancement ou le changement des officiers, seront accueillis dans la mesure du possible.

Art. 8. Son Altesse Royale le Grand-Duc devra être informé de tous les faits de quelque importance qui se produiront dans les troupes oldenbourgeoises, et les commandants de chaque corps de troupes en garnison dans la résidence du Grand-Duc seront tenus de soumettre à Son Altesse Royale :

Un rapport mensuel ;

Le plan des exercices déterminé d'avance pour une période de temps plus longue;

Le projet des grandes manœuvres et les dispositions prises à cet effet;

Le tableau des mutations et changements dans le corps des officiers, les annonces de mariage;

L'avis des décorations conférées.

Art. 9. La division du grand-duché en circonscriptions de bataillons de la landwehr et de recrutement, ainsi que le recrutement lui-même, auront lieu par les soins de la Prusse avec la coopération des autorités civiles grand-ducales compétentes.

Toutes les opérations de recrutement relatives aux jeunes gens oldenbourgeois appelés au service, sont dirigées par le ministère d'État d'Oldenbourg en sa qualité d'autorité civile suprême. Il nomme les membres civils des commissions de recrutement des districts et des départements. Il en est de même pour la nomination des membres ordinaires et extraordinaires de la commission d'examen départementale.

Art. 10. Les nouvelles dispositions qui, aux termes de la Constitution de l'Allemagne du Nord, entreront en vigueur, relativement au recrutement, à l'obligation du service, au temps de présence sous les drapeaux et à l'exclusion du remplacement, ne s'appliqueront qu'à la prochaine levée de 1867 et n'auront aucun effet rétroactif. Dans le cas où des doutes s'élèveraient au sujet de l'application de ce principe, les autorités grand-ducales compétentes décideront. Ces autorités délivreront aussi aux soldats des classes actuellement déjà appelées au service, après l'expiration de leur temps de service, les congés et certificats de libération du service, de concert avec l'autorité militaire compétente.

Art. 11. Les jeunes gens oldenbourgeois, soumis à l'obligation de servir, qui sont dans les conditions requises pour le service des volontaires d'un an ou de trois ans, peuvent faire leurs années de service dans l'armée prussienne sous les mêmes conditions que les sujets prussiens. De même les sujets prussiens peuvent satisfaire au service dans les troupes d'Oldenbourg.

Les détachements de troupes destinés à recevoir les soldats oldenbourgeois ne sont pas soumis aux restrictions établies en ce qui concerne le nombre et l'admission des volontaires d'un an.

Art. 12. En ce qui touche la justification des connaissances requises des volontaires qui se présentent pour le service d'un an, les établissements d'instruction supérieure du grand-duché d'Oldenbourg seront assimilés aux institutions prussiennes de même nature, s'il est avéré qu'ils donnent aux élèves le même degré d'instruction que ces dernières.

Les conditions touchant l'instruction des volontaires d'un an seront établies, conformément aux lois des 20 septembre et 24 décembre 1866 qui ont réglé la matière dans les pays annexés à la Prusse.

Art. 13. Les volontaires d'un an qui ont satisfait à leur service dans l'armée active, reçoivent, lorsqu'ils se rendent pour l'exercice de leur industrie ou de leurs fonctions dans des pays d'outre-mer, sur leur demande, un passe-port pour l'extérieur pendant deux ans. Ils seront dispensés d'assister aux exercices et manœuvres et de se rendre à l'appel de mobilisation, lorsqu'ils feront certifier par une attestation de Consul qu'ils ont, dans un pays d'outre-mer (excepté les pays riverains de la mer Noire et de la Méditerranée) une occupation fixe; dans ce cas, il leur sera délivré un nouveau passe-port valable pendant cinq ans. Si les conditions précitées continuent à exister, le passe-port sera prolongé jusqu'à l'expiration du temps intégral de service.

Le même bénéfice est accordé aux soldats qui, pour infirmités corporelles et après avoir été examinés trois fois, ont été renvoyés dans la réserve, et qui se rendraient dans des pays d'outre-mer.

Mais si ces individus transportent de nouveau leur domicile en Europe, avant l'expiration de leur temps intégral de service, ils retombent sous l'obligation de service en proportion de leur âge.

Art. 14. Dans le cas où les casernes ne seraient pas suffisantes pour loger les troupes en garnison dans le grand-duché, ou devraient encore être installées par le Gouvernement oldenbourgeois, ce dernier aura à pourvoir au logement provisoire des troupes, conformément aux lois prussiennes et contre paiement de l'indemnité réglementaire. Cette obligation ne comprend pas l'entretien des soldats, mais seulement la mise à la disposition des troupes d'un logement.

Les habitants n'auront à fournir aux soldats que le logement, une couchette et une place près du foyer avec bois de chauffage, et ils recevront en retour, de l'administration militaire prussienne, les indemnités de logement et de service réglementaires.

Les officiers devront se pourvoir eux-mêmes de logement.

Les édifices et terrains actuellement existant et devant être mis à la disposition des troupes pour le service de garnison, les inventaires dressés au sujet desquels une entente ultérieure aura lieu, restent la propriété de l'État ou propriété communale et seront simplement donnés en usage aux troupes. Pour une caserne d'infanterie appartenant à la ville d'Oldenbourg et pouvant contenir un bataillon, la Prusse se charge de payer un loyer de 1500 fr. que le Gouvernement oldenbourgeois avait également payé jusqu'ici par traité.

Comme il n'existe pas dans la ville d'Oldenbourg un hôpital spécialement affecté aux militaires, mais que le traitement des soldats malades

s'est fait jusqu'ici dans une section de l'hôpital civil, le Gouvernement grand-ducal aura soin que cette disposition soit maintenue et que les frais soient fixés à un taux aussi modique que possible.

En ce qui touche l'entretien et l'administration des casernes, ainsi que les objets qui les garnissent, la Prusse se chargera de ce soin, dans le cas où le Gouvernement grand-ducal ne serait pas disposé à le faire, moyennant le paiement des sommes fixées réglementairement.

Art. 15. L'établissement de factionnaires, de corps de garde ailleurs que près des bâtiments affectés aux troupes et pour leur service spécial, les parades, exercices et revues, en dehors des emplacements et des champs de tir désignés à cet effet, ne pourront avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable donné par l'autorité civile.

Art. 16. Lorsqu'en cas de désordres, la police réclame l'assistance des troupes, le commandant des troupes devra obéir à cette réquisition, et il dirigera alors les opérations nécessaires pour le rétablissement de l'ordre. Une intervention militaire sans réquisition préalable de l'autorité civile compétente, n'est point autorisée; toutefois les factionnaires et patrouilles pourront repousser les attaques dont ils seraient l'objet. Tous les soldats doivent obtempérer aux instructions des fonctionnaires de police relativement au maintien de l'ordre public.

En ce qui touche les délits et contraventions commis par des militaires, les autorités civiles oldenbourgeoises ont, en cas de flagrant délit, le droit de s'emparer momentanément des individus coupables, mais ils devront, sans délai, les remettre, en dressant procès-verbal, à la plus prochaine autorité ou au plus prochain poste militaire.

Les cas et les formes dans lesquels les troupes pourront intervenir et faire usage de leurs armes contre des personnes civiles, seront réglés par une ordonnance du Gouvernement grand-ducal en suivant à cet égard les règlements prussiens y relatifs.

Art. 17. Les officiers, soldats et autorités militaires des troupes cantonnées dans le grand-duché, sont, pendant leur séjour sur ce territoire, soumis aux lois, aux prescriptions légales oldenbourgeoises et à la compétence des autorités et tribunaux oldenbourgeois, en tant que les lois militaires prussiennes entrant en vigueur aux termes de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, où la présente Convention ne consacrent des exceptions à cet égard.

Dans tous les cas où le Code militaire prussien mentionne le Code pénal civil et de droit civil prussien et jusqu'à la publication d'un Code pénal civil commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats des détachements cantonnés à Oldenbourg, qui sont sujets oldenbourgeois, pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procé-

dure oldenbourgeoises; mais pour les sujets prussiens en garnison dans le grand-duché, les dispositions de la loi du 15 avril 1852 restent applicables.

La juridiction militaire est exercée par le chef militaire. La confirmation des jugements prononcés par les tribunaux militaires a lieu par la voie des instances militaires. Le droit de grâce appartient à S. M. le Roi de Prusse comme chef de guerre fédéral; toutefois les vœux exprimés par Son Altesse Royale le Grand-Duc, en ce qui touche les sujets oldenbourgeois, seront accueillis dans la mesure du possible.

Art. 18. La situation personnelle des individus ne faisant pas partie de l'État oldenbourgeois, qui servent dans les troupes cantonnées dans le grand-duché et de leurs familles, ne sera pas modifiée par suite de la translation de leur domicile dans le grand-duché. Ils conserveront les rapports de sujet qu'ils avaient précédemment avec leur pays d'origine. Leur droit matrimonial, l'ordre de succession, la tutelle des enfants continueront à être régis par la législation de leur pays. Tant qu'ils conservent leur ancien statut personnel, ils sont affranchis de l'impôt sur le capital et sur le revenu, ainsi que du droit de succession sur leurs biens, des autres impositions directes communales ou publiques, à moins qu'elles ne soient basées sur la possession de biens immeubles ou sur des locations, enfin ils seront également affranchis de l'obligation de loger des troupes. Mais ils seront soumis aux impôts et contributions indirects (droits de douane, de consommation, de timbre).

Art. 19. Les officiers, enseignes, et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, faisant actuellement partie des troupes oldenbourgeoises seront, s'ils en expriment le désir, et si le Gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne.

Quant au traitement, ils recevront celui qui correspond en Prusse à leur grade, mais ils conserveront leur traitement actuel intégralement même s'il est supérieur au traitement prussien, jusqu'à ce que, par leur avancement, ils aient droit à une augmentation ou qu'ils soient pensionnés. Ce bénéfice est également accordé aux sous-officiers, etc.

Les officiers, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier prêtent serment au Roi de Prusse. En ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celle qu'ils auraient eue s'ils avaient servi dès le principe dans cette armée. Ils seront obligés, s'ils sont mariés, de contribuer à l'institution royale prussienne des pensions pour les veuves de militaires; il leur est toutefois éventuellement permis de conserver leur droit de participation à la caisse des

veuves oldenbourgeoise si le Gouvernement dont ils relevaient y donne son consentement.

A partir de la conclusion de la présente Convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement aux officiers ni admis des aspirants officiers dans les troupes oldenbourgeoises.

Art. 20. Les officiers, enseignes, sous-officiers et fonctionnaires militaires qui passent dans l'armée prussienne seront, s'ils deviennent incapables au service, pensionnés d'après les règlements prussiens. Si cependant cette pension était inférieure à celle qu'ils auraient obtenue en Oldenbourg à l'époque de la mise en vigueur de la présente Convention, ils recevront la pension calculée d'après le règlement oldenbourgeois. Pour chaque personne le montant de la pension sera évalué au moment de la mise en vigueur de la Convention, et il sera dressé par l'autorité militaire oldenbourgeoise compétente une liste et un tableau à cet effet qui sera communiqué au Gouvernement prussien.

Ceux qui n'ont pas été jugés aptes à passer dans l'armée prussienne seront pensionnés d'après le règlement qui leur sera le plus favorable.

L'ensemble des pensions inscrites au budget militaire d'Oldenbourg tel qu'il sera constaté au jour de l'entrée en vigueur de la Convention, sera payé par la Prusse pour le compte de la Confédération et d'après les règlements existant au moment où la pension a été accordée.

Art. 21. La Prusse acceptant, d'après l'article 1^{er}, l'obligation de prendre à sa charge, sauf les dépenses de premier établissement et d'installation des casernes, tous les frais résultant de la transformation et augmentation du contingent oldenbourgeois, et de l'organisation de la landwehr, les approvisionnements du contingent, habillements, équipements, armes, munitions, matériel de campagne, bateaux et chevaux, passent entre les mains de la Prusse.

Art. 22. Le Gouvernement royal prussien garantit au Gouvernement oldenbourgeois la jouissance de tous les avantages et facilités relatifs à la Constitution militaire fédérale qui, indépendamment de conventions spéciales touchant les paiements, ont été introduits en Prusse ou seraient plus tard accordés à un État quelconque faisant partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

§ 19. Les marins oldenbourgeois et la population maritime d'Oldenbourg jouiront également des avantages et bénéfices accordés aux marins prussiens à raison de leur service à bord d'un navire de la marine marchande allemande.

Art. 23. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1867, même en ce qui touche les paiements à effectuer d'après le § 1^{er} et indépendamment de la disposition inscrite dans l'alinéa 2 de l'article 62 de la Constitution de l'Allemagne du Nord, d'après laquelle

les contributions pour l'administration militaire fédérale doivent être versées le 1^{er} du mois qui suit la publication de la Constitution fédérale.

§ 34. La présente Convention ne peut être rompue ou modifiée que du consentement réciproque des deux parties contractantes. Elle sera soumise à l'approbation des Gouvernements respectifs, et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 15 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN. (L. S.) *Signé* : MEINARDUS.

(L. S.) *Signé* : BECKER.

Protocole final.

Pour compléter la convention conclue à la date de ce jour entre les Commissaires de S. M. le Roi de Prusse et de S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg touchant l'exécution du paragraphe XI de la Constitution de l'Allemagne du Nord, il a été encore convenu et déclaré ce qui suit :

Art. 1^{er}. La disposition de l'article 20 de la Convention, portant que les formes légales actuellement en usage continueront à être observées en ce qui touche les pensions dont la caisse fédérale acquittera le montant, doit être entendue en ce sens : que le paiement des pensions sera effectué chaque mois par avance ; qu'en cas de décès, les héritiers du défunt ont encore droit au montant de la pension pendant trois mois ; que, relativement aux pensions accordées le 24 décembre 1863 aux vétérans des guerres de 1812-15, les dispositions touchant l'augmentation de certaines pensions, à raison de l'indigence du titulaire, de 24 thalers à 36 thalers par an, au moyen de la somme annuelle de 5304 thalers affectée aux pensions des dits vétérans, devront être appliqués.

La situation personnelle et légale des individus déjà pensionnés au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ne sera en aucune façon modifiée par suite de l'inscription de leurs pensions sur le budget fédéral.

Art. 2. En même temps que le matériel d'équipement passe, d'après l'article 21 de la Convention aux mains de la Prusse, l'équipage de pont nouvellement organisé à frais communs par l'Oldenbourg et les trois villes libres devient la propriété de la Prusse pour la part qu'y avait le Grand-Duché.

La remise des fusils à aiguille compris dans le matériel d'équipe-

ment a lieu dans l'état où ils se trouvent actuellement ; sans que l'Oldenbourg ait à fournir encore le complément de pièces conformément aux prescriptions fédérales jusqu'ici en vigueur.

Art. 3. Seront compris dans le traitement des officiers et sous-officiers qui passent au service de la Prusse (art. 19), les suppléments de solde qui sont accordés d'avance pour temps de service prolongé, à partir du 1^{er} août au 1^{er} septembre de cette année et qui s'élèvent à 25 thalers par mois, ainsi que les suppléments s'élevant à 13 thalers par mois qui auraient été réglementairement accordés à partir du 24 décembre de cette année.

Les sous-officiers oldenbourgeois qui sont porteurs de la médaille d'honneur militaire royale prussienne de 1^{re} classe seront, en passant dans l'armée prussienne assimilés à leurs camarades de l'armée prussienne relativement aux avantages attachés à cette distinction.

Art. 4. L'examen pour le grade d'officier passé d'après les règlements d'Oldenbourg par les enseignes, et l'examen de capacité soutenu par les élèves militaires à l'effet d'être admis dans la classe supérieure, seront acceptés comme équivalents des examens exigés par les règlements prussiens pour passer officier ou enseigne.

Art. 5. Lorsque les contributions à payer à la caisse fédérale d'après l'article 62 (2^e alinéa) de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, seront acquittées avant la mise en vigueur de la Convention, il y aura lieu à une restitution proportionnelle de ces contributions, la Prusse ne prenant à sa charge l'entretien du contingent grand-ducal qu'à partir du 1^{er} octobre prochain, jusqu'à quelle époque les dépenses militaires seront encore supportées par le Grand-Duché. Mais les frais résultants des opérations préparatoires relatives au recrutement seront imputés sur ces contributions.

Art. 6. Relativement aux contrats de fournitures ou de location qui ne seront pas encore expirés à l'époque de la mise en vigueur de la Convention, la Prusse entre dans les droits et accepte les obligations du Grand-Duché d'Oldenbourg.

Art. 7. Les contrats de remplacement passés par des personnes de la classe de 1807 appelées au service, avant la ratification de la Convention, seront considérés comme valables si la date du contrat est dûment établie devant l'autorité compétente oldenbourgeoise, et si le remplaçant s'est engagé à remplir toutes les obligations militaires de la personne appelée au service.

Art. 8. En ce qui concerne l'article 17 de la Convention, le Commissaire royal prussien déclare que Sa Majesté le Roi abandonnera volontiers à Son Altesse Royale le Grand-Duc le droit de grâce à l'égard des sujets oldenbourgeois en cas de condamnation pour délits non militaires.

Art. 9. Relativement à l'arrangement existant entre l'Oldenbourg et les villes libres de Lubeck, Brême et Hambourg au sujet de la formation en commun d'un état-major de brigade, et relativement au traité passé avec les villes de Lubeck et de Brême au sujet de l'organisation du contingent d'artillerie, le Grand-Duché d'Oldenbourg déclare consentir à ce que les villes précitées transmettent à la Prusse le droit qu'elles peuvent avoir à la restitution des contributions payées conformément aux stipulations de ces traités, pour une période dépassant le 1^{er} octobre de cette année. La Prusse s'engagerait de son côté à remplir les obligations qui résulteraient encore, postérieurement au 1^{er} octobre, de contrats passés avec des individus enrôlés. En dehors de cette condition le Grand-Duché d'Oldenbourg n'a aucune autre réclamation à élever à raison des traités précités.

Les versements que la ville de Hambourg serait encore obligée d'effectuer d'après l'article 17 du traité susmentionné, relatif à la formation d'un état-major de brigade et les droits du Grand-Duché vis-à-vis des villes libres en ce qui touche les paiements faits par lui à titre d'avance pour les pontons, etc., achetés en 1866, seront l'objet d'une entente directe entre les parties intéressées.

Art. 10. En terminant, les Commissaires du Grand-Duché d'Oldenbourg ont déclaré que Son Altesse Royale exprimait le désir :

1^o Que le chiffre qui avait été donné par ses aïeux aux troupes oldenbourgeoises, lors de leur formation, c'est-à-dire à l'infanterie le chiffre *P*, au régiment de cavalerie et à l'artillerie le chiffre *A*, continuât à être porté aussi à l'avenir par ces troupes sur les épaulettes.

2^o Que, lorsque des décorations seraient conférées par Son Altesse Royale le Grand-Duc à des officiers prussiens en garnison dans le Grand-Duché, il n'y eût pas lieu de demander au préalable l'autorisation de Sa Majesté le Roi de Prusse pour porter ces décorations. Mais Son Altesse Royale le Grand-Duc avisera Sa Majesté le Roi toutes les fois qu'il aura conféré une croix à un sujet de Sa Majesté.

3^o Qu'en ce que touche les aides de camp de Son Altesse Royale le Grand-Duc, leur nombre fut fixé à trois, parmi lesquels il y aura toujours un officier d'état-major et un capitaine, le troisième pouvant être soit un officier d'état-major ou un capitaine.

Le Commissaire prussien laissa pressentir qu'aucune objection ne serait faite à la réalisation des désirs du Grand-Duc.

Les dispositions de ce protocole final auront la même force et valeur que celles de la Convention elle-même et seront ratifiées en même temps que celle-ci ; de même les désirs que les Commissaires oldenbourgeois ont exprimés au nom de Son Altesse Royale le Grand-Duc, seront considérés comme agréés par Sa Majesté le Roi de Prusse.

Après ces déclarations le présent protocole a été clos, signé et scellé.

Fait à Berlin, le 15 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN. (L. S.) *Signé* : MEINARDUS.

(L. S.) *Signé* : BECKER.

PRUSSE — WALDECK.

Traité relatif au transfert à la Prusse de l'administration des principautés de Waldeck et Pymont, signé à Berlin le 18 juillet 1867.

S. M. le Roi de Prusse et S. A. Sérénissime le Prince de Waldeck et Pymont, animés du désir de faciliter l'entrée des principautés de Waldeck et Pymont dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires : S. M. le Roi de Prusse, son conseiller intime de légation, *Bernhard König*, S. A. Sérénissime le Prince de Waldeck et Pymont, son conseiller intime *Charles Guillaume de Stockhausen*, et son conseiller d'État intime *Louis Klapp*, lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La Prusse se charge de l'administration intérieure des duchés de Waldeck et de Pymont. S. A. S. le Prince se réserve seulement la partie de l'administration qui est exercée par le Consistoire princier en sa qualité d'autorité suprême ecclésiastique, ainsi que l'administration du chapitre de Schaaken.

Art. 2. Le pays sera administré au nom de S. A. S. le Prince conformément à la Constitution et aux lois des deux Principautés.

Art. 3. La Prusse perçoit toutes les recettes des Principautés et fait face à toutes les dépenses, sauf les dépenses du consistoire représentant l'autorité suprême ecclésiastique.

Art. 4. S. M. le Roi de Prusse exerce relativement à l'administration intérieure des Principautés le pouvoir exécutif dans sa plénitude tel qu'il est attribué par la Constitution à S. A. S. le Prince. Ce dernier conserve toutefois le droit de grâce dans les limites constitutionnelles et légales, ainsi que le droit d'approuver les modifications à la Constitution et à la législation en tant qu'elles ne touchent pas à l'organisation des autorités judiciaires et administratives (art. 6).

Art. 5. L'administration des Principautés sera placée entre les mains d'un directeur nommé par S. M. le Roi ; ce fonctionnaire assumera la responsabilité qui, en vertu de la Constitution, incombe au Gouvernement du pays.

Art. 6. La Prusse est autorisée à modifier selon ses propres vues, l'organisation des autorités judiciaires et administratives. Les attributions des autorités supérieures pourront être confiées à des fonctionnaires prussiens.

Art. 7. Tous les fonctionnaires de l'État seront nommés par la Prusse, ils sont sujets prussiens et prêtent serment à S. M. le Roi. De même que le directeur du Gouvernement, ils devront observer scrupuleusement la Constitution des Principautés et s'engager expressément à la maintenir sans atteinte. En prêtant serment, le directeur du Gouvernement jurera obéissance et fidélité à Son Altesse Sérénissime en ce qui concerne les droits réservés à Son Altesse Sérénissime par les articles 4 et 9 du présent traité.

Art. 8. Les fonctionnaires princiers en activité de service seront, si leur coopération n'était plus nécessaire par suite de la nouvelle organisation des Principautés, ou s'ils ne trouvaient pas d'emploi dans l'administration domaniale du Prince (art. 10), replacés dans l'administration prussienne en conservant leur rang, leur traitement et leur ancienneté de service. Ceux qui n'accepteraient point cette combinaison ou ne pourraient pas être employés, seront pensionnés conformément au nouveau règlement sur les pensions de la Principauté de Waldeck. Relativement à l'emploi et à la mise à la retraite de ces fonctionnaires, la Prusse aura égard autant que possible à l'état de choses actuel.

Art. 9. S. A. S. le Prince exerce le droit de représentation du Gouvernement à l'extérieur qui lui reste attribué, par l'intermédiaire du Directeur du Gouvernement, et sous la responsabilité de celui-ci. Les frais qui en résultent seront, comme devant payés sur le budget du pays.

Art. 10. L'administration des biens domaniaux désignés dans le recès du 16 juillet 1853, etc., reste en dehors du présent traité et entre les mains de S. A. S. le Prince. Le domaine ne contribuera en aucune façon aux dépenses du pays et l'administration ne pourra pas se servir des fonctionnaires du pays pour ses besoins.

Art. 11. La présente Convention entrera en vigueur pour une durée de dix années à partir du 1^{er} janvier 1868, et sera à l'expiration de cette période prolongée pour une autre durée de dix années à moins que l'une des parties n'ait fait connaître à l'autre, au moins une année à l'avance, son intention de la dénoncer.

Art. 12. La présente Convention sera ratifiée et l'échange des rati-

fications aura lieu à Berlin dans l'espace de quatre semaines, après approbation préalable de la représentation respective des deux pays.

Fait à Berlin, le 18 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : BERNHARD KÖNIG.

(L. S.) *Signé* : CHARLES-GUILLAUME DE STOCKHAUSEN.

(L. S.) *Signé* : LOUIS KLAPP.

Protocole final.

En procédant à la signature de la Convention relative au transfert à la Prusse de l'administration des Principautés de Waldeck-Pyrmont, les Plénipotentiaires soussignés ont consigné encore les observations, explications et dispositions suivantes, dans le présent protocole :

Art. 1. Tous les engagements acceptés légalement par la caisse d'État de Waldeck-Pyrmont seront remplis par la Prusse pendant la durée du Traité. La Principauté de Waldeck-Pyrmont, indépendamment des obligations qui résultent pour elle de la Constitution et de la législation de la Confédération de l'Allemagne du Nord ne se liera plus jusqu'à la mise en vigueur de la Convention signée à la date de ce jour, par de nouveaux engagements. Les sommes qui, en vertu des dispositions du recès du 16 juillet 1853, des protocoles y annexés, des arrangements conclus et des comptes à arrêter au plus tard en 1868, ont été reconnues ou seraient encore reconnues comme dettes du pays envers le domaine, ne sont naturellement pas comprises dans ces engagements. Les petits secours annuels en argent accordés à titre gracieux aux vétérans des campagnes de 1813, 1814 et 1815, ne leur seront pas supprimés pendant la durée de la présente Convention.

Art. 2. S. A. le Prince n'usera pas d'une façon préjudiciable pour l'administration prussienne du droit d'approbation qui lui est réservé par l'article 4, relativement aux lois nouvelles. Le nom de la personne désignée pour exercer les fonctions de Directeur du Gouvernement sera avant sa nomination soumis à Son Altesse; dans le cas où il s'élèverait quelque objection, on désignera deux autres personnes entre lesquelles le Prince aura à choisir dans le délai d'un mois.

Art. 3. Relativement aux fonctionnaires de l'État de Waldeck, qui passent au service de la Prusse et qui doivent être mis à la retraite plus tard, la pension sera calculée, soit d'après le règlement prussien, soit d'après le taux fixé par les lois de l'État de Waldeck, à raison du dernier trai-

tement qu'ils touchaient dans la Principauté, suivant que l'un ou l'autre mode de calcul leur sera plus favorable. La caisse des veuves d'employés de Waldeck continuera à fonctionner, et sera administrée conformément aux prescriptions existantes. Les employés qui passent au service de la Prusse sont libres de conserver leurs droits sur la caisse des veuves précitée, en proportion du traitement avec lequel ils y sont actuellement inscrits. Les fonctionnaires de la cour, les employés du domaine, les ecclésiastiques et professeurs nouvellement nommés continueront à pouvoir participer à la caisse des veuves, suivant les prescriptions existantes. Les intérêts des capitaux destinés à la fondation de cette caisse seront, en tant qu'ils devront être servis sur le budget de Waldeck, acquittés par la Prusse pendant la durée de la présente Convention.

Art. 4. Le Directeur du Gouvernement aura sa résidence à Arolsen. La Prusse veillera à ce qu'à côté du tribunal du district à Arolsen, il soit établi des délégations à Corbach, Wildungen et Pymont, et que dans cette dernière ville il y ait un représentant de l'administration. Le collège du pays et l'école professionnelle qui en dépend, seront conservés. La Prusse aura soin qu'en cas de suppression des haras du pays, l'élevage des chevaux soit encouragé et protégé.

Art. 5. S. A. le Prince s'engage à laisser à la disposition de la Prusse, les immeubles faisant partie du domaine princier et actuellement affectés aux besoins de l'administration. Les ressources financières du pays ne pourront être employées à des réparations ou reconstructions des châteaux du Prince, en particulier des châteaux d'Arolsen et de Pymont.

Les obligations du domaine mentionnées dans le Protocole séparé, (§ 10) du recès du 16 juillet 1853, sous le n° III, C, et relatives à la construction des chaussées, des ponts et des routes de districts sont maintenues. La disposition réservée dans le § 5 de la loi du 30 janvier 1864, relativement à l'emploi d'une somme annuelle de 4000 thalers pour l'entretien de l'établissement thermal à Pymont, ne se trouve pas modifiée par le présent traité. L'administration domaniale conserve le droit de coërcition à l'égard des contribuables du domaine. Les archives et la bibliothèque du Gouvernement seront administrées et pourront être consultées en commun par le domaine et le gouvernement directorial.

Art. 6. Les traités de douane, de poste et les conventions télégraphiques conclues entre la Prusse et Waldeck, resteront en vigueur en tant que par le traité conclu à la date de ce jour, et le présent protocole final il n'y a pas été dérogé. Relativement à la convention militaire et l'organisation militaire du pays, une entente ultérieure aura lieu.

Art. 7. Le Gouvernement directorial prêtera au consistoire princier, le concours nécessaire pour l'exécution de ces ordonnances.

Art. 8. Tous les biens meubles appartenant à l'État de Waldeck passent aux mains de la Prusse. Il n'y aura lieu à aucune indemnité de ce chef; toutefois la valeur de ces meubles sera fixée par la Commission des parties contractantes, et en cas de divergence d'opinion, par un arbitre.

Art. 9. En cas de résolution du traité, les dispositions suivantes recevront leur application.

a) Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif en service actif dans les deux Principautés, sont libres de rester au service de la Prusse ou de passer au service du Prince avec l'assentiment de ce dernier. Les fonctionnaires qui resteront au service de la Prusse, seront toutefois, dans le cas où le prince en exprimerait le désir autorisés à remplir leurs fonctions dans les Principautés jusqu'au jour où ils auraient obtenu un avancement, et pendant deux ans au plus, en continuant à toucher leur traitement actuel.

Les pensions et indemnités accordées aux fonctionnaires qui, pendant l'administration prussienne, ont été mis à la retraite ou en disponibilité, seront à la charge de Waldeck.

b) Les biens meubles passés aux mains de la Prusse (§ 8), seront rendus à l'administration princière et leur valeur sera estimée de la manière indiquée au § 8. S'il était constaté que la valeur du mobilier dépasse la valeur des objets cédés à la Prusse, la différence devra lui être payée; dans le cas contraire la Prusse aurait à indemniser la Principauté de Waldeck de la diminution de valeur.

Le présent Protocole qui sera soumis aux Hautes Parties contractantes sera considéré comme ratifié par l'échange des ratifications du Traité principal.

Fait à Berlin, le 18 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : KÖNIG.

(L. S.) *Signé* : C. W. DE STOCKHAUSEN.

(L. S.) *Signé* : L. KLAPP.

PRUSSE — HAMBOURG.

**Convention militaire entre la Prusse et la ville de Hambourg
conclue à Berlin, le 23 juillet 1867.**

Une convention entre le Gouvernement royal prussien et le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg relativement aux obliga-

tions militaires que l'État hambourgeois devra remplir vis-à-vis de la Confédération, conformément à la Constitution de l'Allemagne du Nord, a été conclue sous réserve de ratification par les Plénipotentiaires respectifs nommés à cet effet, savoir du côté de la Prusse :

Le lieutenant-colonel Éberhard de *Hartmann* chef de division au ministère de la guerre, et du côté de la ville de Hambourg :

Le sénateur Dr Frédéric Théodore *Müller*.

Art. 1. La ville de Hambourg fournira le contingent d'hommes fixé ou encore à fixer d'après la Constitution de l'Allemagne du Nord et les lois fédérales, c'est-à-dire en prenant pour base le pied de paix calculé sur un pour cent de la population. Elle payera en même temps les contributions générales déterminées d'après l'article 62 (chapitre XII) de la Constitution fédérale. La Prusse se chargera en retour de toutes les autres prestations militaires fédérales qui incomberaient encore à la ville libre de Hambourg, y compris les frais de levée des troupes supportés par le fisc militaire et les frais d'organisation et de premier établissement.

Indépendamment de ces contributions telles qu'elles sont actuellement fixées ou devront être fixées ultérieurement par la législation fédérale, la ville libre de Hambourg n'aura pas d'autres paiements ou dépenses à effectuer pour le budget militaire ordinaire.

Art. 2. Le Gouvernement royal prussien détachera deux bataillons prussiens à Hambourg qui incorporeront successivement dans leurs rangs les jeunes gens hambourgeois soumis à l'obligation du service et propres à entrer dans l'infanterie. Les conscrits hambourgeois levés pour le service de la flotte ou, dans des circonstances particulières, pour entrer dans les armes spéciales, feront leur temps de service sur la marine de guerre fédérale ou dans le détachement prussien le plus voisin composé de ces armes spéciales.

Les soldats hambourgeois qui satisfont aux obligations du service dans des détachements de troupes prussiennes, prêtent, conformément à l'article 64 de la Constitution fédérale, le serment du drapeau au Sénat et à la ville libre et hanséatique de Hambourg avec cette addition qu'ils s'engagent à l'obéissance envers le chef militaire fédéral. Ils portent sur le casque, à côté de la cocarde nationale, la cocarde prussienne.

Art. 3. Les deux bataillons prussiens mentionnés au paragraphe 2, tiendront en temps de paix, garnison à Hambourg. Le Gouvernement prussien s'engage à cet égard à ne faire usage du droit de déplacer ces troupes qui lui est attribué par la Constitution fédérale que passagèrement et dans le cas où des considérations militaires et politiques urgentes l'y obligeraient ; lorsque ces circonstances se présenteront on pourvoira autant que possible aux besoins du service intérieur.

Art. 4. L'établissement de cette garnison ne devra porter en aucune manière atteinte à l'indépendance et aux droits de souveraineté de la ville libre et hanséatique de Hambourg.

A cet égard seront observées les dispositions suivantes :

a) Le Sénat conserve tous les droits honorifiques et la libre disposition pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales cantonnées dans le territoire hambourgeois. En particulier le Sénat a le droit de requérir ces troupes, tant en totalité que par détachements, pour veiller à l'ordre et à la sécurité publique, pour établir des postes et des corps de garde, et, autant que cela se conciliera avec les intérêts militaires, pour placer des gardes d'honneur et pour servir d'ordonnances.

b) Le Sénat a la faculté de nommer aux frais de l'État hambourgeois, un commandant de la ville dont la situation vis-à-vis de la garnison sera ultérieurement déterminée par des dispositions spéciales.

c) Les insignes de la souveraineté de la ville de Hambourg seront conservés comme armes et couleurs à l'extérieur des localités, guérites etc., occupées par les troupes fédérales, à moins que plus tard les armes et couleurs fédérales ne viennent à les remplacer.

Art. 5. Le Sénat nommera une Commission spéciale chargée de faciliter les rapports entre la garnison et les autorités hambourgeoises. Le droit de réquisition directe des autorités civiles hambourgeoises (§ 7) ne sera par là ni restreint ni supprimé.

Art. 6. L'établissement de factionnaires de corps de garde en dehors des bâtiments affectés aux troupes et pour le service spécial des bataillons, les parades, exercices et revues, en dehors des emplacements et des champs de tir désignés à cet effet, ne pourront avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable donné par l'autorité civile.

Art. 7. L'intervention des troupes pour le maintien de l'ordre et de la sûreté publique, ne doit en général s'effectuer que sur la réquisition de l'autorité civile compétente. Les autorités militaires et tous les soldats doivent, en conséquence, obtempérer aux réquisitions qui leur sont adressées et suivre les instructions des fonctionnaires de police.

Les cas et les formes dans lesquels les troupes pourront intervenir et faire usage de leurs armes contre des personnes civiles, seront réglés par une ordonnance du Sénat, en suivant à cet égard les règlements prussiens y relatifs.

Art. 8. En ce qui touche les délits et contraventions commis par des militaires, les autorités civiles hambourgeoises ont, en cas de flagrant délit, le droit de s'emparer momentanément des individus coupables, mais ils devront, sans délai être remis avec un rapport, à la plus prochaine autorité ou au plus prochain poste militaire.

Art. 9. Les officiers, soldats et autorités militaires des troupes fé-

dérales cantonnés à Hambourg sont, pendant leur séjour dans la ville libre, soumis aux lois, aux prescriptions légales hambourgeoises et à la compétence des autorités et tribunaux hambourgeois, en tant que les lois militaires entrant en vigueur aux termes de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord ou la présente Convention ne consacrent pas des exceptions à cet égard.

Dans tous les cas où le code militaire prussien mentionne le code pénal civil et de droit civil prussien et jusqu'à la publication d'un code pénal civil commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats des bataillons prussiens cantonnés à Hambourg, qui sont citoyens hambourgeois, pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procédure hambourgeoises; mais pour les sujets prussiens en garnison à Hambourg les dispositions de la loi du 15 avril 1852 restent applicables.

Art. 10. La situation personnelle des individus ne faisant pas partie de l'État hambourgeois, qui servent dans les troupes fédérales cantonnées à Hambourg et leurs familles, ne sera pas modifiée par suite de la translation de leur domicile à Hambourg. Ils conserveront les rapports de sujet qu'ils avaient précédemment avec leur pays d'origine. Leur droit matrimonial, l'ordre de succession, la tutelle des enfants continueront à être régis par la législation de leur pays. Tant qu'ils conservent leur ancien statut personnel, ils seront affranchis de l'impôt sur le capital et sur le revenu, ainsi que du droit de succession sur leurs biens, des autres impositions directes communales ou publiques, à moins qu'elles ne soient basées sur la possession de biens immeubles ou sur des locations, enfin ils seront également affranchis de l'obligation de loger les troupes. Mais ils seront soumis aux impôts et contributions indirects.

Les rapports personnels des sujets hambourgeois qui entrent dans les troupes prussiennes ne sont point modifiés par cette entrée.

Art. 11. L'organisation de la landwehr, ainsi que l'exécution de la partie militaire du recrutement se feront par les autorités militaires prussiennes.

La ville libre et hanséatique de Hambourg avec tout son territoire forme une circonscription de bataillon de la landwehr dont le quartier d'état-major sera Hambourg.

Art. 12. Toutes les opérations de recrutement relatives aux jeunes gens appelés au service à Hambourg, sont dirigées par le Sénat en sa qualité d'autorité civile suprême. Il nomme les membres civils ordinaires de la Commission de recrutement des districts et des départements.

Il en est de même pour la nomination des membres civils ordinaires et extraordinaires de la Commission d'examen départementale.

Art. 13. Le contingent annuel à fournir par la ville de Hambourg est fixé chaque année de concert avec le Sénat.

Tous les conscrits hambourgeois servant dans l'armée fédérale, seront, ainsi que les marins qui servent dans la marine fédérale, comptés dans le contingent à fournir par la ville de Hambourg.

Art. 14. Les soldats hambourgeois, s'ils sont aptes à servir dans l'infanterie, satisfont à l'obligation du service, sans préjudice du droit de déplacement attribué au chef militaire fédéral, en principe dans les bataillons en garnison à Hambourg et à Altona. Ils peuvent cependant s'ils le désirent et en en faisant la demande en temps utile, être également incorporés dans d'autres détachements prussiens.

Les volontaires d'un an et de trois ans ont le choix de l'arme et du régiment dont ils veulent faire partie.

Art. 15. Les bataillons d'infanterie en garnison à Hambourg et les détachements de cavalerie en garnison à Altona et à Wandsbeck ne sont pas soumis aux restrictions établies en ce qui concerne les volontaires d'un an.

Art. 16. Les volontaires d'un an qui ont satisfait à leur service dans l'armée active, reçoivent, lorsqu'ils se rendent pour l'exercice de leur industrie ou de leurs fonctions dans des pays d'outre-mer, sur leur demande un passe-port pour l'extérieur pendant deux ans. Ils seront dispensés d'assister aux exercices et manœuvres et de se rendre à l'appel de mobilisation, lorsqu'ils font certifier, par une attestation de consul, qu'ils ont, dans un pays d'outre-mer (excepté les pays riverains de la mer Noire et de la Méditerranée) une occupation fixe; dans ce cas il leur sera délivré un nouveau passe-port valable pendant cinq ans. Si les conditions précitées continuent à exister, le passe-port sera prolongé jusqu'à l'expiration du temps intégral de service.

Le même bénéfice est accordé aux soldats qui, pour infirmités corporelles et après avoir été examinés trois fois, ont été renvoyés dans la réserve, et qui se rendraient dans des pays d'outre-mer.

Mais si ces individus transportent de nouveau leur domicile en Europe, avant l'expiration de leur temps intégral de service, ils retombent sous l'obligation du service en proportion de leur âge.

Art. 17. En ce qui touche la justification des connaissances requises des volontaires qui se présentent pour le service d'un an, les établissements d'instruction supérieure de la ville de Hambourg seront assimilés aux institutions prussiennes de même nature, s'il est avéré qu'ils donnent aux élèves le même degré d'instruction que ces dernières.

Art. 18. Par analogie avec les motifs d'exemption ou d'abrégement du service militaire énumérés au § 56 de l'instruction sur le recrutement militaire, le propriétaire d'une maison de commerce à Hambourg sera assimilé aux directeurs d'établissements industriels.

Art. 19. Les marins hambourgeois et la population maritime de Hambourg jouiront également des avantages et bénéfices accordés aux marins prussiens à raison de leur service à bord d'un navire de la marine marchande allemande.

Art. 20. Les nouvelles dispositions qui, aux termes de la Constitution de l'Allemagne du Nord, entreront en vigueur relativement au recrutement, à l'obligation du service, au temps de présence sous les drapeaux et à l'exclusion du remplacement, n'auront aucun effet rétroactif et ne s'appliquent dès lors pas aux soldats hambourgeois qui font partie de la classe de 1845 ou des classes antérieures.

Dans le cas où des doutes s'élèveraient au sujet de l'application de ce principe, le Sénat ou les autorités hambourgeoises compétentes décideront. Ces autorités délivreront aussi aux soldats des classes, déjà actuellement appelées au service, les congés et certificats de libération du service, de concert avec l'autorité militaire compétente.

Art. 21. La Prusse en concluant la présente Convention, entre dans tous les droits et accepte toutes les obligations qui résultaient pour la ville de Hambourg de l'organisation actuelle de l'armée. Elle se charge du règlement de cette question avec le Grand-Duché d'Oldenbourg et garantit la ville de Hambourg contre toute réclamation basée sur les traités intervenus postérieurement au 28 février 1855.

Art. 22. Les dispositions stipulées au paragraphe précédent recevront leur application, même dans le cas où avant la mise en vigueur de la présente Convention, la mobilisation de l'armée fédérale était décidée. Dans ce cas, la réunion du contingent hambourgeois à la brigade oldenbourgo-hanséatique n'aurait naturellement pas lieu, et tous les droits et devoirs contractuels qui en découlent cesseraient d'exister. Mais la ville de Hambourg, conformément aux nouvelles obligations fédérales qu'elle contracte, et aux stipulations de la Constitution de l'Allemagne du Nord, mettra son contingent, tel qu'il sera organisé présentement, à la disposition immédiate du chef militaire fédéral.

Les dépenses de la mobilisation et l'entretien sur le pied de guerre sont effectués par la Prusse pour le compte de la Confédération.

Art. 23. Les bataillons prussiens en garnison à Hambourg auront gratuitement à leur disposition les deux casernes d'infanterie actuellement existant près du Bauhof et des Kohlhöfen, le hangar situé devant la porte de Holsten, la maison du commissariat située dans la Brauerstrasse et ayant servi jusqu'ici de dépôt et magasin, les corps de garde occupés par le contingent hambourgeois, la maison d'arrêt et le champ de tir situé dans les tourbières d'Eppendorf, sous réserve de tous droits de propriété de la ville. Ils auront de même la libre disposition de la poudrière de Winterhude.

Relativement à l'édifice affecté jusqu'ici par la ville de Hambourg à l'établissement d'un hôpital militaire, la Prusse prend à sa charge la location aux conditions actuelles.

Les objets militaires faisant partie de ces établissements militaires seront cédés à la Prusse à des prix équitables, jusqu'à concurrence des besoins qu'elle en aurait.

Les agrandissements ou améliorations à faire, ainsi que l'entretien des localités et leur assurance contre l'incendie, seront effectués par la Prusse, d'accord avec la Commission militaire nommée par le Sénat.

Les officiers et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier devront se pourvoir eux-mêmes de logements.

Art. 24. Si les casernes n'étaient pas suffisantes pour loger les soldats des deux bataillons prussiens dont l'effectif pourrait dépasser le pied de paix ordinaire, ou dans le cas où les bataillons seraient complétés pour les manœuvres ou pour la mobilisation, les hommes seront logés chez les habitants, mais sans être entretenus.

Le propriétaire du logement n'aura à fournir aux soldats que le logement, une couchette et une place près du foyer avec bois de chauffage, et il recevra en retour de l'administration militaire prussienne les indemnités de logement et de service réglementaires.

Art. 25. Le matériel d'habillement et d'équipement en usage dans les deux bataillons d'infanterie hambourgeois, passe entre les mains de la Prusse, qui l'emploiera autant que possible pour l'équipement des nouveaux bataillons de la landwehr qui doivent être organisés.

Il en sera de même pour le matériel des deux escadrons de cavalerie hambourgeois, lequel servira, suivant qu'il remplira les conditions nécessaires, au premier établissement des détachements de cavalerie encore à former, conformément à l'ordre de bataille admis dans la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 26. Les officiers, enseignes et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, en activité de service et faisant actuellement partie du contingent hambourgeois seront, s'ils en expriment le désir, et si le Gouvernement prussien les juge aptes à cet effet, admis avec leur rang et leur ancienneté dans l'armée royale prussienne. Toutefois, en ce qui touche l'ancienneté, ils ne pourront, en aucun cas, par leur passage dans l'armée prussienne, obtenir une situation meilleure que celle qu'ils auraient eue s'ils avaient servi dès le principe dans cette armée. Ils conserveront intégralement leur traitement actuel et leurs droits justement acquis sur le chiffre de la pension attachée à leur grade actuel, d'après le règlement de la caisse des invalides de Hambourg, lorsque ce chiffre est plus élevé que celui des pensions prussiennes. Leur traitement actuel leur sera assuré jusqu'à ce que, par

leur avancement dans l'armée prussienne, ils aient droit à une augmentation.

A partir de la conclusion de la présente Convention, jusqu'à son entrée en vigueur, il ne sera plus donné d'avancement aux officiers ni admis des aspirants officiers dans le contingent hambourgeois, mais ils pourront être, en cas de retraite ou de démission, nommés au grade immédiatement supérieur.

Art. 27. Les officiers mariés qui passent dans l'armée prussienne sont obligés de contribuer à l'institution royale prussienne de la caisse des veuves de militaires. Ils restent toutefois libres de conserver en même temps leur droit de participation à la caisse des veuves et orphelins des employés de l'État hambourgeois, en continuant à y verser la cotisation réglementaire.

Relativement à leur situation personnelle et au droit matrimonial, les officiers mariés de l'État libre de Hambourg conservent, malgré les liens de sujétion qu'ils acceptent vis-à-vis de la Prusse en entrant dans l'armée royale, les droits et devoirs qui résultent pour eux ou leurs familles du mariage contracté dans l'État hambourgeois.

Art. 28. Les officiers, enseignes et fonctionnaires ayant rang d'officier, incapables de servir dans l'armée active, ainsi que ceux que le Gouvernement prussien n'a pu caser dans l'armée royale, ou qui déclinent l'offre de passer dans cette armée seront, les premiers, pensionnés d'après le temps de service, conformément au règlement de la caisse des invalides de Hambourg ou d'après les règlements de la caisse prussienne, si ce dernier leur était plus favorable, les seconds mis en disponibilité.

En cas de doute, le Sénat détermine le temps de service qui doit être compté pour la retraite.

Art. 29. Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officier seront, en tant qu'ils seront jugés capables par le Gouvernement prussien, et s'ils en expriment le désir, admis avec leur grade et leur ancienneté ainsi qu'avec leur traitement actuel, dans l'armée prussienne. Ils conserveront, en passant au service royal prussien, leurs droits à une pension, conformément au taux adopté dans le règlement de la caisse des invalides de Hambourg.

Les sous-officiers, etc., mariés qui passent au service de la Prusse, sont libres, s'ils sont inscrits dans la caisse des pensions pour les veuves et orphelins des employés de l'État hambourgeois, de conserver leurs droits dans cette caisse en continuant à payer les cotisations réglementaires.

Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officier qui n'ont pu être utilisés par le Gouvernement prussien, seront, s'ils sont porteurs de la boucle d'honneur pour 15 ou 20 ans

de service, pensionnés à partir du 1^{er} octobre 1867 et recevront le montant intégral des pensions fixées par le règlement hambourgeois. Ceux qui sont porteurs de la boucle d'honneur pour 10 ans de service, s'ils n'ont pu être utilisés dans l'armée prussienne, recevront la moitié de la pension qui leur revient d'après le règlement hambourgeois.

Les chefs de musique des deux bataillons d'infanterie, ainsi que le trompette d'état-major, seront, s'ils n'ont pas été utilisés par le Gouvernement prussien, pensionnés sans distinction de leur temps de service, suivant le règlement de pension hambourgeois.

L'État de Hambourg aura soin, autant que possible, de procurer aux sous-officiers pensionnés qui sont sujets hambourgeois, dans l'administration, un emploi civil auquel est attaché un traitement en rapport avec la pension qu'ils touchent. Le traitement de ces personnes employées sera déduit du montant de la pension.

Les sous-officiers et employés ayant le même sang, sujets hambourgeois, qui ont passé au service prussien, mais qui le quitteront après le 1^{er} octobre de cette année, n'ont point droit en Prusse aux emplois réservés par la loi aux sous-officiers de l'armée prussienne.

Art. 30. Le renvoi, mise à la retraite ou en disponibilité des officiers et sous-officiers qui ne passent pas dans l'armée prussienne seront décidés par le Sénat ou par la Commission militaire.

Art. 31. L'ensemble des pensions inscrites au budget militaire de Hambourg, tel qu'il sera constaté au 1^{er} octobre 1867, y compris les pensions ou traitements de disponibilité éventuellement à accorder aux officiers et sous-officiers actuels sera, à partir du 1^{er} octobre 1867, fourni par la Prusse pour le compte de la Confédération et versé tous les trois mois par avance à la Commission des finances de Hambourg d'après un état dressé par la Commission militaire du Sénat.

Art. 32. Le Gouvernement royal prussien garantit à la ville libre et hanséatique de Hambourg la jouissance de tous les avantages et facilités relatifs à la Constitution militaire fédérale qui, indépendamment de concessions spéciales touchant les paiements, ont été introduits en Prusse ou seraient plus tard accordés à un État quelconque faisant partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 33. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1867, même en ce qui touche les paiements à effectuer d'après le § 1^{er} et indépendamment de la disposition inscrite dans l'alinéa 2 de l'article 62 de la Constitution de l'Allemagne du Nord, d'après laquelle les contributions pour l'administration militaire fédérale doivent être versées le 1^{er} du mois qui suit la publication de la Constitution fédérale.

Art. 34. La présente Convention ne peut être rompue ou modifiée que du consentement réciproque des deux parties contractantes. Elle

sera soumise à l'approbation des Gouvernements respectifs et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 23 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : EBERHARD DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : FRÉDÉRIC-THÉODORE MÜLLER.

Protocole final.

Les Plénipotentiaires soussignés se sont réunis aujourd'hui pour la conclusion de la Convention militaire entre la Prusse et Hambourg, et sont convenus encore des points additionnels suivants :

Art. 1. Le Plénipotentiaire hambourgeois déclare que le Sénat, en concluant le présent arrangement, part de la supposition que les contributions pécuniaires de la ville de Hambourg, relativement à l'organisation militaire fédérale, ne seront fixées que d'après le chiffre de la population indigène de Hambourg.

Le Plénipotentiaire royal prussien reconnaît la justesse de cette observation, et déclare de son côté que le Gouvernement royal en application de l'alinéa 5 de l'article 3 de la Constitution de l'Allemagne du Nord, soumettra prochainement au Conseil fédéral, c'est-à-dire au Reichstag, un projet conforme à l'interprétation précitée. Il ajoute que le Gouvernement prussien se propose de faire prévaloir comme principe que les sujets de tous les États confédérés de l'Allemagne du Nord seront appelés à satisfaire aux obligations du service militaire dans l'État dans lequel ils résident au moment où ils tombent à la conscription. Par suite de l'adoption de ce principe, la disposition du § 13, 2^e alinéa de la Convention, se trouverait à la vérité modifiée.

Art. 2. Il est bien constaté des deux côtés que les contributions à verser par l'État de Hambourg d'après le § 1 de la Convention conclue à la date de ce jour, ne seront pas dues en sus des autres contributions que cet État fournit déjà pour les dépenses fédérales, mais en devront être défalquées.

Art. 3. Les sujets hambourgeois appelés réglementairement au service jusqu'en 1870 inclusivement et qui demandent à être admis au service volontaire d'un an, ne seront pas astreints à produire le certificat spécial d'instruction et de connaissances requises. Il suffira pour ceux qui font partie des classes de 168 à 70 de prouver qu'ils ont reçu une bonne éducation.

Les sujets hambourgeois faisant partie des classes suivantes jusqu'en 1875 inclusivement devront, pour obtenir la faveur du service volontaire d'un an, justifier des connaissances qui, à cet effet, seront exigées dans les nouvelles provinces de la Prusse.

Art. 4. Le délai pour les demandes d'admission au service volontaire d'un an sera étendu, pour les individus nés en 1846, jusqu'au 15 septembre de la présente année.

Art. 5. Relativement à l'aptitude au service et aux réclamations des sujets hambourgeois qui occupaient déjà antérieurement à la publication de la Constitution fédérale, des positions fixes à l'étranger, une décision définitive sera prise dès la première année de leur appel au service, en les rangeant, s'il y a lieu, dans la réserve.

Art. 6. Les sujets hambourgeois soumis au service militaire qui, au moment de l'appel de la classe de 1846, se trouvent dans des contrées éloignées, sont dispensés de se présenter devant les autorités de recrutement lorsque leur situation dans ces contrées est dûment établie et certifiée.

Art. 7. Pour faciliter la transition à la nouvelle organisation militaire, les dispositions de la loi de recrutement dans l'État de Hambourg, du 12 mai 1862, et les formes usitées pour l'application de cette loi seront, en ce qui touche l'appel de la classe de la présente année, et sans préjudice de la mise en vigueur immédiate de l'institution des volontaires d'un an, maintenues avec les modifications suivantes :

a) Il sera adjoint à la Commission de recrutement de la classe de 1846 un ou deux officiers de l'armée royale prussienne avec voix délibérative.

La question de savoir si les conscrits sont assez vigoureux pour supporter les fatigues du service sera décidée par les membres militaires de la Commission après avoir entendu le chirurgien militaire adjoint à la Commission. Ce dernier remplacera la Commission médicale qui a fonctionné jusqu'ici (§ 4 de la loi sur le recrutement) et exercera son mandat conformément à l'instruction relative aux médecins militaires prussiens.

b) Les réclamations contre les décisions de la Commission de recrutement adressées en conformité avec le § 8 de la loi de recrutement au Sénat, seront transmises par celui-ci, après s'être concerté avec le commandant général prussien du neuvième corps d'armée, à une Commission de révision qui fera examiner de nouveau par un médecin en chef militaire adjoint à cette Commission les rapports des chirurgiens militaires.

c) Les sujets hambourgeois appartenant aux classes précédentes y compris celle de 1845 qui ne se seraient pas présentés au service, notamment ceux qui pour une raison quelconque ont été exemptés, ou

placés dans la réserve et ceux qui ont eu un bon numéro, ne seront plus appelés et ils recevront des certificats de libération. De même ceux qui parmi les jeunes gens appelés cette année seront jugés inaptes au service ou ceux qui ont été dispensés du service à la suite de réclamations reconnues très-fondées, recevront des certificats de même nature.

d) Les jeunes gens de la classe de 1846 auront par exception la faculté de se faire remplacer au moment de la levée qui aura lieu à l'automne de l'année courante. Mais si un de ces jeunes gens s'est présenté et a été incorporé dans un détachement de troupes, cette faculté ne lui sera plus réservée.

Ne pourront être admis comme remplaçants que les individus sujets de l'État de Hambourg ou qui ont déjà servi dans le contingent hambourgeois.

e) La répartition des jeunes gens valides dans les différentes catégories d'armes ou dans les détachements a lieu par les soins des officiers adjoints à la Commission de recrutement. Les jeunes gens propres au service de l'infanterie seront incorporés dans les bataillons d'infanterie en garnison à Hambourg.

f) La somme totale des hommes levés ne dépassera pas un 1/3 pour 100 de la population effective du territoire hambourgeois.

g) L'appel des hommes jugés aptes au service aura lieu cette année au jour fixé par un ordre spécial remis aux soldats appelés.

h) L'obligation qui incombe d'après le § 18 de la loi de recrutement aux chefs de compagnies et d'escadrons, touchant la délivrance en temps opportun de feuilles de congé, passe au commandant du district correspondant où doivent être organisés les bataillons de la landwehr et les hommes ayant déjà servi qui ne se trouvent pas sous les drapeaux seront placés sous contrôle comme soldats en congé.

i) Les dispositions du chapitre vi de la loi de recrutement relatives aux exemptions du service militaire, resteront en vigueur pour tous les individus nés en l'année 1846 ou antérieurement à cette époque.

Art. 8. Tous les remplaçants servant actuellement dans le contingent hambourgeois, seront avant que le Gouvernement prussien ne les utilise comme sous-officiers, etc., ou qu'ils acceptent de remplacer un soldat de la classe de 1846, congédiés au 1^{er} octobre de cette année. Les hommes qu'ils remplacent, seront pourvus d'un certificat de libération.

Art. 9. La ville de Hambourg ayant acquitté par anticipation pour la période du 1^{er} mars 1867 au 1^{er} mars 1868 les indemnités annuelles (2, 489 th. 97/12 gr.) que, en vertu du traité de brigade en vigueur, les trois villes libres doivent payer à Oldenbourg pour l'entretien de l'état-major de la brigade, la Prusse restituera à partir du 1^{er} octobre

de cette année, à la ville de Hambourg les sommes payées en proportion du temps écoulé.

Art. 10. La caserne située près du petit Bauhof ne suffisant pas aux besoins des troupes, la ville de Hambourg s'engage non-seulement à mettre gratuitement à la disposition de la Prusse pour la construction d'une nouvelle caserne, avec hôpital militaire et dépendances, etc., le terrain nécessaire à cet effet, mais encore de contribuer à cette construction par un versement de 300 000 thalers. Cette somme sera payée aux termes fixés ultérieurement d'après le degré d'avancement des travaux. Jusqu'à l'achèvement de la nouvelle caserne, on utilisera les bâtiments existants pour le casernement des troupes et la maison du commissariat comme dépôts. Ensuite les deux casernes près du petit *Bauhof* et des *Kohlhofen* ainsi que la maison du commissariat seront rendues à la ville de Hambourg pour en disposer librement.

Art. 11. Comme le champ du Saint-Esprit près de la porte de Millern qui a servi provisoirement jusqu'ici de lieu d'exercice au contingent hambourgeois et la place de gymnastique près du *Steinthor* doivent recevoir une autre destination, la ville libre et hanséatique de Hambourg se réserve, bien que pour le moment elle abandonne encore ces deux emplacements aux deux bataillons qui tiendront garnison à Hambourg, le droit, en tout temps, de désigner aux troupes d'autres emplacements pour les exercices, de même que de détacher certaines parties du champ du Saint-Esprit affecté aux exercices et d'établir des chemins de toute sorte à travers ce champ.

Art. 12. Conformément au désir exprimé par le Commissaire hambourgeois, le Commissaire royal prussien explique la disposition du § 26 de la présente Convention, touchant l'avancement des officiers hambourgeois qui passeraient au service de la Prusse, en ce sens que le Gouvernement prussien leur garantira leur grade et leur temps de service comme officier, mais qu'ils ne pourront être placés dans l'armée prussienne que dans la situation où se trouverait un officier prussien ayant le même temps de service, situation qui diffère suivant les régiments.

Art. 13. Le passage des officiers du contingent hambourgeois dans l'armée royale prussienne ne sera pas considéré comme l'entrée dans une nouvelle carrière, mais comme un simple déplacement.

Art. 14. Les officiers qui passent au service de la Prusse ont, en ce qui touche l'admission de leurs fils dans le corps des cadets, les mêmes droits que les officiers faisant déjà partie de l'armée prussienne. Relativement à ces jeunes enfants on n'observera pas le délai de présentation fixé par le paragraphe 5 alinéa 1^{er} des conditions d'admission qui ont été établies le 1^{er} janvier 1857.

Art. 15. Après l'échange des ratifications de la Convention, il devra

être remis au Ministère royal de la guerre des rapports détaillés sur la personne et les qualités des officiers qui ont demandé à passer au service prussien. Les désirs particuliers manifestés à ce sujet par le Sénat seront, autant que les intérêts du service le permettront, pris avec empressement en considération.

Art. 16. L'obligation de payer les contributions pour l'armée fédérale prenant naissance d'après l'article 62 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le 1^{er} du mois qui suivra la publication de cette Constitution, tandis que les paiements que la ville libre et hanséatique de Hambourg s'engage à faire par la présente Convention n'arrivent à leur échéance que le 1^{er} octobre 1867, comme d'ailleurs Hambourg supporte jusqu'à cette époque les frais d'entretien de ses troupes et sert toutes les pensions militaires avec ses propres ressources, le Gouvernement royal prussien restituera en espèces à la ville libre et hanséatique de Hambourg ou lui en tiendra compte en proportion du temps écoulé, le montant du budget des pensions militaires et des autres dépenses militaires sur le pied d'une dépense annuelle de 225 thalers pour chaque homme du contingent hambourgeois tel qu'il sera fixé par les lois fédérales.

Les frais résultant des opérations du recrutement antérieures au 1^{er} octobre de cette année ne seront toutefois point portés en compte.

Art. 17. Le Commissaire hambourgeois se réserve d'obtenir l'approbation de cette Convention de la part de la bourgeoisie de Hambourg.

Aucune autre observation n'ayant plus été faite de part et d'autre, le présent protocole, qui sera considéré comme ratifié lui-même par la ratification de la Convention, a été signé et scellé.

Fait à Berlin, le 23 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : EBERHARD DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : FRÉDÉRIC THÉODORE MÜLLER.

PRINCIPAUTÉ DE WALDECK ET PYRMONT.

Convention militaire, conclue à Berlin le 6 août 1867.

En exécution des dispositions du chapitre 11 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, S. M. le Roi de Prusse et S. A. le Prince de Waldeck et Pyrmont ont nommé, à l'effet de s'entendre spécialement sur certains points, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse :

Le lieutenant-colonel et chef de division au ministère de la guerre,
Eberhard de *Hartmann*;

S. A. le Prince de Waldeck et Pyrmont :

Son conseiller intime de Régence et chef de section, Louis *Klappe*,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu la Convention suivante :

Art 1^{er}. Les changements apportés à l'ancien état de choses ne permettant plus la formation dans les mêmes conditions que précédemment du contingent de Waldeck ni la continuation de l'administration indépendante des forces militaires princières, le Prince consent à ce que les sujets waldeckois soumis à l'obligation du service, soient incorporés dans des détachements prussiens.

Les sujets waldeckois ainsi incorporés prêtent, conformément à l'article 61 de la Constitution fédérale, le serment du drapeau au Prince avec cette addition qu'ils s'engagent à obéir au chef militaire fédéral. Ils portent sur le casque, à côté de la cocarde nationale, la cocarde prussienne.

Art. 2. Pour faciliter aux sujets waldeckois qui seraient aptes à entrer dans l'infanterie, le service militaire, il sera placé, conformément au désir exprimé par le Prince, dans la ville d'Arolsen un bataillon prussien qui recevra dans ses rangs les conscrits de Waldeck.

Dans la supposition qu'il y a des emplacements suffisants pour le logement des troupes, S. M. le Roi de Prusse consent à laisser une garnison permanente à Arolsen et ne fera usage du droit de déplacement qui lui est attribué par la Constitution fédérale que transitoirement et lorsque des considérations politiques et militaires l'y obligeraient. Dans ce cas il cherchera à pourvoir autant que possible aux besoins du service intérieur par d'autres combinaisons.

Les conscrits waldeckois désignés pour entrer dans les armes spéciales feront leur service dans les détachements prussiens les plus voisins, composés de ces armes spéciales.

Art. 3. La division de la Principauté en circonscriptions de recrutement et de bataillons de la landwehr ainsi que le recrutement lui-même auront lieu par les soins de la Prusse avec la coopération des autorités civiles compétentes de la Principauté qui auront à prendre, dans les limites de leurs attributions, les mesures nécessaires. Les dispositions consacrées par la Constitution fédérale en ce qui touche la durée de l'obligation au service ne recevront leur application qu'à la prochaine levée et n'ont aucun effet rétroactif.

Les soldats au service qui ont obtenu leur congé, continueront à pouvoir être appelés d'après les dispositions légales de Waldeck, soit

dans la réserve, soit dans la landwehr, en tenant compte de leurs temps de service.

La landwehr sera organisée d'après les règlements en vigueur en Prusse.

Art. 4. L'incorporation du contingent de Waldeck dans l'armée prussienne et l'envoi d'une garnison permanente dans la ville d'Arolsen ne portent en aucune manière atteinte aux dispositions de l'article 64 de la Constitution fédérale, ainsi qu'à la Convention des 4 et 22 février de cette année relativement aux droits honorifiques du Chef souverain du contingent. S. A. le prince de Waldeck et Pyrmont aura, à l'égard de toutes les troupes fédérales cantonnées sur son territoire, la position de général de division commandant, et exercera, avec les prérogatives honorifiques attachées au grade, la juridiction disciplinaire. Il aura également le droit de disposer librement, pour les besoins du service intérieur, des troupes fédérales cantonnées dans la Principauté, et les insignes de la souveraineté (armes et couleurs) seront conservés à l'extérieur des localités occupées par les troupes de garnison, des corps de garde, guérites, etc.

Le commandant de la garnison devra, conformément aux prescriptions prussiennes données à cet égard, obtempérer à toute réquisition des autorités civiles compétentes pour le maintien de l'ordre et de la sûreté générale.

Art. 5. Les officiers, soldats et fonctionnaires militaires des troupes fédérales cantonnées dans les principautés sont soumis aux prescriptions légales et aux formes de procédure du pays ainsi qu'à la compétence des autorités et tribunaux princiers, à moins que les lois militaires prussiennes ou la présente Convention ne consacrent des exceptions à cet égard.

Dans tous les cas où le Code militaire prussien s'en réfère au Code pénal civil prussien et jusqu'à la publication d'un Code pénal commun à toute l'Allemagne du Nord, les soldats waldeckois incorporés dans les troupes fédérales pourront invoquer les lois, ordonnances et formes de procédure en vigueur à Waldeck; quant aux sujets prussiens en garnison dans la Principauté, les dispositions de la loi du 15 avril 1852 leurs restent applicables. La juridiction militaire est exercée par le commandant militaire. La confirmation des jugements prononcés par les tribunaux militaires a lieu par la voie d'appel ouverte en matière militaire, et le droit de grâce appartient à S. M. le Roi de Prusse, comme chef de guerre fédéral. Toutefois, les vœux exprimés par S. A. le Prince de Waldeck et Pyrmont, en ce qui touche ses sujets, seront accueillis dans la mesure du possible.

La situation personnelle des sujets prussiens servant dans les troupes prussiennes en garnison dans la Principauté ne sera pas modifiée par

suite de la translation de leur domicile à Arolsen. Ils seront affranchis dans la Principauté de tout impôt personnel, ainsi que de l'impôt de classe et sur le revenu, à moins que ce dernier ne s'applique à des revenus tirés de propriétés foncières situées dans la Principauté ; la même immunité leur appartient en ce qui touche les impositions communales.

Art. 6. S. A. le Prince de Waldeck aura le droit de nommer, à son choix, des officiers à la suite dont le traitement et la pension ne seront pas payés sur le budget fédéral. Toutefois, les aides de camp de Son Altesse seront payés sur ce budget, et les désirs exprimés par le Souverain touchant le choix des personnes seront satisfaits avec empressement par le chef de guerre fédéral, en tant que des raisons de service ne s'y opposeront point.

Son Altesse le Prince pourra fixer à son gré l'uniforme des aides de camp ainsi que des officiers à la suite.

Les officiers à la suite résidant dans la Principauté, s'ils ont été nommés après la conclusion de la présente Convention, sont, le cas échéant, soumis aux juridictions disciplinaires militaires et aux tribunaux d'honneur, conformément aux prescriptions royales prussiennes.

Art. 7. Les sous-officiers, musiciens et employés militaires ayant rang de sous-officiers seront, en tant qu'ils seront jugés capables par le Gouvernement prussien, et s'ils en expriment le désir, admis avec leur grade, leur ancienneté et leur traitement dans le bataillon prussien qui tiendra garnison à Arolsen ; sinon ils seront pensionnés suivant le règlement sur les pensions indiqué dans le protocole final, ou employés dans les services administratifs de la Principauté d'après les prescriptions prussiennes sur la matière, qui seront également applicables à la Principauté de Waldeck, aux termes de la Constitution fédérale. Ces prescriptions s'appliqueront aussi aux sous-officiers qui passeront au service de la Prusse et qui quitteraient plus tard ce service.

Les simples soldats qui font actuellement leur service dans le contingent de Waldeck passent, jusqu'à l'expiration de leur temps de service, dans le bataillon prussien qui tiendra garnison à Arolsen (art. 3).

Art. 8. Son Altesse le Prince abandonne, à l'usage de la garnison, sous réserve de ses droits de propriété et contre une indemnité fixée suivant les règlements prussiens, tous les bâtiments destinés au logement des troupes et au service militaire, tels qu'ils se trouvent actuellement, ou doivent être installés aux termes de l'article 2. Les questions de détail sur ce point seront ultérieurement réglées.

Les pensions de retraite militaire payées jusqu'ici par le Prince, ainsi que celles qui devaient être servies à la suite de cette présente Convention, seront prélevées sur le budget fédéral. Les dépenses nécessitées

par l'entretien du contingent du Prince ainsi que les contributions à verser par la principauté de Waldeck dans la caisse militaire fédérale, seront, conformément aux stipulations du Traité conclu le 18 juillet de cette année pour le transfert à la Prusse de l'administration intérieure des Principautés de Waldeck et de Pymont, supportées par la Prusse à partir du 1^{er} janvier 1868.

Art. 9. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} octobre prochain, à la condition que le Traité du 18 juillet dernier aura été ratifié de part et d'autre, et est conclue pour une durée de dix années, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 1877. Dans le cas où cette Convention devrait être prolongée, une décision à cet égard devra intervenir au 1^{er} octobre 1876.

La Convention militaire conclue le 20 février 1862 cessera d'être applicable à partir du 1^{er} octobre prochain.

Toutefois, les stipulations qu'elle contient au sujet de l'éventualité d'une dissolution des liens contractés restent, en tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, applicables dans le cas où la présente Convention serait dénoncée après l'expiration de dix années.

Pour la période qui s'écoulera entre le 1^{er} octobre prochain jusqu'au 1^{er} janvier 1868, la Principauté de Waldeck payera, pour l'entretien du contingent avec son effectif ordinaire (372 hommes, y compris les officiers), sur la somme en bloc de 45 000 thalers, fixée par la Convention du 21 février 1862, une somme proportionnelle à ce laps de temps. Pour le complément d'hommes à fournir à l'effet de porter l'effectif au chiffre de 1 pour 100 de la population fixé par la Constitution, la Principauté de Waldeck payera une somme annuelle de 162 thalers par tête, mais aussi proportionnellement au temps écoulé depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} janvier.

Art. 10. La présente Convention sera soumise à l'approbation des Gouvernements respectifs, et l'échange des ratifications aura lieu aussitôt que possible.

Fait à Berlin, le 6 août 1867.

(L. S.) *Signé* : EBERHARD DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : LOUIS KLAPP.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature de la Convention militaire entre la Prusse et Waldeck-Pymont, les deux Plénipotentiaires se sont encore entendus sur les points suivants.

Art. 1. Les facilités transitoires introduites en ce qui concerne l'obligation du service militaire dans les provinces incorporées au territoire prussien en vertu des lois du 20 septembre et 24 décembre 1866, s'appliqueront également aux sujets de la Principauté de Waldeck. Le Commissaire prussien sur la demande du Commissaire de Waldeck déclara qu'il était bien entendu que les volontaires de Waldeck étaient autorisés à faire leur temps de service d'un an ou de trois ans, à leur choix, dans tous les corps de troupes prussiens; de même les sujets de Waldeck appelés au service, qui en vertu des dispositions en vigueur dans la Principauté jouissaient du bénéfice du service volontaire d'un an, ou en jouissent jusqu'au 1^{er} octobre courant, seront admis, sans autre condition, à satisfaire au service pendant un an.

Art. 2. Pour la constatation des connaissances requises des individus qui se présentent pour le service volontaire d'un an, les établissements d'instruction supérieure de Waldeck seront assimilés aux établissements prussiens correspondants lorsqu'ils prouvent que l'instruction y atteint le même degré qu'en Prusse.

Art. 3. La faculté accordée à S. A. Sérénissime le Prince de Waldeck de disposer des troupes fédérales en garnison dans la Principauté, pour le service intérieur, comprend également le droit de faire placer des postes d'honneur et de déterminer les honneurs qui devront être rendus aux membres de la famille princière.

Art. 4. Lorsque les sous-officiers du contingent de Waldeck passés actuellement au service prussien trouvent un emploi dans l'administration de l'État ou des communes, leur pension ne sera pas diminuée si cet emploi est révocable et que le traitement n'atteint pas le montant de la pension.

Art. 5. Le Prince de Waldeck se réserve de demander à la représentation du pays l'approbation de la présente Convention.

Aucune autre observation n'ayant plus été faite, le présent protocole annexé à la Convention et destiné à en expliquer les dispositions, a été approuvé et signé.

Fait à Berlin, le 6 août 1867.

(L. S.) *Signé* : EBERHARD DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : LOUIS KLAPP.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1868

II

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

PRUSSE — HESSE GRAND-DUCALE.

Convention militaire conclue à Berlin le 7 avril 1867.

S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et du Rhin et S. M. le Roi de Prusse ayant résolu de s'entendre au sujet de la réunion des troupes hessoises à l'armée prussienne ont, à cette fin, nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. A. R. le Grand-Duc de Hesse :

Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire le conseiller intime de légation Charles *Hofmann*, son aide de camp colonel Adolphe de *Grolmann*, et le lieutenant colonel d'artillerie de l'armée hessoise, Frédéric *Hartmann*;

S. M. le Roi de Prusse :

ARCH. DIPL. 1868 — I

Son conseiller intime de légation Bernard *Kœnig*, et le lieutenant-colonel et chef de division en activité au Ministère de la guerre Eberhard de *Hartmann*.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Toutes les troupes hessoises en temps de paix comme en temps de guerre entrent comme division entière dans l'effectif d'un des corps de l'armée royale prussienne et sont ainsi placées sous le commandement suprême de S. M. le Roi de Prusse.

Art. 2. A cette fin, la division grand-ducale hessoise subira pour la guerre et la paix une transformation conforme à l'organisation prussienne, laquelle sera achevée dans ses parties principales pour le 1^{er} octobre de l'année courante (v. annexe). Il sera introduit dans le Grand-Duché de Hesse l'organisation qui a été décidée pour l'armée prussienne par les articles 53, 55 et 56 du projet de Constitution pour la Confédération du Nord et qui sera déterminé par des lois fédérales ultérieures.

Art. 3. Néanmoins, afin de faciliter l'entrée du Grand-Duché dans la nouvelle constitution militaire, par exception et sans tenir compte de l'article 53 de la Constitution de la Confédération du Nord, concernant l'obligation du service militaire, il sera permis pour les cinq années suivantes aux jeunes gens appelés au service de se faire remplacer, sous le contrôle de l'État, par des sous-officiers et musiciens ayant accompli leurs années de service ou par des jeunes gens exempts du service militaire par leurs numéros de tirage.

Art. 4. Les sujets grand-ducaux ayant qualité pour servir une année comme volontaires, peuvent accomplir leur service militaire sous les mêmes conditions que tout Prussien, même dans l'armée royale; cette faculté est réciproque.

Art. 5. La Législation militaire prussienne, sauf en ce qui concerne le règlement sur le service religieux dans l'armée, sera introduite dans le Grand-Duché de Hesse au 1^{er} octobre de cette année, aussi bien les lois elles-mêmes que les règlements, instructions et rescrits destinés à leur exécution, à les expliquer ou à les compléter, notamment le Code pénal militaire du 3 avril 1845, le Code de procédure pénale militaire du même jour, l'ordonnance sur les tribunaux d'honneur du 20 juillet 1845, les décisions promulguées sur les levées, le temps à passer sous les drapeaux, la solde et l'entretien des troupes, le casernement, les indemnités à accorder pour les dégâts dans la campagne, la mobilisation, etc., de même que sur l'organisation, la division et l'instruction des troupes, ainsi que sur le recrutement du corps d'officiers et sur l'instruction militaire. Tous les droits de souveraineté dépassant, d'après le Code pénal militaire de Prusse, la

compétence des commandants de division, de même que le droit de confirmer les jugements ou de faire grâce à des sujets hessois, appartient en temps de paix à S. A. R. le Grand-Duc ou, suivant le cas, aux autorités militaires grand-ducales. La transformation de l'administration militaire grand-ducale, réglée par les conférences pendantes, sera, autant que possible, achevée le 1^{er} octobre de l'année courante ; pour le cas où quelques branches de l'administration seraient en retard à cette époque, le Grand-Duché de Hesse promet de hâter autant que possible l'exécution des mesures nécessaires. Les modifications et changements à prendre à l'avenir en ce qui touche les articles précédents, de même que les lois et ordonnances nouvelles sur cette matière, seront aussi applicables à la division grand-ducale.

Art. 6. S. M. le Roi de Prusse communiquera directement à S. A. R. le Grand-Duc toutes les dispositions prises ou à prendre à l'avenir, afin de les introduire dans le Grand-Duché. S. A. R. le Grand-Duc devra adresser, en même temps qu'à la division grand-ducale, à S. M. le Roi de Prusse, un exemplaire de toutes les décisions concernant l'organisation de la division hessoise. Afin d'assurer les rapports courants du service, il y aura une correspondance directe entre le Ministère de la guerre prussien, ainsi qu'entre le commandant général du corps d'armée mentionné dans l'article 1^{er} d'une part, et entre le Ministre de la guerre hessois ou entre le commandant de la division grand-ducale d'autre part.

Art. 7. Quoique S. M. le Roi, en sa qualité de chef militaire de la Confédération, ait le droit (article 59 de la Constitution fédérale) de dislocation sur toutes les parties de l'armée fédérale, de même que de déterminer, pendant la paix et la guerre, les forces effectives dans les différents contingents, pour maintenir la durée de rapports pacifiques, Sa Majesté renonce à faire usage de ce droit, en ce qui concerne la division grand-ducale, si elle n'y est forcée dans l'intérêt du service fédéral. En pareil cas, S. M. le Roi s'entendra à l'avance à ce sujet avec S. A. R. le Grand-Duc.

Art. 8. L'usage du territoire grand-ducal dans les environs de la forteresse de Mayence pour les exercices militaires est à la disposition de la garnison prussienne et éventuellement contre les mêmes indemnités qu'aux troupes de la division hessoise. Si des événements militaires exigeaient la présence d'une garnison plus forte que les casernes et les baraques de Mayence ne peuvent la contenir, ou bien s'il était nécessaire de rassembler autour de cette place une force considérable de troupes fédérales, ces troupes, après entente préalable avec le Gouvernement grand-ducal, seront cantonnées dans les localités hessoises avoisinant Mayence, de la même manière que cela aurait lieu pour des troupes grand-ducales. Pour l'exécution de mesures du genre

de celles dont il est question dans le présent article, les chefs de corps prussiens entreront en rapports avec le Commissaire grand-ducal à Mayence, et s'entendront avec lui sur les voies et moyens à prendre, afin d'atteindre le but proposé, en ayant égard, autant que possible, aux intérêts du pays et des habitants. Jusqu'à l'introduction complète des décisions spécifiées dans l'article 5, sur les exercices, le casernement, les indemnités à accorder pour les dégâts causés aux cultures, etc., on continuera à observer le mode de procéder usité pour la garnison de Mayence.

Art. 9. S. M. le Roi de Prusse inspectera au moins une fois par an la division grand-ducale, personnellement ou par des inspecteurs désignés à cet effet, dont les noms seront préalablement communiqués à S. A. le Grand-Duc, aussi bien dans les garnisons que dans les manœuvres auxquelles les troupes grand-ducales prendront part, quand elles y seront commandées, même hors du territoire grand-ducal. S. M. le Roi rendra compte à S. A. R. le Grand-Duc des défauts et manquements personnels ou généraux remarqués pendant ces inspections. S. A. R. le Grand-Duc s'oblige, de son côté, à faire disparaître ces défauts et à rendre compte au Roi des mesures prises à cet effet.

Art. 10. Afin d'obtenir l'uniformité dans l'instruction du corps d'officiers, les officiers et aspirants officiers de la division grand-ducale suivront les cours des établissements d'instruction destinés à l'armée prussienne, tels que : les établissements de haute instruction militaire, les écoles militaires, les Commissions d'examen, les instituts de science militaire et techniques, comme encore le bataillon école, l'école d'équitation militaire, l'école de tir, l'école centrale de gymnastique, le grand état-major, etc. Afin d'obtenir cette uniformité dans l'instruction et le service des troupes, les officiers hessois, après entente des deux gouvernements, peuvent entrer pour un ou pour deux ans dans l'armée prussienne, de même que des officiers prussiens peuvent être commandés, pour le bien du service, dans la division hessoise, pour le même espace de temps.

Art. 11. La nomination du commandant en chef de la division grand-ducale aura lieu par le Grand-Duc ; mais Son Altesse Royale voudra bien faire dépendre cette nomination de l'entente préalable avec S. M. le Roi de Prusse. Suivant l'article 60 du projet de Constitution fédérale, il a été réservé à S. M. le Roi de Prusse le droit de nommer, parmi les officiers supérieurs hessois, celui qui aura le commandement en chef du contingent hessois faisant partie de la Confédération du Nord de l'Allemagne. Pour assurer une base au choix de ces nominations, il sera fait, à partir de maintenant, des rapports annuels sur les aptitudes et la personne des officiers hessois, en commençant par les officiers supérieurs. Ces rapports, rédigés par le commandant

de la division hessoise d'après le modèle prussien, seront envoyés au Roi de Prusse. Dans le cas où il serait désirable que des officiers de la division hessoise entrassent dans l'armée royale prussienne ou *vice versa*, il y aura toujours lieu de s'entendre à l'avance pour chaque cas particulier.

Art. 12. La division hessoise sera placée sous le commandement supérieur de S. M. le Roi de Prusse, et l'exercice des droits lui appartenant commencera à partir du 1^{er} octobre de cette année. A la même époque, le devoir d'obéissance des troupes hessoises envers S. M. le Roi de Prusse, sous le commandement duquel elles sont placées, sera formulé d'une manière appropriée à la circonstance, dans le serment du drapeau.

Art. 13. L'augmentation des troupes hessoises, par l'appel des permissionnaires sous les drapeaux, lorsqu'elle est commandée par des raisons militaires ou politiques la mise sur pied de guerre, et enfin la mobilisation, dépendent des décisions de S. M. le Roi de Prusse, et dans ce cas, ses ordres devront toujours être exécutés dans toute leur étendue. Les frais occasionnés par cette mesure, dans le cas où ils ne seraient pas à la charge de la Hesse supérieure et par conséquent à la charge de la Confédération du Nord, doivent être supportés par le Gouvernement grand-ducal.

Art. 14. Les dépenses supportées pour l'entretien des troupes grand-ducales sont du ressort de l'administration indépendante du Gouvernement grand-ducal; cependant ce même Gouvernement est obligé de verser dans la caisse de la Confédération du Nord, comme contribution pour les frais généraux (administration centrale, places fortes, entretien des établissements mentionnés dans l'article 10), une somme totale égale à la part de 225 thalers multipliés par le nombre d'hommes, formant l'effectif de paix.

Les articles de cette dépense seront calculés sur les bases du budget militaire prussien. Sur les économies faites sur le budget de la division grand-ducale hessoise, sera versée dans la caisse fédérale une somme répondant à 1 0/0 de la population en 1867 de la Hesse supérieure. Le Gouvernement grand-ducal participera aussi, dans la même mesure, aux dépenses qui seront mises à la charge des États alliés, pour des besoins militaires extraordinaires, pour la mise sur pied de guerre, pour des constructions et autres dépenses. Les armes, munitions, préparatifs reconnus nécessaires aux troupes grand-ducales, seront livrés par le Gouvernement prussien, sur le désir de la Hesse, contre une indemnité débattue entre les deux Gouvernements. Les obligations contractées de part et d'autre, dans les articles ci-dessus, commenceront à la date du 1^{er} octobre de cette année.

Art. 15. La présente convention conclue par le Gouvernement grand-

ducal, sous la réserve expresse que la représentation du pays lui donnera son assentiment, devra être ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de 15 jours. En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé et scellé la présente Convention en deux exemplaires.

Berlin, le 7 avril 1867.

(L. S.) *Signé* : HOFMANN.

(L. S.) *Signé* : KÖNIG.

(L. S.) *Signé* : DE GROLMANN.

(L. S.) *Signé* : DE HARTMANN.

(L. S.) *Signé* : HARTMANN.

ANNEXE.

Mise sur le pied de guerre de la division grand-ducale :

1 état-major divisionnaire, 2 commandants de brigade d'infanterie, 1 général de brigade de cavalerie, 4 régiments d'infanterie à 2 bataillons, 2 bataillons de chasseurs, 2 régiments de cavalerie à 5 escadrons, 1 section d'artillerie formée d'une batterie à cheval de 4 pièces de 4 attelées, de 2 batteries à pied de 4 pièces de 6 attelées, de 3 batteries à pied de 4 pièces de 4 attelées, 1 compagnie de pionniers, 1 section du train.

Mise sur pied de guerre. — 1) Troupes de campagne : états-majors comme ci-dessus, infanterie et chasseurs comme ci-dessus. Cavalerie, 2 régiments à 4 escadrons; l'artillerie, les batteries à 6 pièces avec 3 colonnes, de munitions, d'équipage de pont, 1 intendance, 1 boulangerie de campagne, 1 colonne d'approvisionnement, 2 ambulances de campagne, 1 poste de campagne, 1 dépôt de remonte. — 2) Troupes de dépôt : 1 régiment de dépôt à 4 bataillons, 2 compagnies de dépôt de chasseurs, 2 escadrons de dépôt, 2 batteries, 1 section de pionniers et 1 section de dépôt du train des équipages. Toutes ces troupes de campagne ou de guerre seront formées d'après l'effectif réglementaire p russe.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

ÉTATS-UNIS.

Message du Président au Congrès.

Washington, le 2 décembre 1867.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Représentants,

La continuation de la désorganisation de l'Union, sur laquelle le Président a si souvent appelé l'attention du Congrès, est encore une cause de profond chagrin pour notre patriotisme. Nous pouvons toutefois trouver quelque consolation dans la pensée que cette pénible situation politique, bien que nous ne la connaissions pas encore, n'est pas nouvelle dans l'expérience des nations. La science politique, aussi parfaite à notre époque et dans notre pays que partout ailleurs, n'a peut-être pas encore révélé les moyens de prévenir d'une manière absolue les guerres civiles.

Une nation éclairée, jouissant d'une Constitution sage, bienfaisant et libre, peut diminuer leur fréquence et adoucir les maux qui en résultent, en conformant tous ses actes à la loi fondamentale. Lorsque la guerre civile est terminée, le premier intérêt et le premier devoir d'un État sont manifestement de réparer les maux de la guerre et de recueillir le plus tôt possible l'avantage des leçons qu'elle apporte.

Ce devoir a été promptement accepté à la fin de la guerre, non-seulement par le pouvoir exécutif, mais par les États insurgés eux-mêmes, et l'on a cru, au premier moment, qu'il était aussi facile et certain

qu'indispensable d'amener une restauration. Cette attente, à laquelle on s'abandonnait alors avec tant de raison et de confiance, a été déçue par l'effet d'une législation à laquelle j'ai été forcé de refuser mon assentiment, en vertu de mes obligations envers la Constitution.

C'est donc avec un profond regret qu'en m'acquittant de la mission imposée au Président de donner périodiquement au Congrès des informations sur l'état de l'armée, je ne puisse annoncer au peuple américain aucune solution définie et satisfaisante des questions qui, depuis la fin de la rébellion, ont agité l'esprit public.

Au contraire, la sincérité me force de vous déclarer qu'en ce moment il n'existe pas d'union, telle que la comprenaient nos pères, et comme ils voulaient que nous la comprissions. L'union qu'ils ont établie ne peut exister que là où tous les États sont représentés dans les deux Chambres du Congrès ; là où un État est aussi libre que l'autre de régler ses affaires intérieures, conformément à sa volonté propre, et où les lois du gouvernement central, strictement limitées aux affaires de juridiction nationale, s'appliquent avec une égale force à tous les peuples de chaque section.

Que tel ne soit pas l'état de l'Union, c'est un fait triste à constater, et nous devons reconnaître que le rétablissement des États dans les relations légales qui leur sont propres avec le gouvernement fédéral et avec tous les autres, suivant l'esprit de notre Constitution primitive, serait le plus grand bienfait terrestre que Dieu, dans sa bienveillante providence, pût accorder à la nation.

Il devient de votre impérieux devoir d'examiner si, oui ou non, il est impossible d'atteindre ce but désiré. L'Union et la Constitution sont inséparables. Aussi longtemps que l'une est obéie dans toutes ses parties, l'autre est préservée, et si l'une est détruite, les deux doivent périr ensemble. La destruction de la Constitution sera suivie par d'autres et de plus grandes calamités encore.

Il avait été décidé non-seulement de former une union plus parfaite entre les États, mais de fonder la justice, d'assurer la tranquillité intérieure, de favoriser la défense commune, et de nous garantir à nous-mêmes les bienfaits de la liberté et de la prospérité.

Il n'y a que la soumission à nos devoirs dans toutes les parties du pays qui puisse atteindre ce grand but. Sans cette obéissance nous ne pouvons nous attendre qu'à des atteintes continuelles à nos droits individuels, à d'incessantes ruptures de la paix publique, à la faiblesse nationale, à des déshonneurs financiers, à la perte totale de notre prospérité, à la corruption générale de la moralité et à l'extinction finale de la liberté populaire.

Pour arracher notre pays à des maux aussi terribles nous devons renouveler sans cesse nos efforts. A moi, les moyens de restauration

me paraissent parfaitement clairs et simples. Ils ne résident que dans l'application fidèle de la Constitution et des lois.

L'exécution des lois est maintenant empêchée ou contrariée par la force matérielle. Il n'y a pas de nécessité militaire ou autre, réelle ou prétendue, qui puisse empêcher l'obéissance à la Constitution, soit dans le Nord, soit dans le Sud. Tous les droits et toutes les obligations des États et des individus peuvent être défendus et protégés par des moyens parfaitement compatibles avec la loi fondamentale.

Les tribunaux peuvent être ouverts partout ; du moment où ils sont ouverts, leur action doit être libre et les crimes contre les États-Unis peuvent être empêchés ou punis par les autorités judiciaires légitimes, d'une façon tout à fait praticable et légale. Il n'y a donc pas de raison pour laquelle la Constitution doive être foulée aux pieds et violée par la seule volonté de ce gouvernement ou par une ou plusieurs de ses branches.

Peut-il exister quelque obstacle à l'union parfaite de tous les États sur cette importante question et sur quelques-unes des mesures qui en sont la conséquence?

J'ai eu le malheur de ne pas être d'accord avec le Congrès, et j'ai exprimé sans réserve ma conviction, tout en ayant pour le pouvoir législatif la déférence qui lui est due. Cette conviction est non-seulement restée intacte, mais elle s'est fortifiée par les événements survenus depuis et par des réflexions ultérieures.

L'importance suprême du sujet sera une cause suffisante pour que j'appelle votre attention sur quelques-uns des motifs qui ont si fortement impressionné votre propre jugement.

J'espère que nous pourrons tous finalement nous entendre sur un mode d'arrangement compatible en même temps avec nos vrais intérêts et avec les devoirs que nous impose notre serment à la Constitution, devoirs qui sont trop naturels et trop justes pour que nous les méconnaissions.

Situation des États rebelles.

Il est clair pour moi que les États qui sont trouvés en rébellion sont toujours des membres de l'Union nationale. Quand ont-ils cessé de l'être? Les dispositions relatives à la sécession qui ont été adoptées par une partie — dans une fraction de ces États par une très-petite partie — de leurs concitoyens, n'étaient que de pures nullités. Si nous admettons maintenant qu'elles étaient valides et efficaces au point de vue du but qu'en attendaient leurs auteurs, nous ouvrons sous nos pieds le terrain sur lequel nous nous sommes appuyés pour justifier la guerre.

Est-ce que plus tard ces États ont été expulsés de l'Union par la

guerre ? Le Gouvernement actuel a déclaré qu'il voulait exactement le contraire ; et c'est ainsi que l'ont compris tous ceux qui ont prodigué leur sang et leurs trésors au profit de la guerre. Il est impossible qu'une lutte victorieuse, entreprise pour la préservation de l'Union, ait pour effet légal de rompre cette union. La victoire des armes de la nation n'est pas la honte de sa politique ; la défaite de la sécession sur le champ de bataille ne peut consacrer le triomphe de son principe illégal, et le Congrès, avec ou sans l'assentiment du pouvoir exécutif, n'a pu rien faire qui eût pour effet direct ou indirect de séparer les États les uns des autres.

Rompre l'Union, c'est vicier la Constitution qui l'établit, et ce pouvoir n'appartient à aucune branche de ce Gouvernement ou à toutes ensemble. C'est là une vérité si évidente qu'elle a été reconnue par toutes les branches du Gouvernement intérieur. Le pouvoir exécutif (le précédent aussi bien que celui-ci) et les chefs de tous les départements ont uniformément agi d'après le principe que l'Union est non-seulement restée intacte, mais qu'elle est indissoluble.

Le Congrès a soumis un amendement à la Constitution, à la ratification des États du Sud, et il a accepté leur acte de ratification comme un exercice nécessaire et légal de leurs hautes fonctions. Si ce n'étaient pas des États ou si c'étaient des États hors de l'Union, leur consentement à un changement à la loi fondamentale de l'Union aurait été futile, et le Congrès, en le demandant, aurait commis une absurdité politique. Le pouvoir judiciaire a donné la solennelle sanction de son autorité à la même opinion à cet égard. Les juges de la cour suprême ont compris les États du Sud dans leur juridiction, et ils siègent constamment pour juger des affaires qui ne seraient pas de leur appréciation, si ces États n'étaient pas des États de l'Union.

Si les États du Sud sont des parties constitutives de l'Union, la Constitution est leur loi suprême comme elle est celle de tous les autres États. Ils sont tenus de lui obéir, tout comme nous-mêmes. Le droit du Gouvernement fédéral, qui est clair et indiscutable, de faire respecter la Constitution chez eux, implique l'obligation corrélative de notre part d'en observer les restrictions et d'en exécuter les garanties.

Sans la Constitution, nous ne sommes rien : par la Constitution, nous sommes ce qu'elle nous fait. Nous pouvons mettre en doute la sagesse de la loi ; nous pouvons ne pas approuver ses dispositions, mais nous ne pouvons la violer par le seul motif qu'elle semble resserrer nos pouvoirs dans des limites plus étroites que nous pourrions le désirer. Ce n'est pas une question d'individus, de classe ou d'intérêt social, encore moins de prédominance de parti, mais une

question de devoir, d'un devoir élevé, sacré, que nous avons juré tous d'accomplir.

Si nous ne pouvons défendre la Constitution avec le concours empressé de tous ceux qui l'aiment et qui croient en elle, nous devons au moins lui assurer la fidélité des serviteurs de l'État qui agissent en vertu d'obligations solennelles et de devoirs qu'ils ne peuvent méconnaître.

Il y a une autre considération qui, bien que de moindre importance, a cependant une grande valeur.

Le 22 juillet 1861, le Congrès a déclaré par un vote presque unanime des deux Chambres que la guerre devait être faite dans le seul but de préserver l'Union et de maintenir la suprématie de la Constitution fédérale et des lois, sans porter atteinte à la dignité, à la qualité et aux droits des États et des individus, et que lorsque ce but serait atteint, la guerre devait finir.

Je ne dis pas que cette déclaration soit personnellement obligatoire pour ceux qui ont concouru à la faire, pas plus que les membres individuels du Sénat ne sont personnellement tenus de payer une dette publique créée par une loi qu'ils ont votée. Mais c'était un gage solennel, public, officiel, d'honneur national, et je ne puis imaginer par quels motifs on pourrait en justifier la répudiation.

On dit que nous ne sommes pas obligés de tenir parole aux rebelles ; mais souvenons-nous que l'engagement n'a pas été pris envers les rebelles seulement. Des milliers d'hommes restés fidèles dans le Sud ont été amenés sous vos drapeaux par l'effet de cet engagement, et des centaines de milliers d'hommes ont donné leur vie dans le Nord avec la pensée que l'engagement serait exécuté.

L'engagement a été pris le lendemain du jour où la grande bataille a été livrée et perdue. Tous les patriotes et les hommes intelligents ont vu alors la nécessité de donner une telle assurance avec la conviction que sans cet engagement la guerre aboutirait au désastre de notre cause.

Nous avons donné cette assurance dans l'extrême péril ; la violation de l'engagement au jour de votre puissance serait donc une grave atteinte à cette bonne foi qui est le fondement de la moralité du monde. Notre pays cesserait d'avoir aucune prétention à la confiance des hommes ; il aurait fait de la guerre, non-seulement une faute, mais une fraude.

Les lois de reconstruction.

Étant sincèrement convaincu que ces opinions sont fondées, je manquerais à mon devoir si je ne recommandais pas le retrait des actes du Congrès qui placent dix des États sous la domination de

pouvoirs militaires. Si la calme réflexion peut convaincre une majorité d'entre vous que les actes dont je viens de parler ne constituent pas seulement une violation de la foi nationale, mais sont directement contraires à la Constitution, je ne me permets pas de douter que vous les rejetterez immédiatement du Code des lois.

Pour prouver le caractère inconstitutionnel de ces actes, je n'ai besoin que de vous en rappeler les dispositions générales. On doit reconnaître tout d'abord qu'ils ne sont pas autorisés. Le pouvoir de dicter les modifications qui doivent être apportées dans les Constitutions des divers États ; de dominer les élections des législateurs et des grands fonctionnaires de l'État, des membres du Congrès et des électeurs du Président et du vice-président, en déclarant arbitrairement qui votera et qui ne votera pas ; de dissoudre les législatures d'État ou de les empêcher de se réunir ; de révoquer des juges ou d'autres fonctionnaires civils d'un État, et d'en nommer d'autres sans respect pour les lois établies ; d'organiser et de constituer tout le mécanisme politique des États ; de régulariser toute l'administration de leurs affaires intérieures et locales, selon le bon plaisir d'agents étrangers et irresponsables envoyés sur les lieux dans ce but, ces pouvoirs-là ne sont accordés ni au Gouvernement fédéral, ni à personne vivant sous ses lois.

Puisque ces pouvoirs ne nous sont pas conférés, nous violons notre devoir en les assumant, aussi évidemment que nous le ferions en agissant vis-à-vis d'une défense formelle, car la Constitution nous défend de faire ce qui n'est pas affirmativement autorisé, soit par des actes exprès, soit par une conséquence claire.

Si l'autorité dont nous voulons faire usage ne nous vient pas de la Constitution, nous ne pouvons l'exercer que par une usurpation de pouvoirs, usurpation qui constitue le plus dangereux des crimes politiques. C'est en commettant ce crime que les ennemis des gouvernements libres, à toutes les époques, ont réalisé leurs desseins contre la liberté publique et les droits privés. Elle mène directement à l'établissement du régime absolu, car le pouvoir de nos délégués est toujours illimité et non restreint.

Des actes du Congrès dont il est ici question sont non-seulement irréguliers à cause de l'usurpation de pouvoirs non conférés, mais plusieurs de leurs dispositions sont en contradiction avec les prohibitions directes de la Constitution.

La Constitution ordonne qu'une forme républicaine de gouvernement soit garantie à tous les États ; qu'aucune personne ne soit privée de la vie, de la liberté ou de ses biens sans l'action légitime de la loi, ni arrêtée sans mandat judiciaire, ni puni sans procès légal devant un jury impartial, et que le privilège de l'*habeas corpus* ne soit pas

refusé en temps de paix; cependant le système de mesures établies par ces actes de Congrès renverse tout à fait et détruit la forme aussi bien que la substance du gouvernement républicain dans dix États auxquels il s'applique. Il les lie pieds et mains dans un esclavage absolu et les assujettit à un pouvoir étranger et hostile, plus illimité et plus propre à favoriser les abus que tout autre actuellement existant parmi les hommes civilisés. Il foule aux pieds tous les droits qui composent l'essence de la liberté et qu'un gouvernement libre est toujours très-soigneux de protéger. Il dénie l'*habeas corpus* et le jugement par le jury; la liberté personnelle, la propriété et la vie, si elles sont assaillies par la passion, par les rancunes ou la rapacité d'un gouvernant, n'ont plus aucune espèce de sécurité. Il a l'effet d'un bill de pénalité, non pas seulement à l'égard de quelques individus, mais à l'égard des masses, comprenant les millions qui habitent les pays soumis, et même leurs enfants non encore nés.

Ces actes étant strictement défendus, ne peuvent être constitutionnellement imposés à aucune partie de notre peuple, quelle que soit la façon dont elle est entrée dans notre juridiction, et qu'elle vive dans des États, dans des territoires ou dans des districts.

Je n'ai pas le désir d'arracher aux justes conséquences de leurs grands crimes ceux qui se sont associés à la rébellion contre le Gouvernement, mais comme moyen de châtiment les mesures dont il est ici question sont les plus déraisonnables qui puissent être inventées. Plusieurs de ces peuples sont parfaitement innocents; plusieurs ont gardé intacte jusqu'au bout leur fidélité à l'Union; plusieurs sont incapables de toute offense légale, et même un grand nombre des personnes capables de porter les armes ont été forcées de prendre part à la rébellion, malgré leur volonté, et parmi ceux qui sont coupables de leur gré, les degrés de culpabilité sont aussi divers que les nuances de leur caractère et de leur tempérament.

Les actes du Congrès les confondent tous ensemble dans un sort commun. La vengeance aveugle contre toutes les classes, sectes et partis, appartient aux temps barbares du monde; mais la civilisation et le christianisme ont fait des progrès tels que l'application d'un châtiment aussi cruel et injuste soulèverait des protestations de la part de tous les hommes impartiaux et bien pensants.

La justice répressive de notre époque et surtout de ce pays ne consiste pas à dépouiller des États entiers de leurs libertés et à réduire tout un peuple sans distinction à l'état d'esclavage. Elle frappe séparément chaque individu; elle agit dans les limites des formes légales et maintient sa propre pureté par l'examen impartial de toute cause devant un tribunal judiciaire compétent.

Si cette organisation ne satisfait pas à tous nos désirs en ce qui

concerne les rebelles du Sud, consolons-nous par la réflexion qu'une Constitution libre, qui a triomphé dans la guerre et qui est restée debout dans la paix, vaut beaucoup plus pour nous et nos enfants que la satisfaction donnée à un sentiment quelconque.

Je sais qu'on dit que ce système de Gouvernement pour les États du Sud ne doit pas être perpétuel. Il est vrai que ce Gouvernement militaire ne doit être que provisoire, mais ce mal temporaire doit rendre perpétuel un mal plus grand.

Si la garantie de la Constitution peut être rompue provisoirement dans le but de servir une cause temporaire, et dans une partie seulement du pays, nous pouvons la détruire partout et pour toujours.

Les mesures arbitraires changent souvent, mais elles changent généralement pour faire pis. La plaie du despotisme, c'est de ne pas avoir de point d'arrêt. L'exercice intermittent de son pouvoir ne procure aucun sentiment de sécurité à ses sujets, car ils ne savent jamais ce qu'ils auront à endurer de plus lorsque la main droite du despotisme, qui est rouge, sera armée de nouveau pour les persécuter.

Il n'est pas possible de savoir d'avance où le pouvoir qui n'est pas limité cherchera ses prochaines victimes. Des États qui sont encore des États peuvent être réduits à l'état d'esclaves à tout moment, car lorsque la Constitution ne protège pas tout le monde, elle ne protège personne.

Suffrage des nègres.

C'est manifestement le but de ces lois de conférer aux nègres le privilège du vote et de faire électeurs un nombre tel seulement de citoyens blancs que les premiers aient une majorité claire dans toutes les élections dans les États du Sud. Cette organisation, dans l'esprit de quelques personnes, est si importante qu'une violation de la Constitution est justifiée par cette importance même. C'est toujours une moralité mauvaise que celle qui excuse une faute, parce que cette faute a pour but d'accomplir un acte désirable. Il ne nous est pas permis de faire du mal pour qu'il en sorte du bien; mais dans le cas actuel le but lui-même est mauvais aussi bien que le moyen.

La soumission des États à la domination nègre serait pire que le despotisme militaire sous lequel les nègres vivent maintenant. On croyait que le peuple endurerait toute somme d'oppression militaire pendant un temps quelconque, plutôt que de se dégrader par une soumission à la race nègre. C'est pour cela qu'on a laissé son choix.

Le suffrage des nègres a été établi par un acte du Congrès, et les fonctionnaires militaires ont reçu l'ordre de surveiller le mode employé pour doter la race nègre des privilèges politiques enlevés aux hommes blancs. Les noirs dans le Sud ont le droit d'être gouvernés

humainement et d'avoir la protection de lois justes pour tous leurs droits personnels et de propriété. S'il était possible à l'époque actuelle de leur donner un gouvernement exclusivement pour eux, sous lequel ils puissent administrer leurs affaires à leur façon, ce serait une grave question à résoudre si nous devons leur donner ce gouvernement ou si l'humanité n'exigeait pas que nous les sauvions eux-mêmes.

Mais dans les circonstances actuelles, c'est là un point de vue ment spéculatif.

On ne se propose pas seulement de les laisser se gouverner eux-mêmes, mais de les laisser dominer la race blanche; de les laisser faire et administrer les lois de l'État, de les laisser élire le président et les membres du Congrès, et de les laisser tailler dans une mesure plus ou moins grande la destinée future de tout le pays.

Est-ce qu'une telle mission et un tel pouvoir seraient sûrs dans de telles mains?

Les qualités particulières qui devraient caractériser tout peuple propre à décider de l'administration des affaires publiques pour un grand peuple, ont rarement été réunies. C'est la gloire des hommes blancs de savoir qu'ils ont eu des qualités suffisantes pour fonder sur ce continent une très-vaste organisation politique et préserver sa stabilité pendant plus de quatre-vingt-dix ans, alors que dans toute autre partie du monde toute expérience semblable eût échoué; mais s'il est possible de rien prouver par des faits connus, si l'on n'abandonne pas le droit de raisonner d'après l'expérience, on doit reconnaître que dans le progrès des nations, les nègres ont montré moins de capacité que toute autre race. Aucun gouvernement indépendant, de quelque forme que ce soit, n'a jamais réussi dans ses mains. Au contraire, partout où on l'a laissé agir d'après elle-même, elle a montré qu'elle avait une constante tendance à retomber dans l'état barbare.

Le Congrès a toutefois conféré aux nègres, dans les États du Sud, le privilège de vote secret. Tout récemment délivrés de l'esclavage, on peut douter que, comme classe, ils en sachent plus que leurs ancêtres pour organiser et régulariser la société civile. En effet, il est admis que les noirs du Sud ne sont pas seulement indifférents au droit de propriété, mais qu'ils sont si absolument ignorants dans les affaires publiques, que leur suffrage ne peut rien signifier de plus que l'acte de porter un vote à la place où on les envoie pour le déposer.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que l'exercice de la franchise électorale est le mandat le plus élevé confié au citoyen américain, et que lorsque l'exercice de ce mandat est éclairé par les lumières de

l'honneur, de l'intelligence, du patriotisme et d'une appréciation convenable de nos institutions libres, il constitue la vraie base d'une forme de gouvernement démocratique où le pouvoir souverain est aux mains du peuple.

Lorsqu'un mandat est créé artificiellement, non dans l'intérêt de ce mandat lui-même, mais seulement dans le but de favoriser la prospérité générale, son influence pour le bien dépend nécessairement du caractère élevé et de la véritable allégeance de l'électeur. Ce mandat ne devrait donc être confié qu'à ceux qui sont moralement et mentalement propres à le bien exercer, car s'il est conféré à des personnes qui ne l'apprécient pas à sa juste valeur et qui sont indifférentes, quant à son résultat, le mandat n'agira que comme instrument pour placer le pouvoir entre les mains de gens ambitieux et sans principes, et amènera la destruction complète de la liberté dont il devrait être le plus puissant conservateur.

J'ai donc appelé votre attention sur le grand danger qu'on peut attendre de l'extension prématurée du droit de vote à une classe nouvelle quelconque dans notre pays, surtout lorsqu'on ne peut espérer qu'une grande majorité d'hommes de cette classe, en disposant du pouvoir ainsi placé dans ses mains, l'exercera convenablement et comprendra les devoirs et les responsabilités qui s'attachent au mandat électoral.

Hier, pour ainsi dire, quatre millions de personnes étaient tenues dans des conditions d'esclavage qui avaient existé pendant des générations. Aujourd'hui, ce sont des hommes libres, et la loi les considère comme des citoyens. On ne peut présumer, d'après leur condition précédente de servitude, que, comme classe, ils soient aussi instruits de la nature de notre Gouvernement que les étrangers intelligents qui viennent établir chez nous leur nouvelle patrie. En ce qui concerne ces derniers, une résidence de cinq années, la connaissance de vos institutions, l'attachement aux principes de notre Constitution ne sont pas les seules conditions auxquelles ils acquièrent la qualité de citoyens. Ils doivent prouver en outre que leur moralité est bonne et donne ainsi une présomption raisonnable qu'ils seront fidèles aux obligations qu'ils contractent comme citoyens d'une république où le peuple, source de tout pouvoir politique, fait connaître sa volonté par la voie du suffrage.

Le pays doit se mettre soigneusement en garde contre ceux dont les principes sont corrompus, et contre les ennemis des institutions libres. Entre les mains de patriotes et d'hommes dignes, notre Gouvernement sera préservé avec les principes constitutionnels hérités de nos pères. En admettant au suffrage une nouvelle classe de votants non aptes à l'exercice de la franchise électorale, nous affaiblissons

notre système de gouvernement, au lieu d'ajouter à sa force et à sa durée.

Mon attachement au régime du suffrage universel, qui distingue cette politique comme nation, n'est inférieur à celui de personne, mais il y a une limite, bien observée jusqu'à présent, qui fait du suffrage secret un privilège et un mandat de confiance, et qui exige de certaines classes un temps moral d'épreuve et de préparation.

Confier ce mandat indistinctement à une nouvelle classe qui n'a été nullement préparée, ni par ses précédentes habitudes, ni par les occasions qui lui en auraient été offertes de l'exercer, c'est le dégrader et finalement détruire son pouvoir ; car on peut sûrement soutenir qu'aucune vérité politique n'est plus incontestable que celle-ci : qu'une telle extension du suffrage populaire doit aboutir en fin de compte à son renversement et à sa destruction.

Je répète que je suis disposé à m'associer à tout plan qui reste dans l'action de notre autorité constitutionnelle, du moment où il promet d'améliorer la condition des nègres dans le Sud, en les encourageant au travail, en éclairant leur intelligence, en améliorant leur moralité, et en accordant de la protection à tous leurs justes droits comme hommes libres ; mais le transfert en leurs mains de notre héritage politique serait, dans mon opinion, l'abandon d'un devoir que nous devons remplir, tout autant pour la mémoire de nos pères que pour les droits de nos enfants.

Le plan de confier les États du Sud entièrement et le gouvernement général partiellement aux mains des nègres est proposé dans un moment particulièrement peu propice. Les fondements de la société ont été détruits par la guerre civile. L'industrie doit être réorganisée, la justice rétablie, le crédit public maintenu et l'ordre mis à la place de la confusion. Pour accomplir cette tâche : il faudrait toute la sagesse et le talent des grands hommes qui ont fondé nos institutions à l'origine.

Je crois fermement que leurs descendants seront à la hauteur de la tâche ardue qui leur est imposée, mais c'est plus que de la démenche d'espérer que les nègres s'acquitteront de cette tâche pour nous. Nous ne devons certainement pas demander leur assistance avant de désespérer de notre propre compétence. De graves différences existent entre les deux races au point de vue physique, intellectuel et moral, ce qui rend impossible leur amalgamation ou leur fusion dans une seule masse homogène. Si la race inférieure obtient l'ascendant, elle ne gouvernera qu'en consultant ses propres intérêts, car elle ne reconnaîtra aucun intérêt commun, et créera une tyrannie telle que notre sentiment n'en a jamais connue.

Les nègres sont déjà influencés par des promesses de confiscation

et de pillage. On leur apprend à considérer comme ennemis tous les hommes blancs qui ont quelque respect pour les droits de leur propre race. Si cela continue, ces sentiments ne peuvent aller qu'en s'empirant jusqu'à ce que tout l'ordre établi soit renversé, que toute industrie cesse et que les fertiles campagnes du Sud soient converties en des lieux incultes.

Parmi tous les dangers contre lesquels notre nation a eu à lutter jusqu'à présent, il n'y en a pas d'aussi grands que ceux qui résulteraient du succès de l'effort fait maintenant d'africaniser la moitié de notre pays.

Dépenses pour la reconstitution du Congrès.

Je ne voudrais pas faire valoir des considérations d'argent sur la même ligne que celles relatives à la justice et au droit, mais je dirai que les dépenses affectées à la « reconstruction », telle que l'a adoptée le Congrès, aggravent ce que je considère comme étant intrinsèquement en lui-même une faute.

La reconstruction a déjà coûté d'innombrables millions, et si on persiste dans ce système, il faudra ajouter considérablement au poids des impôts, déjà trop lourd pour être supporté sans juste plainte, et on pourra finalement voir le trésor de la nation aboutir à la banqueroute.

Nous ne devons pas nous faire illusion. Il faudra une forte armée permanente et probablement plus de deux cents millions de dollars par an pour maintenir la suprématie des gouvernements nègres après qu'ils auront été établis. Des sommes sacrifiées ainsi formeraient un fonds d'amortissement assez considérable pour payer toute la dette nationale en moins de quinze ans.

Il est futile de croire que les nègres maintiendront leur ascendance eux-mêmes. Sans pouvoir militaire, ils sont tout à fait incapables de maintenir dans la soumission la population blanche du Sud. Je laisse au jugement du Congrès le soin de juger si le crédit public ne peut pas être affecté désavantageusement par un système de mesures semblables.

En présence de notre dette et des vastes intérêts qui en souffrent, nous ne pouvons pas être trop prudents pour l'emploi de l'argent, dans la crainte d'ébranler la confiance du monde dans notre Gouvernement.

Cette confiance ne peut être maintenue qu'en inculquant soigneusement des principes de justice et d'honneur dans l'esprit public, et en exécutant avec la plus scrupuleuse fidélité nos engagements de toute espèce. Toute atteinte portée à nos lois organiques et mainte-

nue pendant un temps considérable ne peut que faire naître des craintes au sujet de la stabilité de nos institutions.

La violation habituelle des usages prescrits et que nous nous sommes engagés à suivre, ne peut que démoraliser la population.

Si nous répudions la Constitution, on n'attendra pas de nous que nous nous préoccupions beaucoup de nos obligations pécuniaires. Des violations d'un engagement tel que celui que nous avons pris le 22 juillet 1861, diminueront assurément la valeur de nos autres promesses. En outre, si nous reconnaissons maintenant que la dette nationale a été créée non pas pour retenir des États dans l'Union, comme les contribuables ont été induits à le penser, mais pour les en expulser et les livrer à un gouvernement de nègres, notre devoir moral de la payer pourra sembler beaucoup moins *clair*.

Je dis que cela peut sembler ainsi, car je n'admets pas qu'on puisse présenter comme fondé aucun argument quelconque en faveur d'une répudiation, mais on peut bien craindre l'influence de certains arguments sur quelques classes d'intelligences.

L'honneur financier d'une grande nation commerciale, qui a des dettes considérables et une forme républicaine de gouvernement administré par des agents élus par le suffrage populaire, est un élément si délicat et sa destruction aurait pour conséquence des calamités si indéfinies, que tout véritable patriote doit désirer éviter tout ce qui pourrait exposer au moindre danger.

Les grands intérêts du pays exigent un remède immédiat à cet état de choses. Les affaires sont paralysées dans le Sud par un sentiment d'inquiétude générale, par la terreur de la confiscation et par la crainte de la suprématie des nègres. Le commerce du Sud, qui eût eu de si grands avantages pour le Nord sous un gouvernement régulier, persiste à languir, et ne saura jamais reprendre de la vie, à moins de faire cesser le pouvoir arbitraire qui rend toutes ses opérations peu sûres.

Ce riche pays, le plus riche en ressources naturelles que le monde ait jamais vu, est pis que perdu s'il n'est pas bientôt placé sous la protection d'une Constitution libre. Au lieu d'être, comme il faudrait qu'il le fût, une source de richesse et de puissance, il deviendra une charge intolérable pour le reste des nations.

Les dernières élections.

Une autre raison, pour revenir sur nos pas, sera vue, je n'en doute pas, par le Congrès, dans la récente manifestation publique sur ce sujet. Nous vivons dans un pays où l'obéissance à la volonté populaire s'impose toujours d'elle-même, tôt ou tard. Il est vain de penser à la combattre autrement que par l'autorité légale appuyée d'une

force prépondérante. Il ne peut avoir échappé à votre attention, qu'à dater du jour où le Congrès a équitablement et formellement présenté la proposition de gouverner des États du Sud par la force militaire, en vue de l'établissement ultérieur de la suprématie nègre, toute expression de sentiment général lui a été plus ou moins contraire.

Les affections de cette génération ne sauraient être détachées des institutions de ses ancêtres. La détermination de préserver l'héritage du libre Gouvernement dans ses propres mains et de le transmettre intact à sa propre postérité, est trop puissante pour pouvoir être combattue avec succès.

Toute passion plus faible s'évanouira devant l'amour de la liberté et de la loi, par lequel le peuple américain se distingue au-dessus de tous les autres du monde.

Le Président vis-à-vis le Congrès.

La question de savoir jusqu'à quel point le devoir du Président de « préserver, de protéger et de défendre la Constitution » l'oblige à marcher en opposition avec un acte inconstitutionnel du Congrès, est très-sérieuse et très-importante; j'y ai beaucoup réfléchi et je me sens extrêmement désireux d'arriver à une conclusion juste.

Là où un acte a été passé, conformément aux formes de la Constitution, par l'autorité législative suprême et a été régulièrement enregistré parmi les statuts publics du pays, la résistances du pouvoir exécutif, surtout dans les temps de grandes effervescences des partis, amènerait vraisemblablement une collision violente entre les adhérents respectifs des deux branches du Gouvernement. Ce serait simplement la guerre civile, et on ne doit avoir recours à la guerre civile que comme dernier remède à apporter au plus grave des maux.

Tout ce qui peut tendre à provoquer la guerre civile doit être évité avec le plus grand soin.

Un magistrat fidèle et consciencieux pardonnera beaucoup à une erreur honnête et même quelque chose à la malignité perverse avant de mettre en péril la paix publique, et il ne prendra pas des mesures de rigueur ou des mesures capables d'amener l'emploi de la force aussi longtemps que celles qui ont un caractère pacifique restent à sa disposition ou à celles de ses constituants.

Il est vrai que des cas peuvent se présenter où le pouvoir exécutif serait forcé de défendre ses droits et de les maintenir sans se préoccuper des conséquences. Si le Congrès passait un acte qui fût non-seulement en opposition palpable avec la Constitution, mais dont l'exécution apporterait certainement une atteinte immédiate et irréparable à la structure organique du Gouvernement, et s'il n'existait

ni remède judiciaire à apporter au dommage causé, ni pouvoir dans le peuple de se protéger sans l'assistance officielle du délinquant élu ; — si, par exemple, le pouvoir législatif passait un acte, même revêtu de toutes les formes légales, pour abolir un département nécessaire du Gouvernement, dans un tel cas le Président doit assumer la haute responsabilité de ses fonctions et sauver la vie de la nation à tout hasard.

Les actes dits de reconstruction, bien qu'ils soient aussi inconstitutionnels qu'on puisse se l'imaginer, n'étaient pas, croyait-on, de la catégorie de ceux que j'ai mentionnés en dernier lieu, mais la population n'est pas tout à fait désarmée du pouvoir de la défense personnelle.

Le peuple, dans les États du Nord, conserve encore dans ses mains le droit sacré du vote secret, et on peut croire qu'avec le temps il réussira à sauver ses propres institutions.

Il est agréable d'ajouter que l'appel adressé à nos constituants ordinaires n'a pas été fait en vain et que ma confiance dans leur sagesse et dans leur valeur ne semble pas avoir été mal placée.

Fraudes sur le Trésor public.

Il est bien connu que d'énormes fraudes ont été pratiquées à charge du Trésor et que des fortunes colossales ont été faites aux dépens du Trésor public. Cette espèce de corruption s'est accrue, augmente encore, et si elle ne diminue pas, elle nous conduira bientôt à une ruine totale et à la honte.

Les créanciers de l'État et les contribuables ont un égal intérêt à ce que les finances soient honnêtement administrées. Aucune classe n'est disposée à endurer les malversations du passé pratiquées sur une si grande échelle. Plusieurs causes ont contribué à ce honteux état de choses. Certains impôts sont établis de manière à faire naître la tentation irrésistible d'éluder le paiement. Les fortes sommes que des fonctionnaires gagnent par leur connivence avec la fraude créent à la charge du public une pression dont beaucoup de gens ne peuvent supporter le poids. Il n'est pas douteux que le mépris des obligations constitutionnelles, ouvertement avoué par quelques hommes des plus haut placés et des plus influents du pays, a grandement affaibli le sens moral chez les subordonnés.

Pouvoir du Président de nommer ou de destituer les fonctionnaires publics.

Les dépenses des États-Unis, y compris les intérêts de la dette, sont six fois plus élevées qu'elles ne l'étaient il y a sept ans.

L'encaissement et l'emploi d'un pareil fonds imposent une surveillance rigoureuse et une vigilance systématique. Le système actuel,

qui n'a jamais été parfait, a subi une grande désorganisation par suite du bill relatif aux emplois publics qui a quasi détruit la responsabilité des fonctionnaires. Il est permis au Président d'être entièrement convaincu que tel fonctionnaire est incapable, malhonnête ou infidèle à la Constitution.

Or, d'après la loi que je viens de mentionner, tout ce qu'il peut faire est de porter plainte devant le Sénat et de lui demander l'autorisation de donner la place à quelqu'un de plus sûr. S'il arrive que le Sénat soit personnellement et politiquement hostile au Président, il est naturel et assez raisonnable que le fonctionnaire s'attende à voir ce corps prendre son parti autant que possible, à le faire réintégrer et triompher de son supérieur immédiat. Un fonctionnaire a d'autres chances d'impunité dans les révélations accidentelles de l'instruction, dans le mode d'investigation, dans le secret de l'interrogatoire. Il ne faut pas s'étonner qu'un fonctionnaire malhonnête s'enhardisse à mesure que les délinquants arrivent à se croire saufs. Je suis entièrement convaincu que le Président, sous l'empire d'une telle législation ne saurait accomplir le grave devoir qui lui incombe de faire exécuter fidèlement les lois, puisqu'elle lui ôte précisément le pouvoir d'imposer aux employés la rigoureuse responsabilité qui est nécessaire à l'exécution des lois de finance. La Constitution investit le Président de l'autorité voulue pour décider dans tous les cas qui donnent lieu à destitution.

L'acte du Congrès déclare en substance qu'il ne doit accuser que les employés qu'il suppose indignes de confiance. La Constitution le fait seul juge de l'accusation. Mais le statut supprime sa juridiction, la transfère au Sénat et ne lui laisse que l'odieux et souvent impraticable devoir de se faire le poursuivant. La poursuite doit être portée devant un tribunal dont les membres ne sont pas comme lui responsables vis-à-vis de la nation, mais forment deux corps constitués distincts qui peuvent considérer son accusation avec beaucoup de défaveur.

Le Sénat est absolu et n'a aucun modèle connu de décision applicable à de pareils cas. Son jugement ne peut être prévu, car il n'est dirigé par aucune règle. La loi ne définit aucunement les causes qui peuvent motiver une destitution. Il est impossible de prévoir, même par conjecture, de quelle manière le Sénat envisagera la cause. La nature du sujet exclut la clarté des preuves. S'il y a accusation d'incapacité, sur quels témoignages peut-on l'établir ?

La fidélité à la Constitution peut être comprise ou méconnue de mille manières et par des hommes de parti violents à une époque où sévit la violence de l'esprit de parti. Il peut même arriver que l'infidélité à l'égard de la Constitution soit regardée comme acte méritoire. Si un fonctionnaire est accusé d'improbité, comment le prouver ?

Sera-ce par des actes indépendants du devoir public, par des faits de la vie privée, ou par la réputation générale de l'individu, ou par une accusation directe de malversation actuelle dans un emploi public? Et dans l'intervalle (de la poursuite), le Président exposera-t-il le renom et les intérêts de la Nation en les laissant aux mains d'hommes à qui il ne peut accorder sa confiance? Ajournera-t-il sa plainte jusqu'à ce que le méfait soit accompli et ne puisse plus être empêché? Si son zèle pour le bien public le pousse à prévoir des actes dissimulés, doit-il agir au risque d'être poursuivi lui-même pour délit d'offense envers son subordonné?

Dans les circonstances où se trouve aujourd'hui le pays, chacun doit être tenu pour responsable de n'importe quel délit officiel. Il est extrêmement difficile de dire où cette responsabilité s'arrêterait si on la plaçait ailleurs que l'a fait la Constitution. Mais tous les esprits justes conviendront que le Président doit être relevé entièrement d'une pareille responsabilité, alors qu'il ne peut l'encourir par suite des restrictions que la loi a mises à son action.

Le pouvoir absolu de destitution est un pouvoir énorme à confier, même à un magistrat élu par le suffrage du peuple entier, à qui seul il doit directement compte de ses actes. Sans aucun doute, ce pouvoir peut tourner en abus, et c'est ce qui a eu lieu peut-être à diverses époques de notre histoire. Si l'on pense qu'il serait désirable et constitutionnel de la limiter de telle sorte que le Président ne soit plus qu'un trucheman ordinaire vis-à-vis des autres agents de l'autorité publique, il faudrait au moins qu'il lui fût permis d'agir en cette qualité devant un tribunal réel, indépendant des partis politiques, prêt à rechercher la valeur de chaque cause qui se présente, armé de tous les moyens d'instruction et obligé de décider en vertu de règles établies. Ainsi seraient garantis tout ensemble la sécurité de l'accusateur de bonne foi et les droits de la partie adverse. Je parle naturellement avec tout le respect dû au Sénat actuel, mais il ne me paraît pas qu'aucun Corps Législatif puisse être constitué de façon que des fonctions semblables puissent lui être déférées.

Notre Gouvernement n'admet pas la théorie d'après laquelle les emplois publics seraient la propriété de ceux qui les occupent. Ces emplois sont confiés uniquement en vue du bien public, soit pour un temps fixé, soit pour une durée égale à la bonne gestion; mais, en général, leur durée a pour limite le bon plaisir du pouvoir qui en dispose, qui représente la majorité collective et qui exprime la volonté du peuple. Le maintien d'un seul fonctionnaire malhonnête peut causer un grand dommage à l'intérêt public. Le danger pour le service public ne provient pas de la faculté de destituer, mais de la faculté de nommer. C'est pour cela que les auteurs de la Constitution n'ont

pas tracé de limites au droit de destitution, tout en donnant au Sénat le droit de rejeter toutes les nominations qui, dans son opinion, seraient induement faites. Avec un peu de réflexion, quiconque a à cœur le bien du pays, se convaincra que la meilleure ligne de conduite à suivre est de prendre la Constitution pour guide, de marcher dans la voie tracée par les fondateurs de la République et d'obéir aux précédents devenus sacrés par le respect de nos éminents prédécesseurs.

Affaires financières.

La situation présente de nos finances et de notre circulation monétaire appelle votre prompt examen. La proportion dans laquelle le numéraire d'un pays doit se trouver à l'égard de la valeur totale du produit annuel mis en circulation par son moyen est une question sur laquelle les économistes pratiques ne sont pas d'accord. La législation n'a point là de contrôle à exercer. C'est aux lois irrévocables qui partent tout règlent les rapports commerciaux, qu'il appartient d'en décider.

La loi de la demande et de la production est aussi infaillible que celle qui règle les marées de l'Océan. En effet, le numéraire a son flux et son reflux dans le monde commercial entier. Au commencement de la rébellion la circulation des bank-notes dans notre pays ne s'élevait guère au delà de deux cents millions de dollars. Aujourd'hui la circulation des bank-notes nationales et de celles qui sont reconnues comme étalon légal est d'environ sept cents millions. Tandis que quelques-uns prétendent que ce total doit être accru, d'autres prétendent qu'une réduction est absolument nécessaire dans l'intérêt du pays.

En présence de cette diversité d'opinion il serait bon d'assurer la valeur réelle de notre papier-monnaie mis en émission comparée avec la circulation métallique ou d'échange. Pour atteindre ce but recherchons quel est la quantité d'or et d'argent que nous pourrions acheter au moyen de nos sept cents millions de dollars de papier-monnaie actuellement en circulation. Probablement ce ne serait guère plus de la moitié de cette dernière somme ; ce qui montre que lorsqu'on met notre circulation en papier en comparaison de l'or et de l'argent, sa valeur commerciale est restreinte à 350 millions de dollars.

Ce fait si frappant prouve que le Gouvernement devra aussi promptement que le permettent les principes d'une bonne économie politique, prendre des mesures qui donnent aux porteurs de ses banknotes et des billets des banques nationales la faculté de les convertir sans perte en espèces ou valeurs équivalentes.

Ces mesures n'entraîneront pas nécessairement une réduction de notre papier de circulation. Pourtant cela dépendra de la loi de la demande et de la production. Il ne faut pas non plus oublier qu'en

rendant convertibles en espèces métalliques ou valeurs équivalentes l'étalon légal et les bank-notes, la valeur actuelle des espèces haussera dans les mains des porteurs jusqu'à concurrence de cent pour cent.

La législation destinée à atteindre un résultat si désirable est réclamée par des considérations du plus haut intérêt public. La Constitution établit que le medium de circulation du pays doit être uniforme en qualité et en valeur. A l'époque de sa création, le pays sortait à peine de la guerre de la révolution. Il était en souffrance par l'effet de la surabondance et de la dépréciation du papier de circulation.

Les hommes sages du temps avaient à cœur de protéger leur postérité contre le retour des maux dont ils avaient fait eux-mêmes l'expérience. En songeant à l'établissement d'un medium de circulation, ils donnèrent au Congrès le pouvoir de battre monnaie et d'en régler la valeur. En même temps on interdisait aux États de prendre autre chose que l'or et l'argent pour étalon. La situation anormale de notre circulation actuelle est en contradiction frappante avec celle qu'on avait eue en vue dans l'origine,

Cette circulation embrasse : 1° le papier des banques nationales reçu en paiement de tous droits dans les caisses de l'État, importation interdite ; 2° le papier étalon émis par les États-Unis, lequel, de par la loi, doit être reçu en paiement de toutes dettes entre particuliers, aussi bien que de tous droits dus au Gouvernement, importation exceptée ; 3° enfin la monnaie d'or et d'argent. Toutefois, par suite de notre système financier actuel, le numéraire encaissé par le Gouvernement est réservé pour le paiement d'une seule classe des créanciers de l'État, qui, possesseurs de ces titres, reçoivent chaque semestre leurs intérêts en monnaie du Trésor national. Par là ces derniers sont placés dans une position mal vue, ce qui tend à fortifier les raisons des gens qui cherchent à déprécier les obligations de la nation. Quand il s'agit du paiement de ses dettes, la bonne foi du Gouvernement une fois engagée devrait être maintenue inviolable. Mais, tout en agissant avec fidélité envers les possesseurs de titres qui ont prêté leur argent pour maintenir l'intégrité de l'Union, il doit néanmoins traiter avec bonne foi les grandes masses de peuple qui, après avoir sauvé l'Union des mains de la rébellion, supportent maintenant le poids des impôts, afin que le Gouvernement soit mis à même de remplir ses engagements. Il n'y a pas de motif qui puisse satisfaire le peuple tant que ceux qui nous défendent sur terre et nous protègent sur mer, les pensionnés couverts de blessures reçues au service du pays, les employés des divers départements du Gouvernement, les marins de la flotte, les artisans qui travaillent dans les usines du pays, les commerçants et les laboureurs ne recevront en paiement de la dette contractée envers eux qu'un papier déprécié, tandis qu'une autre classe de leurs con-

citoyens, qui n'a pas plus de mérite, est payée en monnaie d'or ou d'argent.

L'égalité, l'exacte justice, réclament que les créanciers du Gouvernement soient payés en valeurs uniformes. Or, cela ne peut s'accomplir qu'en ramenant la circulation à l'étalon établi par la Constitution. Par ce moyen nous ferons disparaître une distinction qui pourrait, si cela n'est pas encore arrivé, créer un préjugé qui prendrait racine et ne ferait que s'étendre au grand dommage de notre crédit national. La possibilité de mettre notre circulation en correspondance avec l'étalon constitutionnel peut se démontrer par quelques faits puisés dans notre statistique commerciale.

La production des métaux précieux aux États-Unis, de 1840 à 1857 inclus, s'est élevée à 579 millions (de dollars); de 1858 à 1860 inclus, à 137 millions 500 mille; de 1861 à 1867 inclus, à 457 millions 500 mille. L'ensemble de ces produits depuis 1840 forme un total de 1 milliard 174 millions. Le total des espèces monnayées frappées de 1840 à 1857 inclus est de 439 millions; de 1858 à 1860 inclus, 125 millions; de 1861 à 1867 inclus, 310 millions. Total du produit monétaire depuis 1849, 374 millions. De 1849 à 1857 inclus, le chiffre net des exportations d'espèces monte à 27 millions; de 1858 à 1860 inclus, 148 millions; de 1861 à 1867 inclus, 322 millions; total net des exportations depuis 1849, 741 millions. Ces chiffres font ressortir un excédant des produits sur les exportations de 433 millions.

Il y a dans la caisse du trésor 111 millions en numéraire, un peu plus de 40 millions en circulation sur la côte du Pacifique, et quelques millions en billets de banque nationale et autres : en tout 160 millions. Cela, en comptant les espèces existantes dans le pays avant 1849, donne 300 millions non compris dans l'exportation, et qui, par conséquent, restent dans le pays. Voilà des faits importants et qui montrent comment une circulation inférieure peut remplacer complètement le numéraire monnayé en le contraignant de sortir de la circulation parmi les masses de telle sorte qu'il s'exporte comme simple article de commerce et va grossir le capital monétaire dans les pays étrangers. Ces faits prouvent la nécessité de retirer notre papier-monnaie, afin de ramener l'or et l'argent dans les canaux du commerce, et de créer une demande qui puisse retenir chez nous les produits de notre sol si riche en or, en quantité suffisante pour les besoins de la circulation. Il n'y a pas de raison d'espérer un retour à une circulation normale aussi longtemps que le gouvernement en continuant à émettre du papier non rachetable, remplit les canaux de la circulation d'un signe déprécié, en dépit des produits de notre propre monnayage qui s'élèvent à 874 millions depuis 1849.

Nous sommes maintenant étrangers au numéraire qui fut destiné

à notre usage et profit. Le spécimen des métaux précieux frappés sous l'emblème national ne se rencontre plus que rarement et comme objets de curiosité. Si le papier déprécié doit continuer à alimenter la circulation permanente du pays, toute notre monnaie ne sera bientôt plus qu'un article de commerce et de spéculation, ce qui amènera le renchérissement de tout ce qui est indispensable au bien-être du peuple. Il y aurait une sage économie à supprimer nos ateliers de monnayage, d'épargner ainsi à la nation l'entretien et la dépense de ces établissements, et à laisser exporter nos métaux précieux en lingots. Toutefois, le moment est venu où les banques nationales et du gouvernement seront obligées de prendre les mesures les plus efficaces et tous les arrangements nécessaires pour reprendre les paiements en espèces le plus tôt et le plus pratiquement possible. Aussitôt les paiements repris en espèces par le gouvernement et les banques, toutes les bank-notes, tout le papier émis pour une valeur nominale inférieure à 20 dollars devront être exclus par une loi de la circulation, afin que le public puisse avoir le profit et la commodité de la circulation monétaire en or et en argent, laquelle, pour toutes les affaires et transactions, acquerra une valeur uniforme dans le pays et au dehors.

Tout individu, propriétaire ou industriel, tout homme enfin qui veut conserver ce qu'il possède honnêtement ou obtenir ce qu'il a honnêtement gagné, a un intérêt direct à maintenir un medium constant de circulation, un medium réel et substantiel non sujet à osciller au gré des opinions, à s'élever, à s'abaisser sous le souffle de la spéculation, mais à rester au contraire stable et assuré. Une circulation désordonnée est un des pires inconvénients politiques. Elle mine par la base les vertus nécessaires à la conservation du système social, elle encourage les gains destructifs du bonheur public. C'est une guerre contre l'industrie, la frugalité, l'économie. C'est l'aliment des suggestions mauvaises, de la dissipation et de la spéculation.

Un de nos hommes d'État les plus profonds, les mieux doués, a affirmé que de toutes les inventions destinées à frustrer les classes laborieuses, nulle n'a mieux réussi que celle qui leur offre l'illusion du papier-monnaie. C'est le plus sûr moyen de fertiliser le sang du riche par la sueur du pauvre. La tyrannie systématique, l'oppression, les impôts excessifs, toutes ces choses pèsent légèrement sur les masses en comparaison d'une circulation frauduleuse et des brigandages commis par le papier déprécié.

L'histoire de notre pays a enregistré pour notre instruction assez et trop de tendances démoralisantes, d'injustices et d'actes d'oppression intolérable, suite d'une circulation de mauvais papier, autorisée par la loi ou soutenue par le gouvernement. C'est un des expédients les plus efficaces en temps de paix ou de guerre, d'expansion ou de

réaction, que celui qui consiste à faire passer tous les métaux précieux des mains de la grande masse du peuple dans les mains de quelques-uns chez lesquels ils sont entassés secrètement et déposés dans des coffres-forts solidement scellés et cadénassés, tandis que le peuple reste exposé à tous les inconvénients, à tous les sacrifices, à toute la démoralisation qu'engendre l'usage d'un papier-monnaie déprécié et sans valeur.

Les conditions de nos opérations financières et de notre système de recettes sont exposées et pleinement expliquées dans le rapport habile et instructif du secrétaire du trésor. Au 30 juin 1866, la dette publique s'élevait à 2 milliards 783 millions 425 879 dollars. Au 30 juin dernier, elle était de 2 milliards 692 millions 194 215 dollars, accusant une diminution de 91 millions 220 664 dollars. Durant l'année fiscale finissant le 30 juin 1867, les recettes ont été de 400 millions 634 010 dollars, et les dépenses de 315 millions 729 129 dollars, donnant un excédant de 143 millions 904 880 dollars. On estime que les recettes pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1868, seront de 417 millions 161 928 dollars. Les dépenses atteindront le chiffre de 393 millions 260 200 dollars, laissant un boni de 23 000 892 dollars. Pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1869 on évalue le chiffre des recettes à 381 millions et celui des dépenses à 372 millions : Excédant 9 millions en faveur du gouvernement.

Service des recettes.

L'attention du Congrès est sérieusement attirée sur la nécessité d'une révision complète de notre système de recettes. Les lois sur nos revenus intérieurs et sur notre système d'importation devraient être combinées de façon à imposer plus fortement les articles de luxe en dégrevant les objets nécessaires à la vie autant que peuvent le permettre les besoins réels du gouvernement administrant avec économie. De cette manière, l'impôt cesserait de peser indûment sur les petites fortunes. Personne ne serait entièrement exempté, et tous contribueraient dans la mesure respective de leurs moyens, aux charges de l'État.

Une modification du système de recettes intérieures au moyen d'une large réduction du nombre des articles maintenant sujets aux droits serait suivi d'un résultat également avantageux aux citoyens et au gouvernement. Elle rendrait l'exécution de la loi moins coûteuse et plus certaine ; elle écarterait les obstacles qui arrêtent l'industrie, diminuerait la tentation d'éluder la loi, diminuerait les cas de violation et de fraude, rendrait son exécution moins inquisitoriale et réduirait de beaucoup le nombre des collecteurs d'impôts dont l'armée est une création du système actuel. Il faudrait introduire le retranchement,

la réforme et l'économie dans toutes les branches du service public, afin de pouvoir réduire les dépenses du gouvernement et soulager le peuple du poids des taxes qui l'écrasent. Il faudrait enfin rétablir une circulation monétaire normale et observer comme une chose sacrée la bonne foi publique à l'égard de la dette nationale.

L'accomplissement de ces importants résultats accompagnant la restauration de l'Union d'après les principes de la Constitution inspirerait au dedans et au dehors la confiance dans le stabilité de nos institutions, et attirerait à la nation la prospérité, la paix et la bienveillance

Département de la guerre.

Les rapports du secrétaire *ad interim* pour la guerre font connaître les travaux de l'armée et de plusieurs bureaux de ce département. L'effectif militaire était, au 30 septembre, de 56 315 hommes. L'ensemble des prévisions pour l'état militaire est de 77 millions 124 707 dollars, y compris le comblement du déficit de l'année précédente, montant à 13 millions.

Les paiements du trésor pour le service militaire, du 1^{er} janvier au 29 octobre 1867 — soit une période de 11 mois — montent à 109 millions 807 mille dollars. Les dépenses de l'établissement militaire, aussi bien que de l'effectif de l'armée, sont actuellement trois fois plus considérables qu'elles ne l'ont jamais été en temps de paix. En même temps l'exécutif est investi du pouvoir d'ajouter des millions à la dépense par une augmentation de l'armée jusqu'au maximum alloué par la loi.

Le rapport très-étendu du secrétaire pour l'intérieur fournit des renseignements intéressants relativement aux branches importantes du service public qui se rattachent à son département.

Difficulté avec les Indiens.

L'attitude menaçante de quelques tribus guerrières d'Indiens qui habitent la contrée entre les rivières Ork et Platte, ainsi qu'une portion du territoire des Dacotas, a nécessité la présence d'un fort contingent militaire dans cette région.

Les Indiens, poussés, par des griefs réels ou imaginaires, ont commis des actes de violence barbare sur les émigrants et sur les établissements de la frontière. Mais la guerre générale a été écartée par une faveur providentielle. Aux termes de l'acte du 20 juillet 1867, des commissaires ont été investis de pleins pouvoirs pour résoudre toutes les difficultés existantes, conclure des traités avec les bandes désaffectonnées et choisir pour elles des territoires réservés loin des routes fréquentées, entre le Mississipi et le Pacifique.

Ils ont procédé sans délai à l'exécution des conventions ; mais ils

n'ont pas encore fait de rapport officiel. Il est d'une importance vitale que nos territoires éloignés soient à l'abri des insurrections indiennes, et que la construction du chemin de fer du Pacifique, objet d'un intérêt national, ne puisse être interrompue par des tribus hostiles. Ces objets, aussi bien que les intérêts matériels et l'amélioration morale et intellectuelle des Indiens, peuvent être atteints en concentrant ceux-ci dans des portions du pays mises à part pour leur usage exclusif, et en les plaçant sur des points éloignés des grandes routes, à l'abri des empiètements des établissements des blancs.

Chemins de fer du Pacifique.

Depuis le commencement de la seconde session du 39^e Congrès, on a construit 510 milles de voie sur la ligne principale et les embranchements du railway du Pacifique.

La ligne partant d'Omaha s'avance rapidement vers la base orientale des montagnes Rocheuses. En même temps le bout de ligne de la dernière section du chemin construit en Californie, dont la réception a été faite par le gouvernement le 24 octobre dernier, n'est plus éloigné que de 11 milles du sommet de la Sierra Nevada.

L'énergie remarquable qu'ont déployée les compagnies nous donne l'assurance que le complément de la voie du Sacramento à Omaha ne tardera pas à s'effectuer.

Vente de terrains de l'État.

Pendant la dernière année financière 7 millions 041 114 acres de terres publiques ont été mis en vente. Les recettes en argent provenant des ventes et des droits ont dépassé d'un demi-million de dollars la somme réalisée durant l'année précédente.

Payement des pensions.

La somme payée pour les pensions, y compris les déboursés, est de 18 millions 619 956 dollars. La liste s'est accrue de 36 482 noms. Le nombre total des pensions, au 30 juillet dernier, est de 155 464.

Brevets.

L'année finissant au 30 septembre 1867 a vu éclore 11 655 patentes et dessins. A cette date la balance au crédit du fonds des patentes était de 288,607 dollars.

Affaires maritimes.

Le rapport du secrétaire de la marine constate que nous avons sept escadres actuellement et judicieusement employées, sous le com-

mandement de chefs habiles, à protéger les personnes et les biens des citoyens américains, à maintenir la dignité et la puissance du gouvernement, à favoriser le commerce et les intérêts de nos compatriotes dans toutes les parties du monde. De 238 vaisseaux composant la marine actuelle des États-Unis, 56 armés de 507 canons, font le service d'escadre. Dans le cours de l'année le nombre des vaisseaux en commission a été réduit de 12. Il y en a 13 de moins en service d'escadre qu'à la date du précédent rapport. Un grand nombre de vaisseaux étaient en construction quand la guerre a pris fin. Bien que le Congrès ait pourvu à leur achèvement, le département de la marine a, ou suspendu les travaux, ou limité l'achèvement aux navires à vapeur, afin d'exécuter les contrats pour les machines conclus avec des établissements particuliers.

Le total des dépenses pour le département de la marine pour l'année financière finissant au 30 juin 1867, a été de 31 millions 034,011 dollars. Il n'a pas été employé ou demandé de fonds, depuis la fin de la guerre, pour la construction et la réparation des vaisseaux, pour les machines à vapeur et autres dépenses spéciales, les restants de fonds pour ces objets divers ayant plus que suffi pour les dépenses courantes. Il faut dire en outre à l'honneur du département qu'indépendamment de ce qu'il n'a demandé aucunes provisions pour les objets ci-dessus pendant les deux dernières années, le secrétaire de la marine, en conformité d'un acte du 1^{er} mai 1820, a invité le secrétaire du trésor à porter au fonds d'excédants la somme de 65 millions qui représente le montant de la recette produite par la vente de vaisseaux et d'autres articles de guerre, et des reliquats de précédentes provisions.

Postes.

Le rapport du maître général des postes présente sous un jour favorable la situation du département des postes et du service postal. Il appelle l'attention du Congrès sur ses recommandations pratiques. Les recettes de ce département pour l'année échue le 30 juin 1867, y compris toutes les affectations spéciales pour le service de terre et de mer, et pour les malles libres, s'élèvent à 19 millions 798 693 dollars. Les dépenses de toute nature sont de 19 millions 235 483 dollars, laissant une balance de 743 210 dollars en faveur du département pour l'année courante.

L'accroissement des recettes postales pour l'année 1867, comparée à 1866, est de 850,040 dollars. L'augmentation de recettes provenant de la vente des timbres et des enveloppes avec timbre est de 783 404 dollars. L'accroissement des dépenses pour 1867 est dû principalement à l'extension du service de terre et de mer par les malles.

Dans le cours de l'année dernière de nouvelles conventions postales ont été ratifiées et échangées avec le royaume-uni de la Grande Bretagne, la Belgique, la Néerlande, la Suisse, la Confédération allemande du Nord, l'Italie et le gouvernement colonial de Hong-Kong. Ces conventions réduisent largement le taux des droits de poste sur terre et sur mer.

Bureau de l'agriculture.

Le rapport du commissaire de l'agriculture présente d'une manière concise la situation, les besoins, les progrès d'une matière très-digne de toute la sollicitude du Congrès. Il expose au long les résultats obtenus dans le cours de l'année dont il s'occupe.

Affaires étrangères.

Le rétablissement de la paix à l'intérieur et la reprise du commerce et des relations avec le dehors, ont contribué à augmenter le nombre et la variété des questions qui concernent le département des affaires étrangères. Toutefois aucune de ces questions n'est venue troubler sérieusement nos relations avec les autres États.

La République de Mexico, délivrée de l'intervention étrangère, s'occupe sérieusement de rétablir son système constitutionnel de gouvernement. La bonne intelligence se maintient entre notre Gouvernement et la République d'Haïti et de Santo Domingo. Nos relations cordiales avec les États de l'Amérique du Centre et du Sud n'ont pas changé. L'offre faite conformément aux résolutions du Congrès, d'interposer nos bons offices en vue d'un arrangement amiable et pacifique entre le Brésil avec ses alliés d'une part, et le Paraguay d'autre part; puis entre le Chili avec ses alliés et l'Espagne, bien qu'ayant été accueillie avec bienveillance, n'a pourtant pas été pleinement acceptée par les belligérants dans l'un ni dans l'autre cas. On dit que la guerre est poussée avec vigueur dans la vallée du Parana. D'un autre côté les hostilités entre les États du Pacifique et l'Espagne sont suspendues depuis plus d'un an.

Je saisirai la première occasion favorable pour renouveler les recommandations conciliantes qui ont été faites. Le Gouvernement du Brésil, avec une sagacité éclairée et les vues larges de l'homme d'État, a ouvert la grande navigation de l'Amazone et de ses affluents au commerce universel. Une seule chose semble encore nécessaire pour hâter le progrès dans l'Amérique du Sud. Je veux parler des habitudes paisibles sans lesquelles les États et les nations ne peuvent espérer aujourd'hui ni prospérité matérielle ni progrès social.

Exposition de Paris.

L'Exposition universelle de Paris a fini et paraît avoir pleinement répondu à l'attente du Gouvernement français. La part que les États-Unis ont prise dans cette exhibition des produits du génie et de l'art peut être envisagée avec une très-haute satisfaction.

Étalon monétaire.

Pendant l'Exposition, on a tenu une Conférence de délégués de plusieurs nations, dont les États-Unis faisaient partie. On y a discuté les inconvénients qui résultent, pour les relations commerciales, de la diversité des étalons et des valeurs monétaires. On y a développé des plans pour l'établissement, par consentement mutuel, d'un principe commun de fabrication pour la monnaie d'or. On espère que des conférences pareilles seront renouvelées avec le concours de plusieurs États étrangers jusqu'ici non représentés. Un rapport sur ces intéressantes tentatives sera soumis au Congrès. Il appréciera au juste, sans nul doute, cette grande question et s'empressera d'adopter toutes les mesures propres à lui faciliter une issue favorable.

Cours légal des dettes.

Le 25 février 1862 le Congrès a déclaré par une loi que les bons du trésor sans intérêt, émis postérieurement, serviraient d'étalon pour toutes les dettes publiques ou privées dans les États-Unis.

Réclamations relatives à l'Alabama.

Nous n'avons pu jusqu'ici parvenir à un arrangement concernant nos réclamations par suite des déprédations commises par des Anglais au préjudice du commerce des États-Unis. J'ai cru de mon devoir de décliner la proposition d'arbitrage faite par le Gouvernement de la Reine, parce qu'elle a été jusqu'ici accompagnée de réserves et de restrictions incompatibles avec les droits, les intérêts et l'honneur de notre pays. Il n'est pas à craindre que la Grande-Bretagne persiste à refuser de satisfaire à des réclamations si justes et si raisonnables qui touchent au principe sacré de non-intervention, principe désormais non moins important aux États-Unis qu'à toutes les autres nations commerçantes.

Indes occidentales.

Les îles de l'Inde occidentale ont été colonisées par les États européens en même temps que le continent américain. Plusieurs des colonies formées sur ce point sont devenues indépendantes à la fin du

siècle dernier et au commencement du siècle présent. Notre pays même comprend des populations qui, à une certaine époque, formaient des colonies de l'Angleterre, de la France, de la Hollande, de l'Espagne, de la Suède et de la Russie.

Les populations, dans les Indes occidentales, à l'exception d'Haïti, n'ont ni conquis, ni désiré leur indépendance. Elles ne se sont pas mises en état de se défendre elles-mêmes. Bien que possédant une grande valeur commerciale, elles ont été possédées par divers États européens qui tantôt les ont colonisées, tantôt conquises par calcul stratégique. Pendant notre guerre révolutionnaire deux ports dans ces îles ont servi à nos ennemis, au grand détriment et embarras des États-Unis. La même chose est arrivée dans notre seconde guerre avec l'Angleterre.

La politique européenne nous a exclus même du commerce des Indes occidentales, tandis que nous étions en paix avec toutes les autres nations. Pendant notre dernière guerre civile, les rebelles et leurs alliés violateurs du blocus ont trouvé dans quelques ports des facilités pour travailler, avec trop de succès, à la ruine du commerce que nous nous efforçons maintenant de rétablir.

Nous avons un désavantage spécial en ce que les navires à vapeur européens employés par nos ennemis trouvaient un refuge, protection et munitions dans les ports de l'Inde occidentale, tandis que nos opérations navales ne pouvaient partir que de nos rivages éloignés. Aussi on sentait généralement le besoin d'un avant-poste naval entre la côte de l'Atlantique et l'Europe.

La nécessité d'obtenir un pareil avant-poste par les voies pacifiques et légales, sans menacer, et sans faire tort aux autres États, a sérieusement occupé le pouvoir exécutif dès ayant la fin de la guerre, et n'a pas été perdue de vue depuis ce temps.

Une autre nécessité navale s'est révélée à la même époque sur la côte du Pacifique. Nous avons heureusement trouvé là le pied-à-terre dont nous avons besoin par suite de notre traité avec l'empereur de Russie, et il n'en devient que plus évident qu'il faut que nous ayons sur la côte de l'Atlantique une position analogue. Un bon port, un havre commode que l'on puisse mettre en état de défense, répondra à ce besoin.

Une fois les États-Unis en possession d'une station pareille, nous n'aurons plus à craindre rien de nuisible de la part d'un ennemi transatlantique, pas plus que toute autre nation. Je crois avec nos anciens hommes d'État que l'Inde occidentale gravite naturellement vers les États continentaux, y compris le nôtre, et qu'elle finira par être absorbée.

Je crois aussi avec les mêmes qu'il est sage d'abandonner la ques-

tion de cette absorption au cours naturel de la gravitation politique. Les îles de Saint-Thomas et Saint-Jean, qui font partie du groupe des îles de la Vierge, semblaient offrir un avantage immédiatement désirable. Leur acquisition pouvait se faire d'accord avec les principes que j'ai mentionnés. En conséquence, un traité a été conclu avec le roi de Danemark pour la concession de ces îles. Il sera soumis à l'examen du Sénat.

Achat du territoire de d'Alaska.

C'est à peine s'il est nécessaire d'appeler l'attention du Congrès sur la question des fonds nécessaires pour payer à la Russie la somme stipulée en retour de la possession d'Alaska. Après avoir été remis d'abord à notre Commission, ce territoire reste présentement confié à la garde de la force armée, en attendant l'organisation civile qu'il plaira au Congrès de décréter.

Naturalisation des citoyens.

L'annexion de plusieurs petits États allemands à la Prusse et la réorganisation de ce pays sous une Constitution libérale m'ont engagé à renouveler mes efforts pour obtenir une juste et prompt solution de la question concernant les réclamations des États étrangers contre le service militaire imposé à leurs sujets naturalisés dans les États-Unis.

À propos de cette question, l'attention du Congrès est respectueusement appelée sur un conflit de législation singulier et embarrassant. Le pouvoir exécutif a jusqu'ici soutenu, et il soutient encore, que la naturalisation opérée conformément à la Constitution et aux lois des États-Unis, exempte le bénéficiaire de toute obéissance aux lois de son pays natal.

Les cours judiciaires de la Grande-Bretagne prétendent que l'obéissance à la Couronne britannique est irrévocable et que la naturalisation n'en délie personne. Les juges anglais citent les cours et les autorités légales des États-Unis même à l'appui de cette théorie, contre la position prise par le pouvoir exécutif des États-Unis.

Ce conflit met en perplexité l'esprit public concernant les droits des citoyens naturalisés, et affaiblit l'autorité nationale au dehors. J'ai appelé l'attention sur ce sujet dans mon Message de l'an dernier. Maintenant, je m'adresse de nouveau respectueusement au Congrès, pour qu'il déclare immédiatement la volonté nationale sur cette importante question.

Traite des nègres.

L'injure faite à notre législation par la continuation clandestine de la traite des noirs d'Afrique dans les ports américains, ou par des citoyens américains, a complètement cessé. Dans les circonstances actuelles, il n'y a pas lieu de craindre qu'elle se renouvelle dans cette partie du monde. En conséquence, il importe de savoir si nous ne devons pas proposer au gouvernement de la Reine, la suspension ou la résiliation des conventions en vertu desquelles nous entretenons une force navale pour la suppression de la traite.

Signé : ANDREW JOHNSON.

TROISIÈME PARTIE.

LE LIVRE VERT ITALIEN.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX CHAMBRES.

(Session de 1867.)

I. LÉGION D'ANTIBES.

Le chevalier Nigra au général de La Marmora.

Paris, le 2 juin 1865 (reçue le 5).

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement français, préoccupé de l'exécution des clauses de la Convention du 15 septembre, a fait ces jours derniers quelques démarches, dont j'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence.

Le Gouvernement français a fait comprendre au Gouvernement pontifical qu'il serait prêt à mettre à sa disposition ses moyens et son expérience pour l'organisation d'une armée composée de volontaires catholiques des pays étrangers, conformément aux clauses de la Convention. Le Gouvernement français, se trouvant depuis longtemps en possession d'une légion étrangère régulièrement organisée, serait à même de donner de bons conseils appuyés sur une longue expérience.

Le Gouvernement pontifical se serait borné à répondre que si les clauses de la Convention de septembre étaient strictement exécutées, le Saint-Siège ne sentait pas le besoin d'augmenter, par un corps de

troupes étrangères à la solde de Sa Sainteté, le nombre actuel des troupes, et que celles qui étaient aujourd'hui à son service, étaient considérées comme suffisantes pour maintenir l'ordre et l'autorité du Souverain Pontife, même après le départ des troupes françaises, dans le cas où l'on tenterait de franchir la frontière. »

Je suis, etc.,

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au général de La Marmora.

Paris, le 25 janvier 1866.

Monsieur le Ministre,

Par l'article 3 de la Convention du 15 septembre 1864, le Gouvernement italien s'engage à ne pas réclamer contre l'organisation d'une armée pontificale composée de volontaires catholiques, même étrangers, et suffisante pour maintenir l'autorité du Pape, ainsi que la tranquillité à l'intérieur et sur les frontières de ses États, pourvu que ces forces ne deviennent pas une menace et un moyen d'attaque contre le Gouvernement italien. Votre Excellence sait que depuis la conclusion de la Convention, le Gouvernement français, se prévalant de cette clause, a offert au Gouvernement pontifical sa coopération pour l'enrôlement et l'organisation de l'armée pontificale. Dans les premiers temps, le Gouvernement pontifical répondit que les forces dont le Saint-Siège pouvait disposer, étaient suffisantes pour faire respecter son autorité et maintenir la tranquillité à l'intérieur, si la Convention était scrupuleusement exécutée. Mais, dernièrement le Gouvernement pontifical a consenti à augmenter son armée au moyen d'enrôlements faits dans les pays catholiques, et surtout en France. De son côté, le Gouvernement français a facilité et facilite ces enrôlements dans les limites prescrites par la Convention.

Je signale, à cette occasion, à l'attention de Votre Excellence, la circulaire ci-jointe émanée, ainsi qu'on me l'assure, du commandant de la division d'Alger. J'aurai soin de m'informer auprès de M. Drouyn de Lhuys si cette circulaire est authentique. En attendant, j'ai cru devoir ne pas tarder à vous la transmettre, afin que le Gouvernement de Sa Majesté puisse examiner si l'on peut concilier avec l'esprit de la Convention la clause de la circulaire, d'après laquelle il est déclaré que le temps de service accompli en Italie, par les soldats français qui prendraient service dans l'armée pontificale, leur comptera pour leur libération. Je soumets cette question à Votre Excellence, et j'attendrai ses instructions ultérieures.

Je suis, etc.,

Signé : NIGRA.

ANNEXE.

Mon cher Commandant ,

S. E. le Gouverneur général a fait connaître à M. le Général commandant la province que l'Empereur a proposé de créer un corps composé de 1 ou 2 bataillons , destiné à pourvoir à la sécurité personnelle du Saint-Père, après le départ de Rome de la division française d'occupation.

Ce corps, qui irait tenir garnison à Rome, serait soldé par le Gouvernement pontifical d'après les tarifs appliqués aux régiments français stationnés actuellement dans les États de l'Église, et jouirait de toutes les allocations et prestations qui leur sont affectées.

Le Ministre désire qu'il soit fait immédiatement un appel, à ce sujet, aux soldats de bonne volonté de votre bataillon, sans distinction de nationalité, en les informant des avantages de solde attaché à cette destination, et en les prévenant que le temps de service qu'ils accompliront en Italie leur comptera pour la libération.

Les hommes devront avoir une bonne conduite et encore au moins trois ans de service à faire.

Vous m'adresserez sans délai l'état numérique de l'appel fait dans ces conditions.

Recevez, etc.

Le chevalier Nigra au général de La Marmora.

(Résumé.)

Paris, le 4 février 1866.

M. Nigra informe le Gouvernement du Roi que, n'ayant pu joindre dans ces derniers temps M. Drouyn de Lhuys, il s'est adressé par écrit à ce ministre, pour obtenir des renseignements sur l'authenticité de la circulaire du Commandant de la division d'Alger.

M. Drouyn de Lhuys a répondu que le maréchal Randon, à qui il en avait parlé, ne pouvait dire si la version publiée dans les journaux était exacte, mais qu'il y avait lieu d'en douter, la circulaire parlant de soldats encore au service, tandis que, conformément à la Convention, il ne devra être admis dans la légion que des individus entièrement libérés.

Le chevalier Nigra au général de La Marmora.

Paris, 15 février 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai demandé aujourd'hui à S. E. M. Drouyn de Lhuys :

1^o Si la Convention entre la France et le Saint-Siège, mentionnée par M. le Ministre d'État devant le Sénat, existait, et quelles stipulations elle contenait.

2^o Si les officiers et sous-officiers français, quittant le service en France, et passant dans la légion étrangère au service du Pape, conserveront leur ancienneté dans l'armée française, ainsi que cela semble résulter des paroles prononcées au Sénat par le Ministre d'État.

S. E. M. Drouyn de Lhuys m'a répondu à l'égard du 1^{er} point :

Qu'il n'existait pas de convention proprement dite entre la France et le Saint-Siège, mais qu'il y avait eu un simple échange de notes.

Que ces notes avaient pour objet : 1^o le nombre d'hommes de la légion étrangère au service du Pape, organisée en France; ce nombre devra être, sauf erreur, de 1206 hommes; 2^o le solde et la pension de retraite à payer par le Saint-Siège; 3^o l'armement et l'équipement également à la charge du Saint-Siège; 4^o le transport de cette légion sur le territoire pontifical, et sa soumission à l'autorité pontificale; 5^o la cocarde pontificale et les étendards pontificaux.

En ce qui touche le second point, le Ministre impérial des affaires étrangères m'a dit qu'en effet son collègue le Ministre de la guerre avait dû prévoir l'éventualité où des officiers ou sous-officiers, passés au service du Pape, abandonneraient ce service et demanderaient à rentrer dans l'armée française. Le Ministre de la guerre avait en conséquence décidé que lorsque cette éventualité se présenterait, les officiers et sous-officiers faisant partie de l'armée française, et passés dans l'armée du Pape, qui abandonneraient de nouveau ce service et voudraient rentrer dans l'armée française, ne perdraient pas leurs droits d'ancienneté. M. Drouyn de Lhuys me fit remarquer que ce n'était là qu'une simple mesure d'administration militaire intérieure. Il me cita l'exemple d'une disposition semblable, prise, en 1836, au sujet de la légion étrangère qui alla combattre au service de l'Espagne, et cette mesure ne parut pas alors froisser le principe de non-intervention qui avait été adopté. Il me confirma également que la légion dont il s'agit serait composée de soldats entièrement libérés, et qu'aucun rapport quelconque n'existera entre cette légion et le Gouvernement français.

J'ai dit à M. Drouyn de Lhuys que je communiquerai ces explications à Votre Excellence, en me réservant de lui répondre dans le sens que m'indiquerait le Gouvernement du Roi.

Je suis, etc.,

Signé: NIGRA.

Le chevalier Nigra au général de La Marmora.

Paris, le 22 février 1866.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu occasion de voir aujourd'hui S. E. M. Drouyn de Lhuys, et je lui ai parlé dans le sens que Votre Excellence m'a indiqué. J'ai particulièrement appelé l'attention de ce Ministre sur deux points, savoir : sur le caractère de nationalité bien déterminée que semblait revêtir la légion étrangère par suite de l'organisation qui lui avait été donnée, et sur la décision qui maintient aux officiers français, admis dans cette légion, leur droit d'ancienneté dans l'armée impériale.

Le Ministre des affaires étrangères m'a répondu que le Gouvernement français, en s'engageant à retirer ses troupes du territoire pontifical, n'avait jamais renoncé à témoigner à Sa Sainteté, dans les limites tracées par la Convention du 15 septembre, l'intérêt qu'il portait au Saint-Siège; que la formation, par les soins de la France, d'une légion étrangère au service du Pape, était une preuve de ces sympathies, et n'était dès lors pas contraire à l'esprit de la Convention; que, pour rendre possible et faciliter la formation de la légion étrangère, le Gouvernement de l'Empereur avait dû fixer, en ce qui touche les Français qui consentiraient à en faire partie, la position qui leur serait faite par le Gouvernement pontifical, lorsqu'ils auraient passé au service du Pape, et que ces conditions avaient été constatées par un échange de notes entre le Gouvernement de l'Empereur et le Saint-Siège; que le Gouvernement français, permettant à des sujets français de prendre service à l'extérieur, devait naturellement leur maintenir les droits et la qualité de citoyens français. Quant au droit d'ancienneté dans l'armée française, que le Ministre de la guerre avait réservé en faveur des officiers, dans le cas où ils abandonneraient le service du Pape pour rentrer dans l'armée française, S. E. M. Drouyn de Lhuys me répéta que ce n'était qu'une simple mesure administrative intérieure et qu'elle n'avait pas été l'objet d'un accord entre la France et le Saint-Siège. Son Excellence cita de nouveau le précédent relatif à la légion étrangère envoyée en Espagne en 1836, en disant qu'à cette époque le principe de non-intervention était

admis comme base de la politique extérieure dans les affaires de l'Espagne, et que cependant on avait alors maintenu, en faveur des officiers français faisant partie de ladite légion, le droit d'ancienneté dans l'armée française. M. Drouyn de Lhuys me renouvela l'assurance qu'il m'avait précédemment donnée, que la légion serait composée de soldats entièrement libérés et qu'il y serait admis non-seulement des Français, mais des individus de toute autre nationalité ; que le Gouvernement français n'avait exercé aucun contrôle sur cette légion pour laquelle il avancerait les fonds nécessaires à son armement et son équipement sous la condition du remboursement de la part du Gouvernement pontifical. La légion sera payée par ce dernier ; elle portera la cocarde et les couleurs du Saint-Siège ; elle sera exclusivement au service du Pape et fera partie de son armée. En un mot, me dit M. Drouyn de Lhuys, il n'existera aucun rapport, aucune solidarité entre cette légion et le Gouvernement français.

Veillez agréer, etc., etc.

Signé : NIGRA.

**Le comte de Campello, ministre des affaires étrangères,
au chevalier Nigra.**

(Télégramme.)

Florence, le 20 juillet 1867.

Des lettres de Rome annoncent que le général français Dumont, en uniforme, aurait passé en revue la légion d'Antibes, harangué les soldats pour les dissuader de désertir et prononcé des paroles inconvenantes à l'endroit du Gouvernement italien, en donnant à entendre que l'ingérence française continuait toujours et en faisant prévoir la possibilité d'une nouvelle intervention.

Je vous prie de vous assurer si ce général a effectivement reçu une mission officielle de son Gouvernement, et dans l'affirmative, de demander des explications au sujet d'un acte qui serait en opposition flagrante avec la Convention du 15 septembre 1864.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

Florence, le 21 juillet 1867.

Monsieur,

Je vous ai prié hier, par dépêche télégraphique, de demander à S. E. le Ministre impérial des affaires étrangères, quelques explications sur la conduite du général Dumont à Rome et sur la mission officielle dont on prétend qu'il aurait été chargé.

Nous ne pouvons croire que l'on doive attribuer à l'attitude de ce général pendant son séjour à Rome, le caractère d'une violation de la Convention de septembre conclue entre l'Italie et la France. Pour nous, les troupes pontificales, quelles qu'elles soient, ne peuvent représenter d'autre drapeau ni d'autres couleurs que celles qu'elles portent en réalité. Toute intervention étrangère à Rome a légalement cessé du jour où la Convention de 1864 a été exécutée loyalement par les deux parties contractantes. Vous n'ignorez pas, en effet, Monsieur, qu'à partir de ce jour nous nous sommes engagés à maintenir contre tous l'inviolabilité du pouvoir pontifical.

J'ai dès lors la confiance que dans l'entretien que vous avez eu avec M. le marquis de Moustier au sujet de cette affaire, vous n'aurez pas eu besoin de rappeler les déclarations antérieures faites à ce sujet au Gouvernement du Roi. J'espère que le Ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur, en vous donnant des explications satisfaisantes sur cet incident, vous évitera la nécessité de faire entendre ouvertement que le Gouvernement du Roi est résolu à ne jamais admettre une modification de l'état de choses créé en Italie par la Convention de 1864, et à ne jamais consentir à une immixtion directe ou indirecte d'une puissance étrangère quelconque.

Agréez, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

Paris, le 23 juillet 1867.

Monsieur le Ministre,

Aujourd'hui seulement j'ai pu entretenir S. E. le marquis de Moustier au sujet de la teneur du télégramme que Votre Excellence m'a adressé le 20 au soir. J'ai dit au Ministre des affaires étrangères que le général Dumont, suivant les informations parvenues au Gou-

vernement du Roi, avait passé en revue la légion étrangère à Rome et l'avait haranguée pour blâmer les fréquentes désertions, s'exprimant en termes peu convenables à l'égard du Gouvernement italien et laissant entrevoir une intervention de la France ainsi qu'une ingérence dans la direction et le commandement de la légion. J'ai demandé à Son Excellence si le général Dumont, en agissant comme il l'a fait, avait eu une mission officielle du Gouvernement français.

Le Ministre des affaires étrangères m'a répondu que le général Dumont, en se rendant à Rome, avait reçu du Ministre de la guerre la *commission officieuse* de s'occuper des moyens de faire cesser les désertions dans la légion étrangère, dans l'intérêt commun, non-seulement de la France et du Saint-Siège, mais aussi de l'Italie ; que le Gouvernement français avait un intérêt spécial à ce que les soldats libérés du service en France pour aller servir dans l'armée pontificale, n'éلودassent pas par leur désertion le but de leur libération ; que l'on ne pouvait dès lors voir dans la mission officieuse donnée à un général français en voyage, rien de contraire à la Convention du 15 septembre. Le marquis de Moustier m'a dit encore qu'il ne saurait croire que le général Dumont se fût servi d'expressions inconvenantes à l'égard du Gouvernement du Roi et répondant plus spécialement à ma demande, il me répéta que ce général n'avait été chargé d'aucune *mission officieuse* par le Gouvernement de l'Empereur.

Veuillez agréer, etc., etc.

Signé : NIGRA.

Note du « Moniteur officiel » français au sujet de la mission du général Dumont à Rome, en date du 1^{er} août 1867.

Les journaux s'occupent d'une mission à Rome qui aurait été donnée au général Dumont, et publient un prétendu discours prononcé par cet officier général.

Il est nécessaire de préciser la vérité des faits.

Le Ministre de la guerre avait exclusivement invité le général Dumont à rechercher, pendant son séjour à Rome, les causes qui avaient amené un certain nombre de désertions dans la légion formée à Antibes. Quant au discours attribué à ce général, il suffit de dire qu'il n'a pas été tenu, et que les publications faites à cet égard sont apocryphes.

**Le comte de Campello à M. Artom, chargé d'affaires d'Italie
à Paris.**

Florence, le 2 août 1867.

Monsieur,

La revue de la légion d'Antibes, passée à Rome par le général Dumont, a produit sur le Gouvernement du Roi et dans le pays une impression que les déclarations faites par M. le marquis de Moustier à M. Nigra dans l'entretien que ce dernier a eu avec le Ministre des affaires étrangères, n'ont pu effacer.

D'après ces explications, il semble que le général Dumont, en passant la revue de la légion d'Antibes, n'exécutait pas une mission donnée par le Gouvernement de l'Empereur, mais avait simplement agi conformément à des instructions qu'il a reçues du Ministre de la guerre à l'occasion de son voyage à Rome. Il est vraiment difficile de comprendre en quoi consiste la différence entre une mission du Gouvernement et les instructions ministérielles dont il s'agit ici. Il paraîtrait aussi que le général Dumont ne s'en est pas exactement rendu compte, à en juger par la solennité avec laquelle il a exécuté les ordres qu'il avait reçus et par les discours que, suivant la version générale, il a tenus devant la légion spécialement réunie à cet effet. A Rome, cette différence n'a pas mieux été comprise, car il résulte des renseignements qui me parviennent des sources les plus opposées, que la revue récemment faite par le général Dumont n'a été considérée que comme la continuation des inspections qui avaient habituellement lieu du temps de l'occupation française à laquelle la Convention de septembre a mis fin.

Si nous n'avions pour garantie la loyauté de l'Empereur et de son Gouvernement, nous ne pourrions nous empêcher de voir dans ces faits une violation tacite de cette Convention et une négation explicite du principe de non-intervention sur lequel elle est basée. Déjà la formation elle-même de la légion d'Antibes semblait contraire à ce principe. M. Drouyn de Lhuys, sur les réclamations que lui fit à ce moment parvenir le général la Marmora, répondit que cette légion constituerait une force armée au service du Saint-Siège, libre de toute ingérence étrangère, sans aucun rapport ni aucune solidarité avec le Gouvernement français qui n'avait à exercer sur elle aucun contrôle.

Peut-on affirmer aujourd'hui que la légion d'Antibes a conservé un tel caractère? Le Gouvernement italien n'a jamais négligé de

remplir ses obligations, malgré toutes les difficultés qu'il rencontra lorsqu'il s'agit de maintenir un état de choses qui froissait le sentiment national; mais aussi il se crut le droit de ne pas voir sa position compromise sous ce rapport et de prétendre à ce que la France qui a toujours montré le plus grand intérêt à maintenir la Convention de septembre, et à en assurer les résultats, n'en diminuât pas la force obligatoire par un acte d'intervention.

L'opinion publique dont tous les Gouvernements recherchent l'appui et le concours, a éprouvé une forte commotion dans la Péninsule en apprenant ce qui s'était passé à Rome, ainsi qu'en font foi, du reste, les interpellations au sein du Parlement, au sujet de cet incident. Je vous prie, Monsieur, d'appeler l'attention du marquis de Moustier sur les déclarations que le Président du Conseil a cru devoir faire devant la Chambre en répondant aux interpellations.

Nous voyons dans la Convention un acte important qui, s'il impose des devoirs à l'Italie, lui attribue aussi des droits. Le Gouvernement du Roi, résolu à remplir fidèlement ses obligations quoi qu'il lui en puisse coûter, est non moins décidé à maintenir l'inviolabilité de ses droits. L'honneur national y est engagé et nous n'y faillirons pas.

Le marquis de Moustier appréciera certainement la valeur de ces considérations. Il pensera comme nous qu'il importe de rendre à la Convention de septembre par les moyens qu'il jugera convenables cette efficacité morale à laquelle la mission du général Dumont a porté atteinte, et de conserver à la légion d'Antibes le seul caractère que d'après la Convention elle peut avoir.

C'est seulement ainsi que le Gouvernement du Roi, qui doit veiller aux conditions de la tranquillité intérieure, pourra rassurer le pays sur les véritables intentions d'un Gouvernement auquel le rattachent des liens de reconnaissance et la sympathie qui a toujours uni les deux peuples.

Vous voudrez bien, Monsieur, conformer à ces instructions votre langage dans les entretiens que vous pourrez avoir avec le Ministre impérial des affaires étrangères.

Recevez, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

**M. Artom, chargé d'affaires d'Italie à Paris, à M. de Campello,
ministre des affaires étrangères à Florence.**

Paris, le 1^{er} août 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai cru devoir transmettre par le télégraphe à Votre Excellence le texte de la note publiée par le *Moniteur* d'aujourd'hui, sur les commentaires auxquels a donné lieu, dans les journaux, le voyage du général Dumont à Rome.

Les conversations que j'ai eues ces jours-ci, avec quelques Ministres de l'Empereur, confirment les explications déjà données à Votre Excellence, par le titulaire de la légation Royale, sur cet incident spécial.

Le marquis de Moustier, que j'ai eu l'occasion de rencontrer hier au soir, m'a tenu à ce sujet un long discours qui me semble pouvoir être exactement résumé de la manière suivante :

1^o Le général Dumont n'avait aucune *mission* du Gouvernement; mais se rendant à Rome pour affaires particulières, il fut chargé par le maréchal Niel de quelques commissions;

2^o Le général n'a pas passé lui-même la légion d'Antibes en revue, mais il a simplement assisté à la revue faite par le colonel d'Argy. Le général Dumont était en uniforme, cela est vrai; mais telle est l'habitude de tous les officiers quand ils assistent à des revues de troupes étrangères;

3^o Le général Dumont n'a prononcé aucune allocution, et surtout, il n'a prononcé aucun des discours qui lui ont été attribués.

S. E. le marquis de Moustier a ajouté que, quoique la légion d'Antibes fût exclusivement au service du Pape, les soldats qui la composaient continuaient d'être citoyens français, que beaucoup d'entre eux n'avaient pas encore rempli toutes les obligations du service militaire envers la France, quand ils furent libérés à la condition de passer dans la légion d'Antibes. Cela imposait au Gouvernement le devoir de se préoccuper des causes qui les engageaient à désertir. La condition judiciaire de ces déserteurs est, en effet, très-singulière et crée au Gouvernement français des embarras qu'il est de son intérêt de faire cesser. Mais il est bien loin des pensées du Gouvernement impérial, de changer en quoi que ce soit l'ordre de choses établi par la Convention du 15 septembre 1864, et il est convenu que de son côté, le Gouvernement du Roi continuerait à le faire respecter énergiquement et loyalement.

Je profite, etc.

Signé : ARTOM.

Le comte de Campello à M. Artom, à Paris.

Florence le 4 août 1867.

Monsieur,

J'ai reçu la dépêche dans laquelle vous me rendez compte d'une nouvelle conversation que vous avez eue avec le marquis de Moustier sur l'incident produit par le voyage du général Dumont à Rome, et sur ce qu'il a fait dans cette ville.

Le Gouvernement impérial ayant démenti officiellement les paroles et les actes attribués à ce général, nous considérons cet incident particulier comme terminé. Ce qu'il nous importe maintenant d'obtenir, c'est que le Gouvernement français renonce à tout contrôle, à toute ingérence au sujet de la légion d'Antibes, et c'est ce que vous aurez sans doute fait observer à M. le marquis de Moustier, au moment où il vous exposait les raisons pour lesquelles la France était intéressée à empêcher les désertions dans la légion d'Antibes. Nous ne pourrions, en effet, admettre, sous aucun prétexte, cette nouvelle forme d'ingérence que, d'après le Ministre des affaires étrangères, il semblerait vouloir maintenir dans la légion d'Antibes. Nous nous rappelons à cet égard les déclarations explicites de M. Drouyn de Lhuys, et nous protestons dès maintenant contre tout acte qui ne serait pas conforme à ces déclarations, considérant un acte de cette nature comme un attentat contre la foi de la Convention existant entre l'Italie et la France.

Je profite, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

M. Artom au comte de Campello.

Paris, le 8 août 1867 (reçue le 11 août).

Monsieur le Ministre,

J'ai eu, ces jours-ci, un long entretien avec S. E. le Ministre impérial des affaires étrangères. Suivant les instructions que vous m'avez données, j'ai cherché à faire comprendre à Son Excellence le point de vue du Gouvernement du Roi, dans la situation faite à la suite du voyage du général Dumont à Rome. Quelque grave et légitime qu'ait été l'agitation suscitée en Italie dans l'opinion publique, le Gouvernement du Roi, lui ai-je dit, est disposé à recevoir comme satisfaisantes les explications données par la France,

et reproduites par le *Moniteur*; mais il désire que le Gouvernement français trouve un moyen de rendre à la Convention du 15 septembre, cette efficacité morale que cet incident a peut-être pu diminuer; le Gouvernement italien désire en outre, qu'on maintienne à la légion d'Antibes le caractère que ce corps de troupes doit avoir sur le territoire pontifical, selon la lettre et l'esprit de la Convention même. J'ai rappelé ensuite à S. E. le marquis de Moustier, qu'à l'époque de l'organisation de cette légion, le Gouvernement français avait répondu à toutes les observations du Gouvernement du Roi, en déclarant que cette légion serait indépendante de toute ingérence étrangère; que la France n'aurait à exercer aucun contrôle sur elle, et qu'elle n'aurait aucun rapport ni aucune solidarité avec le Gouvernement français. Je priai le Ministre impérial de me dire s'il considérait toujours comme valides et obligatoires ces déclarations, en lui demandant en même temps l'autorisation de vous transmettre purement et simplement sa réponse. J'ajoutai que cela était d'autant plus nécessaire, qu'il courait un bruit de réorganisation de la légion même.

S. E. le Ministre de l'Empereur, après avoir répété sur le voyage du général Dumont les observations que j'ai exposées à Votre Excellence dans ma dépêche du 1^{er} août, m'a dit qu'il n'éprouvait aucune difficulté à déclarer de nouveau, que la légion d'Antibes était une force tout à fait indépendante de toute ingérence et de tout contrôle étrangers. Il continua : « Non-seulement je reconnais ce principe, mais je déclare que le Gouvernement impérial a eu et a l'intention de s'y conformer pour l'avenir. *Quant à la mission du général Dumont, je ne la désavoue pas, je la nie.* » Il ajouta qu'il était faux qu'il fût question de réorganiser cette légion; qu'on ne pouvait certainement empêcher le Saint-Siège de faire en France des enrôlements pour remplir les vides produits dans la légion, par le licenciement de quelques-uns des légionnaires; mais dans aucun cas, ces enrôlements ne pouvaient augmenter la force de la légion, ni avoir la portée d'une réorganisation de cette légion. « Il serait puéril, dit le marquis de Moustier, de nous soupçonner de vouloir diminuer l'efficacité de la Convention ou de nous conduire de façon à donner l'occasion aux autres de croire ses stipulations moins obligatoires : il est de l'intérêt commun de la France et de l'Italie, que cette Convention demeure inaltérée, et je regrette qu'on ait pu croire un seul instant dans votre pays, que le Gouvernement impérial n'ait pas au même degré qu'autrefois, la volonté et l'intérêt de la respecter scrupuleusement. »

Je me permis alors d'insister pour que le Ministre de l'Empereur au département des affaires étrangères trouvât un moyen de répéter catégoriquement ces déclarations. Son Excellence répondit : « Je vous autorise à les faire connaître à votre Gouvernement par le premier

courrier; je m'exprimerai d'ailleurs dans ce sens, dans une dépêche que j'adresserai au chargé d'affaires de l'Empereur à Florence. »

Je profite, etc.

Signé : ARTOM.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

Florence, le 22 août 1867.

Monsieur le Ministre,

Je vous ai autorisé par un télégramme daté de ce jour, à adresser au Ministre impérial des affaires étrangères, une note dans le sens des instructions données à Votre Excellence, dans ma dépêche du 16 août. J'ai en même temps invité Votre Seigneurie à appeler sérieusement l'attention du marquis de Moustier, sur l'impression fâcheuse produite chez nous et dans le pays en général, par la lettre du maréchal Niel au commandant de la légion d'Antibes.

Il n'est pas nécessaire que je m'étende à examiner ce document. Il suffira de vous faire remarquer, que l'intention manifeste du Ministre de la guerre de faire punir en France les déserteurs de l'armée pontificale, a causé la plus douloureuse surprise.

Il est vrai qu'en même temps, le chargé d'affaires de France, baron de la Villegreux, est venu me lire une dépêche, dans laquelle le Ministre de l'Empereur au département des affaires étrangères, résumant la conversation qu'il avait eue antérieurement avec le chevalier d'Artois, déclare que le Gouvernement français ne regarde pas la légion d'Antibes autrement que comme un corps étranger au service du Saint-Père, qui n'a aucun rapport, ni aucune solidarité avec l'armée française, et sur lequel la France n'a jamais prétendu exercer le moindre contrôle.

Mais les déclarations de ce genre ne sont malheureusement pas corroborées par les faits, et d'un autre côté, elles sont en contradiction patente avec la lettre du maréchal Niel.

Vous ne manquerez donc pas, Monsieur le Ministre, lorsque vous en trouverez l'occasion, de témoigner au marquis de Moustier, le chagrin que nous a fait éprouver une telle contradiction entre les paroles et les faits, et la confiance que nous mettons dans la loyauté du Gouvernement impérial, qui ne voudra certainement pas voir continuer un état de choses si peu satisfaisant, et si peu apte à maintenir les bons rapports existant heureusement entre les deux Gouvernements.

Je profite, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

Paris, le 24 août 1867 (reçue le 27 août).

Monsieur le Ministre,

S. E. le marquis de Moustier n'est revenu à Paris qu'hier, après une absence de quelques jours. Je me suis empressé de lui demander une audience qui m'a été accordée pour aujourd'hui. Le Ministre impérial des affaires étrangères a voulu me résumer les explications et l'échange d'observations auxquels a donné lieu l'incident du séjour du général Dumont à Rome. Je crois inutile de répéter à Votre Excellence les choses qui m'ont été dites à ce sujet, par le marquis de Moustier, d'autant plus qu'elles sont renfermées dans la correspondance échangée entre les deux Gouvernements, et plus spécialement dans la dépêche dont le chargé d'affaires de France a donné dernièrement lecture à Votre Excellence.

Le marquis de Moustier voulait encore me donner une fois l'assurance que le général Dumont n'avait eu aucune mission du Gouvernement impérial ; que le langage attribué à ce général était entièrement supposé ; qu'enfin, le Gouvernement impérial n'avait jamais eu l'intention, pas plus qu'il ne l'avait, d'exercer une ingérence ou un contrôle sur la légion d'Antibes.

Je dis au marquis de Moustier que le Gouvernement du Roi avait entendu cette déclaration avec une véritable satisfaction, et je l'assurai que le Gouvernement du Roi de son côté, m'avait autorisé à lui confirmer sa ferme résolution de respecter et de faire respecter les stipulations revêtues de sa signature. J'ajoutai ensuite qu'en présence de cet échange d'explications, l'incident qui les avait provoquées aurait pu être considéré comme terminé, si une lettre du maréchal Niel, publiée récemment dans les journaux, n'avait fait surgir une nouvelle question qu'il importait de résoudre. Dans une affaire aussi délicate, lui dis-je, qui excite de légitimes susceptibilités et qui implique des intérêts aussi considérables, il est indispensable que les deux Gouvernements fassent disparaître tout prétexte, tout motif de doute sur l'intention qui est sincère chez l'un et l'autre d'exécuter ponctuellement la convention du 15 septembre. Or, d'après la lettre du maréchal Niel, il résulterait que les légionnaires d'Antibes, contrairement aux déclarations faites par M. Drouyn de Lhuys, ne seraient pas entièrement libérés du service militaire français, et seraient passibles des peines disciplinaires en France dans le cas de désertion. Cette situation des légionnaires, ce lien qui restait entre eux et l'armée française,

n'est pas conciliable avec l'abstention de toute ingérence, dont le marquis de Moustier nous avait donné l'assurance. Pour que les volontaires étrangers au service du Pape aient le caractère voulu par la Convention, il faut qu'ils soient affranchis de toute obligation militaire dans leur propre pays. C'est pourquoi j'étais chargé par le Gouvernement du Roi, de demander que le Gouvernement impérial fît cesser maintenant et à l'avenir cette condition anormale des légionnaires d'Antibes.

Après avoir exposé ces considérations, je remis au marquis de Moustier, une note rédigée dans le sens de la dépêche du 16 courant, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser.

J'estime nécessaire ici de vous envoyer la copie de ce document.

Le marquis de Moustier a reçu ma communication avec une grande réserve. Il me dit qu'il avait espéré que les explications données par le Gouvernement impérial, et spécialement celles qui étaient contenues dans la dépêche adressée au chargé d'affaires de France à Florence, auraient terminé l'incident fâcheux auquel se joignait le nom du général Dumont. A cet endroit, je lui observai que la nouvelle question, au sujet de laquelle j'étais chargé de faire la présente communication, était indépendante de l'incident Dumont.

Passant à l'examen de la demande, renfermée dans ma note, le marquis de Moustier me dit que le Gouvernement impérial avait déjà décidé de ne plus donner d'autorisations à l'avenir à des sujets français de passer au service du Saint-Siège, si ce n'est qu'après être libérés de tout lien militaire envers la France. Quant à ceux des légionnaires actuels qui n'avaient pas fini le temps de leur service en France, le marquis de Moustier me dit que la question était plus difficile à résoudre en présence de la législation militaire française ; qu'il se réservait d'examiner plus particulièrement cette question, et qu'après avoir pris les ordres de l'Empereur lui-même, il répondrait à ma note. Il me prévint en même temps que cette réponse ne pourrait m'être donnée avant dix ou quinze jours, lui-même devant s'éloigner de Paris pendant aussi longtemps.

Je profite, etc.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au marquis de Moustier.

Paris, le 24 août 1867.

Monsieur le Ministre,

L'incident qui vient de se produire au sujet de la légion d'Antibes a provoqué un échange d'observations et d'explications entre les Gou-

vernements d'Italie et de France, dont le résultat doit être d'effacer toute ombre de doute, non-seulement sur l'intention qu'ont les deux Gouvernements d'exécuter strictement les engagements pris par la Convention du 15 septembre 1864, mais aussi sur la valeur et la portée de l'une des principales clauses de la Convention elle-même. Pendant mon récent séjour à Florence, où j'ai été appelé pour exposer verbalement au Gouvernement du Roi les explications que le Gouvernement de l'Empereur m'avait données pour démentir la mission du général Dumont à Rome, j'ai eu l'occasion de confirmer l'assurance donnée par le Gouvernement impérial qu'il entendait s'abstenir de tout contrôle sur l'armée pontificale et de toute intervention dans la direction des troupes qui en font partie, quelle que soit leur origine et leur organisation. De son côté, le Gouvernement du Roi m'a autorisé à renouveler au Gouvernement impérial des assurances non moins explicites sur sa résolution inébranlable de respecter et de faire respecter, au prix même des plus grands sacrifices, les stipulations qu'il a signées.

En présence de ces déclarations et de ces explications, l'incident qui les a provoquées pourrait être considéré comme vidé, s'il ne restait une dernière question à résoudre, un dernier point à expliquer. Dans l'examen d'une question qui excite de vives susceptibilités et qui implique des intérêts de l'ordre le plus élevé, toute réticence serait nuisible. Aussi, je vais aborder ce dernier point avec la plus grande franchise.

Lors de la formation de la légion d'Antibes, M. Drouyn de Lhuys, prédécesseur de Votre Excellence, répondant aux observations que j'avais été chargé de lui adresser, de la part de S. E. le général La Marmora, me déclara que *cette légion était une force tout à fait indépendante de l'ingérence et du contrôle du Gouvernement impérial*. Ces mêmes assurances ont été confirmées dernièrement, ainsi que je viens de le dire, par Votre Excellence, et c'est avec une satisfaction bien sincère que le Cabinet de Florence l'a constaté. Mais le Gouvernement du Roi, par suite des derniers incidents, ayant été amené à examiner les conditions légales des légionnaires d'Antibes, a dû se demander si ces déclarations du Gouvernement impérial pourraient s'accorder avec la situation faite à ces légionnaires.

L'article III de la Convention du 15 septembre 1864 établit que « le Gouvernement italien s'interdit toute réclamation contre l'organisation d'une armée papale composée même de volontaires catholiques étrangers, suffisante pour maintenir l'autorité du Saint-Père et la tranquillité, tant à l'intérieur que sur la frontière de ses États, pourvu que cette force ne puisse dégénérer en moyen d'attaque contre le Gouvernement italien. »

Se conformant à cette stipulation, le Gouvernement du Roi n'a jamais pensé à contester au Gouvernement pontifical la faculté de faire des enrôlements dans les pays étrangers. Mais pour que les troupes ainsi composées aient le caractère indiqué par la Convention, il est indispensable que ces enrôlements soient *volontaires*, et que les individus qui s'engagent de la sorte à servir sous le drapeau pontifical soient effectivement libérés de tout service dans leur propre pays. M. Drouyn de Lhuys avait déclaré, en effet, que les Français qui s'engageraient dans la légion d'Antibes, seraient, dès ce moment, libérés de tout service en France. Cependant, il résulterait que les individus, Français d'origine, qui, avec l'autorisation du Gouvernement impérial, se sont engagés dans la légion d'Antibes, n'auraient pas reçu de congé définitif et sans condition; que l'autorisation de servir sous un drapeau étranger ne leur aurait été accordée qu'à la condition expresse d'y rester pendant un temps déterminé; et que les légionnaires seraient passibles de peines disciplinaires en France en cas de désertion. Si telle est en réalité la condition des légionnaires d'Antibes, il serait impossible de ne pas voir dans ce fait une contradiction avec les déclarations du Gouvernement impérial. Si le Gouvernement pontifical pouvait garder à son service des troupes ayant un lien et des devoirs vis-à-vis d'un Gouvernement étranger, l'une des principales stipulations de la Convention resterait sans valeur.

Le Gouvernement du Roi se flatte que le Cabinet des Tuileries tombera d'accord avec lui sur la nécessité de mettre fin à un état de choses qui est une source de malentendus et d'embarras pour tout le monde, en faisant cesser toute erreur sur le véritable caractère des légionnaires d'Antibes. Les deux Gouvernements sont résolus à maintenir et à exécuter loyalement la Convention du 15 septembre; tout ce qui peut donner lieu au moindre doute sur ces intentions réciproques doit être soigneusement évité.

L'opinion publique en Italie est vivement excitée à ce sujet. Elle ne s'explique pas qu'on puisse admettre que les légionnaires d'Antibes, dont la condition légale doit être celle de *volontaires* étrangers, n'aient pas été dégagés de tout lien disciplinaire ou autre vis-à-vis de l'armée française. Votre Excellence me permettra d'ajouter que j'ai pu moi-même, dans mon récent voyage en Italie, me convaincre de cet état de l'opinion, et que j'ai souvent regretté que les partis hostiles aux Gouvernements d'Italie et de France aient pris pour prétexte la situation actuelle de la légion d'Antibes pour mettre en doute leur loyauté dans l'exécution de la Convention.

Le Gouvernement du Roi pense qu'il serait facile de prévenir les inconvénients que je viens de signaler à Votre Excellence, si le Gouvernement français prenait les mesures nécessaires pour que les

Français, qui sont, ou seront au service militaire du Saint-Siège, soient entièrement dégagés de leurs obligations militaires en France.

Je ne crois pas nécessaire de m'arrêter à démontrer que cette mesure serait rigoureusement conforme au texte et à l'esprit de la Convention du 15 septembre. J'ajouterai seulement qu'en insistant pour son adoption, le Gouvernement du Roi n'est inspiré lui-même que du désir de témoigner encore une fois de sa ferme volonté de maintenir ses engagements relativement à la question romaine. Le Cabinet italien sera en effet d'autant plus fort vis-à-vis des partis à l'intérieur qu'il pourra démontrer d'une manière évidente que les obligations synallagmatiques prises par la Convention du 15 septembre sont à titre égal inviolables pour l'Italie et pour la France.

En priant Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître l'accueil que le Gouvernement impérial voudra bien faire au contenu de la présente dépêche, je Lui offre les assurances, etc.

Signé : NIGRA.

**Le marquis de La Valette, ministre des affaires étrangères
par interim, au chevalier Nigra.**

Paris, le 2 septembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Vous avez été chargé d'entretenir le Gouvernement de l'Empereur de l'incident qui s'est produit au sujet de la légion recrutée en France pour le compte du Saint-Siège, et vous avez, en conséquence, adressé au Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté une communication, en date du 22 du mois dernier.

Vous rappelez dans ce document les assurances qui vous avaient déjà été données de l'intention du cabinet français de rester scrupuleusement fidèle à l'esprit de la Convention du 15 septembre, en ce qui regarde la légion romaine, et vous ajoutez que vous êtes autorisé à renouveler celles non moins explicites du Gouvernement italien, concernant sa résolution inébranlable de respecter et de faire respecter, au prix même des plus grands sacrifices, les stipulations qu'il a signées.

Je ne puis qu'applaudir à ces déclarations et j'ai à peine besoin de dire qu'elles répondent pleinement aux sentiments dont le Gouvernement de Sa Majesté est animé. Personne, en effet, n'a plus d'intérêt à ce que la Convention du 15 septembre conserve toute son autorité et

toute sa force ; et vous avez pu vous-même, Monsieur le Ministre, durant votre récent séjour à Florence, rendre témoignage de l'importance que nous attachons à ce qu'elle soit maintenue hors de toute atteinte.

Nous ne saurions donc avoir la pensée d'en affaiblir le prestige en méconnaissant aucune de ses dispositions. Lorsque le Gouvernement de l'Empereur a jugé convenable, pour venir en aide au Saint-Siège, de faciliter la formation d'une légion étrangère, il n'a pas voulu créer un corps de troupes dépendant de l'administration militaire française et placé sous son contrôle.

Son intention a été au contraire que, dès l'instant où ce corps aurait été remis aux autorités pontificales, il n'existât plus d'autre lien que celui des souvenirs entre les volontaires enrôlés et notre armée. La légion, recrutée à Antibes, est placée sous le commandement exclusif du Saint-Siège et ne relève que de lui seul. Si, à raison des difficultés que son organisation a rencontrées, nous avons été amenés à favoriser l'admission de soldats comptant encore dans la réserve, la plupart auront bientôt achevé leur temps et peuvent être considérés comme définitivement libérés du service de France, sans cesser toutefois d'être liés par les obligations les plus strictes du devoir et de l'honneur envers le Saint-Siège.

Convaincu d'ailleurs, avec le Gouvernement italien, que tout ce qui peut donner lieu à un doute quelconque sur les intentions réciproques, relativement à l'exécution loyale des arrangements conclus, doit être soigneusement évité, le Gouvernement de Sa Majesté, tout en se réservant d'autoriser des officiers français à servir dans l'armée pontificale comme dans les autres armées étrangères, veillera à ce qu'il n'y ait dorénavant que des soldats entièrement libres de tout engagement envers la France qui puissent faire partie de la légion romaine.

Cette mesure, nous en avons la confiance, prouvera que nous n'avons rien tant à cœur que de faire disparaître tout sujet de malentendu et démontrera avec évidence que nous voulons, ainsi que le Gouvernement italien, suivant les termes mêmes de la communication à laquelle je réponds, que les obligations synallagmatiques, contractées au mois de septembre 1864, soient à titre égal, inviolables pour l'Italie et pour la France.

Agréez,

Signé : LA VALETTE.

Le comte de Campello, au chevalier Nigra.

Florence, le 7 septembre 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu avec le rapport que vous m'avez transmis, copie de la note que le Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté impériale vous a adressée sous la date du 2 septembre, en réponse aux communications faites par Votre Excellence au nom du Gouvernement du Roi, relativement à l'ingérence de la France dans la légion étrangère au service du Gouvernement pontifical.

La note du marquis de La Valette termine à notre pleine satisfaction, un incident désagréable. Nous étions convaincus que le Gouvernement de l'Empereur ne pouvait se refuser à reconnaître combien nos demandes étaient fondées, aussitôt que ces demandes lui seraient présentées sous cette forme insinuante et persuasive que vous avez su employer.

Par mon télégramme du 5 courant, j'ai chargé Votre Seigneurie d'exprimer au Gouvernement français le plaisir que nous avons éprouvé en voyant écartée, grâce aux déclarations explicites du Ministre des affaires étrangères, une difficulté qui aurait pu nuire aux bonnes relations constantes entre les deux pays. Aujourd'hui, je tiens à vous féliciter vous-même, Monsieur le Ministre, de la part que vous avez prise dans cette négociation des plus délicates.

Agrérez, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

II. QUESTION ROMAINE.**M. Visconti Venosta au chevalier Nigra.**

Florence, le 20 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

L'échéance du terme fixé par la Convention du 15 septembre pour l'évacuation du territoire romain, loin d'apporter avec elle les agitations que l'on avait appréhendées au dehors, vient au contraire d'améliorer sensiblement la situation respective de l'Italie et du Saint-Siège. En même temps que l'Autriche renonce à une politique qui augmentait encore les dangers de l'état de choses existant à Rome, la France, fidèle à ses engagements, donne satisfaction au sentiment

national, en confiant l'indépendance et la sécurité du chef de l'Église à la modération et à la sagesse des Romains. L'heureuse influence de cette situation nouvelle, où la nation voit enfin respecter l'inviolabilité de son territoire, se fait profondément sentir dans les affaires de Rome. Les difficultés de l'œuvre de pacification, à laquelle la France et l'Italie portent un si grand intérêt, sont désormais de beaucoup atténuées. Ces difficultés provenaient du juste ressentiment qu'excitait dans le pays l'occupation étrangère, et des conditions anormales faites ainsi à un pouvoir déchargé de sa responsabilité et privé de sa spontanéité d'action. Il était impossible que, dans ces données, des rapports naturels pussent s'établir, selon les nouvelles exigences des temps, entre la Papauté et l'Italie. L'on se trouvait ainsi dans une impasse, car tous les esprits sages ont depuis longtemps reconnu, que la question romaine ne saurait être résolue par la force, pas plus contre les Romains que contre le Saint-Siège. L'application du principe de non intervention vient enfin de faire cesser les dangers inséparables d'une situation si profondément faussée. La cause de la Papauté cesse d'être associée aux vicissitudes douloureuses des occupations étrangères qui ont pesé sur l'Italie, et le Gouvernement du Roi rentre dans l'exercice de ses droits de gardien du sol de la Péninsule. Dégagée ainsi de son caractère irritant, la question romaine devient susceptible d'être résolue de la seule manière qu'elle puisse l'être, c'est-à-dire directement entre l'Italie et l'Église.

Sans nous dissimuler les obstacles qui nous séparent encore de résultats si désirables, nous pouvons constater que déjà un apaisement réciproque s'est opéré dans les rapports du clergé avec la société civile; et même des marques de dispositions meilleures ont pu être échangées entre les autorités ecclésiastiques et celles de l'État. L'Italie a vu avec satisfaction les évêques de la Vénitie s'associer aux solennités de la réunion de leur pays à la patrie commune. Le Gouvernement du Roi, ayant permis aux évêques absents de leurs sièges d'en reprendre possession, a rencontré chez ces prélats un esprit de paix qui fait bien présager de leur conduite à venir. Le Gouvernement français nous ayant fait connaître, comme vous le savez, que le Saint-Père était disposé à reprendre les négociations commencées l'année dernière par M. Vegezzi pour le règlement des affaires ecclésiastiques, le commandeur Tonello, envoyé à Rome avec les instructions les plus conciliantes, n'a pas tardé à entrer avec le Saint-Siège dans un échange de vues communes qui permet d'espérer un prochain accord dans cet ordre de questions. En effet, depuis l'interruption des négociations que M. Vegezzi avait été chargé de suivre, le nouveau code civil a ôté aux évêques leurs anciennes attributions à

l'égard de l'état civil des personnes, et la loi sur les corporations religieuses et sur les biens ecclésiastiques a vidé un différend qui ne pouvait qu'entraver les tentatives de transaction. Le pouvoir civil étant ainsi devenu plus libre d'attaches ecclésiastiques, peut à son tour délier l'Église de quelques-unes des obligations qu'elle a eues par le passé envers lui. Ainsi le Gouvernement du Roi règle invariablement sa conduite sur ce principe de son droit public en vertu duquel la séparation progressive du pouvoir politique et du pouvoir religieux doit être la condition de l'affranchissement réciproque de l'État et de l'Église. Loin d'être inquiétants pour les consciences catholiques, ces faits, et bien d'autres que je n'ai pas à rappeler ici, prouvent que la liberté de l'Église est plus près de devenir une réalité chez nous que dans les autres monarchies catholiques de l'Europe, et que le peuple italien est, à beaucoup d'égards, le plus capable d'assurer à la Papauté et à l'Église la position élevée et stable qu'elles doivent garder au milieu des progrès inévitables de toute société moderne.

Quant aux difficultés d'ordre politique pendantes entre le Saint-Siège et nous, et qui intéressent plus ou moins les puissances étrangères, voici, Monsieur le Ministre, toute notre pensée. Nous regardons la Convention du 15 septembre comme étant, dans son esprit aussi bien que dans ses termes, la seule base sur laquelle puisse être actuellement traitée la question romaine. L'expérience a suffisamment démontré que dans les circonstances actuelles, aucune discussion de principes sur la question romaine ne peut avoir d'utilité entre le Saint-Siège et l'Italie, pas plus qu'entre l'Italie et d'autres Gouvernements; mais qu'au contraire des accommodements sont possibles sur le terrain des faits.

Il faut donc que le Saint-Siège et le Gouvernement du Roi cherchent de bonne foi, dans un intérêt de conciliation, ce qui peut actuellement les rapprocher, sans se demander l'un à l'autre de renoncer aux réserves sur lesquelles ils ne croient pas pouvoir revenir; et il n'importe pas moins que les autres Gouvernements s'abstiennent de faire des démarches ou des déclarations fondées sur des vues préconçues et de nature à porter de nouveau la question romaine dans le domaine des idées absolues, où il est dans ce moment si périlleux de la traiter. Pour nous, sans prendre l'initiative de propositions qui pourraient ne pas être appréciées avec justice à Rome, nous ne nous refuserons à aucune mesure qui ait pour but d'améliorer la situation de fait des territoires respectifs, de faire participer le plus possible l'enclave pontificale à la vie commune de la nation, d'admettre enfin les populations romaines à tous les avantages dont jouissent les sujets du Roi. Nous avons la conviction que

les modifications qui seraient peu à peu apportées de concert en ce sens au régime actuel, préviendraient des complications que les partis extrêmes peuvent seuls désirer. Le Saint-Siège devrait, selon nous, avoir d'autant moins de difficulté à effacer par degrés les différences qui existent entre les deux territoires, que l'Italie exprime franchement le désir de voir le Saint-Père demeurer à Rome, indépendant, respecté, investi des prérogatives et des garanties nécessaires à l'accomplissement de sa haute mission, et libre de toute sujétion envers les puissances de la terre.

Certes, la souveraineté pontificale, qui a reposé pendant des siècles sur le partage de l'Italie en petits États et sur l'emploi des forces étrangères, se trouve placée, par la constitution de l'unité italienne, dans des conditions d'existence totalement différentes; mais il est de notre intérêt que sa transformation s'opère spontanément, sans trouble, à l'abri de toute pression, comme il convient enfin à la dignité et aux droits du Pontife et des Romains. C'est dans cette pensée que le Gouvernement du Roi n'a pas manqué lorsque l'occasion s'est présentée, de se montrer tout prêt à accorder les facilités administratives et économiques qui pourraient rendre plus supportable l'état de choses actuel; c'est dans le même esprit qu'il use de toute son influence pour qu'aucune crise violente ne vienne arrêter l'évolution pacifique qui doit s'opérer à Rome, et qui est destinée à donner satisfaction aux intérêts de l'Église et aux aspirations nationales des populations.

Le général Fleury ayant été chargé, comme vous le savez, par S. M. l'Empereur des Français, d'examiner avec le Gouvernement du Roi quelles améliorations pratiques pouvaient être apportées aux relations de fait du Royaume d'Italie et de l'enclave pontificale, nous avons eu la satisfaction de trouver dans les ouvertures qu'il nous a faites une confirmation de nos propres vues. Tout en nous réservant l'examen de chaque proposition spéciale qui pourrait nous être soumise, nous avons cru ne pas devoir refuser en principe la possibilité d'un accord pour l'extradition des malfaiteurs, pour le rétablissement du régime consulaire, pour l'admission des pavillons dans les ports respectifs et pour des facilités douanières qui feraient cesser un isolement préjudiciable aux intérêts matériels.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les limites dans lesquelles l'action conciliante du Gouvernement du Roi et du Gouvernement français peut s'exercer aujourd'hui dans les affaires de Rome. Tant d'efforts seront-ils inutiles? Viendront-ils se briser contre les impossibilités qui ont été si souvent proclamées à Rome? L'avenir le dira. Mais dès à présent l'Italie et la France peuvent se rendre le témoignage d'avoir rempli, et au delà, la tâche que leur responsabilité

leur imposait. Le Saint-Siège est en mesure de devancer les événements qui dépendent entièrement de ses résolutions; jamais pouvoir n'a été entouré de tant de garanties extérieures; jamais la liberté du Pontife n'a été mieux préservée de toute pression du dedans ou du dehors. Les sujets du Pontife, dans une immobilité et un silence significatifs, témoignent qu'ils partagent eux-mêmes l'attente respectueuse où sont tous les amis du Saint-Siège des déterminations qu'il prendra. Mais il y aurait peu de prévoyance, nous le reconnaissons, à ne pas s'avouer ce qu'il y a de précaire et d'instable dans une situation pareille. Nous comprenons donc que le Gouvernement impérial n'exclue pas de ses préoccupations les événements qui pourraient un jour rendre inapplicables les stipulations de la Convention du 15 septembre. Nous n'éprouvons certes pas le désir de provoquer à cet égard entre la France et nous des engagements qui seraient certainement prématurés; mais si le Gouvernement de l'Empereur jugeait devoir entrer dans des pourparlers à cet égard, vous devriez, Monsieur le Ministre, exprimer avec la plus grande netteté la conviction où nous sommes que l'esprit de la Convention devrait survivre même aux stipulations précises du 15 septembre 1864, si elles devenaient caduques.

Le Gouvernement de l'Empereur qui a lieu de s'applaudir d'avoir pris pour règle actuelle de sa politique le principe de non-intervention, n'admettra pas, nous le croyons fermement, que la question romaine puisse être rejetée dans ces redoutables alternatives de violences contraires qui l'ont caractérisée jadis.

Nous persistons donc à compter que les Gouvernements qui portent à l'Église un intérêt éclairé, loin d'encourager par la perspective d'immixtions nouvelles les tendances des partis extrêmes, s'en tiendront aux principes salutaires dont la Convention de septembre a été une première application, et s'entendront dans cet esprit avec le Gouvernement du Roi, en toute circonstance où leurs préoccupations seraient attirées sur les affaires de Rome.

Agréez, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

Le chevalier Nigra à M. Visconti Venosta.

Paris, le 21 décembre 1866 (reçue le 24.)

Monsieur le Ministre,

Je me suis rendu hier chez S. Ex. le marquis de Moustier, et j'ai eu avec ce Ministre une conversation qui a roulé presque exclusivement

sur la question romaine. Le marquis de Moustier m'ayant, avant tout, fait connaître la bonne impression produite à Paris par la manière dont Sa Majesté le Roi s'était exprimé sur les affaires de Rome dans le discours de la Couronne, je fis remarquer au Ministre de l'Empereur qu'en effet le Gouvernement du Roi était dans les meilleures dispositions pour provoquer et accepter une politique de conciliation avec le Saint-Siège, et je lui énumérai les actes qui rendaient un témoignage non équivoque de ces sentiments; le rappel des évêques, le voyage de M. Tonello à Rome et les instructions assez larges dont il était porteur. Je demandai ensuite quelles étaient les dispositions de la cour de Rome. Le marquis de Moustier me répondit qu'en vérité, jusqu'à ce jour, les dispositions du Saint-Siège n'étaient pas encore aussi conciliantes que l'aurait désiré le Gouvernement français. En effet, me disait-il, si la partie purement ecclésiastique ne semble pas devoir rencontrer de grandes difficultés pour un accommodement, par contre la partie politique de la question romaine présente de grandes difficultés aux yeux du Souverain Pontife. Ainsi, jusqu'à ce jour, la cour de Rome ne se montre pas disposée à admettre en principe que les sujets pontificaux puissent être admis aux droits civils et politiques des citoyens italiens. Sa Sainteté ne s'opposerait pas à accorder des permissions spéciales à tel ou tel individu pour qu'il pût accepter des fonctions publiques en Italie lorsqu'il en ferait la demande dans des cas particuliers. Mais ce système de concessions spéciales change entièrement le caractère d'une concession d'un droit général que la France demande au Saint-Siège. Les réformes dans la législation et l'administration que la France lui conseille rencontrent pareillement de la répugnance auprès de la cour pontificale. La question douanière ne s'est pas avancée d'une manière bien sensible vers une solution. La question des extraditions n'a pas encore été traitée. J'engageai le marquis de Moustier à se préoccuper de cette question d'extradition, parce que je prévoyais qu'il se présenterait souvent des cas de refuge de malfaiteurs communs d'une frontière à une autre. Le Ministre impérial des affaires étrangères me promit de s'en occuper sans délai. Enfin, quant au rétablissement des consuls et à la question du drapeau italien dans les ports pontificaux, le Saint-Siège ne semblait pas pour le moment disposé dans un sens favorable aux justes exigences de l'Italie.

On peut, d'après cela, conclure combien il est difficile d'en arriver à un accord entre Rome et l'Italie sur les questions qui se rattachent à la politique. C'est pourquoi nos efforts et ceux de la France doivent tendre à établir au moins un *modus vivendi* qui soit tolérable des deux côtés. Le marquis de Moustier me dit que le cardinal Antonelli reconnaissait avant tout la nécessité d'établir un pareil *modus vivendi*.

Le Gouvernement français ne désespère pas d'arriver à ce résultat. Je dis au marquis de Moustier qu'il devait être convaincu que les obstacles ne venaient pas de notre part.

Et en effet, si l'on obtient l'établissement d'un *modus vivendi* supportable, ce sera une solution provisoire et pratique qui nous permettra d'examiner et de faire mûrir d'accord avec la France une solution plus définitive, et dans tous les cas d'attendre le cours des événements. C'est dans ces termes que je me suis exprimé vis-à-vis du marquis de Moustier, et il m'a semblé que lui, de son côté, penchait vers ces idées.

Toutefois je voulus encore parler au Ministre impérial des affaires étrangères de l'éventualité dont on a tant parlé, dans ces derniers temps, du départ du Pape de Rome et des conséquences qu'un tel fait pourrait produire. Le marquis de Moustier m'a déclaré que si le Pape était obligé de quitter Rome à la suite d'un mouvement insurrectionnel ou d'une invasion des États pontificaux, l'Empereur des Français serait forcé de faire une seconde expédition à Rome ; mais il me déclara en même temps que rien ne pourrait être plus désagréable à l'Empereur, que de se voir placé dans cette triste nécessité. Le marquis de Moustier ajouta ensuite que le Pape semblait disposé à rester à Rome et à ne pas abandonner son poste même lorsqu'il arriverait quelque mouvement intérieur.

Je ne voulus prendre ni accepter d'engagements, ni les provoquer pour l'éventualité de désordres à Rome, ou pour celle d'une fuite du Pape. Cette question est tellement grave et suppose au reste une telle série de faits, qu'il m'a paru convenable de m'abstenir de toute proposition pouvant lier l'action du Gouvernement du Roi.

Je me bornai donc à tenir au marquis de Moustier le langage suivant :

« Il est impossible de prévoir aujourd'hui les éventualités futures. Il n'en est pas moins certain que la France ne désire pas faire une seconde expédition de Rome, et de son côté l'Italie a pour base de sa politique le principe de *non-intervention*. L'Italie, dans tous les cas, souhaite s'entendre avec la France, quelle que puisse être l'éventualité qui se présentera. Aujourd'hui, je demande à la France si elle peut nous donner l'assurance, si, de son côté, elle ne fera rien sans s'entendre avec l'Italie. »

Le marquis de Moustier me répondit qu'il pouvait me donner cette assurance. Il reste donc entendu que quelque chose qu'il arrive à Rome, ni l'Italie, ni la France ne prendront de résolution sans avoir cherché d'abord à s'entendre.

Je profite, etc.,

Signé : NIGRÀ

M. Visconti Venosta au chevalier Nigra.

Florence, le 9 janvier 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai appris avec plaisir les nouvelles que vous a données le marquis da Moustier touchant les démarches faites à Rome par le Gouvernement français. Cependant cette fois encore il me semble qu'elles trouvent à la Cour Romaine une opposition décisive.

Le Gouvernement du Roi pour sa part, ayant fait connaître son adhésion en principe au système des améliorations proposées par la France, se regarde comme obligé à ne prendre aucune initiative à cet égard excepté pour faciliter quelques points secondaires transitoires et peut-être encore pour la police militaire des frontières.

J'approuve d'ailleurs complètement le langage que vous avez tenu au marquis de Moustier, lorsque dans le cours de la conversation fut posée l'éventualité d'une révolution à Rome ou de la fuite du Pape.

La tranquillité à Rome n'est pas troublée dans ce moment; nous espérons qu'aucun acte de violence ne viendra troubler ces conditions de calme et de développement progressif qui conviennent mieux à une grande question morale et sociale. Après les preuves nombreuses que nous avons données, le Gouvernement français ne doute certainement pas que tel est le désir de l'Italie et que l'Italie croit que tel est son intérêt.

Cependant malgré la modération de l'Italie et la modération des Romains, les dispositions actuelles du Saint-Siège qui jusqu'à cette heure résiste à faire aucune concession qui puisse au moins apaiser en partie les légitimes aspirations des Romains, et se refuse à comprendre combien l'indépendance et la sécurité du Pontife doivent à l'avenir trouver leur meilleure garantie dans une entente avec l'Italie, ces dispositions constatées par le Ministre des affaires étrangères de la France lui-même ne sont guère en état de dissiper les périls et les difficultés de l'avenir.

Les éventualités auxquelles vous avez fait allusion dans votre entretien avec le marquis de Moustier, sont en effet le danger le plus grave de la question romaine et la prévoyance des deux Gouvernements doit s'en préoccuper incessamment.

Le langage que vous avez tenu au marquis de Moustier est, de l'avis du Gouvernement du Roi, le seul qui convienne à l'état actuel des choses. Les cas qui peuvent se présenter à Rome sont si nombreux et si divers de leur nature, dans leurs caractères, dans les circonstances qui peuvent les accompagner, qu'il ne serait pas convenable de lier

l'action du Gouvernement ni de prendre des engagements définitifs peut-être peu appropriés à la situation, qu'on ne peut du reste pas prévoir dans ce moment et qu'il serait téméraire de vouloir prévoir.

Il reste donc entendu pour les cas prévus et non prévus que le Gouvernement italien et le Gouvernement français ne prendront aucune résolution sans un échange préalable d'idées et sans des communications préalables dans le but de procéder d'un commun accord.

Je comprends combien il reste encore de vague dans une pareille déclaration, mais elle peut servir de point de départ pour des accords ultérieurs entre les deux Gouvernements en présence de la situation et du développement des événements. Néanmoins dans vos fréquents rapports avec le Gouvernement impérial vous chercherez, Monsieur le Ministre, à établir autant que faire se pourra quels points de contact et quelle uniformité de vues doivent préparer le terrain pour l'entente future ; cela nous permettra d'affronter avec moins d'inquiétude les éventualités de l'avenir, de chercher et de mûrir les nouvelles solutions.

Pour ce qui nous touche, c'est à peine s'il faut vous le dire, nous nous refusons absolument à admettre qu'il puisse se renouveler une intervention étrangère à Rome. Une pareille intervention serait la violation du principe fondamental de la politique italienne.

Il ne serait pas moins superflu de démontrer que le système des garanties collectives du pouvoir temporel ne peut être admis par l'Italie. Comme en effet toute garantie collective semblerait avoir pour conséquence logique d'autres interventions dans la Péninsule, le sentiment national en serait profondément blessé ; cela seul suffirait pour faire naître les agitations les plus dangereuses. Ce système n'aurait en outre pour résultat que de rendre un accord entre la France et l'Italie plus difficile sur la question de Rome, parce que l'on verrait s'entremettre d'autres puissances qui ne rechercheraient peut-être pas toutes dans leurs appréciations sur les affaires de Rome les principes élevés qui sont la base de la politique de la France et de l'Italie. On verrait se produire des tendances et des résistances réactionnaires qu'il est du commun intérêt de la France et de nous d'atténuer, pendant que d'un autre côté il importe de n'encourager ni la révolution ni la réaction. L'application du principe de la non intervention a placé l'Italie, les Romains et le Gouvernement pontifical sous le sentiment de leur propre responsabilité. Et si le poids de cette responsabilité se fait sentir à l'Italie et aux Romains, il est juste que le Gouvernement pontifical ne s'y soustraie pas.

La France a, au reste, déjà reconnu qu'il était indispensable que la Cour de Rome tînt compte des besoins des Romains et des exigences de sa nouvelle situation.

En un mot nous croyons que les deux Gouvernements doivent se tenir strictement à l'esprit de la Convention qui peut se résumer dans ces deux principes : observer la non intervention et une politique de conciliation.

Quant aux éventualités futures qui demanderaient de nouveaux accords entre la France et nous, vous ne devez laisser échapper aucune occasion d'établir que dans les conventions avec le Gouvernement français, l'Italie seule pourra donner au Pape de nouvelles garanties de sécurité et d'indépendance sans provoquer de résistances et sans violer les droits des Romains.

Je profite, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

**Le comte de Campello, ministre des affaires étrangères,
au chevalier Nigra, à Paris.**

Florence, le 27 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

La Chambre des Députés a approuvé, dans la séance d'hier, le projet de loi par lequel notre Gouvernement est autorisé à donner pleine et entière exécution à la Convention du 7 décembre 1866, conclue entre l'Italie et la France, et contenant l'arrangement financier qui a pour effet de mettre à notre charge la portion de la dette afférente aux anciennes provinces pontificales.

Le Ministère actuel, tout en assumant la responsabilité de la Convention, n'a pas eu à intervenir directement dans les débats auxquels cet acte international a donné lieu dans la Chambre des Représentants. Les hommes politiques qui composaient le cabinet précédent, et qui avaient négocié et stipulé la Convention, étaient d'ailleurs tout naturellement appelés à la défendre. Aux discours de quelques membres de l'opposition, M. Visconti-Venosta a répondu de nobles paroles qui expriment les vues que nous partageons avec lui sur cette question.

Le Gouvernement impérial a été constamment informé, par votre entremise, de la marche des négociations que M. le commandeur Tonello avait été chargé de poursuivre à Rome, et il a certainement eu l'occasion de constater que le Gouvernement du Roi n'a point né-

gligé, de son côté, d'amener par tous les moyens possibles un arrangement avec le Saint-Siège, afin d'établir entre les deux territoires un *modus vivendi* dont les bases principales ont été tracées par mon prédécesseur au Ministère des Affaires étrangères.

En comparant le programme que le Gouvernement italien s'était lui-même proposé, avec ce que tous les efforts du négociateur du Roi à Rome ont pu obtenir jusqu'ici, on ne saurait certainement se défendre d'un sentiment de pénible surprise. Nous ne voulons cependant point abandonner ce programme, et nous nous proposons même, pour ce qui concerne les arrangements à établir entre les deux territoires, de reprendre les négociations directes qui ne sont que momentanément suspendues.

C'est là une tâche qui présente des difficultés que nous ne saurions méconnaître. Ces difficultés nous viennent non-seulement de la résistance qui nous est faite par la Cour de Rome, mais aussi de certaines répugnances que ces négociations soulèvent encore dans notre pays.

S'il est juste de remarquer que l'esprit public en Italie envisage généralement avec beaucoup plus de calme la situation anormale existant entre la Papauté et le nouveau Royaume, on ne saurait cependant perdre de vue la nécessité dans laquelle se trouve le Gouvernement italien de se prémunir contre tout ce qui pourrait aggraver les difficultés actuelles. Ce qui a été dit dans les Chambres espagnoles, et les commentaires qu'on y a faits des paroles prononcées au Corps Législatif français au sujet d'une garantie collective du pouvoir temporel du Saint-Père, ont produit en Italie une pénible impression.

Si cette garantie venait jamais à se réaliser, elle aurait pour effet immédiat de nous créer une nouvelle position que nous ne voulons point nous arrêter à discuter en ce moment, mais dont personne ne saurait raisonnablement se dissimuler la gravité.

L'apaisement complet des esprits, indispensable pour arriver à des arrangements qui nous permettent de vivre dans des conditions de bon voisinage avec le Saint-Siège, est l'œuvre délicate à laquelle nous nous proposons d'appliquer tous nos efforts; mais toujours faut-il que rien ne vienne entraver notre marche dans cette voie si difficile, et nous sommes fondés à croire que le Gouvernement impérial, qui nous a déjà donné tant de preuves de son amitié sincère, voudra, par la modération et la sagesse de sa politique, en faciliter la réussite.

En vous autorisant à vous exprimer dans le sens de cette dépêche, lorsque vous pourrez avoir une conversation avec M. le marquis de Moustier sur les affaires de Rome, je saisis l'occasion, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

**Le comte de Campello aux Agents diplomatiques du Roi
à l'étranger.**

(Circulaire.)

Florence, le 1^{er} août 1867.

Monsieur,

D'après les circulaires que ce ministère a adressées à ses agents à l'extérieur, vous avez eu occasion de connaître de quels sentiments était mû le Gouvernement du Roi en déléguant à Rome le Conseiller d'État Tonello, quelles espérances il fondait sur les résultats de cette mission et quels avantages en auraient retirés les deux pays limitrophes pour leurs rapports indispensables.

Le Commandeur Tonello n'a pas trouvé à Rome de dispositions favorables pour négocier; son action dut donc se restreindre presque exclusivement à quelques accords ecclésiastiques, et encore pour ceux-ci la vérité veut que je dise que la part faite à l'Italie était toujours d'offrir et de céder, sans que le Saint-Siège montrât même une intention éloignée de reconnaître ces concessions. Bien que près de trente sièges épiscopaux soient vacants à la suite de la nomination d'une vingtaine de prélats et le déplacement des autres, il semblait que les accords ne pussent plus continuer équitablement dans la voie que le Gouvernement se proposait de suivre; et en effet, le négociateur a reçu l'ordre du cabinet précédent de retourner à Florence.

Le ministère dont j'ai l'honneur de faire partie devait, dès son entrée en fonctions, s'occuper sérieusement des questions que la mission Tonello laissait en suspens; après un examen approfondi de la situation, il ne tarda pas à se convaincre qu'il était désirable qu'il s'établît un *modus vivendi* pour faciliter les deux pays, mais que pour le moment il ne convenait pas de procéder à d'autres accords ecclésiastiques pour la nomination des autres évêques, surtout en prévision du projet de loi déjà proposé à la sanction du parlement concernant la liquidation des biens ecclésiastiques. Cette loi, si les articles qui concernent la suppression des personnes morales passent, articles sur lesquels ne s'était pas prononcée la loi du 8 juillet de l'année écoulée, avait été réduite, comme vous le savez, aux simples limites d'un allègement économique et financier, laissant de côté tout ce qui pouvait avoir quelque attache directe avec la question des rapports de l'Église avec l'État. Toutefois, soit l'effet de l'impression qui était restée du premier projet, soit un effet naturel de l'excitation produite dans l'opinion publique à la suite de la longue discussion que la presse avait soulevée sur cette question, la vérité est que dans la discussion

générale de la loi, les considérations d'ordre politique et religieux trouvèrent le plus grand développement. Le Cabinet que la confiance du souverain a récemment appelé au pouvoir n'aurait pu, sans assumer la plus grande responsabilité, éviter que la représentation nationale ne se prononçât sur la question.

Interpellé sur la voie qu'il prétendait suivre, le président du conseil déclara que, quant à la nomination des évêques, quoique en admettant que de graves circonstances avaient pu conseiller de se rendre au désir de voir remplir plusieurs sièges épiscopaux, aujourd'hui que le nombre de ces sièges est beaucoup diminué, il ne croyait pas opportun de procéder à d'autres nominations d'évêques. En ce qui touche ensuite les droits divers qui compètent au pouvoir civil pour protéger les intérêts de l'État contre les usurpations de l'Église, M. Rattazzi exprimait l'avis que dans l'ensemble de ces droits il s'en trouvait quelques-uns qui pourraient être abrogés comme surannés et de peu d'utilité; mais, en consentant à faire cesser en même temps quelques privilèges et quelques immunités, mesure qui rendrait plus complètes la liberté absolue de conscience et la liberté religieuse. Le président du conseil ajoutait ensuite qu'il était incontestable qu'on ne pouvait, ni supprimer, ni modifier les droits appartenant dans cette partie au pouvoir civil autrement que sous la forme d'une loi; mais qu'il fallait distinguer entre les droits qui subsistent par eux-mêmes, qui ont leur base dans la loi, et ne peuvent par conséquent être abrogés ou modifiés que par une loi, et l'exercice des droits eux-mêmes qui ne regarde que le pouvoir exécutif.

Après que le ministre interpellé eut ainsi fait des déclarations précises de principes, il devenait indispensable que la Chambre se prononçât et qu'elle déclarât qu'elle adhérait ou non aux déclarations formulées, sans quoi le Gouvernement n'aurait su quelle-voie tenir.

C'est alors que se termina cette discussion, qui avait occupé les deux séances du 15 et du 16 juillet, par la proposition d'un ordre du jour de l'honorable député Mancini conçu dans les termes suivants :

« La Chambre prenant acte de la déclaration du Gouvernement que, sans une loi présentée, on ne peut rien innover valablement au préjudice des droits et des prérogatives du pouvoir civil en matière religieuse, et persuadée que le ministère ne laissera pas violer les droits de l'État et la dignité du pays, passe à l'ordre du jour. »

Le ministère déclarait accepter cet ordre du jour, n'admettant pas qu'il pût avoir une autre signification que celle de ses termes mêmes; c'est ainsi que quand l'on en vint à voter, la proposition Mancini obtint une grande majorité de suffrages.

On ne saurait passer sous silence qu'une discussion si grave, dans

laquelle tous les partis eurent leurs interprètes, et où toutes les opinions purent librement se manifester, arrivait précisément dans un moment où le Gouvernement se trouvait entouré d'une série de difficultés qui lui étaient en partie suscitées par cette agitation des esprits en Italie, mais bien plus encore, peut-être, par une espèce d'opposition sourde et persistante qu'un parti semble susciter à l'autre contre la consolidation de nos affaires extérieures.

Vous aurez vu dans les journaux italiens que le fait si peu important de 80 jeunes gens, presque tous de la province de Terni, lesquels après avoir voulu envahir le territoire pontifical furent poursuivis désarmés par quelques-uns de nos grenadiers sans avoir opposé la moindre résistance, ce fait qu'on aurait dû tout au plus citer comme une preuve de la vigilance active avec laquelle le Gouvernement du Roi surveille les frontières pontificales, a été au contraire commenté et amplifié dans la presse étrangère, pour démontrer les prétendus dangers qui menaçaient la sécurité du Pontife.

La réunion d'évêques à Rome, pour les fêtes séculaires de saint Pierre, devait nécessairement contribuer beaucoup à augmenter les difficultés de la situation. Pendant que tant d'éléments étrangers s'agitaient à Rome et que leur ingérence dans les conditions politiques de la Cour de Rome prêtait un argument aux défiances et aux craintes des partisans de l'opinion libérale en Italie, beaucoup parmi les prélats venus à Rome apprenaient à connaître le véritable état de l'édifice romain, en face des institutions nouvelles libérales qui assurent l'existence et le développement de l'unité dans les autres provinces italiennes. Ce spectacle, en détruisant beaucoup d'illusions, devait nécessairement rallumer l'esprit de fanatisme que le parti auquel appartient une grande partie du clergé catholique des autres pays entretient pour attaquer tous nos intérêts.

Et cependant on entendait des bruits de plus en plus insistants de tentatives prochaines d'envahissement du territoire pontifical, d'enrôlements, d'achats d'armes, et tous ces bruits gagnaient énormément de crédit par le langage de quelques hommes qui, sans accuser leurs intentions, manquaient au moins de prudence politique.

On peut regarder comme certain qu'il y avait beaucoup d'exagération, cependant il y avait quelque chose de vrai. Le Gouvernement, qui a déclaré mille fois publiquement qu'il connaît ses devoirs, à la suite de la Convention du 15 septembre 1864, a préparé toute espèce de moyens de surveillance et de répression en cas de besoin pour s'opposer efficacement aux efforts qui seraient tentés dans le but de convertir en actes des tentatives coupables.

Nous entendîmes se répandre autour de nous le bruit qu'un général français avait été envoyé à Rome pour y inspecter la légion étrangère,

organisée il y a deux ans, à Antibes, et que ce général, en cette occasion, avait prononcé des paroles en complète opposition avec les engagements pris par la France dans la Convention de septembre ; le ministère a été interpellé sur cet incident dans la séance du 22 de la Chambre des députés. Le président du conseil répondit en assurant à la Chambre que, disposé à remplir les devoirs que lui imposait la Convention, le Gouvernement italien saurait bien faire valoir ses droits, là où il croyait pouvoir invoquer la Convention en sa faveur.

En effet, on avait déjà demandé des explications au Gouvernement français sur la conduite attribuée au général Dumont à Rome, et on en avait reçu une réponse qui atténuait considérablement l'importance du fait arrivé. On nous assura que le général se trouvait à Rome pour ses propres intérêts et qu'il n'avait aucune mission de son Gouvernement. On ajoutait de plus, dans une réponse de Paris, que là, non moins qu'à Florence, on ne pouvait croire qu'un général de l'armée impériale eût prononcé des paroles directement opposées aux engagements pris par la France envers l'Italie dans la Convention de septembre. Cet incident parlementaire s'est terminé dans la séance d'avant hier par un vote de la Chambre et par l'acceptation par le Ministère d'un ordre du jour dans lequel, considérant que la Convention du 15 septembre 1864 intéressait hautement les destinées de l'Italie, le ministère était invité à maintenir de toute manière la non-intervention stipulée. Afin de mieux connaître à quel parti il fallait s'en tenir dans une question si délicate, le Gouvernement du Roi a jugé à propos d'appeler de Paris son représentant, et le chevalier Nigra est sur le point d'arriver à Florence.

Nous sommes convaincus que le Gouvernement français, qui désire comme nous l'observation de la Convention de septembre et comprend en même temps quelles sont les difficultés que nous avons à surmonter pour l'exécuter, ne peut, ni ne doit, par des démarches aussi peu mesurées que l'aurait été l'envoi du général Dumont à Rome, vouloir accroître les obstacles qui nous entourent et qui pourraient en dernière analyse compromettre toute l'efficacité de la Convention elle-même.

Agréez, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le comte de Campello, à M. Nigra, à Paris.

Florence, le 29 septembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Par mes dépêches précédentes vous aurez appris que le Gouvernement du Roi, pour remplir les obligations que lui impose la Convention du 15 septembre 1864, a éloigné de la frontière pontificale les volontaires au moment où ils allaient la franchir, et a arrêté à Sinalunga le général Garibaldi, qui a été ensuite conduit à Capreia. L'Italie s'étant engagée à ne pas attaquer le territoire actuel du Saint-Siège et à empêcher toute attaque venant de l'extérieur contre ce territoire, le Gouvernement du Roi, n'écoutant que la voix de l'honneur, n'a point hésité à remplir cette obligation.

Vous devez cependant, Monsieur le Ministre, faire remarquer combien l'accomplissement de ce devoir a dû nous être pénible, et quelle a été ensuite l'agitation des esprits dans le pays. Les aspirations de l'Italie à cet égard ne sont pas douteuses : le jour où elles ont trouvé leur expression dans un vote du Parlement, est un jour à jamais mémorable dans l'histoire de notre régénération. C'est dans ces sentiments, de jour en jour plus vifs dans le cœur des Italiens, que puisent et puiseront leur force les hommes qui tentent d'entraîner le pays hors du terrain légal, et qui viennent de rendre nécessaire l'intervention du Gouvernement. Cet état des esprits ne saurait changer, car la conscience des Italiens, quelle que soit leur manière de voir sur les moyens à employer, apprécie les causes de cette agitation et approuve le but qu'on veut atteindre.

Si l'effervescence populaire n'a pas donné lieu à des désordres graves, et si l'action du Gouvernement n'a pas été entravée, on doit en chercher la raison dans la conviction qu'a le pays, que, si le Gouvernement est décidé à maintenir l'inviolabilité des engagements internationaux, il est également résolu à défendre tous les droits qui en découlent. Dans l'action du Gouvernement, qui a su circonscrire la fougue populaire dans le cercle de la Convention de septembre, l'opinion publique a vu l'assurance que d'aucun côté on n'en franchirait les limites.

La Convention de septembre n'a point résolu la question romaine, qui ne cesse d'être pour nous une cause de perturbations et de dangers ; mais cette Convention a cependant clairement établi que les rapports entre le Gouvernement et la population de Rome doivent être exempts de toute immixtion étrangère. C'est pourquoi si, par un fait quelconque auquel nous demeurions étrangers, l'état actuel des

provinces romaines venait à changer, les droits du peuple romain ne pourraient pas être méconnus, et les raisons par lesquelles l'Italie a accepté la Convention de septembre ne cesseraient point d'exister. L'Italie et son Gouvernement doivent en défendre les principes et en vouloir les conséquences, en réglant leur conduite d'après leurs véritables intérêts qui s'identifient avec ceux de tous les peuples libres.

Quels que soient les changements qui peuvent avoir lieu dans le territoire pontifical, l'Italie a donné à l'Europe des preuves de sa modération et de sa prudence. Préoccupée surtout de son organisation intérieure, et animée du désir de s'associer le plus tôt et dans une plus large mesure à l'œuvre commune des nations civilisées, elle donne l'assurance qu'aucun des grands intérêts de la société ne pourra jamais, en ce qui dépend d'elle, être en danger.

Je vous autorise, Monsieur le Ministre, à donner lecture de cette dépêche à S. E. le marquis de Moustier, et je saisis l'occasion, *etc.*

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 30 septembre 1867, 1 heure
de l'après-midi.

Les nouvelles qui nous arrivent de Rome sont assez graves et peuvent changer complètement la position du Gouvernement. Il paraît certain que dans peu de jours une révolution éclatera à Rome, et que, malgré tous les efforts, il sera désormais impossible de l'empêcher. Nous avons pu résister au mouvement qui se manifestait à l'intérieur en respectant et en laissant respecter la convention du 15 septembre, même au risque de blesser le sentiment national : nous en ferons autant dans le cas où les forces pontificales suffiraient à dominer le mouvement.

Mais il nous serait absolument impossible d'assister, en spectateurs indifférents, à la constitution dans Rome d'un gouvernement qui pourrait être un danger pour l'Italie et la monarchie. En présence d'une telle responsabilité, qui n'a pas été prévue par la conférence, nous serons nécessairement contraints d'intervenir pour sauver l'ordre public et pour protéger nos institutions.

S. M. ordonne que vous vous rendiez immédiatement à Biarritz et que vous exposiez à l'Empereur, en termes efficaces, l'état de choses afin de prévenir une occupation française qui pourrait causer les plus

grands malheurs. Il ne faut pas se dissimuler que le sentiment national est tellement surexcité qu'il n'y aurait pas moyen, à notre avis, de le contenir en cas d'intervention étrangère.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Biarritz, le 4 octobre 1867, 3 h. 40 min. après midi
(reçue le 4 octobre, 8 h. 25 m. soir).

L'Empereur m'a fait connaître aujourd'hui sa réponse à ma communication. Sa Majesté m'a dit que la question de savoir ce qu'il y aurait à faire dans l'éventualité d'une révolution républicaine à Rome ne peut être résolu *à priori*, indépendamment des circonstances qui l'auraient provoquée; que la conduite des deux Gouvernements sera réglée en grande partie par ces circonstances et par l'impression qu'elles produiront sur l'opinion publique; que pour le moment tout danger immédiat semble s'être évanoui; et que, vu l'état actuel des choses, il croit devoir se borner à promettre que dans le cas de nouveaux événements le Gouvernement s'abstiendra de prendre des résolutions et des mesures, sans s'être mis d'abord en rapport avec le gouvernement du Roi, et avoir essayé de se mettre d'accord avec lui. L'Empereur compte sur un procédé analogue de la part du Gouvernement du Roi.

Signé : NIGRA.

Le comte de Campello au chevalier Nigra, à Biarritz.

(Télégramme.)

Florence, le 5 octobre 1867 (6 h. du soir).

Je vous prie de remercier l'Empereur des sentiments de bienveillance qu'il a manifestés à notre égard. Vous pouvez assurer Sa Majesté que, dans le cas d'une révolution à Rome, nous ne désirons rien tant que de nous mettre en rapport avec son gouvernement et de nous concerter avec lui, autant du moins que les événements, qui parfois sont plus puissants que la volonté humaine, pourront nous permettre de nous arrêter à ses délibérations.

Notre délibération, en tout cas, sera déterminée uniquement par la nécessité d'empêcher des excès, et de rendre impossible l'établissement d'une forme de gouvernement qui pourrait être une menace et un danger pour tous.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 12 octobre 1867, 10 h. 55 min. du soir
(reçue le 13, à 1 h. 35 min. du matin).

Le marquis de Moustier m'a dit hier soir que l'Empereur était très-ému des nouvelles de l'Italie. D'après ces nouvelles, de nouvelles bandes garibaldiennes, entre autres une forte de 1000 hommes, auraient pénétré dans les États pontificaux, où la population se tient tranquille.

L'Empereur, m'a dit le marquis de Moustier, reconnaît la sincérité des efforts du Gouvernement du Roi : mais puisque les troupes italiennes ne suffisent pas à elles seules à empêcher l'invasion il croit le moment venu pour la France de prendre ses mesures de son côté, et il en donne avis, conformément à l'engagement qu'il a pris de ne rien faire avant de s'être mis en communication avec le Gouvernement du Roi.

Le marquis de Moustier n'en écrit rien à Florence pour ne pas donner à la chose l'importance d'un acte diplomatique. Cependant il m'a prié d'en télégraphier à Votre Excellence, appelant toute son attention sur les impressions de l'Empereur, et l'engageant à redoubler d'efforts, pour ne pas compromettre le fruit de l'attitude loyale et énergique observée jusqu'à ce jour par le Gouvernement du Roi.

Signé : NIGRA.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 13 octobre 1867, 4 heures
après midi.

Ce sont des volontaires isolés, mais non des bandes garibaldiennes, qui pénètrent sur le territoire pontifical. Le mouvement de ces vo-

lontaires est si considérable, la frontière est si étendue et si accidentée qu'il serait impossible à une armée de 200 000 hommes de fermer entièrement le passage.

Précisément parce qu'on exerce une surveillance énergique et efficace, les volontaires, qui se dispersent par groupes isolés et se forment en petites bandes au delà de la frontière, sont sans armes et sans direction.

Si la population romaine se tient tranquille, on le doit uniquement à l'attitude du Gouvernement du Roi, lequel a rendu impossible toute invasion assez importante pour provoquer une insurrection. Il suffirait de déployer moins de sévérité pour qu'on vît ces populations s'insurger. Il serait impossible, avec la meilleure volonté, de faire davantage. Aussi cet état de choses ne pourrait se prolonger longtemps.

Nos troupes sont épuisées par les fatigues; l'administration publique est dans le plus grand embarras; l'autorité même du Gouvernement a perdu son prestige. Il est nécessaire d'y réfléchir et de prendre des mesures de quelque manière que ce soit et sans retard. Si vous le croyez opportun, vous pouvez vous en ouvrir au Gouvernement de l'Empereur, conformément au désir exprimé d'être mis en communication avec nous, avant que nous fassions rien.

Je crois que les choses en sont arrivées à un tel point qu'il est difficile d'en sortir sans une occupation du territoire pontifical par une partie de nos troupes. C'est là le seul moyen d'en finir. Je m'en rapporte à votre tact pour mettre en avant cette idée, à la condition et dans la mesure que cela vous paraîtra convenable.

De toute façon, il est absolument nécessaire de faire entendre au Gouvernement impérial qu'une intervention française serait la plus funeste résolution qu'on pût adopter, et qu'elle nous mettrait dans la nécessité de recourir aux expédients les plus dangereux pour nous soustraire à ses conséquences.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 14 octobre 1867, matin.

Le Gouvernement français, alléguant que la convention du 15 septembre a été violée, nous fait connaître son intention d'expédier un corps d'armée à Rome. Ce serait la plus funeste des éventualités pos-

sibles. Ce serait, d'un autre côté, une violation manifeste de la convention, puisque celle-ci a eu pour but de mettre un terme à l'intervention étrangère.

Nous l'avons respectée et nous la respecterons toujours au prix des plus grands sacrifices et des plus grands périls. Nous ne pouvons consentir à ce qu'elle soit violée par la France. Pourtant, si les troupes françaises sont dirigées sur Rome, nous serons contraints d'intervenir, nous aussi, et nous occuperons certainement le territoire pontifical. C'est pour nous une nécessité absolue, si nous voulons empêcher la guerre civile et sauver nos institutions.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 14 octobre 1867, 3 h. 15 min. de l'après midi (reçue le 14, à 5 h. 15 m. de l'après midi).

J'appellerai de nouveau l'attention du Gouvernement impérial sur les conséquences désastreuses d'une nouvelle expédition à Rome. J'espère pouvoir l'empêcher.

Je ferai tous mes efforts pour faire prévaloir l'idée d'une occupation par nos troupes, et j'exclurai d'une manière absolue le projet d'occupation étrangère. Je télégraphierai rapidement, mais rien ne sera résolu avant le retour de l'Empereur, annoncé pour demain soir.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 15 octobre, 3 h. du soir (reçue le 15, à 6 heures du soir).

Demain, il y aura conseil des Ministres, sous la présidence de l'Empereur. On y discutera la question de l'expédition française à Rome. J'ai exposé toute la gravité d'une résolution de cette nature. Mes observations ont produit un certain effet ; toutefois je ne suis pas encore tout à fait tranquille.

Dans l'état actuel des choses, on pourrait peut-être proposer avec

quelque chance de succès la combinaison suivante : Les troupes royales occuperaient les États pontificaux pour y rétablir le bon ordre ; une fois la tranquillité rétablie, elles reprendraient leurs positions sur la frontière.

Pendant ce temps, l'Italie, d'accord avec la France, proposerait un Congrès des grandes puissances qui se tiendrait à Florence pour régler définitivement la question romaine. Je m'abstiendrai naturellement de toute proposition à cet égard jusqu'à ce que j'aie reçu par le télégraphe les instructions de Votre Excellence.

Signé : NIGRA.

Dépêche du comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 16 octobre 1867, 5 h. du matin.

Je dois me borner maintenant à vous faire connaître mon opinion personnelle. Il nous serait impossible d'entreprendre de réoccuper les premières positions sur la frontière depuis l'occupation : notre condition serait, en un tel cas, pire que précédemment. Vous pourriez plutôt mettre en avant, comme idée émanant de vous, que notre occupation doit être entendue comme faite sans préjudicier en aucune façon à la question politique de la souveraineté, et sauf à nous mettre ensuite d'accord avec la France pour assurer l'indépendance du Pape.

Si la France veut proposer un Congrès auquel interviendraient d'autres puissances pour résoudre définitivement la question romaine, probablement l'Italie n'aura pas de fin de non-recevoir à y opposer ; mais il ne convient pas que nous en prenions l'initiative.

Du reste, la situation se fait chaque jour plus menaçante et plus périlleuse. L'insurrection gagne du terrain, et si l'occupation par nos troupes devait encore être retardée, je crains pour l'ordre public, et je prévois des conséquences déplorables qu'il faut éviter à tout prix.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 16 octobre 1867, 10 h. du matin.

Je réponds officiellement à votre télégramme d'hier : le Gouvernement confirme la réponse que je vous ai faite en mon nom personnel ; seulement nous voudrions, s'il est possible, éviter le Congrès, parce que nous ne croyons pas qu'il en puisse sortir des résultats favorables. Il conviendrait, d'autre part, qu'il fût bien entendu qu'il s'agit d'*indépendance spirituelle*. Dans le passage de mon télégramme précédent où il est question de l'indépendance du Pape, on vous recommande de faire tous vos efforts pour empêcher l'occupation française. Tenez, du reste, pour positif que nous sommes résolus à faire passer la frontière à nos troupes et à les faire marcher sur Rome à la première nouvelle du départ de la flotte française de Toulon.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 16 octobre 1867, 10 h. 20 m. du soir
(reçue le 17, à minuit 15 minutes).

L'occupation française a été décidée en principe dans le Conseil des Ministres tenu aujourd'hui à Saint-Cloud. Dans la réunion qui aura lieu demain, le Conseil prendra une résolution définitive.

Signé : NIGRA.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 17 octobre 1867, minuit 45 min.

L'intervention française est la pire des résolutions à laquelle puisse s'arrêter le Gouvernement impérial. Si elle est définitivement adoptée, il ne nous reste pas d'autre parti à prendre que d'intervenir aussi nous-mêmes. Puisque nous n'éprouvons aucune difficulté à laisser intacte la question de souveraineté et à nous mettre d'accord pour

donner à l'indépendance du Souverain Pontife les garanties nécessaires, l'intervention française n'a d'autre portée que celle d'une démonstration de défiance à notre égard. Nous ne saurions nous mettre en opposition avec le sentiment national sans tout compromettre et sans nous exposer à des conséquences plus graves encore que celles d'une intervention. Le Gouvernement français devrait le comprendre et chercher à se concerter avec nous, au lieu de nous créer une situation impossible.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 17 octobre 1867, 11 h. 55 min.
du matin (reçue le 17, à 3 heures).

Je communiquerai à M. Rouher le dernier télégramme de Votre Excellence, bien que je n'aie plus aucun espoir, l'intervention ayant été décidée. Le parti qui a conseillé l'intervention a allégué surtout à l'appui de son opinion que le Gouvernement du Roi se montre impuissant à empêcher l'invasion du territoire pontifical, et que s'il intervenait, il ne pourrait prendre l'engagement d'évacuer les États romains après y avoir rétabli l'ordre.

D'autre part, il paraît que le Pape a déclaré qu'il abandonnerait Rome si l'Italie intervenait, et qu'il invoque l'appui de la France et des puissances catholiques. J'ai déjà déclaré que si la France intervient nous serons nous-mêmes obligés d'intervenir. Je renouvellerai cette déclaration.

M. Rouher voudrait une double intervention opérée de concert, mais il ne prendra pas l'initiative d'une telle proposition. Il est probable que l'expédition française aura lieu purement et simplement.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 17 octobre 1867, 1 h. 45 min. du soir
(reçue le 17, à 3 h. 20 min. du soir).

J'ai vu M. Rouher avant son départ pour Saint-Cloud. Si Votre Excellence pouvait m'autoriser à déclarer qu'en redoublant d'efforts le

Gouvernement du Roi saurait repousser l'invasion sans occuper le territoire pontifical, je réussirai peut-être encore à empêcher l'expédition française.

Si Votre Excellence ne peut pas me donner cette autorisation, l'expédition française aura lieu. Comme nous avons déclaré que, dans ce cas, nous interviendrons aussi, M. Rouher propose que la double intervention soit réglée d'un commun accord et effectuée en même temps : faute de quoi, pourraient surgir une collision et la guerre.

M. Rouher prendrait en outre l'engagement de provoquer, aussitôt que l'ordre aura été rétabli, une solution équitable de la question romaine, soit par la voie d'un Congrès, soit par tout autre moyen.

Je prie Votre Excellence de réfléchir sérieusement sur ces propositions, et je la supplie de m'expédier de promptes instructions.

Les nouvelles parvenues au Gouvernement impérial portent que les autorités italiennes laissent passer les volontaires au delà de la frontière. Une dépêche de ce jour annonce que 800 volontaires seraient partis hier de Florence avec des officiers en uniforme. Ce sont ces nouvelles qui ont déterminé l'expédition.

Signé : NIGRA.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 17 octobre 1867.

Il est absolument faux que 800 volontaires soient partis, hier soir ou un autre jour, de Florence; il est encore plus faux que des officiers en uniforme fussent avec eux. Comme je vous l'ai déjà dit dans mes télégrammes précédents il est impossible d'empêcher entièrement les volontaires sans armes et isolés de circuler; il faudrait pour cela arrêter en aveugle des milliers de personnes. Ce matin, encore, j'ai donné les ordres les plus sévères, et vous pouvez assurer M. Rouher que je ferai tout ce qui est possible redoublant d'efforts pour faire cesser la chose.

Quant à la double intervention, vous comprenez que nous ne pourrions consentir à la régler à l'avance d'un commun accord, parce que notre consentement blesserait le sentiment national et soulèverait une indignation générale. Ce ne serait dans tous les cas qu'après le débarquement des troupes françaises qu'on pourrait prendre des arrangements.

Veuillez bien faire comprendre que le seul moyen efficace, dans le cas où la révolution éclaterait à Rome, est que l'Italie intervienne elle-

même pour y rétablir l'ordre et protéger la personne du Pontife laissant sans y toucher la question de souveraineté sur laquelle comme sur tout autre point un accord serait alors possible.

L'intervention française rendrait notre tâche impossible; malgré tous nos efforts l'excitation des esprits serait telle en Italie dans le cas d'une pareille éventualité, que personne ne pourrait répondre des événements.

Il est nécessaire que le Gouvernement impérial se mette en garde contre les nouvelles qui lui sont envoyées de Rome : elles sont ou exagérées ou travesties dans l'intention de le pousser à l'intervention.

RATTAZZI.

Signé : DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 17 octobre, 8 h. 20 m. du soir
(reçue le 17, à 11 h. du matin).

Le Gouvernement impérial consent à suspendre l'ordre d'expédition, mais il demande l'assurance que le Gouvernement du Roi redoublera d'efforts pour réprimer le mouvement des volontaires. Je prie vivement Votre Excellence de vouloir bien me transmettre d'une manière précise cette assurance. Je fais tout ce qui est possible pour empêcher l'expédition, et j'y ai réussi provisoirement, à cette condition.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 17 octobre 1867, 9 h. 10 m. du soir
(reçue le 18, à 11 h. 15 min. du matin).

Le Gouvernement impérial n'admet en aucune hypothèse l'intervention de nos troupes si une révolution éclatait à Rome. Une révolution serait, ici, considérée comme la conséquence de l'invasion.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, le 18 octobre 1867, 5 h. du soir
(reçue à 11 h. 10 min. du soir).

L'expédition est prête à partir de Toulon, au premier signal de l'Empereur. Je crois nécessaire quelque acte énergique qui enlève toute espèce de doute relativement à la ferme intention du Gouvernement du roi de réprimer le mouvement.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

Paris, le 17 octobre 1867 (reçue le 19).

Monsieur le Ministre,

Ainsi que j'ai eu l'honneur de l'annoncer en son temps à Votre Excellence, j'avais exposé à S. M. l'Empereur à Biarritz que dans le cas, alors prévu, d'une révolution dans le sens républicain à Rome, le Gouvernement du Roi serait obligé d'intervenir pour empêcher l'effusion du sang, et pour ne pas laisser s'établir dans Rome une forme de gouvernement dangereuse pour les institutions du royaume.

Je demandai à l'Empereur, au nom du Gouvernement royal, quelle était en pareille éventualité la manière de voir du Gouvernement français.

L'Empereur a répondu que les circonstances qui pourraient provoquer et accompagner une telle éventualité pourraient être différentes et pourraient de là, selon leur diversité, produire une impression différente sur l'opinion publique en France et en Europe ; qu'ainsi il n'était pas possible d'établir une solution *a priori* indépendamment des circonstances du fait ; que, dans l'état des choses, il se bornerait à promettre qu'aucune résolution, aucune mesure ne serait prise par le Gouvernement impérial avant qu'il se fût mis en communication avec le Gouvernement du Roi, et qu'il eût cherché s'il y avait moyen d'arriver à un accord. En même temps les nouvelles arrivées d'Italie annonçaient que le danger d'une insurrection à Rome était de beaucoup diminué, et que le mouvement garibaldien sur la frontière se calmait.

Depuis lors, à partir du 9 courant, le Gouvernement impérial a commencé à recevoir d'Italie des nouvelles moins rassurantes. Il résulte de ces nouvelles que les volontaires réussissaient à éluder la vigilance des troupes royales et à se former en bandes plus ou moins nombreuses sur le territoire pontifical, tandis que les populations romaines continuaient à demeurer tranquilles, se montrant même opposées au mouvement.

L'Empereur s'émut de ces nouvelles, et il donna l'ordre à son Ministre des affaires étrangères de faire connaître au Gouvernement du Roi que déjà les troupes italiennes, malgré leur vigilance et malgré les efforts du Gouvernement royal, ne pouvaient réussir, à elles seules, à empêcher l'invasion, et que le moment était arrivé où la France devait aviser de son côté.

En même temps l'Empereur invitait le marquis de Moustier à avertir de tous ces faits le Gouvernement du Roi, conformément à la promesse faite de ne prendre aucune résolution avant de s'être mis en communication avec le Gouvernement royal. Le marquis de Moustier me fit en ce sens une communication verbale le 12 courant, et, le jour même, je m'empressai d'informer par le télégraphe le Gouvernement de Sa Majesté.

A la suite d'un télégramme que je reçus le lendemain en réponse de S. E. le Président du conseil des Ministres, je faisais connaître à S. E. le marquis de Moustier : Que ceux qui réussissaient à pénétrer dans les États pontificaux n'étaient que des volontaires isolés; que le mouvement des volontaires était si grand, la frontière tellement étendue et si difficile à garder, qu'il était impossible, même à une armée de 200 000 hommes, d'empêcher complètement le passage; que, du reste, précisément parce que le Gouvernement du Roi exerçait une surveillance efficace et énergique, les volontaires qui passaient isolément et se formaient ensuite en petites bandes se trouvaient sans armes et sans direction, et ne pouvaient rien tenter de sérieux.

Que si les populations pontificales demeuraient tranquilles, on le devrait seulement à l'attitude du Gouvernement du Roi, qui s'opposait à toute invasion; que ces populations se seraient soulevées si le Gouvernement du Roi avait tenu une autre conduite et exercé une moindre surveillance; que, malgré la meilleure volonté, il était impossible de faire davantage; que cet état de choses n'aurait même pu durer longtemps; que les troupes royales étaient épuisées de fatigue et que l'autorité du Gouvernement avait perdu de son prestige; qu'en pareille circonstance, il fallait pourvoir au plus pressé.

Je soumettais à l'examen du Gouvernement impérial l'idée d'une occupation éventuelle par les troupes royales du territoire pontifical,

pour rétablir l'ordre et mettre fin à ce mouvement. Je demandais ce qu'en pensait le Gouvernement impérial.

En attendant, partant de la supposition que la convention du 15 septembre était éludée, le Gouvernement impérial faisait pressentir son intention d'envoyer un corps français à Rome.

Le Président du Conseil me chargea de demander des explications amicales au Gouvernement français sur la véritable signification de cette décision, et d'exposer qu'une expédition française serait un événement funeste et constituerait une violation de la convention du 15 septembre, dont le but principal avait été de mettre fin à toute intervention étrangère; que le Gouvernement du Roi avait respecté et respectait la convention, malgré de graves sacrifices et de grands dangers; qu'il ne saurait admettre qu'étant observée d'un côté, elle fût violée de l'autre; que si les troupes françaises étaient envoyées à Rome, le Gouvernement italien était forcé, de son côté, d'intervenir pour empêcher la guerre civile et pour sauver les institutions du royaume.

J'ai eu soin d'exposer toutes ces choses verbalement d'abord, puis ensuite par lettre particulière à S. E. le marquis de Moustier, et j'ai appelé son attention, dans les termes les plus cordiaux, mais en même temps les plus pressants, sur les conséquences, funestes pour les deux pays, d'une seconde expédition française.

C'est sous l'impression de ces faits et de cet échange de considérations qu'a été tenu hier, à Saint-Cloud, un conseil de ministres, sous la présidence de l'Empereur, arrivé la nuit de Biarritz. La question de l'expédition de Rome a été vivement et longuement discutée. Le parti contraire à l'expédition trouva d'éloquents défenseurs au sein du conseil.

Les considérations que, par ordre du Gouvernement du Roi, j'avais exposées, ont été examinées, je crois, avec le sincère désir de trouver une solution également satisfaisante pour tous. Mais le parti de l'expédition eut pour lui la majorité des opinions et fut victorieux en principe. Aujourd'hui seulement sera prise une résolution définitive.

J'ai des raisons de croire que le Gouvernement impérial m'en informera sans retard, et avant que cette résolution elle-même ait reçu un commencement d'exécution. J'ai naturellement mandé tout cela, par le télégraphe, au Gouvernement royal dans la soirée d'hier et dans la nuit, car le conseil a duré longtemps, et les ministres ne sont rentrés à Paris qu'à six heures de l'après-midi.

Je ne dois pas cacher à Votre Excellence que l'on accuse le Gouvernement du Roi de ne pas exercer toute la surveillance possible. On allègue à l'appui de ce reproche plusieurs dépêches parvenues d'Italie, et dans lesquelles on affirme que les enrôlements volontaires

sont tolérés, que les volontaires ne sont pas arrêtés au lieu de leur départ, et qu'en conséquence il devient impossible de les trouver dans les gares de chemins de fer où la force publique se présente pour les arrêter; que le 8 de ce mois, près de Nerola, les bandes se sont arrêtées sur la frontière en face des troupes pontificales, et que les troupes italiennes sont demeurées impassibles; que les volontaires italiens, repoussés sur le territoire du royaume par les troupes pontificales, n'y ont pas été arrêtés, désarmés et transportés en lieu sûr; qu'on tolère les comités soi-disant de secours pour les blessés et les souscriptions ayant pour but avoué d'encourager l'invasion et de lui fournir des ressources; que, hier encore, une masse nombreuse de volontaires qui, sauf erreur, ne comptait pas moins de 800 hommes, partait publiquement de Florence avec des individus portant la marque distinctive du grade d'officier. Mais la raison déterminante, l'argument le plus décisif, a été trouvé dans la nécessité pour le Gouvernement impérial de faire respecter sa signature.

Je ne sais si dans le conseil des Ministres il a été question et si l'on a tenu compte des dernières mesures prises par le Saint-Siège.

J'aurai soin d'informer avec toute l'exactitude désirable Votre Excellence de la résolution définitive qui sera prise par le Gouvernement impérial. En attendant, le Gouvernement du Roi, en présence d'une telle gravité de la situation, examinera quel parti doivent lui conseiller, d'une part, la dignité de l'État, d'autre part, la sécurité et l'intérêt publics.

Je crois que, s'il est possible au Gouvernement du Roi, en redoublant d'efforts, d'empêcher ultérieurement l'invasion; que s'il peut en donner l'assurance positive, on pourra arrêter l'expédition française, qui serait une source très-grave d'embarras pour la France et pour l'Italie.

Si l'on pouvait obtenir ce résultat, il n'y a pas de doute qu'une fois le calme rétabli, l'examen de la question romaine pourrait être repris avec cette tranquillité d'esprit qui seule peut conduire à une solution équitable et raisonnable.

En attendant, je n'ai pas négligé de dire ici que l'intervention française provoquerait nécessairement l'intervention des troupes italiennes dans le territoire pontifical.

Veuillez, etc.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

Paris, le 17 octobre (reçue le 19).

Monsieur le Ministre,

A la suite d'un télégramme de l'honorable président du conseil que j'ai reçu hier matin, j'ai fait connaître à S. E. le marquis de Moustier que si l'occupation du territoire pontifical par une partie des troupes royales devait avoir lieu, elle serait faite sans préjuger la question de souveraineté et en réservant un accord entre la France et l'Italie pour assurer l'indépendance du Pontife. J'exprimais en même temps, d'après la teneur du télégramme cité, l'opinion que l'Italie ne ferait probablement aucune difficulté d'accepter un congrès des puissances pour résoudre définitivement la question romaine.

Dans le conseil qui a eu lieu le jour même (16 octobre courant) à Saint-Cloud, ces idées ont été communiquées à l'Empereur par le Ministre des affaires étrangères.

Dans ma dépêche précédente datée d'aujourd'hui j'ai rendu compte à Votre Excellence de ce qui s'était passé au sein du conseil hier et de la délibération prise en principe d'envoyer une expédition française sur le territoire pontifical. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'on devait s'arrêter à une résolution définitive et envoyer l'ordre d'embarquement et de départ à la flotte française à Toulon. J'ai renouvelé mes vives et pressantes instances pour qu'on suspendit une résolution qui tournerait à la perte des deux pays.

Au retour des ministres de Saint-Cloud qui a eu lieu vers 6 heures du soir, le marquis de Moustier me fit prier de passer au ministère des affaires étrangères. Voici comment il m'exposa les résolutions et la manière de voir du Gouvernement impérial. L'ordre d'expédition est implicitement suspendu; le Gouvernement impérial fait appel aux sentiments d'amitié et de solidarité qui unissent l'Italie et la France pour que le Gouvernement italien redouble d'énergie afin d'arrêter le mouvement des volontaires; le Gouvernement français ne pense pas que cette entreprise soit au-dessus des forces du Gouvernement du Roi; s'il en était autrement, le Gouvernement français aurait à aviser à ce qui lui serait commandé par les circonstances et le ferait non sans regret, mais dans tous les cas sans hésiter. Le Gouvernement français ne peut consentir à l'occupation du territoire pontifical par l'Italie; il insiste sur la nécessité absolue de maintenir la convention du 15 septembre; il ne méconnaît pas les difficultés inhérentes à la question romaine. Mais pour le moment toute question doit rester intacte, le Gouvernement français ne pouvant admettre qu'il ait à délibérer sur les conditions po-

litiques de la souveraineté et de l'indépendance du Pape pendant que les troupes italiennes occuperaient le territoire pontifical.

Je promis au marquis de Moustier d'en référer au Gouvernement du Roi sans retard et je l'ai fait au moyen de mes télégrammes de ce soir.

Pour le moment le danger de l'expédition est conjuré, mais à condition que le mouvement des volontaires sera arrêté et que la convention du 15 septembre sera rigoureusement maintenue même dans le cas d'une révolution à Rome.

J'ai rectifié et continue à rectifier auprès du marquis de Moustier les nouvelles exagérées et fausses qui arrivent de Rome et même de Florence au Gouvernement impérial.

Le Gouvernement du Roi peut être certain que dans ces jours douloureux j'ai employé tous les efforts pour empêcher l'expédition française déjà résolue en principe. Un premier et important résultat est obtenu. L'expédition est suspendue.

Agréez, etc.

Signé : NIGRA.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

(Télégramme.)

Florence, le 19 octobre 1867, 6 h. 45 min. soir.

S. M. connaît vos derniers télégrammes. J'ai franchement manifesté mon opinion à S. M. et en même temps, pour la laisser entièrement libre dans ses résolutions, j'ai résigné dans ses mains au nom de tout le cabinet nos démissions. S. M. regarde la situation comme très-grave et m'a exprimé le désir de réfléchir, se réservant de me faire connaître plus tard ses intentions.

RATTAZZI.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le comte de Campello au chevalier Nigra.

Florence, 20 octobre 1867.

Monsieur le Ministre,

Le chargé d'affaires de France s'est rendu ce soir chez S. E. le président du conseil pour lui communiquer d'urgence le contenu d'un télégramme qu'il venait de recevoir du marquis de Moustier.

M. de la Villegreux a exprimé en termes assez courtois et modérés les demandes mêmes que vous nous aviez déjà fait connaître par le télégraphe.

En présence du mouvement des volontaires vers le territoire pontifical le cabinet impérial de France croit nécessaire que le Gouvernement du Roi dans un manifeste à la nation exprime sa désapprobation sur les mouvements qui se succèdent et affirme ainsi son intention d'observer et de faire observer l'article 1^{er} de la convention de septembre. Le Gouvernement français voudrait en outre que nous fissions dissoudre les comités de secours et arrêter les enrôlements.

Vous qui connaissez quelles ont été dès le commencement de la phase présente les justes et vraies propositions du Gouvernement du Roi, vous pourrez facilement reconnaître combien il aurait été facile de démontrer que nous ne pouvions consentir aux demandes faites par le représentant de la France, et cela d'autant moins depuis que le Gouvernement a appris que les insurgés eux-mêmes s'opposent maintenant à l'arrivée d'autres volontaires sur le territoire pontifical. Mais le cabinet auquel j'ai l'honneur d'appartenir ayant remis sa démission entre les mains du Roi hier matin, le président du conseil croit devoir se contenter de répondre que, dans sa position actuelle, le ministère n'avait pas la possibilité de délibérer sur les demandes que nous adresse le Gouvernement français.

Il a ensuite ajouté quelques réflexions personnelles sur le véritable état des choses qui auront certainement mis M. de la Villegreux à même de faire connaître à Paris toute la gravité de la situation et les dangers vers lesquels on se précipiterait en adhérant aux propositions françaises.

Agrérez, etc.

Signé : P. DE CAMPELLO.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.

(Télégramme.)

Paris, 25 octobre 1867, 8 h. 19 min. soir
(reçue le 25, 11 h. 55 min. matin).

Je crois devoir prévenir le Gouvernement du Roi que les nouvelles reçues de Florence relativement à Garibaldi, les rapports du chargé d'affaires de France en cette ville, les retards apportés à la formation du ministère, ont produit ici une impression assez défavorable.

Signé : NIGRA.

Le chevalier Nigra au comte de Campello.*(Télégramme.)*Paris, 26 octobre 1867, 1 h. 50 min. soir,
(reçue le 26, à 5 h.).

L'expédition française résolue depuis le 16 de ce mois avait été suspendue. Les derniers événements et surtout l'entrée de Garibaldi sur le territoire pontifical ont provoqué la révocation de l'ordre de suspension.

On croit que l'escadre française partira aujourd'hui même de Toulon.

Signé : NIGRA.

**Le général Menabrea, ministre des affaires étrangères,
au chevalier Nigra.***(Télégramme.)*

Florence, le 27 octobre 1867, 6 h. 30.

Un nouveau ministère s'est constitué et il a exposé son programme dans une proclamation du soir publiée dans la gazette officielle de ce jour.

Nous espérons encore que l'expédition française n'aura pas lieu. Mais si notre espérance se trouve détruite et si les troupes impériales sont débarquées à Civita-Vecchia, nous nous croyons forcés de donner l'ordre aux troupes royales de passer la frontière dans le but de maintenir l'ordre sur le territoire pontifical. Elles recevront dans ce cas des instructions formelles pour éviter toute collision avec les troupes françaises et pontificales.

Signé : MENABREA.

**Le général Menabrea aux Agents diplomatiques du Roi
à l'étranger.***(Circulaire.)*

Florence, 30 octobre 1867.

Monsieur,

La convention conclue entre le Gouvernement du Roi et celui de S. M. l'empereur des Français le 15 septembre 1864 stipulait d'un côté le départ des troupes françaises des États pontificaux, mais im-

posait d'un autre côté des obligations très-graves et d'une exécution des plus difficiles. Nous n'en acceptâmes pas moins la charge avec la résolution sincère et délibérée de faire tous nos efforts pour en maintenir l'exécution.

Si au mépris des lois et malgré les déclarations réitérées du Gouvernement, quelques bandes de volontaires sont parvenues à pénétrer dans les provinces pontificales voisines en trompant la surveillance des milices royales placées à la garde des frontières, quiconque connaît la nature du terrain, le développement des frontières à surveiller et tient compte du droit que chacun a de se mouvoir et de voyager à sa guise, se rendra facilement compte de l'impossibilité absolue dans laquelle se trouvait le corps d'observation préposé à la surveillance des frontières, d'empêcher avec efficacité des faits de cette nature.

Ces difficultés, Monsieur, n'ont certainement pas échappé à la pénétration et à la réflexion des hautes parties contractantes lorsqu'elles ont signé la convention de septembre. Chacun se rappelle en effet que le terme fixé pour l'exécution de cette convention avait en effet été stipulé dans l'espérance qu'il pourrait pendant ce temps s'établir une entente entre le Saint-Siège et le royaume d'Italie ou qu'au moins il aurait pu exister entre les deux gouvernements voisins un *modus vivendi* qui aurait rendu possibles leurs rapports réciproques. Cette espérance, je dois le confesser, est restée vaine. Ce n'est pourtant pas que le Gouvernement du Roi ne se soit efforcé à faire de son côté tout ce qui dépendait de lui pour arriver à ce but : mais il a toujours rencontré dans le Saint-Siège de la résistance et enfin des censures amères pour avoir promulgué des lois qui depuis longtemps sont appliquées dans les autres pays catholiques.

On ne doit donc pas s'étonner qu'une crise que nous déplorons se soit produite.

Le Gouvernement de S. M. l'empereur des Français, dans un document inséré au *Moniteur*, a déclaré par la bouche du Ministre impérial des affaires étrangères que l'intervention des troupes françaises dans le territoire du Saint-Siège n'avait aucun but hostile vis-à-vis de l'Italie et qu'il n'avait aucune intention de renouveler une intervention dont il mesurait toute la portée.

Pendant que le Gouvernement du Roi apprécie hautement l'importance des déclarations susdites, il ne peut pourtant se persuader que les circonstances présentes aient exigé un acte pareil.

Le Gouvernement impérial ne peut pas ne pas reconnaître que la convention du 15 septembre 1864 a été conclue dans le but principal de replacer les États du Saint-Siège dans les conditions de tous les autres États qui doivent par eux-mêmes pourvoir à leur propre sécurité. On pourrait au contraire mettre en doute qu'à cet égard,

l'esprit de la convention n'ait toujours été observé; mais, quoi qu'il en soit, les troupes à la solde du Gouvernement pontifical ont montré qu'elles suffisaient pour défendre leur drapeau et répondre par là au but qui leur était assigné.

Le Gouvernement impérial de France, malgré nos observations et malgré nos protestations répétées, a au contraire été d'un avis contraire et a résolu d'intervenir.

Nos déclarations récentes et formelles de vouloir nous efforcer à empêcher autant qu'il était en notre pouvoir l'invasion des bandes de volontaires dans le territoire voisin du Saint-Siège, déclarations que nous avons maintenues, n'ont malheureusement pas été propres à l'éloigner d'un pas aussi grave. Il est inutile que je vous dise, Monsieur, que nous en avons été douloureusement affligés.

Un acte de cette nature a profondément agité l'opinion publique, et si les populations ne sont pas soulevées, cela doit être attribué à ce que la majorité bien pensante de la nation a l'habitude d'avoir confiance dans le Gouvernement d'un Roi loyal qui a su et saura sauvegarder son honneur au prix de quelque sacrifice que ce soit. Dans l'intention de sauvegarder nos intérêts et ne consultant que ses intérêts et sa propre dignité, le Gouvernement du Roi a dû assumer la grande responsabilité d'ordonner aux troupes royales de passer les frontières pontificales.

Cette détermination ne peut en aucune façon être considérée par la France comme un acte hostile.

En occupant quelques points de ce territoire les troupes royales ont reçu l'instruction formelle de s'attacher à rassurer les esprits et à ramener le calme dans les populations agitées qui de tous côtés se tournent vers le Gouvernement pour demander sa protection. Nos troupes ont l'ordre de respecter partout les autorités et les municipalités constituées et de se conduire de façon à éviter un conflit qui pourrait faire naître des complications ultérieures.

Par le fait de l'intervention des troupes impériales françaises, les conditions de la convention de septembre ont été essentiellement altérées; le Gouvernement du Roi avait l'obligation de sauvegarder son droit en se mettant dans la même position que l'autre partie contractante pour pouvoir, dans cette position, entamer de nouvelles négociations.

Nous faisons de notre côté des vœux sincères pour que ces négociations arrivent à une solution définitive qui, donnant une légitime satisfaction aux aspirations nationales, garantira en même temps l'honneur et l'indépendance du Souverain Pontife pour l'exercice de sa souveraine mission.

Agréez, etc.

igné : MENABREA.

**Le marquis di Bella Caracciolo, ministre d'Italie
à Saint-Pétersbourg, au comte de Campello.**

(Extrait.)

Saint-Pétersbourg, le 26 octobre 1867
(reçue le 2 novembre).

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pas beaucoup de détails à ajouter à ce que j'ai eu l'honneur de vous annoncer par le télégraphe, sur la réponse qui m'a été faite par le chancelier de l'empire à propos des communications que je lui avais adressées sur l'éventualité d'une nouvelle expédition française à Rome.

Les paroles réservées du prince Gortschakoff, tout en exprimant beaucoup de bon vouloir à l'égard de l'Italie, étaient principalement inspirées par le doute que l'intervention dût véritablement avoir lieu, et qu'en supposant qu'elle eût lieu il dût en naître un conflit menaçant pour la politique générale de l'Europe.

J'ai revu il y a peu de jours le prince Gortschakoff, et je l'ai remercié de la part du Gouvernement du Roi de l'intérêt qu'il avait manifesté, lui faisant remarquer que nous prenions en due considération le caractère religieux qu'avait le grave incident de Rome, caractère qui devait inspirer quelque réserve à la Russie, attendu sa situation spéciale; mais, ce nonobstant, un jour pourrait venir où cet incident impliquerait les intérêts internationaux des grandes puissances, et où le caractère religieux de la question serait effacé par son importance politique.

Le prince me répondit que l'Italie avait raison de faire fond sur les sympathies de la Russie, et que si des événements plus sérieux se produisaient, le Gouvernement impérial de Saint-Pétersbourg ferait en faveur d'une nation amie tout ce qui serait en son pouvoir.

Signé : BELLA CARACCILO.

**Le marquis d'Azeglio, ministre d'Italie à Londres,
au général Menabrea.**

(Extrait.)

Londres, le 29 octobre 1867 (reçue le 2 novembre).

Monsieur le Ministre,

À la réception du télégramme par lequel Votre Excellence m'annonçait la formation du nouveau ministère et me donnait des instructions sur

ce que j'avais à communiquer à lord Stanley, je me suis rendu au Foreign-Office, et, reçu aussitôt par le ministre, je lui ai fait connaître la situation et ce que le ministère attendait de S. S., eu égard aux témoignages de sympathie qu'elle nous avait déjà donnés dans ces derniers temps.

Lord Stanley me donna lecture d'un long télégramme reçu peu de moments auparavant par sir Auguste Paget.

Lord Stanley, qui me paraît comprendre parfaitement la gravité du moment actuel, me dit qu'il craignait qu'il ne fût trop tard pour prévenir le débarquement; mais que l'Angleterre s'emploierait pour empêcher que l'entrée de nos troupes sur le territoire pontifical fût considérée comme un *casus belli*.

Signé : D'AZEGLIO.

Le marquis d'Azeglio au général Menabrea.

(Extrait.)

Londres, le 30 octobre 1867 (reçue le 3 novembre).

Monsieur le Ministre,

Hier, je suis allé de nouveau chez lord Stanley, qui m'a dit avoir reçu de Paris des nouvelles d'après lesquelles le chevalier Nigra avait manifesté, au Gouvernement français, notre intention de faire passer à nos troupes les frontières pontificales, et le Gouvernement français n'aurait pas semblé s'y opposer, se bornant à exprimer l'espérance que ce ne serait pas pour faire éclater des collisions entre nos troupes et les troupes impériales.

Le langage du marquis de Moustier, dans cette circonstance, aurait été analogue à celui qu'il a employé dans la circulaire du 25 octobre, dans laquelle il est dit que l'expédition a été ordonnée de la part du Gouvernement français, seulement pour éviter des inconvénients plus grands et non avec des intentions hostiles au Gouvernement italien.

Agréé, etc.,

Signé : D'AZEGLIO.

**Le chevalier Tosi, chargé d'affaires d'Italie à Berlin,
au général de Menabrea.**

(Extrait.)

Berlin, le 30 octobre 1867 (reçue le 3 novembre).

Monsieur le Ministre,

Le comte de Bismark, à la première nouvelle de l'ordre expédié de Florence aux troupes royales de passer la frontière pontificale, a aussi renouvelé aux représentants prussiens près des grandes puissances les instructions dont j'ai déjà parlé dans une autre de mes dépêches, à propos du nouvel aspect que pourrait éventuellement prendre la question romaine dans le cas où elle assumerait un caractère politique européen, et à propos de la convenance d'éviter de plus grandes complications.

Cependant, tout en me répétant les motifs qui le détournaient d'agir directement à Paris, il ajouta qu'il espérait qu'un conflit n'aurait pas lieu, pourvu que les troupes italiennes, de leur côté, fissent preuve de la plus grande prudence.

A quoi j'ai répondu que les ordres du Gouvernement du Roi, que j'avais eu l'honneur de lui faire connaître, à la suite des communications de Votre Excellence, et la discipline de l'armée italienne étaient des garanties de l'attitude ferme et prudente que nos troupes sauraient garder.

Signé : TOSI.

Le chevalier Nigra au général Menabrea.

Paris, le 2 novembre 1867, reçue le 4.

Monsieur le Ministre,

Par le télégramme du 30 octobre dernier, qui m'est arrivé le soir du même jour, Votre Excellence m'a annoncé que, par suite de la déclaration du *Moniteur*, qui faisait connaître l'arrivée à Civita-Vecchia d'un corps d'expédition français, le Gouvernement du Roi avait donné ordre aux troupes royales de passer la frontière et d'occuper quelques points du territoire pontifical; que le Ministre de la guerre de S. M. avait expédié à Civita-Vecchia un officier d'état-major avec mission de communiquer au commandant de l'expédition française

les instructions données aux troupes du Roi, dans le but d'éviter une collision et de prendre au besoin avec lui les mesures nécessaires. Votre Excellence ajoutait, dans ce télégramme, que nos troupes devaient se borner à occuper actuellement quelques points pour coopérer au maintien de l'ordre, et qu'elles avaient reçu la recommandation précise de respecter les autorités pontificales et, en leur absence, les autorités municipales qui se trouvaient en fonctions.

Je me suis hâté de communiquer, avant-hier matin, le contenu de ce télégramme à S. E. le marquis de Moustier.

Déjà, avant l'entrée de nos troupes, j'avais signalé l'urgence de pourvoir à tout ce qui était nécessaire pour éviter tout conflit possible.

Je sais que des ordres ont été donnés pour que les troupes françaises évitent une collision avec les troupes italiennes.

Le Gouvernement français, conséquemment, n'a pas considéré l'entrée de nos troupes sur le territoire pontifical comme un *casus belli*.

L'annonce, apportée hier par le télégraphe, que Frosinone a voté un plébiscite, a produit une vive excitation dans le public et dans le Gouvernement français. Cette impression a été toutefois atténuée par la nouvelle que le Gouvernement du Roi a refusé d'accepter ce plébiscite.

Signé : NIGRA.

Le général Menabrea au chevalier Nigra.

Florence, le 7 novembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Les motifs qui ont conduit le Gouvernement du Roi à faire occuper par ses troupes quelques points du territoire pontifical au moment même où un corps d'expédition français débarquait à Civita-Vecchia, ont déjà été développés, dans la circulaire que j'ai adressée, le 30 octobre, aux représentants diplomatiques de S. M. à l'étranger. Il ne sera donc pas nécessaire de rappeler les raisons qui nous ont engagés à cette démarche. Il nous suffit que le but que nous propositions ait été atteint.

Partout où les troupes royales se sont présentées, elles ont été accueillies avec reconnaissance par les habitants, parce qu'avec elles revenaient l'ordre et la sécurité pour les citoyens, le respect et la protection pour les autorités qui se trouvaient constituées. Vous savez,

Monsieur le Ministre, que dans beaucoup de localités non occupées par nos milices les populations ont accompli de solennels plébiscites d'annexion au royaume d'Italie; mais le Gouvernement du Roi, qui avait dissuadé ces manifestations que son influence ne suffisait pas à empêcher, refusa d'en accepter les résultats, appuyé sur la parole donnée que sa détermination de passer les frontières pontificales ne conduirait à aucun acte d'hostilité.

L'invitation faite aux bandes de volontaires de se retirer derrière les rangs de l'armée italienne n'a pas été écoutée par Garibaldi. Tandis que celui-ci, cherchant à exécuter d'autres desseins, portait ses colonnes sur Tivoli, les troupes franco-pontificales l'attaquèrent et le défirent près de Mentana. Les volontaires rentrèrent alors en grand nombre sur le territoire de l'État où ils furent désarmés, et Garibaldi qui, après s'être présenté à Pano-Correse, semblait vouloir se retirer à Caprera par Livourne, fut au contraire arrêté et gardé à Varignano, dans le golfe de la Spezia. Une pareille mesure nous était dictée par la nécessité de faire respecter l'autorité de la loi, et par l'urgence d'éloigner tout risque de nouvelles perturbations.

La paix publique ainsi rétablie, les périls qui menaçaient l'État pontifical ont cessé. Les conditions ayant été changées, les motifs qui avaient rendu notre intervention nécessaire, devenaient moins impérieux; c'est pourquoi le Gouvernement du Roi rappela ses troupes dans les limites de l'État.

De son côté, le Gouvernement français par sa circulaire a pris un engagement solennel de considérer sa tâche comme accomplie et de se retirer du territoire pontifical aussitôt qu'il serait délivré des agresseurs et que la sécurité y serait rétablie. Les conditions susdites sont réalisées. En nous retirant derrière nos frontières, nous avons enlevé tout motif de défiance; et à présent, confiants dans la parole de la France, nous attendons que le Gouvernement français fasse à son tour cesser une intervention que nous ne jugeons plus nécessaire, qui a été pour l'Italie un fait douloureux et qui, si elle se prolongeait, serait un obstacle à un arrangement stable.

Si la conduite du Gouvernement royal et ses fermes résolutions font voir à tous que les faits produits ne pourront plus se renouveler, par ce qui est arrivé, chacun est prêt à conclure que le but de la Convention du 5 septembre, stipulée dans l'attente d'un prompt rapprochement entre l'Italie et le Saint-Siège, est entièrement manqué. Rien, en effet, ne peut tempérer l'attitude hostile prise par le Gouvernement pontifical contre celui du Roi. Rome offre aujourd'hui le singulier spectacle d'un Gouvernement qui, pour se maintenir, paye une armée composée de gens ramassés dans tous les pays, entièrement disproportionnée à la population et aux moyens financiers de l'État, et qui

se croit contraint à recourir aux interventions étrangères. Un accord sincère avec l'Italie enlèverait au contraire tout soupçon de danger pour le Saint-Siège, lui permettant d'employer au profit de la religion les trésors prodigués pour des armements superflus, en préservant la Péninsule contre de nouvelles effusions de sang ; ce serait en même temps un gage assuré de cette paix, qui est pareillement nécessaire au Pontife et au royaume italien.

Notre pays a, autant que tout autre, un sentiment religieux vif et profond ; mais aussi, plus que tout autre, il sent les difficultés et les déchirements naissant de l'union d'un pouvoir qui, conduit par des règles immuables, s'exerce dans les régions suprêmes de la foi, et d'un gouvernement terrestre qui, sujet à toutes les passions politiques, est destiné à se modifier dans le cours des temps et à la suite des progrès de la civilisation.

Le sol qui renferme la tombe des apôtres, où est conservé le dépôt des traditions de la foi catholique, est le siège le plus sûr du pontificat. L'Italie saura le défendre et l'entourer de toute la vénération et de la splendeur qui lui sont dues, et d'en faire respecter l'indépendance et la liberté.

Tel est le plus vif désir des Italiens. Mais pour que le but en question puisse être atteint, vous comprendrez, Monsieur le Ministre, qu'il faut des arrangements qui mettent en accord les intérêts du Saint-Siège avec ceux de l'État. La cause de la religion et celle de l'ordre européen y sont également intéressées. Si l'Italie constituée est destinée à être un grand élément d'ordre et de progrès, il faut d'un autre côté, pour qu'elle puisse exercer sa noble mission, que l'on enlève de son sein la cause qui la maintient à présent dans un état de permanente agitation.

En exposant les considérations que je viens de développer, vous saurez, Monsieur le Ministre, certainement faire naître la conviction qu'il est de toute nécessité de résoudre sans retard la question romaine.

Agréez,

Signé : L. F. MENABREA.

**M. Blanc, chargé d'affaires d'Italie à Vienne,
au général Menabrea.**

(Extrait.)

Vienne, le 9 novembre 1867 (reçue le 12).

Monsieur le Ministre,

Le baron de Beust, arrivé hier soir de Paris, a bien voulu me recevoir dès ce matin.

.... Quant à la réunion d'une conférence *ad hoc*, M. le chancelier de l'Empire me dit qu'à la suite de la circulaire de M. de Moustier, où ce moyen de procéder était suggéré, il n'y a eu à cet égard que des pourparlers peu concluants. Pour notre part, ajouta-t-il, nous n'accepterions pas de faire partie d'une conférence à laquelle ne prendraient part que les puissances catholiques. Du reste, nous avons fait connaître à l'Empereur Napoléon que nous adhérons, le cas échéant, à la proposition de réunir les puissances européennes pour résoudre la question romaine, mais que nous n'entendons prendre à ce sujet aucune initiative.

Agréez, etc.

Signé : BLANC.

Le général Menabrea au chevalier Nigra.

Florence, le 14 novembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Aujourd'hui que la France annonce vouloir mettre à exécution la promesse de retirer ses troupes de Rome, il est nécessaire que je vous fasse connaître les vues du Gouvernement du Roi relativement à la Conférence que l'Empereur voudrait convoquer pour définir la situation réciproque du Saint-Siège et de l'Italie.

Vous savez, Monsieur le Ministre, que le général La Marmora, qui a bien voulu se charger d'une mission auprès du Gouvernement français pour aplanir, de concert avec vous, les difficultés inhérentes à notre état actuel de crise, a reçu, entre autres mandats, celui d'amener la France à des arrangements propres à résoudre définitivement la question romaine.

Ayant pris en considération les moyens les plus pratiques pour arriver à un prompt résultat, il nous a paru qu'une entente directe avec le Gouvernement français était la manière la plus simple d'atteindre ce but. Dans le cas où il ne serait pas entré dans les vues de l'Empereur d'accepter ce système de négociations, il restait à recourir à une Conférence des puissances européennes.

Nous n'avons repoussé d'une manière absolue qu'une Conférence à laquelle n'interviendraient que les États catholiques, mais, si nos informations sont exactes, il paraît qu'un tel projet n'a même pas été mis en avant.

En conséquence, j'avais déclaré que nous ne pourrions admettre qu'une Conférence semblable à celles qui se tinrent plus d'une fois en-

tre les représentants des grandes puissances pour délibérer sur des questions d'intérêt général.

Les trois hypothèses ci-dessus mentionnées ont été prévues dans mes précédentes communications, et vous avez été chargé d'appuyer les démarches que chacune de ces hypothèses, en venant à se réaliser, aurait rendues nécessaires.

D'après les informations qui nous sont parvenues, presque toutes les puissances de l'Europe auraient déjà reçu une invitation officielle pour un Congrès, tandis que jusqu'ici rien de semblable n'a eu lieu pour l'Italie.

Toutefois, en me rapportant à vos dépêches, je dois croire que nous serons invités à la réunion des puissances, non-seulement au même titre que les autres Gouvernements, mais aussi comme partie principalement intéressée.

D'autre part il nous revient que les puissances, interpellées à ce sujet, hésitent toutes, à l'exception de l'Espagne, à accepter la Conférence avant de connaître les bases sur lesquelles on devra traiter. Ainsi donc, avant de répondre d'une manière explicite, il est naturel qu'elles cherchent à connaître les intentions de l'Empereur des Français.

Cet état de choses nous impose la plus grande réserve, et nous ne pouvons prendre aucune initiative dans cette question avant d'avoir reçu une invitation officielle. Nous ne pourrions non plus prendre dès à présent aucun engagement avant de connaître quelles sont les propositions sur lesquelles on aura à traiter. Plus que tout autre le Gouvernement italien désire arriver à une prompt solution de la question romaine, mais il ne saurait en aucune façon concourir à des délibérations qui pourraient avoir comme conséquence l'établissement d'un état de choses qui rendrait la position de l'Italie vis-à-vis du Saint-Siège plus mauvaise qu'elle ne l'a été jusqu'ici.

L'attitude expectante que nous avons prise nous est dictée par les règles de la prudence la plus vulgaire, et nous ne pourrions nous en écarter sans compromettre les graves intérêts qui nous sont confiés.

C'est pourquoi les instructions que j'ai données aux Représentants de Sa Majesté auprès des Gouvernements étrangers ont toujours été conçues dans le sens de la plus grande réserve. Comme je l'ai dit plus haut, je leur ai bien fait remarquer que nous ne refusons point la Conférence, mais que nous ne pouvons pas engager les autres puissances à l'accepter avant d'y avoir été nous-mêmes officiellement invités, et avant de connaître les bases sur lesquelles la conférence sera appelée à délibérer.

Il me semble que si la France désirait que nous l'aidions dans la tâche qu'elle s'est imposée, le moyen le plus simple pour elle serait

de nous faire connaître ses intentions et d'établir avant tout une entente avec l'Italie. Sans cela il nous serait impossible de nous engager dans une voie dont l'issue nous est inconnue.

J'ai tenu à vous exposer les motifs de l'attitude du Cabinet de Florence, afin que vous puissiez régler vos démarches en conséquence. Agréez, etc.

Signé : L. F. MENABREA.

Le général Menabrea au chevalier Nigra.

Florence, le 19 novembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Le baron de Malaret est venu avant-hier, aussitôt après son arrivée à Florence, me donner lecture d'une dépêche qui lui avait été adressée par son Gouvernement et qui n'avait été retardée, d'après ce qu'il me dit, que par une erreur de transmission. Le ministre de France a été chargé, par cette dépêche, de me donner communication d'une circulaire adressée le 5 courant par le marquis de Moustier aux agents diplomatiques français auprès des différentes cours de l'Europe, pour proposer la réunion d'une Conférence dont le but serait d'examiner la situation qu'ont amenée les rapports existant entre le Saint-Siège et l'Italie.

J'ai remercié avant tout le représentant de la France des paroles sympathiques dont le Gouvernement de l'Empereur a bien voulu se servir dans cette dépêche à notre égard. Je l'ai prié aussi de me laisser copie de ce document, et prenant acte de ses déclarations au sujet du retard qu'on a mis à me faire cette communication, je lui ai dit que je me réservais d'y répondre le plus tôt possible, après en avoir référé au conseil des ministres et avoir pris les ordres du Roi.

J'ai cru devoir entrer dans ces détails, parce qu'il me paraît utile de bien préciser les raisons qui ont déterminé le Gouvernement du Roi à garder jusqu'ici l'attitude de prudente réserve en face d'une question aussi délicate et dans laquelle il est le principal intéressé.

Ceci dit, je puis nettement vous exposer, Monsieur le Ministre, notre manière de voir dans une question si importante.

Je ne dois point vous cacher que la circulaire de M. de Moustier nous a, après la première lecture, fâcheusement impressionné, car il nous a paru que l'Italie et son Gouvernement y étaient indiqués

comme des causes d'agitation permanente et de danger pour la paix de l'Europe, de sorte qu'un appel aux puissances serait nécessaire.

Si tel a été le sentiment qui a inspiré la circulaire du ministre des affaires étrangères, le Gouvernement du Roi devait protester de toute son énergie contre une semblable accusation et contre la portée que le Gouvernement français voudrait attribuer aux derniers événements en Italie, cause de la nouvelle intervention. Nous avons répudié ces faits et nous les avons hautement condamnés. Nous devrions, par conséquent, repousser au nom du droit des gens et du droit public moderne, toutes les conséquences qui découleraient de la circulaire.

En faisant appel aux sentiments de justice de la France et de l'Europe entière, il nous aurait été facile de démontrer que c'est dans l'attitude hostile de la cour de Rome envers l'Italie qu'il faut chercher la cause de l'agitation où se trouve actuellement la Péninsule.

La conspiration réactionnaire qui se trame constamment à Rome pour combattre le royaume italien et tous les progrès qui ont eu lieu en Europe dans ces dernières années fournit aussi des éléments incontestables d'agitation. Cette conspiration est alimentée par les champions les plus acharnés du parti rétrograde. On vient d'en avoir tout récemment une preuve dans le combat de Mentana, auquel a pris part, dans les rangs des soldats pontificaux, un prince qui appartient à une dynastie déchue.

Cependant il est juste de dire que cette fâcheuse impression a été beaucoup atténuée par le discours de l'Empereur Napoléon à l'occasion de l'ouverture du Corps législatif.

Nous sommes heureux de voir que l'Empereur, en rétablissant la question sur ses bases réelles, a solennellement déclaré que la conférence, loin d'avoir un but hostile à l'indépendance et à l'unité de l'Italie, ne tendrait, au contraire, qu'à régler les rapports entre le Saint-Siège et le Gouvernement italien.

Toute équivoque sur les intentions du Cabinet français au sujet de la conférence étant ainsi écartée, nous ne voyons rien dans celle-ci qui soit contraire à nos intérêts. Car, nous aussi, nous attachons une grande importance à ce que les rapports entre les deux États deviennent réguliers et à ce que tout motif d'agitation nuisible à l'Italie et funeste à l'Église finisse par disparaître.

Si le cabinet des Tuileries est d'avis qu'une question aussi importante ne puisse continuer à être l'objet de négociations directes entre l'Italie et la France, ainsi que nous l'aurions désiré, et que le moment soit venu de trouver une solution définitive avec le concours

des autres puissances, le Gouvernement italien, tout en réservant les droits imprescriptibles du royaume à l'indépendance et à l'unité, n'hésite pas à accepter, en principe, la conférence proposée, pourvu que les principales puissances de l'Europe soient décidées à y prendre part.

La question qui seule peut être soumise à l'examen des puissances n'est pas en effet de nature à nous faire craindre de leur part un vote qui nous soit contraire.

Nous avons confiance dans les raisons que nous pourrons faire valoir, à l'appui de nos aspirations, devant les représentants de l'Europe réunis, précisément parce que nous sommes convaincus que, dans ces aspirations, il n'y a rien qui ne puisse se concilier avec la liberté nécessaire à l'Église dans l'exercice de son autorité suprême, et que seulement par une solution définitive des difficultés présentes, nous pourrons ramener le calme dans les esprits et assurer en même temps le bien-être de l'Italie et le développement des plus purs sentiments de la religion.

Cependant dans une affaire d'une si haute importance, le Gouvernement du Roi, sans assumer sur lui une trop grande responsabilité, ne saurait prendre dès à présent un engagement formel et précis, avant d'être édifié sur différents points concernant le caractère de la conférence que l'on voudrait réunir et les conséquences qu'on voudrait en tirer.

Quoiqu'il n'y ait pour nous aucun motif de douter que les puissances veuillent se départir en cette circonstance de ces principes qui ont toujours été suivis dans de pareils cas, et qui ont assuré à leurs réunions un résultat pratique en même temps qu'une garantie des droits de chacun des États, nous croyons néanmoins qu'il est nécessaire de demander auparavant quelques éclaircissements, que le Gouvernement impérial ne voudra pas, je l'espère, nous refuser.

En examinant, Monsieur le Ministre, la manière dont la Conférence nous a été notifiée, il vous sera aisé de reconnaître qu'il nous est avant tout indispensable de savoir quelle est la position que l'on veut faire à l'Italie, c'est-à-dire si nous devons être admis à la Conférence seulement pour y exposer nos raisons (et nous ne saurions accepter cette position), ou bien si nous devons prendre part à ses délibérations comme il convient à une grande nation qui soumet une question grave à l'appréciation des Gouvernements amis.

Il faudra encore que vous demandiez au Ministre impérial des affaires étrangères si les délibérations des conférences seront les résultantes des discussions qui y auront lieu, ou bien si, dans l'opinion du Gouvernement impérial, l'on devra procéder à une solution; et dans

ce dernier cas, il serait encore nécessaire de connaître quelles sont les puissances invitées, celles qui ont accepté l'invitation, et le nombre de votes dont chacune d'elles pourrait disposer.

Et comme l'œuvre d'une conférence européenne ne saurait certainement être entreprise sans définir auparavant le caractère de ses décisions, il ne sera pas inutile que vous vous informiez si les décisions devront avoir tout simplement la valeur de conseils autorisés ou bien si le Cabinet impérial est d'avis de leur donner une sanction.

La nécessité de fixer préalablement les limites dans lesquelles la discussion doit se renfermer, ressort donc avec plus d'évidence encore; il importe, dans tous les cas, qu'il soit bien établi que personne ne pourra revenir sur les faits qui ont constitué le royaume d'Italie, et que les délibérations devront être restreintes à la recherche des moyens propres à aplanir les difficultés qui existent entre l'Italie et le Saint-Siège. Et comme l'indication de l'endroit où doit se réunir la Conférence a aussi son importance, je crois qu'il est nécessaire que vous interrogiez à ce sujet le Gouvernement impérial.

Nous désirons aussi savoir d'une manière certaine si le Gouvernement impérial, conformément aux assurances qu'il nous a données, retirera ses troupes du territoire pontifical; ce qui, de toutes les manières, devrait être un fait accompli au moment de l'ouverture de la Conférence.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les principales questions sur lesquelles je vous prie instamment de vouloir bien me donner une réponse explicite de la part du Cabinet impérial, afin que le Gouvernement du Roi puisse prendre une détermination décisive en pleine connaissance de cause relativement à la Conférence, et principalement par rapport aux conséquences qui pourraient en dériver.

Quoique nous regrettions vivement de prêter notre appui à la proposition du Gouvernement impérial, nous ne saurions, cependant, sans nous départir des principes généralement adoptés avant ce temps, et des conseils d'une politique sage et prudente, nous dispenser de proposer ces questions, à l'égard desquelles il nous faut écarter tout sujet de doute, afin d'obtenir la certitude que nous ne serons pas amenés à suivre une voie opposée à celle que je vous ai tracée dans mes communications précédentes.

Signé : L.-F. MENABREA.

Le général Menabrea au chevalier Nigra.

Florence, le 3 décembre 1867.

Monsieur le Ministre,

M. le baron de Malaret m'a donné lecture et m'a laissé copie d'une dépêche que M. le marquis de Moustier lui a adressée le 27 novembre dernier, en réponse à la communication que vous lui avez faite, relativement au projet d'une Conférence européenne. Vous trouverez ci-jointe la copie de ladite dépêche.

Je dois avant tout vous prier, Monsieur le Ministre, de saisir la première occasion qui vous sera offerte pour remercier au nom du Gouvernement du Roi, M. le Ministre impérial des affaires étrangères des sentiments de bienveillance qu'il a encore tout récemment exprimés envers l'Italie et dont nous prenons acte comme aussi des réponses, pour la plupart, satisfaisantes qu'il a faites aux questions que nous avons cru devoir lui adresser avant d'assumer la grave responsabilité de prendre part à une conférence où la discussion sera appelée sur un sujet délicat et important comme l'est celui qui se rattache à la question de nos rapports avec le Gouvernement pontifical.

C'est avec une égale satisfaction que nous avons entendu M. le marquis de Moustier déclarer de nouveau que la France ne pouvait être mue par aucune intention hostile envers l'unité et l'indépendance de l'Italie. Nous n'avons, il est vrai, jamais, et en aucune façon, douté des sentiments de la France à notre égard; mais, après une déclaration aussi explicite, les partis qui nous sont contraires sauront, à n'en plus douter, que leurs tendances et leurs prétentions à mettre en question les bases sur lesquelles repose notre droit national ne rencontreront ni l'appui ni l'encouragement de la France auprès des puissances réunies en congrès.

Nous avons été heureux d'apprendre de M. le marquis de Moustier que le Gouvernement impérial était bien éloigné de considérer l'Italie et son Gouvernement comme une cause permanente d'agitation et de danger pour la paix de l'Europe. Il croit, comme nous, que la Conférence ne doit avoir d'autre but que d'examiner les causes générales qui ont produit l'état de tension existant dans les rapports de l'Italie avec le Saint-Siège, et de rechercher les moyens d'y apporter un remède efficace.

M. le Ministre impérial des affaires étrangères, reconnaissant en outre combien il serait utile d'établir préalablement une base pour

les discussions de la conférence, nous invite à désigner un point de départ pour les futures délibérations et l'ordre d'idées que, à notre avis, celles-ci devraient embrasser.

Disposés à seconder le Gouvernement de l'Empereur dans l'invitation qu'il nous adresse, nous nous réservons de lui faire connaître ultérieurement les points principaux qui nous paraîtront devoir amener une pacifique et satisfaisante solution de la question romaine.

Mais vous pouvez dès à présent donner l'assurance à M. le marquis de Moustier que pour l'accomplissement de cette tâche, nous ne prendrons pour guide que le salut de l'Italie, le respect de la religion et la paix de l'Europe.

Vous êtes autorisé, Monsieur le Ministre, à donner lecture de cette dépêche à M. le marquis de Moustier et à lui en laisser copie, s'il en manifeste le désir.

Agréez, etc.

Signé : MENABREA.

FRANCE.

Le marquis de Moustier au baron de Malaret.

Paris, le 27 novembre 1867.

Monsieur le Baron,

La réponse du Cabinet de Florence à la proposition que nous avons faite de réunir une Conférence européenne m'a été remise par M. le chevalier Nigra. Vous en trouverez la traduction ci-jointe.

Le général Menabrea, après avoir témoigné sa satisfaction pour les paroles de sympathie dont je m'étais servi envers l'Italie dans la dépêche qui accompagnait la transmission de notre circulaire du 9 novembre semble ne pas rendre la même justice à celle-ci dont la première lecture lui aurait laissé, à certains égards, une impression pénible ; il lui a paru que l'Italie et son Gouvernement y sont considérés comme une cause d'agitation et un péril permanent pour la paix de l'Europe, d'où proviendrait la nécessité d'en appeler au tribunal des puissances. Vous ne manquerez pas, Monsieur, de faire ressortir aux yeux de M. le Président du conseil les termes amicaux de ce document. J'y cherche en vain les expressions qui auraient pu l'affecter. J'ai mis le plus grand scrupule, au contraire, à éviter toute

apparence d'accusation contre le Gouvernement italien, et faisant remonter à des causes générales l'état de tension qui, selon nous, appelle la sollicitude des Cabinets et motive la réunion d'une Conférence, je n'ai pas essayé d'étendre la responsabilité des derniers événements au delà du parti révolutionnaire qui s'agite sur différents points de l'Europe. Une seconde lecture aura certainement convaincu le général Menabrea des sentiments tout particuliers d'égards envers le Gouvernement du Roi et envers la nation italienne dont nous nous sommes inspirés dans notre rédaction et auxquelles les paroles de l'Empereur ont donné une consécration nouvelle.

Je ne vois aucun intérêt à examiner aujourd'hui les différentes considérations dans lesquelles est entré M. le Président du conseil au sujet de la situation réciproque de l'Italie et du Saint-Siège. Elles trouveront leur place dans les discussions de la Conférence.

Le Gouvernement italien nous annonce la résolution d'y participer : nous sommes heureux d'une détermination aussi conforme à nos désirs qu'à ses véritables intérêts, et nous nous étonnons seulement qu'après tout ce que l'Empereur a fait en faveur de l'Italie et après tant de publications officielles où la pensée du Gouvernement de Sa Majesté se trouve hautement exprimée, on ait supposé un seul instant que nous pourrions nous montrer hostiles à l'unité et à l'indépendance du royaume.

Notre unique but a été d'appeler l'examen des puissances sur des questions qui les intéressent à divers titres et que nous n'avons pas mandat suffisant pour régler seuls avec le Cabinet de Florence.

C'est pour cette raison que nous avons tenu à éviter tout ce qui, de notre part, aurait pu tendre à restreindre ou gêner l'entière liberté d'appréciation des différentes cours.

Cette retenue, qui nous était commandée par des motifs de l'ordre le plus élevé, ne nous interdit pas cependant d'examiner les diverses questions qui nous sont adressées par le général Menabrea. Voici les éclaircissements qu'il est en notre pouvoir de fournir quant à présent et que j'ai déjà fait connaître dans mes conversations avec M. Nigra.

Sans vouloir tracer d'avance à l'Italie l'attitude qu'il lui convient d'adopter, nous n'hésitons pas à dire qu'elle devra prendre dans la Conférence une position égale à celle des autres puissances et y avoir voix délibérative. Nous pensons de même à l'égard du Saint-Siège qui accepte cette situation.

En second lieu, il ne nous paraît pas que les Gouvernements aient à abdiquer d'avance aucun de leurs droits. Les questions, prises dans leur généralité, ne sauraient donc, en principe, être soumises aux chances d'un vote. Ce mode de procéder ne pourrait être admis que

d'une manière partielle et comme conséquence d'un accord commun et du consentement des parties intéressées.

La troisième question se trouve implicitement résolue, puisque, suivant la volonté des parties et l'accord intervenu entre les Cabinets, certains points pourront être sanctionnés, tandis que d'autres motiveront seulement des conseils dont les parties auront à apprécier le degré d'autorité.

Ces explications rendent superflu de chercher à limiter le champ de la discussion et des prétentions réciproques; nous voyons pour chacun le plus grand avantage à entrer au sein de la Conférence dans la plénitude de la liberté.

Le Gouvernement de l'Empereur a invité toutes les puissances; il n'a aucune préférence quant au choix du lieu de leur réunion, et désirerait avant tout avoir égard aux convenances des différents Cabinets.

Quant à la dernière question du Gouvernement italien, j'ai très-nettement expliqué à M. le Ministre d'Italie notre sentiment, qui peut se résumer dans ces termes : Nous avons évacué la ville de Rome et renvoyé en France une division. Nous avons le plus sincère désir de rapatrier celle qui reste à Civita-Vecchia. Ainsi que nous l'avons déjà dit, la question est avant tout une question de sécurité. Il y aurait exagération à affirmer qu'une réunion prochaine de la Conférence dût être prise pour base absolue de nos résolutions. Mais si elle n'était pas l'unique fondement de notre sécurité, elle en serait incontestablement l'élément principal. Cette considération doit inspirer au Gouvernement italien le désir de voir les Plénipotentiaires se réunir dans le plus bref délai possible. Nous ne doutons donc pas que ses efforts ne se combinent avec les nôtres dans ce but. En ce qui regarde les questions fondamentales sur lesquelles la Conférence aura à délibérer, il ne nous appartient pas d'en préjuger la portée ni la solution. Nous reconnaissons néanmoins, avec les autres Cours, qu'il pourrait y avoir un grand avantage à établir dès à présent un terrain pour la discussion. Le Cabinet de Florence, par sa situation et par un ensemble de considérations qui se présentent naturellement à l'esprit, semble appelé plus spécialement à indiquer le point de départ des délibérations et le cercle d'idées que dans son opinion elles devraient embrasser. Vous voudrez donc bien, Monsieur le Baron, demander à M. le Président du conseil s'il ne croirait pas opportun de faire connaître, dès à présent, quelles bases lui paraîtraient les plus propres à assurer les résultats que les puissances doivent se proposer d'atteindre en commun. Vous témoignerez à M. le général Menabrea toutes les espérances que nous fondons sur la sagesse et la modération du Gouvernement du Roi. L'Italie ne manquerait pas d'en recueillir les fruits au

sein des Conférences. En rendant les solutions plus faciles, elle rapprocherait le moment où toute occasion de dissentiment aurait disparu entre elle et nous et où les deux pays n'auraient plus à craindre de voir aucun nuage troubler leurs sentiments de sympathie et d'amitié.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

QUATRIÈME PARTIE.

RUSSIE.

DOCUMENTS SUR L'ORIENT.

N^o 1. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Petersbourg, le 23 février / 7 mars 1866.

Les ordres de S. M. l'Empereur appellent Votre Excellence à prendre part, comme représentant de notre auguste maître, à la Conférence convoquée à Paris à la suite des événements de Bucharest.

Le séjour que vous avez fait ici et la lecture de toute la correspondance échangée à ce sujet, presque sous vos yeux, me dispensent de vous donner des instructions détaillées sur la marche que vous aurez à suivre. Elle vous est tracée par la pensée intime de l'Empereur que vous avez été à même de recueillir de la bouche même de Sa Majesté Impériale.

Je me borne à établir les points suivants :

1^o Décidés, pour notre part, à nous placer sur le terrain du droit fondé sur les traités, nous n'avons pas pensé de prime abord qu'il y eût lieu à une Conférence spéciale à Paris. Il n'y avait rien d'imprévu dans ces événements; la marche à suivre était clairement tracée par la Convention du 7/19 août 1858; si l'on reconnaissait la force des transactions internationales, une simple réunion des Plénipotentiaires à Constantinople était parfaitement suffisante.

Si la Convention existante, revêtue de la sanction des grandes Puissances, était jugée sans valeur, une nouvelle Conférence nous semblait superflue.

En tout cas, nous avons cru nécessaire de consulter d'abord la Puissance suzeraine.

La Porte, tout en réservant expressément ses droits et en réclamant la stricte exécution des traités, ayant toutefois cédé sur la question de la convocation d'une Conférence à Paris, S. M. l'Empereur y a donné son consentement.

2° Il est évident que l'idée de peser moralement sur les Moldaves et les Valaques, de les contenir et de les apaiser en leur montrant que les grandes Puissances s'occupaient de leur sort, n'a pas seule motivé la réunion d'urgence de la Conférence, mais que la pensée de refaire et de modifier l'œuvre de 1858 existe de la part des Cabinets de Paris et de Londres.

Pour ce qui nous concerne, nous eussions préféré une application pure et simple de la Convention, et, par conséquent, un retour à l'ordre de choses antérieur à la double élection du prince Couza. Je ne rappellerai pas ici le sens de ces stipulations. Vous les aurez sous les yeux. Elles ne nous semblent laisser place à aucune incertitude. La Porte n'a consenti qu'à contre-cœur, exceptionnellement, à l'union des deux principautés sous un seul hospodar, pendant la vie du prince Couza. Elle a expressément réservé son droit de revenir à l'ancienne séparation des deux principautés et de faire procéder à l'élection de deux hospodars par les deux assemblées distinctes.

Elle maintient aujourd'hui formellement ce droit et réclame l'application stricte de la Convention.

Nous n'avons aucun motif pour nous écarter de ces bases. La tendance actuelle à traiter avec légèreté les transactions les plus solennelles nous paraît offrir de sérieux inconvénients. Elle discrédite l'autorité du concert des grandes Puissances, entretient l'incertitude sur tous les droits et encourage toutes les aspirations. Nous ne pensons pas que la paix et le repos général puissent y gagner.

C'est donc sur ce terrain du droit que S. M. l'Empereur vous prescrit de vous placer et de vous maintenir aussi longtemps que vous le jugerez possible.

Je dois toutefois y ajouter une observation.

Quand il s'agit de l'Orient, nous sommes habitués à voir toute parole de la Russie accueillie avec méfiance. Cela doit nous engager, non pas à dissimuler notre pensée, — la dignité de notre auguste maître ne comporte pas ces détours, — mais à l'exprimer avec circonspection. Nous croyons d'autant plus nécessaire d'observer cette réserve que, dans cette question, nous nous trouvons, pour le moment, à côté de la Puissance suzeraine, appuyant ses droits et contenant les tendances des Moldo-Valaques à y porter atteinte.

Les Cours occidentales semblent, au contraire, s'ériger en défen-

seurs de ces aspirations, même au risque d'ébranler l'Empire ottoman, qu'elles ont soutenu en d'autres temps.

Une pareille position ne pourrait pas nous convenir et c'est peut-être là qu'il faut chercher le secret de la tolérance des Cabinets pour les vœux des Moldo-Valaques.

3° Certes, l'attitude hostile du Gouvernement roumain envers nous et envers l'Église d'Orient nous donnerait le droit de lui retirer la bienveillante protection que nous lui avons témoignée de tout temps. Néanmoins, l'Empereur ne rend pas les populations de la Moldavie et de la Valachie responsables des écarts du Gouvernement qu'elles viennent de renverser. En outre, nous ne pouvons pas oublier qu'il s'agit ici d'un principe qui embrasse tout l'ensemble des populations chrétiennes de l'Orient, auxquelles nos traditions nous ont toujours rendus sympathiques.

Vous apporterez donc beaucoup de prudence dans votre langage. Nous soutenons le maintien des traités, parce qu'ils existent et qu'ils sont pour les Principautés elles-mêmes une garantie de sécurité; mais, si des déviations à ces traités étaient admises par les Puissances et qu'elles fussent conformes aux vœux réels et légalement constatés des populations, il ne nous appartiendrait pas d'y mettre obstacle; notre tâche serait, au contraire, d'étendre ce précédent à toutes les nationalités chrétiennes de l'Orient.

4° Malgré la précision des stipulations de 1858, l'appui que nous leur accorderons et les réclamations formelles de la Cour suzeraine, nous devons prévoir que des modifications y seront demandées, sinon comme un droit, au moins comme question d'opportunité.

Si le Gouvernement ottoman se montrait fermement décidé à défendre ses droits, les traités qui les constatent nous offriraient un terrain solide pour l'appuyer. Mais nous ne devons pas y compter. Nous ne pouvons émettre à ce sujet que des suppositions. Il vous est réservé d'apprécier sur place la mesure de votre action d'après la tournure que prendra la discussion et la manière dont se grouperont les voix dans la Conférence.

Toute la question pratique se concentrera vraisemblablement sur le maintien de l'union des deux Principautés ou le retour à leur ancienne séparation.

Le jugement porté, à cet égard, par l'Empereur vous est connu. Sa Majesté trouve que l'union des Principautés n'a pas porté les fruits que les Moldo-Valaques en attendaient pour leur bien-être et leur prospérité. Sa Majesté croit que le régime de deux pouvoirs distincts est plus conforme à leurs propres intérêts.

Nous avons même des raisons de croire que la séparation est désirée par la majorité de la population, surtout en Moldavie.

Vous ne prendrez toutefois aucune initiative à cet égard.

Nous ne devons pas avoir l'apparence de désirer ardemment une pareille solution.

Vous vous bornerez, en général, à maintenir le principe de l'application de la Convention du 7/19 août 1858. La séparation des deux Principautés et l'élection de deux hospodars découlent du texte même de cette Convention. Il est à croire que la Porte en demandera l'application.

Vous l'apprécierez comme une conséquence naturelle de notre désir de voir respecter les engagements internationaux existants.

La manière dont la discussion s'engagera sur cette question influera nécessairement sur votre attitude. Celle du Plénipotentiaire ottoman peut la renforcer ou l'affaiblir. Il se peut même qu'il se produise au dehors quelque incident qui vienne à l'appui de notre opinion. Nous savons déjà que le Gouvernement provisoire a envoyé des troupes en Moldavie, sans doute pour comprimer des velléités séparatistes. Si elles se faisaient jour, elles permettraient de retourner contre les défenseurs de l'union l'argument des vœux populaires.

Il nous est donc impossible de vous indiquer d'avance le langage que vous devez tenir dans toutes les éventualités. Votre Excellence appréciera elle-même le sens et la mesure dans lesquels elle aura à se prononcer conformément à la pensée générale du Cabinet impérial.

5° Si le système de l'union venait à prévaloir et que l'opposition de la Porte faiblît devant la pression des Cabinets, vous n'insisterez pas au delà de ce qui sera nécessaire pour les engagements pris.

Si, dans la discussion, on s'appuie sur le vœu des populations, vous n'élèverez pas d'objections en principe, mais vous demanderez que ces vœux soient dûment constatés par des voies légales à l'abri de toute pression qui pourrait les dénaturer.

Si enfin la délibération aboutissait à poser catégoriquement la question du maintien de l'union, vous déclarerez que vos instructions vous prescrivent d'en référer au Cabinet impérial et vous solliciterez les ordres de S. M. l'Empereur.

6° Quant à l'élection de l'hospodar ou des hospodars, soit que l'union, soit que la séparation prévale, vous déclarerez que nous n'avons aucun candidat.

L'idée d'un prince étranger étant écartée, nous ne faisons pas de question de personnes. Tout pouvoir qui justifiera la confiance du pays, en assurant son bien-être, aurait notre cordial appui.

Tels sont les ordres de S. M. l'Empereur. Notre auguste maître s'en remet avec confiance au tableau lequel vous saurez les accomplir.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N^o 2. Le prince Gortchakoff au baron de Brunow, à Londres.

Saint-Pétersbourg, le 22 février/6 mars 1866.

Sir A. Buchanan vient de me donner lecture et copie d'une dépêche de lord Clarendon relative aux derniers événements survenus dans les Principautés. Votre Excellence la trouvera ci-après.

Notre auguste maître y a vu avec une véritable satisfaction que les premières impressions du Gouvernement de Sa Majesté Britannique à l'égard de la crise amenée par la chute du Prince Couza concordent avec les nôtres.

En effet, comme lui, nous nous sommes félicités de trouver les grandes puissances disposées à agir de concert afin d'écarter les difficultés qui pourraient en résulter.

Comme lui, nous pensons que les intérêts de la Porte, comme puissance suzeraine, et ceux des Principautés, comme État tributaire, placé sous la sauvegarde de l'Europe, doivent être pesés avec maturité et circonspection, que le devoir des cabinets est de rechercher les causes de cette crise et les remèdes à y apporter afin de concilier tous les intérêts.

Nos informations sur les circonstances qui ont amené et accompagné la chute de l'hospodar ne sont pas plus précises que celles du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Comme lui, nous sommes disposés à croire, d'après ce que nous en savons, que la déposition du Prince Couza a été le résultat du mécontentement et de la désaffection causés par les malversations de son Gouvernement. Ce résultat, nous l'avions dès longtemps prévu, et nos avertissements n'ont pas manqué à l'hospodar.

Nous nous félicitons avec le cabinet de Londres de ce que le mouvement populaire n'a pas été jusqu'à présent accompagné de l'effusion du sang et de l'anarchie qui suivent souvent les révolutions de ce genre. Nous serions heureux de voir les Moldaves et les Valaques persévérer dans la même modération et nous sommes également tout disposés à les y encourager en leur donnant la certitude que leur attitude est appréciée et leurs intérêts pris en sérieuse considération par les grandes puissances de l'Europe.

Mais là s'arrête l'approbation que nous pouvons leur accorder. Il nous serait difficile de voir, comme M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, un témoignage de prudence et d'habileté dans le premier acte du Gouvernement provisoire par lequel il a été élu comme souverain du pays un Prince étranger, quels que soient d'ailleurs ses titres personnels à la confiance et à l'estime générales. Il nous semble que par cette démarche les Principautés se plaçaient

dès le début en contradiction avec les traités et protocoles, signés sous la sanction des grandes puissances de l'Europe et qui définissent clairement leur position, leurs devoirs et leurs droits, ainsi que les conditions d'éligibilité aux premières fonctions de l'État. Or, nous ne saurions admettre que, dans la situation qui leur est faite, il ait été sage et pratique de déroger à des stipulations internationales qui peuvent, sans doute, gêner quelques-unes de leurs aspirations, mais qui n'en sont pas moins la base de leur existence politique et le gage de leurs privilèges et de leur sécurité, comme ils sont aussi d'un autre côté la garantie sur laquelle repose l'intégrité de l'empire ottoman.

Lord Clarendon constate, en terminant, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'est pas en mesure de soumettre à l'adoption de ses alliés aucun plan précis de solution, et que tout ce qu'il peut dire, quant à présent, c'est qu'il est prêt à se concerter avec eux dans la crise actuelle, et qu'il s'engage à apporter dans la discussion l'esprit le plus désintéressé et le moins passionné.

D'ordre de S. M. l'Empereur, vous êtes invité, monsieur le baron, à exprimer à M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique combien nous nous applaudissons de le trouver dans des dispositions aussi parfaitement conformes à celles qui nous animent. Nous aimons à croire qu'elles sont partagées par les autres cabinets, et dès lors, sans avoir, de même que le cabinet de Londres, aucun plan particulier de solution à soumettre à leur adoption, nous sommes d'autant plus fondés à compter sur leur accord qu'ils ont, pour l'établir, un terrain tout indiqué et très-nettement défini dans le traité de 1856 et nommément dans la convention du 7^e 19 août 1858 et les actes subséquents. Le cas d'une vacance du pouvoir dans les Principautés y a été prévu et la marche à suivre en pareil cas a été tracée avec une précision qui ne laisse guère de place à l'incertitude.

Nous ne pensons pas qu'il soit rien survenu depuis qui doive invalider des résolutions encore toutes récentes, qui ont été adoptées après de mûres délibérations et revêtues de la sanction de la cour suzeraine et des grandes puissances de l'Europe.

Pour notre part, nous croyons devoir nous maintenir sur ce terrain et nous espérons nous y rencontrer avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Nous avons la conviction qu'un accord général sur ces bases préviendrait aisément des complications qui ne pourraient surgir que d'un calcul fondé sur les rivalités présumées des grandes puissances ou d'un doute sur leur ferme intention de respecter elles-mêmes et de faire respecter les engagements qu'elles ont contractés.

Votre Excellence est autorisée à donner lecture et copie de cette dépêche à lord Clarendon.

Signé : GORTCHAKOFF.

N^o 3. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Pétersbourg, le 10/22 mars 1866.

J'ai envoyé à Votre Excellence copie de deux dépêches de M. Drouyn de Lhuys que M. le baron de Talleyrand m'a communiquées.

Elles sont destinées à exposer le point de vue du cabinet français sur la question des Principautés et la marche qu'il compte suivre en conférence.

Les délibérations, qui ont déjà commencé, vous mettant à même de vous concerter directement avec M. le Ministre des affaires étrangères de France, je crois inutile d'entrer en correspondance sur ce sujet.

Je me borne à répondre à l'espoir que M. Drouyn de Lhuys exprime en terminant l'une de ses dépêches : « que la Cour de Russie, fidèle à ses propres idées, défendrait aujourd'hui un système qu'elle a si puissamment contribué à faire prévaloir, et dont l'abandon serait de nature à susciter des embarras et des complications d'un caractère particulièrement grave. »

Vous pouvez assurer M. le Ministre des affaires étrangères de France que le cabinet impérial reste fidèle à ses idées. Elles ne sont pas d'hier. Elles ont plus d'un siècle de date et font partie de notre histoire. Ce ne sont pas des théories, ni un système, mais un fait, un principe et une tradition.

Leur but constant a été d'assurer le repos et la prospérité d'un pays qui nous doit en grande partie les droits et les privilèges dont il jouit.

Quant aux moyens d'atteindre ce but, ils sont malheureusement encore à trouver et l'expérience des huit dernières années n'est guère encourageante. Nous l'avions prévu tout en déférant à ce qui paraissait un vœu des populations moldo-valaques.

Plus d'une fois nous avons rendu le cabinet français attentif à cette considération que la fusion limitée serait un pas vers la fusion définitive, qui à son tour ne serait qu'un acheminement vers la nomination d'un prince étranger ; que celle-ci ne serait possible qu'avec l'indépendance complète, qui mettrait en question l'intégrité de l'empire ottoman. Nous avons signalé l'inconvénient d'entrer dans une voie qui ferait naître des espérances que plus tard on serait hors

d'état de réaliser et n'aboutirait qu'à une œuvre imparfaite, que la conférence serait un jour appelée à défaire et à refaire.

Nous ignorons ce qu'il en coûterait de la modifier, mais, comme voisins, nous ne pouvons pas nous contenter d'utopies, et nous avons vu ce qu'elles ont coûté au pays.

Dans tous les cas il nous paraît difficile que la lourde épreuve des dernières années n'ait pas influé sur les vœux des populations et nous croyons que la tâche des puissances qui s'occupent du sort des Principautés est aujourd'hui de consulter ces vœux en remontant à leur source.

M. le Ministre des affaires étrangères de France ne saurait douter du plaisir que nous aurions à nous trouver d'accord avec lui sur ce terrain.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N^o 4. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Pétersbourg, le 4/16 avril 1866.

Les dépêches de Votre Excellence du 28 mars au 9 avril relatives à la question des Principautés du Danube ont fixé l'attention de S. M. l'Empereur.

Elles exposent la situation telle qu'elle se produit après les trois premières séances de la conférence.

J'ai l'ordre de notre auguste maître de préciser le point de vue sous lequel nous l'envisageons.

Si nous nous sommes placés dès le début sur le terrain de la Convention de 1858, c'est uniquement comme un point de départ auquel doit nécessairement se rattacher tout examen en conférence de la position des Principautés.

Mais je ne saurais assez vous répéter et vous ne sauriez mettre trop de netteté à constater que nous n'avons aucun parti pris ni pour ni contre l'union.

Nos antécédents l'attestent assez clairement pour que je n'aie pas besoin d'insister sur ce point.

Nous avons été les premiers à poser les bases de la réunion administrative de la Moldavie et de la Valachie à une époque où nous étions seuls à nous occuper de leur sort de concert avec la cour suzeraine. Nous avons adhéré à ce principe au congrès de 1856 et dans les conférences subséquentes, dans la croyance que cette fusion

des intérêts des deux principautés serait avantageuse à leur prospérité.

Toutefois, dès l'année 1858, et plus tard en 1859 et 1861, nous avons signalé les inconvénients que présentait à nos yeux la manière dont cette fusion s'est accomplie.

Nous augurons mal d'une œuvre basée sur des illusions, des réticences et des obscurités.

Nous y avons souscrit comme à une transaction destinée à écarter de plus grands embarras et à une expérience à faire.

Actuellement l'expérience est faite. Elle est devant les yeux des Moldo-Valaques et des puissances qui s'intéressent à leurs destinées.

Les appréciations peuvent varier sur ce sujet. Mais il y a des faits visibles, incontestables.

Les désordres de l'administration du Prince Couza, sa chute, les acclamations unanimes qui l'ont accueillie, la misère du pays, la famine causée par les lois agricoles qu'il a promulguées, les abus, les dilapidations de tout genre qui ont été signalées, sont de notoriété publique.

Si ces faits ne sont pas concluants, ils doivent au moins porter les puissances qui comme nous s'intéressent au bien-être des Principautés à douter que l'union ait eu pour elles les fruits avantageux qu'on en attendait. Ce doute peut s'être également présenté à l'esprit des Moldo-Valaques.

Ici encore les appréciations peuvent varier, mais les faits parlent. Les mesures administratives, militaires et de police prises par le Gouvernement provisoire de Moldavie n'indiquent certainement pas une complète unanimité dans les dispositions des deux Principautés quant à l'union.

Or, notre conviction profonde est que le premier devoir de la Conférence est de résoudre les doutes, et non de les perpétuer.

Tant que l'épreuve était à faire, la Conférence a pu, a dû peut-être accepter cette base incertaine pour l'œuvre qu'elle avait à fonder. Nous nous y sommes associés sans nous faire d'illusion.

Aujourd'hui, en présence des résultats constatés, nous ne comprendrions pas que les puissances consentissent à prolonger cette obscurité. La Russie, comme puissance limitrophe, pourrait moins que toute autre approuver que l'on construist dans les ténèbres.

Ce que nous désirons avant tout et exclusivement, c'est la lumière; cette lumière ne peut être obtenue que par un nouveau recours au vote des deux Principautés, entouré de toutes les garanties qui peuvent en assurer la sincérité.

Nous comprendrions d'autant moins que la Conférence hésitât

à la chercher à cette source, que si, comme d'autres Cabinets sont portés à le croire d'après leurs propres données, l'union n'a pas cessé d'être dans les vœux des Moldo-Valaques, elle recevrait d'un pareil vote une nouvelle et éclatante confirmation, qui dissiperait toute incertitude et mettrait à couvert la conscience et la responsabilité des puissances.

Nous ne saurions admettre en pareil cas l'appréhension qu'un recours au vote des populations puisse amener une agitation dangereuse.

Si l'unanimité existe, elle se manifestera sans obstacle. Si des agitations étaient à craindre, c'est que cette unanimité n'existerait pas, et alors ce serait pour la Conférence un motif suffisant pour désirer s'éclairer. Mais pour que le vote soit sincère, la première condition requise est qu'aucune incertitude ne soit laissée aux populations moldo-valaques, quant aux limites entre lesquelles leurs vœux doivent se renfermer, afin de pouvoir se concilier avec la position de droit que les traités leur assignent et que les puissances entendent maintenir.

Nous avons la conviction que cette incertitude est la cause principale de l'instabilité, des agitations et des entraînements qui se sont produits dans ces contrées, y ont rendu et y rendraient encore tout Gouvernement régulier impossible. On a laissé naître dans l'esprit des populations l'espoir d'arriver à l'indépendance sous un prince étranger. Sous cette impression elles ont réuni leurs choix sur le prince Couza dans l'espérance que cette union, d'abord provisoire, conduirait à l'union définitive, qui ne serait elle-même qu'un acheminement vers l'indépendance sous un prince étranger.

Tout Gouvernement qui ne réaliserait pas ce but suprême donné à leurs aspirations ne serait évidemment à leurs yeux qu'un provisoire sans prestige et sans garantie de stabilité.

Cependant les puissances considèrent ce résultat final comme incompatible avec les traités qui ont réglé l'équilibre de l'Orient et consacré l'intégrité de l'empire ottoman; et à ce titre elles ne sont pas disposées à en assurer la réalisation aux Principautés.

C'est là, monsieur le baron, une position équivoque que, pour notre part, nous ne saurions accepter.

Il était clair à nos yeux qu'aussi longtemps que les populations moldo-valaques auront l'espoir d'arriver à l'indépendance sous un prince étranger, aussi longtemps que l'attitude de la conférence sera de nature à leur laisser croire que cette combinaison, dont l'essai a été le premier acte du Gouvernement provisoire, ne rencontre d'autre obstacle que le refus du candidat sur lequel s'était fixé leur choix, mais qu'une autre tentative pourrait être plus heureuse, ils seront

portés à maintenir l'union malgré ses inconvénients, comme un degré nécessaire pour atteindre le couronnement de leurs aspirations.

Il serait donc impossible de compter, dans ces conditions, sur un vote sincère quant à la question d'union.

D'après cela, si les Puissances réunies en conférence désirent, comme nous, assurer aux principautés une organisation stable, conforme à leurs besoins et à leurs vœux réels, qui concilie les exigences de leur bien-être avec la position politique que leur ont faite les traités existants, la marche à suivre nous paraît être de résoudre avant tout nettement, catégoriquement, la question du prince étranger, afin que les populations moldo-valaques soient complètement éclairées sur les limites dans lesquelles elles ont à émettre leurs vœux ; ensuite, de consulter ces vœux dans les deux Principautés séparément, par le vote d'assemblées élues à cet effet, en dehors de toute pression morale ou matérielle, soit du dedans, soit du dehors, sous le contrôle vigilant et impartial des consuls étrangers. Cela fait, la conférence sera en mesure de prononcer en toute sécurité de conscience et en pleine connaissance de cause.

Telle est, monsieur le baron, notre profession de foi.

Elle nous est dictée par nos traditions sympathiques envers les Principautés, par nos intérêts de puissance limitrophe et nos devoirs de puissance européenne, intéressée au repos de l'Orient.

Nous serions heureux de la voir partagée par les autres cabinets.

Notre auguste maître vous ordonne de faire lecture de ma dépêche du jour en conférence et de demander son adjonction au protocole ; nous tenons à constater que la Russie ne poursuit dans cette question qu'un but impartial, sans réticence, sans arrière-pensée, ni idées préconçues, qu'elle n'a en vue qu'une œuvre durable fondée à la fois sur les vœux réels des Principautés et les nécessités du droit international, et qu'elle répudie toute part de responsabilité dans une œuvre éphémère qui tendrait à perpétuer parmi les Moldo-Valaques des illusions irréalisables et à les maintenir dans un état d'anarchie qui léguerait à l'avenir le germe de graves complications.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 5. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Petersbourg, le 31 mai/12 juin 1866.

Nous avons attendu vos dépêches avant de vous confirmer l'ordre de S. M. l'Empereur de demander la dissolution de la conférence.

Les renseignements que vous nous transmettez ne changent rien au jugement que notre auguste maître a porté à ce sujet.

Vous avez parfaitement agi en laissant à la Porte l'initiative de la proposition de mesures coercitives. Nous lui abandonnons le soin d'aviser à ce qu'exigent ses propres intérêts.

Mais sans vouloir discuter l'urgence ou le danger de mesures de répression que nous avons eu toujours en vue d'éviter, ce qui reste incontestable pour nous, c'est qu'une conférence européenne qui prend des résolutions et les laisse violer n'a aucune utilité pratique, tandis que la stérilité de ses délibérations porte une grave atteinte à l'autorité collective de l'Europe ainsi qu'à la dignité des puissances qui la composent.

Vous n'avez certainement pas oublié que dès l'origine nous avons hésité à reconnaître l'opportunité d'une conférence à Paris. Il nous paraissait que du moment où les conférences antérieures avaient conclu des conventions formelles en prévision des événements qui se réalisaient dans les Principautés, il ne s'agissait que de savoir si ces conventions seraient ou non exécutées. Si elles l'étaient, le contrôle des représentants accrédités à Constantinople devait suffire. Si elles ne l'étaient pas, nous n'apercevions pas l'utilité de réunir une nouvelle conférence dont les décrets n'auraient pas plus d'autorité que les précédents.

Nous n'avons cédé qu'aux pressantes instances du cabinet de Londres et au consentement de la cour suzeraine.

Le but d'urgence assigné à la conférence était précisément de prévenir des faits regrettables en prouvant aux Principautés que l'Europe s'occupait d'elles et veillerait à leur sort.

Vous savez comment le but a été atteint.

Le premier soin de la conférence a été d'inviter le Gouvernement provisoire à se borner au maintien de l'ordre sans préjuger les décisions des grandes puissances. Le Gouvernement provisoire n'en a tenu aucun compte.

La conférence a prononcé l'exclusion de tout prince étranger; il y a été répondu par le plébiscite qui appelait au trône le prince Charles de Hohenzollern.

La conférence a déclaré l'élection de ce prince illégale; il a été acclamé et a pris possession du pouvoir qu'on lui avait décerné.

Il était impossible de se jouer plus audacieusement des décrets de l'Europe, et en présence de ces actes de prépotence d'un État de quatrième ordre, la conférence ne trouve rien à faire que de s'incliner devant les faits accomplis et de laisser à la révolution le soin de défaire son propre ouvrage.

Nous ne saurions nous associer à une pareille comédie.

Sans parler de notre dignité, il nous est difficile de pratiquer, à l'égard de ce qui se passe dans les Principautés, la même indifférence que les autres cabinets. Nous sommes puissance limitrophe et nous avons là des intérêts immédiats.

Tant que nous faisons partie de la conférence, nous sommes liés par des décisions collectives, et puisqu'elle abdique toute autorité efficace devant des faits qui peuvent nous affecter directement, nous devons reprendre notre liberté d'action.

La détermination de S. M. l'Empereur est tellement arrêtée que si la demande de dissolution que vous êtes chargé de faire rencontrait des obstacles, notre auguste maître vous prescrit de déclarer au besoin que vous avez l'ordre de vous retirer de la conférence.

L'intention de Sa Majesté n'est pas que vous entriez dans aucune récrimination : l'aveu de M. Drouyn de Lhuys, que la conférence n'a plus de but pratique, nous en dispense.

Il y a assez de complications en Europe pour que nous désirions éviter d'en ajouter une de plus. Les vues de notre auguste maître restent modérées et conciliantes comme elles n'ont pas cessé d'être en Orient aussi bien qu'en Europe.

Nous ne négligerons rien de ce qui peut dépendre de nous pour maintenir ou ramener la paix. Mais nous ne voulons pas prendre part à des délibérations stériles qui nous lient les mains en présence de faits qu'elles sont impuissantes à empêcher.

Si, en adhérant à la dissolution de la conférence, M. Drouyn de Lhuys renouvelait sa déclaration, quant au traité de 1856 et à la convention de 1858, vous pourrez faire observer que le Cabinet impérial a toujours pratiqué pour sa part le respect des transactions existantes, mais sous la réserve que ce respect sera réciproque et qu'on ne saurait maintenir aucun article isolé d'un traité quelconque, pas plus l'article 27 que tout autre, si les autres articles du même traité se trouvaient enfreints par l'une des parties que ces stipulations concernent.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 6. M. Dendrino, consul général de Russie en Crète, au général Ignatief, ministre de Russie à Constantinople.

La Canée, 1^{er}/13 août 1866.

La Légation impériale est informée par mon rapport n° 59 des événements qui se sont succédé ici dans la dernière huitaine. Le plus

grand ennemi de la Porte ottomane et de ce malheureux pays n'aurait certainement pu lui suggérer une décision plus impolitique et plus dangereuse que celle qui a été publiée ici au nom du Grand Vizir et dont j'ai déjà rendu compte. Aussi la réponse de la députation crétoise et la déclaration qu'elle contient, d'opposer une résistance désespérée à la violence dont elle est menacée, a-t-elle trouvé un écho dans tous les cœurs. Parmi cette population de plus de 200 000 âmes, il n'y a peut-être pas aujourd'hui un seul homme valide qui n'ait pris les armes ou qui ne se prépare à les prendre ; l'alternative d'une entière et aveugle soumission aux caprices et aux abus des pachas turcs ou d'une insurrection générale, quels que puissent en être les chances et les résultats, a fait cesser les hésitations et les doutes des plus timides. Il y a même des chefs chrétiens engagés au service de l'autorité, tels que le nommé Mavrogéni, qui ont donné leur démission et ont rejoint la députation avec plusieurs centaines d'hommes rangés sous leur bannière. Les habitants des plaines, exposés à toutes les vengeances de l'autorité, tout en comptant des frères parmi ceux qui ont pris les armes, et tout en se réservant de les imiter aussitôt qu'ils le pourront, protestent encore de leur dévouement et de leur soumission à la Porte. Les campagnards armés, dont le nombre dépasse déjà aujourd'hui vingt mille, d'après les calculs les plus modérés, sont divisés en détachements de 1500 à 2000 et occupent les positions alpestres de l'île, d'où ils peuvent facilement se dérober à la poursuite de la troupe régulière, incapable de soutenir contre eux une guerre de montagne ou de forcer les défilés inaccessibles qui leur servent de rempart ; les chrétiens sont décidés à subir toutes les privations plutôt que de laisser pénétrer à Sphakia un seul Turc, et, dans ces conditions, il est difficile de ne pas convenir que, s'ils sont suffisamment pourvus d'approvisionnements de bouche et de guerre, ils peuvent non-seulement opposer une longue résistance à une armée régulière même plus considérable que celle dont la Porte dispose ici, mais encore lui faire subir des pertes sensibles, si jamais elle voulait tenter un assaut des positions inexpugnables des chrétiens.

Malheureusement pour le pays en général, la troupe ottomane et égyptienne se livre déjà partout à des excès qui épouvantent les hommes paisibles et inoffensifs. D'après ce qu'on m'annonce de Réthymne, les troupes turques traitent la Crète en pays ennemi ; elles portent la dévastation et le crime partout où elles passent ; des villages entiers ont été pillés, des églises profanées et dépouillées, et tous ceux qui se refusent à signer une nouvelle pétition démentant la première et les actes de la députation chrétienne sont maltraités et torturés de mille façons. Aux réclamations des paysans, et même de

quelques-uns des Agents consulaires à Réthymne, l'autorité répond que, dans tout pays se trouvant dans des conditions analogues, il est impossible de prévenir et d'éviter les désordres du soldat.

En attendant, Ismaïl-Pacha, qui occupe toujours le canton d'Apo-corona avec la troupe égyptienne, et Chekhin-Pacha, se sont bien gardés jusqu'à présent d'exécuter les mesures de vigueur annoncées par la réponse de la Porte. Voici plus de dix jours, depuis la publication de sa dernière proclamation, durant lesquels il observe les positions occupées par les chrétiens, tout en poursuivant sourdement et sans aucun succès les plans de corruption. Cet état de choses, on peut bien le comprendre, achève de le déconsidérer même auprès des Turcs et devient tous les jours plus fatal à l'autorité de la Porte.

Au point où en sont les choses, il me semble impossible que les chrétiens de la Crète se soumettent encore à la Porte dans le cas même où les grandes Puissances leur garantiraient une administration plus régulière. La conviction de l'inefficacité de pareilles promesses a aujourd'hui pénétré partout et ne céderait qu'à la force, qui, au lieu de résoudre, ne fait qu'ajourner et aggraver les difficultés.

Signé : DENDRINO.

N° 7. Le prince Gortekakoff au baron de Brunnow et au baron de Budberg, à Londres et à Paris.

Peterhof, le 28 août/1^{er} septembre 1866.

Les troubles dont l'île de Candie est le théâtre ont pris un caractère de gravité qui réclame la plus sérieuse attention.

L'Empereur a le désir d'éviter autant que possible les interventions collectives de l'Europe dans les affaires intérieures de l'empire ottoman. Sa Majesté Impériale croit qu'elles ont pour effet de déconsidérer et d'affaiblir le Gouvernement, sans amener de résultats qui puissent compenser ces inconvénients.

Notre auguste maître n'a pas non plus l'intention d'insister sur les engagements généraux de traités qui n'avaient de valeur qu'en raison de l'accord existant entre les grandes Puissances pour les faire respecter, et qui aujourd'hui ont reçu, par le manque de cette volonté collective, des atteintes trop fréquentes et trop graves pour ne pas en être invalidés.

Sa Majesté Impériale n'envisage la question qu'au point de vue des intérêts immédiats et urgents qu'Elle croit communs à toutes les Puissances qui désirent le repos de l'Orient.

Sous ce rapport, les agitations de Candie ont une importance qui

dépasse de beaucoup les limites d'une insurrection locale déjà très-pénible pour l'humanité à cause des excès, des violences et de l'effusion de sang qu'elle menace de provoquer.

Ces troubles réagissent directement sur la tranquillité du royaume de Grèce, que la proximité et les affinités de race ne peuvent laisser indifférent à ce qui se passe dans son voisinage. Le Roi des Hellènes a cru devoir signaler aux Cours garantes les difficultés créées à son Gouvernement par ces désordres. Sa Majesté a réclamé l'intervention collective des grandes Puissances, afin d'amener la Porte à prendre en considération les griefs légitimes des Candiotes et à concourir ainsi à une œuvre d'apaisement que les sanglantes répressions de la force ne feraient que rendre plus difficile et plus précaire.

Le conflit, qui menace d'éclater sur ce point du territoire turc, n'a pas seulement son contre-coup en Grèce. Dans l'état d'effervescence générale où se trouve aujourd'hui la plus grande partie des populations chrétiennes de la Turquie, et que les complications récentes de l'Europe ont contribué à activer, il suffirait d'une étincelle pour allumer une conflagration que personne n'aurait le pouvoir de prévenir.

Dans cet état de choses, S. M. l'Empereur considère à la fois comme de l'intérêt et du devoir des grandes Puissances de ne pas rester spectatrices inactives d'événements qui peuvent avoir des conséquences aussi graves.

En d'autres temps, l'action collective de l'Europe s'est plus d'une fois exercée, afin de prévenir des crises dangereuses pour son repos. Si cette action n'a pas toujours amené des solutions complètes et décisives, elle a du moins contribué à apaiser les passions, à ajourner les conflits, à concilier les intérêts, et elle a souvent réussi à détourner de l'Europe des périls imminents.

Quoique le sentiment de solidarité générale, qui en était le principe, se soit affaibli en Europe, notre auguste maître croit utile d'y faire un appel, dans les circonstances présentes, en proposant aux Cabinets de Londres et de Paris de concerter leurs efforts dans un but de pacification.

Si ces deux Cabinets en apprécient comme nous l'urgence et l'opportunité, leur intervention pourrait prendre pour point de départ les engagements communs qu'ils ont contractés en 1830.

En effet, lorsque à cette époque l'île de Candie a été rendue à la Turquie, cette restitution n'a pas eu lieu d'une manière inconditionnelle. Par une note identique remise à la Porte le 30 avril 1830, les trois Cours alliées ont déclaré : « qu'en vertu des engagements « qu'elles avaient contractés d'un commun accord, elles se croyaient « tenues d'assurer aux habitants de Candie et de Samos une sécurité

« contre toute réaction à la suite de la part qu'ils auraient prise aux
« événements antérieurs, en demandant à la Porte de baser cette sé-
« curité sur des règlements précis qui, rappelant leurs anciens pri-
« vilèges ou leur accordant ceux que l'expérience aurait prouvé leur
« être nécessaires, offriraient à ces populations une protection efficace
« contre des actes arbitraires et oppressifs. »

Ce point de départ pourrait être complété par le hattî-chérif du 3 février 1856, qui, bien qu'émané de la volonté spontanée de S. M. le Sultan, n'en a pas moins acquis une valeur internationale par la mention qui en a été faite au traité du 18 (30) mars 1856.

Ces transactions constituent un ensemble d'engagements moraux qui lient les grandes Puissances et la Porte dans une mesure qui peut s'accorder et avec le respect pour l'indépendance intérieure de la Turquie et avec ses propres intérêts, qu'une crise compromettrait non moins gravement que ceux de l'Europe.

Quelles que soient les difficultés créées notamment dans l'île de Candie par le contact des deux populations, musulmane et chrétienne, nous croyons qu'une attitude combinée des trois grandes Puissances aurait l'efficacité nécessaire pour prévenir le conflit qui semble sur le point d'éclater et amener un arrangement réciproquement avantageux.

S. M. l'Empereur croit remplir un devoir en invitant le Gouvernement de Sa Majesté Britannique (S. M. l'Empereur des Français) à s'associer dans ce but au cabinet impérial et au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français (de Sa Majesté Britannique).

À cet effet vous proposerez au cabinet de Londres (des Tuileries) de munir son représentant à Constantinople des instructions nécessaires pour amener une entente avec ses collègues de Russie et de France (d'Angleterre) dans le but de concerter les démarches à faire en commun auprès de la Porte dans un esprit amical et conciliant, afin d'appeler son attention sur la nécessité d'apaiser les populations de la Crète en donnant à leurs griefs légitimes une satisfaction équitable, fondée sur les engagements existants, et de rechercher d'accord avec elle les moyens d'arriver à un arrangement pacifique.

Il serait réservé aux représentants des trois Cours à Constantinople d'aviser de concert aux mesures que pourrait réclamer sur les lieux le développement des événements, en conservant à leur action et à leur langage un caractère collectif qui leur assure l'efficacité désirable tant auprès de la Porte que des populations de Candie.

Nous avons appris par la voie des journaux que le Gouvernement français a envoyé un bâtiment de guerre à la Canée. D'ordre de notre auguste maître nous avons fait parvenir par Constantinople au représentant de Sa Majesté Impériale à Athènes l'autorisation d'expédier

sur les lieux le bâtiment de la marine impériale en station au Pirée, afin d'assurer à nos nationaux et même à notre consul la protection que les circonstances sauraient rendre nécessaire. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique jugera peut-être à propos d'adopter une mesure analogue.

En pareil cas, les commandants, de même que les agents consulaires respectifs, devraient recevoir les directions combinées entre les représentants des trois Cours à Constantinople, afin d'agir également de concert.

Votre Excellence est invitée à informer M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique (M. Drouyn de Lhuys) que le cabinet impérial munit le représentant de S. M. l'Empereur à Constantinople d'instructions dans ce sens.

Elle voudra bien insister sur le prix que notre maître attache à cette œuvre de pacification et sur le caractère d'urgence que lui imprime la gravité du moment.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 8. Le prince Gortchakoff au général Ignatief, à Constantinople.

Peterhof, le 21 août/2 septembre 1866.

Votre Excellence trouvera ci-après copie de la dépêche que d'ordre de l'Empereur nous adressons aux ambassadeurs de Sa Majesté Impériale à Paris et à Londres sur les affaires de Candie.

Veuillez y puiser vos instructions en vue de l'action combinée que nous proposons aux cabinets de France et d'Angleterre.

A cet effet, vous pouvez donner lecture de cette pièce à vos deux collègues et échanger vos idées sur les moyens pratiques d'atteindre le but, — afin d'être en mesure d'agir sans retard aussitôt qu'ils auront reçu les instructions de leurs Cours.

Le caractère et la portée de cette entente dépendant des circonstances locales, je n'ai rien à ajouter aux indications générales contenues dans la pièce ci-annexée. Elle renferme la pensée de l'Empereur. Sa Majesté s'en remet à votre tact et à votre expérience du soin de la développer au plus grand avantage possible des chrétiens de Candie, sans perdre de vue notre but essentiel de conciliation et d'apaisement.

Nous souhaitons vivement d'obtenir le concours des cabinets de Paris et de Londres, qui donnerait l'efficacité désirable à nos démarches.

Si cependant il nous était refusé, notre auguste maître vous autorise à employer même isolément votre action auprès de la Porte dans des voies amicales, mais d'une manière pressante et énergique, afin de la ramener à des sentiments équitables envers ses sujets candides et à une juste appréciation de sa situation et de ses propres intérêts.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 9. Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow, à Londres.

Saint-Pétersbourg, le 12/24 septembre 1866.

Je profite du courrier anglais pour vous envoyer quelques pièces diplomatiques.

Vous y trouverez de nouvelles informations sur le mouvement qui s'est manifesté en Orient parmi les populations chrétiennes, mouvement qui menace de prendre un grand développement si la sagesse des cabinets et la modération du Sultan ne parviennent pas à le résoudre pacifiquement.

Le Gouvernement anglais doit être en possession des mêmes renseignements.

Malgré l'indifférence qu'il manifeste pour les affaires du continent, elle ne saurait, ce nous semble, s'étendre à des événements qui pourraient compromettre la paix générale.

Dans cette nouvelle crise politique nous désirons avant tout pouvoir marcher d'accord avec le cabinet de Saint-James. Nous ne prévoyons pas d'obstacles sérieux à cet accord.

Nous devons supposer qu'ainsi que nous, le Gouvernement anglais n'entretient dans cette direction aucune convoitise ni aucune arrière-pensée.

Comme nous, il désire l'apaisement. Comme nous, enfin, il voit dans l'amélioration de l'état des populations chrétiennes sous le sceptre du Sultan à la fois un gage de repos et l'accomplissement d'un devoir de conscience. Au point de vue que nous entretenons, c'est le seul moyen de maintenir l'autorité ottomane dans l'Europe.

Ce système a été invariablement le nôtre durant une longue série d'années. Tous nos agents en Orient ont tenu le même langage et donné les mêmes conseils.

Nous y restons fidèles. Néanmoins nous ne nous dissimulons pas que dans un moment où partout les passions sont surexcitées et où des bouleversements organiques s'opèrent sur le continent européen,

une voix qui parlerait en faveur de la conciliation a de faibles chances pour être écoutée de part et d'autre.

Les destinées de plusieurs États ont été renversées de fond en comble. Devait-on s'attendre à ce que des populations qui subissent plus ou moins un régime que l'antagonisme de la foi leur rend encore plus pesant, résistent à la tentation d'un essai dans des circonstances qui leur paraissent favorables?

La tâche des puissances qui voudraient substituer un mieux réel, quand même il serait progressif, à un bouleversement violent, en est infiniment plus difficile, mais cela ne nous paraît pas une raison pour ne pas la tenter.

Les Ministres anglais connaissent les traditions de la Russie. Nous n'en avons jamais fait mystère ni ne les renions aujourd'hui. Nous n'y rattachons aucune convoitise, je le répète, ni le désir d'un accroissement d'influence exclusive quelconque, mais nous n'avons jamais été ni ne saurions rester indifférents aux souffrances de nos coreligionnaires, si des flots de sang chrétien étaient versés.

A diverses époques cette sympathie a été exploitée comme un moyen pour nous accuser d'arrière-pensée. Nous croyons que les faits n'ont pas justifié cette interprétation. Il nous semble aussi qu'à mesure que le temps a déposé ses leçons dans les annales de l'histoire, les idées générales se sont modifiées, de même que les appréciations des cabinets et leur situation relative.

Nommément ces dernières années nous avons trouvé le Gouvernement anglais préoccupé au moins au même degré de l'amélioration du sort des races chrétiennes que du maintien de l'intégrité de la Porte.

Nous aimons à lui donner ce témoignage. Il s'est trouvé alors sur le même terrain que nous. Avec le concours d'un auxiliaire aussi puissant et éclairé, nous pouvions espérer qu'une œuvre à la fois chrétienne et conservatrice pourrait être menée à bon port.

Nous n'avons aucun dessein contre l'intégrité de la Porte, si elle peut se maintenir. Aucun danger ne la menace de notre part. Mais sans nous permettre de préjuger les décrets de la Providence, nous ne nous dissimulons pas les périls auxquels est exposée l'existence du Gouvernement ottoman par suite de désorganisation intérieure, de la violence des passions, et peut-être même d'arrière-pensées auxquelles nous ne participons pas.

Nous sommes de plus convaincus que la paix avec ses sujets chrétiens, basée sur une satisfaction de leurs aspirations légitimes, est une condition de rigueur pour l'existence de ce pouvoir.

Dans le vague qui plane encore sur la direction que prendront les événements et sur les dispositions des différents cabinets, nous ne

saurions vous charger d'aucune ouverture définie. Notre auguste maître trouve néanmoins que le moment est venu pour un échange d'idées et vous charge de vous expliquer franchement avec le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique sur les vues qui nous dirigent et les principes que nous professons. Nous nous féliciterions s'il pouvait en résulter une entente qui, sans violer les lois de l'équité, tendrait à écarter les complications nouvelles dont l'Europe est menacée.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 10. Le prince Gortchakoff au général Ignatief, à Constantinople.

Saint-Petersbourg, le 10/22 octobre 1866.

Le chargé d'affaires de Turquie est venu m'entretenir d'appréhensions qu'avait fait naître dans l'esprit d'Ali-Pacha la phrase : « Le sort en est jeté, » — que je lui ai dite lorsqu'il est venu m'annoncer que la Porte s'est décidée à réprimer par la force le soulèvement en Candie.

J'ai saisi cette occasion pour lui rappeler en termes catégoriques la politique que nous avons suivie à l'égard de la Turquie. Notre attitude, lors de la dernière conférence sur les Principautés, ne peut pas être effacée de la mémoire de M. le Ministre des affaires étrangères. Cette conférence avait pour but ostensible et avoué le désir de sauvegarder l'intégrité de l'Empire ottoman sur la base des engagements internationaux. Aali-Pacha ne peut pas avoir oublié que nous avons été seuls à nous maintenir sur ce terrain, malgré la confirmation qui en résultait pour un acte pour lequel personne ne pourra nous supposer des sympathies. Les autres puissances dont les représentants faisaient partie de cette conférence en ont jugé différemment. A force d'énergie, nous avons obtenu une décision collective unanime qui écartait le choix d'un prince étranger : cette décision de la grande Europe est restée lettre morte.

Quant à notre attitude vis-à-vis les populations chrétiennes sous la domination du Sultan, nous avons été invariablement guidés par deux principes : celui de les exhorter à la patience et celui de recommander à la Porte des sentiments d'équité et de modération qui créeraient des liens plus durables que l'emploi de la force. Ces faits, ai-je dit à M. le chargé d'affaires de Turquie, sont évidents comme la lumière du jour.

Nous ne menaçons pas l'intégrité de la Porte. Nous ne recherchons

aucune influence exclusive en Orient. Mais l'appui que nous avons prêté et que nous continuerions à prêter à la Porte dépendra toujours des sentiments d'équité et de justice dont nous la verrions animée vis-à-vis des populations chrétiennes. Nous n'avons jamais dissimulé les sympathies qu'elles nous inspirent. Là la tradition du passé est d'accord avec l'histoire du présent. Toutes les fois que la Porte cherchera la force là où elle est réellement, dans un régime que ne réprouverait pas l'humanité et que les idées du temps ne permettent plus de traiter avec le sans- façon d'autrefois, elle nous trouverait à ses côtés. De même elle ne doit pas compter sur nous, si elle ne s'inspire que par des idées de violence.

Ce n'est pas nous qui avons créé le mouvement actuel des esprits. Nier ce mouvement serait contester celui de la terre. Je sais bien que cette négation est dans le Coran, mais on la chercherait en vain dans les lois de la nature. Certes, nous ne prétendons pas que les Gouvernements eussent à subir aveuglément l'impulsion actuelle, mais ils doivent en tenir compte dans les limites de l'équité, qui n'exclut pas la fermeté dont l'absence perd les Gouvernements.

A cet égard nous ne saurions assez regretter ni répéter assez souvent que la Porte commet une faute impardonnable dans l'attitude tracassière qu'elle observe vis-à-vis de la Serbie.

Le prince Michel est d'un caractère fier, susceptible, mais noble. Il ne serait pas difficile de le gagner par des procédés, bien entendu que ce ne fût pas une démonstration stérile, mais la preuve que certaine satisfaction est accordée aux vœux et aux besoins du pays.

Je ne réponds pas aux plaintes qu'Aali-Pacha vous a portées contre le langage de nos journaux russes. Ils jouissent, vous devez le savoir, d'une liberté d'expression dans les limites indiquées par la loi. Cela a ses avantages, cela peut avoir aussi des inconvénients. Il m'arrive à moi-même d'être atteint par ces derniers, mais je le préfère encore au mutisme de la pensée qui ne répondrait pas aux réformes que notre auguste monarque a inaugurées. Le succès de ces réformes dépend en grande partie du sentiment de dignité personnelle qu'éprouveraient ceux qui sont chargés de les mettre en pratique, et ce sentiment ne saurait naître là où la pensée est méticuleusement bâillonnée.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 44. Le général Ignatief au prince Gortchakoff.

Constantinople, le 10/22 octobre 1866.

Par suite du télégramme que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, je suis allé au-devant d'une explication franche et complète avec Aali-Pacha au sujet de l'asile que notre frégate pouvait être dans le cas d'accorder à des familles crétoises. Le Ministre turc s'est de suite vivement récrié et m'a déclaré que la Porte ne pourrait souffrir une pareille ingérence d'un pavillon étranger, et que, le cas échéant, elle s'empresserait de protester. Je répliquai que pourtant les autorités turques ne s'étaient pas opposées à ce que les familles des insurgés fussent emmenées sur des paquebots étrangers, que d'ailleurs, puisque le Gouvernement ottoman prétendait ne pas vouloir étendre sans nécessité l'effusion du sang, l'émigration serait l'unique moyen de soustraire des centaines d'êtres inoffensifs aux calamités de la guerre; qu'enfin, si, en politique, l'indifférence, allant jusqu'à la cruauté, pouvait se dissimuler à l'ombre des théories, il était impossible d'exiger d'un capitaine de navire de laisser des femmes et des enfants mourir sous ses yeux de faim et de misère. Sur ce chapitre Aali-Pacha est resté sourd à tous les raisonnements. Je ne pouvais donc que lui dire, et c'est ce que j'ai fait, que j'avais rempli un devoir en lui exposant loyalement le point de vue que nous dicte le sentiment de l'humanité, et que dès lors, je m'affranchissais de la responsabilité des conséquences.

Comme il est probable que les Turcs chercheront à empêcher les familles chrétiennes de venir jusqu'à la côte, j'ai cru devoir appeler sur ce point l'attention de notre Consul général à la Canée, et je l'ai prié de recommander la plus grande circonspection à notre commandant, afin qu'on ne puisse pas nous accuser de donner le signal de l'émigration.

Ainsi il est à prévoir que le salut des familles ne pourrait être assuré, dans une certaine mesure, que si les commandants recevaient des instructions conçues dans le même sens ou à peu près. J'ai cherché à atteindre ce résultat, dans mes entretiens avec l'ambassadeur d'Angleterre et les chargés d'affaires de France et d'Italie. Le comte Della Croce a été le seul à se ranger complètement de mon avis. Lord Lyons m'a dit en termes généraux que les navires de guerre de sa nation ne refuseraient assurément pas de donner asile aux familles qui seraient menacées d'un danger réel; mais il ne voudrait pas formuler sa pensée dans une pièce écrite. M. de Bonnières a manifesté l'opposition la

plus forte. C'est en vain que je me suis efforcé de le rallier à mes vues.

Toutefois, je ne désespère pas encore d'obtenir quelque chose de mes collègues, jusqu'à la prochaine poste pour Candie. Dans ce cas, j'informerai notre Consul général du résultat de mes efforts, et je le porterai, le cas échéant, à la connaissance du Ministère impérial.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

Signé : IGNATIEF.

N° 12. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg.

Saint-Pétersbourg, le 16/28 novembre 1866.

Je me suis empressé de placer sous les yeux de l'Empereur l'expédition de Votre Excellence du 10/22 novembre.

Sa Majesté Impériale en a pris connaissance avec le plus vif intérêt.

Elle a accueilli avec satisfaction les ouvertures que M. le marquis de Moustier vous a faites en vue d'une entente entre le Cabinet français et nous sur les éventualités qui surgissent en Orient.

Les principes généraux que M. le Ministre des affaires étrangères de France a émis, les assurances qu'il vous a données, ont aux yeux de notre auguste maître un prix tout particulier, parce qu'ils émanent de la pensée directe de l'empereur Napoléon, et que c'est par ordre exprès de Sa Majesté que M. le marquis de Moustier a abordé ces questions vis-à-vis de Votre Excellence.

L'Empereur vous charge de saisir la première occasion pour exprimer ces sentiments à l'empereur des Français. Sa Majesté m'ordonne en même temps de vous mettre en mesure de répondre avec une entière franchise aux ouvertures qui vous ont été faites par M. le Ministre des affaires étrangères.

A cet effet, vous prierez l'empereur Napoléon de vouloir bien se reporter aux entretiens que notre auguste maître a eus avec lui à Stuttgart.

Les vues dont Sa Majesté Impériale lui a fait part à cette époque sur l'avenir de l'Orient n'ont pas changé, ses principes sont restés les mêmes. L'empereur Napoléon retrouvera dans ses souvenirs la pensée entière de notre auguste maître.

Depuis cette époque les choses ont rapidement marché; des éventualités qui alors paraissaient lointaines, se sont considérablement rapprochées; l'année actuelle a surtout contribué à les mûrir; les

symptômes de la décadence de la domination turque en Europe se sont accumulés à un point qui doit nécessairement fixer l'attention des cabinets et modifier les idées qu'ils avaient entretenues jusqu'à présent.

Nous ne connaissons pas encore d'une manière précise celles que M. le marquis de Moustier puise dans l'expérience de son récent séjour à Constantinople.

Il nous a paru en général pénétré de la conviction que la solution du problème oriental devait, pour le bien de tout le monde, être cherchée, non dans des collisions violentes, mais dans la voie des progrès graduels.

C'est aussi le but que nous nous étions proposé jusqu'à présent, et nous n'avons pas cessé de le recommander chaleureusement aux populations chrétiennes aussi bien qu'aux Ministres du Sultan.

Mais ce serait se bercer d'une illusion dangereuse que de baser exclusivement les prévisions des cabinets sur la possibilité pratique d'une pareille issue.

Les passions sont tellement surexcitées, elles ont puisé de tels encouragements dans les événements contemporains, qu'il semble rester bien peu de chance pour l'apaisement par la conciliation. Le sang a déjà coulé, les intérêts sont directement aux prises ; la voix modératrice des puissances, lors même qu'elle se ferait entendre avec l'unanimité désirable, risquerait fort de n'être écoutée ni d'un côté, ni de l'autre.

En présence de cette situation, que personne ne peut méconnaître en Europe, nous avons cru saisir chez M. le Ministre des affaires étrangères de France la conviction qu'il ne fallait pas poursuivre en Orient de solution absolue, mais se borner à régler pratiquement, dans les meilleures conditions possibles, les conflits partiels qui pourraient surgir.

• Nous ne demanderions pas mieux que de circonscrire autant que faire se pourra les éléments si compliqués de la question d'Orient, afin de l'empêcher de se généraliser et d'acquiescer ainsi des proportions alarmantes pour le repos de l'Europe.

Mais même dans ce but, il serait nécessaire d'établir une entente précise, et notre auguste maître croit aller au-devant des vœux de l'empereur Napoléon en lui faisant part de quelques combinaisons éventuelles qui se rattachent à cet ordre d'idées.

Le plus immédiat, le plus urgent des faits qui appellent en ce moment la sollicitude des cabinets, c'est l'insurrection de Candie.

Quels que soient les succès apparents de la répression turque, il serait puéril de se dissimuler qu'elle ne résoudra point cette douloureuse question.

Si le Gouvernement turc use avec modération de la victoire et accorde les concessions réclamées par les Candiotés, il leur mettra entre les mains de nouvelles armes dont ils useront tôt ou tard pour une tentative plus heureuse. Si au contraire les autorités ottomanes se livrent à des excès de rigueur et si les grandes Puissances autorisaient ce système, ne fût-ce que par leur tolérance, nous ne saurions voir dans une semblable attitude un *apaisement*. Ce serait une violence morale, exercée sur ces malheureuses populations, une violence à laquelle, pour notre part, nous ne saurions nous associer.

Elle serait d'ailleurs aussi révoltante qu'inutile.

Elle aurait dans tout l'Orient chrétien un retentissement des plus dangereux.

On peut faire régner le silence sur les ruines dans l'île de Candie ; il serait impossible d'obtenir le même résultat sur tout le continent de la Turquie d'Europe, toute frémissante des émotions de cette lutte acharnée.

Il faut donc chercher une autre solution.

Si les Puissances veulent sortir de la voie des expédients et des palliatifs, qui jusqu'ici n'ont fait que grever l'avenir des difficultés du présent, nous ne voyons qu'une issue possible, c'est l'annexion de Candie au royaume de Grèce.

L'île de Candie a pris une part aussi active que le reste de la Grèce à la guerre de l'indépendance hellénique. C'est par un acte de faiblesse, que l'événement prouve en même temps avoir été un faux calcul, qu'à cette époque les cabinets ont refusé de l'adjoindre en royaume hellénique.

En réparant aujourd'hui cette faute, ils consolideraient leur œuvre, raffermiraient en Grèce le principe monarchique et le pouvoir du roi Georges. Ils apaiseraient, au moins momentanément, les entraînements des Grecs vers la grande idée, et feraient ainsi disparaître une des causes les plus imminentes des collisions qu'ils ont à cœur d'empêcher.

Si cette combinaison paraissait trop radicale pour avoir des chances pratiques de succès, au moins pourrait-on faire de l'île de Candie un État autonome, lié à la Porte par un simple lien de vassalité analogue à celui qui existe dans les Principautés-Unies.

Ce serait une transition vers l'annexion finale de cette île à la Grèce, solution qui tôt ou tard nous paraît inévitable.

Vous êtes invité à faire part de ces idées à M. le marquis de Moustier, et même de les exposer à l'empereur Napoléon. Si le Cabinet des Tuileries voulait se joindre à nous, afin d'agir en commun dans ce sens auprès de la Porte, nous serions charmés de voir poser au moins sur ce point spécial les bases d'une entente qui serait sus-

ceptible de s'étendre aux autres questions qui pourraient surgir sur le sol de la Turquie.

D'après les notions que nous possédons, le Gouvernement Britannique lui-même ne semblerait pas éloigné de modifier ses appréciations sur l'état actuel et l'avenir de l'Orient.

Pour ce qui concerne la question de Candie, nous savons que lord Palmerston a été le premier dans ce temps à réprover les résolutions qui ont poussé les Puissances à la séparer de la Grèce, vers laquelle tendent toutes ses affinités.

Dans tous les cas nous avons lieu de penser que le fait accompli aurait aux yeux du cabinet de Londres une valeur pratique qui ne rencontrerait plus l'obstacle de convictions inébranlables et qui rendrait possible une entente générale des cabinets sur les éventualités qui se rattachent au problème oriental.

Mais quel que soit notre désir de restreindre le cercle de ces éventualités, nous devons aussi prévoir le cas où malgré ces efforts la question d'Orient s'imposerait à l'attention de l'Europe avec le caractère d'un soulèvement plus étendu des populations chrétiennes.

Nous ne le désirons pas plus que le Cabinet français.

Pas plus que lui nous ne croyons l'Orient suffisamment mûr, ni l'Europe préparée pour une pareille solution.

Mais en politique on n'est pas toujours maître de diriger les événements, et nous devons reconnaître que l'impulsion donnée depuis dix ans au mouvement des esprits dans toute l'Europe, a rendu ce résultat plus que probable.

En pareil cas, il serait certainement fort à désirer que les puissances pussent se mettre d'accord pour ne pas se trouver prises au dépourvu.

En tout cas, nous croyons nécessaire de poser d'avance quelques principes fondamentaux. Il nous paraît inadmissible que dans cette éventualité aucune puissance chrétienne ait le courage de prendre matériellement fait et cause pour la domination turque, contre le désespoir des populations chrétiennes.

L'opinion publique de tous les pays protesterait contre une pareille attitude.

La seule voie à suivre serait de s'en tenir au principe de non-intervention, qui a pris rang dans la politique contemporaine et a été hautement proclamé et appliqué dans des questions non moins intéressantes pour la paix et l'équilibre général.

Notre auguste maître est décidé à l'observer pour sa part, s'il est également observé par les autres cabinets.

Votre Excellence est autorisée à le déclarer à l'empereur Napoléon et à lui proposer formellement de s'associer dès à présent à notre

auguste maître, afin de faire prévaloir ce principe, lorsque les circonstances viendraient à en réclamer l'application.

Sa Majesté Impériale croit donner par là un gage suffisant des vues désintéressées qu'elle apporte dans cette question, et elle aime à croire qu'en présence de cette attitude, qui devrait faire tomber les préjugés et les défiances enracinées, quant aux vues de la Russie en Orient, aucun cabinet ne refusera d'adhérer à un principe généralement admis et qui aurait l'avantage de préserver l'Europe de formidables complications.

La présente dépêche vous parviendra au moment où vous aurez l'honneur d'être l'hôte de l'empereur Napoléon à Compiègne.

Si Sa Majesté le permet, veuillez solliciter la faveur de placer textuellement cette pièce sous ses yeux.

Elle y verra un témoignage de la confiance avec laquelle notre auguste maître a cru devoir répondre aux ouvertures qui lui ont été faites par son ordre, en formulant quelques idées qui pourraient servir de base à un accord intime, pratique et complet.

Vous ajouterez que Sa Majesté Impériale sera toujours prête à accueillir et à discuter dans le même esprit, toute autre proposition dont l'empereur Napoléon jugerait à propos de vous faire part, afin d'arriver à l'entente qui paraît être dans ses vœux, comme elle est dans les nôtres.

Notre auguste maître la désire sincèrement dans la conviction qu'elle assurerait le repos de l'Europe, en remplaçant nos relations avec la France sur le terrain de la confiance et d'un bon vouloir mutuel, que Sa Majesté Impériale n'a pas cessé de considérer comme conforme aux intérêts des deux pays.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N^o 13. Le comte de Stackelberg au prince Gortchakoff.

Vienne, le 16/28 novembre 1866.

Je me fais un devoir de soumettre ci-après à Votre Excellence un article du *Wiener-Journal*, organe de M. de Beust, qui traite la question orientale sous un point de vue se rapprochant des idées émises naguère par la *Debatte* et qui avaient fait l'objet de mon rapport n^o 115.

L'article en question écarte péremptoirement pour l'Autriche l'éventualité d'une intervention armée dirigée contre les chrétiens d'Orient qui comptent des frères parmi les fidèles sujets de l'Empe-

reur. Passant ensuite à la demande de la Serbie concernant l'évacuation des forteresses, il dit que cette prétention est la conséquence des événements de Moldo-Valachie et ne paraît pas devoir amener de graves complications. Il est plus important pour la Turquie de vivre en bonne intelligence avec les chrétiens que d'insister sur certains droits qui ont une signification plus symbolique que réelle, comme, par exemple, celui de tenir garnison à Belgrade.

Le peuple serbe, trop petit pour former un État indépendant, est, en revanche, trop vivace et trop fier de ses traditions historiques pour s'amalgamer à d'autres races en risquant de compromettre son développement naturel. La Turquie devrait donc renoncer volontairement à ce qu'elle n'est pas en état de conserver, et le meilleur moyen de conjurer un cataclysme qui ébranlerait toute l'Europe, serait de concéder aux chrétiens ottomans une autonomie qui ne serait limitée que par un lien de vassalité vis-à-vis de la Porte.

L'article ne parle pas de la Russie, ni de l'abrogation des clauses restrictives du traité de Paris, comme l'avait fait celui de la *Debatte*; toutefois ce factum plaide pour les idées si différentes de l'antique politique orientale de l'Autriche, que j'ai tenu à interpeller le baron de Beust sur ces matières.

Loïn de répudier les principes exposés dans l'article en question, le Ministre m'a déclaré vouloir inaugurer une nouvelle ère dans la politique à suivre vis-à-vis des chrétiens d'Orient.

« Vous savez, m'a-t-il dit, que nous voulons vivre en bonne intelligence avec tous nos voisins, et je désire qu'il en soit de même à l'égard des chrétiens d'Orient qui sont liés par la communauté d'origine à quelques-uns des peuples de notre monarchie. Je suis donc disposé à favoriser parmi eux le développement de leur autonomie et l'établissement d'un *self government* limité par un lien de vassalité. Ce serait là le plus sûr moyen de consolider la paix entre le Sultan et les rayas, et l'Autriche a tout intérêt de contribuer à ce résultat, en éloignant ainsi les chances d'une conflagration qu'elle ne saurait désirer. »

Je dis au Ministre des affaires étrangères qu'une des causes de trouble était la présence des Turcs dans les forteresses de la Serbie, qui pouvait d'un jour à l'autre ramener des conflits semblables à ceux du dernier bombardement de Belgrade. Le prince Michel s'était donc adressé en termes très-respectueux au grand vizir pour réclamer l'abolition des forteresses, et il ne demandait en cela qu'une chose admise depuis nombre d'années pour la Roumanie, qui a obtenu, en outre, tant d'autres privilèges, malgré l'illégalité des actes de ce gouvernement.

M. de Beust convint que la demande du prince Michel était fort naturelle et qu'il était désirable que la Porte y accédât, puisque même la citadelle de Belgrade n'était plus une forteresse que de nom, et que, sans offrir aucun avantage réel à la Turquie, elle offusquait le sentiment national de la population. Il ajouta qu'on lui avait signalé l'arrivée à Vienne d'un envoyé serbe chargé de traiter de ces matières, mais que depuis il n'en avait plus entendu parler et ignorait si ce devait être Marinovic ou un autre personnage.

Je répondis que je n'en savais rien non plus et que Marinovic n'avait fait que traverser Vienne pour être à Saint-Pétersbourg au moment du mariage du Grand-Duc héritier. Au demeurant, je ne pouvais qu'exprimer ma satisfaction des vues exposées par le Ministre, attendu qu'elles concordaient avec notre politique traditionnelle, consistant à développer graduellement les autonomies. Pour le Cabinet de Vienne, cela me semblait un complet revirement de système, et je me plaisais à y voir la possibilité d'une entente avec la Russie pour contribuer à résoudre pacifiquement un problème que les Puissances limitrophes ont un intérêt spécial à voir se dénouer sans secousse.

M. de Beust m'assura désirer sincèrement un tel accord, ajoutant qu'il serait important d'éviter des agitations intempestives qui ne pourraient que le compromettre.

Je répliquai que nous aussi nous prêchions la modération et blâmons les entraînements irréfléchis, tout en favorisant les vœux des chrétiens, qui nous paraissaient de nature à consolider les bonnes relations avec la Porte.

Signé : STACKELBERG.

N° 14. Le prince Gortchakoff au baron de Brunow, à Londres.

Saint-Pétersbourg, le 23 novembre/7 décembre 1866.

Dans le dossier du jour vous trouverez copie d'une dépêche du comte Stackelberg (n° 136) rendant compte d'un entretien avec M. de Beust sur les affaires d'Orient.

M. de Beust inaugure une ère nouvelle dans la politique de l'Autriche, une ère à vues larges et élevées. C'est le premier homme d'État de ce pays et de notre époque qui fait courageusement l'essai de quitter le terrain des rivalités mesquines dans cette question importante.

Nous ne pouvons qu'y applaudir. Je me suis borné jusqu'ici à transmettre par le télégraphe et en termes généraux notre adhésion complète à la pensée dont s'inspire aujourd'hui M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche.

J'ai lieu de croire qu'il a tenu le même langage à Londres et à Paris.

Quoi qu'il en soit, je pense que lord Stanley accueillerait volontiers comme un témoignage de confiance de notre part la lecture que vous lui feriez de la dépêche du comte Stackelberg n° 136.

Nous ne pensons pas que le simple désir d'*ajourner* ou d'*apaiser* — désir du Cabinet anglais que nous partageons — suffise pour écarter les complications dont les dispositions, je dirai même la surexcitation actuelle des esprits parmi les populations chrétiennes, menacent le repos de l'Orient. En se bornant à l'exposition platonique et stérile d'un vœu, les cabinets qui s'intéressent au repos général n'écarteront point les périls dont ce repos pourrait être menacé. A l'instar des Ministres anglais nous désirons aussi que les complications du dehors ne viennent pas aggraver les difficultés au dedans. Comme eux, nous désirons chez nous le développement paisible des grandes réformes mises en œuvre par l'Empereur; mais nous croyons qu'une abstention absolue, un indifférentisme philosophique sont loin de répondre aux exigences du moment.

Le terrain sur lequel nous nous sommes toujours placés, et où le Cabinet de Vienne paraît aujourd'hui vouloir nous rejoindre, c'est-à-dire de soutenir le développement du bien-être intérieur des populations chrétiennes sous la domination du Sultan, et même leur autonomie avec un lien de vasselage, — cette autonomie étant la seule garantie qui inspirerait de la confiance à ces populations, — nous a toujours semblé la meilleure voie pratique pour résoudre le problème oriental sans conflit hostile, sans conflagration générale et en même temps sur une base d'humanité et d'équité.

En étudiant la physionomie actuelle de l'Europe, je crois pouvoir m'aventurer à dire que cet ordre d'idées me paraît entrer dans la disposition générale des esprits, et surtout de ceux qui croient que la courte vue en politique est le plus dangereux des défauts et qu'on ne peut conjurer les périls de l'avenir qu'en embrassant plus largement les horizons du présent.

Mais ici encore il ne suffit pas d'une adhésion théorétique. Il faut que les grands cabinets se mettent sérieusement à l'œuvre et qu'ils puisent dans leur accord la force de réaliser sans secousses violentes les vues de justice et de sagesse pratique qui ne sauraient leur être étrangères et dont le succès contribuerait à prolonger la seule forme d'existence possible du pouvoir musulman en Europe.

Nous appelons cet accord de tous nos vœux et notre auguste maître y prêterait son concours le plus loyal.

Je n'ai fait qu'effleurer aujourd'hui cette grave question. Mais je crois l'avoir fait suffisamment pour indiquer le principe autour duquel nous convions les grandes puissances à se rallier. Il dépendra d'elles de développer cette idée et nous ne refuserons certainement pas d'y apporter notre quote-part.

Signé : GORTCHAKOFF.

N^o 15. Le prince Gortchakoff à M. d'Oubril, à Berlin.

Saint-Petersbourg, le 18 février/2 mars 1867.

Le chargé d'affaires de Turquie est venu me donner lecture d'une dépêche d'Aali-Pacha sur les affaires de Crète.

Cette pièce témoigne seulement du désir de la Porte de traîner les choses en longueur et de ne répondre que par des phrases aux impérieuses exigences de la situation.

Après en avoir pris lecture, voici ce que j'ai dit à Caneménos-Bey :

J'apprécie pleinement le talent avec lequel Aali-Pacha plaide sa cause.

Son mérite est d'autant plus grand qu'il doit être aussi convaincu que moi des vices organiques d'une situation dont il cherche à atténuer la réalité. Je n'entrerai pas en discussion sur la teneur de la lettre. Aali-Pacha tout comme Fuad-Pacha sont des hommes d'État d'une civilisation européenne. Je ne leur apprendrai rien de nouveau quant aux conséquences d'une prolongation de l'état actuel des choses. Ce n'est pas contre les attaques du dehors que vous avez à vous prémunir. C'est contre les plaies sociales et politiques qui vous rongent et que vous avez laissé invétérer en ne recourant, malgré tous nos conseils, qu'à des palliatifs ou à des expédients. Vous ne pouvez pas ignorer ce qui se passe dans vos provinces. Vous devez y remédier au plus tôt ou vous résigner aux plus graves conséquences. La situation est trop grave pour que des hommes sérieux se complaisent dans de stériles argumentations. Vous avez méconnu ou négligé les conseils que nous n'avons cessé de vous donner. Aujourd'hui vous en voyez les conséquences. Les Principautés danubiennes sont perdues pour vous. Il est encore l'heure d'arrêter le progrès du mal. Mais pour cela il faut se mettre résolument et promptement à l'œuvre. Il faut d'abord ne pas se faire d'illusions. L'île de Crète est perdue pour vous. Après six mois d'une lutte aussi acharnée, la conciliation n'est

plus possible. En admettant même que vous parveniez à y rétablir pour quelque temps l'autorité du Sullan, ce ne serait que sur un tas de ruines et un monceau de cadavres. Tacite a dit depuis longtemps ce qu'il y a de précaire dans *ce règne de silence*, qui succède à la dévastation : *solitudinem faciunt, pacem appellant*. Cédez aux Grecs cette île que vous ne saurez conserver et que d'ailleurs vous n'aviez pas hésité à donner dans le temps au Pacha d'Égypte. Prenez ce parti sans tergiverser, car chaque goutte de sang versée creuse un abîme qu'il sera impossible de combler plus tard. Quant aux autres provinces de votre empire, décidez-vous sans perte de temps à un système de réformes sérieuses et radicales, mais pas de réformes rhétoriques, pas de déclarations sur papier destinées à rester à l'état de lettre morte. Un système sérieusement médité, loyalement appliqué, résolument poursuivi, qui puisse garantir le libre développement et la coexistence de vos sujets chrétiens avec le maintien de l'autorité du Sultan. Ce qu'il faut enfin, c'est que, par de larges concessions administratives en faveur des diverses nationalités de l'Empire, le Sultan les rende solidaires et intéressées au maintien de son pouvoir. Je ne vois pas de salut en dehors de cette voie, et les plus belles phrases du monde ne prouveront pas le contraire.

Il importe que vous soyez au courant de cet entretien qui résume la pensée du Cabinet Impérial.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 16. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Pétersbourg, le 27 février/11 mars 1867.

M. de Talleyrand sort de chez moi. Il m'a donné lecture, confidentiellement d'abord, d'une dépêche de M. le marquis de Moustier, accompagnée d'une notice. Vous en trouverez ci-après copie.

M. le Ministre des affaires étrangères de France y relève quelques points d'un de mes entretiens antérieurs avec M. l'ambassadeur, où, interpellé par lui sur les améliorations à introduire dans le sort des chrétiens, j'avais cité une réforme des tribunaux et la répartition de l'impôt réservé aux communes.

J'avais dit alors à M. de Talleyrand que ce n'étaient que des fragments, et non un travail complet. Je l'ai prié de bien insister sur ce fait et de constater que nous réservons pour un examen plus réfléchi le programme des améliorations à introduire avec le concours des

lumières locales du représentant de S. M. l'Empereur à Constantinople.

L'Ambassadeur de France m'a donné ensuite lecture d'un télégramme du marquis de Moustier.

M. Bourée serait chargé de chercher à convaincre la Porte de l'impossibilité morale et matérielle pour elle de conserver la Crète et de lui proposer de réserver au vœu des populations le règlement de leur sort.

J'ai dit à M. de Talleyrand que nous n'avions rien à objecter contre cette rédaction, pourvu que les populations crétoises puissent librement exprimer leurs vœux. A notre avis, l'issue ne serait pas douteuse, et l'annexion à la Grèce, que nous continuons à envisager comme la seule combinaison pratique, serait assurée. J'ajoutai que nous engageons M. le général Ignatief à s'associer à cette démarche.

« Voici donc les points, ajoutai-je en résumant la situation, sur lesquels nous sommes d'accord. »

Les avantages à obtenir pour la Grèce; notre tendance commune à ne pas pousser au démembrement de l'empire ottoman; enfin, une amélioration réelle du sort des chrétiens.

Ce dernier point prime à nos yeux tous les autres, parce que c'est là que nous voyons un gage de repos en Orient. Il les prime si fort, que nous croyons que cette œuvre, si l'essence du Gouvernement ottoman permet l'espoir d'un succès, devrait être entreprise simultanément avec les autres démarches projetées auprès de la Porte.

M. de Moustier nous dit que le « hattî-houmayoun » de 1856 contient toutes les bases essentielles pour le bien-être des populations et qu'il pouvait suffire de sommer la Porte de l'exécuter fidèlement.

Je ne le crois pas. Le « hattî-houmayoun » a été pendant près de onze ans une lettre morte. C'est une traite qui a perdu sa valeur pour n'avoir jamais été acquittée.

Nous sommes toujours disposés à laisser au Sultan l'initiative dans l'exercice de ses droits souverains, mais les populations chrétiennes n'ont pas oublié que ce pouvoir souverain s'est librement exercé dans le « hattî-houmayoun, » et que, tout de même, elles n'en ont retiré aucun bénéfice, malgré la mention de cet acte dans un traité international.

Si nous voulons arriver à une solution pacifique des complications actuelles, notre principale tâche doit consister à inspirer de la confiance aux chrétiens. Un simple appel à l'exécution d'un acte discrédité ne leur donnera pas cette confiance. Mais s'ils savent que le nouveau règlement pour leur sort à venir est élaboré par la Porte, en commun avec les puissances chrétiennes, engageant l'honneur de ces dernières, ce sentiment de confiance pourrait s'établir.

Nous persistons à croire qu'il serait d'un grand avantage pour la cause que nous voulons servir en commun que les grandes puissances chrétiennes fussent associées à cette œuvre.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1868

III

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

FRANCE. — ÉTATS ROMAINS.

Traité de commerce et de navigation conclu le 29 juillet 1867.

Au nom de la Très-Sainte Trinité,

S. M. l'Empereur des Français et S. S. le Souverain Pontife régnant, animés d'un égal désir d'améliorer et de développer les relations de commerce et de navigation entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. Napoléon III, Empereur des Français, S. Exc. M. le comte *Eugène de Sartiges*, grand officier de l'ordre impérial de la Légion

d'honneur, grand-croix de l'ordre pontifical de Pie IX, etc. etc. etc., son ambassadeur près le Saint-Siège;

Et S. S. Pie IX, S. Ém. révérendissime M. le cardinal *Jacques Antonelli*, son secrétaire d'État;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les objets d'origine ou de manufacture pontificale seront admis en France, lorsqu'ils seront importés soit par terre, soit directement par mer, sous pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, conformément aux stipulations des traités conclus par la France avec la Grande-Bretagne, les 23 janvier, 12 octobre et 16 novembre 1860; avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861 et le 12 mai 1863; avec les États de Zollverein, le 2 août 1862; avec la Suisse, le 30 juin 1864; avec les royaumes de Suède et de Norvège, le 14 février 1865; avec les Pays-Bas, le 7 juillet 1865; avec l'Espagne, le 18 juin 1865, ainsi qu'avec l'Autriche, le 11 décembre 1866, et aux conditions prévues par lesdits traités.

Art. 2. Les marchandises d'origine ou de manufacture française énumérées dans le tarif joint au présent Traité seront admises dans les États-Pontificaux conformément aux dispositions dudit tarif, tous droits additionnels compris. Toute autre marchandise d'origine ou de manufacture française ne pourra être grevée de droits supérieurs à ceux qui sont inscrits au tarif des douanes pontificales actuellement en vigueur. En vertu de cette disposition, les deux Gouvernements s'engagent à ne pas augmenter les droits de douane applicables, dans l'état actuel des choses, aux marchandises non énumérées au Traité.

Art. 3. Les marchandises de toute nature exportées de France pour les États de l'Église seront exemptes de tous droits de sortie.

Sont exceptés de cette disposition : les drilles et chiffons autres que de laine et de soie pure, soumis au droit de neuf francs les cent kilogrammes, qui sera réduit à

{	six francs au 1 ^{er} janvier 1868;
{	quatre francs au 1 ^{er} janvier 1869;

La pâte à papier, soumise au droit de douze francs;

Les vieux cordages, soumis au droit de quatre francs.

Le Gouvernement pontifical s'engage à réduire le droit actuel d'exportation des laines pour la France de vingt-cinq pour cent, c'est-à-dire que ce droit, au lieu d'être de cinq livres trente-cinq centimes pour chaque cent livres romaines brutes, ne sera désormais que de quatre livres seulement. Il s'oblige en outre à ne pas relever, pendant la durée du présent Traité, les taxes afférentes à la sortie des autres produits énumérés au tarif général, sauf dans le cas prévu au paragraphe suivant.

Le régime des produits non dénommés dans le présent article ne pourra être modifié que par mesure générale et pour les marchandises seulement qui sont considérées comme articles de guerre. Toutefois, le Gouvernement pontifical se réserve la faculté d'interdire l'exportation des vins, bestiaux, céréales, légumes et autres denrées alimentaires, en cas de disette de ces produits agricoles.

Art. 4. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant seront réciproquement affranchies dans l'autre de tout droit de transit. Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements respectifs.

Art. 5. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit de consommation nouveau ou un supplément de droit d'accise ou de consommation sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal ou équivalent.

Art. 6. Les marchandises de toute nature originaires de France et importées dans les Etats-Pontificaux, et réciproquement les marchandises de toute nature originaires des Etats-Pontificaux et importées en France, ne pourront être assujetties à des droits quelconques d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourraient être augmentés des sommes que représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit. Chacune d'elles s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, qui sont déjà ou qui viendraient à être accordés à une tierce Puissance.

Art. 8. Les produits non originaires des Etats-Pontificaux importés des Etats-Pontificaux en France, par mer, sous pavillon de l'une des Puissances contractantes, ne seront pas soumis à des surtaxes plus élevées que celles dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France sous pavillon français, d'ailleurs que du pays d'origine.

Art. 9. Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises pontificales.

Les produits du sol ou de l'industrie des Etats-Pontificaux jouiront, à leur importation dans les colonies françaises, de tous les avantages

et faveurs qui sont actuellement ou seront par la suite accordés aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les navires français venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans un port des États-Pontificaux, et les navires des États-Pontificaux venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans les ports de France, seront réciproquement assimilés aux navires nationaux dans les ports des deux Pays, en ce qui concerne les droits de navigation perçus, sous quelque dénomination que ce soit, pour le compte de l'État, des villes ou des corporations.

Art. 11. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de prélever dans leurs ports respectifs, sur les navires de l'autre Puissance ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées aux besoins d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas, être appliquées également aux navires des deux Hautes Parties contractantes ou à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement dans les ports, rades, havres ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans les États respectifs, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments des États-Pontificaux soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 12. La nationalité et la capacité des navires seront admises, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

La perception des droits de navigation se fera respectivement, au choix du capitaine, soit d'après le chiffre du tonnage inscrit sur les documents susmentionnés, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouvent les navires.

Art. 13. Les articles précédents ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage des Pays respectifs, laquelle demeurera exclusivement réservée au pavillon national.

Art. 14. Les marchandises de toute nature importées directement des États-Pontificaux en France sous pavillon pontifical et, à partir du 12 juin 1869, d'un pays quelconque, et réciproquement les marchandises de toute nature importées sous pavillon français dans les États-Pontificaux, ne payeront respectivement de plus forts droits de douane

ni d'autres de toute nature, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, que si elles étaient importées sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire des États-Pontificaux dans un ou plusieurs ports intermédiaires ne lui fera point perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que le navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale.

Art. 15. Les navires pontificaux venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans les ports de l'Algérie, de la Martinique, de la Guadeloupe ou de la Réunion, seront assimilés aux navires français; dans les autres colonies françaises, ils jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Les importations et les exportations par navires pontificaux seront assimilées à celles effectuées par navires nationaux dans les ports de l'Algérie et à celles effectuées par navires de la nation la plus favorisée dans les autres colonies françaises.

A partir du 12 juin 1869, les importations par navires pontificaux seront assimilées à celles effectuées sous pavillon national dans les ports de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Art. 16. Les marchandises de toute nature qui seront exportées des ports des États de l'Église par des navires français, ou de France par des navires pontificaux, pour quelque destination que ce soit, ne seront point assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits ou autres faveurs qui seront accordées, dans les États respectifs, à la navigation nationale.

Art. 17. Il est fait exception aux stipulations du présent Traité, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet tant en France que dans les États-Pontificaux.

Art. 18. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation, à un autre État, qui ne soit à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 19. Les consuls et vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de leur nation; en conséquence, ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les dé-

sordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays, ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et renvoyer à bord ou conduire provisoirement en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

Art. 20. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, dont la désertion aurait eu lieu sur le territoire même de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera en outre auxdites autorités consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'à ce que celle-ci trouve une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de deux mois, après lesquels et moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu la sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 21. Les consuls, vice-consuls et chanceliers jouiront respectivement, dans les deux Pays, des privilèges, immunités et avantages de toute sorte qui sont ou qui pourront être accordés aux agents du même ordre de la nation la plus favorisée.

Art. 22. La présente Convention restera en vigueur pendant dix années. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention de faire cesser les effets de la Convention, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

Art. 23. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires, dans les deux États, un mois après l'échange des ratifications.

Art. 24. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, en double original, le 29 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : SARTIGES.

(L. S.) *Signé* : G. ANTONELLI.

TARIF

annexé au Traité de commerce conclu, le 29 juillet 1867, entre la France
et les États-Pontificaux.

DROITS A L'ENTRÉE DANS LES ÉTATS-PONTIFICAUX.

NOTA. Les 100 livres de poids romaines égalent 33 kilog. 90^e.

La livre (*lira*) de monnaie romaine correspond au franc de la monnaie française.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS PONTIFICALES.				
	Base des perceptions.	Droit conventionnel à l'entrée.			
		livres.	cent.		
<i>Outils et ouvrages en métaux :</i>					
— en fer et en fonte non dénommés	100 livres net.	5	»		
— Instruments d'agriculture non dénommés	Idem.	2	50		
— pour arts et métiers	Idem.	5	»		
— pour chirurgie	Idem.	5	»		
— en bronze	Idem.	30	»		
— en plomb	Idem.	10	»		
— Instruments de chimie, d'optique, de calcul, d'observation et les similaires	100 livr. brut.	»	05		
<i>Papier :</i>					
— à écrire, à imprimer et pour dessin	100 livres net.	12	50		
— à musique	Idem.	12	50		
— de tenture	Idem.	12	50		
<i>Peaux :</i>					
— taillées pour bottes, souliers et les similaires	Idem.	30	»		
— ouvrées de toute sorte	Idem.	60	»		
— apprêtées sans poil, blanches ou de couleur	Idem.	25	»		
<i>Pelleteries :</i>					
— non ouvrées {	de première classe. {	brutes	Idem.	40	»
		apprêtées	Idem.	40	»
	de deuxième classe. {	brutes	Idem.	25	»
		apprêtées	Idem.	25	»
	de troisième classe. {	brutes	Idem.	12	50
		apprêtées	Idem.	12	50
— ouvrées, de toute sorte		Idem.	65	»	
<i>Porcelaine (Articles en) :</i>					
— blanche (vaisselle)	Idem.	5	»		
(Cette catégorie comprend la vaisselle pour service de table, à café et autres usages domestiques, en porcelaine blanche, même avec bordures et raies de couleur, mais non dorée ni argentée.)					
— dorée ou argentée, peinte ou de couleur (vaisselle)	Idem.	10	»		
(Cette catégorie comprend la vaisselle pour service de table, à café et autres usages domestiques, tant en porcelaine blanche dorée ou argentée qu'avec simple bordure ou raie à l'entour, qu'en porcelaine de couleur peinte ou imprimée.)					

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS PONTIFICALES.		
	Base des perceptions.	Droit conventionnel à l'entrée.	
		livres.	cent.
<i>Tissus de coton :</i>			
— Toiles à usage, dites <i>sangallines</i>	100 livres net.	12	»
— Toiles teintes en pièces.....	Idem.	21	50
— Velours et peluches.....	Idem.	21	50
— Futaines, basins, piqués et les similaires.....	Idem.	21	50
— Tissus cirés ou autrement apprêtés.....	Idem.	21	50
— Tissus blancs, unis, autres que ceux dénommés séparément.....	Idem.	21	50
— Tissus blancs, unis, transparents ou demi-transparentes.....	Idem.	21	50
— Guinées ou cottonnades blanches ou écruées, unies.....	Idem.	21	50
— Tissus imprimés, de couleur, rayés et les similaires.....	Idem.	33	»
— Tissus façonnés, damassés, à poils blancs ou de couleur.....	Idem.	33	»
— Rubans, passementerie, cordons et les similaires.....	Idem.	33	»
— Ouvrages à mailles.....	Idem.	33	»
— Tissus non dénommés séparément.....	Idem.	33	»
— Tissus brodés, même avec fils de lin ou de chanvre.....	Idem.	66	»
— Tulles, filoches à mailles fixes et les similaires tissés, y compris les tissus gommés ou apprêtés dits <i>crivelotti</i>	Idem.	62	»
<i>Tissus de laine :</i>			
— mélangés de lin, chanvre ou coton, serge, prunelles, escots, camelots, bouracans, velours, peluches et les similaires.....	Idem.	50	»
— Droguets.....	Idem.	50	»
— tirés à poils, calmoucks, borgonzoni et autres tissus similaires (peloni).....	Idem.	90	»
<i>Tissus de lin et de chanvre :</i>			
— Tulles, filoches à mailles fixes et les similaires, y compris les tissus gommés ou apprêtés dits <i>crivelotti</i>	Idem.	120	»
— Tulles, filoches à mailles fixes et les similaires, façonnés ou brodés, y compris les dentelles fines.....	Idem.	180	»
<i>Tissus de soie :</i>			
— Tissus de soie pure ou mélangée de bourre de soie ou de filoselle, unis ou ouvrés.....	Idem.	150	»
— brodés.....	Idem.	300	»
— en passementerie.....	Idem.	150	»
— cousus ou travaillés pour parapluies.....	Idem.	150	»
— cirés ou préparés de toute autre manière.....	Idem.	100	»
— mélangés d'or ou d'argent, unis ou brochés.....	Idem.	150	»
— Idem, brodés.....	Idem.	300	»
— mélangés de toute autre matière.....	Idem.	117	»
— Les mêmes en passementerie.....	Idem.	117	»
— gommés pour crinolines.....	Idem.	117	»
— en voiles, tulles, filoches unies.....	Idem.	150	»
— Les mêmes brodés, y compris les blondes.....	Idem.	300	»
— Les dentelles à mailles.....	Idem.	150	»

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	UNITÉS PONTIFICALES.		
	Base des perceptions.	Droit conventionnel à l'entrée.	
		livres.	cent.
<i>Tissus de bourre de soie :</i>			
— purs ou mélangés de toute autre manière que la soie..	100 livres net.	117	»
— Les mêmes en passementerie.....	Idem.	117	»
— en travaux à mailles.....	Idem.	117	»
<i>Verres, glaces et cristaux :</i>			
— Verre à vitres	100 livr. brut.		
(Payeront la moitié du droit du verre pour fenêtres les feuilles ou tables de verre pour toitures ordinaires, polies d'un seul côté.)		4	»
<i>Vins :</i>			
— de luxe, en futailles ou en tout autre récipient.....	Idem.	7	»
(En outre du droit ci-dessus, les vins sont soumis à la taxe de consommation spéciale à la ville de Rome qui est d'une lire 27 ^c pour 100 livres romaines nettes de la tare accordée par l'édit du 24 août 1866. Ils sont d'ailleurs exemptés du paiement des 55 cents par baril pour la taxe de consommation générale de l'Etat. Les vins ordinaires en bouteilles, excepté ceux en futailles, sont soumis aux mêmes droits que les vins de luxe.)			
<i>Sucre :</i>			
— raffiné de toute qualité.....	Idem.	6	70
(Il faut ajouter à ce droit la taxe d'octroi qui est d'une lire 35 ^c par 100 livres romaines brutes.)			
— en poudre pour les raffineries.....	Idem.	6	70
(La même taxe d'octroi pour les sucres raffinés de toute qualité est applicable au sucre en poudre pour les raffineries.)			
— Bonbons, dragées et pâtes sucrées.....	Idem.	12	50
Bougies stéariques.....	Idem.	7	50
Carbonate de plomb pur ou blanc de céruse.....	Idem.	5	»
Eaux-de-vie et esprits.....	Idem.	5	»
(En outre du droit ci-dessus, les eaux-de-vie et les esprits seront soumis à la taxe de consommation spé- ciale à la ville de Rome qui a été réduite de 11 liras à 6 pour chaque 100 livres romaines nettes, déduction faite du 16 pour 100 de la tare des futailles, aux termes de l'édit de la secrétairerie d'Etat du 24 août 1866. Ils sont d'ailleurs exemptés du paiement des 2 livres 70 ^c par baril pour la taxe de consommation générale de l'Etat.)			
<i>Livres :</i>			
— en feuilles et brochés	Idem.	5	35
— reliés en parchemin ou carton, même recouverts de toile ou de mousseline	Idem.	7	20
— reliés de toute autre manière.....	Idem.	20	»
— ayant servi, reliés de toute manière.....	Idem.	5	35

(L. S.) Signé : SARTIGES.

(L. S.) Signé : G. ANTONELLI.

FRANCE. — ÉTATS ROMAINS.

Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Rome, le 14 juillet 1867.

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Sa Majesté *Napoléon III*, Empereur des Français, et Sa Sainteté *Pie IX*, désirant assurer la garantie réciproque, dans les États-Pontificaux et en France, de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure à cet effet une Convention spéciale et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence M. le comte *Eugène de Sartiges*, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre pontifical de *Pie IX*, etc. etc. etc., son ambassadeur près le Saint-Siège.

Et Sa Sainteté *Pie IX*, Son Éminence le cardinal *Jacques Antonelli*, son secrétaire d'État ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er} Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie, de photographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire et artistique, ou leurs mandataires légaux et ayants cause, jouiront réciproquement, dans chacun des deux États, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront, contre toute atteinte portée à leurs droits, la même protection et le même recours légal que si cette atteinte s'adressait aux auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que durant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

La propriété des œuvres musicales s'étend aux morceaux dits *arrangements*, composés sur des motifs extraits de ces mêmes œuvres. Les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeureront réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs.

Tout privilège ou avantage qui serait accordé ultérieurement à un

autre pays par l'un des deux Pays contractants, en matière de propriété d'œuvre de littérature ou d'art dont la définition est donnée dans le présent article, sera acquis de plein droit aux citoyens de l'autre.

Art. 2. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article précédent et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, à exercer devant les tribunaux des deux Pays des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau du dépôt légal et de la propriété littéraire au ministère de l'intérieur et légalisé par la nonciature de Rome à Paris ; pour les ouvrages publiés dans les États-Pontificaux, il sera délivré par la secrétairerie d'État de Sa Sainteté et légalisé par l'ambassade de l'Empereur à Rome.

Art. 3. La traduction faite, dans l'un des deux États, d'un ouvrage publié dans l'autre État est assimilée à sa reproduction et comprise dans les dispositions de l'article 1^{er}, pourvu que l'auteur, en faisant paraître son ouvrage, ait notifié au public qu'il entend le faire traduire lui-même, et que la traduction ait été publiée, au moins en partie, dans le délai d'un an, à partir de la publication du texte original.

Art. 4. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État, sans conférer, toutefois, au premier traducteur le droit exclusif de traduction.

Art. 5. Les stipulations contenues dans l'article 1^{er} s'appliquent également à la représentation et à l'exécution, en original ou en traduction, des œuvres dramatiques ou musicales exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 6. Nonobstant les stipulations des articles 1^{er}, 3 et 4, de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés par l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés, à moins

que les auteurs n'aient formellement déclaré, dans le journal ou dans le recueil même où ils auront fait paraître ces articles, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 7. L'introduction, l'exportation, le transit, la vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets dont la reproduction n'est pas autorisée, définis dans les articles 1^{er}, 3 et 4 sont prohibés, soit que les reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque, sous les peines portées par la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 8. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice en quoi que ce soit au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, selon les règles établies ou à établir, par des mesures de législation, ou de police intérieure, ou de censure, là où elle existe, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquelles l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes conserve, d'ailleurs, le droit de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 9. La présente Convention demeurera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à être obligatoire encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

Art. 10. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Rome, en double original, le 14 du mois de juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : SARTIGES.

(L. S.) *Signé* : ANTONELLI.

FRANCE.

Décret impérial qui déclare applicables aux pays y désignés les dispositions du Traité de commerce conclu, le 29 juillet 1867, entre la France et le Gouvernement pontifical, en date du 23 octobre 1867.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 15 novembre de la même année;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes de Suède et de Norvège, le 14 février 1865;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, le 9 juin 1865;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Autriche, le 11 décembre 1866;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Portugal, le 11 juillet 1866;

Vu le traité de commerce conclu avec le Gouvernement pontifical, le 29 juillet 1867.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 29 juillet 1867, avec le Gouvernement pontifical, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, au grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, aux Pays-Bas, à l'Autriche et au Portugal.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agricul-

ture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Saint-Cloud, le 23 octobre 1867.

Signé : NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics.*

Signé : DE FORCADE.

Décret impérial relatif aux marchandises d'origine ou de manufacture des États-Pontificaux reprises dans le Traité conclu, le 29 juillet 1867, entre la France et le Gouvernement pontifical, importées autrement que par terre ou par navires français, ou sous pavillon pontifical, en date du 23 octobre 1867.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu le décret du 5 de ce mois portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 29 juillet 1867, entre la France et le Gouvernement pontifical,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les marchandises d'origine ou de manufacture des États Pontificaux reprises dans le Traité conclu, le 29 juillet 1867, entre la France et le Gouvernement pontifical, importées autrement que par terre ou par navires français, ou sous pavillon pontifical, seront soumises :

1^o A une surtaxe de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes.

2^o Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi de 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes.

Art. 3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des fi-

nances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Saint-Cloud, le 23 octobre 1867.

Signé : NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics.*

Signé : DE FORCADE.

Décret impérial relatif à l'importation des Tissus des États-Pontificaux taxés à leur valeur, en date du 23 octobre 1867.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale. Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 13 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ?

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, le 9 juin 1865 ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1866 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Autriche, le 11 décembre 1866 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Portugal, le 14 juillet 1866 ;

Vu le traité de commerce conclu avec le Gouvernement pontifical, le 29 juillet 1867 ;

Vu nos décrets des 9 septembre, 14 décembre 1861 (article 2), 8 janvier, 15 février, 23 novembre 1862, 15 avril, 16 juillet 1863 et 20 janvier 1864, fixant les ports et bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus des États-Pontificaux taxés à la valeur.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Saint-Cloud, le 23 octobre 1867.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics.*

Signé : DE FORCADE.

Décret impérial portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 26 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des États-Pontificaux, en date du 23 octobre 1867.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre, secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brème, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, le 9 juin 1865 ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Autriche, le 11 décembre 1866 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Portugal, le 11 juillet 1866 ;

Vu le traité de commerce conclu avec le Gouvernement pontifical, le 29 juillet 1867 ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 (article 1^{er}) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des États-Pontificaux.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Saint-Cloud, le 23 octobre 1867.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics.*

Signé : DE FORCADE.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

LIVRE ROUGE.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX DÉLÉGATIONS DES DIÈTES DE VIENNE
ET DE PESTH RÉUNIES A VIENNE, LE 4 FÉVRIER 1868.

Correspondances du Ministère *Impérial et Royal* des Affaires étrangères
de novembre 1866 à la fin de 1867.

Exposé de la situation.

I

Affaires allemandes. — Conflit au sujet du Luxembourg ¹.

Sortie, non sans de lourds sacrifices, des événements de 1866, l'Autriche a considéré le salut du présent et de l'avenir dans la ferme résolution de suivre, au dedans comme au dehors, une politique de paix et de sincère conciliation. Sa Majesté l'Empereur et Roi François-Joseph, ainsi que tous les peuples de sa monarchie, ont gardé la

1. Voir les Documents relatifs à la question du Luxembourg, *Archives*, 1867, tome II, pages 755 et suivantes; tome III, pages 903 et suivantes.

conviction que la lutte que l'Autriche s'est vue forcée d'accepter contre deux adversaires puissants, n'a été ni injuste ni sans gloire. Mais cette conviction est exempte de toute pensée de vengeance, et l'Autriche, depuis le traité de paix de Prague, nourrit à l'égard de la Prusse et de l'Italie les mêmes sentiments de paix et d'amitié, dont elle fait preuve dans ses rapports avec toutes les autres puissances.

Les affaires allemandes ont promptement offert plus d'une occasion au Gouvernement de Sa Majesté, de donner des preuves réelles de ces sentiments.

Le projet de réunion du grand-duché de Luxembourg à la France fit naître des difficultés, qui, au commencement d'avril 1867, avaient empiré les relations entre la France et la Prusse au point d'amener une tension menaçante entre ces deux puissances. Quoique la perte de la position historique de l'Autriche en Allemagne ne doive pas être pour l'Empire un motif de retirer ses sympathies à ses anciens alliés fédéraux, et bien que, dans d'autres temps, des armées autrichiennes aient défendu le Luxembourg contre la France, le Gouvernement impérial et royal ne pouvait cependant prendre parti pour la Prusse dans le conflit. L'Autriche, dans une question qui ne touchait point à ses intérêts présents, ne devait pas s'exposer à des complications et à des sacrifices nouveaux. D'ailleurs, depuis la dissolution de la Confédération germanique, le droit international positif ne justifiait pas suffisamment les prétentions de la Prusse. Mais le Gouvernement de Sa Majesté ne voulut pas non plus admettre la pensée de tirer avantage d'une guerre entre la France et la Prusse, et c'est pourquoi il s'efforça en toute loyauté de prévenir dans l'esprit de l'Empereur Napoléon et des hommes d'État français l'idée que l'Autriche pourrait coopérer à une lutte contre la Prusse¹.

Aussi cette attitude impartiale et neutre de l'Autriche ne contribua-t-elle pas peu au maintien de la paix. Le Gouvernement impérial et royal ne se contenta pas cependant de cette attitude passive. Il désirait trop vivement la solution pacifique du différend pour ne pas y aider en employant activement tous les éléments de conciliation qu'il avait sous la main. Beaucoup de prudence lui était commandé à cet égard, car il ne voulait ni exercer une pression sur la Prusse, ni s'exposer à ce qu'on le soupçonnât à Berlin de chercher à encourager la Prusse dans sa résistance aux demandes de la France, pour amener un conflit. Son action toute confidentielle dut donc se baser sur les dispositions et les vues bien connues ou présumables des puissances intéressées en première ligne. Agissant dans ce sens, il eut la satisfaction de voir les deux parties accepter ses bons offices, et il arriva que, conformé-

1. Voir plus loin, n° 1.

ment aux propositions faites par lui, à Londres, dans une conférence qui avait été provoquée par la Russie dans une même pensée de conciliation, et qui s'était réunie sur l'invitation du Roi des Pays-Bas, le traité du 11 mai 1867 fut conclu ¹.

Le différend luxembourgeois était ainsi aplani; mais, dès avant le conflit sur la question du Luxembourg et pendant ce conflit, les rapports entre la Prusse et les États allemands du Sud avaient contribué à répandre une certaine inquiétude. La publication des traités d'alliance conclus à Berlin en août 1866 entre la Prusse et ces États, mais jusque-là tenus secrets, traités qui, à raison de leur qualification de « alliance offensive et défensive, » ne paraissaient pas indiquer un caractère exclusivement pacifique, ont naturellement soulevé la question de savoir quelle valeur conservait la disposition du traité de paix de Prague portant qu'une confédération des États de l'Allemagne du Sud aurait une existence internationale indépendante. Déjà concertée avant les traités de Berlin et solennellement ratifiée depuis les traités, cette disposition ne pouvait légitimement en être atteinte. Le Gouvernement impérial et royal, sans se départir du point de vue du traité de paix de Prague, ne se laissa pas décourager par le nouvel état des choses, et il continua ses efforts pacifiques dans l'affaire du Luxembourg, ne croyant pas non plus devoir se prévaloir de son droit formel pour formuler une protestation expresse contre ce qui venait de se passer en Allemagne ². A Berlin comme dans les capitales des États du Sud, on nia, du reste, qu'on eût eu en vue dans ces traités d'alliances le cas de l'offensive, et à Munich et à Stuttgart eurent lieu des déclarations publiques, d'après lesquelles les Gouvernements de ces villes se réservaient le droit de décider librement du *casus fœderis*.

Si l'Autriche, en présence des traités d'alliance politique en question, s'était abstenue de toute ingérence dans les rapports de la Prusse avec les États du Sud, à plus forte raison devait-elle ne juger qu'avec une réserve bienveillante les traités relatifs à la nouvelle organisation et à la représentation parlementaire du Zollverein, quoique ces traités restreignissent dans des points importants et subordonnassent aux résolutions de la Prusse le droit de libre détermination des États du Sud.

C'est avec le même esprit de conciliation et la même réserve apportés dans les questions intéressant l'intérieur de l'Allemagne, que le Gouvernement de Sa Majesté a considéré l'affaire du Schleswig septentrional, au sujet de laquelle le traité de Prague, dans son ar-

1. Voir n° 2 à 42.

2. Voir n° 43 et 44.

ticle 5, porte la trace de la médiation de la France. La disposition dont il s'agit n'a point jusqu'à ce jour reçu son exécution ¹.

Dans un examen rétrospectif des rapports de l'Autriche avec l'Allemagne, durant l'année qui a suivi la guerre de 1866, on ne peut finalement passer sous silence, que, sous l'impression du danger d'une guerre européenne, à Berlin comme à Munich, maint regard inquiet se tourna du côté de cette même Autriche, dont le traité de Prague avait, quelques mois auparavant, brisé les liens avec l'Allemagne. Il y eut, relativement à un nouveau système de confédération, des insinuations qui, toutefois, parurent trop vagues et faisaient la part trop grande à l'intérêt d'une seule des parties, pour que l'Autriche pût y sacrifier cette liberté de mouvement, qu'elle avait acquise en échange des droits et des devoirs de l'époque à laquelle venait de mettre fin la dissolution de la Confédération germanique ². Cette liberté n'est pas inquiétante pour la paix de l'Europe, elle ne cache aucune pensée d'ambition ; tout ce qu'elle signifie, c'est que désormais les forces politiques de l'Autriche ne peuvent plus être mises en réquisition pour aucun autre but que les intérêts propres des peuples gouvernés par l'Empereur et Roi.

II

Rapports avec l'Italie. — Question romaine.

Depuis le traité de paix de Vienne du 3 octobre 1866, l'Autriche n'a pas seulement entretenu des rapports réguliers avec le royaume d'Italie, mais elle a encore attaché une importance réelle à prouver à cette nouvelle puissance, qui n'est plus son ennemie, ses sentiments de bon voisinage et d'amitié. Le cabinet de Vienne doit au Roi Victor Emmanuel et à son Gouvernement ce témoignage, que le langage tenu à Florence a été au même degré courtois et favorable au but poursuivi : une réconciliation durable et un rapprochement sincère entre les deux pays.

Cet esprit de bon vouloir réciproque a également dirigé les différentes négociations et discussions auxquelles ont donné lieu les clauses du traité de paix, les affaires se rattachant à la cession de la Vénétie et les nouvelles délimitations de frontières. Une partie de ces questions a été résolue d'une manière satisfaisante. Le Gouvernement italien a notamment liquidé, au moyen de quatre bons sur le Trésor, sa dette relative au matériel transportable des places fortes et de la

1. Voir n° 45.

2. Voir nos 13, 46 à 48.

marine, qui lui avait été cédé à titre de vente, ainsi que celle relative à la continuation de l'entretien des soldats vénitiens sur le territoire de l'Autriche; et la Commission militaire, qui avait été instituée, conformément à l'article 4 du traité de paix, pour exécuter le tracé des frontières politiques entre l'Autriche et l'Italie, tout en maintenant les anciennes frontières administratives de la Vénétie, a accompli sa tâche par l'acte définitif signé à Venise, le 22 décembre de l'année dernière.

L'Italie a pu se réjouir du rétablissement de la paix et de sa précieuse acquisition nouvelle sur la mer Adriatique. Mais en même temps qu'elle n'avait plus rien à demander à l'Autriche, il lui tardait de voir l'occupation française cesser à Rome, et cette circonstance réveilla des passions qui dévoilèrent de nouveau tout le danger du conflit entre les prétentions de l'unité italienne et les intérêts de la catholicité.

Le Gouvernement impérial et royal avait un devoir à remplir, celui de déclarer très-franchement à Sa Sainteté Pie IX que l'Autriche n'était pas en position de confirmer ses légitimes et naturelles sympathies par un appui matériel. Le Pape, dans sa haute sagesse, ne se plaignit point de la nécessité de cette réserve¹.

En novembre 1866, Sa Majesté l'Empereur et Roi, à l'exemple d'autres puissances, envoya une corvette à Civita-Vecchia, pour y être, à tout événement, à la disposition de l'ambassade de Sa Majesté, et offrir une protection aux sujets autrichiens établis à Rome². Sans but politique, cette mesure avait tout simplement pour motif une sage précaution. Néanmoins le cabinet des Tuileries parut y voir un indice qu'on se méfiait des intentions de la France; mais les explications échangées à ce sujet ramenèrent la confiance de part et d'autre, et ne permirent plus au cabinet de Vienne de douter que la France ne fût résolue, après le rappel de ses soldats de Rome, à insister énergiquement sur l'exécution des engagements que l'Italie avait pris envers elle par la convention du 15 septembre³.

Le parti d'action italien n'avait cependant pas abandonné ses plans, et l'on put craindre un instant que le Gouvernement du roi d'Italie ne fût point en mesure d'y résister avec succès. La diplomatie romaine ne cacha point ses inquiétudes, et, en mars 1867, l'Autriche revint, auprès du Gouvernement de l'Empereur Napoléon, sur la question de savoir si les éventualités menaçantes à Rome ne devaient pas préoccuper plus sérieusement les puissances, notamment les puis-

1. Voir n^{os} 49 et 55.

2. Voir n^{os} 50 et 51.

3. Voir n^{os} 52 à 58.

sances catholiques¹. Sans écarter en principe cette proposition, on doutait alors à Paris de la grandeur du danger et l'on y considérait les traités qui liaient l'Italie, si profondément obligée à l'Empereur Napoléon, comme un équivalent suffisant de la protection militaire, dont la France avait si longtemps couvert Rome et le territoire romain dans son étendue actuelle.

Cependant, au mois de septembre, Garibaldi, après son retour de Genève, donna de nouveau au monde le spectacle d'une entreprise armée contre le chef de l'Église catholique, entreprise ouvertement condamnée par le Gouvernement de son pays. Le Gouvernement de Sa Majesté ne ménagea point au cabinet Rattazzi les avertissements, et à Paris il se trouva dans le cas de faire ressortir que le moment était arrivé ou jamais de prouver ce que valait réellement la convention de septembre². L'emprisonnement de Garibaldi autorisa à penser que le Gouvernement italien avait décidément séparé sa cause de celle de Garibaldi; mais les jours qui suivirent furent témoins de la mise en liberté du chef des bandes de volontaires, de la défense du territoire romain par les troupes papales, de l'arrivée d'un corps français, et du combat de Mentana, qui mit fin au mouvement garibaldien de l'année 1867³.

Une question aussi élevée que celle du pouvoir temporel du Pape fut, de cette manière, préservée des effets d'un coup de main anarchique et au moins aussi dangereux pour l'Italie entière que pour Rome. Le Gouvernement impérial et royal ne s'applaudit pas seulement, à son point de vue, de la pacification due à l'intervention opportune de la France, mais il trouva en même temps tout à fait légitime le vœu exprimé par le Gouvernement français de voir alléger une responsabilité qui avait à plusieurs reprises nécessité de sa part de graves résolutions, et sa proposition de soumettre la question romaine à une délibération en commun de toutes les puissances de l'Europe.

Plus l'Autriche se rencontrait avec la France dans la conviction que cette grave question se présente sous des points de vue qui ne permettent pas de la traiter comme exclusivement pendante entre l'Italie et Rome ou entre la France et l'Italie, moins elle devait hésiter à accepter sans réserve l'invitation de la France à une conférence européenne et à l'appuyer chaudement en même temps auprès des autres puissances. Il parut aussi très-naturel au Gouvernement de Sa Majesté qu'un programme déterminé de délibérations n'accompagnât point l'invitation française, mais que chacune des puissances intervenantes

1. Voir n° 59.

2. Voir n° 60.

3. Voir n° 61.

conservât la pleine liberté de ses opinions¹. Néanmoins le Gouvernement impérial et royal n'a pas voulu élever de difficultés contre le vœu exprimé d'autre part qu'une entente préalable des cinq puissances, l'Autriche, la France, l'Angleterre, la Prusse et la Russie, sur les questions à traiter précédât la Conférence; et il attend aujourd'hui que la proposition d'une libre délibération des puissances sur une question dans laquelle les nations européennes sont différemment intéressées, il est vrai, mais qui doit avoir des conséquences pour toutes, arrive ultérieurement à se réaliser².

III

Affaires d'Orient.

A peine la paix était-elle rétablie dans le centre de l'Europe, que l'insurrection des Candiotès appelait l'attention des puissances sur les dangers résultant de la situation politique en Orient.

Le but ouvertement avoué de l'insurrection de Crète était la réunion de cette île au royaume de Grèce. Les sympathies ouvertement déclarées de la Grèce appuyèrent ce mouvement, et le Gouvernement du Roi Georges put difficilement se maintenir dans les limites qu'un État qui n'est point en guerre ne peut dépasser. Forcée de prendre les armes pour la défense de son autorité en Crète, la Porte se vit en même temps exposée, sur d'autres points de son territoire, à des éventualités inquiétantes. L'état des choses dans l'Empire turc prit une tournure non moins menaçante, et ce n'était pas seulement la force de résistance de la Porte que ces faits devaient mettre à l'épreuve, mais encore la valeur et le prix des engagements internationaux contractés dans l'intérêt général par les puissances européennes relativement à la question d'Orient.

L'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman, dans l'intérêt de la paix de l'Europe comme de l'équilibre politique, furent solennellement reconnues par le traité de Paris du 30 mars 1856, intervenu entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Sardaigne et la Russie. Les susdites puissances avaient placé sous leur garantie commune l'obligation de respecter ce principe et déclaré attentatoire à leur intérêt commun toute attaque contre l'intégrité territoriale de la Turquie. Par l'article 9 du traité en question, elles avaient témoigné de la part qu'elles prenaient à l'amélioration du sort des populations chrétiennes de l'Orient, mais reconnu en même temps qu'elles n'avaient

1. Voir n° 62 à 69.

2. Voir n° 78.

pas le droit de s'immiscer dans les rapports du Sultan avec ses sujets ou dans l'administration intérieure de son Empire. Placées jusque-là sur une même ligne, les puissances ne se trouvèrent plus cependant, sous d'autres rapports, dans les mêmes conditions à la suite des négociations de 1856. Tandis que les articles 13 et 14 du traité de Paris posaient certaines restrictions au développement de la puissance maritime de la Russie dans la mer Noire, l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne concluaient, le 15 avril 1856, un traité ultérieur pour s'engager tout particulièrement à une intervention active dans le cas où les dispositions du premier pacte viendraient à être violées.

En présence de cette situation, esquissée ici dans ses traits généraux, le Gouvernement autrichien, si grandement intéressé comme voisin dans les événements de la presqu'île hellénique, se laissa guider par les considérations suivantes :

Les engagements internationaux contractés, les bonnes relations existantes avec le Gouvernement du Sultan, le devoir de prévenir des complications étendues et menaçantes pour la paix, tous ces motifs durent résolument détourner le Gouvernement de Sa Majesté de la pensée d'appuyer matériellement ou moralement l'insurrection candiotte. Il autorisa, du reste, le commandant de l'escadre impériale à coopérer au transport des fugitifs crétois en Grèce, tant qu'il y vit une œuvre d'humanité ¹.

D'autre part, le cabinet de Vienne ne pouvait entendre l'obligation des puissances de ne point s'immiscer dans les affaires intérieures de la Porte d'une manière absolue, comme si ces puissances eussent renoncé à prendre un intérêt profond à la formation des rapports entre le Gouvernement ottoman et les populations chrétiennes de la Turquie. Quoique cet intérêt soit justifié au point de vue de toute autre puissance européenne, il acquiert pour la monarchie autrichienne un plus haut degré d'importance du fait de la part bien naturelle que prend le Gouvernement impérial à ce qui touche aux populations chrétiennes de l'Empire turc dans les provinces voisines des États de Sa Majesté, et qui lui fait considérer en quelque sorte comme un point d'honneur qu'une satisfaction légitime ne soit point refusée aux aspirations de peuples de même race, désireux de voir développer leur bien-être matériel et moral d'une manière progressive et dans le sens de la civilisation européenne. Si les peuples frères d'au delà de nos frontières forment des vœux dont l'accomplissement peut contribuer à leur tranquillité sans amoindrir la puissance réelle de la Porte, le Gouvernement de l'Empereur et Roi François-Joseph ne doit pas renoncer à appuyer amicalement ces vœux auprès de la Porte, avec tout

1. Voir n° 71 à 76.

le respect dû à l'indépendance de la Turquie. S'il y a lieu de reconnaître que le Sultan et ses conseillers se sont sérieusement et sincèrement efforcés de remplir les conditions d'un gouvernement éclairé et désireux du bien, il est aussi permis de voir dans les conseils des puissances européennes un double avantage, en tant que, d'un côté, ces conseils donnent aux réformes de la Porte un puissant appui moral, et que, d'un autre côté, les populations chrétiennes, auxquelles s'intéresse l'Europe, s'abstiennent de se rendre justice à elles-mêmes.

Ainsi le Gouvernement de Sa Majesté a témoigné de la part active qu'il prend aux destinées des populations montagnardes du Montenegro par une intervention efficace, que l'internonce impérial et royal à Constantinople avait été amené à exercer pour aplanir les différends survenus entre le prince Nicolas et le Gouvernement de la Porte. C'est dans cette même pensée que le cabinet de Vienne, de concert avec d'autres puissances, s'est employé avec succès pour obtenir le retrait des garnisons turques des places fortes de la Serbie et a même exercé dans cette circonstance l'action la plus décisive.

Le but important à atteindre, celui de favoriser des réformes à l'intérieur de l'Empire ottoman, sans soulever les immenses difficultés que l'on comprend sous le nom de « question d'Orient », ce but a paru au Gouvernement de Sa Majesté essentiellement subordonné à la condition que toutes les grandes puissances européennes y concourussent d'un commun accord et avec la même résolution, et qu'il ne fût point entravé par les intérêts spéciaux de quelque puissance en particulier. A cet égard, le Gouvernement impérial et royal, considérant les choses sans parti pris, a cru reconnaître que ce serait une confirmation des garanties de paix, si la position de la Cour impériale de Russie vis-à-vis de la Porte était dégagée des apparences de restriction dont il vient d'être parlé et qui sont plus ou moins illusoire, pour la rapprocher de celle des autres puissances. Dégagée de ces conditions onéreuses, la Russie pourrait d'autant plus aisément et complètement mettre sa politique d'accord avec l'intérêt général européen, qui veut le maintien de l'intégrité de l'Empire turc. Pour prévenir finalement autant que possible toute action séparée des puissances et éviter les tiraillements et les dissidences qui, même quand on s'entend sur les principes, sont inséparables des points de vue particuliers sous lesquels les considèrent et les traitent tant de Cabinets, il a paru utile que, en présence des événements de l'Orient, il existât une base commune sur laquelle les puissances européennes pussent appuyer leurs résolutions.

Ces idées ont d'abord été exprimées dans une communication confidentielle, adressée au commencement de l'année 1867 au Gouvernement impérial français.

Cette communication avait uniquement pour objet de soumettre à l'appréciation du Cabinet de Paris les vues principales du Gouvernement de Sa Majesté sur la conduite à tenir par les puissances européennes dans les affaires d'Orient. Comme plus tard cette démarche fut défigurée par le récit qu'on en publia, il fut adressé aux missions impériales et royales une analyse des dépêches confidentielles envoyées à Paris le 1^{er} janvier de l'année dernière, pour les mettre en état d'y conformer leur langage.

Il ne doit pas être dissimulé que cet acte caractérisait une position nouvelle du Gouvernement impérial et royal dans les affaires d'Orient, en ce que, à la place du système ancien, si fréquemment attaqué et souvent avec raison, qui ne parvenait à écarter les questions difficiles qu'en les différant ou en y appliquant des palliatifs insuffisants, il tendait à faire prévaloir une manière nette et déterminée d'agir.

Il parut au Cabinet de Sa Majesté que c'était une politique, non-seulement plus digne, mais encore plus efficace, d'envisager résolument les circonstances menaçantes telles qu'elles se révélaient dans l'Empire ottoman, et de prendre une initiative opportune et plus large pour parer aux dangers qui s'y rattachaient, plutôt que de suivre les événements pas à pas et de dépenser ses forces en des tentatives isolées de guérison contre des blessures qui se rouvraient sans cesse, ces tentatives pouvant parfois procurer un soulagement momentané, mais ne réussissant jamais à assurer une amélioration durable.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a cru pouvoir attendre cette amélioration que de la coopération de toutes les grandes puissances et le but du mémoire mentionné était de rendre possible cette coopération.

L'action commune des puissances de l'Europe, telle qu'elle est proposée dans ce mémoire, devrait, il est vrai, tout en servant en définitive à l'affermissement du trône ottoman, exercer provisoirement sur la Porte une pression amicale, mais persistante; cependant les embarras de cette tutelle apparente seraient largement compensés par le sentiment d'une plus grande sécurité qui résulterait pour le Gouvernement de la Sublime-Porte de ce qu'il n'aurait à craindre de la part de ses sujets non mahométans aucune entreprise violente, puisque, en présence des conseils et des exhortations de toutes les puissances tendant ensemble au développement du bien-être de ces populations, celles-ci n'auraient plus de prétexte à s'agiter.

Malheureusement le succès des suggestions autrichiennes dans ce sens ne répondit pas complètement à ce qu'on en attendait. Il est digne de remarque, que les objections principales, qu'elles rencontraient auprès des cours occidentales, étaient tirées des concessions

au moyen desquelles l'assentiment de la Russie devait être obtenu : on peut même ajouter qu'on laissait entrevoir le soupçon étrange et parfaitement dépourvu de fondement, que le projet du Cabinet impérial et royal ne pouvait être que le résultat d'une entente préalable avec la Russie.

En présence des scrupules que son idée soulevait, le Gouvernement de Sa Majesté devait cesser d'insister pour en obtenir l'acceptation. Certes, il y avait tout lieu d'indiquer les défauts et les inconvénients d'actions isolées dans les questions de l'Orient, et un projet qui appelait à la solution de ces questions si difficiles toute la puissance de la solidarité européenne méritait un accueil moins réservé : c'est ce qui a été prouvé depuis par une suite continue de négociations et de démarches qui, dans des formes toujours changeantes et avec un effet toujours nul, constituent l'histoire diplomatique de la question d'Orient en 1867.

Mais loin de vouloir attacher une importance exclusive à ses appréciations et prête à prendre en considération toute autre proposition qui pourrait offrir des moyens efficaces pour étouffer les germes de complications dangereuses contenues dans l'état actuel de la Turquie, l'Autriche s'est jointe avec empressement aux démarches tentées depuis par d'autres Cabinets, dans le but de régler le conflit crétois, tant que ces démarches lui ont paru être de nature à pouvoir arrêter l'effusion du sang, à encourager et à aider le Gouvernement du Sultan dans ses efforts vers un apaisement du pays par l'adoption de mesures salutaires.

Fidèle à ce point de vue, le Cabinet de Sa Majesté ne pouvait cependant croire opportun de prendre part à une démarche collective suggérée par la France au commencement du mois de mai, et qu'on pouvait interpréter dans ce sens que la Porte devait être invitée à consulter les populations de la Crète en présence de délégués des puissances garantes, pour rechercher ainsi les causes de l'insurrection et les moyens propres à y mettre promptement fin. Après les résultats des négociations précédentes, il paraissait d'autant moins douteux que le Gouvernement ottoman refuserait d'entrer dans cette voie, qu'il n'y avait aucun espoir d'obtenir l'adhésion de l'Angleterre à la démarche proposée ; tandis que le « refroidissement » des relations entre la Turquie et les puissances garantes, qu'on faisait entrevoir, aurait gravement compromis le maintien de la paix en Orient, qui est le principal but de tous.

Le Gouvernement impérial de France auquel on ne dissimula pas ces vues du Cabinet de Vienne, répondit par une manifestation qui changeait profondément le caractère de sa proposition. Il ne s'agissait pas d'un suffrage national, moyen que la Porte était décidée à refuser

comme aboutissant à la dissolution de l'empire, et qui, vu l'état des choses en Candie, ne pouvait guère exprimer fidèlement les sentiments des habitants de l'île confondus, pour le moment, avec une population étrangère. La proposition française, dans sa nouvelle rédaction, avait pour but de déterminer le Gouvernement turc à l'envoi en Crète d'une commission d'enquête à laquelle des délégués des autres puissances seraient joints, et qui serait chargée d'examiner sur les lieux et en consultant des personnes dignes de confiance la situation réelle, les besoins et les demandes de la population, et de proposer les mesures les plus propres à les satisfaire. Le Cabinet britannique se montrant, lui aussi, favorable à une enquête pareille, l'Autriche y adhéra sans difficulté, et l'Internonce impérial et royal à Constantinople fut chargé de faire des démarches dans ce but.

En réponse aux dépêches des Cabinets de Vienne, de Paris, de Florence, de Berlin et de Saint-Petersbourg, communiquées à la Porte par leurs représentants à Constantinople, celle-ci, tout en se déclarant prête à accepter, à la condition de sauvegarder les droits souverains du Sultan, et de déterminer elle-même la forme dans laquelle elle aurait lieu, l'enquête proposée, posait comme condition indispensable d'une action fructueuse des commissaires, que la population, par l'éloignement des volontaires étrangers, fût soustraite à toute pression qui l'empêcherait de manifester librement ses sentiments.

Cette réponse du Gouvernement de la Sublime-Porte parut au Cabinet de Vienne, comme à celui de Paris, témoigner d'une méfiance peu justifiée à l'égard des intentions des puissances; et peu après la rencontre des souverains d'Autriche et de France offrit l'occasion de s'entendre sur les principes essentiels de la ligne de conduite à suivre ultérieurement dans cette affaire, principes qui démontraient l'intention commune aux deux cours de maintenir l'intégrité et l'indépendance de l'Empire ottoman, mais aussi de persuader la Porte de ne plus insister pour subordonner l'acceptation de l'enquête proposée à des réserves qui la dépouilleraient de toute valeur pratique.

Cependant des nouvelles arrivées de Constantinople, sur ces entrefaites, nous décidèrent à appeler l'attention du Cabinet de Paris sur le changement heureux qui, peut-être, par suite des impressions que laissait dans le Sultan la visite de plusieurs cours européennes, s'était produit dans les dispositions du Gouvernement ottoman quant aux affaires de la Crète. La voie d'activité réformatrice, dans laquelle la Porte entraît spontanément, paraissait donc justifier une modification du programme concerté entre les deux Cabinets impériaux. Mais le Gouvernement français, qui s'était chargé de négocier pour l'exécution de ce programme avec le Cabinet de Saint-Petersbourg, s'était déjà entendu avec celui-ci sur une déclaration à faire collectivement par les puis-

sances garantes à Constantinople. Le Cabinet impérial et royal ne crut pas devoir, pour sa part, se joindre à cette démarche, la rédaction du document proposé ne lui paraissant nullement de nature à atteindre le but poursuivi par les Gouvernements, qui était d'apaiser une excitation dangereuse pour la paix de l'Orient entier. Mais le Gouvernement français, tout en jugeant nécessaire de clore formellement la phase antérieure de son action diplomatique à Constantinople, en faisant la déclaration convenue avec la Prusse, l'Italie et la Russie, n'en déclara pas moins énergiquement que ses efforts, toujours bienveillants pour la Porte, continueraient invariablement de tendre au même but, et qu'il désirait vivement poursuivre ce but en accord complet avec l'Autriche. Par conséquent, on donnait à la Porte le conseil confidentiel, que, dans sa réponse aux quatre Gouvernements, elle se déclarât prête à étendre les concessions qu'elle avait faites pour satisfaire la Crète jusqu'aux dernières limites de ce qui est compatible avec la souveraineté du Sultan, et à ordonner aussi dans ce but une enquête, à laquelle seraient adjoints des commissaires des puissances garantes, persuadée qu'elle serait, qu'un tel procédé, vu la fidélité indubitable de ces puissances aux traités, ne pourrait l'amener à aucun sacrifice territorial. Dans sa réponse récemment arrivée, le Ministre ottoman des affaires étrangères, tout en exprimant, dans des termes chaleureux, la reconnaissance du Gouvernement de la Porte pour la sollicitude de l'Autriche à son égard, développe la pensée que les objets qui devraient être soumis à la commission d'enquête sont déjà en ce moment suffisamment élucidés pour ne plus avoir besoin d'une expertise européenne; que l'œuvre de pacification de l'île fait d'heureux progrès; que les institutions libérales introduites dernièrement par le Grand-Vizir, et qui assurent aux chrétiens leur part légitime à l'administration, ont été acclamées partout, et que la présence des commissaires étrangers, qui sans doute fournirait aux meneurs de l'insurrection un prétexte à de nouvelles excitations, ne ferait que compromettre les bons résultats obtenus.

Tel est l'état actuel des négociations relatives à la question crétoise. Le Gouvernement de Sa Majesté mettra, comme par le passé, un soin particulier à faire, de concert avec les autres puissances intéressées, des efforts pour que les demandes équitables des Crétois, qui ne porteraient pas atteinte aux droits souverains du Sultan, soient complètement satisfaites.

Il est d'ailleurs digne de remarque que le Gouvernement de la Porte, sous la direction des hommes qui font actuellement partie du conseil du Sultan, s'efforce sérieusement de dominer les difficultés qu'opposent les conditions particulières de l'Empire ottoman à une transformation de ses institutions dans le sens des progrès mo-

dernes, et que, avec les mesures prises dernièrement dans le domaine de la législation, de la justice, de l'administration et de la vie économique, un premier pas est fait dans la voie qui, poursuivie avec persévérance et énergie, ne peut manquer de lui assurer les sympathies de l'Europe civilisée et de faciliter la tâche des puissances intéressées à sa conservation ¹.

Le souverain des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie avait envoyé à Vienne, après sa reconnaissance par les puissances garantes, son ministre, le prince Georges Stirbey, pour procéder au règlement commun de quelques questions pendantes entre l'Autriche et la Roumanie ¹. Le Cabinet de Sa Majesté, toujours désireux d'entretenir de bonnes relations avec un pays voisin, que de nombreux intérêts attachent à l'Autriche, a pris volontiers en considération les vœux émis par le prince Charles, et des négociations se poursuivent en ce moment pour régler ces questions d'une manière satisfaisante pour les deux parties ². Des actes arbitraires exercés dernièrement contre les israélites de Moldavie ont ému le monde civilisé. Le Gouvernement impérial et royal a, le premier parmi les États européens, et avec toute l'énergie nécessaire, accompli le devoir d'intercéder en faveur du droit méconnu de ces malheureux, et le succès qui a couronné ses démarches lui est un sujet de sincère satisfaction ³.

Lorsque la question des forteresses préoccupait les esprits, le Gouvernement serbe avait déjà cru devoir appuyer ses demandes par des mesures militaires. Celles-ci n'étant nullement commandées alors par les circonstances et pouvant facilement amener un conflit avec la puissance suzeraine, le cabinet de Vienne crut de son devoir de faire des représentations pressantes à Belgrade ⁴. Dans la seconde moitié de l'année dernière, il se produisit dans ce pays une nouvelle agitation accrue par des circonstances extraordinaires et notamment par des importations considérables d'armes. Comme ces faits pouvaient incontestablement troubler la tranquillité en Orient, le Gouvernement impérial de France crut opportun d'adresser à Belgrade sous une

1. Voir n° 107 à 113.

2. Voir n° 114.

3. Voir n° 115.

4. Voir n° 116-124.

5. Voir n° 125.

forme amicale des conseils sérieux, et le caractère bienveillant de cette communication détermina le Gouvernement autrichien à s'y associer dans le même sens¹. Le poids de ces avertissements ayant été renforcé par une demande pressante du Cabinet britannique, il y a lieu d'attendre de la sagesse et de la modération éprouvées des Serbes qu'ils reconnaissent qu'il est de leur intérêt bien entendu de renoncer à des ambitions lointaines et de continuer à développer sous l'influence bienfaisante d'un Gouvernement distingué par son activité et son intelligence le bien-être matériel et moral de leur pays. Dans ces limites, l'intérêt affectueux et l'appui vigoureux de l'Autriche leur sont assurés.

IV

Partie commerciale.

Lorsque, dans le traité de Prague (art. XIII), il fut stipulé qu'on entrerait le plus tôt possible en négociation au sujet d'une révision du traité de commerce et de douane du 2 avril 1865 dans le sens d'un plus grand développement du commerce mutuel, la question de savoir si le tarif des droits d'importation et d'exportation devait être réglé à lui seul par un acte de législation intérieure ou transformé par voie de traités de commerce et de douane avec les principaux États commerciaux sur la base de concessions mutuelles, n'était déjà plus, pour l'Autriche, une question ouverte.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale était déjà lié par des antécédents décisifs et par des conventions formelles, et la question ultérieure de savoir si son tarif pouvait rester basé sur un régime de faveur accordé à certains États et sur un système douanier différentiel, ou s'il devait tendre à la généralisation et au traitement égal de toutes les nations, était également résolue en principe, car le Zollverein avait déjà pour sa part renoncé, par le traité de commerce franco-prussien du 2 août 1862, à la faculté d'échanger avec l'Autriche d'autres faveurs dans le genre de celles stipulées dans le traité de février 1853, et il avait développé ainsi la communauté des intérêts commerciaux. Le traité d'avril 1865 avait donc marqué un progrès commercial nécessaire en ce que le système douanier différentiel se trouvait abandonné en principe des deux parts. Mais à côté du traité d'avril avec le Zollverein le Gouvernement impérial et royal, à l'époque du traité de Prague, était encore lié par d'autres engagements. Non-seulement vis-à-vis de la France, pendant les longs différends

1. Voir n° 126.

entre l'Autriche et la Prusse au sujet du traité de commerce franco-prussien, la promesse avait été donnée à plusieurs reprises d'entrer aussitôt après l'arrangement de ces derniers dans des négociations, pour lesquelles de complets projets de traité avaient déjà, au mois de janvier 1866, été renvoyés de Paris; mais encore un traité de commerce formel était déjà conclu avec l'Angleterre, traité de principes, qui portait à sa tête la clause de la nation la plus favorisée.

Ainsi le Gouvernement impérial et royal avait commercialement déjà engagé vis-à-vis de l'étranger les deux moitiés de l'Empire. Depuis le changement libéral produit dans la situation politique par le diplôme d'octobre et la Constitution de février, un revirement de l'opinion publique s'était manifesté également en ce qui touche les affaires commerciales. Dans les cercles industriels même on sentait les inconvénients, l'impossibilité de se refuser plus longtemps aux principes de libre commerce et d'échange, réalisés déjà de trois côtés dans les États voisins. Lorsque le traité commercial de la France avec le Zollverein fut entré en vigueur, on ne tarda pas à sentir les préjudices qui résultaient pour le commerce autrichien de ce qu'il ne pouvait participer aux faveurs accordées à ce dernier sur les marchés français. Quelques articles principaux d'exportation, comme les faux de Styrie, les houblons de Bohême, furent menacés de la perte complète de leurs débouchés en France, et le commerce austro-français entier aurait sans doute éprouvé le contre-coup sensible de cette crise locale, si la disproportion dans les conditions de concurrence n'eût pas dû être promptement réparée. Ainsi, de tous les côtés, le désir se fit jour de s'assurer le plus tôt possible les avantages du tarif conventionnel français. Et combien, depuis la grande exposition universelle de Londres, devait s'affirmer davantage pour les visiteurs de toutes les classes de l'Empire et surtout pour les industriels la nécessité d'accepter la lutte du libre échange malgré quelques conditions difficiles de concurrence, de remplir aussi vis-à-vis de la Grande-Bretagne, quoique ce pays avec son simple tarif n'ait plus à offrir aucune compensation à l'industrie étrangère, la condition fondamentale de la réciprocité : la facilité du libre commerce par l'abaissement des droits protectionnels. Il faut ajouter encore l'espérance que le capital anglais se dirigerait vers des entreprises industrielles en Autriche, surtout vers le développement si nécessaire de ses chemins de fer dans la proportion où la législation douanière de l'Empire satisferait aux exigences du libre commerce. Le Gouvernement britannique avait, au surplus, fait connaître de toute manière à celui de Sa Majesté Impériale Royale et Apostolique le grand prix qu'il attachait à le voir faire un premier pas dans ce sens. Par suite de ces considérations, au printemps 1865 il fut déjà institué par les deux Gou-

vernements une commission internationale d'enquête. Sur plusieurs points, en effet, un accord ou au moins un commencement d'accord fut établi, qui eut pour résultat final le traité provisoire du 16 décembre de la même année. Ce traité, tout en maintenant pour les États de Sa Majesté Impériale Royale et Apostolique le système existant des droits au poids, contenait comme disposition principale (art. 3) que le nouveau tarif autrichien des droits au poids devait être basé en vue de la fixation du maximum, sur un tableau comparatif déterminant les différentes valeurs (à partir du 1^{er} janvier 1866 25 pour 100, et à partir du 1^{er} janvier 1870 20 pour 100 de la valeur des marchandises importées), et que, après trois mois, ces valeurs seraient calculées et fixées par des commissaires des deux gouvernements d'après les prix moyens des places principales de l'Angleterre. Les négociations des commissaires pour l'exécution de ce traité provisoire furent ouvertes en effet au printemps 1866; mais malheureusement, comme les négociations poursuivies par correspondance avec la France, elles furent interrompues par les événements militaires de l'été et les premières furent ajournées par un protocole du 2 juillet 1866 jusqu'à trois mois après la conclusion imminente de la paix, à condition toutefois que les abaissements déjà concertés du tarif devaient, ou immédiatement ou le 1^{er} janvier 1867, entrer en vigueur, ce qui fut exactement observé.

En ouvrant ces deux négociations, l'Autriche était donc en effet entrée en communauté étroite avec les États commerciaux de l'Europe occidentale. En présence de la tendance plus libérale que le traité anglo-français de 1860 avait imprimé à la vie commerciale des peuples, le Gouvernement impérial et royal ne pouvait retarder la réforme de sa législation douanière, sans s'exposer à un isolement aussi nuisible sous le rapport économique que sous le rapport financier. Il avait déjà suffisamment appris qu'un vif développement du commerce ne saurait se produire que là où le principe de la réciprocité est établi et que le concours efficace des richesses foncières du pays et des produits de l'industrie en pleine prospérité sur un grand nombre de points est subordonné à l'abaissement des droits. Mais il devait aussi prendre en considération, que la conservation de ces revenus douaniers, eu égard surtout à la situation géographique et aux frontières étendues de l'Empire, demande, dans son propre intérêt, une réduction des tarifs analogues à celle adoptée par les États voisins. Et si, pour la réalisation de la réforme ainsi recommandée, il se décidait en faveur de la voie des traités internationaux, le Gouvernement impérial et royal devait naturellement être inspiré par le double désir d'assurer immédiatement au commerce autrichien dans les États contractants les droits de la nation la plus favorisée et d'obtenir des

facilités ultérieures, qui seraient de nature à développer particulièrement les débouchés offerts aux productions du pays. Les travaux préparatoires de cette tâche étaient, comme nous l'avons dit, activement poursuivis avant la guerre.

Les traités de paix avec les deux États voisins, qui naguère encore avaient été des adversaires, contenaient donc des stipulations, suivant lesquelles avant tout les relations commerciales devaient être le plus tôt possible rétablies, augmentées et développées. Comme le traité de Prague avec la Prusse convenait d'une révision du traité d'avril, le traité de Vienne avec l'Italie stipulait, en confirmant les anciens traités avec les États italiens et en les étendant pour un an sauf une révision générale (art. XX), qu'un traité de commerce et de navigation serait conclu le plus tôt possible et sur les bases les plus larges entre les deux puissances (art. XXI).

C'était, il est vrai, une tâche assez difficile pour le Gouvernement impérial et royal, de mener à bonne fin et dans l'ordre voulu ces différentes négociations, toutes indispensables, auxquelles en outre la Suisse, la Hollande et la Belgique prenaient part avec de justes prétentions à la réciprocité. Aussi fut-il obligé de demander un léger ajournement pour les négociations difficiles poursuivies par les commissions de tarif avec l'Angleterre et d'en appeler avant la fin de l'année 1866, à plusieurs reprises et non sans succès, en expliquant franchement l'état des choses, à l'intelligence et à la bienveillance du Gouvernement britannique.

Mais tout d'abord la négociation préparée depuis un an avec la France fut reprise au mois de novembre et terminée et signée à Vienne le 11 décembre 1866.

Cette œuvre embrasse cinq transactions différentes :

- 1° Le traité de commerce proprement dit ;
- 2° Le traité de navigation ;
- 3° La convention consulaire ;
- 4° La convention sur le règlement des successions ;
- 5° La convention sur la protection de la propriété littéraire.

1. *Le traité de commerce*, en assurant aux sujets des deux États le traitement de la nation la plus favorisée et en étendant à l'Autriche l'application du tarif conventionnel de la France, avec tous les avantages déjà concédés à la Grande-Bretagne, à la Belgique, au Zollverein, à la Suède et à la Norvège, à l'Italie et à la Suisse, a stipulé, dans deux suppléments du tarif, une série de concessions spéciales et réciproques.

Les facilités nouvelles spécialement garanties à l'Autriche doivent être surtout avantageuses à la fabrication de l'acier autrichien, à la

production des plumes pour duvets en Hongrie, à la culture du houblon et à la cristallerie de Bohême. Du côté de l'Autriche, on n'a généralement étendu à la France que les tarifs de douane accordés au Zollverein allemand par le traité d'avril 1865, et pour le reste il n'a été admis que les réductions de tarif qui, sans exposer l'industrie nationale à une concurrence écrasante, ont paru de nature à encourager le commerce et à augmenter ainsi les revenus douaniers. La réduction, d'ailleurs assez considérable, il est vrai, des droits sur les soieries avait été posée par le Gouvernement français comme condition *sine qua non* de la conclusion du traité. Pour ce motif, et attendu que la France elle-même avait entièrement supprimé ses droits sur les soieries unies; attendu, en outre, que tous les autres États, notamment le Zollverein et l'Italie, avaient réduit leurs droits sur les soies à un maximum de 60 florins, le Gouvernement impérial et royal dut se décider à abaisser les droits sur les produits de la soie à 120 florins et à partir du 1^{er} janvier 1872 à 80 florins. Ces taux répondront sans doute au but voulu, en ce sens qu'ils offrent moins de chances au commerce irrégulier que le droit antérieur de 262 florins 50 kreutzer. Les concessions spéciales énoncées ci-dessus et l'entrée de l'Autriche dans le concert politique et commercial des États occidentaux ont néanmoins été obtenues sans que le Gouvernement impérial et royal se vît obligé, de son côté, de modifier pour le moment son système d'impositions relativement aux importantes industries qui se rattachent étroitement à l'agriculture, comme les sucres de betterave, l'eau-de-vie et la bière, ou qui, en qualité d'objets de monopole, comme le tabac et le sel, comptent parmi les plus fortes sources de revenu public des deux moitiés de l'Empire.

2. Par le *Traité de navigation*, les navires autrichiens ont été mis sur le même pied, dans les ports français, que les navires nationaux relativement aux droits maritimes, et par conséquent entièrement affranchis du paiement d'un droit de tonnage. La France s'est en outre engagée à supprimer tout à fait, à partir de 1869, sa surtaxe de pavillon, si onéreuse pour le commerce indirect, et cette mesure sera tout particulièrement avantageuse à la navigation autrichienne qui fait plus spécialement le commerce de commission. Les conditions d'égalité absolue faites au pavillon autrichien auront aussi, pour la marine marchande autrichienne, dans les ports de l'Algérie, des avantages qui ne sont pas à dédaigner. En échange, il est vrai, l'Autriche a reconnu qu'il avait été convenu (art. X) entre les parties contractantes que sur les voies de communications par eau, naturelles ou artificielles, d'un État, les navires de l'autre seront admis et traités à l'égal des nationaux; — concession qui, sur le Danube, a son importance, et qui implique une modification essentielle des privilèges réservés

par le Gouvernement impérial et royal, comme État riverain, dans l'acte relatif à la navigation de ce fleuve en date de 1867.

De ces négociations pour le traité de navigation il est ressorti, du reste, que la législation jusque-là en vigueur en Autriche n'était pas sur tous les points restrictive et exclusive, et que l'État autrichien ne méritait pas partout la réputation illibérale, qu'on lui avait habilement faite et bien souvent à tort.

3. La *Convention consulaire*, en déterminant les droits et les devoirs, que les consuls de part et d'autre ont à exercer et pratiquer, a rempli son objet, qui était de régler une branche des relations internationales, sur laquelle il y avait eu jusque-là beaucoup d'inégalité et d'incertitude.

4. La *Convention pour le règlement des questions de succession* répondait à un véritable besoin, par suite de la différence essentielle de législation et de pratique du droit, des deux parts, relativement à la prise de possession des successions ouvertes, et avait fait depuis plusieurs années l'objet de négociations; elle a été fort à propos conclue au moment où la sphère d'attributions des consuls, dans laquelle rentre surtout la question, venait d'être régularisée.

5. Enfin, la *Convention pour la garantie de la propriété littéraire*, c'est-à-dire du droit d'auteur sur les œuvres d'esprit et d'art, a été, à cause de ses effets rétroactifs sur le commerce de la librairie et des objets d'art, conclue en même temps que le traité de commerce et mentionnée en cet endroit.

Dès que la Prusse eut adhéré aux premières ouvertures qui lui furent faites à ce sujet par l'Autriche, en date du 8 novembre 1866, les négociations commencèrent à Vienne avant la fin de l'année¹. Il avait été formellement déclaré dans les ouvertures faites à cet effet, que le rétablissement des relations amicales, sur le terrain des intérêts du commerce international, pourrait être obtenu très-facilement et d'une manière qui satisfît le plus promptement possible la conscience publique. Les travaux des délégués avaient déjà réussi, en effet, d'une manière satisfaisante pour les deux parties, à amener un accord et à déterminer au préalable une série de concessions réciproques de tarifs, lorsque le désir exprimé par nous de voir consentir par la Prusse et le Zollverein une réduction des droits sur les vins, réduction à laquelle la Prusse a déclaré ne pouvoir souscrire qu'après s'être auparavant concertée avec la France, a motivé un temps d'arrêt qu'on ne

1. Nos 127 à 130.

pouvait prévoir, et qui a été constaté et expliqué le 3 février 1867 par un procès-verbal d'ajournement¹.

La difficulté pour le Gouvernement prussien consistait en ce qu'il ne pouvait faire à cet égard une concession à l'Autriche, sans qu'elle profitât également à la France, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée : son intention avait été d'abaisser le droit sur les vins de quatre thalers à trois par quintal, pour engager la France à délier le Mecklembourg des obligations du traité conclu le 1^{er} juillet 1865 avec elle, le Mecklembourg ne pouvant, d'après ce traité, élever ses propres droits sur les vins au delà d'un thaler.

Comme la Prusse, pour établir l'unité douanière de la Confédération du Nord de l'Allemagne, doit attacher un grand prix à ce que le Mecklembourg soit délié de cette obligation qui l'empêche d'entrer dans le Zollverein, le Cabinet prussien entama des négociations à ce sujet avec celui de Paris.

Ces négociations échouèrent alors, soit parce que la France ne trouva pas suffisante la compensation qui lui était offerte, soit parce que les complications du commencement de l'année 1866 ne furent point favorables au but politique que poursuivait la Prusse.

La Prusse retira ses offres, ce qui eut pour conséquence de faire ajourner les négociations entamées à Vienne entre la Prusse et l'Autriche, quoique le Gouvernement impérial et royal, en apprenant ce qui s'était passé à Paris, eût immédiatement proposé d'employer ses bons offices pour régler cette question à l'amiable.

La Prusse n'a pas hésité à reconnaître à plusieurs reprises qu'il avait été fait à Vienne tout ce qui était possible pour que les négociations aboutissent au rapprochement désiré sur le terrain de la politique commerciale². L'Autriche, par son initiative dans cette question, avait donné la preuve qu'elle acceptait sans arrière-pensée, loyalement et franchement, les conséquences nécessaires de la paix de Prague : elle n'a rien négligé non plus pendant toute l'année, depuis cet ajournement, pour encourager la reprise des négociations et obtenir, en amenant un accord préalable indispensable entre la France et la Prusse, un nouveau gage de paix.

Nous reviendrons sur ce sujet plus loin.

Peu après que le quintuple traité avec la France eut été conclu et que les négociations avec la Prusse eurent été provisoirement ajournées, c'est-à-dire dès le 23 avril, le traité de commerce et de navigation avec l'Italie, prévu par la paix de Vienne, fut signé à Florence sur les mêmes bases qu'avec la France. Le Gouvernement impérial et

1. Voir n° 131.

2. Voir n° 132 et 133.

royal, animé du désir de donner une nouvelle impulsion aux relations commerciales italiennes si importantes pour l'industrie de l'Empire, dut s'efforcer tout d'abord d'assurer d'une manière durable au commerce autrichien les conditions qui lui avaient été provisoirement faites dans les traités de paix et qui plaçaient l'Autriche sur le pied de la nation la plus favorisée, d'obtenir la réduction de quelques droits importants pour la production nationale, mais plus particulièrement encore de procurer au mouvement commercial entre les deux pays toutes les facilités possibles. Le premier but a été atteint par le traité. Quoique le Gouvernement italien tint en principe à ce que la réforme de son tarif douanier demeurât subordonnée à la conclusion définitive du traité avec la France et qu'elle crût devoir apprécier la question des réductions ultérieures surtout au point de vue financier, on réussit cependant à obtenir des concessions dont les avantages reviendront en première ligne au commerce autrichien, à fixer conventionnellement des droits qui n'avaient point été jusque-là inscrits dans les tarifs douaniers italiens et à les garantir ainsi contre toute éventualité d'augmentation. La crainte d'un déficit, même momentané, dans les revenus de l'État fut ce qui empêcha le Gouvernement italien de céder aux instances fondées de l'Autriche pour obtenir la suppression des droits de sortie, que l'Italie, contrairement à l'esprit d'ailleurs libéral de sa législation économique, s'était vue dans la nécessité d'établir en 1865.

Toutefois on a réussi à faire supprimer les impôts si onéreux au commerce, qui frappaient, à leur passage à la douane, certains objets particulièrement importants pour les provinces frontières, comme les cocons de vers à soie, et à obtenir notamment à ce sujet la garantie (art. IX) que de nouveaux droits de sortie ne seraient point introduits et que les droits existants ne seraient pas élevés. Les réductions de droits de douane consenties par le gouvernement impérial et royal se bornent presque exclusivement à des articles qui, comme objets d'usage commun, peuvent devenir d'une consommation plus étendue et permettent d'espérer pour l'avenir une augmentation des revenus, ainsi qu'à des matières subsidiaires, dont la facilité d'importation sera avantageuse à l'industrie nationale. Des clauses particulières ont pour objet de développer les transactions entre frontières, et un accord spécial a été arrêté pour le règlement des questions de commerce international par chemins de fer aux points de jonction de la frontière commune.

Enfin, par un cartel douanier, les parties contractantes se garantissent un appui réciproque pour l'exécution des lois de douane et de monopole.

Relativement à la navigation, le principe de la parfaite égalité des

deux pavillons a été posé même pour le cabotage, et par là, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, une importante concession a été faite et un exemple libéral donné aux autres États avec lesquels existe par traité cette même égalité. Mais on espère en toute confiance que la marine marchande autrichienne soutiendra avec honneur la lutte de rivalité. Du reste, cette concession à l'égard de l'Italie n'a été que l'extension d'une autorisation de cabotage, qui avait déjà existé antérieurement, d'après des traités, pour certaines parties du royaume actuel.

Avant la signature de ces importants traités entre voisins, d'autres semblables avaient déjà eu lieu avec la Belgique le 23 février, et avec la Hollande le 26 mars, toujours sur la base du traitement de la nation la plus favorisée et sans qu'il eût été nécessaire d'échanger de nouvelles concessions particulières avec ces États commerciaux et industriels dont les tarifs n'opposaient déjà depuis longtemps plus d'entraves à l'industrie et au commerce autrichiens.

Un accord semblable fût déjà intervenu aussi entre nous et la Suisse, si avec cet État voisin, les facilités particulières désirées de part et d'autre pour les transactions de frontières n'eussent nécessité des négociations plus compliquées, qui cependant promettent d'avoir bientôt une issue favorable.

Par contre, les efforts du Gouvernement impérial et royal pour réaliser un rapprochement commercial avec la Russie, ont été pénibles et à peu près infructueux ; car ce puissant État voisin ne paraît pas seulement décidé à régler son tarif douanier, sans en compromettre l'indépendance par des traités avec l'étranger, mais encore il ne semble pas disposé, pour différents motifs, à faciliter même les transactions sur les frontières. Le Gouvernement impérial et royal n'a du moins épargné ni les peines ni les instances, et comme on est occupé, à Saint-Pétersbourg, de réformer le tarif, il est à espérer que cette réforme ouvrira aux produits autrichiens un nouveau débouché et donnera plus d'activité aux échanges.

Une des premières préoccupations du gouvernement impérial et royal n'a cessé d'être la reprise des négociations avec la Prusse et la Confédération du Nord, ainsi qu'avec les États du Sud, le traité d'avril 1865 n'ayant été confirmé dans la paix de Prague que sous réserve de sa dénonciation dans six mois, et l'opinion publique dans les deux moitiés de l'empire paraissant très-hautement désirer le rétablissement et l'extension, ou du moins tout d'abord des assurances de durée pour le commerce entre frontières, qui avait toujours été favorisé.

En conséquence nous reprenons une fois encore la négociation au point où elle en était restée à la suite de l'ajournement des pourpar-

lers de Vienne. Conformément à la teneur du procès-verbal du 2 février 1867, il fut, à plusieurs reprises dans le cours de l'année, échangé des communications sur l'état des choses de part et d'autre, jusqu'à ce que, le traité du Zollverein renouvelé en date du 8 juillet ayant été signé et ratifié, le Cabinet prussien fût disposé à reprendre les négociations avec l'Autriche, qui avaient été subordonnées à une entente préalable avec la France. Dans les premiers jours du mois d'octobre il fut fait au Gouvernement impérial des ouvertures, d'après lesquelles la Prusse était décidée, au nom de la Confédération du Nord et du Zollverein, à poser à Paris la question de savoir si le Gouvernement français serait disposé à délier le Mecklembourg de l'obligation conventionnelle dont il a été question plus haut et à consentir quelques faibles modifications dans le tarif français, en échange d'une réduction de quatre thalers à $2\frac{2}{3}$ thalers sur les droits des vins et de quelques autres concessions de tarif promises à l'Autriche ¹.

En communiquant au Gouvernement impérial la proposition faite à Paris, la Prusse avait exprimé le désir que l'Autriche l'appuyât auprès de la France. Le Gouvernement impérial et royal eut donc de nouveau à examiner si, dans une question où ses intérêts économiques sont évidemment conformes à ceux de la France, il devait accepter pour lui et recommander à une partie intéressée au même titre une concession peu importante, et en outre s'il pouvait laisser s'établir l'unité douanière du nord de l'Allemagne sans y apporter de son côté aucune entrave, et même intervenir auprès de la France pour que la lacune que fait sur la carte du Zollverein un pays ayant beaucoup de côtes comme le Mecklembourg fût comblée par la coopération de cette puissance. La promesse de l'appui sollicité par la Prusse n'en fut pas moins faite immédiatement et remplie à Paris avec un zèle actif ². Quoique la concession matérielle proposée par la Prusse relativement aux droits sur les vins fût si modique que la réduction de 4 thalers à $2\frac{2}{3}$ (au lieu de deux thalers demandés par nous de concert avec la France) ne dût guère profiter à l'écoulement général des produits de l'ensemble de la monarchie et à celui des vins fins de Hongrie et de la moitié orientale de l'Empire, cette concession n'en est pas moins nouvelle et onéreuse pour la Prusse ainsi que pour le midi du Zollverein.

En conséquence, pour ce motif déjà et afin d'amener à leur conclusion définitive les négociations de tarifs depuis si longtemps pendantes, le Gouvernement impérial et royal s'efforça d'écarter de

1. Voir n° 134.

2. Voir nos 135 136

l'objet principal de ces mêmes négociations toute nouvelle demande accessoire d'un côté comme de l'autre¹.

Mais il a cru devoir faire valoir toutes les raisons politiques en faveur d'un arrangement amiable, et il n'a épargné aucune peine pour user de son influence dans ce sens auprès du Cabinet français².

Malgré les circonstances particulières qui ne faisaient pas pour la France de la question pendante une question d'urgence, l'Empereur Napoléon, sur les instances pressantes de l'ambassadeur d'Autriche, n'en a pas moins donné la promesse que les derniers obstacles à la conclusion définitive, en ce qui dépendrait de la France, seraient immédiatement écartés. Par là, une nouvelle garantie de paix a été obtenue, qui, dans les circonstances actuelles, n'est point à dédaigner au point de vue de la situation générale, et qui pour nous en particulier, fait espérer l'ouverture prochaine et tant désirée des négociations finales entre l'Autriche et la Prusse.

A ces négociations est étroitement liée la conclusion du traité avec l'Angleterre³. Comme il a déjà été dit, l'ajournement réitéré en avait été en partie occasionné par cette relation étroite; cependant le Gouvernement impérial et royal avait été aussi en partie amené, lors des négociations entamées par voie de commissaires le 1^{er} mai de l'année dernière, négociations auxquelles prirent part deux délégués de l'une et de l'autre moitié de l'Empire, à motiver une proposition d'ajournement, en date du 8 septembre 1867, sur cette circonstance qu'un obstacle constitutionnel s'opposait à la conclusion de la convention supplémentaire déjà concertée antérieurement et d'un nouveau traité de navigation : cet obstacle consistait dans l'absence, à cette époque, de corps représentatifs compétents des deux moitiés de l'Empire pour voter les traités de douane et de commerce, ainsi que des nouveaux accords contenant des engagements économiques à l'égard de l'étranger.

Cet obstacle ayant été levé par suite de la sanction des lois constitutionnelles, les négociations avec l'Angleterre seront aussi immédiatement reprises, et comme elles sont déjà assez avancées, elles peuvent être promptement menées à bonne fin, et l'on aura alors le dernier anneau de la chaîne dont le complet achèvement permettra au Gouvernement impérial et royal de généraliser et de simplifier son tarif⁴.

On peut dire néanmoins, dès aujourd'hui, que la Monarchie autrichienne a effectué heureusement, d'une manière générale, son pas-

1. Voir n^{os} 137 à 139.

2. Voir n^{os} 140 à 151.

3. Voir n^{os} 152 et 153.

4. Voir n^o 154.

sage du système prohibitif à celui du libre échange par voie de conventions internationales, sans qu'il doive en résulter le moindre préjudice pour les plus importantes de ses industries nationales. La récente Exposition universelle de Paris, aux luttes de rivalité de laquelle ces industries ont pris la plus honorable part quelques mois à peine après une guerre malheureuse, a montré, dans des branches importantes de la production, à quel développement industriel et commercial sont appelés, avec de meilleures conditions de concurrence et des moyens plus nombreux de communication, les royaumes et les pays de la Monarchie de Habsbourgs.

Qu'il soit permis d'ajouter ici, comme appendice aux traités de navigation susmentionnés, que le Gouvernement impérial et royal, sur une invitation qui lui a été faite par l'Angleterre et la France dans le courant du mois de novembre 1866, a provisoirement promis son adhésion à l'adoption du système de signaux maritimes internationaux pour les marines militaire et marchande, concertés en commun entre les deux Gouvernements, et qu'une traduction de ce système en allemand et en italien est préparée.

Enfin, le 22 septembre 1867, il a été concerté à Bregenz avec la Bavière, le Wurtemberg, Bade et la Suisse un « règlement international de navigation et de commerce sur le lac de Constance, » qui a définitivement établi un système égal et uniforme pour le commerce de ce lac frontière entre les cinq États et jusque-là soumis à des législations différentes.

Le Gouvernement impérial et royal n'a pas eu à déployer une activité moindre relativement aux postes, aux chemins de fer, à la télégraphie et au système monétaire.

1. — *Traités de poste.*

1. Dans le traité postal avec l'*Italie* (du 23 avril de l'année dernière, comme le traité de commerce), il a été stipulé une taxe uniforme de 15 kreutzers par *loth* pour lettres affranchies, et de 5 kreutzers seulement pour celles échangées dans un périmètre de moins de quatre milles allemands, en remplacement des cinq anciennes taxes échelonnées de 5 à 26 kreutzers. En outre, les deux parties contractantes se sont engagées par un procès-verbal final à réduire le plus tôt possible

le port à 10 kreutzers pour la lettre simple affranchie. Il a été encore concerté des réductions de taxe pour les échantillons et facilités pour les envois d'argent et de valeurs, etc.

2. L'ancienne convention du Lloyd avec la Grèce a été remplacée par un traité de poste conclu à Athènes le 5 avril 1867 ; l'égalité des droits des vapeurs, de part et d'autre, a été établie, et une réduction considérable du port des lettres, des imprimés et des échantillons a été introduite.

3. Dans le traité postal du 23 novembre 1867 avec la *Confédération du Nord*, la *Bavière*, le *Wurtemberg* et *Bade*, il a été introduit des modifications très-considérables dans le système austro-allemand d'union de poste de l'année 1860, pour le mettre en harmonie avec les changements survenus dans les configurations territoriales et dans la constitution, sans que les avantages de cette union eussent été perdus pour l'Autriche. Pour l'ensemble territorial des parties contractantes, il existe aujourd'hui, au lieu de la triple taxe échelonnée, une taxe uniforme de cinq kreutzers seulement pour la lettre simple affranchie, et de dix kreutzers pour la lettre non affranchie, sans distinction de distance. A raison de cette réduction et de la suppression des droits de transit, sur les envois de poste, on a en perspective une réduction également du port des lettres des États étrangers au moyen de traités à conclure ultérieurement. Il a été concerté encore des facilités pour les imprimés sous bandes, envois d'échantillons (2 kreutzers les 2 loths 1½), journaux, articles de messageries, etc.

II. — Chemins de fer.

1. Ainsi qu'il a été dit, le 23 avril 1867 il a été conclu avec l'Italie un accord touchant les chemins de fer, en vertu duquel les points de jonction de Cormons et d'Ala ont été déclarés stations d'échange internationales, et l'on y a établi des bureaux de douane et de police mixtes.

2. Avec la *Bavière*, il a été conclu, le 4 juin, un traité pour la construction et l'exploitation d'un chemin, fer de Munich à la jonction de la ligne dite Impératrice-Elisabeth, en passant par Braunau.

3. Avec la *Prusse*, a été définitivement conclu, le 5 août 1867, à Berlin le traité de chemin de fer prévu expressément dans les déclarations du traité de Prague du 23 août 1866. Par ce traité, les embranchements Landshut-Schwadowitz et Wildenschwert-Glatz se trouvent assurés, et au grand avantage des transactions si multipliées d'une frontière à l'autre des deux pays, il est mis fin heureusement à un échange de communications, qui durait depuis des années entre les deux Gouvernements.

4. Avec la *Russie*, il a été signé à Lemberg, le 20 août, un traité

pour relier à Podwoloczyska le chemin de fer Lemberg-Tarnopol avec celui d'Odessa à Kiev.

Finalement, des négociations sont en cours avec la *Saxe* pour un embranchement sur les lignes du chemin de fer du Nord de la Bohême, d'un côté, de Warnsdorff à Gross-Schöna, de l'autre, de Rumburg, à Gross-Schweidnitz, avec jonction à Lobau; et prochainement seront closes les négociations avec la *Prusse* pour le prolongement du chemin de fer du nord moravo-silésien de Sternberg à Neisse.

III. — Télégraphes.

1. Avec l'*Italie*, il a été conclu à Vienne, le 16 février 1867, une convention, d'après laquelle, conformément aux nouvelles modifications territoriales, les stations de frontière et d'échange de Vérone et de Venise ont été reculées à Botzen, à Trieste et à Klagenfurt.

2. Avec la *Turquie* et la *Serbie* il a été signé, le 11 juin 1867, à Constantinople, une convention par laquelle a été arrêtée la construction de deux lignes télégraphiques de Semlin à Constantinople par Nissa, en traversant la Serbie, ainsi que de deux autres lignes partant de Gradisca sur le territoire autrichien pour aller directement sur le territoire turc en Bosnie et aboutir ensuite à Nissa par Serajevo. Cette jonction a également pour objet d'assurer le transit de la correspondance indo-anglaise.

3. Une correspondance directe entre Paris et Vienne, destinée à être reliée avec les lignes susmentionnées, a été décidée à Berne, le 12 septembre 1867, de concert avec la *Turquie*, la *France* et la *Suisse*. Il a été convenu par contrat que pour ces lignes importantes, comme pour la correspondance avec Berlin, il sera fait usage du nouvel appareil Hughes.

Pour l'ensemble des relations internationales par voie télégraphique, le type arrêté est la convention télégraphique de Paris du 17 mai 1865, qui doit être révisée, dans le courant de l'année 1868, par une conférence dont la réunion aura lieu à Vienne.

IV. — Unification monétaire.

Convaincu de l'utilité et de la nécessité inévitable à la longue d'un système monétaire uniforme, sur la base de la convention intervenue à la date du 25 décembre 1865 entre la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse, le Gouvernement impérial et royal s'est appliqué, pour sa part, à lever l'obstacle qui l'empêchait d'adhérer à cette unification générale, en demandant l'abrogation de la convention monétaire

austro-allemande du 24 janvier 1857, et il a pu, en effet, en obtenir la résiliation en ce qui le regardait, par traité conclu à Berlin le 13 juin 1867.

Il a encore pris part aux conférences qui ont eu lieu à Paris en juin et en juillet 1867, pour arrêter les principes qui doivent servir de guide dans le travail d'unification générale des monnaies.

Les résultats de ces conférences concordent, au fond, avec ce qui avait été proposé à Vienne comme utile pour l'Autriche au mois d'avril 1867 par une commission spéciale composée de membres des deux parties de l'Empire.

Le sentiment unanime de cette conférence monétaire a été résumé par le Gouvernement français lui-même dans les termes suivants :

« Il a été reconnu impossible d'arriver à une entente quelconque sur la base d'un système entièrement nouveau; il est donc à propos d'adopter, comme point de départ d'un rapprochement, sous réserve des moyens d'exécution, le système de la convention monétaire du 23 décembre 1865 : l'or comme base unique de l'étalon monétaire, avec mesures de transition pour le pays dans lesquels l'argent est le seul étalon ou qui ont un double étalon; un dixième d'alliage et la pièce d'or de cinq francs comme dénominateur commun de la monnaie universelle. Les mesures de transition et de modification à adopter par les différents pays devront être sanctionnées par une convention internationale. »

Sur cette base, les deux Gouvernements, le Gouvernement impérial et royal autrichien et le Gouvernement français, se sont entendus pour conclure à Paris, le 31 juillet 1867, un traité préliminaire au sujet de l'adhésion de l'Autriche à la convention monétaire du 25 décembre 1865 qui devra être complétée et modifiée.

Toutefois, il faut encore l'adhésion des trois autres Gouvernements intéressés dans cette convention et un accord sur quelques points non résolus, pour que ce traité devienne définitif et soit soumis à une discussion constitutionnelle, dans le Reichsrath.

DOCUMENTS EXTÉRIEURS.

I

AFFAIRES ALLEMANDES.

QUESTION DU LUXEMBOURG.

N^o 1. Mémoire sur la question de la cession du Grand-Duché de Luxembourg.

Vienne, le 31 mars 1867.

L'article 2 du traité entre la Hollande et la Belgique, du 19 avril 1839, détermine la délimitation du Luxembourg, et continue ensuite ainsi :

« Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette ligne, continueront à appartenir au grand-duché de Luxembourg¹. »

Dans les traités que les cinq puissances ont conclus le même jour tant avec la Hollande qu'avec la Belgique, se trouve contenue la clause suivante :

« S. M. l'Empereur d'Autriche, etc., etc., etc., déclarent que les articles ci-annexés et formant la teneur du traité conclu en ce jour entre S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent acte et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leurs dites Majestés. »

La Confédération germanique a accédé à ces traités par un acte d'adhésion en date du 11 mai 1839².

Il est en conséquence parfaitement exact que les articles du traité hollandais-belge sont aussi obligatoires pour les cinq puissances, et que la Hollande comme la Belgique ont reçu pour les parts qui leur ont

1. Voir ce traité, *Archives*, 1867, tome III, page 1247.

2. Voir *idem*, p. 1253.

été assignées dans le Luxembourg la garantie des puissances. Mais il est évident aussi qu'il n'en saurait résulter pour les puissances le droit de s'opposer à ce que le Roi des Pays-Bas dispose librement de sa part. Des cessions par contrat ou des reconnaissances de possession ne constituent pas pour le possesseur l'obligation de ne jamais aliéner ce qu'il possède. Une puissance qui garantit à une autre puissance une possession territoriale, prend par là l'engagement de défendre cette dernière contre toute attaque; mais elle n'acquiert pas le droit d'exiger que l'état de choses garanti par elle soit maintenu sans changement. Le droit du possesseur de disposer de son bien demeure, au contraire, illimité, et la garantie accordée ne donne aucun titre pour l'empêcher de céder librement le pays garanti.

S'il fallait, pour appuyer des principes aussi incontestables, se reporter à des antécédents, on pourrait citer comme exemple récent le protocole du 1^{er} août 1863 relatif aux îles Ioniennes. Le protectorat anglais avait été garanti par les puissances en vertu du traité du 5 novembre 1815; or la prise de possession d'un protectorat doit certainement être considérée, avec beaucoup plus de raison que la possession même d'un territoire, comme une sorte de contrat bilatéral, par lequel le possesseur n'acquiert pas seulement des droits, mais assume aussi des devoirs correspondants. Néanmoins, il est dit dans le protocole susmentionné :

« Les représentants d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie ont déclaré que leurs cours reconnaissent unanimement au Gouvernement de Sa Majesté britannique le droit de renoncer à l'exercice du protectorat exclusif établi par le traité du 5 novembre 1815. »

Les traités de la Confédération allemande eux-mêmes, quoiqu'ils garantissent solennellement leurs possessions aux membres de la Confédération, n'ont cependant restreint leur droit de libre disposition qu'en un point particulier, c'est-à-dire en ce sens que les aliénations de droits de souveraineté sans le consentement exprès de la Confédération, ne peuvent avoir lieu qu'en faveur d'un membre de cette Confédération.

Le Roi des Pays-Bas aurait certainement été pleinement dans son droit, s'il eût invoqué contre la dissolution de la Confédération germanique les garanties contenues dans les traités de 1815. Mais puisqu'il ne l'a pas fait et que le pacte fédéral n'existe plus, la restriction qui avait été introduite dans ce pacte contre le droit de libre disposition de la Hollande sur le Luxembourg, a également cessé d'exister, et les traités de 1839 ne contiennent, d'après ce qui a été dit, rien qui ait pu remplacer cette condition restrictive.

L'article 5 du traité de 1839 stipule cependant une garantie en faveur des droits des agnats de la maison de Nassau. Le Roi des Pays-Bas

s'engagea alors à s'entendre avec les agnats de sa maison pour les parties du Luxembourg cédées à la Belgique, et il sera, en conséquence, encore loisible aux puissances, en tant qu'il s'agit de la cession de la partie restante du Luxembourg, de rappeler ces droits au Roi. On pourra obtenir ainsi sans doute, vis-à-vis du suffrage universel, des avantages financiers pour les intéressés, mais on n'atteindra aucun but politique.

Une dernière question enfin est de savoir si, au point de vue tout particulier de la Prusse, on pourrait essayer de faire valoir à l'égard des puissances non allemandes que la Prusse, dans le traité de paix de Prague, s'est réservé la réorganisation de l'Allemagne, et que le Luxembourg, comme province de l'ancien Empire germanique, doit être compris, même abstraction faite de l'existence de l'Empire et de la Confédération, dans l'ensemble de l'Allemagne. Cette interprétation pourrait bien cependant ne pas paraître très-plausible à Paris, et même une communication en ce sens auprès du Gouvernement prussien tendrait peut-être à lui faire croire que l'on veut à dessein aggraver sa responsabilité vis-à-vis de l'opinion publique en Allemagne.

Quant à ce qui est du droit de garnison de la Prusse dans la forteresse de Luxembourg, la question spéciale de savoir si ce droit peut être maintenu même, après la dissolution de la Confédération germanique, contre la volonté du Roi des Pays-Bas, cette question a été élucidée, les traités à la main, dans la lettre du chef du Gouvernement de Luxembourg, baron Tornaco, à l'ambassadeur prussien à La Haye, et résolue négativement par des raisons dont tout esprit impartial ne saurait méconnaître l'entière justesse.

N° 2. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

(Lettre particulière. *Extrait.*)

Vienne, le 22 mars 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je dois vous faire remarquer que le terrain sur lequel on s'engage est excessivement favorable à M. de Bismarck. Le marché conclu de cabinet à cabinet, au profit de la caisse d'une maison princière sur une population censée jusqu'ici allemande, faisant partie du Zollverein, — les Prussiens en possession — *beati possidentes* — et conséquemment gardiens d'une place forte ayant été considérée jusqu'ici un rempart de l'Allemagne, — voilà certes de quoi réchauffer toute

l'Allemagne en cas de conflit. M. de Bismarck aurait beau jeu pour faire appel au patriotisme national et rallier toutes les opinions autour du drapeau de la Prusse.

Il ne saurait assurément être de l'intérêt bien entendu de la France de fournir un prétexte plausible pour qu'on excite ainsi contre elle les passions populaires de l'Allemagne. En amis sincères, nous ne pourrions encourager une action de la France sur un terrain que nous lui croyons funeste en cas de conflit. Telle est du moins la première impression que les communications de M. de Moustier ont produite sur nous.

Ce qui précède ne s'applique naturellement qu'à l'éventualité d'une combinaison concertée uniquement entre la France et les Pays-Bas. Si au contraire il s'agissait d'arrangements à prendre en commun entre la France, la Prusse et la Hollande, et d'aplanir les difficultés qui s'opposent à un accord entre ces trois puissances, nous devrions nous empresser, dans ce cas, d'offrir nos bons offices. Ils ne seraient pas à dédaigner, surtout à Berlin, et nous les prêterions volontiers dans l'intérêt de la paix générale.

Récevez, etc.

Signé : DE BEUST.

N° 3. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

(Lettre particulière. *Extrait.*)

Vienne, le 8 avril 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Vos derniers télégrammes nous dépeignent la situation comme devenant plus critique. La question du Luxembourg commence à produire une certaine tension des rapports entre la France et la Prusse. En même temps, on se préoccupe à Paris des bruits d'alliance entre Vienne et Berlin. On en ressent quelques alarmes, et vous me prévenez que l'Empereur Napoléon pourra bien faire une tentative pour se rapprocher de l'Autriche.

Depuis que l'affaire du Luxembourg est sur le tapis, il me semble que toute notre attitude n'est pas de nature à justifier ces inquiétudes. Ma lettre particulière du 22 mars en fait foi, et je n'ai même pas jugé nécessaire de m'étendre davantage sur cette question dans ma correspondance officielle. Le Cabinet impérial a conservé sa liberté d'action et d'appréciation ; il ne s'est engagé d'aucun côté et n'a préjugé ses déterminations dans aucune direction.

Vis-à-vis du Cabinet de Berlin, nous avons observé la même réserve,

je pourrais dire la même abstention. Il est vrai que depuis les propositions plus sérieuses que cette affaire a prises, on nous a fait quelques avances de Berlin, aussi bien que de Munich.

Nous y avons répondu poliment, mais plutôt évasivement, en évitant soigneusement de nous engager à quoi que ce soit. Je joins ici copie de la dépêche que j'ai adressée à ce sujet au comte de Trauttmansdorff, et vous verrez que mon langage ne compromet en rien la pleine liberté que je tiens à me réserver.

Recevez, etc.

Signé : DE BEUST.

N° 4. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 8 avril 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Dans la dernière conversation que j'ai eue avec M. le duc de Gramont, cet ambassadeur a laissé tomber quelques paroles qui pourraient me faire croire que le Gouvernement français verrait sans déplaisir l'Autriche offrir ses bons offices à Paris et à Berlin afin d'arranger l'affaire du Luxembourg. Il serait possible, en effet, de songer à une semblable médiation sur une des deux bases suivantes :

1° Le Luxembourg resterait au Roi des Pays-Bas, et la Prusse évacuerait la forteresse en renonçant au droit de garnison ;

2° Le Luxembourg serait réuni à la Belgique, qui céderait en échange à la France une bande de territoire comprenant les petites forteresses qui ont été laissées à la France en 1814 et reprises en 1815.

Dans l'une et l'autre de ces combinaisons, il est à prévoir que l'on insisterait sur la démolition des fortifications ; dans la première, ce serait la Prusse ; dans la seconde, ce serait la France qui le demanderait.

Si nous étions assurés d'avance qu'une médiation de l'Autriche sur une de ces bases serait acceptable aussi bien à Paris qu'à Berlin, nous ne demanderions pas mieux que de faire une démarche dans ce sens. Nous désirons trop le maintien de la paix générale pour ne pas être prêts à donner cette preuve de notre bonne volonté. Mais nous tenons à être assurés d'avance qu'une pareille offre de médiation serait vue avec plaisir par les parties les plus intéressées. Nous ne voudrions pas sortir de notre attitude de réserve sans une chance de succès à peu près certaine.

Veuillez donc, mon Prince, sonder confidentiellement le terrain à cet égard et m'informer le plus tôt possible si les insinuations de

M. le Duc de Gramont ont été l'expression véritable d'un vœu de son Gouvernement. Je chargerai le Comte de Wimpffen de sonder également de son côté le terrain à Berlin et le résultat de cette double démarche nous indiquera ce que nous devons faire.

Recevez, etc., etc.

Signé : DE BEUST.

N° 5. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 9 avril 1867.

Monsieur le Comte,

En présence de la tournure plus dangereuse que paraît vouloir prendre l'affaire du Luxembourg, je ne saurais assez vous répéter que le maintien de la paix est le but vers lequel le Gouvernement impérial, en ce moment où l'État a besoin à un si haut degré de repos et de tranquillité, doit diriger tous ses efforts.

Je ne puis mieux prouver jusqu'à quel point nous mettons à profit, dans le sens de la paix, l'influence que notre langage peut être appelé à exercer à Paris, qu'en vous envoyant copie de la lettre particulière que j'ai adressée hier au prince de Metternich : il va sans dire que ceci n'a pour objet que votre information personnelle.

Mais je dois également vous manifester mon très-grand désir que vous utilisiez toute occasion qui pourrait se présenter du côté de Berlin, pour recommander une solution pacifique. Si l'on pouvait trouver une combinaison, que nos bons offices fussent en état de faciliter, le Cabinet impérial s'y emploierait très-volontiers. Il n'est peut-être pas dans l'intérêt du but à atteindre, que le Cabinet impérial fasse pour le moment des offres formelles; mais vous pourrez facilement trouver l'occasion de suggérer des moyens de solution pacifique, moyens que la Prusse, tout occupée en ce moment de la transformation de l'Allemagne, doit avoir bien des raisons sérieuses de ne pas dédaigner.

Je crois même devoir aller jusqu'à vous signaler quelques-uns de ces moyens, afin que vous ne soyez pas réduit à un silence infructueux, au cas où l'on vous donnerait à comprendre que l'on désirerait auparavant être éclairé sur la nature des propositions que nous croyons pouvoir recommander de part et d'autre.

Jusqu'ici il n'y a pas encore lieu de croire que la France n'abandonnerait pas la pensée d'un agrandissement territorial, si la Prusse voulait se décider à renoncer au droit de tenir garnison à Luxembourg. Le Roi de Hollande, qui garderait alors le Luxembourg, pourrait

demeurer libre de raser la forteresse, et le Grand-Duché serait déclaré neutre, comme l'a été le Royaume de Belgique, par accord européen.

Une seconde combinaison, au moyen de laquelle les différents intérêts en jeu pourraient être conciliés, ce serait que la France rentrât en possession des parties de territoire de l'ancien évêché de Liège et du duché de Bouillon, qui, avec les enclaves de Philippeville et de Mariembourg, n'ont été réunies au royaume des Pays-Bas d'alors que par l'article 1 du Protocole de Paris du 3 novembre 1815, et que la Belgique fût dédommagée de cette perte par l'annexion du Grand-Duché actuel de Luxembourg. La France et la Belgique auraient ensuite à indemniser, à leur tour, le Roi de Hollande et les propriétaires des ouvrages de fortification de la place, et la place de Luxembourg ne fortifierait point la position militaire de la France, mais resterait entre les mains d'une puissance neutre et amie de la Prusse.

Vous aurez soin, je le répète, de ne pas présenter ces idées comme des propositions du Cabinet impérial; mais je vous les sou mets seulement, afin que, en vous appuyant sur des bases positives, vous puissiez, selon les circonstances, donner plus d'efficacité à vos efforts pour réunir les éléments d'une entente pacifique et obtenir un résultat favorable. J'attends avec impatience vos rapports sur le développement ultérieur de la situation à Berlin et sur la suite que vous pourrez donner aux suggestions qui précèdent.

Recevez, etc.

Signé : DE BEUST.

N° 6. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Extrait.)

Berlin, le 12 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Le comte de Bismarck a examiné la question avec attention et intérêt; et comme il m'a dit qu'il s'agissait avant tout de préciser quelque chose, et qu'il a parlé d'une combinaison possible avec la Belgique même, je n'ai pas hésité à l'entretenir d'abord de la seconde idée émise dans la dépêche de Votre Excellence en date du 9, et j'ai pu me convaincre bien vite que le comte de Bismarck y voyait avec satisfaction un moyen pratique et efficace de conciliation possible....

Il a considéré l'idée d'une cession du Luxembourg à la Belgique, qui abandonnerait les portions de territoire en question, avec Philippeville et Mariembourg, à la France, et indemniserait, avec cette dernière,

le Grand-Duc de Luxembourg, comme une idée heureuse et dont il nous savait gré ; et comme, là-dessus, j'ai insisté sur la question de savoir jusqu'à quel point l'essai de réalisation de cette idée dans le sens de la paix pourrait être agréable au Gouvernement du Roi, il a dit qu'il serait tout disposé à accepter dans cette affaire les bons offices de l'Autriche, si elle réussissait à les interposer sans une nouvelle surexcitation de l'opinion publique en Allemagne, et sans blesser la Russie et l'Angleterre.

Agréez, etc.

Signé : WIMPFEN.

N° 7. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

(Extrait.)

Vienne, le 14 avril 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je crois devoir porter à la connaissance de Votre Altesse le télégramme ci-joint, qui m'est parvenu de Berlin et d'après lequel M. le comte de Bismarck apprécie assez favorablement l'idée d'une médiation de l'Autriche dans la question du Luxembourg sur la base de la cession de cette province à la Belgique, moyennant compensation pour la France. Ces dispositions du Cabinet de Berlin pourront rendre l'offre de nos bons offices plus acceptable à Paris, et Votre Altesse devra tirer parti dans ce sens de l'information que je lui transmets.

Recevez, etc.

Signé : DE BEUST.

N° 8. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 14 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

En parlant des solutions à intervenir, j'ai insinué les deux points indiqués dans votre dépêche réservée du 8 de ce mois.

M. de Moustier m'a assuré être pleinement satisfait des bonnes nouvelles que M. de Gramont lui avait apportées, ainsi que des ouvertures confidentielles que je venais de lui faire. Il a ajouté qu'il avait reçu de Londres des assurances également fort tranquillissantes, et qu'il ne pouvait que me répéter que le Gouvernement impérial accueillerait

toute combinaison qui aurait pour base la renonciation au Luxembourg par la France, pourvu que l'on obtînt l'évacuation de la forteresse et du Grand-Duché par les troupes prussiennes. Il ne voulait pas pour le moment examiner la question de ce qu'on ferait du Luxembourg. Cet examen devra, selon lui, être fait après coup. Il devait cependant me rendre justice en m'assurant que mon insinuation de la solution par laquelle la France obtiendrait une rectification de frontière au nord était la plus conforme à son intérêt....

Il me dit ensuite que malheureusement cette solution rencontrerait probablement des difficultés fort grandes à la Haye et à Bruxelles, surtout si, comme il le prévoit, la Prusse s'y opposait. Il n'est pas même bien sûr que l'Angleterre, qui cependant est fort bien intentionnée, donne facilement son consentement à une solution qui serait certes plus avantageuse à la France que l'annexion du Luxembourg....

M. de Moustier demande que si l'on veut arriver à un arrangement, *il ne faut pas que les puissances perdent de temps*; il m'a enfin exprimé le désir de nous voir lui communiquer les résultats de nos bons offices auprès des cours de Berlin et de Londres.

Agréez, etc.

Signé : METTERNICH.

**N° 9. Le baron de Beust au comte de Revertera
à Saint-Petersbourg.**

(Télégramme.)

Vienne, le 14 avril 1867.

Nous avons très-confidemment offert à la France et à la Prusse nos bons offices, en vue d'obtenir que le Luxembourg soit réuni à la Belgique, qui céderait à la France les portions de territoire conservées d'abord à la France par le Traité de 1814 et annexées ensuite aux Pays-Bas par le Traité de 1815. On a favorablement accueilli à Berlin notre proposition. Il serait essentiellement utile aux intérêts de la paix que la Russie voulût bien la faire appuyer par M. d'Oubril.

N° 10. Le comte de Revertera au baron de Beust.

(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 15 avril 1867.

Le prince Gortchakoff félicite Votre Excellence de l'initiative prise dans l'affaire du Luxembourg; mais il ne croit pas pouvoir se joindre

à la médiation du Cabinet autrichien. Il désire réserver l'expression de son opinion pour le moment où la Russie aurait à se prononcer comme partie cocontractante du Traité de 1839. Il soumettra toutefois cette proposition à l'Empereur.

N° 11. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Télégramme.)

Paris, le 16 avril 1867.

J'ai dit au marquis de Moustier que j'avais des motifs de croire que, à Berlin, on n'était pas éloigné d'adhérer à nos idées. On désire ici des détails plus précis à ce sujet.

**N° 12. Le baron de Beust au comte de Revertera
à Saint-Petersbourg.**

Vienne, le 16 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Je tiens à compléter le télégramme que je vous ai adressé en date d'hier par quelques explications qui vous fourniront toutes les lumières désirables pour régler les démarches que ce télégramme vous a chargé de faire auprès du Cabinet russe dans la question du Luxembourg.

En présence de la tension croissante que cette question a produite, dans ces derniers temps, entre la France et la Prusse, le Gouvernement impérial a eu à cœur de conserver parfaitement intacte sa liberté d'action et d'appréciation; il ne s'est engagé ni d'un côté ni de l'autre et a évité avec soin tout ce qui eût pu faire préjuger ses déterminations.

Cette réserve est une conséquence naturelle de notre position. A côté des graves préjudices qu'a entraînés pour nous la paix de Prague, viennent se placer certains avantages qui, pour être négatifs, n'en ont pas moins une valeur réelle et dont nous sommes fondés à revendiquer les bénéfices.

C'est ainsi que la nouvelle condition qui nous a été faite nous affranchit des devoirs qu'imposait jadis à l'Autriche sa qualité de membre de la Confédération germanique. Cette Confédération dissoute et le lien politique qui nous y rattachait rompu, nous ne sommes plus

tenus de concourir à la défense de l'intégrité de ce qui constituait autrefois le territoire fédéral. A dater de ce moment, nous n'avons à nous préoccuper, en ce qui touche l'Allemagne, que de ce que réclament les intérêts de notre Empire.

Ce qui doit diriger notre conduite en face de l'affaire du Luxembourg, c'est l'intérêt du maintien de la paix générale, intérêt qui nous est commun avec l'Europe entière. Nous sommes, il est vrai, désormais en mesure d'envisager, avec bien plus de calme que nous n'eussions pu le faire, il y a peu de mois encore, l'éventualité d'une guerre désolant les pays qui nous avoisinent. Notre situation intérieure a pris, Dieu aidant, une situation très-satisfaisante; la question hongroise étant résolue et les difficultés qui restent encore à vider étant en bonne voie d'arrangement, la puissance de l'Autriche se relève aujourd'hui, non-seulement des atteintes que lui avaient portées les événements de l'année dernière, mais de l'affaiblissement où l'avaient jetée, bien avant cette époque, ses discordes intestines.

Il n'en est pas moins vrai que nous partageons ardemment le désir, qui, en ce moment, doit être sans aucun doute celui de toutes les puissances, de voir conserver la paix de l'Europe. Aussi, sans nous écarter de la réserve impartiale dont nous nous sommes fait une loi dans la question du Luxembourg, avons-nous cru pouvoir utilement offrir notre médiation aux deux parties directement intéressées.

Ma dépêche réservée à M. le prince de Metternich, dont je joins ici copie, vous fera connaître l'alternative que nous proposons.

La première des deux bases qui y sont indiquées est calculée sur l'hypothèse où la France voudrait abandonner toute idée d'agrandissement territorial, pourvu que la Prusse renoncât au droit de garnison à Luxembourg. Elle suppose, d'ailleurs, comme complément, la déclaration de neutralité pour le Grand-Duché.

Dans l'autre combinaison, tendant à faire restituer à la France les parties de l'ancien évêché de Liège et du duché de Bouillon, y compris les enclaves de Philippeville et de Mariembourg, qui n'ont été réunies au royaume des Pays-Bas qu'en vertu de l'article 1^{er} du protocole de Paris du 3 novembre 1815, la France et la Belgique auraient à se charger d'indemniser le roi de Hollande et les propriétaires des fortifications.

D'après ce que l'on nous mande de Paris, notre proposition paraît y avoir été accueillie comme étant de nature à offrir des chances d'entente possible. M. le marquis de Moustier, tout en constatant que la France ne demandera pas de médiation, qu'elle ne renoncera à l'annexion du Luxembourg que si la Prusse évacue la forteresse, et qu'elle en fera très-prochainement la déclaration aux puissances par une note circulaire, a ajouté néanmoins que le Cabinet des Tuileries acceptera

avec reconnaissance une intervention amicale des cours neutres sur cette base ; qu'il donnait naturellement la préférence à notre proposition n° 2, comme étant la plus favorable à la France, mais qu'il craignait que, combattue par la Prusse, elle ne fût déclinée par la Néerlande et la Belgique.

Or cette crainte nous semble heureusement sans fondement. Dans un entretien que notre envoyé à Berlin a eu ces jours-ci avec le comte de Bismarck, ce ministre a, au contraire, porté un jugement favorable sur la deuxième alternative proposée par nous, à laquelle il reconnaît même des avantages sur la première. Il qualifia cette idée d'heureuse, si l'on réussissait à la réaliser sans émuouvoir l'opinion de l'Allemagne et sans froisser la Russie et l'Angleterre.

La mention que le chef du Cabinet prussien a faite de la Russie en cette circonstance aurait suffi pour nous engager à nous assurer de son assentiment et à invoquer son appui en faveur de notre proposition, lors même qu'elle ne serait pas partie contractante du traité de 1839.

En usant de son influence sur les décisions du Cabinet de Berlin dans un sens pacifique, la Russie aura bien mérité, non-seulement de l'Europe en général, mais en particulier de la Prusse elle-même.

En effet, bien des raisons doivent recommander à la Prusse de ne pas pousser les choses à l'extrême. Il est certain que la grande prépondérance militaire que cet État s'est acquise récemment, l'organisation de son armée qui lui permet de mettre rapidement sur pied des forces formidables, la supériorité de son armement, enfin la surexcitation du sentiment national en Allemagne lui créeraient des ressources précieuses en cas de guerre avec son voisin d'outre-Rhin. Mais il ne faut pas oublier, d'un autre côté, que l'explosion du malaise contenu qui travaille la France déchaînerait sur l'Europe entière des conséquences impossibles à calculer. Le Cabinet de Berlin ne devrait pas non plus perdre de vue la supériorité maritime de la France, qui exposerait les côtes prussiennes aux plus grands dangers, et qui, en obligeant la Prusse à des diversions puissantes pour se garantir d'une invasion du côté de la mer, l'empêcherait par cela même de couvrir de forces suffisantes le midi de l'Allemagne.

Nous pensions qu'il serait utile de rappeler ces considérations au Cabinet prussien et que le Cabinet impérial de Russie, mieux que personne peut-être, pourra les faire valoir auprès de lui, sans courir risque de choquer ses susceptibilités.

Veillez, monsieur le Comte, entretenir M. le Vice-Chancelier dans le sens de la présente dépêche et me rendre compte, le plus promptement possible, de la manière dont il aura accueilli vos observations.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEÜST.

N° 13. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 17 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Nous désirons trop le maintien de la paix, pour ne pas nous réjouir très-vivement de l'accueil favorable qu'ont reçu des deux puissances le plus directement intéressées nos démarches médiatrices au sujet du conflit luxembourgeois. D'après nos rapports, le comte de Bismarck voit dans la proposition de réunir le Luxembourg à la Belgique, mais en rendant à la France les portions de territoire aujourd'hui belges annexées au royaume des Pays-Bas en 1815, un compromis acceptable pour la Prusse, et d'après les rapports de notre Ambassadeur à Paris, le marquis de Moustier n'a pas fait moins bon accueil à cette proposition.

Nous avons salué avec une satisfaction sincère les espérances de paix que ces nouvelles nous permettent de concevoir, et vous ne manquerez pas de l'exprimer à M. le président du conseil au nom du Cabinet impérial.

Vous voudrez bien aussi en même temps insister avec persévérance sur l'acceptation définitive de la solution présentée, et combattre avec toute la chaleur et la résolution possibles les velléités belliqueuses qui pourraient, contre toute espérance, se mettre en travers d'une résolution aussi salutaire.

Mettons-nous un instant à la place de la Prusse. Nous comprenons parfaitement que cette puissance, en cas de guerre, puisse trouver de forts motifs de confiance dans la force, le bon état, le moral relevé et l'armement supérieur de son armée, et nous ne nous dissimulons pas non plus que le sentiment national, surexcité dans le sud comme dans le nord de l'Allemagne et comprimant tous les éléments d'opposition, lui assurerait un appui efficace. Mais nous croyons, d'autre part, devoir attacher le même prix au moins aux considérations qui font paraître une guerre de la Prusse contre la France comme une entreprise offrant de grands risques. Une explosion du mécontentement jusque-là péniblement contenu de la nation française peut entraîner les plus grands dangers politiques et sociaux, et quoique ces dangers soient communs à toute l'Europe, ce serait la Prusse qui aurait à résister aux premiers effets de cette violente tempête. La France a en second lieu un avantage marqué par sa flotte, qui cette fois, nonobstant le trident britannique, jouerait un rôle qui ne s'est jamais présenté dans les anciennes guerres franco-allemandes, et occuperait une partie assez

considérable des forces de la Prusse. Par cette diversion la Prusse serait, en troisième lieu, empêchée de prêter à temps et d'une manière suffisante aux États du Sud l'appui qu'elle leur a garanti par des traités formels : tous ces dangers et désavantages sont d'une nature telle que la Prusse ne saurait les écarter au moment décisif par une alliance avec la Russie.

On devra certainement accorder que ces circonstances font pencher assez fortement la balance en faveur de la France. Si nous avions en vue d'exercer une politique de représailles contre la Prusse, nous devrions plutôt être tentés d'attiser le feu que de l'éteindre. En cherchant, au contraire, activement à maintenir la paix, en conseillant à la cour de Berlin de faire à la France les concessions devenues nécessaires, nous ne pouvons donner une meilleure preuve que nous sommes insensibles à toute suggestion de ce genre, et vous pourrez en toute sincérité demander au comte de Bismarck de le reconnaître.

Le ministre dirigeant de Prusse nous dira sans doute qu'une alliance étroite avec l'Autriche lui serait, en ce moment, plus agréable encore que les bons offices par lesquels nous cherchons à préserver l'Europe du malheur d'une guerre nouvelle.

Vous savez ce que nous pensons de cette grave question. Je n'ai pas besoin de vous répéter que nous devrions mettre à notre aide un prix proportionné ; d'ailleurs le comte de Bismarck le reconnaît lui-même. Mais il a aussi certainement l'esprit assez libre pour reconnaître que nous ne sommes pas en position de fixer ce prix, qui devrait au contraire nous être offert. Ce n'est point fierté de notre part, mais uniquement une conséquence naturelle de la situation donnée, notamment de la grande position que la Prusse a prise en Allemagne depuis la paix de Prague et à laquelle nous ne pouvons ni ne voulons avoir l'air d'opposer aucune prétention quelconque déterminée.

Je ne vous cacherai pas que le baron de Werther m'a entretenu, il y a quelques jours, comme M. de Bismarck l'a fait à votre égard, du désir de reconstituer une grande alliance austro-allemande. J'ai même entendu de sa bouche des paroles qui paraîtraient indiquer que l'Autriche devrait regagner en Allemagne sa position perdue ; mais comment pouvais-je répondre à cela autrement qu'en demandant si l'on songeait en Prusse à un retour à l'ancienne Confédération ? On doit comprendre sans doute à Berlin tout ce qu'il y a de sérieux dans cette question, en ce sens que c'est l'affaire de la Prusse de sortir des vaines généralités et de nous dire sur quelle base reposerait la nouvelle Confédération désirée, afin de voir si l'Autriche pourrait y trouver pour sa sûreté, son influence et son intérêt d'aussi bonnes

conditions, et, à raison de son alliance avec la Prusse, de meilleures conditions même que dans la Confédération ancienne.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que la présente dépêche est destinée seulement à vous servir de guide pour les communications verbales que vous aurez ultérieurement à faire, et je répéterai en terminant que vos efforts doivent tendre surtout à développer le germe déjà existant d'une solution pacifique de la question luxembourgeoise.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 14. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Télégramme.)

Paris, le 17 avril 1867.

Le Gouvernement français s'est décidé à accepter préalablement notre première proposition, l'évacuation de Luxembourg par la Prusse, si Votre Excellence peut arriver avec les autres puissances à une prompt solution dans ce sens. Le motif pour lequel la seconde alternative a été écartée, c'est que l'on ne veut pas avoir l'air de chercher dans le conflit actuel un agrandissement pour la France.

N° 15. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 18 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

.....
En examinant nos deux propositions de médiation, l'Empereur me dit :

« Malgré toute la bienveillance pour nous que je rencontre dans votre seconde proposition, je me suis décidé à la refuser provisoirement. Il ne faut pas que nous compliquions la question — la Belgique et la Hollande pourraient faire des difficultés, et je ne veux pas avoir l'air d'avoir poursuivi un but de conquête ou d'agrandissement en négociant la question du Luxembourg. »

L'Empereur me pria de vous faire connaître immédiatement sa résolution afin que vous vous borniez à soutenir votre première proposition.

.....

Dans tous les cas l'Empereur se contentera de l'évacuation de la forteresse de Luxembourg, ne me cachant pas que la France ne pourrait pas à la longue souffrir que les Prussiens y restent.

Recevez, etc.

Signé : METTERNICH.

N° 16. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 18 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

.
Le baron de Budberg a apporté aujourd'hui un télégramme du prince Gortchakoff contenant :

1° L'assurance que la Russie ne s'était engagée en quoi que ce soit envers la Prusse et qu'elle gardait son entière liberté d'action.

2° Une demande au sujet de notre proposition n° 2.

M. de Moustier a répondu en remerciant de ce que le prince Gortchakoff veuille bien le rassurer sur ses engagements envers la Prusse, et en annonçant à M. de Budberg que l'Empereur préférerait s'en tenir à notre première proposition, qu'il serait très-heureux de voir accueillie par la Russie et *activement appuyée*.

Recevez, etc.

Signé : METTERNICH.

N° 17. Le comte Apponyi au baron de Beust.

(Télégramme.)

Londres, le 18 avril 1867.

D'après une dépêche communiquée ici, il y a trois jours, par le comte Bernstorff, la Prusse refuse décidément d'évacuer Luxembourg. Lord Stanley considère en conséquence comme superflu de se prononcer sur les deux combinaisons proposées avant d'avoir le dernier mot du comte de Bismarck.

N° 18. Le baron de Beust au prince de Metternich, au comte Apponyi et au comte de Revertera, à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg.

(Télégramme.)

Vienne, le 18 avril 1867.

Comme le voyage du comte de Tauffkirchen peut donner lieu à des commentaires erronés, je vous informe que le Gouvernement impérial, désireux de contribuer autant qu'il est en son pouvoir au maintien de la paix, n'est pas disposé à sortir de sa réserve, et qu'il garde au contraire son entière liberté d'action vis-à-vis de la Prusse comme vis-à-vis de la France.

N° 19. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

(Télégramme.)

Vienne, le 20 avril 1867.

D'après les rapports du prince de Metternich, le Gouvernement français s'est enfin décidé à ceci : que des deux solutions de la question luxembourgeoise proposées par nous, ce n'est pas la seconde, échange de territoire avec la Belgique, mais la première, conservation du Luxembourg à la Hollande, évacuation et démolition de la forteresse, qui pourrait être acceptée par la France.

Le rapport suivant de notre ambassadeur, dont il vous est adressé copie ci-incluse pour votre seule information personnelle, vous apprendra que l'Empereur Napoléon personnellement s'est nettement prononcé dans ce sens.

En conséquence, comme, entre le comte de Bismarck et vous, il n'a pas été question jusqu'ici de la seconde, mais de la première de ces alternatives, le fil de notre œuvre de médiation se trouve interrompu, et il devient important de savoir si le comte de Bismarck, par la faveur prononcée avec laquelle il a accueilli l'idée d'une réunion du Luxembourg à la Belgique contre la cession de quelques districts belges à la France, a voulu exclure la proposition d'une neutralisation du Luxembourg entre les mains de la Hollande, ou si cette dernière proposition, quand elle lui sera présentée, accompagnée de l'adhésion de la France, lui paraîtra un moyen acceptable de paix.

Il serait réellement difficile de comprendre que ce dernier cas

ne fût point admis, car pourquoi la Prusse préférerait-elle vider le différend plutôt avec une acquisition de territoire par la France que sans cette acquisition?

Votre Excellence aura en conséquence à diriger dès à présent toute son attention sur l'acceptation de la proposition n° 1, du 9 de ce mois.

Il est vrai que l'Empereur Napoléon n'a pas encore acquis de droit parfait sur Luxembourg et qu'ainsi il n'a point à y renoncer. Que la Prusse, de son côté, ait un droit de rester à Luxembourg, après la dissolution de la Confédération germanique, contre le vœu du Roi de Hollande, ce n'est rien moins que clair. Si, donc, une des parties renonce à une affaire à demi conclue, l'autre à un droit dans tous les cas à moitié perdu, et que toutes les deux abandonnent au Roi de Hollande, comme ayant la principale autorité, la décision à prendre sur la forteresse de Luxembourg, il ne peut plus être question de condescendance exclusive d'aucun côté, et il faut avouer, ce semble, qu'on ne saurait trouver de termes plus corrects de solution pacifique. J'attends un prochain rapport.

Recevez, etc., etc.

**N° 20. Le baron de Beust au comte de Revertera
à Saint-Petersbourg.**

Vienne, le 21 août 1867.

Monsieur le Ministre,

Depuis que mes dépêches du 16 de ce mois vous ont été expédiées, des données nouvelles sont venues modifier, jusqu'à un certain point, nos appréciations relativement aux dispositions que notre offre de médiation a rencontrées auprès de deux puissances directement engagées dans la question du Luxembourg.

La première impression du ministre des affaires étrangères de France avait été, je vous l'ai dit, plus favorable à la seconde des deux alternatives proposées par le Cabinet impérial. Nos informations les plus récentes nous donnent toutefois lieu de penser qu'un examen plus approfondi a fait pencher le Cabinet des Tuileries pour la première des deux combinaisons, et cela par ce motif que la seconde lui semble impliquer le danger de se voir taxer d'une arrière-pensée d'agrandissement territorial qu'il répudie aujourd'hui sans détour.

D'un autre côté, nous ne sommes pas encore édifiés sur la manière dont notre proposition n° 1 est envisagée par le Cabinet de Berlin, qui, jusqu'à ce moment, ne s'est prononcé que sur celle n° 2 dans les termes que vous connaissez.

Le comte Wimpffen est chargé de faire une nouvelle démarche pour provoquer de la part du Cabinet prussien les explications qui font encore défaut.

Néanmoins nous ne saurions nous empêcher dès à présent de prier le Cabinet impérial de Russie de vouloir bien prendre en considération que l'Europe peut, à bon droit, regarder comme étant de son ressort la question de savoir si, les rapports du grand-duché de Luxembourg avec l'ancienne Confédération germanique ayant cessé d'exister et le grand-duché étant, de l'aveu même de M. le comte de Bismarck, libre d'entrer ou de ne pas entrer dans une nouvelle fédération, si, dis-je, dans ces circonstances, il n'appartient pas au Roi grand-duc, dans l'exercice désormais illimité de son droit de souveraineté, de se prononcer sur le droit de garnison de la Prusse à Luxembourg, et si, tout en restant le maître d'autoriser la continuation de cette occupation, en supposant qu'il le jugeât à propos, il ne lui est pas également permis d'en demander la cessation, dans le cas où il croirait pouvoir se passer de cette garantie.

Quant à la sécurité des frontières allemandes, autre point de vue qui a, dans le temps, décidé les puissances à consacrer le droit de garnison de la Prusse à Luxembourg, déclaré place fédérale par les stipulations antérieures, il y aurait lieu d'examiner, selon nous, si cet intérêt ne serait pas suffisamment sauvegardé par la démolition des ouvrages de fortification de Luxembourg, mesure qui serait la conséquence naturelle de la neutralisation du grand-duché, et qui, en garantissant l'Allemagne du danger d'une invasion française, mettrait en même temps à couvert la dignité de la Prusse.

Dans le cas où les puissances tomberaient d'accord pour résoudre affirmativement cette double question, ce qui reviendrait à adopter la première des deux combinaisons que nous avons proposées pour bases de notre médiation, la paix nous semblerait assurée, puisque l'Empereur des Français nous a fait déclarer positivement qu'il renonçait à tout accroissement de territoire pour la France, et qu'il serait prêt à faire le sacrifice des droits qu'il dit tenir de ses transactions directes avec le Roi Guillaume III, pourvu que la Prusse, de son côté, renonçât à ses prétentions sur le droit de garnison à Luxembourg.

L'assentiment des autres gouvernements étant plus que probable, il ne resterait donc qu'à obtenir celui du Cabinet de Berlin, et la cour impériale de Russie, si elle veut bien employer à cet effet l'as-

cependant que lui donnent ses rapports d'amitié avec la Prusse, a peut-être le pouvoir de faire pencher la balance dans le sens de la paix.

Nous n'avons aucune raison de mettre en doute la sincérité avec laquelle le Gouvernement français se prête à la recherche d'une solution pacifique, en s'interdisant pour son compte tout avantage particulier, lors même qu'il y aurait déjà acquis des titres légitimes. La Prusse, croyons-nous, ne devrait pas rester en arrière de ces dispositions conciliantes, et son prestige n'aurait aucunement à en souffrir, si elle se désistait, de son côté, à bonnes enseignes, d'un droit devenu plus que contestable.

Il serait digne du Cabinet de Saint-Pétersbourg de plaider cette cause à Berlin. M. le Vice-Chancelier, en nous félicitant si gracieusement, par votre organe, de l'initiative que nous avons prise dans la question du jour, nous a donné le droit d'espérer qu'il ne sera pas insensible, lui aussi, à l'honneur qui doit revenir à ceux qui auront concouru à préserver le monde des calamités d'une guerre désastreuse.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 21. Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres.

(*Télégramme.*)

Vienne, le 22 avril 1867.

Nous abandonnons, sur le désir de l'Empereur Napoléon, la seconde alternative de notre œuvre de médiation et nous recommandons à Berlin l'acceptation du projet numéro 1. Votre Excellence s'emploiera, en conséquence, pour que ce dernier projet soit appuyé à Berlin par l'Angleterre.

N° 22. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 23 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Pour faire suite à mes dernières communications, je crois devoir vous signaler aussi le point de vue suivant comme de nature à être exposé dans vos prochains entretiens avec M. le comte de Bismarck.

Si l'on devait, à Berlin, considérer la solution de la question de Luxembourg comme dépendant de la disposition momentanée des esprits en Allemagne, la situation serait sans contredit très-grave, et la Prusse aurait devant elle une guerre qu'il lui faudrait faire, non pour la valeur de l'objet en litige ni par conviction, mais uniquement à cause d'une surexcitation éphémère. Le Gouvernement prussien doit être bien persuadé de la force de sa position pour céder, en présence de redoutables alternatives, à la crainte de produire une impression pénible d'un moment, plutôt que de consulter les intérêts permanents de la Prusse et de l'Allemagne.

Quiconque ne s'arrête point aux difficultés du jour et tourne ses regards vers l'avenir sera d'avis que cet intérêt ne réclame pas la guerre avec la France pour un droit de garnison d'une valeur secondaire, mais commande l'acceptation de la proposition de neutralisation et de désistement, à cette condition, de toute demande de compensation de la part de la France.

L'Empereur Napoléon a nettement déclaré que si les troupes prussiennes se retiraient de la forteresse, il abandonnerait toute poursuite d'annexion du Grand-Duché. Si l'on considère, en outre, que la séparation absolue du Luxembourg et des Pays-Bas est désirée en Hollande et y est déjà devenue une question populaire, on ne pourra douter que, dans un avenir peu éloigné, le Luxembourg ne se réunisse à l'Allemagne et ne se fasse admettre dans la Confédération du Nord. Ce pays frontière sera alors de nouveau définitivement acquis à l'Allemagne, et l'on pourra bien pourvoir encore autrement à la sûreté de celle-ci que par les murs de la citadelle de Luxembourg.

Nous ne pourrions vraiment nous expliquer pourquoi le Cabinet prussien ne se rangerait pas à cette opinion. Dans tous les cas, vous voudrez bien ne pas omettre d'appuyer des considérations ci-dessus vos démarches en faveur de la paix.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N^o 23. Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres.

Vienne, le 23 avril 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Ainsi que Votre Excellence le verra par la dépêche ci-jointe en copie que j'ai adressée le 20 de ce mois au comte de Wimpffen et par le rapport du prince de Metternich qui s'y trouve annexé, l'Empereur

Napoléon préfère ne pas compliquer la question du Luxembourg en y rattachant une acquisition territoriale pour la France. Il craint qu'une combinaison de ce genre ne rencontre de la résistance aussi bien en Hollande qu'en Belgique et n'excite quelque méfiance en Europe. L'Empereur Napoléon croit donc qu'on arrivera plus facilement à un arrangement pacifique et satisfaisant pour tous les intérêts engagés, si la France renonce à tout agrandissement et si les Prussiens abandonnent de leur côté le droit de garnison dans Luxembourg dont les fortifications seraient rasées.

Nous ne pouvons que rendre hommage à la modération et à l'esprit de conciliation dont l'Empereur Napoléon fait preuve dans cette circonstance. Comme je l'ai mandé à Votre Excellence par mon télégramme d'hier, nous laissons tomber en conséquence la combinaison marquée n° 2 dans la dépêche réservée que j'ai adressée le 8 de ce mois au prince de Metternich et nous employons nos bons offices à Berlin pour y faire accepter le projet n° 1.

Votre Excellence trouvera sous ce pli copie de la dépêche que j'ai écrite le 21 de ce mois au comte de Revertera afin qu'il engage le Gouvernement russe à soutenir auprès du Gouvernement prussien la transaction que nous proposons. Veuillez, Monsieur le Comte, agir dans le même sens auprès de lord Stanley et recommander à l'appui de l'Angleterre les efforts que nous tentons en faveur du maintien de la paix. Bien que le principal secrétaire d'État ait accueilli avec tant de réserve la communication que vous lui avez faite de notre projet de médiation, nous savons par le comte de Wimpffen que lord A. Loftus a été invité, en conséquence de notre démarche à Londres, à travailler activement auprès du Gouvernement prussien pour l'engager à se prêter à une transaction. L'Envoyé de Russie à Berlin est également déjà chargé par son Gouvernement d'agir dans le même sens. Nous avons donc lieu d'espérer quelque succès, et l'Angleterre se montrera sans doute plus disposée encore à seconder nos efforts, lorsqu'elle saura que l'adhésion de l'Empereur Napoléon paraît d'avance assurée à notre projet et que la Russie donne aussi des conseils de modération à la Cour de Prusse.

Pendant que nous essayons de trouver une solution pacifique qui mette fin à des difficultés menaçantes pour le repos de l'Europe, nous avons soin de toujours conserver notre entière liberté d'action et de ne contracter aucun engagement qui nous lierait vis-à-vis de la Prusse ou de la France.

En suivant cette conduite, nous pensons servir à la fois l'intérêt particulier de l'Autriche et la cause du maintien de la paix. La paix serait en effet plus près d'être compromise, si l'une des deux puissances croyait pouvoir compter sur notre alliance en cas de conflit.

Guidés par cette conviction, nous avons accueilli avec une certaine réserve les insinuations qui nous ont été faites de Berlin dans ces derniers temps. Votre Excellence en verra la preuve dans les deux dépêches également ci-jointes en copie, que j'ai écrites au comte de Wimpffen le 17 et le 19 de ce mois. Cette dernière vous donnera des informations détaillées sur la mission confidentielle du comte de Tauffkirchen, à laquelle se référerait mon télégramme du 18.

La présente dépêche et ses annexes ne sont pas de nature à pouvoir être communiquées au Gouvernement anglais. Votre Excellence pourra cependant, si elle le juge à propos, donner confidentiellement connaissance à lord Stanley de la dépêche adressée au comte Revertera. Quant aux autres pièces, elles fourniront seulement à Votre Excellence les matériaux nécessaires pour régler son langage et informer le principal secrétaire d'État de la direction imprimée à la politique du Cabinet impérial.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 24. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Télégramme.)

Paris, le 23 avril 1867.

On nous sait hautement gré de notre conduite. Le prince Gortchakoff a fait dire que l'Empereur Alexandre se mettait en correspondance directe avec le Roi de Prusse pour le maintien de la paix. On croit qu'à Berlin des idées plus pacifiques commencent à se faire jour.

N° 25. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Télégramme.)

Berlin, le 25 avril 1867.

Le comte de Bismarck ne s'est point encore prononcé pour une acceptation nette de la solution désormais adoptée par l'Empereur Napoléon. Cependant, il insistera d'autant plus pour l'adoption de cette proposition par le Roi, qu'elle exclut toute acquisition territoriale par la France. Il pose pour condition que l'initiative de la demande d'évacuation soit prise par la Hollande et que la neutralisation du Luxembourg soit garantie par les grandes puissances.

N° 26. Le prince de Metternich au baron de Beust.*(Télégramme.)*

Paris, le 25 avril 1867.

On s'en tient définitivement ici à votre proposition. On désirerait que le Gouvernement prussien, au cas où il consentirait à une solution pacifique, se décidât avant la réunion des Chambres prussiennes.

N° 27. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 26 avril 1867.

Monsieur le Comte,

Je profite du voyage du secrétaire d'ambassade baron de Walterskirchen pour vous exprimer ma satisfaction des espérances de paix que confirme votre télégramme d'hier, et pour vous communiquer une copie de la dépêche télégraphique reçue hier également de l'ambassade impériale de Paris.

Ainsi que vous le verrez, on attache du prix à Paris à ce que la décision pacifique qu'on attend de la Cour de Berlin ait lieu avant la réunion des Chambres prussiennes. Je ne saurais douter que le comte de Bismarck, de son côté, ne considère comme utile de hâter la solution de la question pendante, avant qu'une discussion parlementaire et la surexcitation qui en serait sans doute la conséquence viennent l'irriter davantage.

Si le comte de Bismarck pose pour condition que l'initiative de la proposition de neutralisation du Luxembourg vienne du Roi de Hollande, nous sommes parfaitement d'accord sur ce point, et nous nous emploierons volontiers, au besoin, pour que cette forme prévale. Nous ne prévoyons pas non plus de difficulté relativement à une garantie de neutralité du Luxembourg par les grandes puissances, et nous n'hésiterons pas, le cas échéant, à y prendre part. J'avoue, du reste, que, au point de vue de la Prusse, ce qui paraît important ou même seulement désirable, ce n'est pas un acte international de neutralisation du Grand-Duché, mais une renonciation formelle de la France à l'annexion du Luxembourg, ainsi que la démolition de la forteresse.

Un pays neutre ne peut pas entrer dans la Confédération du Nord, et la Prusse me paraît ainsi renoncer à une chance favorable, si, de

propos délibéré, elle isole dans une position à part, garantie par les grandes Puissances, un pays habité par une population allemande et qui appartient déjà au Zollverein. La neutralisation du Luxembourg se présente plutôt à mon esprit comme une condition, que le Cabinet de Berlin a des motifs d'accepter, il est vrai, mais non de poser lui-même. Et si, contre toute présomption, la garantie en question était poursuivie de l'autre côté, je ne saurais me rendre compte pourquoi la Prusse insisterait directement sur cette condition.

Vous auriez à vous prononcer dans ce sens, au cas où il serait opposé des prétextes quelconques contre une garantie européenne de la neutralité du Luxembourg.

Que l'on nous sache gré à Paris de notre action médiatrice, c'est ce que confirme le télégramme du prince de Metternich, et il y a là une double preuve : d'un côté, que la guerre n'est pas ici un parti pris ; et, en second lieu, que l'indépendance, que nous avons gardée avec le plus grand soin à l'égard des deux parties, n'a pas nui à nos bons rapports avec la France, mais a été hautement avantageuse à l'intérêt général de la paix et aussi aux intérêts véritables de la Prusse. Nous avons dit franchement au Cabinet de Berlin ce que nous pensions des propositions du comte Tauffkirchen ; mais je vous serai obligé de faire ressortir aussi, à l'occasion, catégoriquement que nous nous sommes réservé la même liberté d'action dans nos rapports avec la Prusse, et que la condition du succès d'une médiation, condition qui consiste en une position entièrement libre et impartiale du médiateur, a été remplie par nous de la manière la plus rigoureuse.

Il y a heureusement lieu d'espérer dès à présent que l'adhésion des intéressés principaux ne fera pas défaut non plus.

Je vous communique enfin, pour votre information personnelle, la copie d'une dépêche par laquelle je réclame la coopération du Cabinet de Saint-Petersbourg, à l'effet de décider la Prusse à accepter la proposition de paix. Le langage du comte de Stackelberg ne me permet pas de douter de l'accueil favorable que recevra cette invitation.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 28. Le comte de Revertera au baron de Beust.

Saint-Petersbourg, le 23 avril 1867.

Depuis que vous avez essayé, le premier, de faciliter une transaction entre les Puissances intéressées dans la question du Luxembourg, un souffle de paix et de conciliation semble dissiper les nua-

ges qui couvraient l'horizon politique. J'en puise la conviction dans le langage du prince Gortchacoff qui a subi depuis quelques jours une modification sensible.

Le télégramme du 14 courant, par lequel Votre Excellence me chargeait de demander son appui à la médiation proposée aux Cours de France et de Prusse, ne lui inspirait encore que bien peu de confiance. Il me pria de vous faire savoir, Monsieur le Baron, qu'il souhaitait à votre tentative tout le succès qu'elle mérite, mais qu'il ne croyait point devoir engager n'importe à quel degré la politique de la Russie avant que celle-ci fût appelée à se prononcer comme co-signataire du traité de 1839. C'est ce que je me suis empressé de mander par télégraphe ; je n'ai pas voulu cependant ajouter que le refus très-courtois de M. le Vice-Chancelier pouvait impliquer un doute dans les dispositions pacifiques des deux Cabinets de Berlin et des Tuileries. C'était là une impression personnelle, confirmée par le bruit des armements qui arrivait de tous côtés ainsi que par l'attitude de l'Envoyé de Prusse, qui me disait que le comte Bismarck n'est pas homme à ajourner la lutte s'il la croit inévitable dans un certain temps donné.

Il est vrai qu'une dépêche fort modérée fut presque à la même époque adressée à M. Benedetti, et le baron Tallevrand en donna confidentiellement lecture au prince Gortchacoff, mais les préparatifs de guerre continuaient en France, et le comte Bismarck les signalait comme un avertissement plus clair que les discours de M. Rouher et les dépêches du marquis de Moustier. Tout de même il donnait à entendre qu'il ne s'opposait pas à une solution de la question du Luxembourg, pourvu qu'elle soit radicale et ne diminue pas les garanties contenues pour l'Allemagne dans le traité de 1839.

C'est de cette déclaration que le prince Gortchacoff a pris acte pour proposer la réunion d'une conférence dans laquelle tous les signataires du traité invoqué auraient à examiner les intérêts en jeu, avec les moyens d'y satisfaire. Comme siège de cette conférence il proposa Londres, d'abord pour captiver le bon vouloir de l'Angleterre et parce qu'il croit qu'aucune des deux Cours de Paris et de Berlin n'aura à objecter contre ce choix.

Quant à l'objet des délibérations, M. le Vice-Chancelier me dit qu'il désirait l'étendre à tous les projets existants ou qui seraient encore mis en avant : les deux de Votre Excellence aussi bien que ceux que pourrait formuler un autre Cabinet. Il admet que l'annexion du Luxembourg à la Belgique qui fait le fond de votre seconde proposition offrirait le plus d'avantages, mais il pense que la rétrocession à la France des territoires désignés dans votre dépêche n° 1 du 16 courant serait onéreuse à la Belgique sans contenter la France, qui

n'obtiendrait point par là un équivalent du prix qu'elle aurait à en payer pour indemniser le Roi des Pays-Bas.

Pour ce qui concerne enfin la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg, elle serait nécessairement placée sous la garantie collective de l'Europe, comme l'est celle du royaume de Belgique, et dans ce cas il serait peut-être inutile de démanteler la forteresse, qui deviendrait une sauvegarde de la neutralité belge. On éviterait par là une nouvelle dépense considérable à ajouter à toutes celles qui ont été faites pour construire les fortifications encore inachevées de Luxembourg; la démolition, d'après des avis compétents, ne coûterait pas en effet moins d'un million de thalers, une grande partie des batteries étant taillées dans le roc.

En somme, le prince Gortchacoff, qui était extrêmement alarmé, il y a quelques jours, envisage aujourd'hui la situation comme moins sombre. J'espère qu'il en sera encore ainsi quand ce rapport sera mis entre les mains de Votre Excellence.

Veuillez, etc., etc.

Signé : REVERTERA.

N° 29. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 27 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai fait part, en résumé, à M. de Moustier de ce que vous avez bien voulu me mander concernant les instructions données au comte de Wimpffen.

Le Ministre s'est montré fort touché de vos efforts en faveur de la paix, ainsi que de votre attitude si loyale et si amicale pour la France, et m'a prié de vous en transmettre tous ses remerciements.

J'ai cité à M. de Moustier les expressions si nettes dont vous vous servez à Berlin, pour y faire comprendre à quel point une solution dans le sens d'une renonciation simultanée de droits également contestés dans la question du Luxembourg serait logique, correcte et désirable.

Signé : METTERNICH.

N° 30. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

Berlin, le 26 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Le comte de Bismarck est de retour de Poméranie depuis avant-hier et m'a reçu hier à midi.

Je lui ai dit ce que, du reste, il avait déjà appris d'autres sources, quoique d'une manière moins positive, que l'Empereur Napoléon s'était définitivement arrêté à la première des solutions de la question de Luxembourg proposées par nous : conservation du Luxembourg entre les mains de la Hollande, évacuation et démolition de la forteresse.

Après avoir, conformément à la dépêche de Votre Excellence du 20 de ce mois, dont j'ai lu le passage la plus saillant, exposé les raisons qui, au point de vue prussien, font paraître désirable l'acceptation de cette combinaison, j'ai demandé au comte de Bismarck si, animé de sincères sentiments pacifiques, ce dont je ne doutais pas et ce qui n'avait jamais été mis en doute, il ne serait pas disposé à accueillir favorablement, comme il l'avait fait pour notre seconde proposition : échange de territoire avec la Belgique, une solution qui avait déjà obtenu l'assentiment du Gouvernement français, et qui contenait une concession non à dédaigner, à savoir que la France renonçait pour elle à toute acquisition de territoire.

Le comte de Bismarck m'a répondu que, n'ayant en vue avant tout et surtout que le maintien de la paix, il n'avait nullement voulu, par l'acceptation de notre seconde proposition, exclure la première, à laquelle il reconnaissait cet avantage, qu'il ne s'y rattache aucune acquisition de territoire pour la France ; qu'en conséquence, il se prononçait personnellement pour son adoption, mais qu'il ne pouvait donner de réponse officielle avant de connaître exactement l'avis du Roi et d'avoir obtenu son agrément, et tant qu'on n'aurait pas réussi à y gagner l'opinion publique en Allemagne.

Le comte de Bismarck croit bien au désir personnel de l'Empereur Napoléon de conserver la paix ; mais il pense qu'il est entraîné vers la guerre par les circonstances et l'état de l'opinion en France, qui lui sont représentées par son entourage, non pas tels qu'ils sont en réalité, mais sous des couleurs irritantes, et que le Luxembourg n'est qu'un prétexte pour des dessins ultérieurs. Il a parlé avec une grande animation des préparatifs continus de la France, en présence desquels la Prusse, qui jusqu'ici n'a pris aucune mesure et qui voudrait éviter tout ce qui aurait un air provoquant, ne pourrait à la fin rester

plus longtemps en arrière. Le ministre s'est plaint aussi du langage de feuilles officieuses de Paris; mais je lui ai fait remarquer, à cette occasion, que certains articles de la *Gazette universelle de l'Allemagne du Nord* et de la *Gazette de la Croix* n'étaient pas de nature non plus à contribuer à un apaisement des esprits.

Partant toujours, de nouveau, de la conviction que la solution pacifique proposée devait, pour en assurer le succès, être saisie et exécutée rapidement, je revins sur la question des préparatifs d'ornements qui, si elle prenait jamais le dessus, au milieu d'une situation déjà fort tendue, rendrait presque impossible toute conciliation. Je citai à ce sujet les exemples si tristes pour nous des années de guerre 1859 et 1866, et le comte de Bismarck ne put s'empêcher de reconnaître la justesse de mes appréhensions sous ce rapport.

Agréez, etc., etc.

Signé: WIMPFEN.

N° 31. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Télégramme.)

Paris, le 26 août 1867.

Les conditions que le comte de Bismarck a posées au comte de Wimpffen ne soulèveront ici aucune difficulté. Inutile de dire que je les ai présentées comme facilitant la solution.

N° 32. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 27 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Au reçu de votre télégramme concernant les demandes formulées par M. de Bismarck, je me suis rendu chez l'Empereur, qui a bien voulu m'accorder tout de suite quelques minutes d'entretien. J'ai dit à Sa Majesté que je désirais, dans l'intérêt de notre médiation pacifique, savoir si la France consentirait que la demande d'évacuation fût formulée par la Hollande, et que la neutralité du Luxembourg fût garantie par les puissances. J'ai ajouté que certains propos tenus par M. de Bismarck nous faisaient espérer que sur ce terrain un arrangement ne deviendrait peut-être pas impossible.

L'Empereur parut très-satisfait d'apprendre que nous ne désespérions pas de réussir à empêcher la guerre, et accepta immédiatement et presque chaleureusement la base que je venais de lui indiquer.

Agréez, etc., etc.

Signé : METTERNICH.

N° 33. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

Berlin, le 28 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

La nouvelle que l'Empereur Napoléon accepte la garantie des puissances pour le Luxembourg a été saluée par le comte de Bismarck en ces termes : sous ces conditions je considère la paix comme assez assurée.

J'ai voulu amener le président du Conseil à formuler une acceptation expresse de la base de paix actuellement existante; mais je n'ai obtenu là-dessus que des protestations confidentielles, rien qui fût un engagement; en revanche, il a nettement adhéré au moyen proposé de la réunion d'une conférence, pour lequel les Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres se seraient déjà prononcés, et qu'il est, lui aussi, disposé à adopter, dès que l'invitation lui en aura été faite par les trois grandes puissances, soit séparément, soit dans une démarche collective.

Il donnera immédiatement suite à cette invitation; mais il veut qu'on se réunisse *sans base arrêtée d'avance*; il reconnaît le principe de la médiation et en acceptera le résultat; toutefois, il ne veut pas faire à la France la concession qui lui est demandée, à savoir l'évacuation de la forteresse, ce qu'en toute circonstance il pourrait faire directement, mais au Grand-Duc de Luxembourg, dans une Conférence des grandes puissances, et si garantie de la neutralité du pays lui est donnée par elles.

Le comte de Bismarck tiendra à la Conférence, et il m'a paru qu'il ne doutait point de l'adhésion de l'Empereur Napoléon.

Convaincu de l'impossibilité de trouver un autre moyen de conciliation, il me paraît fortement commandé, dans l'intérêt du succès des efforts pacifiques, dont l'initiative et la pensée appartiennent au Cabinet impérial, de profiter du moment et des dispositions favorables ici et à Paris, en obtenant que les grandes Puissances s'unissent le plus promptement possible pour inviter en commun à une Conférence destinée à préparer la solution de la question du Luxembourg, sans poser néanmoins de base précise de paix. On rencontrera peut-être des dif-

ficultés dans l'hésitation prudente de lord Stanley, qui, d'après un télégramme du prince Gortchakoff, parvenu hier soir à M. d'Oubril, pourrait bien mettre à son concours la condition, que le résultat de la Conférence fût préalablement reconnu obligatoire par les deux parties. Il ne me paraît pas qu'il faille montrer une trop grande hésitation si l'on veut profiter du moment, quoique je ne méconnaisse point, d'ailleurs, qu'il pourrait entrer dans les vues du comte de Bismarck de faire une tentative dans la conférence, à l'effet d'obtenir d'amples garanties pour la consolidation de son œuvre allemande; mais, abstraction faite de ce qu'une semblable tentative, en vue de l'Europe et en notre présence, serait moins dangereuse que par une entente directe avec la France, le danger en est amoindri par cette circonstance, que le comte de Bismarck, ainsi que je l'apprends, n'envisage pas sans crainte la possibilité que nous évoquions à Londres le traité de Prague....

Le président du Conseil m'a répété, à cette occasion, qu'il considérait la paix comme à peu près assurée, n'étaient les préparatifs de la France, qui, à cause surtout de leur caractère ostensible, mettraient bientôt le Gouvernement du Roi dans la nécessité d'en faire autant.

Agréez, etc.

Signé : WIMPFEN.

N° 34. Le comte Apponyi au baron de Beust.

(Télégramme.)

Londres, le 27 août 1867.

Le projet d'une Conférence n'est pas très-bien vu ici; du moins désire-t-on que les bases en soient posées d'avance, et l'on veut attendre les détails des propositions connues ici hier.

N° 35. Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres.

(Télégramme.)

Vienne, le 29 avril 1867.

Si l'on veut éviter que la question des préparatifs militaire n'empire la situation, il faut que la Conférence se réunisse sans délai. J'ai lieu de penser qu'à Paris on partage ce sentiment. Insistez pour que l'Angleterre accepte la Conférence avec ou sans base. Nous proposons que chacune de ces puissances, l'Autriche, l'Angleterre et la Russie, adresse une invitation télégraphique à Paris, à Berlin et à la Haye, sans

en concerter préalablement les termes. Seulement les Ambassadeurs devraient être avertis d'avoir à agir simultanément.

N° 36. Le comte Apponyi au baron de Beust.

(Télégramme.)

Londres, le 29 avril 1867.

Le Gouvernement anglais accepte sans réserve la Conférence à Londres. Lord Stanley n'élève aucune objection contre l'invitation collective ou l'invitation séparée; mais il préfère l'initiative du Roi Grand-Duc et envoie ce soir une circulaire dans ce sens.

N° 37. Le comte de Revertera au baron de Beust.

(Télégramme.)

Saint-Pétersbourg, le 29 avril 1867.

Comme le Cabinet de Londres ne reconnaît qu'au Roi des Pays-Bas le droit de convoquer une Conférence au sujet du Luxembourg, ce souverain a été prié par l'Empereur de Russie de remplir cette formalité. Le prince Gortchakoff espère qu'aujourd'hui même, dans la soirée, l'invitation du Roi parviendra aux signataires du traité de 1839. En présence des préparatifs de la France, le comte de Bismarck ne croit pas pouvoir attendre plus longtemps sans se préparer à la guerre. Le baron Brunnow est déjà autorisé à prendre part à la Conférence.

N° 38. Le comte Apponyi au baron de Beust.

Londres, le 30 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

La nouvelle phase politique dans laquelle vient d'entrer la question du Luxembourg, par suite du succès des démarches de Votre Excellence, secondées par les Cabinets russe et anglais, me dispense de vous rendre compte, Monsieur le Baron, de l'entretien que j'avais eu avec lord Stanley sur le contenu de la dépêche du 23. Le Ministre attendait alors une réponse aux pressantes représentations qu'il avait

adressées au Cabinet de Berlin, et il déclinait de discuter aucun plan de médiation, avant de savoir si le Gouvernement prussien maintenait, ou non, son refus absolu d'évacuer la forteresse.

Lord Stanley, d'après la dernière dépêche dont le comte de Bernstorff lui avait donné lecture, conservait peu d'espoir d'un résultat favorable, et considérait, en cas de refus, le rôle de l'Angleterre comme terminé, étant bien décidé à ne plus se mêler de l'affaire et à maintenir la plus stricte neutralité dans le conflit qui allait surgir.

Le prince de la Tour d'Auvergne qui, malgré son état de souffrance, a déployé dans ces derniers temps une grande activité, rend pleine justice au bon vouloir empressé témoigné par la Reine et par lord Stanley en faveur de la cause de la paix; mais il attribue la plus large part dans la réussite aux efforts zélés et persévérants du Cabinet impérial, dont la conduite amicale, à ce que mon collègue ne cesse de me dire, est vivement appréciée à Paris.

Agréez, etc., etc.

N° 39. Le comte Apponyi au baron de Beust.

Londres, le 30 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Je sors à l'instant de chez lord Stanley et je n'ai que le temps de vous mander succinctement le résumé de notre entretien. Le Ministre, quoiqu'il ne semble pas partager vos craintes que la question du désarmement pourrait venir compliquer la situation, est pénétré de la nécessité de hâter la réunion de la Conférence et pense que deux ou trois séances suffiront pour la terminer.

Il abandonne entièrement son objection contre l'absence d'une base préalable fixée d'avance, les promesses si explicites du Cabinet prussien d'accorder l'évacuation lui offrant une sécurité suffisante.

Mais Sa Seigneurie a été moins affirmative dans ses réponses lorsque je lui ai demandé s'il était bien entendu que l'Angleterre assumerait sa part dans la garantie de la neutralité du Luxembourg. Il m'a dit que je devais savoir combien toute obligation de ce genre était impopulaire en Angleterre et quelles fortes objections une nouvelle garantie à assumer rencontrerait, par conséquent, dans l'opinion publique.

Par ces motifs, et se considérant personnellement comme le *Trustee* des intérêts britanniques, il ne pouvait prendre l'engagement

de défendre la neutralité du Luxembourg les armes à la main, si telle était l'interprétation donnée au mot *garantie*. Mais il pense que ce mot peut être évité et qu'un engagement pris par les Grandes Puissances de *respecter la neutralité du Luxembourg* pourrait suffire. Ce serait là une *garantie morale* que l'Angleterre est prête à partager et qui atteindrait le même but, puisqu'elle mettrait la neutralisation à l'abri de toute atteinte. A quoi serviraient d'ailleurs, le cas échéant, les quarante ou cinquante mille hommes de l'Angleterre, contre des Puissances qui en ont quatre ou cinq cent mille? « Nous n'avons jamais eu la prétention, poursuivit lord Stanley, de jouer sur le continent le rôle de Puissance militaire. Nous sommes un État maritime, nous avons de grands intérêts commerciaux et politiques à défendre en Belgique et c'est ce qui explique la garantie que nous avons assumée quant à ce royaume, qui, à nos yeux, se résume dans la position d'Anvers; mais le Luxembourg n'a pas pour nous la même importance, et voilà pourquoi nous voudrions nous borner dans cette affaire au minimum d'engagements indispensable pour assurer le maintien de la paix. »

Je fis observer à lord Stanley que M. de Bismarck ayant mis à l'évacuation la condition de la neutralisation *garantie par les Puissances*, il était à craindre que la réserve faite par l'Angleterre ne pût peut-être soulever des difficultés.

Sa réponse fut qu'il comprenait parfaitement que, si la Prusse n'était pas de bonne foi dans ses intentions pacifiques, elle pourrait profiter de ce prétexte; mais il se flatte qu'il n'en sera pas ainsi et qu'il n'y aura pas lieu à discuter cette délicate question, sur laquelle l'Angleterre ne pourrait guère faire des concessions.

Agréez, etc., etc.

Signé : APPONYI.

N° 40. Le baron de Beust au comte Apponyi, à Londres.

Vienne, le 3 mai 1867.

Monsieur le comte,

Mon télégramme du 1^{er} mai vous a informé que la Conférence au sujet de la question du Luxembourg devait se réunir à Londres le 7 de ce mois, et que l'Empereur, notre Auguste Maître, avait daigné vous désigner pour représenter l'Autriche dans cette circonstance.

J'ai l'honneur, en conséquence, de transmettre ci-après à Votre

Excellence les pleins pouvoirs qui l'autorisent à prendre part aux délibérations de cette Conférence, ainsi qu'à la signature des actes qui en constateront le résultat.

Mes communications antérieures auront mis Votre Excellence parfaitement au courant de la question soumise aux délibérations de la Conférence et des vues du Gouvernement impérial. Il ne me reste que peu de chose à ajouter à ces informations, afin de compléter les instructions dont Votre Excellence a besoin.

La principale préoccupation du Gouvernement impérial a été et reste encore de préserver la paix et de détourner ainsi de l'Europe entière les calamités de la guerre qu'une rupture ouverte entre la France et la Prusse aurait fait naître.

C'est là le seul but que nous poursuivons en cette occasion, car l'Autriche n'a, d'ailleurs, aucun intérêt particulier engagé dans la question qu'il s'agit de résoudre. Nous nous appliquons à cette tâche avec un complet désintéressement et la solution que nous préférons est celle qui offrira le plus de garanties solides pour le maintien de la paix.

Je puis me dispenser de retracer ici les causes qui menaçaient d'amener un conflit entre la France et la Prusse. Votre Excellence sait comment la dissolution de la Confédération germanique a provoqué l'examen de la situation dans laquelle ce fait laissait le Grand-Duché de Luxembourg et du droit que la Prusse exerçait de tenir garnison dans la ville de Luxembourg. Il s'agit aujourd'hui de régler cette double question d'une manière qui satisfasse également la dignité et les intérêts des Puissances que cette affaire concerne plus particulièrement. Les pourparlers confidentiels engagés depuis quelque temps ont produit ce résultat que la France et la Prusse ont toutes deux donné à entendre qu'elles acquiesceraient à une décision européenne qui, laissant le grand-duché de Luxembourg dans la possession du Roi de Hollande, comme Grand-Duc de Luxembourg, placerait ce pays dans les mêmes conditions de neutralité et sous les mêmes garanties que celles assurées au royaume de Belgique par les traités de Londres de 1831 et 1839.

Cette situation nouvelle faite au Grand-Duché rendrait inutile le maintien d'une garnison étrangère dans la ville de Luxembourg, dont les fortifications auraient par conséquent à être démantelées et détruites autant que la nature des lieux le permet.

La Conférence qui va se réunir est donc appelée à régler dans ce sens la question de Luxembourg et à consigner le résultat de ses délibérations dans un Acte formel qui sera placé sous l'égide du droit public européen.

Je crois encore devoir donner à Votre Excellence quelques indica-

tions sur la manière de procéder qui nous paraîtrait la plus convenable pour atteindre le but proposé.

Ce qui nous semblerait à la fois le plus rationnel et le plus propre à ménager les susceptibilités en jeu, ce serait que le Représentant du Roi de Hollande prit l'initiative au sein de la Conférence pour exposer l'état de la question et provoquer une décision des Puissances. Il aurait à expliquer que la dissolution de l'ancienne Confédération germanique a laissé le Grand-Duché de Luxembourg dans une situation précaire à laquelle il serait urgent d'aviser. Appartenant au Roi de Hollande, mais formant une possession entièrement indépendante et distincte de la Hollande, n'étant rattaché à ce pays ni par d'autre lien politique que la personne d'un même Souverain, ni par une contiguité territoriale, le Grand-Duché, dans son état d'isolement, est un territoire dont la défense est difficile pour son Souverain, tandis que sa position géographique lui donne une importance politique et stratégique incontestable. Il serait donc dans l'intérêt bien entendu de l'Europe, afin d'écarter une cause de difficultés futures, de mettre le Grand-Duché à l'abri de toute contestation possible, en proclamant sa neutralité à l'instar de celle de la Belgique, et en plaçant cette neutralité sous la garantie des Grandes Puissances. Si cette proposition était accueillie, elle rendrait désormais inutile l'occupation de la ville de Luxembourg par des forces militaires et la place pourrait être démantelée. En faisant cette observation, le Représentant du Roi de Hollande devrait constater les services rendus jusqu'ici par la garnison prussienne au maintien de l'ordre et de la paix.

Le Représentant prussien prendrait alors la parole pour informer la Conférence que son Souverain ne se refuserait pas à seconder, pour sa part, la réalisation du projet mis en avant par la Hollande et qu'il serait prêt à retirer ses troupes de la ville de Luxembourg, si la Conférence proclamait la neutralité du Grand-Duché et plaçait cette neutralité sous la garantie collective des Grandes Puissances.

Il ne resterait alors à la Conférence qu'à faire connaître son adhésion aux vues exprimées par le Représentant de la Hollande et à prendre acte de la déclaration du Représentant de la Prusse. L'Acte final serait rédigé soit sous la forme d'un simple protocole, soit sous celle d'un traité, si la majorité des Puissances préfère donner une sanction plus solennelle aux décisions de la Conférence. Nous n'aurions point d'objection contre cette dernière forme, et Votre Excellence est éventuellement autorisée à signer un traité conforme aux principes que je viens d'énoncer plus haut. Ce qui nous importe avant tout, c'est que la Conférence accomplisse sa tâche le plus promptement possible, afin de prévenir les incidents et les dissidences qu'une longue délibé-

ration peut provoquer. J'invite particulièrement Votre Excellence à y appliquer tous ses soins et à exercer dans ce sens l'influence du Gouvernement impérial.

Pour mieux atteindre ce but il me paraîtrait essentiel de toujours placer en première ligne la question de la neutralisation du Grand-Duché et de n'aborder qu'en seconde ligne, et comme un simple corollaire de cet arrangement, l'abandon du droit de garnison des Prussiens dans la forteresse. C'est ainsi qu'on pourra éviter le mieux toute discussion de nature à froisser les susceptibilités prussiennes et à raviver les chances de conflit. Vous voudrez bien remarquer qu'en recommandant ce mode de procéder nous cherchons en général autant que possible à tenir à l'écart la question épineuse du droit. Si cependant contrairement à nos intentions elle était abordée, Votre Excellence ne pourrait pas s'empêcher de se prononcer nettement suivant l'opinion que, d'après nos dépêches antérieures, elle sait être celle du Cabinet impérial. Il nous est impossible de reconnaître à la Prusse une prétention légitime à occuper la ville de Luxembourg, et je recommande à votre attention les données qui se trouvent renfermées dans l'annexe. Votre Excellence saura toutefois faire valoir cette opinion avec tous les ménagements possibles, et il lui sera facile de faire ressortir les circonstances qui pourraient expliquer l'hésitation de la Prusse à retirer sa garnison. Ce n'était pas à elle à repousser par cet acte les tendances possibles du Grand-Duché à se rallier à la Confédération du Nord, et le Roi Grand-Duc, en s'abstenant, après la dissolution de l'ancienne Confédération, de prendre l'initiative d'une explication nette et ferme avec le Cabinet de Berlin et les autres Puissances sanctionnait tacitement la continuation de l'ancien ordre des choses. La Prusse en s'exécutant aujourd'hui, malgré les difficultés que devaient lui préparer les derniers incidents, fait un sacrifice au repos de l'Europe tout autant que la France qui, de son côté, renonce à une acquisition de territoire, non encore parfaite, il est vrai, mais que notoirement elle doit abandonner par suite de l'opposition d'une Puissance voisine.

La Conférence devant se réunir à Londres nous présumons que, selon l'usage, la présidence en sera dévolue à lord Stanley qui sera chargé de représenter l'Angleterre.

Recevez, etc., etc.

N° 41. Le baron de Beust au comte Apponyi, à Londres.

(Télégramme.)

Vienne, le 7 mai 1867.

Si la Conférence n'est pas encore ouverte, insistez pour qu'on se hâte. Les préparatifs français auront autrement pour conséquence une mobilisation en Prusse.

N° 42. Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres.

Vienne, le 21 mai 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai reçu successivement et j'ai lu avec beaucoup d'intérêt les rapports que Votre Excellence m'a adressés sur les séances de la Conférence réunie à Londres pour régler la situation du Grand-Duché du Luxembourg.

Le texte du traité dont Votre Excellence m'a transmis par son rapport n° 40 du 13 de ce mois l'exemplaire destiné au Gouvernement impérial répond entièrement à notre attente, et je constate avec plaisir que les stipulations de cet Acte international concordent exactement avec le programme que j'avais esquissé.

Le Gouvernement impérial se félicite sincèrement de voir ainsi écartée une cause de préoccupation qui avait menacé un instant de prendre des proportions dangereuses pour le repos de l'Europe.

La satisfaction que nous en éprouvons est d'autant plus vive que nous croyons avoir considérablement contribué par notre attitude et nos démarches à l'heureux résultat qui affermit la paix, sans léser aucun intérêt.

Je m'empresse de faire parvenir à Votre Excellence les instruments de ratification dans le délai convenu et je La prie de m'informer si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a point élevé d'objection contre la demande des Plénipotentiaires luxembourgeois d'obtenir pour leur Gouvernement un instrument de ratification séparé, outre celui que le Gouvernement des Pays-Bas doit recevoir.

Agréé, etc.,

Signé : BEUST.

N^o 43. Le baron de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin.

Vienne, le 28 mars 1867.

Monsieur le comte,

La publication des traités d'alliance entre la Prusse et les Etats de l'Allemagne méridionale du mois d'août 1866 a dû nécessairement exercer une impression profonde sur le monde politique entier.

Quant à nous, ce ne fut pas une surprise que nous éprouvâmes, car nos regrets naturels d'être sortis de notre position basée sur des traités en Allemagne, par suite des catastrophes survenues l'été passé, sont restés les mêmes. Nous connaissons et nous acceptons la situation politique dont les conséquences se développent sous nos yeux. En effet, elle n'a pas varié depuis que tout le monde sait que la Prusse, avant de sceller avec nous la réconciliation, s'est préalablement rattaché les confédérés qui avaient été précédemment les alliés des deux puissances. D'un autre côté, nous désirons, par des liens étroits, maintenir avec la Prusse la paix et de bons rapports, tout en veillant à nos propres intérêts.

Ce n'est pas chose facile en général de voir des garanties de paix dans des alliances qui dépassent la limite des obligations défensives. De notre côté, nous nous plaisons à croire, et l'on nous persuadera sans difficulté, que lesdits traités devaient seulement prouver qu'on était résolu à se défendre, en commun, contre des attaques du dehors. Donc le Cabinet de Berlin n'a point à craindre que nous fassions des remontrances, bien que le droit d'en faire ne nous manque pas, nous le savons parfaitement, et nous ne voudrions pas avoir l'air d'ignorer la contradiction qui existe entre l'article IV du traité de paix conclu à Prague et les traités d'alliance défensive établis entre la Prusse et la Bavière, le Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade et la Hesse d'une façon si évidente. Une alliance établie entre deux États, dont l'un est faible et l'autre est fort, alliance qui n'a pas un but particulier, mais qui doit être maintenue en permanence pour toutes les éventualités de guerre, n'est pas de nature à faire croire à une existence internationale indépendante de l'État faible, d'où il résulte que dans le traité de Prague on ne pouvait plus dire avec justesse, surtout après les traités de Berlin, qu'une confédération d'États de l'Allemagne méridionale entrerait en vigueur.

Les observations que nous venons d'émettre vous feront comprendre, monsieur le comte, le point de vue auquel nous nous plaçons à l'égard des traités d'alliance conclus entre la Prusse et les

Etats de l'Allemagne méridionale. Nous ne formulons pas de protestations, et bien que nous soyons éloignés de vouloir tirer des conséquences de la situation, nous ne croyons pas qu'entre les conditions de notre traité de paix avec la Prusse et l'état de choses créé par les alliances mentionnées il y ait une véritable conformité. Nous n'avons pas de motif de cacher notre opinion; mais nous ne voudrions pas provoquer des discussions stériles et préjudiciables à notre désir sincère d'entretenir avec la Prusse et les autres États allemands des rapports d'amitié et d'utilité réciproques. Veuillez vous pénétrer de l'esprit qui règne dans ces considérations toutes les fois que vous serez dans le cas de toucher cette matière dans vos conversations intimes. Rien, du reste, ne vous empêche de donner lecture de la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**N° 44. Le baron de Beust aux représentants de l'Autriche
à Paris, Londres et Saint-Petersbourg.**

Vienne, le 9 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

La publication des traités d'alliance conclus entre la Prusse et les États de l'Allemagne du Sud m'a engagé à ne point laisser ignorer au Cabinet de Berlin le point de vue auquel nous jugions ces actes. Je joins ici, pour votre information personnelle seulement, copie de la dépêche que j'ai adressée sur ce sujet à M. le comte de Wimpffen.

Ainsi que Votre Excellence le verra par cette pièce, j'ai cru devoir m'abstenir de formuler aucune protestation.

En conservant à mon langage le caractère d'une explication franche et amicale, je n'ai cependant nullement dissimulé que, selon l'impression du Gouvernement impérial, certaines stipulations de ces traités n'étaient pas entièrement d'accord avec les dispositions du traité de Prague.

Je m'empresse d'ajouter que M. le comte de Bismarck a parfaitement accueilli la communication dont j'avais chargé M. le Comte de Wimpffen. Loin de se livrer à des récriminations et de repousser nos observations, M. de Bismarck a plutôt cherché à atténuer la portée des traités conclus avec les États du Sud. Il a surtout insisté sur le caractère purement défensif de ces alliances qui n'avaient en vue que d'assurer le maintien de la paix générale. Cet incident n'a

donc eu aucune suite et n'a modifié en rien l'état actuel de nos relations avec le Cabinet de Berlin.

Recevez, etc. etc.

Signé : BEUST.

N° 45. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 28 mars 1867.

Monsieur le comte,

Vous n'ignorez point que ce n'est pas sur la demande du Gouvernement impérial d'Autriche que la clause relative à la rétrocession au Danemark des districts septentrionaux du Sleswig a été insérée dans l'instrument de paix de Prague¹. Elle existe cependant, cette clause ; et nous pose pour ainsi dire comme les défenseurs d'un intérêt que sans cette clause nous n'avions aucune qualité pour représenter.

Le Cabinet royal de Prusse nous rendra cette justice que jusqu'à ce jour nous nous sommes imposé la plus stricte réserve sur ce sujet. Si le Gouvernement royal a désiré pouvoir choisir le moment opportun pour exécuter lesdites stipulations, il reconnaîtra que nous n'y avons mis aucun obstacle, quoique, d'un autre côté, pour des raisons naturelles, on nous ait reproché cette réserve. Cependant M. le comte de Bismarck a, dans une récente séance du parlement de l'Allemagne du nord, formellement déclaré que l'Autriche seule a le droit d'exiger l'exécution de l'article 5 du traité de Prague. Nous nous croyons fondés à supposer que cette déclaration publique n'avait pas seulement pour but de paralyser l'interpellation des deux députés du Sleswig septentrional, mais encore d'empêcher l'intervention d'une troisième puissance dans cette affaire.

Nous craignons que, si la question demeurerait pendante plus longtemps, on pourrait manquer ce but, auquel nous nous associons parfaitement. Nous estimons que vous devriez entretenir confidentiellement et dans le sens mentionné M. le premier Ministre de cette question. Nous pensons que cet entretien confidentiel suffira et qu'une démarche plus formelle serait superflue, attendu que, d'après la teneur dudit article de la paix, le vote dans le Sleswig septentrional ne devait pas dépendre d'une demande expressément formulée par l'Autriche.

Si cependant on désire avoir une communication par écrit des

1. Du 23 août 1866. Voir *Archives* 1866, tome IV, page 197.

considérations que nous venons d'émettre, je vous autorise à laisser entre les mains de M. le comte de Bismarck copie de la dépêche présente.

Recevez, etc.

**N° 46. Le baron de Beust au comte de Trauttmansdorff
à Munich.**

Vienne, le 6 avril 1867.

Monsieur le comte,

M. le Ministre de Bavière m'a, dans une conversation confidentielle, laissé entrevoir les vues et les aspirations de sa cour au sujet de la question allemande. Comme elles ne manquent pas d'une certaine portée, je crois devoir vous en faire part pour votre information. Voici en résumé la substance des déclarations qui lui ont été probablement suggérées de Munich comme suit :

On ne croit pas à Munich qu'on puisse longtemps encore s'en tenir aux traités d'alliance conclus par les États de l'Allemagne méridionale avec la Prusse. On désire reconstituer une fédération plus étroite, et l'on songe, en conséquence, à réunir par un lien fort et ferme les États méridionaux et à former ensuite entre les deux confédérations, une nouvelle union pour la sauvegarde des intérêts nationaux. Cette nouvelle union allemande devra entrer avec l'Autriche dans une alliance basée sur le droit des nations. On veut ainsi trouver pour l'Allemagne une compensation pour les garanties qui étaient énoncées dans les traités d'alliance antérieurs et qui ont cessé d'être en vigueur par suite des événements de l'année passée.

Il résulte de ces communications que le prince Hohenlohe désire s'assurer s'il peut compter pour la réalisation d'un tel programme, sur le consentement et la coopération de l'Autriche.

Il m'a été impossible, vous comprenez facilement, de ne pas témoigner à M. le Ministre de Bavière mon étonnement que l'Allemagne s'adressât si vite à cette Autriche, qu'on avait si radicalement exclue des questions allemandes, et dont la sortie de la Confédération avait été stipulée dans des traités formels comme condition principale de la reconstitution de l'Allemagne. Du reste, je me suis renfermé dans des considérations générales, d'autant plus que M. le comte de Bray ne pouvait évidemment s'attendre que je m'exprimasse, pour le moment, d'une manière plus précise.

En ce qui touche les rapports existant entre la Prusse et l'Alle-

magne méridionale, je n'ai pu ni voulu faire une déclaration qui pût attirer une responsabilité quelconque au Cabinet impérial, relativement à la violation des conditions du traité de paix de Prague, lésées déjà antérieurement par les alliances conclues en août. Nous ne voulons en aucune façon influencer les conférences qui pourront avoir lieu à Berlin et à Munich.

Toutefois je devais présenter la question d'une alliance de l'Autriche avec une nouvelle confédération allemande dirigée par la Prusse, comme une simple question d'intérêt, mais qui, comme telle, a une importance considérable. Nos décisions futures ne seront déterminées ni par nos passions, ni par nos sentiments, ni par les souvenirs historiques — pas plus ceux de 1866 que ceux des siècles précédents, — résolu que nous sommes de mettre en première ligne la sécurité et en seconde ligne l'intérêt de la monarchie autrichienne. Celle-ci ne saurait plus, pas même en faveur de ses cieux alliés allemands, accepter une position qui lui imposerait des obligations ou des charges qui ne seraient pas pleinement compensées par des avantages correspondants. Lorsque dans les paroles et dans les actions des Gouvernements allemands nous trouverons l'expression de sympathies et du désir de nous seconder dans notre tâche, elles rencontreront toujours chez nous une réciprocité empressée et pourront contribuer à amener un état de choses plus favorable que celui qui existe actuellement.

Mais nous avons besoin de garanties bien solides contre des tendances qui ne nous sont point sympathiques, et qui sont dangereuses, et nous ne voulons pas que l'on demande de nous des services qui ne seraient pas complètement compensés par des services d'une importance égale. Je ne me suis pas fait scrupule de dire à M. le comte de Bray que ces garanties, ces équivalents ne pourraient plus nous être offerts à Munich, mais à Berlin, par suite de la position dans laquelle les États méridionaux de l'Allemagne se sont placés vis-à-vis de la Prusse, position dont nous les laisserons toujours maîtres. Je lui ai dit, que nous devons dès lors porter nos regards surtout vers la Prusse, dans le cas où il s'agirait de savoir si une alliance de l'Allemagne avec nous donnerait à l'Autriche des garanties de sincérité et d'utilité réciproques, et si nous devons lui sacrifier notre liberté actuelle.

Vous conclurez de ce que je viens de vous mander que vous n'avez absolument rien à changer au langage que vous avez tenu jusqu'ici; dans vos conversations avec M. le prince de Hohenlohe, vous servir des considérations qui précèdent tout en protestant de nos sentiments amicaux pour la Bavière et sa dynastie. Ces souhaits-là sont sincères; mais si le prince Hohenlohe voulait reprendre le rôle de

médiateur entre l'Autriche et la Prusse, rôle joué par la Bavière pendant les événements de l'année passée, je ne saurais vous engager en ce moment-ci à encourager M. le ministre royal dans ces idées. Recevez, etc.

N^o 47. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 19 août 1867.

Monsieur le Ministre,

Le voyage politique du comte Tauffkirchen à Berlin et à Vienne a déjà excité beaucoup l'attention et sera probablement l'objet de maint commentaire plus ou moins risqué. Je tiens d'autant plus à vous mettre entièrement et exactement au courant des entretiens que j'ai eus avec cet envoyé confidentiel du Cabinet de Munich et à l'occasion de sa mission, avec l'Ambassadeur de Prusse, le baron de Werther.

Le comte Tauffkirchen s'est présenté chez moi, non-seulement comme envoyé de son Gouvernement, mais encore comme porteur de propositions importantes de la Prusse.

Il a indiqué comme but de son voyage à Berlin le désir du prince de Hohenlohe d'être éclairé sur les éventualités de la question du Luxembourg, d'assurer le maintien de la paix en se concertant avec la Prusse et de voir notamment, aussi si, dans cet intérêt, la coopération de la Bavière pouvait contribuer à amener un rapprochement entre l'Autriche et la Prusse. Ce qu'il a obtenu auprès du comte de Bismarck aurait une grande portée. Il se trouverait en mesure de proposer la conclusion d'une alliance entre les deux puissances, alliance qui s'étendrait à tous les États allemands. Le maintien de la paix serait assuré par une alliance semblable. On ne méconnaîtrait pas à Berlin que l'Autriche est en droit d'exiger des compensations pour les obligations qu'elle contracterait, et l'on serait disposé à aller à cet égard aussi loin que possible.

Ce que le comte Tauffkirchen a pu me dire de plus positif sur ce dernier point, n'est malheureusement pas la partie la plus claire de ses communications.

Il a parlé d'une garantie de nos possessions *allemandes*. Il a donné à entendre que toute sûreté désirable contre des dangers possibles pourrait aussi nous être offerte *temporairement* pour nos possessions non allemandes. Il a enfin indiqué, ce que nous avons déjà appris de Munich, qu'un pacte d'amitié entre la Prusse et l'Autriche garantirait aux États du Sud la possibilité de conserver une plus grande mesure d'indépendance, et qu'une alliance internationale de l'Autriche

avec la Confédération du Nord et avec celle du Sud pourrait enfin faciliter la transaction à des rapports permanents d'union plus étroite, qui remplaceraient avec avantage pour l'Autriche comme pour la nation allemande l'ancienne Confédération.

Je crois avoir ainsi reproduit fidèlement la substance des offres du comte Tauffkirchen.

Les communications du baron de Werther et une dépêche confidentielle qu'il m'a lue m'ont confirmé ensuite que le comte de Bismarck avait autorisé l'envoyé du Gouvernement bavarois à faire à Vienne de semblables ouvertures. Le baron Werther a appuyé les efforts du comte Tauffkirchen ; cependant je dois faire observer que les ouvertures du premier n'avaient pas un caractère officiel et que par conséquent, nous n'aurions pu, dans tous les cas, prêter l'oreille aux propositions d'alliance ci-dessus qu'au risque d'apprendre qu'elles n'avaient point été approuvées auparavant à Berlin.

Je crois devoir maintenant vous faire connaître ce que j'ai répondu à ces ouvertures.

Quand plusieurs intéressés ont à traiter d'affaires importantes, il peut être quelquefois utile d'intervertir en imagination les rôles pour se former un jugement impartial et juste. C'a été ma première observation au comte Tauffkirchen. « Permettez, lui ai-je dit, que j' imagine une combinaison dans laquelle ce ne serait point de Berlin à Vienne, mais de la capitale de l'Autriche à celle de la Prusse que vous auriez à porter des propositions d'alliance.

Supposez le cas où l'Autriche, après la guerre de Crimée, aurait eu un droit de garnison dans une forteresse moldave, aussi éloignée de la frontière russe que Luxembourg l'est de la frontière française. Supposez encore que le Gouvernement de l'Empereur eût pris en Galicie une suite de mesures qui auraient provoqué en Russie une grande surexcitation, comme la Prusse en a provoqué en France par ce qu'elle a fait depuis les préliminaires de paix de Nikolsbourg. La Russie trouverait notre voisinage en Moldavie dangereux, la guerre deviendrait imminente, et vous auriez à demander à Berlin une alliance au nom de la Bavière et en notre nom. Si vous y faisiez valoir que l'Autriche, au fond, représente les intérêts allemands vis-à-vis la Russie, que la cour de Vienne trouve opportune une alliance avec la Prusse, qu'elle est disposée à garantir les possessions allemandes de la Prusse, et que la Prusse, alliée à l'Autriche, n'aurait pas à se préoccuper beaucoup pour le moment du duché de Posen, croyez-vous que l'on trouvât à Berlin ces motifs suffisants pour s'unir avec nous contre la Russie?

Je n'ai pas voulu cependant, par cette comparaison, me soustraire en aucune manière à l'invitation de me prononcer franchement sur le cas qui se présente effectivement aujourd'hui. Bien plus, je n'ai

pas refusé d'entrer dans l'examen impartial des propositions du comte de Tauffkirchen. Je le devais, d'ailleurs, aux sentiments que la pensée de la solidarité naturelle avec l'Allemagne éveille toujours en nous.

« Vous espérez, fis-je remarquer, que l'alliance de l'Autriche avec la Prusse contribue au maintien de la paix menacée. Supposons d'abord que ce soit exact; mais dans quelles conditions l'Autriche, qui, pour sa part, n'est pas actuellement menacée, entrerait-elle dans cette nouvelle ère de paix? Elle aurait à la payer de l'hostilité de la France, qui lui serait doublement dangereuse, parce qu'elle aurait en même temps pour résultat la dépendance absolue de l'Allemagne du bon vouloir de la Prusse. Nous ne doutons pas de ce bon vouloir; mais pouvez-vous nier que les circonstances ne soient parfois plus fortes que les intentions des hommes qui dirigent les gouvernements, et que l'Autriche, pour attirer sur elle, en présence des tendances unitaires de l'Allemagne et des conflits toujours possibles avec l'Italie, la haine de la France, n'ait besoin de plus solides garanties qu'une promesse de ne pas être inquiétée dans ses possessions, ou au moins de ne pas l'être trop tôt.

Mais il n'est pas encore démontré, ajoutai-je, que l'alliance proposée aurait réellement pour effet le maintien de la paix.

On a appris chez nous à ne pas estimer trop haut notre puissance et la crainte qu'on en doit avoir, et c'est pourquoi, du moins dans les premiers temps, la perspective d'une participation de l'Autriche à la guerre n'empêcherait pas la France de la risquer, si elle voulait employer les moyens matériels et moraux nécessaires pour l'entreprendre contre la Prusse et l'Allemagne. Par contre, le mot de *coalition*, jeté maintenant à la face de la France, serait moins propre à apaiser les passions surexcitées qu'à les amener à une explosion violente. Même vis-à-vis d'une nouvelle coalition du Nord, la France ne se sent pas tout à fait isolée. Elle a encore bien des choses à promettre au royaume d'Italie, beaucoup plus à la révolution dans les pays de ses adversaires, et elle connaît trop bien la puissance réelle ou prétendue de cette confédération, pour ne pas préférer aujourd'hui ou demain la guerre à une reculade blessante pour l'orgueil national et dangereuse pour la dynastie.

Que l'on se représente finalement les diverses issues possibles d'une guerre. Vous m'accorderez bien que ce ne serait pas un sort très-réjouissant que de succomber ensemble avec la Prusse et d'avoir à subir la loi du vainqueur sur le Rhin, aux Alpes, sur la mer Adriatique. Mais laissons de côté cette éventualité comme improbable, et figurons-nous la France vaincue; pouvons-nous admettre que l'on vienne nous offrir le traité de Prague et nous remercier de l'avoir

glorieusement défendu? Loin de moi la pensée de vouloir réveiller les souvenirs de notre commun triomphe sur le Danemark; mais vous comprenez qu'il faudrait que, même pour cette éventualité, de toutes la plus favorable, nous prissions auparavant nos sûretés.

Le comte de Tauffkirchen n'a pu, en effet, se déclarer prêt à répondre à toutes ces questions ni à combattre les craintes et les objections mises devant ses yeux. Il a seulement exprimé son regret d'avoir à conclure de mes paroles que l'Autriche repoussait les propositions apportées par lui de Berlin. Le baron de Werther m'a également renouvelé l'expression de ce regret. J'ai cependant fortement protesté et prié de ne pas parler d'un refus des propositions prussiennes par l'Autriche, attendu que les explications qu'il nécessiterait ne pourraient qu'avoir des effets nuisibles, qu'il fallait réserver l'avenir, et que, au bout du compte, l'Autriche ne cessera de désirer pouvoir prêter les mains à un rapprochement avec la Prusse et l'Allemagne.

Je ne doute pas que ce que j'ai reproduit ici sommairement n'ait été rapporté en son entier au Cabinet prussien par son envoyé. Ce sera cependant aussi un de vos soins d'avoir à veiller à ce que le sens de mes paroles ne soit point altéré. La sincérité et la loyauté qu'on trouvera toujours en nous, exigent même dans l'intérêt d'un rapprochement ultérieur, que j'autorise Votre Excellence à lire complètement au comte de Bismarck la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**N° 48. Le baron de Beust au comte de Trauttmansdorff
à Munich.**

Vienne, le 15 mai 1867.

Monsieur le comte,

Par l'obligeance de M. le prince de Hohenlohe, Votre Excellence connaît déjà le contenu de la note confidentielle que le Cabinet de Munich a bien voulu nous adresser afin de s'entendre avec nous au sujet des négociations qu'il a engagées avec la Confédération du Nord.

M. le Ministre de Bavière a laissé entre mes mains copie tant d'une déclaration ministérielle qui constate un accord dans ce sens entre la Bavière et le Wurtemberg, que d'une invitation à adhérer à ces négociations adressée par le ministère d'État de Bavière aux Gou-

vernements grands-ducaux de Bade et de Hesse. Je crois devoir communiquer ces deux actes à Votre Excellence pour son information personnelle.

Ainsi que vos rapports nous l'avaient annoncé, M. le comte de Bray m'a exprimé, de la part de son Gouvernement, le désir de connaître avant l'ouverture effective des négociations avec la Prusse, notre opinion sur ce programme, et, autant que possible, d'être assuré de notre assentiment.

Tout en appréciant les motifs qui ont fait naître ce désir, et malgré toute la satisfaction que m'a fait ressentir la confiance qui nous est témoignée, je n'ai pu que répéter aussi en cette occasion à M. le Ministre du Roi de Bavière que la situation de l'Allemagne est dominée par deux vérités, que l'on peut trouver regrettables, mais qu'on ne saurait perdre de vue sans s'exposer à de graves conséquences. L'une de ces vérités, c'est que les clauses du traité de Prague s'opposent aux efforts que la Bavière désire pouvoir poursuivre dans l'intérêt général de l'Allemagne comme dans l'intérêt de sa propre sûreté. Les traités d'alliance des États du Sud avec la Prusse a porté atteinte à ces clauses avant même qu'elles fussent écrites, et il m'a été impossible de méconnaître et de ne pas signaler que le projet qui porte les signatures du prince de Hohenlohe et du baron Varnbuler ne ferait qu'accroître encore d'une manière considérable cette contradiction et la rendrait plus évidente.

Dans ce projet bavaro-wurtembergeois, il ne reste aucune trace de la Confédération du Sud telle que l'avait stipulée le traité de Prague, et qui devait entrer dans une union nationale, il est vrai, avec la Confédération du Nord, mais en même temps rester, de droit, complètement indépendante. Au lieu de cela, il propose une organisation dans laquelle, avec ou sans parlement commun, toute velléité indépendante de chacun des États de l'Allemagne du Sud doit nécessairement disparaître dans la volonté de la puissance fédérale du Nord. La fiction, par exemple, d'après laquelle la Hesse méridionale doit avoir, comme membre de la Confédération, les mêmes droits que la Confédération du Nord, n'y changera évidemment que très-peu de chose. Quant à ce qui concerne la position de l'Autriche, nous devons certainement être reconnaissants de ce qu'à Munich on désire n'agir que de concert avec nous; mais la simple invitation adressée à l'Autriche d'émettre une opinion sur la reconstitution de l'Allemagne, outrepassa les limites du traité, qui, l'année dernière, a rétabli la paix en Allemagne, et cette circonstance fait à l'Autriche, plus encore que la réserve qui lui est ainsi commandée, un devoir de bien se rendre compte de l'état des choses et de s'exprimer avec une entière franchise de langage.

Je me suis donc prononcé vis-à-vis de M. le comte de Bray, cette fois encore avec la plus complète franchise, sur la situation dans laquelle nous nous trouvons à l'égard d'événements passés ou futurs, inconciliables avec le traité de Prague. Je lui ai exposé que des raisons d'opportunité peuvent très-bien obliger provisoirement le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur à fermer les yeux sur ces événements, et que ce même Gouvernement accorde volontiers une large part d'influence sur sa conduite aux sympathies allemandes, qui lui ont été conservées, tant qu'il peut croire que les intérêts de l'Empire ne sont point menacés. Mais le désir de voir le Cabinet impérial donner son assentiment aux traités d'alliance, dont il a appris l'existence sans faire jusqu'ici d'observations, et même à tout ce qui a été accompli de plus en violation de la paix de Prague, ce désir, je l'ai qualifié sans détour d'irréalisable, et j'ai laissé entendre que l'Autriche, dans sa position, devait bien plutôt se garder avec soin de compromettre en rien par paroles ou actions le droit d'invoquer en temps opportun les stipulations du traité de paix de Prague.

En outre, je n'ai pas dissimulé à M. le comte de Bray que je ne saurais me rendre compte comment on pouvait croire que la disposition vague du programme de Munich, d'après laquelle une alliance avec l'Autriche devait être conclue ou préparée, serait de nature à nous faire changer d'attitude. Dans le cas où, selon l'usage de la langue consacrée par le droit des gens, on entendrait désigner par le mot « alliance » un pacte temporaire signé dans un but déterminé, il y a lieu d'objecter que ce but ne s'y trouve pas désigné et qu'il ne peut pas non plus être précisé en ce moment. Par contre, et dans le cas où l'on aurait en vue un traité d'alliance durable, qui exigerait du Gouvernement impérial la renonciation à sa liberté, non pas pour une action spéciale, mais d'une manière indéterminée et pour toujours, et qui, d'un autre côté, formerait un des éléments les plus essentiels de la transformation politique de l'Allemagne, il faudrait d'abord nous relever solennellement de l'obligation de ne point participer à cette transformation, et ne pas oublier en second lieu qu'une grande puissance ne peut ni se subordonner à une autre grande puissance, ni servir des intérêts étrangers, ni se laisser lier à l'avance par des résolutions prises sans son concours. Je doute qu'à Munich on se trouve en mesure de nous offrir dans une nouvelle Confédération comprenant tous les États allemands une position égale en droit à celle de la Prusse ; — dans le cas contraire, ceux qui dirigent les destinées de l'Autriche seraient forcés de conserver leur liberté pleine et entière obtenue en échange des droits qu'ils avaient précédemment dans la Confédération.

La conclusion finale que je dois tirer de toutes ces considérations, si je me mets à la place de la Bavière, ne peut être ici encore que celle dont j'ai déjà parlé dans mes communications précédentes. Interrogé sur mon opinion, je ne puis en vérité dire qu'une chose, c'est que, à mon avis, la Bavière fera bien de rester dans une situation purement expectative, et de s'abstenir de démarches ultérieures, qui la conduiraient au delà de la ligne tracée par le traité de Prague. L'Autriche n'a point élevé de protestations contre les traités du mois d'août; mais on ne peut pas se dissimuler que ces traités n'ont pas peu contribué à produire l'état de tension dangereuse des derniers mois.

C'est avec peine que la Conférence de Londres est parvenue à dissiper des craintes si puissamment éveillées, et nous ne saurions conseiller de faire naître de nouveaux événements, qui ne pourraient que trop facilement rassembler de nouveau en masse plus forte les nuages menaçants qui ne font que disparaître. Nos propres efforts pour la paix ont prouvé d'ailleurs énergiquement que nous ne voulons faire de notre indépendance aucun usage préjudiciable à l'Allemagne, et nous n'en sommes que plus autorisés à vouloir que l'on ne nous oppose point une situation plus difficile encore et qui s'éloigne encore davantage de l'état de choses stipulé par les traités.

Je ne saurais m'expliquer en quoi, dans les conjonctures actuelles, il y aurait pour les Gouvernements de l'Allemagne méridionale une situation forcée qui ne leur laisserait pas le choix, tandis qu'il me semble qu'il y a, dans les circonstances où se trouve l'Europe, des motifs suffisants de se garder de toute démarche qui pourrait, à la place de la question du Luxembourg, susciter des conflits plus graves encore et peut-être impossibles à écarter avec les meilleures intentions de médiation possibles.

Dans ce qui précède j'ai indiqué la substance de la réponse que j'avais à faire à la communication de M. le Ministre de Bavière. Elle ne fait que confirmer ce qui avait été notifié déjà au cabinet du roi, notamment par les rapports du comte Tauffkirchen; cependant je crois devoir autoriser Votre Excellence à donner confidentiellement communication de la présente dépêche à M. le ministre prince de Hohenlohe.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

II

RAPPORTS AVEC L'ITALIE. — QUESTION ROMAINE.

N° 49. Le baron de Hübner au baron de Beust.

Rome, 15 novembre 1866.

Monsieur le Ministre,

Quoique aucun fait notable ne se soit passé ici depuis les derniers rapports de M. le baron d'Ottensfels, je crois néanmoins de mon devoir de rendre compte à Votre Excellence de la situation, telle qu'elle se présente à mon esprit au moment même où nous allons toucher à une crise qui marquera dans les annales dix-neuf fois séculaires de la Papauté.

J'ai eu l'honneur d'approcher le Saint-Père peu de jours après mon retour, et je suis heureux de pouvoir affirmer que j'ai trouvé Sa Sainteté en parfaite santé et dans des dispositions d'esprit dignes du Chef de l'Église et de la situation précaire et périlleuse où Il se trouve.

Le Souverain-Pontife n'espère et ne craint plus rien des hommes. Il aime et Il croit pouvoir compter toujours sur les sympathies et les sentiments, m'a-t-Il dit, d'affection filiale de notre auguste Maître, mais Il comprend que dans le moment actuel Sa Majesté l'Empereur ne pourrait Lui prêter le secours de ses armes. Il est parfaitement au fait de ce qui se passe en France, des embarras où se trouve l'Empereur Napoléon, qui cherche sincèrement, mais sans les avoir trouvées jusqu'à présent, des garanties efficaces dont il désire entourer la Papauté après le retrait de ses troupes; des très-bonnes dispositions de l'Impératrice Eugénie, et des sympathies presque universelles que rencontre dans ce pays le sort du Saint-Siège au sein des populations et dans presque toutes les classes de la société. Et quoique mon auguste interlocuteur m'ait répété à plusieurs reprises qu'Il ne mettait plus Ses espérances que dans le secours de la divine Providence, j'ai cru cependant entrevoir qu'Il n'a pas complètement désespéré de voir l'Empereur Napoléon, au dernier moment, prendre telle mesure qui serait de nature à faire au moins ajourner une catastrophe

et à ménager à la Papauté les bénéfices du temps qui si souvent lui a été favorable.

Sa Sainteté m'a aussi parlé avec émotion des bonnes dispositions que Lui témoignait Sa Majesté la Reine d'Espagne. Non que le Pape y attache une grande valeur pratique, mais elles sont douces à Son cœur, et Il a aussi fait allusion, sans s'en expliquer davantage, aux marques de sympathie d'autres Puissances, lesquelles, pour n'en avoir pas d'autre importance, indiquaient cependant à quel point l'existence du pouvoir temporel du Saint-Siège était jugée par presque tout le monde comme une nécessité européenne, et parce que ces témoignages d'intérêt, qui ne resteraient pas un secret à Paris, encourageraient peut-être le Souverain de la France à faire un effort suprême pour ne pas être accusé d'avoir laissé triompher les ennemis de la Papauté.

J'ai à peine besoin d'ajouter que l'attitude du Gouvernement italien, malgré la permission accordée à un grand nombre d'évêques, de retourner dans leurs diocèses, est loin d'inspirer de la confiance au Pape. Il a relevé, nommément, un passage de la réponse faite à Turin par le Roi Victor-Emmanuel à une députation vénitienne, celui où Sa Majesté a dit : « *l'Italia è fatta, ma non è compiuta.* » L'ordre a été donné à Mgr Chigi de faire connaître au Gouvernement français les impressions que ces paroles ont laissées au Saint-Père, qui les considère comme une déclaration de guerre contre le Saint-Siège et comme un démenti solennel donné par le Roi en personne à l'interprétation française de la Convention du 15 septembre.

Lorsque j'ai vu le Pape, Ses deux allocutions du 29 octobre venaient de paraître. Il a daigné m'en parler, disant qu'Il avait jugé nécessaire de ne pas laisser ignorer aux fidèles, autant qu'aux amis tièdes et aux ennemis déclarés, qu'Il était résigné même aux plus grands sacrifices plutôt que de Se laisser priver de la liberté qu'Il Lui fallait pour exercer Son saint ministère.

Mon langage était conforme à mes instructions. J'ai assuré Sa Sainteté de la continuation des sentiments d'affection et de respect de Sa Majesté l'Empereur, qui étaient et seraient toujours invariablement les mêmes. Je n'ai pas eu besoin de m'appesantir sur les difficultés avec lesquelles le Gouvernement impérial avait en ce moment à lutter, puisque le Pape m'en avait parlé le premier avec une connaissance et une convenance parfaites ; enfin j'ai soigneusement évité tout ce qui pourrait être interprété comme un conseil tendant à exercer de l'influence sur les résolutions importantes que le Pape sera appelé à prendre dans telle ou telle éventualité.

Je tiendrai le même langage, et je me renfermerai dans la même réserve, vis-à-vis de tous ceux qui par leur position sont à même de

me parler affaires, et si des insinuations contraires venaient à votre connaissance — car il ne manque pas ici de personnes qui prennent à tâche de mettre la zizanie entre les Cours de Vienne et de Paris, — Votre Excellence pourra, en bonne conscience, faire démentir de pareils bruits, tout comme Elle peut être persuadée que je n'appuierai ici, ni encouragerai jamais aucune combinaison qui porterait atteinte aux intérêts et à l'honneur de la Papauté, ou aux principes conservateurs, dont la défense a fait à travers les siècles la grandeur, la force et la gloire de l'auguste Maison d'Autriche.

Agréez, etc.

Signé : HUBNER.

N° 50. Le baron de Beust au baron de Hübner à Rome.

(Extrait.)

Vienne, le 11 novembre 1866.

Monsieur le Baron,

L'Empereur ordonne l'envoi à Civita-Vecchia d'un navire de guerre impérial qui devra y stationner et rester à votre disposition en cas d'événement. Prévenez-en confidentiellement le cardinal Antonelli, mais tâchez qu'on n'interprète pas ce fait comme si nous voulions influencer les déterminations éventuelles du Saint-Père et l'encourager à quitter Rome.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 51. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 16 novembre 1866.

Monsieur l'Ambassadeur,

En prévision des événements qui pourraient avoir lieu à Rome, dans le courant de l'hiver, après le départ des troupes françaises, le Gouvernement impérial vient d'envoyer à Civita-Vecchia une corvette de guerre à vapeur qui devra y stationner et rester à la disposition de M. le baron de Hübner.

Nous ne voulons nullement exercer une influence quelconque sur les déterminations du Saint-Père, et il n'entre pas dans notre pensée de lui recommander indirectement le départ, en lui facilitant les

moyens de l'effectuer. Nous désirons, au contraire, que Sa Sainteté ne suive que ses propres inspirations à l'égard de la conduite qu'elle sera dans le cas de tenir après l'évacuation de Rome. La présence à Civita-Vecchia d'un bâtiment de guerre autrichien n'est qu'une mesure de précaution, toute naturelle à une époque où des troubles peuvent surgir à Rome et menacer la sûreté personnelle de l'Ambassadeur de l'Empereur, ainsi que des sujets autrichiens. Nous savons, d'ailleurs, que d'autres Puissances agissent de même et nous ne faisons que suivre leur exemple.

En annonçant à M. le Baron de Hübner l'envoi de ce navire, je lui ai recommandé de faire en sorte que les intentions du Gouvernement impérial ne fussent point méconnues par le Gouvernement pontifical, aussi bien que par le public, et interprétées dans un sens contraire à nos vues.

Je me suis empressé de donner à M. le Duc de Gramont des explications analogues et j'engage Votre Altesse à s'énoncer de même envers M. le Ministre des affaires étrangères.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 52. Le prince de Metternich au baron de Beust.

Paris, le 20 novembre 1866.

Monsieur le Ministre,

J'ai communiqué à M. le Marquis de Moustier la dépêche que Votre Excellence m'a adressée le 16 de ce mois concernant l'envoi à Civita-Vecchia d'un bâtiment destiné à être mis à la disposition de notre Ambassadeur.

Le Ministre des affaires étrangères avait été averti par M. de Gramont de cette mesure et il a déjà fait connaître par le télégraphe à l'Ambassade de France sa manière de voir à ce sujet.

Je me permettrai de résumer ce que j'ai pu comprendre et retenir de ma conversation avec lui.

Le Pape a été fort méfiant il y a quelques semaines. Il aurait provoqué lui-même l'envoi d'une flottille composée de vaisseaux de toute nationalité, qui serait regardé comme une démonstration. La Puissance protectrice quittant son poste, on voulait faire intervenir les autres Puissances et dans tous les cas faciliter au Saint-Père les moyens de fuite.

Comme démonstration, M. de Moustier trouve que cette mesure est imprudente.

En rassemblant un appareil guerrier à Civita-Vecchia, les Puissances ont l'air de partager les méfiances de Rome et elles essayent de remplacer la protection morale de la France par un semblant de protection matérielle qui effrayera et contiendra bien moins la révolution. Donc elles rendent au Saint-Père un mauvais service.

L'Autriche est plus en droit que toute autre Puissance d'intervenir en faveur de ses sujets et de son Ambassadeur qui, à cause des anciennes rivalités nationales, pourraient être plus menacés que d'autres. M. de Moustier croit savoir que les intentions de Votre Excellence sont très-sincères et ne cachent pas des vellétés politiques, mais il croit que même l'Autriche ferait bien de ne pas envoyer un bâtiment à Civita-Vecchia, mais de le mettre simplement à portée sur un autre point afin de ne pas avoir l'apparence de se joindre aux bâtiments qui auront l'air de vouloir relever les sentinelles que la France est sur le point de retirer.

J'ai remarqué que M. de Moustier se montrait fort susceptible sur cette affaire. Le Nonce ne m'a pas caché qu'il avait été vivement interpellé de son côté par le Ministre sur les prétendues démarches que le Saint-Père aurait faites même en Amérique pour rassembler une force navale importante devant Civita-Vecchia.

Agréez, etc., etc.

Signé : METTERNICH.

N° 53. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 24 novembre 1866.

Monsieur l'Ambassadeur,

M. l'Ambassadeur de France est venu m'entretenir d'une dépêche qu'il a reçue de son Gouvernement au sujet de l'envoi d'un navire de guerre autrichien à Civita-Vecchia.

D'après ce que m'a dit le Duc de Gramont, le Cabinet des Tuileries semble n'avoir pas bien accueilli cette nouvelle. Il relève d'une manière assez marquée la différence qui existerait dans cette circonstance entre la conduite du Gouvernement impérial et celle de la Cour de Berlin. Cette dernière, qui se plaît à témoigner depuis quelque temps un très-vif intérêt pour la cause du Saint-Père, aurait eu également l'intention de faire stationner à Civita-Vecchia un bâtiment de sa marine. Mais avant de réaliser ce projet, le Gouvernement prussien avait pris soin de se consulter avec le Gouvernement français et sur les objections présentées par celui-ci, cette idée aurait été abandonnée, M. le Marquis de Moustier regrette que le Gouvernement impérial

n'ait pas agi de même et ne se soit pas montré disposé à se concerter avec la France avant de prendre une décision.

J'ai fait observer à M. l'Ambassadeur de France qu'il me paraissait en général plus convenable de ne chercher à établir une entente que si on était bien décidé à faire dépendre ses résolutions de cet accord. Dans plusieurs occasions, la France nous avait précisément reproché d'avoir commencé à nous concerter avec elle, sans avoir ensuite suffisamment tenu compte de ses vues. Ces essais infructueux n'avaient servi qu'à jeter du froid dans nos relations, et je me croyais donc obligé, dans l'intérêt même de nos bons rapports, de ne pas renouveler à la légère des tentatives pareilles, sans savoir d'avance où elles nous conduiraient.

Dans le cas présent, plusieurs considérations devaient nous amener à prendre une détermination indépendante. Lors de son départ de Vienne, M. le Baron de Hübner avait fort insisté auprès de Sa Majesté l'Empereur pour obtenir l'envoi d'un bâtiment de guerre, et le Gouvernement impérial s'était déjà en quelque sorte engagé à lui accorder sa demande.

L'Autriche, comme Puissance catholique, était à Rome dans une tout autre situation que la Prusse, qui y a moins de devoirs à remplir et moins d'intérêts à protéger. En cas de troubles, il est, de plus, évident que l'Ambassade et les sujets de l'Empereur, notre Auguste Maître, se trouveraient plus exposés que le Représentant et les nationaux prussiens. Toutes ces raisons militaient en faveur d'une mesure qui ne devait nullement être une démonstration politique, mais un simple acte de précaution.

J'avais pris grand soin de lui donner uniquement ce caractère dans les instructions transmises à M. le Baron Hübner, et je m'étais empressé de faire parvenir à Paris, par l'intermédiaire du Duc de Gramont et le vôtre, les explications les plus complètes et les plus rassurantes. Je ne voyais donc pas qu'il y eût lieu de nous reprocher dans cette affaire un manque de procédés à l'égard du Gouvernement français et j'espérais voir disparaître bientôt une prévention que rien dans notre attitude ne pouvait justifier.

Ce langage m'a paru produire une impression favorable sur le Duc de Gramont, qui m'a promis d'en rendre un compte fidèle à son Gouvernement et de rassurer M. le Marquis de Moustier.

J'engage Votre Altesse à s'enoncer dans le même sens envers M. le Ministre des affaires étrangères, afin de dissiper entièrement des méfiances auxquelles nous tenons beaucoup à ne point donner prise.

L'entretien que Votre Altesse a eu sur le même sujet avec M. le Marquis de Moustier et dont traite le rapport Litt. A du 20 de ce mois, confirme les données que j'ai recueillies de la bouche du Duc de Gra-

mont relativement à l'impression produite sur le Gouvernement français par l'envoi d'un bâtiment de guerre autrichien à Civita-Vecchia.

Le Gouvernement impérial n'y voit pas un motif pour modifier des ordres qui sont déjà en voie d'exécution, mais je désire d'autant plus effacer, ou du moins diminuer, par des assurances tranquillissantes, les soupçons qui ont été conçus à Paris.

Recevez etc. etc.

Signé : BEUST.

N° 54. Le baron de Beust au baron de Hübner à Rome.

Vienne, le 25 novembre 1866.

Monsieur le Baron,

Malgré les explications que je me suis empressé de donner au Gouvernement français, en lui annonçant l'envoi d'un navire de guerre autrichien à Civita-Vecchia, le Cabinet des Tuileries s'est un peu ému de cette nouvelle.

La dépêche ci-jointe en copie que je viens d'adresser à M. le Prince de Metternich fera connaître à Votre Excellence l'entretien que j'ai eu à ce sujet avec M. le Duc de Gramont.

La susceptibilité dont le Gouvernement français a fait preuve dans cette circonstance m'engage à vous recommander encore une fois, monsieur le Baron, d'éviter avec soin tout ce qui pourrait se prêter à une fausse interprétation et fournir des armes à ceux qui cherchent à nous représenter comme excitant contre la France les méfiances du Saint-Siège.

Recevez etc. etc.

Signé : BEUST.

N° 55. Le baron de Beust au baron de Hübner à Rome.

Vienne, le 25 novembre 1866.

Monsieur le Baron,

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des rapports que Votre Excellence m'a adressés en date du 15 de ce mois, sous le n° 38. Le compte rendu de vos entretiens avec le Saint-Père et le Cardinal Antonelli, ainsi que le tableau que vous tracez de la situation, n'est pas de nature à nous inspirer de la confiance dans l'avenir réservé

au Gouvernement pontifical après l'évacuation de Rome par les troupes françaises.

Je ne puis, d'ailleurs, qu'approuver, monsieur le Baron, la réserve que vous vous imposez dans votre attitude et votre langage. Nous devons, en effet, éviter avec soin d'encourager chez le Gouvernement pontifical des espérances exagérées sur le degré d'appui que l'Autriche est aujourd'hui en mesure de lui prêter. Tout notre intérêt et toutes nos sympathies sont acquises à la cause du Saint-Siège; mais notre dévouement ne peut malheureusement pas dans les circonstances actuelles se traduire par des actes assez efficaces pour couvrir d'une protection assurée le trône chancelant du Saint-Père. Nous constatons avec reconnaissance que Sa Sainteté et le Cardinal Secrétaire d'État, tout en rendant justice aux bonnes intentions du Gouvernement impérial, apprécient les difficultés de sa situation et ne lui demandent pas de secours matériel.

Recevez etc. etc.

Signé : BEUST.

N° 56. Le comte de Mûlinen au baron de Beust.

Paris, le 6 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

J'ai enfin eu l'honneur de voir ce matin M. le Marquis de Moustier et de lui faire les communications dont Votre Excellence avait chargé l'Ambassadeur de l'Empereur. Je n'ai pas manqué de faire ressortir auprès de M. le Ministre des affaires étrangères l'attitude prudente et la réserve observée par le Baron de Hübner vis-à-vis du Cabinet pontifical dans un moment où tous les regards étaient tournés sur nous et où il ne manquerait pas de personnes trop disposées à mettre sur notre compte toute résistance de Sa Sainteté à ce qui pourrait lui paraître porter atteinte à Ses droits et à Sa liberté d'action. J'ai appuyé tout particulièrement sur ce que cette attitude conforme aux instructions de Votre Excellence avait rencontré de Sa part l'approbation la plus large et qu'Elle avait engagé l'Ambassadeur de l'Empereur à persévérer dans cette conduite afin de ne donner aucun prétexte à des méfiances et à l'accusation que l'Autriche aggravait les difficultés de la question romaine. J'ai terminé en exprimant au nom du Gouvernement impérial la conviction que le Cabinet des Tuileries avait la ferme intention, tout comme il avait le pouvoir de faire respecter la Convention du 15 septembre dans ses stipulations

concernant le maintien de la Souveraineté temporelle du Saint-Père.

J'ai eu la satisfaction de constater que mes déclarations faisaient une impression très-favorable sur mon interlocuteur qui ne s'est pas borné à me prier de remercier Votre Excellence du prix qu'Elle mettait à éviter à Rome toute cause de froissement ou tout prétexte de dissentiment entre les Cabinets de Vienne et des Tuileries. Il a ajouté que les rapports qu'il recevait de la capitale de la Chrétienté confirmaient en tous points ce que je venais de lui dire et qu'il se félicitait sincèrement d'un accord qui ne pouvait qu'être utile à une cause que la France tout comme l'Autriche avait intérêt à défendre et à voir sortir victorieuse des embarras qui l'entourent.

M. le Ministre des affaires étrangères m'ayant demandé si je n'avais pas reçu d'informations sur l'état des choses à Rome, je me bornai à lui parler de l'impression fâcheuse qui, ainsi qu'il devait le savoir déjà, avait été produite sur le Souverain Pontife par la circulaire du Baron Ricasoli et par le discours du Roi Victor-Emmanuel aux députés vénitiens.

« J'admets, me fit observer le Marquis, qu'en effet les termes de ces documents laissent à désirer, mais je puis vous donner l'assurance qu'il ne faut pas y attacher trop d'importance. L'interprétation que la France donne, et elle ne l'a pas caché à Florence, aux paroles « *l'Italia è fatta, ma non compiuta* », est que l'Italie existe, et qu'elle n'a donc plus besoin d'être créée; quant au « *non è compiuta* », cela doit signifier que l'Italie a encore beaucoup de choses à faire pour devenir un état vivant d'une vie régulière, et je n'admets pas que cette phrase puisse signifier que l'Italie a encore des conquêtes territoriales en vue. Je vous dirai même que le Baron Ricasoli avant le voyage de Venise a reconnu que l'Italie avait le devoir d'exécuter la convention non-seulement dans sa lettre, mais aussi dans son esprit. »

Je fis observer au Ministre que cette déclaration si peu d'accord avec la prétention mise jusqu'ici en avant par l'Italie d'interpréter la convention à son sens constituerait un vrai progrès, mais que je devais m'étonner alors de voir la circulaire de M. de Ricasoli tomber dans les anciens errements.

Le Ministre admettant la justesse de cette remarque me répondit :

« Aussi ai-je fait comprendre à Florence que de même qu'on fermait la porte du passé et la porte du présent, le France exigeait qu'on fermât également la porte de l'avenir et qu'on ne la laissât pas entr'ouverte pour livrer passage à des éventualités inadmissibles. Toutefois il ne faut point oublier que le Gouvernement italien est obligé de tenir compte de certains courants qui existent encore dans un pays

mal assis, et de les flatter. C'est à cette nécessité qu'il faut attribuer quelques passages de la circulaire qui ont été fort mitigés depuis par les déclarations du Ministre des affaires étrangères qui ne peuvent laisser un doute sur la ferme intention du Cabinet italien de respecter et de faire respecter la convention. C'est ainsi qu'il use de tout son crédit sur le parti avancé pour le dissuader de toute manifestation même pacifique qui pût donner des embarras au Gouvernement du Saint-Père après le départ des troupes françaises. »

Mon interlocuteur termina cette partie de son entretien en me disant que l'évacuation était en voie d'exécution, que tout avait fait un devoir à la France de ne point la retarder. D'abord le moment semblait propice, après les événements qui avaient si inopinément donné à l'Italie une satisfaction à laquelle elle ne pouvait s'attendre. Ensuite, pour exiger une observation scrupuleuse d'un engagement bilatéral, il était urgent de prêcher d'exemple et de se montrer tout aussi empressé à remplir les promesses que d'un autre côté on avait faites.

Agréez, etc,

Signé : MÜLINEN.

N° 57. Le baron de Beust au comte de Mülinen à Paris.

Vienne, le 12 décembre 1866.

Monsieur le Comte,

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des rapports que vous m'avez adressés en date du 6 de ce mois sous le n° 72.

Je constate avec plaisir que le Gouvernement français semble renoncer, du moins pour le moment, aux méfiances qu'il ne témoigne que trop souvent à l'égard de l'attitude du Cabinet impérial dans la question romaine. Les explications échangées au sujet de l'envoi d'un bâtiment de guerre autrichien à Civita-Vecchia paraissent avoir dissipé les préventions conçues au premier abord, et j'espère que cet incident peut être considéré comme vidé.

Vous vous êtes conformé à nos intentions en faisant ressortir la conduite prudente et réservée que tient M. le Baron de Hübner. Je continue, d'ailleurs, à lui recommander le maintien de la meilleure intelligence possible avec son collègue de France. Ainsi que vous le verrez par l'extrait ci-joint d'un des derniers rapports de M. le Baron de Hübner, cet Ambassadeur se rend parfaitement compte de l'importance que nous mettons à ne point éveiller inutilement les sus-

ceptibilités françaises. Il appelle, en même temps, mon attention sur les difficultés de sa position et sur les efforts qui sont tentés des côtés les plus divers pour empêcher jusqu'au simulacre d'une entente entre les Ambassades d'Autriche et de France à Rome. Je crois devoir vous communiquer les renseignements que me donne à ce sujet M. le Baron de Hübner, afin que vous puissiez, le cas échéant, vous en servir pour réduire à leur juste valeur les dénonciations qui parviendraient jusqu'à Paris.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 58. Le comte de Mülinen au baron de Beust.

Paris, le 21 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

J'ai donné connaissance à M. le Marquis de Moustier de la dépêche du 12 Décembre cotée n° 1 et j'ai cru utile de lui donner également lecture de quelques passages de son annexe, dans laquelle l'Ambassadeur de l'Empereur à Rome appuie sur la circonspection dont déjà avant l'arrivée des instructions de Votre Excellence il avait pris l'initiative dans ses rapports avec la Cour de Rome, pénétré qu'il était des exigences de notre politique.

Ce nouveau témoignage du désir qui anime le Cabinet impérial et royal d'éviter au Gouvernement français tout ce qui pourrait lui créer des embarras dans un moment où il tâche d'amener la question romaine à une conclusion relativement satisfaisante, a été apprécié comme il le méritait par M. le Ministre des affaires étrangères, qui m'a réitéré que tout ce qui lui revenait de Rome et ce que M. de Sartiges lui avait dit verbalement confirmait les assurances du Gouvernement impérial et de M. le Baron de Hübner. Il a ajouté que l'Ambassadeur de notre Auguste Maître, à son passage par Paris, avait eu l'occasion de lui développer des vues qu'il n'avait pu qu'approuver et qui concordaient complètement avec ses actes depuis son arrivée à Rome.

Mon interlocuteur a saisi cette occasion pour me déclarer de nouveau fort gracieusement et catégoriquement que la méfiance n'avait jamais eu accès dans son esprit à l'endroit de l'Autriche, que dans la question de l'envoi à Civita-Vecchia d'un bâtiment de la marine de guerre de l'Empereur, c'était nous qui avions pris l'initiative d'explications dont il se plaisait à reconnaître la franchise et la cor-

dialité. Quant à lui il n'avait jamais eu l'idée de nous interpellier à ce sujet et encore moins de nous adresser un reproche. Il considérerait donc avec Votre Excellence l'incident comme vidé et le Gouvernement français ne pouvait que se féliciter de l'empressement mis par le Cabinet de Vienne à prévenir tout ce qui était de nature à jeter l'ombre même de la défiance dans les relations des deux pays.

Agrérez, etc.

Signé : MÜLINEN.

N° 59. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 13 mars 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Depuis la dernière crise ministérielle à Florence et la dissolution du parlement, il se produit dans la Péninsule italienne une agitation dont on ne saurait méconnaître le caractère de gravité. C'est principalement sur le terrain de la question religieuse que semble s'engager la lutte entre les partis, et nous voyons avec peine éclater à cette occasion un redoublement de manifestations hostiles contre le Saint-Siège. La tournée que Garibaldi fait en ce moment est exploitée pour exciter au plus haut degré les passions populaires contre le Pape, le clergé et l'Église catholique. Le célèbre agitateur et ses amis emploient toute l'influence dont ils peuvent encore disposer pour soulever les esprits contre la Cour de Rome, que des discours et des écrits d'une virulence extrême désignent comme un ennemi devant être terrassé à tout prix.

Cette situation, qui n'est pas sans danger pour le Gouvernement italien lui-même, jette des alarmes bien naturelles dans le cœur de tous les catholiques dévoués à la cause du Saint-Siège. Le Gouvernement pontifical voit grossir l'orage qui le menace et s'attend à subir quelque nouvelle attaque. Il ne peut se dissimuler sa faiblesse matérielle en face de ses nombreux et puissants adversaires; aussi ses inquiétudes redoublent-elles et Mgr le Nonce Apostolique nous a fait confidentiellement part des vives appréhensions que les circonstances actuelles inspirent à sa Cour.

Nous devons présumer que ces craintes du Saint-Siège ne sont pas ignorées du Gouvernement français. Elles nous paraissent trop justifiées pour que nous puissions croire que l'Empereur Napoléon reste entièrement indifférent aux périls qui menacent l'indépendance et jusqu'à l'existence même du trône pontifical. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que le Cabinet des Tuileries eût jugé l'instant venu de prendre en sérieuse considération l'éventualité d'une tentative du

parti avancé pour renverser la domination papale à Rome. La Convention du 15 septembre offrait aux yeux du Gouvernement français une garantie positive contre de pareilles entreprises; mais en présence de la crise actuelle, il est permis de douter que le Gouvernement italien ait, sinon la volonté, du moins la force de faire respecter scrupuleusement la lettre et l'esprit de cette Convention.

Il nous importerait, en tout cas, de savoir si ce doute ne se présente pas à l'esprit de l'Empereur Napoléon et de ses ministres, et si le Gouvernement français n'est pas, en conséquence, plus disposé aujourd'hui qu'il ne l'était auparavant, à prévoir le cas où une entente entre les principales Puissances catholiques deviendrait nécessaire pour sauvegarder les grands intérêts qui se rattachent à l'existence du trône pontifical.

Votre Altesse connaît les sentiments qui animent dans cette question l'Empereur, notre auguste Maître. Je puis me dispenser d'insister ici sur l'empressement que mettrait le Gouvernement impérial à se prononcer en faveur du Saint-Siège et à contribuer à le maintenir.

D'un autre côté, une juste appréciation de la situation, ainsi que les bons rapports qui nous unissent au Gouvernement français et qui, j'aime à le reconnaître, semblent se consolider chaque jour davantage sur un autre terrain, nous porte à ne point vouloir nous séparer du Cabinet des Tuileries sur un point où nous avons, d'ailleurs, tant d'intérêts identiques. Nous avons toujours cherché à établir un accord avec le Gouvernement français sur la question romaine, et tel est encore aujourd'hui le but de nos désirs.

Nous croyons le moment opportun pour constater encore une fois nos dispositions à cet égard et pour faire savoir au Gouvernement français que nous sommes prêts à nous unir à lui, afin de parer aux éventualités de la crise actuelle en Italie. C'est dans cette pensée que nous avons jugé utile d'aborder ce sujet, et c'est dans ce sens que j'invite Votre Altesse à en entretenir confidentiellement M. le marquis de Moustier.

Depuis que la question romaine a fait l'objet de vos conversations avec ce Ministre, il est incontestable que la situation a pris un nouveau caractère de gravité, et ce fait me semble suffisant pour provoquer un nouvel échange d'idées.

En engageant Votre Altesse à s'inspirer de ces considérations, je la prie de m'informer bientôt de l'accueil que rencontrera auprès du Gouvernement français une démarche qui nous est suggérée autant par le désir de resserrer l'entente entre l'Autriche et la France que par les préoccupations dues aux événements qui peuvent se préparer dans la Péninsule italienne.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 60. Le baron de Beust au baron de Kúbeck à Florence.

Vienne, le 12 septembre 1867.

Monsieur le Baron,

Par votre rapport coté litt. A du 7 de ce mois, vous me donnez quelques renseignements sur les mouvements de Garibaldi et sur les mesures prises par le Gouvernement italien pour prévenir une invasion à main armée du territoire romain.

Ainsi que Votre Excellence le verra par le rapport ci-joint en copie de M. le baron d'Ottensfels, on s'est ému pendant quelque temps à Rome des préparatifs du célèbre agitateur. Cependant la tranquillité n'a pas été troublée, et le Gouvernement pontifical croit pouvoir compter sur ses propres forces pour repousser les bandes qui franchiraient la frontière, si celles-ci n'étaient point appuyées par le Gouvernement italien.

Nous aimons à croire que M. Rattazzi continuera à prendre des mesures sérieuses pour empêcher que le retour de Garibaldi de Suisse ne devienne le signal de désordres qu'un Gouvernement régulier ne saurait tolérer. Nous ne pouvons voir sans de légitimes inquiétudes les facilités dont jouissent les agitateurs sur la frontière romaine, et il devrait être dans l'intérêt même du Gouvernement italien d'étouffer dans leur germe les complications qu'une entreprise garibaldienne sur Rome ne manquerait pas de faire naître.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 61. Le baron de Beust au baron de Kúbeck à Florence.

Vienne, le 27 septembre 1867.

Monsieur le Baron,

Vous connaissiez les légitimes préoccupations qu'inspiraient au Gouvernement impérial les progrès croissants de l'agitation garibaldienne en Italie et les préparatifs bruyants qui se faisaient ouvertement contre Rome. Les informations qui nous étaient transmises ne diminuaient pas nos inquiétudes, et nous avions tout lieu de craindre qu'une atteinte sérieuse ne fût portée à la tranquillité publique par une violation du territoire pontifical.

La détermination énergique que vient de prendre le Gouvernement

italien écartera, je l'espère, les dangers que nous redoutions. En se décidant à faire arrêter Garibaldi, le Gouvernement italien a donné une preuve de sa force et en même temps de sa ferme volonté de respecter les engagements qu'il a contractés à l'égard du Saint-Siège.

Nous constatons ce fait avec une sincère satisfaction, et Votre Excellence voudra bien en exprimer nos félicitations à M. Rattazzi. Nous aimons à croire que M. le Président du Conseil persévéra dans cette voie et ne souffrira pas que les fauteurs de troubles reprennent un ascendant qu'ils n'ont que trop longtemps impunément exercé.

Nous attachons trop de prix à voir se maintenir et se consolider les bonnes relations entre l'Autriche et l'Italie pour ne pas saluer avec joie tout événement qui soit de nature à éloigner une cause de dissentiment entre les deux pays. C'est surtout à ce titre que nous voyons avec plaisir le Gouvernement italien se séparer entièrement du parti garibaldien et détourner le coup qui menaçait l'autorité du Saint-Siège.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 62. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 19 novembre 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

M. le duc de Gramont m'a communiqué la circulaire ci-jointe en copie par laquelle le Gouvernement français propose aux Gouvernements européens de se réunir en conférence pour examiner les graves questions soulevées par la situation du Saint-Siège et celle du Royaume d'Italie.

Lors de mon séjour à Paris, j'ai déjà été dans le cas d'assurer le Gouvernement français que l'Autriche ne refuserait pas de concourir à une pareille délibération. Je ne puis que confirmer aujourd'hui ce langage en chargeant Votre Altesse de transmettre à M. le marquis de Moustier le consentement éventuel du Gouvernement impérial de participer à une réunion telle que le Gouvernement français l'a en vue.

Ainsi que le fait observer M. le Marquis de Moustier, la situation en Italie ne touche pas seulement à la tranquillité générale, mais encore aux sentiments religieux et moraux des différentes populations catholiques. A ce double point de vue, l'Autriche est trop intéressée

aux graves questions dont la France veut provoquer l'examen pour ne pas se rendre à l'appel qui lui est adressé.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

**N° 63. Le baron de Beust aux Agents diplomatiques
de l'Autriche à l'étranger.**

(Circulaire.)

Vienne, le 19 novembre 1867.

M.

Vous trouverez sous ce pli copie de la circulaire adressée par le Gouvernement français à tous les Gouvernements d'Europe pour les inviter à se réunir en Conférence et à examiner en commun les graves questions qui se rattachent à la situation actuelle du Saint-Siège et à celle du Royaume d'Italie. Je joins également ici copie de la dépêche que j'ai écrite au Prince de Metternich en le chargeant d'annoncer au Gouvernement français que l'Autriche était prête à prendre part à la réunion projetée.

Je crois devoir accompagner cette communication de quelques courtes explications destinées à préciser le point de vue du Gouvernement Impérial et les motifs qui l'ont décidé à accepter sans réserves l'invitation française.

Le Gouvernement Impérial part du principe qu'il est, pour ainsi dire, du devoir des Gouvernements européens de ne pas se soustraire à l'examen en commun des grandes questions qui intéressent l'Europe tout entière par l'influence qu'elles exercent sur le maintien ou la rupture de la paix générale.

Chaque Gouvernement est tenu, selon nous, à contribuer dans la mesure de ses forces et de ses lumières à la solution des problèmes qui entretiennent en Europe une agitation funeste. Un loyal échange d'idées peut faire disparaître plus d'une difficulté réputée insurmontable au premier abord. La délibération en commun a enfin l'avantage d'empêcher les arrangements particuliers et les combinaisons intéressées qui, formés au profit exclusif de quelques-uns, sont trop souvent une source de périls pour la sécurité des autres.

Les questions dont la France désire déférer l'examen à une conférence sont incontestablement du nombre de celles qui intéressent l'Europe entière. Il me paraît superflu de faire ressortir ici leur importance et les titres qu'elles ont à l'attention générale.

La France me semble naturellement appelée à provoquer la réu-

nion de cette conférence par la situation où les faits ont placé cette Puissance. Je comprends parfaitement qu'elle ne veuille rien préjuger en déclinant d'indiquer d'avance les bases de la délibération et en se refusant à toute discussion préalable. Je ne vois pas, en effet, quelle serait l'utilité d'entamer dès à présent, par une correspondance entre les Cabinets, un échange d'idées, lorsque ce résultat est précisément celui que la Conférence doit atteindre et qu'elle peut le faire dans des conditions préférables, puisqu'elle permet une discussion plus prompte et plus complète. Pénétrés de ce sentiment, nous ne voudrions pas entraver la réunion de la Conférence en la faisant dépendre d'une entente préalable, difficile à réaliser, et nous regretterions vivement que notre opinion ne fût pas partagée par toutes les autres Puissances. En acceptant la conférence, telle que la France la propose aujourd'hui, aucune Puissance ne peut craindre d'engager sa responsabilité, car toutes les voies restent ouvertes et chaque Gouvernement est libre de prendre au sein de la réunion l'attitude qui convient à ses principes ou à ses intérêts. Aucune transaction ne se trouve ainsi exclue, mais il est tout aussi peu interdit de maintenir ses convictions. Nul engagement onéreux, nul sacrifice d'opinion n'est imposé d'avance, et il me semble que dans ces conditions aucun Gouvernement ne doit refuser son concours à une tentative qui, si elle réussissait, deviendrait une garantie solide de la conservation de la paix.

Parmi toutes les Puissances invitées, il est évident que le Saint-Siège et le Royaume d'Italie se trouvent intéressés en première ligne. Leur adhésion à la Conférence est sans doute une condition importante du succès de ses travaux, mais nous ne sommes point persuadés qu'elle soit une condition absolument indispensable.

Nous souhaitons assurément que les droits et l'autorité du Saint-Père soient représentés directement au sein de la Conférence, mais nous avons aussi la ferme conviction que, même parmi les Puissances non-catholiques, on sentira la nécessité d'entourer de garanties efficaces l'indépendance du Chef de l'Église catholique et l'exercice des droits élevés dont il se trouve investi. Même dans l'absence d'un Représentant du Saint-Siège, nous croyons que les Puissances pourraient chercher avec fruit le moyen de mettre la Papauté à l'abri d'attaques pareilles à celle qu'elle vient de supporter, et les Cabinets se feront sans doute unanimement un devoir de sauvegarder la dignité du Souverain Pontife par les propositions qu'on s'accorderait à Lui soumettre, même si Sa Sainteté ne jugeait pas opportun de confier la défense de Ses intérêts à un Représentant spécial.

Veuillez conformer votre langage aux considérations que je viens de développer, lorsque vous aurez l'occasion de vous expliquer sur

l'assentiment donné par l'Autriche à la proposition française relative à la réunion d'une conférence.

Recevez, M.

Signé : BEUST.

N° 64. Le baron de Beust au baron de Hübner à Rome.

Vienne, le 20 novembre 1867.

Monsieur le Baron,

Nous avons suivi avec un intérêt voisin de l'anxiété les événements dont la péninsule italienne vient d'être le théâtre. Inquiets des graves conséquences que ces faits pouvaient avoir pour le maintien de la paix générale un moment menacé, nous étions tout particulièrement préoccupés de la situation du Saint-Père, des dangers auxquels était exposée son auguste personne, et des périls dont son trône était environné.

Nous avons pu admirer encore dans cette occasion le courage et la fermeté déployés par le Saint-Père et son Gouvernement. Ces qualités ne se sont jamais démenties au milieu des plus pénibles épreuves et elles se sont manifestées cette fois-ci avec un nouvel éclat. C'est également avec la plus vive satisfaction que nous avons pu constater par les rapports de Votre Excellence la brillante conduite de la petite armée pontificale, ainsi que l'excellente attitude de la population romaine qui a donné des témoignages incontestables de fidélité et d'attachement au Souverain Pontife.

Malgré les conditions anormales dans lesquelles il se trouve placé, l'État pontifical s'est montré doué d'une vitalité remarquable, en soutenant aussi longtemps, à l'aide de ses seules ressources, les attaques multipliées dont il était l'objet. Si l'armée française a assuré par sa présence le succès final de la lutte inégale qui était engagée avant son arrivée, il est certain qu'une grande part du résultat obtenu doit être attribuée à l'héroïque résistance qui a si longtemps arrêté la marche des envahisseurs.

Cette circonstance ne peut manquer d'exercer une heureuse influence en faveur du principe du pouvoir temporel, et le Saint-Siège se trouve ainsi placé dans des conditions meilleures pour entrer dans la phase qui s'ouvre maintenant devant lui.

Après avoir, par le secours de ses armes, dégagé Rome du péril le plus imminent, la France désire à la fois mettre sa responsabilité à couvert et assurer l'avenir, en remettant à toutes les Puissances

réunies en conférence le soin de prévenir le retour d'événements dangereux pour le maintien du trône pontifical, comme pour celui de la paix générale.

Nous n'avons pu méconnaître l'importance des motifs qui plaident en faveur de la ligne de conduite suivie en cette circonstance par le Gouvernement français. Nous avons pensé qu'il était de notre devoir de ne pas refuser notre concours à une œuvre dont la réussite contribuerait tant à affermir la paix du monde au double point de vue de la politique et de la religion. Nous n'avons donc pas hésité à accepter *sans réserves* l'invitation qui nous était adressée et nous avons cru pouvoir d'autant mieux le faire, qu'on ne nous demandait nul engagement préalable de nature à préjuger nos décisions finales.

Votre Excellence trouvera sous ce pli, avec le texte de la dépêche française du 9 de ce mois, celui de notre réponse, ainsi qu'un exemplaire de la circulaire que j'envoie à nos Missions pour expliquer les vues qui guident en cette occasion le Gouvernement Impérial.

J'ignore jusqu'à ce moment à quelle détermination s'arrêtera le Gouvernement pontifical et s'il jugera convenable d'adhérer à la réunion de la Conférence projetée.

Il ne nous appartient sans doute pas de chercher à influencer les résolutions du Saint-Père. La sagesse dont le Gouvernement pontifical a toujours fait preuve dans les circonstances les plus critiques nous est un sûr garant qu'il agira de nouveau aujourd'hui de la manière la plus conforme à ses principes et à ses intérêts.

Le mode proposé pour la réunion de la Conférence, en excluant tout échange d'idées préalable, me semble de nature à faciliter l'adhésion du Saint-Siège. Il peut se faire représenter sans abandonner aucun de ses droits, sans sacrifier aucun de ses principes, sans renoncer à aucune de ses convictions. Plus d'une fois déjà, la Cour de Rome s'est montrée disposée à ne point reculer devant une discussion publique et à défendre son indépendance autour du tapis vert d'un Congrès, aussi bien qu'elle vient de le faire avec l'épée de ses soldats sur le champ de bataille.

Nous verrions assurément avec un vif plaisir que le Saint-Siège ne fournit pas une arme de plus à ses ennemis, en refusant de participer à une réunion qui ne l'engage à rien et dont on espère faire sortir une œuvre de pacification. Nous sommes tellement convaincus qu'il est d'une saine politique de faciliter la réunion de la Conférence que nous n'avons même pas posé, comme condition indispensable de notre adhésion, la participation d'un Représentant du Saint-Siège. J'aime à croire que le Gouvernement pontifical ne se trompera pas sur les vraies causes qui nous ont dicté cette attitude. Rien n'est plus loin de notre esprit que de vouloir montrer par là un manque

de déférence pour le Saint-Siège, ou un abandon de sa cause. Nous avons voulu seulement indiquer ainsi tout le prix que nous mettons à voir s'établir un concert européen au sujet d'une des plus graves questions qui agitent le monde, et exprimer notre profonde conviction que la cause de la Papauté est assez bonne pour ne pas avoir besoin d'un défenseur spécial au milieu d'une assemblée réunie pour faire prévaloir des principes d'ordre et de stabilité.

Votre Excellence voudra bien s'exprimer dans ce sens auprès du cardinal secrétaire d'État, et je n'aurais pas d'objection à ce que Son Éminence prît confidentiellement connaissance du texte même de cette dépêche.

Recevez, etc., etc.

Signé : DE BEUST.

N° 65. Le baron de Beust au baron de Kùbeck à Florence.

Vienne, le 20 novembre 1867.

Monsieur le Baron,

C'est avec un vif intérêt que j'ai pris connaissance de vos rapports du 8 de ce mois qui décrivent et apprécient la crise que le royaume d'Italie vient de traverser. Nous avons déploré plus d'une fois les tergiversations du dernier ministère vis-à-vis du mouvement garibaldien, qu'il aurait sans doute été facile de maîtriser à son début. En laissant cette agitation se développer presque impunément et en souffrant une violation manifeste de la Convention de septembre, M. Rattazzi a provoqué des périls qui ont menacé un instant non-seulement la tranquillité de la péninsule italienne, mais aussi le maintien de la paix générale. Le Roi Victor-Emmanuel a cependant reconnu au dernier moment combien était dangereuse la voie dans laquelle on l'entraînait. Nous aimons à croire que le changement de ministère a été l'inauguration d'une nouvelle politique plus décidée dans ses principes, plus conservatrice dans ses tendances. Le nom et les antécédents du général Ménabréa nous offrent, à cet égard, une garantie dont nous savons apprécier toute la valeur. Les premiers actes du Gouvernement n'ont pas donné un démenti aux espérances des amis les plus sincères de l'Italie. Des mesures ont été prises pour éviter un conflit imminent et les désordres qui se sont produits en quelques lieux ont été comprimés. Nous nous plaisons à considérer ces faits comme le prélude d'une politique plus sage qui cherchera la solution des difficultés de la situation non pas dans des actes de violence, mais dans les conseils du calme et de la prudence.

Une occasion est offerte au Gouvernement italien de donner à l'Europe un nouveau gage de ses sentiments de modération et de son désir de contribuer au maintien de la paix. Je veux parler de la Conférence que le Gouvernement français propose de réunir, afin d'examiner les graves problèmes que soulève la situation actuelle et en chercher une solution conforme à l'intérêt général. L'Autriche n'a pas hésité, pour sa part, à accepter sans réserves l'invitation qui lui a été adressée.

Votre Excellence trouvera sous ce pli avec le texte de la dépêche française du 9 de ce mois, celui de notre réponse, ainsi qu'un exemplaire de la circulaire que j'envoie à nos Missions pour leur expliquer les vues qui guident, en cette circonstance, le Gouvernement Impérial. Les considérations développées dans cette dernière pièce me semblent mériter d'être appréciées à Florence, tout aussi bien qu'à Vienne. Je puis donc me référer à elles, en exprimant l'espoir que des sentiments analogues engageront le Gouvernement italien à donner aussi son assentiment à l'idée d'une Conférence. Mais en dehors de ces raisons d'un ordre général qui militent en faveur du projet français, il me semble que le Cabinet de Florence doit trouver des motifs particuliers pour adhérer avec un certain empressement au plan d'une Conférence.

Ainsi que je l'ai indiqué plus haut, le Gouvernement italien est tenu plus que tout autre à faire preuve de déférence envers l'Europe et à lui montrer qu'il n'est pas un élément de trouble au milieu des Puissances amies de l'ordre et de la paix.

Il ne nous appartient pas d'entrer avec le Gouvernement italien dans une discussion sur les causes qui ont amené la situation actuelle, mais il nous est permis de faire pressentir combien serait lourde, vis-à-vis de l'Europe, la responsabilité qui retomberait sur l'Italie, si son Gouvernement prétendait résoudre à lui seul, de gré ou de force, des questions qui sont d'un intérêt général au double point de vue de la politique et de la religion.

Dans notre conviction, la France a rendu plus facile à l'Italie, ainsi qu'à toutes les autres Puissances, sa participation à la Conférence en n'exigeant aucune entente préalable sur les bases de cette réunion. Chacun y apporte une entière liberté; aucune concession, aucun engagement n'est imposé d'avance et dans de pareilles conditions un refus de concours ne serait guères excusable selon nous.

Nous aimons à croire que M. le Général Ménabréa ne méconnaîtra pas l'importance de ces considérations. Il ne voudra pas surtout, je pense, ajouter une nouvelle cause de froissement aux relations déjà un peu tendues que les derniers événements ont produites entre la France et l'Italie. Si le cabinet de Florence tient enfin quelque

compte de l'opinion de l'Autriche, qu'il sache bien que nous lui conseillons de ne pas augmenter les difficultés de sa situation, en contribuant à faire échouer l'œuvre de pacification dont l'Empereur Napoléon a pris l'initiative.

Votre Excellence voudra bien s'exprimer dans ce sens auprès de M. le général Ménabréa et l'engager à donner son adhésion au projet de Conférence.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 66. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 21 novembre 1867.

Monsieur le Ministre.

M. le Marquis de Moustier est très-reconnaissant à Votre Excellence des efforts qu'Elle ne cesse de faire pour démontrer à l'Angleterre les inconvénients de son abstention et il approuve à ce point de vue et sans réserve les arguments qu'Elle fait valoir à Londres.

Les termes dans lesquels sont conçues votre réponse à l'invitation à la Conférence et la circulaire par laquelle vous expliquez votre acceptation, rencontrent également une sincère et reconnaissante approbation auprès du Gouvernement français.

Signé : METTERNICH.

N° 67. Le baron de Kùbeck au baron de Beust.

Florence, le 23 novembre 1867.

Monsieur le Ministre.

J'ai reçu hier soir, par le courrier Müller, l'expédition que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 20 courant, relativement à la Conférence proposée par le Gouvernement français, afin de chercher une solution aux graves questions soulevées par la situation actuelle du Saint Siège et du Royaume d'Italie.

Je me suis empressé dès ce matin de porter cette communication importante à la connaissance de M. le Comte de Ménabréa et pour bien préciser la pensée du Cabinet Impérial, je n'ai pas hésité de

lui donner entière lecture de la dépêche du 20 et de la circulaire du 19.

M. le Président du Conseil suivit avec une attention marquée les arguments développés dans ces deux pièces. Quant à la première, il m'exprima sa reconnaissance de ce qu'elle contient d'amical pour l'Italie et de flatteur pour sa personne. Il se défendit toutefois de l'insinuation qu'elle lui semblait indiquer comme quoi le Gouvernement Italien serait contraire à la Conférence et disposé à en entraver la réunion. Je fis observer à M. le Général Ménabréa qu'il se trompait à cet égard, vu que mon instruction ne contenait pas de reproches, mais des recommandations amicales pour déterminer le Gouvernement italien de s'associer à une œuvre de paix et d'intérêt général.

Le Ministre parut satisfait de cette interprétation et s'empressa de me donner des éclaircissements sur ce qui s'est passé ici et sur la manière de laquelle il envisage la question des Conférences. « Lorsque la question a surgi, dit-il, on nous avait tenu en dehors des pourparlers préalables et nous n'étions pas appelés à nous prononcer sur une chose que nous ne connaissions point. La première ouverture positive qui nous a été faite de la part du Gouvernement français était la circulaire du 9 que le Baron de Malaret m'a remise le 17 seulement, lors de son retour à Florence.

« Loin de repousser les Conférences projetées nous nous sommes empressés de les accepter en principe, mais la rédaction vague de la communication nous imposa l'obligation de demander au Cabinet français des explications avant que nous ne pussions nous engager à une acceptation définitive. Nous avons donc cru devoir lui demander, avant tout, quelle serait la position de l'Italie dans les Conférences, car la circulaire nous laissait des doutes et même des appréhensions à ce sujet. Nous désirions aussi savoir si la Conférence doit aboutir à une garantie de ce qui serait convenu ou si on se bornerait à de simples conseils. Nous avons enfin exprimé le désir d'être rassurés sur la cessation de l'occupation française dans les États Romains au moment de la réunion de la Conférence, comme le Gouvernement français nous l'avait fait entrevoir.

« Vous voyez, continua le Général, que nos demandes ne sont pas exagérées et que, dès que nous serons renseignés et tranquillisés à cet égard, rien ne s'opposera de notre part à la réunion de la Conférence. Si le Cabinet français s'était prononcé du premier abord dans le sens de la circulaire du Baron de Beust, qui définit si bien et sans éveiller aucune susceptibilité, le programme et la tâche de la Conférence, nul doute ne serait venu à notre esprit. Nos observations relativement aux Conférences furent sans retard transmises, par le

télégraphc, à notre Ministre à Paris, mais elles ont été plus amplement développées dans une dépêche qui aujourd'hui même sera portée à la connaissance du Marquis de Moustier. »

Les explications qui m'ont été fournies par M. le comte de Ména-bréa, dans sa conversation d'aujourd'hui, précisent les renseignements que j'ai été à même de transmettre à votre Excellence par mon télégramme du 20.

Dans les cercles politiques de Florence, l'on doute, au reste, que le projet de Conférence puisse aboutir en vue de l'éloignement qu'il rencontre auprès de plusieurs Puissances, notamment de la part de l'Angleterre et de la Prusse.

Veuillez agréer etc. etc.

Signé : KÜBECK.

N° 68. Le baron de Hübner au baron de Beust.

Rome, le 25 novembre 1867.

Monsieur le Ministre.

Le courrier Müller m'a remis le 23 du ct vos dépêches du 20.

Conformément aux ordres que votre Excellence a bien voulu me donner, je me suis empressé de faire connaître au Cardinal-Secrétaire d'état le point de vue auquel le Cabinet Impérial envisage l'idée, issue de Paris, de la réunion d'une Conférence européenne destinée à prendre en considération les affaires de Rome et les rapports du Saint-Siège avec le royaume d'Italie. Je lui ai dit que l'Autriche accepte sans réserve l'invitation de la France de se faire représenter à ces Conférences. Enfin j'ai exposé les motifs qui, au sens de Votre Excellence, semblent militer en faveur d'une résolution analogue de la part du Gouvernement pontifical. Sous ce rapport, je n'aurais pu mieux m'acquitter de ma commission qu'en donnant à mon interlocuteur confidentiellement lecture de la dépêche par laquelle vous traitez cette matière. Le Cardinal en a pris connaissance avec un vif intérêt. Il vous remercie, monsieur le Baron, des paroles sympathiques et affectueuses que vous consacrez au dénouement heureux de la crise terrible que l'état de l'Église vient de traverser. En ce qui concerne les Conférences, il s'est rencontré, m'a-t-il dit, avec l'appréciation de Votre Excellence, en ce sens qu'il pense, comme Elle, « que le Saint Siège ne doit pas fournir une arme de plus à ses ennemis en refusant de participer à une réunion qui ne l'engage à rien, et dont on espère faire sortir une œuvre de pacification. » Se plaçant à ce point

de vue, monsieur le Baron, même avant de savoir qu'il était aussi le vôtre, il n'a pas hésité, m'a-t-il dit, avec autorisation du Saint-Père, de déclarer à M. l'Ambassadeur de France :

« Que le Gouvernement pontifical ne voit pas de difficultés à se faire représenter à la Conférence en même temps que toutes les autres Puissances, et qu'il compte porter devant cette Conférence la question de droit et de justice pour les provinces enlevées aux États de l'Église. »

J'ai demandé à M. le Cardinal Antonelli ce que le Gouvernement romain comptait faire dans le cas où l'une ou l'autre des principales Puissances ne participeraient pas aux conférences. Son Éminence m'a répondu que, si cette éventualité se réalisait, le Saint-Père ne manquerait pas de la prendre en mûre considération.

Agréez, etc., etc.

Signé : HÜBNER.

N° 69. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 30 novembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Ayant eu l'occasion de voir M. le Ministre des affaires étrangères, je n'ai pas manqué de lui communiquer des extraits de la correspondance échangée entre le Gouvernement Impérial et Royal et les missions de l'Empereur à Rome et à Florence, et que Votre Excellence a mis à ma disposition par ses dépêches du 24 et du 26 novembre.

M. le marquis de Moustier a pris connaissance avec un vif intérêt de ces pièces et m'a chargé de vous remercier, monsieur le Baron, de l'appui franc et loyal donné par le Cabinet Impérial au projet de Conférence mis en avant par la France.

Agréez, etc.

Signé : METTERNICH.

N° 70. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 16 décembre 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

M. l'Ambassadeur de France a été chargé dernièrement par son Gouvernement de me faire une nouvelle communication au sujet du projet de Conférence.

D'après la dépêche de M. le marquis de Moustier, dont le duc de Gramont m'a donné confidentiellement connaissance, le Gouvernement français se montre disposé à adopter l'idée suggérée par M. le comte de Bismarck, d'une réunion préparatoire des représentants des cinq grandes Puissances à Paris, dans le but d'ouvrir des pourparlers et des négociations préliminaires sur l'objet de la Conférence proposée par la dépêche française du 9 novembre dernier.

En nous remerciant chaleureusement de l'appui amical que nous avons donné au projet de Conférence, M. le marquis de Moustier nous demande si nous ne voudrions pas adhérer à cette nouvelle combinaison qui lui semble rentrer dans l'ordre d'idées du Cabinet Impérial.

Je me félicite sincèrement de voir le Gouvernement français apprécier ainsi les efforts que nous avons faits pour le seconder dans cette question. Toujours animés du désir de faciliter autant que cela dépend de nous une entente entre les Puissances, nous n'avons point d'objection à participer à la réunion préparatoire dont il s'agit. Nous devons, toutefois, faire remarquer que ce plan n'est pas précisément conforme aux vues que nous avons développées.

Quoi qu'il en soit, nous ne méconnaissions pas l'avantage que présente tout essai de reconstruction de ce tribunal suprême que formait autrefois, en quelque sorte, la Pentarchie européenne. Votre Altesse voudra bien s'exprimer dans ce sens envers M. le marquis de Moustier et l'informer que, si les autres Puissances acquiescent à cette proposition, l'Autriche se fera représenter par votre intermédiaire dans les délibérations préliminaires qu'il est question d'ouvrir à Paris.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

(La suite au deuxième volume 1868.)

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA HUITIÈME ANNÉE.

(1868)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

1867

		Pages.
Janvier. . .	12 <i>Prusse</i> . Patente d'incorporation des duchés de Schleswig et Holstein dans la monarchie prussienne.....	5
—	28 <i>Prusse, Tour et Taxis</i> . Traité pour la cession à la Prusse de l'administration et de l'exploitation des postes de Tour et Taxis.....	6
Avril.....	7 <i>Prusse, Hesse-Grand-Ducal</i> . Convention militaire.....	161
Juin.....	4 <i>Prusse, Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse</i> . Convention pour assurer la durée de l'Union douanière allemande.....	13
—	14 <i>Confédération du Nord de l'Allemagne</i> . Constitution adoptée par le Reichstag le 16 avril et promulguée le 14 juin.....	15
—	18 <i>Prusse, Bavière</i> . Protocole stipulant l'adhésion de la Bavière à la Convention du 4 juin pour assurer la durée de l'Union douanière allemande.....	33
—	26 <i>Prusse, Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Altenbourg, Schwarzbourg-Rudolstadt, Reuss (branches aînée et cadette)</i> . Convention militaire.....	34
—	26 <i>Prusse, Lippe</i> . Convention militaire.....	43
—	27 <i>Prusse, Brême</i> . Convention militaire.....	51
—	27 <i>Prusse, Lubeck</i> . Convention militaire.....	61
—	28 <i>Prusse, Schwarzbourg-Sondershausen</i> . Convention militaire et protocole final.....	71
—	28 <i>Prusse, Anhalt</i> . Convention militaire et protocole final.....	79
—	30 <i>Prusse, Schaumbourg-Lippe</i> . Convention militaire et protocole....	84
Juillet....	8 <i>Confédération du Nord de l'Allemagne, Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse</i> . Traité pour le maintien de l'Association de douanes et de commerce.....	92
—	14 <i>France, États-Romains</i> . Convention pour la garantie réciproque des œuvres d'esprit et d'art.....	315
—	15 <i>Prusse, Oldenbourg</i> . Convention militaire et protocole.....	126
—	18 <i>Prusse, Waldeck</i> . Traité relatif au transfert à la Prusse de l'administration des principautés de Waldeck et Pyrmont et protocole.	137
--	23 <i>Prusse, Hambourg</i> . Convention militaire et protocole final.....	141

1867

		Pages.
Juillet	29 <i>France, États-Romains.</i> Traité de commerce et de navigation.....	305
Août.....	6 <i>Prusse, Waldeck et Pyrmont.</i> Convention militaire.....	154
Octobre...	23 <i>France.</i> Décret appliquant aux pays y désignés les dispositions du Traité de commerce conclu, le 29 juillet 1867, entre la France et les États-Romains.....	318
—	23 <i>France.</i> Décret relatif aux marchandises d'origine ou de manufacture des États-Romains, reprises dans le Traité du 29 juillet 1867, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon pontifical.....	319
—	23 <i>France.</i> Décret impérial relatif à l'importation des tissus des États-Romains taxés à leur valeur.....	320
—	23 <i>France.</i> Décret portant que les décrets du 1 ^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 26 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des États-Romains.	321

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1865

Juin.....	2 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au général de La Marmora. Organisation d'une armée de volontaires à Rome.....	197
-----------	---	-----

1866

Janvier ...	25 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au général de La Marmora. Envoi d'un ordre du jour du commandant de la division française à Alger au sujet de la situation faite aux soldats français qui prendraient du service dans l'armée pontificale.....	198
Février....	4 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au général de La Marmora. Réponse de M. Drouyn de Lhuys au sujet de la circulaire du commandant de la division d'Alger; il ne peut pas s'agir de soldats encore au service de la France, mais seulement d'individus libérés pour être admis dans la légion romaine.....	199
—	15 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au général de La Marmora. Entrevue avec M. Drouyn de Lhuys sur les stipulations de la Convention entre la France et le Saint-Siège pour la formation d'une légion romaine mentionnée par le ministre d'État dans le Sénat.....	200
—	22 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au général de La Marmora. Légion romaine, décision du Gouvernement français maintenant aux officiers leur droit d'ancienneté dans l'armée. Entrevue avec M. Drouyn de Lhuys.....	201
Mars.....	6 <i>Russie.</i> Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow à Londres. Derniers événements dans les Principautés. Objections à l'élection, par le Gouvernement provisoire, d'un prince étranger comme souverain du pays. Le terrain de l'accord des Puissances est nettement défini par le Traité de 1856 et la Convention du 19 août 1858.....	274
—	7 <i>Russie.</i> Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Par.s. Con-	

1866

		Pages.
	férence de Paris à la suite des événements de Bucharest. Instructions.....	270
Mars.....	22 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Paris. Le but de la Russie est d'assurer le repos et la prospérité des Principautés. L'expérience des dernières années peu encourageante. Les Puissances ont pour tâche de s'assurer aujourd'hui des vœux des populations.....	276
Avril.....	16 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Paris. Principautés danubiennes. Les trois premières séances de la Conférence. Opinion sur la situation. La Conférence doit recourir au vote des deux Principautés au sujet de l'union. Régler d'abord la question d'un prince étranger.....	277
Juin.....	12 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Paris. Demande de dissolution de la Conférence qui n'a plus de but pratique, puisque le Gouvernement provisoire n'a tenu aucun compte de ses résolutions.....	280
Août.....	13 <i>Russie</i> . M. Dendano. Consul général en Crète, au général Ignatieff à Constantinople. Événements en Crète. Excès des troupes turques et égyptiennes qui traitent la Crète en pays ennemi....	282
Septembre.	1 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Brunnov à Londres et au baron de Budberg à Paris. Caractère de gravité des troubles de Candie, en présence desquels les Grandes Puissances ne doivent pas rester spectatrices inactives.....	284
—	2 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au général Ignatieff à Constantinople. Envoi de la dépêche du 1 ^{er} septembre. Instructions en vue d'une action combinée pour les affaires de Candie.....	287
—	24 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Brunnov à Londres. Nouvelles informations sur le mouvement des chrétiens en Orient. Désir d'une entente avec le Gouvernement anglais pour écarter les complications dont l'Europe est menacée.....	288
Octobre ..	22 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au général Ignatieff à Constantinople. Politique de la Russie à l'égard de la Turquie pour sauvegarder son intégrité. Attitude vis-à-vis des populations chrétiennes auxquelles doit être appliqué un régime conforme aux idées de notre temps. Conduite regrettable de la Porte à l'égard de la Serbie....	290
Novembre.	11 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron Hübner à Rome. Envoi d'un navire de guerre autrichien comme stationnaire à Civita-Vecchia.	404
—	15 <i>Autriche</i> . Le baron de Hübner au baron de Beust. Prochaine échéance de la Convention du 15 septembre. Le Pape compte sur l'Empereur Napoléon et sur l'Italie. L'Autriche continue ses sentiments d'affection et de respect pour le Saint-Père, mais s'abstient d'influencer ses résolutions.....	402
—	16 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Explication sur l'envoi d'un navire de guerre autrichien dans les eaux de Civita-Vecchia.....	404
—	20 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Impression du Gouvernement français à la nouvelle de l'envoi d'un navire de guerre autrichien à Civita-Vecchia, envoi, suivant M. de Moustier, imprudent et propre à irriter la révolution. Conseil à l'Autriche de renoncer à cet envoi.....	405
—	22 <i>Russie</i> . Le général Ignatieff au prince Gortchakoff. Conversation avec Aali-Pacha qui proteste contre l'asile offert sur une frégate russe aux familles cretoises.....	292
—	24 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Observations de l'Ambassadeur de France sur l'envoi d'une corvette autrichienne à Civita-Vecchia. Le motif de l'Autriche est la protection des sujets autrichiens en cas de troubles.....	40

		Pages.
Novembre.	25 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Hübner à Rome. Éviter tout ce qui pourrait faire croire que l'Autriche excite la méfiance du Saint-Siège contre la France.....	408
—	25 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Hübner à Rome. Approbation de la réserve de M. de Hübner dans son attitude et dans son langage. Déclarer au Pape que l'Autriche ne peut appuyer son dévouement par des actes efficaces.....	408
—	28 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Paris. Ouvertures de M. Moustier en vue d'une entente sur les éventualités en Orient. Satisfaction de l'Empereur Alexandre. Instructions.....	293
—	28 <i>Russie</i> . Le comte de Stackelberg au prince Gortchakoff. Envoi d'un article d'un journal de Vienne sur l'attitude de l'Autriche dans les affaires d'Orient. Conversation avec M. de Beust.....	297
Décembre.	6 <i>Autriche</i> . Le comte de Mülinen au baron de Beust. Attitude réservée de M. de Hübner à Rome. Espoir que la Convention de septembre sera respectée par l'Italie. Rapports excellents entre MM. de Hübner et de Sartiges et impression fâcheuse du discours de Victor-Emmanuel aux députés italiens. L'évacuation de Rome par la France en voie d'exécution.....	409
—	7 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow à Londres. Envoi de la dépêche du 28 novembre au comte de Stackelberg. Ere nouvelle de la politique autrichienne. Adhésion aux idées de M. de Beust.....	299
—	12 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Mülinen à Paris. Réponse à la dépêche du 6 décembre. M. de Hübner a pour instruction de maintenir la meilleure intelligence avec M. de Sartiges.....	411
—	20 <i>Italie</i> . M. Visconti Venosta au chevalier Nigra. L'évacuation du territoire pontifical par l'occupation française a amélioré la situation respective de l'Italie et du Saint-Siège. Un apaisement réciproque s'est opéré dans les rapports du clergé avec la société civile. Mission de M. Tonello. La Convention du 15 septembre est la seule base sur laquelle puisse être traitée la question romaine. Intérêt du Saint-Siège et de l'Italie à se rapprocher. La transformation de la souveraineté pontificale doit, pour l'intérêt de l'Italie, s'opérer sans trouble. Mission du général Fleury. Limites dans lesquelles l'action des Gouvernements français et italien peut s'exercer dans les affaires de Rome.....	217
—	21 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti Venosta. Conversation avec le marquis de Moustier sur la question romaine. M. de Moustier pense qu'au point de vue politique il paraît bien difficile de s'entendre au sujet d'un accord avec Rome. On devrait se contenter d'établir un <i>modus vivendi</i> ; c'est l'opinion du cardinal Antonelli. Si le Pape était obligé de quitter Rome, soit par suite d'une insurrection intérieure, soit par suite de l'invasion du territoire pontifical, la France serait obligée de faire une seconde expédition à Rome.....	221
—	21 <i>Autriche</i> . Le comte de Mülinen au baron de Beust. Réponse à 12 décembre. L'incident de l'envoi d'une corvette autrichienne à Civita-Vecchia considéré comme vidé.....	412
1867		
Janvier....	9 <i>Italie</i> . M. Visconti Venosta au chevalier Nigra. Réponse à sa dépêche du 21 décembre. Satisfaction de la bienveillance témoignée par M. de Moustier, mais le Gouvernement italien n'admet pas la possibilité d'une nouvelle intervention à Rome. Le principe de	

1867

		Pages.
	non-intervention a rendu à l'Italie et au Saint-Siège le sentiment de leur propre responsabilité. L'Italie peut seule donner au Pape des garanties de sécurité et d'indépendance.....	224
Mars.....	2 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff à M. d'Oubril à Berlin. Dépêche d'Aali-Pacha sur les affaires de Crète. Désir manifeste de la Porte de traîner les choses en longueur. Explications données au Ministre de Turquie sur cette dépêche.....	301
—	11 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Paris. Entrevue avec le prince de Talleyrand qui lui a donné lecture d'une dépêche du marquis de Moustier. Avantages pour la Grèce par l'annexion de la Crète, maintien de l'intégrité de la Turquie, amélioration du sort des chrétiens.....	302
—	13 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Agitation en Italie. Alarmes à Rome. Savoir si le Gouvernement français serait disposé à prévoir le cas d'une entente entre les Puissances catholiques pour sauvegarder le Pape. Concours de l'Autriche. La gravité de la situation provoque un nouvel échange d'idées.....	413
—	22 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. L'éventualité d'une combinaison concertée uniquement entre la France et les Pays-Bas au sujet du Luxembourg peut surexciter l'opinion publique en Allemagne. S'il s'agit d'arrangements en commun, l'Autriche offrira ses bons offices.....	354
—	28 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Impression produite par la publication des Traités d'alliance entre la Prusse et les États de l'Allemagne méridionale qui ne sont pas en parfait accord avec le Traité de Prague, mais l'Autriche ne veut pas provoquer des discussions stériles.....	390
—	28 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Exécution de l'article 5 du Traité de Prague relatif à la rétrocession au Danemark des districts septentrionaux du Schleswig.....	392
—	31 <i>Autriche</i> . Memorandum sur la question de la cession du grand-duché de Luxembourg.....	352
Avril.....	6 Le baron de Beust au comte de Trauttmansdorff à Munich. Vues et aspiration de la Bavière au sujet de la question allemande. Alliance des États méridionaux. Coopération de l'Autriche, garanties qu'elle exige.....	393
—	8 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Tension entre la France et la Prusse produite par la question du Luxembourg. Tentative de rapprochement entre la France et l'Autriche. Réserve du Cabinet impérial qui conserve sa liberté d'action.....	355
—	8 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich. Bases d'une médiation pour le règlement de l'affaire du Luxembourg que l'Autriche serait disposée à offrir si une de ces bases était acceptée à Paris et à Berlin.....	356
—	9 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Envoi de la dépêche du 8 avril au prince de Metternich. Combinaisons pour le règlement de la question du Luxembourg. Efforts pour maintenir la paix.....	357
—	9 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Représentants de l'Autriche à Paris, Londres et Saint-Petersbourg. Envoi de la dépêche du 28 mars au comte Wimpffen sur les Traités d'alliance de la Prusse avec les États de l'Allemagne méridionale.....	391
—	12 <i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Réponse à dépêche du 9. Entrevue avec le comte de Bismarck sur les affaires du Luxembourg.....	358

Avril.....	14	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Nouvelles de Berlin. Le comte de Bismarck apprécie favorablement l'idée d'une médiation de l'Autriche dans la question du Luxembourg sur la base d'une cession à la Belgique.....	359
—	14	<i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Entrevue avec le marquis de Moustier sur la question du Luxembourg. La France accueillera toute combinaison ayant pour base sa renonciation au Luxembourg, pourvu que la forteresse fût évacuée par la Prusse.....	359
—	14	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Revertera à Saint-Petersbourg. Télégramme. Propositions de l'Autriche pour l'arrangement de la question du Luxembourg accueillies favorablement à Berlin. Utilité de les voir appuyer par la Russie en vue du maintien de la paix.....	360
—	15	<i>Autriche</i> . Le comte de Revertera au baron de Beust. Télégramme. La Russie désire réserver son opinion jusqu'au moment où elle aura à se prononcer comme partie co-signataire du Traité de 1839. Question du Luxembourg.....	360
—	16	<i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Télégramme. M. de Moustier demande des détails sur l'adhésion de la Prusse aux idées émises par l'Autriche pour l'arrangement de l'affaire du Luxembourg.....	361
—	16	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Revertera à Saint-Petersbourg. Explications sur les démarches à faire auprès du prince Gortchakoff pour la question du Luxembourg. Considérations que le cabinet Russe pourrait faire valoir auprès de la Prusse pour éviter un conflit avec la France.....	361
—	17	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Satisfaction de l'accueil favorable fait per la France et la Prusse aux démarches conciliatrices de l'Autriche au sujet du conflit luxembourgeois. Position de la Prusse en face d'une guerre avec la France. Désir de la Prusse de renouer une alliance austro-allemande; sur quelles bases?.....	364
—	17	<i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Télégramme. Acceptation par la France de la proposition de l'Autriche sur la base de l'évacuation du Luxembourg par la Prusse.....	366
—	18	<i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Entrevue avec l'Empereur qui refuse provisoirement la seconde proposition de l'Autriche pour éviter toute complication dans la question du Luxembourg.....	366
—	18	<i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Télégramme du prince Gortchakoff reçu à Paris. L'Empereur sera heureux de voir la première proposition de l'Autriche au sujet de la question du Luxembourg, appuyée activement par la Russie.....	367
—	18	<i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. Télégramme. Annonce de l'arrivée d'une dépêche à Londres annonçant que la Prusse refuse d'évacuer le Luxembourg.....	367
—	18	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich, au comte Apponyi et au comte de Revertera, à Paris, Londres et Saint-Petersbourg. Télégramme. Mission du comte de Tauffkirchen à Vienne. L'Autriche conserve son entière liberté d'action dans l'affaire du Luxembourg.....	368
—	20	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Solution arrêtée par la France. Conservation du Luxembourg à la Hollande. Évacuation et démolition de la forteresse. Voir M. de Bismarck.....	368
—	21	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Revertera à Saint-Peters-	

1867

		Pages.
	bourg. Situation de la question du Luxembourg. Utilité de l'intervention de la Russie dans le sens de la paix.....	369
Avril....	22 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres. Télégramme. Abandon de la seconde proposition pour l'affaire du Luxembourg. Utilité que la première soit appuyée par l'Angleterre à Berlin.....	371
—	23 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. L'intérêt de la question du Luxembourg ne comporte pas une guerre de la Prusse avec la France. La séparation du Luxembourg et des Pays-Bas désirée en Hollande. Probabilité, dans un avenir peu éloigné, que le Luxembourg se réunisse à l'Allemagne.....	371
—	23 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres. L'Empereur Napoléon ne veut pas compliquer la question du Luxembourg par une acquisition territoriale pour la France. L'Autriche ne veut contracter aucun engagement qui la lierait vis-à-vis de la Prusse ou de la France.....	37
—	23 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Télégramme. Intervention directe de l'empereur Alexandre auprès du Roi de Prusse pour le maintien de la paix dans le conflit luxembourgeois.....	374
—	23 <i>Autriche</i> . Le comte de Revertera au baron de Beust. M. de Bismarck veut une solution radicale de la question du Luxembourg. Le prince Gortchakoff propose une réunion à Londres des signataires du Traité de 1839.....	376
—	25 <i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Télégramme. Opinion de M. de Bismarck. Initiative de la demande d'évacuation du Luxembourg à prendre par la Hollande. Neutralisation garantie par les puissances.....	374
—	25 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Télégramme. La France désire qu'une solution pacifique du conflit luxembourgeois soit décidée avant la réunion des Chambres prussiennes.....	375
—	26 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Accord sur l'initiative de la proposition de la neutralisation à prendre par la Hollande. Aucun intérêt pour la Prusse à ce que la neutralité du Luxembourg soit garantie par les Puissances.....	375
—	26 <i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Entrevue avec M. de Bismarck qui croit au désir personnel de l'Empereur Napoléon de conserver la paix, mais qui est entraîné vers la guerre par son entourage. Animation de M. de Bismarck sur les préparatifs de la France, ses plaintes sur le langage des journaux français.....	379
—	26 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. Les conditions posées par M. de Bismarck pour la solution du conflit luxembourgeois ne soulèveront aucune difficulté à Paris.....	380
—	27 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. Approbation par les Chambres italiennes de la Convention relative à l'arrangement financier pour les anciennes provinces pontificales. Continuation de la mission de M. Tonello. Difficultés des négociations. L'apaisement des esprits pour arriver à vivre en bon voisinage avec le Saint-Siège est une œuvre délicate dont le Gouvernement français par sa modération et sa sagesse voudra faciliter la réussite.....	226
—	27 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. M. de Moustier apprécie la conduite de l'Autriche dans le conflit luxembourgeois et reconnaît ce qu'elle a de loyal et d'amical pour la France.	378
—	27 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. L'Empereur Napoléon accepte comme base de la solution la demande d'éva-	

1867

		Pages.
	cuation à formuler par la Hollande et la neutralité du Luxembourg garantie par les Puissances.....	380
Avril.....	27 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. Télégramme. Projet de Conférence pour le Luxembourg moins bien vu à Londres. On désire des bases posées d'avance	382
—	28 <i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. En présence de l'acceptation par l'Empereur Napoléon de la garantie des Puissances pour le Luxembourg, M. de Bismarck considère la paix comme assurée. Son adhésion à la Conférence sans poser de base précise.....	381
—	29 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres. Télégramme. Urgence de réunir la Conférence pour le Luxembourg avec ou sans base.....	382
—	29 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. Télégramme. L'Angleterre accepte la Conférence pour la question du Luxembourg.....	383
—	29 <i>Autriche</i> . Le comte de Revertera au baron de Beust. Télégramme. L'Empereur Alexandre a prié le roi des Pays-Bas de convoquer la Conférence à Londres pour la question du Luxembourg.....	383
—	30 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. Défiances du côté de la Prusse et de l'Angleterre à l'endroit du maintien de la paix. Conflit luxembourgeois.....	383
—	30 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. Répugnances de lord Stanley à assumer une part de responsabilité dans la garantie de la neutralité du Luxembourg. Proposition d'y substituer un engagement de respecter cette neutralité.....	384
Mai.....	3 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres. Transmission des pleins pouvoirs pour siéger à la Conférence qui s'ouvrira le 7 mai pour le Luxembourg avec instructions très-conciliantes.....	385
—	7 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres pour l'ouverture de la Conférence pour régler le conflit luxembourgeois..	389
—	15 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Trauttmansdorff à Munich. Négociation de la Bavière avec la Confédération du Nord. Programme de la Bavière pour une Confédération des États du Sud de l'Allemagne	398
—	21 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres. Satisfaction du Traité du 11 mai réglant la question du Luxembourg....	389
Juillet....	20 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. Demander des explications au sujet d'une mission du général Dumont à Rome....	202
—	21 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. A propos de la mission du général Dumont à Rome.....	203
—	23 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Réponse du marquis de Moustier sur la mission du général Dumont à Rome qui n'était qu'officiuse.....	203
Août.....	1 <i>France</i> . Note du <i>Moniteur universel</i> sur la mission du général Dumont à Rome.....	204
—	1 <i>Italie</i> . M. Artom à M. de Campello. Explications du Gouvernement français au sujet de la mission du général Dumont à Rome....	207
—	1 <i>Italie</i> . Le comte de Campello aux Agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger. Mission de M. Tonello à Rome. Nécessité d'établir un <i>modus vivendi</i> avec le Saint-Siège. Nomination de nouveaux évêques. Projet de loi sur la liquidation des biens ecclésiastiques. Discussion dans les Chambres italiennes. Ordre du jour Mancini. Tentative de Terni. Réunion à Rome des évêques pour les fêtes séculaires de Saint-Pierre. Mission du général Dumont à Rome. Désir mutuel d'observer la Convention du 15 septembre.....	228
..	2 <i>Italie</i> . Le comte de Campello à M. Artom. Mission du général Du-	

1867

		Pages.
	mont. Interpellations dans le Parlement italien. Il importe de rendre à la Convention de septembre son efficacité morale.....	205
Août.....	4 <i>Italie.</i> Le comte de Campello à M. Artom. Réponse à sa dépêche du 1 ^{er} août 1867, au sujet de la mission du général Dumont à Rome.....	208
—	8 <i>Italie.</i> M. Artom au comte de Campello. Conversation avec le marquis de Moustier au sujet du voyage du général Dumont à Rome et sur la légion d'Antibes.....	208
—	19 <i>Autriche.</i> Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Voyage politique du comte Tauffkirchen à Vienne. Détails sur les propositions faites par le comte à Vienne. Réponses faites par M. de Beust à communiquer à M. de Bismarck.....	395
—	22 <i>Italie.</i> Le comte de Campello au chevalier Nigra. Fâcheuse impression produite en Italie par la lettre du maréchal Niel sur la mission du général Dumont, qui est en désaccord avec les déclarations données à cet égard par le marquis de Moustier.....	210
—	24 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au comte de Campello. Conversation avec le marquis de Moustier sur l'incident du voyage du général Dumont à Rome. Lettre du maréchal Niel. Urgence de faire cesser tout malentendu sur la Convention du 15 septembre. Les volontaires au service du Pape doivent être affranchis de toute obligation militaire dans leur propre pays.....	211
—	24 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au marquis de Moustier. Mission du général Dumont à Rome, explications sur la Légion d'Antibes. Volonté du Gouvernement italien de maintenir fermement ses engagements relativement à la question romaine.....	212
Septembre..	2 <i>France.</i> Le marquis de La Valette aux chevalier Nigra. Légion d'Antibes, dorénavant la légion romaine ne sera composée que de soldats entièrement libérés envers la France.....	215
—	7 <i>Italie.</i> Le comte de Campello au chevalier Nigra. Réponse à la Note du marquis de La Valette du 2 septembre au sujet de la légion d'Antibes.....	217
—	12 <i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron de Kubeck à Florence. Mouvements de Garibaldi, mesures prises par le Gouvernement italien. Espoir que M. Rattazzi prendra des mesures sérieuses.....	415
—	27 <i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron de Kubeck à Florence. Agitation garibaldienne. Satisfaction de l'Autriche pour l'énergie du Gouvernement italien, félicitations à M. Rattazzi.....	415
—	29 <i>Italie.</i> Le comte de Campello au chevalier Nigra. Arrestation de Garibaldi à Sinalunga. Détermination du Gouvernement italien d'empêcher toute attaque venant de l'intérieur contre le territoire pontifical. Agitation des esprits en Italie. Aspirations italiennes. Le Gouvernement royal défendra les principes et voudra les conséquences de la Convention du 15 septembre. Aucun des grands intérêts de la société ne pourra jamais être mis en danger par l'Italie, en ce qui dépend d'elle.....	232
—	30 <i>Italie.</i> Le comte de Campello au chevalier Nigra. Agitation à Rome; ordre d'aller à Biarritz pour prévenir le cas d'une intervention française; le sentiment national italien surexcité.....	233
Octobre....	4 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au comte de Campello. Entrevue avec l'Empereur Napoléon à Biarritz; la France ne prendra pas de résolutions sans se mettre en rapport avec le Gouvernement italien.	234
—	5 <i>Italie.</i> Le comte de Campello au chevalier Nigra. En cas de révolution à Rome, le Gouvernement italien se mettra en rapport avec le Gouvernement français. Réponse à télégramme du 4 octobre..	234
—	12 <i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Emotion de l'Empereur Napoléon aux nouvelles d'Italie; le mo-	

	ment est venu pour la France de prendre ses mesures; avis en est donné à l'Italie.....	235
Octobre..	13 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. Réponse à télégramme du 12 octobre. Des volontaires isolés pénètrent seulement sur le territoire pontifical; idée de l'occupation de ce territoire par les troupes italiennes, une intervention française serait la plus funeste résolution à adopter.....	235
—	14 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. Télégramme. Intentions du Gouvernement français d'expédier un corps d'armée à Rome; dans ce cas l'Italie serait contrainte d'intervenir de son côté et occuperait certainement le territoire pontifical.....	236
—	14 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Accusé de réception de son télégramme du même jour.....	237
—	15 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Annonce de la réunion du conseil des ministres à Paris pour le lendemain; proposition d'une combinaison de l'occupation des États pontificaux par des troupes italiennes pour y rétablir l'ordre, et ensuite reprendre leurs positions sur la frontière...	237
—	16 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. Télégramme. Réponse à son télégramme du 15, idée d'une occupation sans préjudice à la question politique; l'Italie acceptera un Congrès, la situation étant de plus en plus périlleuse.....	238
—	16 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. Télégramme. Tâcher d'écarter le Congrès et, en tout cas, entendre qu'il ne s'agit que de l'indépendance spirituelle du Pape, s'efforcer d'empêcher l'occupation française, résolution du Gouvernement italien de faire, dans ce cas, marcher ses troupes sur Rome.....	239
—	16 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Occupation française de Rome décidée en principe; la résolution définitive sera prise demain en conseil.....	239
—	17 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra, Télégramme. L'intervention française, la pire des résolutions; elle crée à l'Italie une situation impossible; utilité d'un concert entre les Gouvernements français et italien.....	239
—	17 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Réponse à télégramme du même jour. Objections à l'intervention italienne dans les États pontificaux; volonté du Pape d'abandonner Rome en ce cas.....	240
—	17 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Entrevue avec M. Rouher. Double intervention à Rome, recherche d'une solution soit par un Congrès, soit par tout autre moyen...	240
—	17 <i>Italie</i> . Le comte de Campello au chevalier Nigra. Télégramme. Ordres sévères pour empêcher l'invasion du territoire pontifical par des bandes armées. Double intervention. Le seul moyen efficace, en cas de révolution à Rome, serait l'intervention de l'Italie pour rétablir l'ordre sans préjudice des questions pendantes ...	241
—	17 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. L'Empereur consent à suspendre l'ordre d'expédition; mais il demande l'assurance que le gouvernement italien réprimera le mouvement des volontaires sur Rome.....	242
—	17 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. La France n'admet pas l'intervention italienne, même en cas de révolution à Rome.....	242
—	17 <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra au comte de Campello. Détails sur ses démarches auprès du Gouvernement français, urgence d'empêcher l'invasion du territoire pontifical par les bandes garibaldiennes, afin d'arrêter l'expédition française.....	243

1867

Pages.

Octobre. .	17	<i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au comte de Campello. Résolutions et manière de voir du Gouvernement français; l'ordre d'expédition est suspendu. Le Gouvernement italien doit redoubler d'énergie pour empêcher le mouvement des volontaires. La France n'admet pas l'occupation du territoire pontifical par l'Italie.....	247
—	18	<i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Les troupes françaises sont prêtes à partir pour Civita-Vecchia au premier signal, nécessité d'un acte énergique du Gouvernement italien pour réprimer le mouvement.....	243
—	19	<i>Italie.</i> Le comte de Campello au chevalier Nigra. Télégramme. Démission du cabinet italien.....	248
—	20	<i>Italie.</i> Le comte de Campello au chevalier Nigra. Demande de la France que le Gouvernement italien désapprouve dans un manifeste à la nation les mouvements des volontaires, faire dissoudre les comités de secours et arrêter les enrôlements. Le cabinet italien ayant donné sa démission ne peut délibérer sur les demandes du Gouvernement français.....	248
—	26	<i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au comte de Campello. Télégramme. Départ annoncé de la flotte française de Toulon pour Civita-Vecchia.....	250
—	26	<i>Italie.</i> Le marquis de Bella Carracciolo au comte de Campello. Entrevue avec le prince Gortchakoff au sujet de la question romaine, sympathie de la Russie pour l'Italie.....	253
—	27	<i>Italie.</i> Le général Ménabréa au chevalier Nigra. Nouveau ministère italien. Espoir que l'expédition française n'aura pas lieu, mais dans ce cas les troupes italiennes passeront la frontière pour maintenir l'ordre sur le territoire pontifical.....	250
—	29	<i>Italie.</i> Le marquis d'Azeglio au général Ménabréa. Entrevue avec lord Stanley au sujet de la question romaine. L'Angleterre emploiera ses efforts pour empêcher que l'entrée des troupes italiennes sur le territoire pontifical soit considéré comme un <i>casus belli</i>	253
—	30	<i>Italie.</i> Le général Ménabréa aux Agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger. Circulaire. Intervention française à Rome. Occupation de divers points du territoire par les troupes italiennes. Les conditions de la Convention de septembre sont essentiellement altérées, ce qui doit donner lieu à de nouvelles négociations que le gouvernement italien espère voir aboutir à une solution définitive.....	250
—	30	<i>Italie.</i> Le marquis d'Azeglio au général Ménabréa. Conversation avec lord Stanley. Nouvelles reçues de Paris. L'expédition française a lieu sans intentions hostiles contre l'Italie.....	254
—	30	<i>Italie.</i> Le chevalier Tosi au général de Ménabréa. Entrevue au sujet de la question romaine avec le comte de Bismarck, qui a des motifs pour ne pas agir directement à Paris et espère qu'un conflit n'aura pas lieu si l'Italie fait preuve de prudence.....	255
Novembre. 2		<i>Italie.</i> Le chevalier Nigra au général de Ménabréa. L'entrée des troupes italiennes sur le territoire pontifical n'est pas considérée par le Gouvernement français comme un <i>casus belli</i> , excitation produite en France par le plébiscite de Frosinone.....	255
—	7	<i>Italie.</i> Le général Ménabréa au chevalier Nigra. Entrée des troupes italiennes sur le territoire pontifical. Défaite de Mentana, désarmement des volontaires et arrestation de Garibaldi. Retraite des troupes italiennes du territoire pontifical. Nécessité de régler la question romaine.....	256
—	9	<i>Italie.</i> M. Blanc au général Ménabréa. Opinion du cabinet de Vienne sur un projet de conférence pour régler la question ro-	

	1867	Pages.
	maine. Le baron de Beust n'entend prendre aucune initiative à ce sujet.....	258
Novembre	14 <i>Italie</i> . Le général Ménabréa au chevalier Nigra. Vues du gouvernement italien relativement à la Conférence.....	259
—	19 <i>Italie</i> . Le général de Ménabréa au chevalier Nigra. Acceptation en principe de la Conférence, éclaircissements demandés avant de prendre un engagement définitif.....	261
—	19 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Proposition par la France d'une Conférence pour le règlement de la question romaine. Consentement de l'Autriche à y participer....	416
—	19 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Agents diplomatiques de l'Autriche à l'étranger. Circulaire. Invitation de la France à une Conférence pour la question romaine. Motifs qui ont décidé l'Autriche à accepter cette invitation sans réserves.....	417
—	20 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Hübner à Rome. Conférence proposée par la France pour le règlement de la question romaine. Espoir que le Saint-Siège adhérerait à cette proposition.	419
—	20 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Kubeck à Florence. Crise ministérielle en Italie. Confiance dans l'arrivée du général Ménabréa aux affaires. Espoir que l'Italie acceptera la Conférence....	421
—	21 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust, Approbation par la France de la réponse de l'Autriche à l'invitation à la Conférence pour le règlement de la question romaine.....	423
—	23 Le baron de Kubeck au baron de Beust. Réponse à 20 novembre. Explications du général Ménabréa sur la proposition d'une conférence par la France. Doute dans les cercles politiques de Florence que la Conférence puisse aboutir.....	423
—	25 <i>Autriche</i> . Le baron de Hübner au baron de Beust, Réponse à 20 novembre. Le Gouvernement pontifical adhère à la Conférence en réservant les questions des provinces enlevées au Saint-Siège par l'Italie.....	425
—	27 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au baron de Malaret. Réponse du général de Ménabréa à la proposition d'une Conférence pour régler les affaires romaines. Utilité d'établir dès à présent un terrain pour la discussion.....	266
—	30 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. M. de Moustier remercie M. de Beust pour l'appui franc et loyal qu'il a donné au projet de Conférence pour le règlement de la question romaine.....	426
Décembre.	2 <i>États-Unis</i> . Message du président Johnson.....	166
—	3 <i>Italie</i> . Le général Ménabréa au chevalier Nigra. Réponse à dépêche du marquis de Moustier du 27 novembre, l'Italie prendra pour guide dans la Conférence le salut du pays, le respect de la religion et la paix de l'Europe.....	265
—	16 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Nouvelle communication de la France au sujet de la Conférence pour le règlement de la question romaine. Réunion préparatoire des cinq grandes Puissances. Adhésion de l'Autriche à cette proposition.....	426

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

F. AMYOT.